

Grammaire des civilisations

Fernand Braudel

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

FERNAND

BRAUDEL

Grammaire des
civilisations



Champs **histoire**

FERNAND

BRAUDEL

Grammaire des
civilisations



Champs **histoire**

Fernand Braudel

GRAMMAIRE
DES CIVILISATIONS

Champshistoire

Fernand Braudel

Grammaire des civilisations

Champs histoire

Le texte de ce livre a été publié pour la première fois dans l'ouvrage collectif de S. BAILLE, F. BRAUDEL, R. PHILIPPE, *Le Monde actuel, histoire et civilisations*, librairie Eugène Belin, 1963.

Nous remercions les éditions Belin, de nous avoir aimablement autorisé à reproduire les cartes de ce manuel.

© Les Éditions Arthaud, Paris, 1987.

© Flammarion, Paris, 1993, pour cette édition.



www.centrenationaldulivre.fr

ISBN Epub : 9782081443297

ISBN PDF Web : 9782081443310

Le livre a été imprimé sous les références :

ISBN : 9782081307933

Ouvrage numérisé et converti par [Pixellence](#) (59100 Roubaix)

Présentation de l'éditeur

Ce livre est un manuel – la partie centrale d'un manuel – publié pour la première fois en 1963. Au début des années soixante, Fernand Braudel fut en effet sollicité pour rédiger un texte consacré aux grandes civilisations, désormais au programme des classes de terminale, un projet qu'il défendait de longue date. La langue de Braudel, éloquente et limpide, sa volonté de transmettre à un jeune public une vision de l'Histoire nourrie des autres sciences humaines, servirent à merveille la conviction qui fut toujours la sienne : « Enseigner l'histoire, c'est d'abord savoir la raconter. »

Par son ambition – il s'attache successivement à l'Islam, à l'Afrique noire, à l'Extrême-Orient, aux civilisations européennes, à l'Amérique et à la Russie – et la clarté de son propos, Grammaire des civilisations est devenu un classique traduit en plusieurs langues.

Fernand Braudel, disparu en 1985, est l'un des plus grands historiens du XXe siècle. La plupart de ses ouvrages sont disponibles dans la collection Champs.

La Dynamique du capitalisme.

Écrits sur l'histoire.

Écrits sur l'histoire II.

L'Identité de la France (2 vol.).

La Méditerranée. L'espace et l'histoire.

La Méditerranée. Les hommes et l'héritage.

Le Modèle italien.

Grammaire des civilisations

Braudel enseigne l'histoire

Ce livre est un manuel – ou plutôt la partie centrale d'un manuel –, publié pour la première fois en 1963. Un manuel conçu et écrit à l'usage des classes terminales de nos lycées, et qu'il nous faut lire aujourd'hui comme tel. Mais sans *a priori* ni réserves, bien au contraire. Car ce n'est pas un texte de circonstance, où l'on retrouverait F. Braudel, bien sûr, mais derrière le manuel. C'est, au sens fort, un manuel de F. Braudel, rédigé dans un contexte un peu exceptionnel, et affronté par lui avec une part de défi. C'est-à-dire un texte écrit non pour ses pairs, ou même pour le grand public qui, à cette date, ne le connaissait pas encore, et dont il ne se souciait guère pour sa part, mais pour un auditoire bien défini, des garçons et des filles de 16 à 18 ans – « des adultes », écrira-t-il en 1983 dans un de ses billets du *Corriere della Sera* reproduit ici même – qu'il voulait toucher, ainsi, inutile de l'ajouter, que leurs professeurs. Un texte destiné à montrer – et à démontrer – que l'histoire la plus exigeante, la plus nouvelle, la plus curieuse aussi des autres sciences de l'homme, pouvait s'enseigner, et comment l'enseigner. Un principe fondamental : intéresser ceux et celles à qui elle était destinée, et à qui il fallait permettre d'affronter en le comprenant le monde dans lequel ils allaient vivre. Pas d'histoire en effet à ses yeux qui ne réponde, par l'interrogation et le détour du passé, aux curiosités, aux incertitudes et aux problèmes du présent.

On percevra mieux, en le relisant aujourd'hui, pourquoi, sollicité pendant dix ans par son éditeur « d'adapter » son texte pour un autre public, il avait, sans jamais vraiment dire non, toujours remis à plus tard. À chaque livre la logique de son écriture, qui n'admet pas les retouches de détail, mais exige que l'on recommence toujours à zéro. Il n'a cessé de le répéter à tous ceux qui l'ont approché : pour bien écrire, et l'histoire doit être bien écrite, par des historiens « maîtres de leur langue », il ne faut jamais corriger, mais toujours réécrire, inlassablement, en reprenant de A à Z, jusqu'à trouver l'expression à la fois la plus exacte et la plus simple de sa pensée, jusqu'à ce que le texte « coule de source ».

Mieux vaut donc que ce livre soit aujourd'hui reproposé dans sa version originale, tout au plus dépouillé de son illustration et de ses documents et notes de lecture. Le paradoxe serait d'ailleurs, si F. Braudel n'en avait pas porté, en partie, la responsabilité, qu'il le soit si tard, à presque un quart de siècle de distance. Ses premiers lecteurs ont dépassé la quarantaine, et les plus jeunes des premiers enseignants à l'avoir utilisé ont atteint la cinquantaine. Comme pour la *Méditerranée*, l'Espagne et l'Italie avaient pourtant donné l'exemple dès 1966. La première en le traduisant dans son intégralité, pour les étudiants de l'Université (Madrid, Tecnos), la seconde en le proposant en ouvrage de poche, régulièrement réédité depuis (Turin, Einaudi, PBE). Ce qui illustre des différences significatives dans la circulation du livre qui pourraient surprendre dans notre Europe en voie d'unification : rien de plus cloisonné, en fait, malgré le parallélisme des cursus et des découpages, que le contenu de nos enseignements secondaires. Ajoutons-y, au risque de forcer les termes, que, comme manuel, il n'a sans doute pas eu, en France même, la diffusion qu'il aurait pu et dû y avoir : combien de conseils de professeurs auront-ils décidé (comme j'en fis moi-même l'expérience, un peu surpris, en 1964, dans le lycée de province, au nord de Paris, où je venais d'être nommé) qu'il était trop ardu pour les élèves, et qu'il fallait leur en choisir un autre, d'accès plus aisé, en gardant celui-ci comme « livre du maître » ? De quoi garantir, à une époque où les maisons d'édition scolaire distribuaient généreusement leurs manuels, un bel échec éditorial ! Mais je crois volontiers que si ce livre avait trouvé, même ainsi, la moitié de son public recherché, et vraiment servi de « livre du maître », aidant les professeurs à enseigner, dans l'esprit que F. Braudel souhaitait, ce programme nouveau et difficile, qu'il avait largement poussé à faire accepter, il en eût été plus qu'à moitié satisfait. Trouvera-t-il aujourd'hui, enfin, à la fois les lecteurs et le statut que beaucoup voulaient lui mesurer strictement ? Trois raisons au moins invitent à le croire : je tenterai de les exposer tour à tour.

Ce livre, comme beaucoup d'autres, a son histoire, et il faut, pour en apprécier la portée, le replacer dans son contexte : celui de la fin des années cinquante. Le grand effort de reconstruction et de modernisation de l'après-guerre débouche à cette date sur la remise en question d'un certain nombre de structures essentielles de la société française, dont l'inadaptation apparaît évidente, au moins aux yeux d'une « élite » éclairée et ouverte sur l'extérieur. Vérité en politique, vérité aussi pour le système éducatif, soumis à une pression sans précédent, de l'école primaire à l'Université. Il lui faut accueillir les enfants du baby-boom pour une scolarité plus longue, et recruter des maîtres plus nombreux parmi les classes creuses de l'avant-guerre. Les

premiers devront apprendre et les seconds enseigner de façon différente des disciplines profondément renouvelées. Et la même exigence d'un double progrès – en fait, une véritable rupture – en quantité et en qualité vaut pour la formation des autres cadres de la nation, ingénieurs et médecins en tête. Les réformes sont à l'ordre du jour, au nom de la devise « gouverner c'est prévoir ». Mais elles divisent l'opinion, les usagers, les spécialistes. Certaines aboutiront : l'enseignement des mathématiques, les études médicales. D'autres connaîtront un échec total ou partiel. Parmi celles-ci, celle de l'enseignement de l'histoire.

Le principe d'une réforme des programmes d'histoire a été décidé avant la fin de la IV^e République : amorcée en 1957, en classe de sixième, elle atteint, à la rentrée de 1962, les classes terminales. Le principe en est simple. L'ancien découpage, en vigueur depuis 1945, de l'histoire en tranches successives, en partant de la Mésopotamie et de l'Égypte, réservait aux deux dernières classes l'époque dite « contemporaine » : 1789-1851 en première, 1851-1939 en terminale. Le nouveau découpage, daté du 19 juillet 1957, en anticipe l'enseignement d'un an et en déplace la division intérieure vers l'aval (1789-1871 en seconde, 1871-1945 en première) pour réserver aux terminales l'étude « des principales civilisations contemporaines ». De ce titre provisoire, le B.O. du 25 juillet suivant détaille le contenu en six « mondes » (occidental, soviétique, musulman, extrême-oriental, asiatique du Sud-Est, africain noir) précédés d'une introduction destinée à en préciser « la conception et le sens » : elle « devra, tout d'abord, définir la notion de civilisation, mais elle soulignera, en l'expliquant, la forme à donner à l'étude envisagée, qui comportera, pour chacun des ensembles énumérés... trois éléments essentiels : fondements ; facteurs essentiels de l'évolution ; aspects particuliers actuels de sa civilisation ».

Cet intitulé représente à cette date, pour F. Braudel, une compensation plus qu'une véritable victoire. Contraint de quitter la présidence d'un jury d'agrégation qui lui avait permis d'éprouver toutes les difficultés auxquelles pouvait se heurter la nécessaire « réforme du concours », il a en effet été appelé par Henri Longchambon à rédiger la partie concernant les sciences sociales dans le rapport sur la recherche scientifique en France destiné au plan quinquennal en cours de mise au point. Mais le projet soumis par lui d'une petite faculté expérimentale de sciences économiques, sociales et politiques s'était heurté à l'opposition des facultés en place – Lettres et Droit –, menacées de concurrence. En juin 1957, le rapport final présenté au gouvernement le retenait (« sans trop y croire », vu « l'apathie ou la résistance systématique, à base de crainte et de "bon sens", de toutes les institutions en place ») comme une « réforme à

long terme », possible dans le cadre d'une « adaptation des structures ». Sous le titre « Les Sciences sociales en France. Un bilan, un programme », on peut en lire le texte, évidemment rédigé par F. Braudel lui-même, dans la première livraison des *Annales E.S.C.* de 1958.

Cependant ce premier échec allait avoir deux conséquences, dues l'une et l'autre à l'initiative de Gaston Berger, alors directeur de l'enseignement supérieur. Le projet de créer à Paris une Maison des Sciences de l'Homme (ou des Sciences Sociales, puisque l'article de 1958 utilise tour à tour les deux expressions), lieu de « regroupement de la recherche », autour d'une bibliothèque et de services communs (« notamment un centre de mécanographie et un laboratoire de cartographie »). Et cette réforme des programmes des classes terminales (et en fait du second cycle du secondaire) qui devait préparer les élèves à l'Université et au monde contemporain, et illustrer pour eux, à travers la notion de civilisation, tout ce que l'histoire pouvait retirer d'une lecture attentive des « sciences sociales voisines : géographie, démographie, économie, sociologie, anthropologie, psychologie ». Une véritable leçon de choses, à l'échelle du monde.

Mais évacuer l'événement de l'enseignement de l'histoire, ou du moins le reléguer au second plan, même pour une seule année : la réforme était trop brutale pour être acceptée telle quelle, et les résistances ne tardèrent pas. Deux ans plus tard, il fallut composer. Dans le nouveau texte de juin 1959, l'énoncé de la seconde partie, « les civilisations du monde contemporain », regroupe l'Extrême-Orient et l'Asie du Sud-Est en un seul monde dit « de l'océan Indien et du Pacifique », et ajoute une conclusion sur « les grands problèmes du moment ». Et, surtout, la période 1914-1945 est réintroduite dans le programme des classes terminales, pour en occuper tout le premier trimestre, modifiant ainsi l'équilibre de l'année scolaire. La bataille n'était pas encore perdue. Mais elle n'était pas gagnée non plus, comme devaient le montrer toutes les résistances rencontrées dans l'application, les modalités et les directives d'enseignement, les choix des sujets, etc. Un exemple parmi beaucoup d'autres : en pleine décolonisation, alors même que les nouveaux États indépendants cherchaient non sans courage à écrire leur histoire, un arrêté du 10 août 1965 éliminait purement et simplement « le monde africain ».

À l'approche de son entrée en vigueur, les réserves sur le nouveau programme s'expriment de façon ouverte. Comment enseigner l'histoire sans le support du récit, des événements, des connaissances concrètes et vérifiables au moment de l'examen, s'interrogent les responsables du second degré, conscients, sans aucun doute à juste titre, de la rupture totale qu'allait représenter ce programme pour des

enseignants formés à une autre école, dans une Université où plusieurs des sciences sociales en cause n'avaient pas encore leur place ? Le choix ne serait-il pas entre « les faits » d'un côté, « le bavardage » ou « l'abstraction » de l'autre ? Les auteurs des nouveaux manuels, ou des anciens renouvelés, n'hésitent pas à confesser leur perplexité, sinon leur méfiance. Relisons l'avant-propos de l'un des plus réputés (Hatier, 1962), qui fut la bible de générations de khâgneux : « Si l'intérêt de ce programme ne saurait faire de doute, si cette étude du monde contemporain présente attrait et avantage pour des élèves en fin d'études de second degré, on ne peut se dissimuler les difficultés que comporte leur mise en œuvre. Beaucoup de mots techniques devront être nécessairement abordés. Il fallait faire simple... » Et après avoir présenté les « spécialistes », c'est-à-dire les universitaires ou doctorants auxquels ont été confiés les fameux nouveaux chapitres, l'avant-propos poursuit : « Cette équipe de spécialistes s'est attachée à présenter le livre simple et clair que nous souhaitons tous. Elle a voulu indiquer seulement les grandes lignes, comprendre et faire comprendre... À partir de la page 288, quand on aborde l'histoire des civilisations *plus ardue que le simple récit des faits*, “un argumentaire” en caractères gras précise et complète le texte. Il pourra tenir lieu de sommaire, très bref sans doute, mais suffisant, à l'*élève pressé* qui voudra du premier coup d'œil connaître l'armature de la leçon »... En fin de volume « une dernière partie plus pédagogique tente de répondre *aux légitimes inquiétudes des candidats* ».

Que l'on me pardonne cette citation un peu longue, dont j'ai souligné les expressions significatives : elle ne vise à incriminer personne, ni à faire revivre une quelconque bataille manichéenne des Anciens et des Modernes. Mais rien ne montre mieux les enjeux en cause, et les craintes que provoque « ce programme passionnant certes, mais ambitieux ». En écrivant ce manuel, F. Braudel s'engage personnellement, sans illusions excessives sur les oppositions auxquelles il va se heurter. Et il choisit la difficulté. Il s'en réserve la partie centrale, celle des « grandes civilisations », la plus contestée et critiquée. Et, plaçant en tête du volume quelques pages d'introduction, « Histoire et temps présent », dont la « logique pédagogique » devrait conduire « à reporter de préférence la lecture après la première partie du programme » (l'histoire de 1914 à nos jours)... « quand sera abordée l'étude difficile des grandes civilisations », il réaffirme sans hésiter l'unité profonde de cette lecture globale du monde actuel. Au moment où il paraît, ce manuel n'est donc pas un manuel parmi d'autres : c'est un livre de combat. Et du combat le plus délicat et ingrat à mener : le combat contre les habitudes de sa corporation, car on ne peut imposer, il faut convaincre, et, pour convaincre, recommencer sans cesse, et répéter que les erreurs, les ignorances

même les plus scandaleuses sont de tout temps, qu'elles ne sauraient être imputées ni aux élèves, ni aux programmes, ni aux manuels, d'aujourd'hui comme d'hier. Les difficultés – le mot « difficile » revient à deux reprises dans les dix premières lignes, mais il n'y a clairement pas le même sens que dans le texte cité plus haut – ne sont ni niées, ni minimisées. Elles sont abordées de front.

On pourra penser, bien sûr, que F. Braudel s'était inutilement exposé sur un terrain qu'il ne contrôlait pas, et où il ne pouvait donc qu'échouer, face aux inerties d'un système scolaire d'autant moins capable d'évoluer à cette date que le gonflement rapide des effectifs, lié à l'allongement de la durée des études et à l'accès généralisé au premier cycle au moins du secondaire, commençait déjà, dès avant 1968, à le mettre en crise. On pourra penser également que le vrai combat, auquel consacrer tous ses efforts, se situait ailleurs, sur le front de la recherche, de cette « histoire de pointe » qu'il s'employait, après L. Febvre, à dynamiser et à regrouper, sans exclusive, en jouant de ce merveilleux instrument d'action, alors tout neuf, d'une VI^e Section de l'École Pratique des Hautes Études en pleine expansion. Ou encore sur le front de l'Université, de cet enseignement supérieur qui continuait à lui refuser de participer à la collation des grades. Lancer les recherches, donner au-dehors de l'histoire alliée aux sciences sociales une image renouvelée, imposer les meilleurs dans l'Université et assurer ainsi à la fois le renouvellement des contenus des enseignements et l'élargissement du champ des disciplines enseignées, former dans un autre esprit les futurs enseignants : telle aurait été la voie de la raison. Un pari différent sur le temps et la transformation lente. Mais F. Braudel n'aimait pas être raisonnable. Il suffit pour s'en convaincre de relire ses derniers mots prononcés en public à Châteauvallon, le 20 octobre 1985 : « Des gens que j'aime bien m'ont dit : "Ne sois pas déraisonnable, comme d'habitude." Croyez-vous que j'ai suivi leur conseil ? » (*Une leçon d'histoire de Fernand Braudel, Châteauvallon, octobre 1985*, Paris, Arthaud-Flammarion, p. 224). La boutade, comme toujours chez lui, suggère sur le mode ironique ce qui est à ses yeux l'essentiel. Et, dans le cas de l'enseignement (de l'histoire, comme d'ailleurs de toutes les autres disciplines), l'essentiel, c'était l'intime conviction, régulièrement réaffirmée, qu'une réforme ne se détaille pas. Pour avoir quelque chance d'aboutir, elle ne peut se limiter à l'un des étages – l'école primaire, le premier ou le second cycle du secondaire, l'Université. Il faut qu'elle soit totale.

Quoi qu'il en soit, il a eu le sentiment, assez justifié, d'avoir échoué sur le front de l'école. Bien avant même que de nouveaux textes officiels n'aient délivré les élèves des classes terminales de ce

programme qui dérangeait trop d'habitudes et rétabli la bonne vieille histoire événementielle du temps présent – de 1914, puis de 1939 à nos jours – à la place qu'elle n'aurait jamais dû perdre, « le Braudel », mis de fait à l'index, avait été discrètement retiré de la vente, en 1970 : un signe qui ne trompe pas. Mais le problème n'était pas à ses yeux celui d'un livre : il était, bien plus profondément, celui de l'enseignement de l'histoire. Un problème qui l'aura préoccupé jusqu'au dernier jour, et qui réveillait toujours chez lui une passion batailleuse.

On connaît ses interventions répétées pour dénoncer en toute occasion, et jusqu'à la veille même de sa mort, l'aberration que représentaient pour lui les nouveaux, puis les « nouveaux-nouveaux » programmes. Son article du *Corriere della Sera* de 1983, publié ci-dessous, reprend les arguments qui avaient été les siens, quatre ou cinq ans plus tôt, dans un débat qui réunissait notamment J.-P. Chevènement, M. Debré, A. Decaux, et annonce ce qu'il redira, deux ans plus tard, à Châteauvallon. Là encore, en racontant le siège de Toulon – celui de 1707, auquel il a consacré de longues pages de *L'Identité de la France*, et non celui, trop connu, de 1793 – devant des élèves de troisième d'un CES de Toulon, en présence des caméras, il avait donné l'exemple et payé de sa personne : le film est là pour en témoigner. Mais là encore aussi, il ne s'était pas contenté de s'adresser aux élèves. Il avait tenu à répondre, le 17 octobre, à certaines au moins des questions qu'avaient préparées pour lui une quarantaine de professeurs sur l'enseignement de l'histoire, l'histoire de l'art, la place des sciences et des techniques, celle de la géographie et, encore et toujours, les programmes scolaires.

Les notes prises à l'occasion de cet entretien par mon collègue Gilbert Buti confirmeraient, s'il en était besoin, la continuité de ses positions. Il avait tenu à redire sa foi dans une histoire ouverte aux apports des autres sciences de l'homme – mais sans jamais se confondre avec elles, car l'histoire garde l'avantage irremplaçable de la maîtrise du passé, comme passé, qui lui permet de mieux saisir le présent. Et il avait réaffirmé sa profonde désapprobation d'un découpage des programmes qui semblait s'ingénier à prendre les problèmes, et à affronter les difficultés, dans l'ordre inverse de celui qui aurait permis de les résoudre. Dans les petites classes, l'histoire nouvelle. Dans le second cycle, et jusqu'en terminale, l'histoire traditionnelle, le récit, les événements, la chronologie, les guerres. Alors qu'à ses yeux la démarche devait être strictement l'inverse. Écoutons-le, une fois encore, à Châteauvallon : « Si j'étais responsable, jusqu'à la classe de 1^{re}, j'enseignerais l'histoire traditionnelle, l'histoire-récit : on raconte, on s'arrête, on explique une chose un peu plus importante, et de temps en temps on glisse des remarques de

sociologie, d'économie sociale, etc. ; je concentrerais "l'histoire nouvelle-nouvelle" et "l'histoire nouvelle-nouvelle-nouvelle" dans les classes terminales. Parce que je trouve affreux, abominable, qu'on interroge au bac les enfants sur la période de 1945 à 1985 comme on le fait aujourd'hui. Je suis sûr que si j'étais examinateur je collerais n'importe quel historien au bachot ! Et si je m'interrogeais moi-même, je me collerais personnellement ! »

N'y voyons pas, là encore, une simple boutade, prononcée dans l'euphorie de cette rencontre. L'article de 1983 ne dit pas autre chose, dans des termes encore plus nets, à ses lecteurs italiens : « D'où vient ce scandale ? D'une décision absurde de l'Éducation nationale. Personnellement, comme je l'ai toujours proposé, j'aurais mis une initiation à l'histoire nouvelle au programme de la *seule classe terminale*. L'histoire nouvelle est une annexion voulue des diverses sciences de l'homme. Ces diverses sciences regardent, expliquent le monde actuel, en rendent la confusion intelligible. Et il me semble nécessaire qu'à dix-huit ans, à la veille de se préparer à un métier quel qu'il soit, nos jeunes gens soient initiés aux problèmes actuels de l'économie et de la société, aux grands conflits culturels du monde, à la pluralité des civilisations... »

À sa façon, provocante, F. Braudel aura donc tenu à réaffirmer jusqu'au bout sa croyance intime dans un véritable projet pédagogique qui ferait à l'histoire (« Qui niera le rôle violent de l'histoire ? ») une place centrale, et l'utiliserait comme instrument privilégié de décryptage et de compréhension du monde, en fait du passé et du présent tout ensemble. Mais il n'a jamais cessé de répéter « sur tous les tons » que l'histoire traditionnelle – le récit, appuyé sur une chronologie précise – était la seule capable à la fois de fixer l'attention des plus jeunes élèves – des « enfants », par opposition aux « adultes » des classes terminales – et de leur donner « l'indispensable apprentissage du temps ». Or ce serait une erreur de voir dans cette affirmation régulièrement reprise une argumentation de circonstance, cherchant à rétablir au nom de je ne sais quel œcuménisme, la continuité entre « histoire traditionnelle » et cette « histoire nouvelle », alors qu'il avait consacré son énergie de chercheur et ses pouvoirs d'administrateur scientifique à créer, de l'une à l'autre, la rupture. Comme s'il avait dû innocenter à tout prix l'histoire qu'il préférait appeler « de pointe », comme il y a des mathématiques de pointe, de tous les péchés que l'on voulait, à tort ou à raison, lui imputer : n'en avait-on pas fait, presque au plus haut niveau, l'un des coupables de Mai 1968 ?

Avec la maturité, les difficultés rencontrées et les échecs, F. Braudel aura sans aucun doute précisé et durci sa position. Mais la véritable clef, il convient de la rechercher bien en amont, dans l'expérience

accumulée au cours de quelque dix ou douze années d'enseignement secondaire en Algérie et à Paris, entre 1923 et 1935. Même si la recherche est là pour la stimuler, la vivifier, la renouveler, l'histoire est d'abord faite, à ses yeux, pour être enseignée. Et l'une de ses premières conférences au Brésil, en septembre 1936, devant l'Instituto de Educação de São Paulo, porte précisément le titre de « Pédagogie de l'histoire » : le texte, publié à l'époque en portugais dans les *Archivos* de cet institut, en a été réédité en 1955 dans la *Revista de historia* de São Paulo (n° 23, pp. 2-21). Engagé dans la préparation de la *Méditerranée*, F. Braudel (on serait tenté de dire « Braudel avant Braudel ») y livre déjà le noyau de ce qu'il ne cessera de répéter pendant cinquante ans.

Pour transformer le « roman scolaire » en « roman d'aventures » (je traduis librement du portugais), pas d'autre secret que la simplicité qui va à l'essentiel, non pas la « simplicité qui mutile la vérité, qui énonce le vide et qui constitue un nom d'emprunt pour la médiocrité, mais la simplicité qui est clarté, lumière de l'intelligence... « Aller à ce qui fait le centre d'une civilisation : la Grèce, une civilisation de la mer Égée, de la Thrace à la Crète – et non de la péninsule balkanique. L'Égypte, une civilisation du Nil domestiqué. » Son modèle : Henri Pirenne, « le premier historien de langue française d'aujourd'hui », et, à travers lui, un enseignement qui tourne le dos au livre pour se confier à la parole. Pour se faire comprendre, bannir les termes abstraits. Pour se faire écouter, « laisser à l'histoire son intérêt dramatique », et faire que l'histoire « soit toujours intéressante ». Enseigner l'histoire, c'est d'abord savoir la raconter. Et, pour conclure : « De l'activité historique à l'activité didactique, il y a comme un passage d'un cours d'eau à un autre... Attention : votre tâche pédagogique ne doit pas être orientée par vos préférences scientifiques. J'insiste. Notre collègue manquerait à tous ses devoirs s'il parlait seulement à ses élèves de sociétés, de chèques, de prix du blé. L'historiographie a traversé lentement différentes phases. Elle a été la chronique des princes, l'histoire des batailles, ou le miroir des événements politiques ; aujourd'hui, grâce aux efforts de pionniers audacieux, elle plonge dans les réalités économiques et sociales du passé. Ces étapes sont comme les marches d'un escalier qui conduit à la vérité. Ne sacrifiez aucune de ces marches quand vous serez en compagnie des étudiants... » L'important, ajoute-t-il plus loin, empruntant son exemple à une géographie étroitement associée en France à l'enseignement de l'histoire, ce n'est pas, pour expliquer les marées, de partir de la théorie scientifique la plus exacte, c'est d'y arriver. Et la « marée du baccalauréat », dénoncée par Henri Poincaré, peut être un excellent point de départ pédagogique. Ces lignes révèlent la continuité presque surprenante d'un choix fait très tôt, et

maintenu jusqu'au dernier jour : F. Braudel, ou une certaine passion de l'enseignement de l'histoire, et de l'histoire qui s'enseigne. Qui oserait dire que cette proposition pédagogique a perdu aujourd'hui, à l'heure d'une nouvelle réforme, son actualité ? Notons en tout cas au passage que cette proposition, défendue avec passion pour l'histoire, vaut aussi pour d'autres disciplines tout aussi fondamentales à ses yeux, comme les mathématiques ou la grammaire.

La troisième piste, que je me contenterai d'esquisser ici, serait celle qui tendrait à replacer cet ouvrage faussement « mineur » (et, avec lui, tout un ensemble d'autres textes) dans la continuité d'une œuvre. Prisonnier de sa réussite, F. Braudel s'est vu souvent enfermer dans un seul livre, et beaucoup se sont plu à établir entre la *Méditerranée*, *Civilisation matérielle* et l'*Histoire de France* des oppositions, et un classement. Je crois au contraire que son œuvre gagne aujourd'hui, avec le recul, à être relue à la fois dans sa totalité et dans sa continuité. La parole et l'écriture, l'une et l'autre répétitives (mais « enseigner, c'est répéter » constituait l'une de ses devises favorites), y jouent, étroitement imbriquées, un rôle central dans l'élaboration d'une pensée, d'une formulation, d'un style. Elles lui permettent de jouer avec les idées et avec les concepts, de les apprivoiser puis de les abandonner, avant de leur trouver leur expression et leur place définitives. D'un texte à l'autre, les reprises, comme les tuiles d'un toit qui se recouvrent, suggèrent l'impression d'une surface homogène. Mais celle-ci, dans son déroulement, ne cesse d'introduire des motifs nouveaux qui, d'abord esquissés, sont peu à peu, et toujours de façon progressive, développés et intégrés.

Dans cette perspective, la *Grammaire des civilisations* occupe une position intermédiaire entre, d'un côté, la première édition de la *Méditerranée* (1949) et, de l'autre, la seconde (1966) et le premier tome de *Civilisation matérielle* (1967). Elle s'appuie à l'évidence sur le chapitre V de l'*Encyclopédie française*, t. XX (1959), « L'histoire des civilisations : le passé explique le présent » (réédité dans *Écrits sur l'Histoire*, 1969, pp. 255-314), ainsi d'ailleurs que sur les autres « grands » textes de ces mêmes années, au premier rang desquels « Histoire et sciences sociales. La longue durée » (*Annales E.S.C.*, 1958). En fait, elle lui fournit l'occasion de développer et de porter à son terme (évidemment provisoire), en profitant des conseils et des connaissances de nombreux chercheurs appelés à son initiative dans les départements des « Aires Culturelles » de la VI^e Section de l'E.P.H.E. – aujourd'hui l'E.H.E.S.S. –, une réflexion sur la notion même de civilisation, rencontrée dans la Méditerranée comme « la première et la plus complexe des permanences », avec toutes les contradictions dont elle est porteuse. Car les civilisations sont

« fraternelles et libérales, mais en même temps fermées, exclusives, revêches... ; pacifiques » et « non moins, guerrières ; d'une étonnante fixité » et, « en même temps, mobiles, vagabondes ». Peu à peu, un vocabulaire se met en place, appuyé comme toujours chez lui sur un réseau cohérent d'images : la superposition des niveaux, l'imbrication des durées, etc. Touche après touche, il précise le sens qu'il attribuera à chaque mot, dans un système qui reste le sien, et qui se justifie d'abord par sa capacité à épouser le plus étroitement possible les contours de la complexité du réel, et à en suggérer tout ce qui, par son opacité, échappe à l'analyse. Il suffit de penser au mot culture, dont il finira par écrire, après s'être longtemps interrogé (et encore dans les pages qui suivent), par référence à la langue allemande, sur les rapports entre civilisation et culture, qu'une culture, « c'est une civilisation qui n'a pas encore atteint sa maturité, son optimum, ni assuré sa croissance » (*Civilisation matérielle*, I, p. 79). Définie au contraire ici successivement par référence à l'espace, à la société, à l'économie et aux mentalités collectives, la civilisation se voit, en 1963, identifier avec la longue durée elle-même : « Ce qui, à travers des séries d'économies, des séries de sociétés, persiste à vivre en ne se laissant qu'à peine et peu à peu infléchir. » Mais non avec la totalité de l'histoire, pour laquelle il est encore à la recherche d'un troisième mot qui ne soit ni civilisation ni culture (1959), et pour laquelle il finira, mais plus tard, par choisir celui de société, défini, cette fois au singulier, comme « l'ensemble des ensembles ».

F. Braudel a souvent repris à son compte, et une dernière fois dans l'introduction de *L'Identité de la France*, l'affirmation de Marc Bloch : « Il n'y a pas d'histoire de France. Il n'y a qu'une histoire de l'Europe », mais pour ajouter aussitôt : « Il n'y a pas d'histoire de l'Europe, il y a une histoire du monde. » Il n'a pas eu le temps de porter à son terme cette histoire de France qui était, il le savait, son dernier pari. Il n'a fait qu'esquisser, par le film et le texte (*L'Europe*, Paris, Arts et Métiers Graphiques, 1982), cette histoire de l'Europe qu'annonçait la *Méditerranée*. Il nous a donné, avec *Civilisation matérielle, économie et capitalisme* une histoire du monde qui débouchait, à la différence de la *Méditerranée*, sur une interrogation sur le présent et l'avenir proche. À plus d'un titre cette « grammaire des civilisations » du monde actuel la prépare et la complète.

Maurice Aymard

En guise de préface

Il a suffi d'un mot de François Mitterrand, lors de son allocution du 16 septembre dernier, pour ranimer la querelle de l'enseignement de l'histoire. Elle ne demandait sans doute qu'à rebondir.

C'est une vieille querelle qui fait toujours recette et qui ne laisse personne dans l'indifférence, ni le public, plus que jamais épris d'histoire, ni les hommes politiques obligés d'être aux aguets, ni les journalistes, encore moins les professeurs d'histoire. C'est une vieille querelle qui ne nous apprend rien de nouveau et dont le cercle, cependant, ne cesse de s'agrandir. Toutes les controverses s'y logent à l'aise. Elles y arrivent au bruit du canon, comme les bonnes troupes.

En principe, il s'agit seulement des programmes de l'enseignement primaire dont, curieusement, on parle à peine ; des programmes de l'enseignement secondaire qu'on évoque plus encore qu'on ne les étudie. Il s'agit aussi du désastre ou soi-disant désastre de cet enseignement jugé d'après les résultats qu'on dit scandaleux de nos enfants. Mais pourraient-ils, ont-ils jamais été parfaits, ces résultats ? Vers 1930, une revue d'histoire se complaisait déjà, dans les colonnes d'un sottisier copieux, à énumérer les bourdes des potaches. Et pourtant, à cette époque-là, le bon enseignement se faisait au travers du sacro-saint manuel de Malet-Isaac – dont tant de discuteurs font aujourd'hui l'éloge.

Enfin, est mise en cause l'évolution de l'histoire elle-même, dans ses formes diverses. Pour les uns, l'histoire traditionnelle, fidèle au récit, esclave du récit, accable les mémoires, en prodiguant sans le moindre souci de les épargner les dates, les noms des héros, les faits et gestes des grands personnages ; pour les autres, l'histoire « nouvelle » qui se veut « scientifique », qui cultive entre autres la longue durée et néglige l'événement, serait responsable de ces échecs didactiques qui sont de véritables catastrophes, entraînant pour le moins l'oubli impardonnable de la chronologie. Cette querelle des Anciens et des Modernes n'a-t-elle pas bon dos ? Dans un débat qui est de pédagogie et non de théorie scientifique, elle cache les problèmes et les « culpabilités » au lieu de les éclairer.

Le problème est-il vraiment si compliqué ? Vous avez devant vous, avec le *secondaire*, de jeunes enfants, puis des adultes. Forcément, à un moment donné, l'enseignement doit changer, celui de l'histoire comme celui des autres matières. Le problème est de savoir comment vous allez répartir les questions à enseigner sur des années de scolarité qui se suivent et ne se ressemblent pas. Au début : des enfants ; à la fin : des adultes. Ce qui convient à ceux-là ne convient pas à ceux-ci. Il s'agit d'opérer un partage, et qu'il y ait, pour ce faire, une idée directrice, un classement des urgences et des exigences, une intelligence attentive.

J'ai toujours prôné, pour les *enfants*, un récit simple, des images, des séries de télévision, du cinéma, soit en gros une histoire traditionnelle mais améliorée, adaptée aux *médias* dont les enfants ont l'habitude. Je parle en connaissance de cause. J'ai été longtemps, comme tous les universitaires de ma génération, professeur de lycée et je réclamaïs toujours, à côté des classes terminales ou de concours qui m'étaient confiées, une classe de 6^e, c'est-à-dire des enfants de dix à douze ans. C'est un public délicieux, spontanément émerveillé, devant qui on peut faire défiler l'histoire comme avec une lanterne magique. Le grand problème est, chemin faisant, de lui faire découvrir la perspective, la réalité du temps vécu, les directions et significations qu'il implique, les successions qui, en le marquant, le jalonnent et lui donnent un premier visage reconnaissable. Je trouve abominable, en soi, qu'un élève moyen ne situe pas Louis XIV par rapport à Napoléon, ou Dante par rapport à Machiavel... Que le temps, peu à peu reconnu, prête donc le moins possible à confusion ! Mais que le récit facile s'ouvre comme de lui-même sur des spectacles, des paysages, des vues d'ensemble ! Nous sommes en tels ou tels lieux, à Venise, à Bordeaux, ou à Londres... À côté de l'apprentissage du temps, s'impose aussi l'apprentissage du vocabulaire : apprendre à jouer précisément avec les mots, les abstraits et les concrets... Avec les notions clefs : une société, un État, une économie, une civilisation... Tout cela le plus simplement du monde. Exiger la connaissance des dates essentielles, situer dans le temps les hommes éminents, importants ou même détestables. Les mettre à leur place.

Nous voici maintenant au-delà de la ligne de partage, face à des jeunes gens, aujourd'hui peut-être plus libres, plus malheureux aussi, que nous ne l'étions à leur âge, révoltés, alors qu'en fait, c'est la société, c'est le monde, c'est la façon de vivre qui changent autour d'eux et les emportent dans leurs mouvements, leurs contraintes et leurs colères. Ils sont peut-être moins intellectuels, moins livresques, mais aussi intelligents, assurément plus curieux que nous ne l'étions quand nous finissions nos apprentissages. Alors quel discours *historique* leur imposer ?

Nos absurdes programmes, en France, leur infligent, en classe de première, le monde de 1914 à 1939, puis, en classe terminale, le monde depuis 1939. Deux fois le vaste monde, mais celui de la politique, des guerres, des institutions, des conflits. Soit une masse fabuleuse de dates, d'événements. Je défie aucun historien, doué d'une mémoire de cheval, de subir avec un succès garanti toute interrogation sur cette masse de faits souvent médiocres, se succédant parce qu'ils se succèdent... J'ai sous les yeux le dernier-né de ces manuels sur *Le Temps présent*, le meilleur de la famille, me dit-on. Je le trouve utile, bien fait, mais décevant. Pas un mot valable sur le capitalisme, sur les crises économiques, sur la population du monde, sur les civilisations hors d'Europe, sur les raisons profondes des conflits au lieu des conflits étudiés en eux-mêmes.

D'où vient ce scandale ? D'une décision absurde de l'Éducation nationale. Personnellement, comme je l'ai toujours proposé, j'aurais mis une initiation à l'histoire nouvelle au programme de la *seule classe terminale*. L'histoire nouvelle est une annexion voulue des diverses sciences de l'homme. Ces diverses sciences regardent, expliquent le monde actuel, en rendent la confusion intelligible. Et il me semble nécessaire qu'à dix-huit ans, à la veille de se préparer à un métier quel qu'il soit, nos jeunes gens soient initiés aux problèmes actuels de l'économie et de la société, aux grands conflits culturels du monde, à la pluralité des civilisations. Être capables, pour prendre une image claire, de lire un grand quotidien d'information en comprenant ce qu'ils y lisent.

Or, c'est le contraire qui a été fait. L'histoire nouvelle a été placée, logée dans les petites classes où elle a, évidemment, provoqué des ravages. Pouvait-il en aller autrement ?

Finalement, les deux discours historiques ont été utilisés à contre-pied et sont nuisibles l'un et l'autre, celui-ci à l'entrée du lycée, celui-là à la sortie. Il en résulte une confusion évidente, qu'aggravent encore les libertés que les enseignants prennent depuis 1968, choisissant dans les meilleures intentions du monde telle partie du programme et ne traitant pas telle autre. Selon le hasard des choix et des professeurs successifs, certains élèves n'auront jamais entendu parler, au cours de leur vie scolaire, de telle ou telle portion importante du passé. La continuité des fils chronologiques n'y gagne rien...

Il s'est, hélas, produit pour l'histoire enseignée à nos *enfants* ce qui s'est produit pour les mathématiques ou pour la grammaire... Pourquoi enseigner avec des ficelles et des boutons de culotte ce qu'est un *ensemble* à des gosses de dix ans qui, du coup, ne maîtriseront jamais le calcul ordinaire et ne seront que quelques-uns à aborder, beaucoup plus tard, les hautes mathématiques ? La linguistique a bouleversé la grammaire comme le groin du sanglier un champ de

pommes de terre. Elle l'a habillée d'un langage pédant, compliqué, incompréhensible et, qui plus est, parfaitement inapproprié. Résultat : on n'a jamais autant négligé grammaire et orthographe ! Mais ce n'est ni la linguistique, ni la haute mathématique, ni l'histoire de pointe qui sont responsables de ces incongruités. Elles font ce qu'elles ont à faire. Sans se préoccuper de ce qui est, ou n'est pas, enseignable, à tel ou tel âge. Le responsable, en l'occurrence, c'est l'ambition intellectuelle des programmeurs. Ils veulent aller trop loin. Je me réjouis qu'ils soient ambitieux pour eux-mêmes. Mais qu'ils s'efforcent d'être simples pour ceux dont ils ont la charge, même et surtout quand c'est difficile.

Je me demande jusqu'à quel point cette discussion peut intéresser un lecteur italien. Et cependant, s'il veut bien réfléchir, le fond de la querelle est d'une immense portée, qui ne peut le laisser indifférent. Qui niera le rôle violent de l'histoire ? Certes, elle ne doit pas se perdre dans la fabrication d'un nationalisme toujours criticable, ni s'enfoncer seulement dans un humanisme qui a mes préférences. Le gros problème, c'est que l'histoire est l'ingrédient sans quoi aucune conscience nationale n'est viable. Et sans cette conscience, il ne peut y avoir de culture originale, de vraie civilisation, pas plus en France qu'en Italie.

Fernand Braudel

Introduction :

Histoire et temps présent

Ces premières pages précisent le sens de l'effort exigé des élèves des classes terminales par leur nouveau programme d'histoire. Elles ne pouvaient, en toute logique, qu'être placées en tête de ce volume. Pourtant la logique pédagogique ne sera pas tout à fait d'accord avec cette solution. La lecture de ces pages serait à reporter, de préférence, après la première partie du programme, vers le début du second trimestre, quand sera abordée l'étude difficile des grandes civilisations et que les candidats auront acquis une certaine familiarité avec le vocabulaire et les discussions philosophiques. L'épreuve d'une première lecture, d'entrée de jeu, n'est cependant pas à écarter.

Le nouveau programme d'histoire des classes terminales pose des problèmes difficiles. Il se présente comme une explication du monde actuel tel qu'il se révèle, en termes souvent obscurs, tel qu'on peut le comprendre aux lumières multiples d'une histoire qui ne fait fi d'aucune des sciences sociales voisines : géographie, démographie, économie, sociologie, anthropologie, psychologie...

• *Trois explications successives.*

Expliquer l'actualité reste une prétention. Tout au plus, peut-on nourrir l'ambition de la mieux comprendre, par tel ou tel chemin. Votre programme en propose successivement trois :

Tout d'abord, les jours que nous vivons s'expliquent, en partie, par les jours qui les ont immédiatement précédés. Pour ce bref retour en arrière, l'histoire prendra facilement la parole. La première partie de votre programme met donc en cause ces journées, ces années dramatiques, inhumaines souvent, qu'a vécues le monde depuis le début de la Première Guerre mondiale, en août 1914, jusqu'à l'heure présente. Ces événements ont bouleversé, dramatisé au possible le « premier » ^{xx}e siècle et se prolongent dans notre vie actuelle par

d'innombrables conséquences.

Ces événements d'hier expliquent et n'expliquent pas, à eux seuls, l'univers actuel. En fait, à des degrés divers, l'actualité prolonge d'autres expériences beaucoup plus éloignées dans le temps. Elle se nourrit de siècles révolus, même de toute « l'évolution historique vécue par l'humanité jusqu'à nos jours ». Que le présent implique pareille dimension de temps vécu ne doit pas vous paraître absurde bien que, tous, nous ayons tendance, spontanément, à considérer le monde qui nous entoure dans la seule durée fort brève de notre propre existence et à voir son histoire comme un film rapide où tout se succède ou se bouscule : guerres, batailles, entretiens au sommet, crises politiques, journées révolutionnaires, révolutions, désordres économiques, idées, modes intellectuelles, artistiques...

Cependant vous n'aurez pas de peine à constater que la vie des hommes implique bien d'autres réalités qui ne peuvent prendre place dans ce film des événements : l'espace dans lequel ils vivent, les formes sociales qui les emprisonnent et décident de leur existence, les règles éthiques, conscientes ou inconscientes, auxquelles ils obéissent, leurs croyances religieuses et philosophiques, la civilisation qui leur est propre. Ces réalités ont une vie beaucoup plus longue que la nôtre et nous n'aurons pas toujours le loisir, au cours de notre existence, de les voir changer de fond en comble.

Si l'on peut avoir recours à une comparaison, le monde physique qui nous entoure – montagnes, fleuves, glaciers, rivages – se déforme assurément. Or, si lente est cette évolution que nul, parmi nous, ne saurait s'en apercevoir de ses propres yeux, sans des références à un passé lointain, sans l'aide d'études et de mesures scientifiques qui dépassent les limites de notre seule observation. La vie des nations, des civilisations, les comportements psychiques ou religieux ont assurément moins d'apparente immuabilité, et pourtant des générations d'hommes se succèdent, sans trop les altérer. Ce qui ne diminue pas, au contraire, l'importance de ces forces profondes qui s'incorporent à notre vie et façonnent le monde.

Ainsi un passé proche et un passé plus ou moins lointain se mêlent dans la multiplicité du temps présent : alors qu'une histoire proche court vers nous à pas précipités, une histoire lointaine nous accompagne à pas lents.

Cette histoire lointaine, cette *télé-histoire*, est celle que met en cause la seconde partie de votre programme. Choisir, en effet, les grandes civilisations comme « cadres intelligibles » du monde actuel, c'est dépasser le mouvement rapide de l'histoire telle que vous la suivrez, de 1914 à 1962. C'est nous inviter à réfléchir à une certaine histoire à respiration lente, « de longue durée ». Les civilisations sont assurément des personnages à part dont la longévité dépasse l'entendement.

Fabuleusement vieilles, elles persistent à vivre dans chacun d'entre nous ; et elles nous survivront longtemps encore.

Ces deux explications achevées (histoire récente, histoire lointaine), votre programme en appelle une troisième, il s'agit cette fois de définir les grands problèmes de l'an de grâce 1962, à l'échelle du monde. Entendez toutes les catégories de problèmes : politiques, sociaux, économiques, culturels, techniques, scientifiques... En somme il vous est demandé, au-delà des lumières du double chemin historique que nous aurons suivi, de distinguer, dans l'univers qui nous entoure, l'essentiel de l'accessoire.

D'ordinaire, l'historien réfléchit et travaille sur le passé et, si la documentation ne lui donne pas toujours les moyens de l'appréhender exactement, du moins sait-il à l'avance, étudiant par exemple le XVIII^e siècle, vers quelles échéances progresse le « Siècle des Lumières » et c'est, à soi seul, un élément précieux de connaissance et de discernement. Il connaît *le mot de la fin*. Lorsqu'il s'agit du monde actuel qui s'offre à nous comme une série de possibles, distinguer les grands problèmes, c'est essentiellement imaginer le mot de la fin, discerner, entre tous ces possibles, ceux qui triompheront demain. Voilà qui est difficile, aléatoire, sans doute nécessaire.

Condorcet pensait que l'opération était licite. Des historiens sérieux se font courageusement les défenseurs du pronostic, si dangereux soit-il. Un économiste de réputation mondiale, Colin Clark, a calculé en 1951, à partir des statistiques qu'il connaissait alors, les dimensions probables de l'économie de l'avenir. Jean Fourastié disserte avec tranquillité de *la civilisation de 1980* qui dicte, ou devrait dicter la politique raisonnable de 1960. Une « science » très fragile, la *prospectivité* du philosophe Gaston Berger, prétend se spécialiser dans l'appréhension de l'avenir proche : le « futurible », comme disent d'un mot affreux certains économistes, le futurible étant ce que l'on peut, dès maintenant, légitimement mettre au futur, ce mince copeau de l'avenir proche que l'on calcule à l'avance et qu'il est presque donné de saisir.

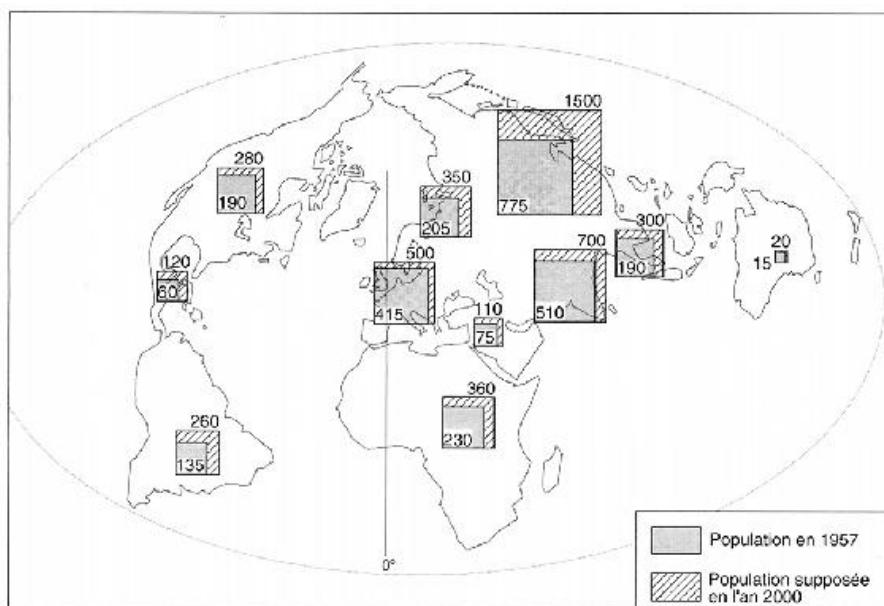
Cette attitude prête parfois à sourire. Elle a l'avantage, en tout cas, de suggérer, dans la confusion du temps présent, cette ligne de fuite privilégiée qui, vraie ou à demi vraie, dégage, parce qu'elle plonge droit vers l'avenir, les plus vastes des problèmes d'aujourd'hui et essaie de leur donner un sens. *Le monde actuel est un monde en devenir*.

Vous trouverez ci-dessous une carte vraisemblable de la répartition de la population du monde en l'an 2000. Elle vous fera réfléchir et comprendre, entre autres choses, qu'aucun planificateur – et la planification n'est-elle pas, par excellence, l'étude attentive et « prospective » des grands problèmes actuels ? – aucun planificateur ne saurait établir un programme quelconque sans avoir mentalement

(outre bien d'autres documents) une telle carte devant les yeux. Elle donne son sens plein à la réflexion de M. Houphouët-Boigny, président de la République de la Côte-d'Ivoire, à savoir qu'en Asie et en Afrique Noire, la planification ne peut, en aucune manière, prendre le même visage, car le sous-développement, d'un côté doit faire face à la surpopulation, de l'autre au sous-peuplement.

• *L'histoire multiple et une.*

Que l'histoire se prête à ces jeux, à ces spéculations, qu'elle se veuille, en somme, science du présent – et d'un présent ambigu – peut vous étonner. Y a-t-il abus de sa part ? Prendrait-elle, comme le loup de la fable, les habits d'autrui, au vrai ceux des sciences sociales, ses voisines ? Nous en reparlerons au début de la deuxième partie de ce livre. Alors, le problème vous paraîtra plus clair, car c'est un problème du temps en soi et le temps sera abordé dans la perspective de vos études de philosophie.FIG01



1. La population du monde en l'an 2000.

La multiplicité évidente des explications de l'histoire, leur écartèlement entre des points de vue différents, leurs contradictions mêmes s'accordent, en fait, dans une *dialectique* particulière à l'histoire, fondée sur la diversité des temps historiques eux-mêmes : temps rapide des événements, temps allongé des épisodes, temps ralenti, paresseux des civilisations. On peut rester dans les limites de

tel ou tel temps historique chaque fois qu'il s'agit d'une étude particulière. Par contre, toute tentative d'explication historique *globale* – telle que l'histoire des civilisations – oblige à multiplier ces photographies, diverses par leur temps de pose, puis à ramener ces multiples temps et images à l'unité, comme les couleurs du spectre solaire dûment mêlées restituent, obligatoirement, la lumière blanche.

I

Grammaire des civilisations

Chapitre I

Les variations du vocabulaire

Il serait agréable de définir le mot civilisation avec netteté et simplicité, si possible comme l'on définit une ligne droite, un triangle, un corps chimique...

Le vocabulaire des sciences de l'homme, hélas, n'autorise guère les définitions péremptoires. Sans que tout y soit incertain ou en devenir, la plupart des termes, loin d'être fixés une fois pour toutes, varient d'un auteur à l'autre et ne cessent d'évoluer sous nos yeux. « Les mots, dit Lévi-Strauss, sont des instruments que chacun de nous est libre d'appliquer à l'usage qu'il souhaite, à condition qu'il s'explique sur ses intentions. » C'est dire que, dans les secteurs des sciences de l'homme (comme dans celui de la philosophie), les mots les plus simples varient souvent et forcément de sens, suivant la pensée qui les anime et les utilise.

• *Le mot civilisation – un néologisme – apparaît tardivement en France, au XVIII^e siècle, et furtivement.*

Il a été fabriqué à partir de « civilisé », « civiliser », qui existent depuis longtemps déjà et sont usuels au XVI^e siècle. « Civilisation » n'est encore (vers 1732) qu'un terme de jurisprudence et désigne un acte de justice, ou un jugement qui rend *civil* un procès criminel. L'expression moderne, au sens de « passage à l'état civilisé », vient plus tard, en 1752, sous la plume de Turgot qui préparait alors un ouvrage sur l'histoire universelle, mais il ne le publiera pas lui-même. L'entrée officielle du mot, dans un texte imprimé, se marque sans doute avec la publication du *Traité de la population* (1756) de Mirabeau, le père du tribun révolutionnaire : il y est question des « ressorts de la civilisation » et même « du luxe d'une fausse civilisation ».

Ceci dit, amusons-nous de constater que Voltaire lui-même n'a pas usé du mot commode de civilisation, « alors qu'il est précisément l'homme à en avoir conçu la notion... dans son *Essai sur les Mœurs et sur l'Esprit des Nations* (1756) et à avoir donné une première esquisse d'une histoire générale de la civilisation » (J. Huizinga).

Dans son sens nouveau, *civilisation* s'oppose en gros à *barbarie*. Il y a d'un côté les peuples civilisés, de l'autre les peuples sauvages, primitifs ou barbares. Même les « bons sauvages », chers à un certain XVIII^e siècle, ne sont pas dits *civilisés*. Nul doute que dans ce mot nouveau de civilisation, la société française à la fin du règne de Louis XV ne voie avec satisfaction son propre portrait qui, d'ailleurs, peut aujourd'hui encore nous séduire à distance. En tout cas, le mot a surgi parce qu'on avait besoin de lui. Jusque-là, *poli*, *policé*, *civil*, *civilisé* (s'appliquant à qui possédait bonnes manières et usage du monde) ne correspondaient à aucun substantif. Le mot de *police* avait plutôt le sens d'ordre social, ce qui l'éloignait passablement de l'adjectif *poli* que le *Dictionnaire universel* de Furetière (1690) définit comme suit : « Se dit figurément en morale et signifie civilisé. Civiliser, polir les mœurs, rendre civil et social... Il n'y a rien de plus propre à civiliser et à polir un jeune homme que la conversation des dames. »

• *Civilisation et culture. Parti de France, le mot civilisation fait rapidement le tour de l'Europe. Le mot culture l'accompagne.*

Il est en Angleterre dès 1772 et sans doute plus tôt, sous la forme *civilization*, qui l'emporte sur *civility*, installé cependant depuis longtemps. *Zivilisation* se loge sans difficulté en Allemagne, en face du vieux mot de *Bildung*. En Hollande, par contre, il se heurte au substantif *beschaving*, formé sur le verbe *beschaven* : affiner, ennoblir, civiliser. *Beschaving* ayant à peu près le même sens se chargera sans difficulté du concept de civilisation et résistera ainsi au mot nouveau qui apparaît malgré tout : *civilisatie*. Même résistance au-delà des Alpes et pour les mêmes raisons : l'italien possède et emploiera rapidement dans le sens même de civilisation le vieux et beau mot de *civiltà*, dont Dante se servait déjà. Bien en place, *civiltà* empêchera l'intrusion du nouveau mot, mais non les discussions explosives qu'il apporte. En 1835, Romagnosi essaiera en vain de lancer *incivilmento*, qui dans son esprit signifiait le passage à la civilisation, autant que la civilisation elle-même.

Dans ce voyage autour de l'Europe, le mot nouveau, civilisation, est accompagné par un vieux mot, *culture* (Cicéron dit déjà : *Cultura animi philosophia est*) qui se rajeunit alors pour prendre le même sens à peu

près que civilisation. Longtemps *culture* ne sera que le doublet de civilisation. Ainsi à l'université de Berlin, en 1830, Hegel emploie indifféremment l'un ou l'autre mot. Mais un jour, la nécessité se fait sentir de distinguer entre eux.

La notion de civilisation, en effet, est au moins double. Elle désigne, à la fois, des valeurs morales et des valeurs matérielles. Karl Marx distinguera ainsi les *infrastructures* (matérielles) et les *superstructures* (spirituelles), celles-ci dépendant étroitement de celles-là. Charles Seignobos disait dans une boutade : « La civilisation, ce sont des routes, des ports et des quais », façon de dire : ce n'est pas seulement l'esprit. « C'est tout l'acquis humain », affirmait Marcel Mauss, et l'historien Eugène Cavaignac : « C'est un minimum de science, d'art, d'ordre et de vertus... »

La civilisation, c'est donc au moins deux étages. D'où la tentation qu'ont eue beaucoup d'auteurs de distinguer les deux mots, culture et civilisation, de façon que l'un se charge de la dignité du spirituel, l'autre de la trivialité du matériel. Le malheur, c'est que personne n'est tombé d'accord sur la distinction à retenir : elle variera selon les pays, ou dans un même pays, selon les époques, et les auteurs...

En Allemagne, après un certain flottement, la distinction aboutira à une sorte de primauté accordée à culture (*Kultur*) et à une dévaluation consciente de civilisation. Pour A. Tönnies (1922) et Alfred Weber (1935), la « civilisation » n'est qu'un ensemble de connaissances techniques et de pratiques, une collection de moyens pour agir sur la nature ; la « culture », au contraire, ce sont les principes normatifs, les valeurs, les idéaux, d'un mot : l'esprit.

Ces positions expliquent la réflexion, étrange à première vue pour un Français, de l'historien allemand Wilhelm Mommsen : « Il est aujourd'hui (1951) du devoir de l'homme que la civilisation ne détruise pas la culture, ni la technique l'être humain. » Cette phrase nous étonne parce que, chez nous, le mot de civilisation reste dominant, comme il l'est en Angleterre ou aux États-Unis, tandis qu'en Pologne et en Russie, culture l'emporte comme en Allemagne (et à cause d'elle). En France, le mot de culture ne garde sa force que lorsqu'il s'agit de désigner « toute forme *personnelle* de la vie de l'esprit » (Henri Marrou) : nous parlerons de la culture, non de la civilisation de Paul Valéry ; civilisation désignant plus volontiers des valeurs collectives.

Voilà déjà bien des complications, ajoutons-en une dernière, la plus importante. Les anthropologues anglo-saxons, à partir d'E.B. Tylor (*Primitive Culture*, 1874), ont cherché, pour l'appliquer aux sociétés primitives qu'ils étudiaient, un mot différent de celui de civilisation que l'anglais emploie ordinairement à propos des sociétés modernes.

Ils diront, et presque tous les anthropologues finiront par dire après eux, les *cultures* primitives, par opposition aux *civilisations* des sociétés évoluées. C'est d'ailleurs à ce double usage que nous aurons fréquemment recours dans le présent ouvrage, chaque fois que nous opposerons *civilisation* et *culture*.

Heureusement que pour l'adjectif *culturel*, inventé en Allemagne vers 1850 et dont l'usage est si commode, aucune de ces complications ne se présente. Il désigne, en effet, l'*ensemble* du contenu que recouvrent à la fois civilisation et culture. Dans ces conditions, on dira d'une civilisation (ou d'une culture) qu'elle est un ensemble de *biens culturels*, que son logement géographique est une *aire culturelle*, son histoire une *histoire culturelle*, que les emprunts de civilisation à civilisation sont des *emprunts* ou des *transferts culturels*, ceux-ci aussi bien matériels que spirituels. Cet adjectif trop commode provoque bien des irritations ; on l'accuse d'être barbare, mal formé. Mais tant qu'on ne lui aura pas trouvé de rival, son avenir restera assuré. Il est seul à assurer son service.

• *Vers 1819, le mot de civilisation, jusque-là au singulier (la civilisation), passe au pluriel.*

Dès lors, il « tend à prendre un sens nouveau, *tout différent* : l'ensemble des caractères que présente la vie collective d'un groupe ou d'une époque ». On dira la civilisation d'Athènes au ^v^e siècle, ou la civilisation française durant le siècle de Louis XIV. Poser en clair ce problème de *la* et *des* civilisations, c'est rencontrer une nouvelle complication, non la moindre.

En vérité, c'est le pluriel qui prévaut dans la mentalité d'un homme du ^{xx}^e siècle et qui, plus que le singulier, est directement accessible à nos expériences personnelles. Les musées nous dépaysent dans le temps, nous replongent plus ou moins complètement dans des civilisations révolues. Les dépaysements sont plus nets encore dans l'espace : passer le Rhin, ou la Manche, atteindre la Méditerranée en venant du nord, autant d'expériences inoubliables et claires qui, toutes, soulignent la réalité du pluriel de notre mot. Il y a indéniablement *des* civilisations.

Si l'on nous demande alors de définir *la* civilisation, nous serons assurément plus hésitants. En fait, l'emploi du pluriel correspond à la disparition d'un certain concept, à l'effacement progressif de l'idée, propre au ^{xviii}^e siècle, d'*une* civilisation confondue avec le progrès en soi et qui serait réservée à quelques peuples privilégiés, voire à certains groupes humains, à « l'élite ». Le ^{xx}^e siècle s'est heureusement débarrassé d'un certain nombre de jugements de valeur et ne saurait en vérité définir – au nom de quels critères ? – la meilleure des

civilisations.

Dans ces conditions, la civilisation au singulier a perdu de son lustre. Elle n'est plus la haute, la très haute valeur morale et intellectuelle qu'apercevait le XVIII^e siècle. Par exemple, on dira plus volontiers aujourd'hui, dans le sens de la langue, que tel acte abominable est un crime contre l'*humanité*, plutôt que contre la *civilisation*, bien que le sens soit le même. Mais la langue moderne éprouve une certaine réticence à employer le mot civilisation dans sa vieille acception d'excellence, de supériorité humaine.

Au singulier, civilisation ne serait-ce pas aujourd'hui, avant tout, le bien commun que se partagent, inégalement d'ailleurs, toutes les civilisations, « ce que l'homme n'oublie plus » ? Le feu, l'écriture, le calcul, la domestication des plantes et des animaux ne se rattachent plus à aucune origine particulière ; ils sont devenus les biens collectifs de la civilisation.

Or ce phénomène de *diffusion* de biens culturels communs à l'humanité entière prend dans le monde actuel une ampleur singulière. Une technique industrielle que l'Occident a créée s'exporte à travers le monde entier qui l'accueille avec frénésie. Va-t-elle, en imposant partout un même visage : buildings de béton, de verre et d'acier, aéroports, voies ferrées avec leurs gares et leurs haut-parleurs, villes énormes qui, peu à peu, s'emparent de la majeure partie des hommes, va-t-elle unifier le monde ? « Nous sommes à une phase, écrit Raymond Aron, où nous découvrons à la fois la vérité relative du concept de civilisation et le dépassement nécessaire de ce concept... La phase des civilisations s'achève et... l'humanité est en train, pour son bien ou pour son mal, d'accéder à une phase nouvelle », celle, en somme, d'une civilisation capable de s'étendre à l'univers entier.

Cependant la « civilisation industrielle » exportée par l'Occident n'est qu'un *des traits* de la civilisation occidentale. En l'accueillant, le monde n'accepte pas, du même coup, l'*ensemble* de cette civilisation, au contraire. Le passé des civilisations n'est d'ailleurs que l'histoire d'emprunts continuels qu'elles se sont faits les unes aux autres, au cours des siècles, sans perdre pour autant leurs particularismes, ni leurs originalités. Admettons pourtant que ce soit la première fois qu'un aspect décisif d'une civilisation particulière paraisse un emprunt désirable à *toutes* les civilisations du monde et que la vitesse des communications modernes en favorise la diffusion rapide et efficace. C'est dire seulement, croyons-nous, que ce que nous appelons *civilisation industrielle* s'apprête à rejoindre cette civilisation collective de l'univers dont il était question, il y a un instant. Chaque civilisation en a été, en est, ou en sera bouleversée dans ses structures.

Bref, en supposant que toutes les civilisations du monde parviennent, dans un délai plus ou moins court, à uniformiser leurs

techniques usuelles et, par ces techniques, certaines de leurs façons de vivre, il n'en reste pas moins que pour longtemps encore, nous nous retrouverons, en fin de compte, devant des civilisations très différenciées. Pour longtemps encore, le mot de civilisation gardera un singulier et un pluriel. Sur ce point, l'historien n'hésitera pas à être catégorique.

Chapitre II

La civilisation se définit par rapport aux diverses sciences de l'homme

On ne peut définir la notion de civilisation qu'aux lumières jointes de toutes les sciences de l'homme, y compris l'histoire. Mais il ne sera pas encore franchement question de celle-ci au cours du présent chapitre.

C'est par rapport aux autres sciences de l'homme que l'on essaiera cette fois de définir le concept de civilisation, en faisant appel tour à tour à la géographie, à la sociologie, à l'économie, à la psychologie collective. Soit quatre voyages en des terres qui ne se ressemblent guère. Mais plus qu'il n'y paraît tout d'abord, les réponses obtenues se rapprocheront les unes des autres.

Les civilisations sont des espaces

Les civilisations (quelle que soit leur taille, les grandes comme les médiocres) peuvent toujours se localiser sur une carte. Une part essentielle de leur réalité dépend des contraintes ou des avantages de leur logement géographique.

Bien entendu, ce logement a été aménagé par l'homme depuis des siècles, souvent même depuis des millénaires. Pas un paysage qui ne porte la marque de ce travail continu, amélioré à longueur de générations, capitalisé en somme. À ce labeur, l'homme s'est transformé lui-même, par « ce puissant travail de soi sur soi » dont parle Michelet, ou, si l'on veut, cette « production de l'homme par l'homme », comme dit Karl Marx.

• *Parler de civilisation, ce sera parler d'espaces, de terres,*

de reliefs, de climats, de végétations, d'espèces animales, d'avantages donnés ou acquis.

Et de tout ce qui en découle pour l'homme : agriculture, élevage, nourritures, maisons, vêtements, communications, industrie... La scène où se jouent ces pièces de théâtre interminables commande en partie leur déroulement, explique leurs particularités ; les hommes passent, elle demeure assez semblable à elle-même.

Pour l'indianiste Hermann Goetz, deux Inde s'opposent : l'Inde humide des fortes pluies, des lacs, des marécages, des plantes et des fleurs aquatiques, des forêts et des jungles, l'Inde des hommes à peau brune et, contrastant avec elle, l'Inde relativement sèche qui comprend le moyen Indus et le moyen Gange et se prolonge à travers le Deccan : celle-ci, domaine d'hommes à peau claire, souvent belliqueux. L'Inde est le dialogue, la lutte de ces deux espaces, de ces deux humanités.

Naturellement le milieu à la fois naturel et fabriqué par l'homme n'emprisonne pas tout à l'avance dans un déterminisme étroit. Le milieu n'explique pas tout, si sa part reste grande sous forme d'avantages ou donnés ou acquis.

Sous le signe d'avantages donnés, chaque civilisation serait fille de privilèges immédiats, tôt saisis par l'homme. Ainsi à l'origine des temps, les *civilisations fluviales* du Vieux Monde ont fleuri le long du Fleuve Jaune (civilisation chinoise) ; de l'Indus (civilisation pré-indienne) ; de l'Euphrate et du Tigre (Sumer, Babylone, Assyrie) ; du Nil (civilisation égyptienne). De même, ont fleuri des *civilisations thalassocratiques*, filles de la mer : la Phénicie, la Grèce, Rome (si l'Égypte est un don du Nil, elles sont un don de la Méditerranée) ; ou cet assemblage des vigoureuses civilisations de l'Europe nordique, centrées sur la Baltique et la mer du Nord ; sans oublier l'océan Atlantique lui-même et ses civilisations périphériques : l'essentiel de l'Occident actuel et de ses dépendances n'est-il pas groupé autour de l'Océan, comme le monde romain, jadis, autour de la Méditerranée ?

En fait, ces cas classiques révèlent surtout la primauté de la circulation. Aucune civilisation ne vit sans mouvement propre, chacune s'enrichit des échanges, des chocs qu'entraînent les fructueux voisinages. Ainsi l'Islam est impensable sans le mouvement de ses caravanes, à travers ses vastes « mers sans eau », les déserts et steppes de son espace ; impensable sans ses navigations en Méditerranée et, à travers l'océan Indien, jusqu'à Malacca et jusqu'à la Chine.

Mais en énumérant ces succès, nous voilà déjà en dehors de ces avantages naturels, immédiats, soi-disant à l'origine des civilisations. Vaincre l'hostilité des déserts ou les colères brusques de la Méditerranée, utiliser les vents réguliers de l'océan Indien, endiguer

un fleuve, autant d'efforts humains, *d'avantages acquis, conquis plutôt.*

Mais alors, ces réussites, pourquoi tels hommes en ont-ils été capables, non tels autres, sur tels territoires, non sur tels autres, et cela pendant des générations ?

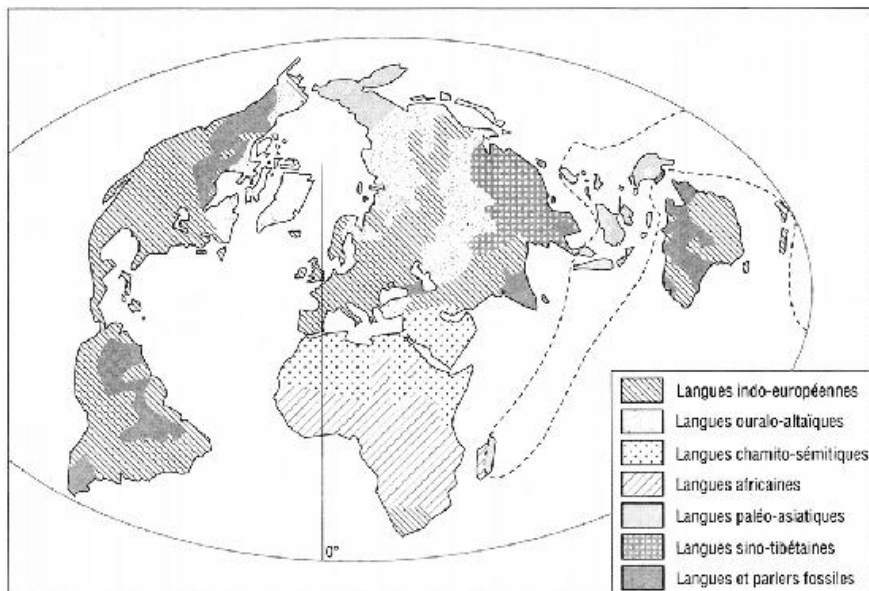
Arnold Toynbee avance, à ce propos, une théorie séduisante : à la réussite humaine, il faut toujours un *challenge* et une *response* (ce que le français traduit par *défi* et *riposte*) ; il faut que la nature se propose à l'homme comme une difficulté à vaincre ; si l'homme relève le défi, sa riposte crée les bases mêmes de sa civilisation.

Cependant, si l'on allait jusqu'au bout de cette théorie, faudrait-il en conclure que plus le défi de la nature est grand, plus forte sera la riposte de l'homme ? On peut en douter. L'homme civilisé du ^{xx}e siècle a relevé le défi insolent des déserts, des régions polaires ou équatoriales. Or, malgré des intérêts indiscutables (or, pétrole), il n'a pu jusqu'ici s'y multiplier, y créer de véritables civilisations. Ainsi, défi oui, riposte oui, civilisation pas forcément. Au moins jusqu'au jour où auront été trouvées des techniques et des ripostes meilleures.

Donc, chaque civilisation est liée à un espace aux limites à *peu près* stables ; d'où, pour chacune d'elles, *une* géographie particulière, la sienne, qui implique un lot de possibilités, de contraintes données, certaines quasi permanentes, jamais les mêmes d'une civilisation à l'autre. Le résultat ? Une surface bariolée du monde où les cartes indiquent, à volonté, des zones de maisons de bois, de torchis, de bambou et de papier, de brique ou de pierre ; des zones de fibres textiles diverses : laine, coton, soie ; des zones de grandes cultures alimentaires de base : riz, maïs, blé... Les défis varient, non moins les réponses.

La civilisation occidentale ou européenne n'est-elle pas celle du blé, du pain, voire du pain blanc, avec les contraintes que cela implique ? Car le blé est une plante exigeante. Songez à la nécessité pour sa culture d'assurer une rotation annuelle et de laisser, soit tous les deux ans, soit tous les ans, se reposer la terre qui l'a porté ! La rizière inondée, progressivement étendue aux basses terres d'Extrême-Orient, impose, elle aussi, bien des contraintes.

Ainsi les ripostes de l'homme ne cessent, à la fois, de le libérer du milieu qui l'entoure et de l'asservir aux solutions qu'il a imaginées. Il quitte un déterminisme pour retomber dans un autre.



2. Carte linguistique mondiale

• *Une aire culturelle est, dans le langage des anthropologues, un espace à l'intérieur duquel se retrouve dominante l'association de certains traits culturels.*

Ainsi quand il s'agit de peuples primitifs, outre leur langage, telles cultures vivrières, telle forme de mariage, telles croyances, tel art du potier ou de la flèche empennée, telle technique du tissage... Définies à partir de détails précis, ces aires distinguées par les anthropologues sont généralement étroites.

Cependant différentes aires culturelles s'associent en de plus vastes ensembles, selon certains traits communs au groupe et qui, alors, les distinguent d'autres larges assemblages. Marcel Mauss prétendait qu'autour de l'immense océan Pacifique, les cultures primitives formaient, malgré de sensibles différences et l'énormité des espaces interposés, un seul et même ensemble humain, ou plutôt *culturel*.

Tout naturellement, à l'imitation des anthropologues, géographes et historiens se sont mis à parler (à propos cette fois de civilisations évoluées et compliquées) d'*aires culturelles*. C'est désigner des espaces chaque fois décomposables en une série de districts particuliers. Cette décomposition possible reste essentielle, nous le verrons, dans le cas des grandes civilisations : elles se dissocient régulièrement en unités restreintes.

La civilisation dite « occidentale », c'est à la fois la « civilisation

américaine » des États-Unis et celle de l'Amérique latine, c'est encore la Russie, et bien entendu l'Europe. L'Europe, elle-même, est une série de civilisations, polonaise, allemande, italienne, anglaise, française, etc. Sans parler du fait que ces civilisations nationales se distinguent à leur tour en « civilisations » plus menues encore : Écosse, Irlande, Catalogne, Sicile, Pays basque, etc.

N'oublions pas que ces divisions, ces mosaïques aux carreaux de couleur différente sont des *traits permanents* ou peu s'en faut.

• *La fixité des espaces solidement occupés et des frontières qui les bornent n'exclut pas la perméabilité de ces mêmes frontières devant les multiples voyages des biens culturels qui ne cessent de les franchir.*

Chaque civilisation exporte, reçoit des biens culturels. Il peut s'agir aussi bien d'une technique pour fondre à la cire perdue, que de la boussole, de la poudre à canon, d'un tour de main pour tremper l'acier, d'un système philosophique entier ou fragmentaire, d'un culte, d'une religion ou de cette chanson de Malborough qui, à partir du XVIII^e siècle, fera le tour de l'Europe : Goethe l'entendit dans les rues de Vérone, en 1786.

Un sociologue, Gilberto Freyre, s'est amusé à dresser la liste de ce que son pays, le Brésil, durant les dernières décennies du XVIII^e siècle et les cinq ou six premières du XIX^e, a reçu pêle-mêle de l'Europe si lointaine alors : la bière brune de Hambourg, le cottage anglais, la machine à vapeur (un navire à vapeur circule dans la « baie » de San Salvador, dès 1819), le costume d'été de toile blanche, les dents artificielles, le gaz d'éclairage, et, en avance sur tous ces voyageurs, les sociétés secrètes, notamment la franc-maçonnerie dont le rôle fut grand dans toute l'Amérique hispano-portugaise, lors de son indépendance. Quelques décennies plus tard, arrivera le système philosophique d'Auguste Comte dont l'influence fut considérable, au point qu'on en retrouve des traces vivantes encore aujourd'hui.

Tous ces voyageurs établissent, sur un exemple choisi entre mille, qu'aucune frontière culturelle n'est fermée, imperméable.

Vérité d'hier et de jadis : les biens culturels arrivaient alors au compte-gouttes, retardés par les lenteurs des voyages. Si l'on en croit les historiens, des modes chinoises de l'époque des T'ang (VII^e siècle ap. J.-C.) auraient cheminé si lentement qu'elles abordaient l'île de Chypre et la cour brillante des Lusignan au XV^e siècle, d'où elles se diffusèrent ensuite à la vitesse des vifs trafics méditerranéens jusqu'en France, à la cour un peu folle de Charles VI : les atours, les hennins et les chaussures dites à la poulaine y firent fureur, héritage d'un monde

depuis longtemps disparu. Ainsi nous parvient encore la lumière d'étoiles éteintes depuis des siècles.

Aujourd'hui, la *diffusion* des biens culturels s'est terriblement accélérée. Il n'y aura bientôt plus un seul point, au monde, que la civilisation industrielle issue d'Europe n'aura « contaminé ». Dans le North Borneo (qui, avec le Sarawak voisin, relève de l'autorité britannique), quelques haut-parleurs diffusent les émissions de radios lointaines, Chine communiste, Indonésie. Or, si les auditeurs n'y comprennent rigoureusement rien, les rythmes entendus ont déjà altéré leurs danses et musiques traditionnelles. Que dire de l'influence du cinéma, particulièrement du cinéma américain et européen, sur les goûts et même les mœurs de pays fort lointains ?

Aucun exemple pourtant ne peut rivaliser avec l'histoire que raconte le petit livre d'une anthropologue américaine, Margaret Mead. Elle avait fait, au temps de sa jeunesse, une enquête dans une île du Pacifique où elle avait, quelques mois durant, partagé la vie d'une peuplade primitive. La guerre, les contacts aberrants qu'elle a provoqués, ont jeté ces hommes dans une existence nouvelle qui les lie pour la première fois à la vie du monde. Margaret Mead a refait le voyage et son petit livre où, côte à côte, se trouvent souvent les photographies des mêmes hommes, à vingt ans d'intervalle, conte avec émotion cette extraordinaire aventure.

Ainsi se perçoit à nouveau le dialogue, que nous entendrons de bout en bout de ce livre, entre *la* et *les* civilisations. Cette *diffusion*, qui s'accélère, va-t-elle faire sauter les frontières des civilisations, ces lignes, à peu près fixes jusque-là, de l'histoire du monde ? Beaucoup le croient, pour s'en réjouir, ou s'en affliger. Mais quelle que soit cette avidité des civilisations à emprunter les biens de la vie « moderne », elles ne sont pas prêtes à tout assimiler indistinctement. Il arrive au contraire (nous y reviendrons) qu'elles s'obstinent dans certains *refus d'emprunter*, qui expliquent, aujourd'hui comme hier, qu'elles puissent sauvegarder des originalités que tout semble menacer.

Les civilisations sont des sociétés

Pas de civilisations sans sociétés qui les portent, les animent de leurs tensions, de leurs progrès.

D'où la première question que l'on ne saurait esquiver : était-il nécessaire de créer ce mot de civilisation, puis de le promouvoir sur le plan scientifique, s'il n'est que le synonyme de société ? Arnold Toynbee n'emploie-t-il pas constamment le mot de *society* au lieu et place de *civilization* ? Et Marcel Mauss estimait que « la notion de civilisation est certainement moins claire que celle de société qu'elle

suppose ».

• *La société ne peut jamais être séparée de la civilisation (et réciproquement) : les deux notions concernent une même réalité.*

Ou, comme le dit C. Lévi-Strauss, « elles ne correspondent pas à des objets distincts, mais à deux perspectives complémentaires sur un même objet qui se trouve adéquatement décrit, soit par un terme, soit par l'autre, selon le point de vue que l'on adopte ».

La notion de société implique un contenu extrêmement riche, tout comme la notion de civilisation qu'elle rejoint si souvent. La civilisation occidentale dans laquelle nous vivons dépend ainsi de la « société industrielle » qui l'anime. Il serait aisé de la décrire en décrivant cette société elle-même, ses groupes, ses tensions, ses valeurs intellectuelles et morales, ses idéaux, ses régularités, ses goûts, etc. Bref, en décrivant les hommes qui portent cette civilisation et la transmettront.

Que la société sous-jacente remue ou se transforme, la civilisation se transforme, remue à son tour. C'est ce que dit le beau livre de Lucien Goldmann, *Le Dieu caché* (1955), qui concerne la France du Grand Siècle. Toute civilisation, explique-t-il en substance, tire ses éclairages essentiels de la « vision du monde » qu'elle adopte. Or, chaque fois, cette vision du monde n'est que la transcription, la conséquence de tensions sociales dominantes. La civilisation, tel un miroir, serait la machine à enregistrer ces tensions et ces efforts.

Au temps du jansénisme, de Racine, de Pascal, de l'abbé de Saint-Cyran et de l'abbé Barcos, dont les lettres retrouvées par L. Goldmann ont un si grand intérêt, à cette heure passionnée du destin français que met en cause *Le Dieu caché*, la vision tragique du monde qui l'emporte alors est à inscrire à l'actif de la haute bourgeoisie parlementaire, aux prises avec la royauté et déçue par elle. Le tragique de son sort, la conscience qu'elle en prend, son ascendant intellectuel imposent au Grand Siècle une vision dominante, la sienne.

Dans un tout autre esprit, une identification des civilisations et des sociétés préside également aux thèses de C. Lévi-Strauss sur la différenciation entre sociétés primitives et sociétés modernes, si l'on veut, entre cultures et civilisations telles que les distinguent les anthropologues.

Aux cultures correspondent des sociétés « qui produisent peu de désordre, ce que les physiciens appellent "entropie", et qui ont une tendance à se maintenir indéfiniment dans leur état initial, ce qui explique d'ailleurs qu'elles nous apparaissent comme des sociétés sans histoire et sans progrès. Tandis que nos sociétés (celles qui

correspondent aux civilisations modernes)... utilisent pour leur fonctionnement une différence de potentiel, laquelle se trouve réalisée par diverses formes de hiérarchie sociale... De telles sociétés sont parvenues à réaliser dans leur sein un déséquilibre social qu'elles utilisent pour produire, à la fois, beaucoup plus d'ordre – nous avons des sociétés à machinisme – et aussi beaucoup plus de désordre, beaucoup moins d'entropie, sur le plan même des relations entre les hommes ».

Bref les cultures primitives seraient le fruit de sociétés égalitaires, dont les rapports entre groupes sont réglés une fois pour toutes et se répètent, tandis que les civilisations se fonderaient sur des sociétés aux rapports hiérarchisés, avec de forts écarts entre les groupes, donc des tensions changeantes, des conflits sociaux, des luttes politiques et une perpétuelle évolution.

• De ces différences entre « cultures » et « civilisations », le signe extérieur le plus fort est sans doute la présence ou l'absence de villes.

La ville prolifère à l'étage des civilisations, elle est à peine esquissée au niveau des cultures. D'une catégorie à l'autre, sans doute, il y a des échelons intermédiaires. Qu'est-ce que l'Afrique Noire, si ce n'est un groupe de sociétés traditionnelles, de cultures engagées dans le processus difficile, parfois cruel, d'une civilisation naissante et d'une urbanisation moderne ? Ses villes, attentives à ce qui vient du dehors, à ce qui débouche sur la vie unitaire du monde, sont des îles au milieu de la stagnation de leur arrière-pays. Elles préfigurent la société et la civilisation à venir.

Cependant, les civilisations, les sociétés les plus brillantes supposent, à l'intérieur même de leurs limites, des cultures, des sociétés élémentaires. Voyez le dialogue toujours important des villes et des campagnes. Dans toute société, le développement n'a pas atteint également toutes les régions, toutes les couches de la population. Des îlots de sous-développement y sont fréquents (zones montagneuses, ou trop pauvres, ou à l'écart des réseaux de communication), vraies sociétés primitives, vraies « cultures » ainsi au milieu d'une civilisation.

La réussite première de l'Occident a été certainement la capture de ses campagnes, de ses « cultures » campagnardes, par les villes. En Islam, la dualité reste plus visible qu'en Occident, les villes y sont plus tôt en place, plus précocement villes (si l'on peut dire) qu'en Europe, tandis que les campagnes y restent plus primitives, avec de vastes zones de nomades. En Extrême-Orient, la disjonction reste la règle : les cultures y sont demeurées très à part, isolées, vivant d'elles-mêmes,

sur elles-mêmes. Entre les villes les plus brillantes s'intercalent des campagnes vivant en économie à peu près fermée, parfois sauvages.

• Étant donné la relation étroite entre civilisation et société, il y a intérêt à se comporter en sociologue, chaque fois qu'est abordée l'histoire longue des civilisations.

Mais, historiens, nous ne confondrons pas, sans plus, sociétés et civilisations.

Nous expliquerons, dans le prochain chapitre, en quoi consiste à nos yeux la différence : sur le plan de la durée, la civilisation enjambe, implique des espaces chronologiques bien plus vastes qu'une réalité sociale donnée. Elle change beaucoup moins vite que les sociétés qu'elle porte ou qu'elle entraîne. Mais l'heure n'est pas venue de mettre franchement en cause cette perspective d'histoire. Chaque chose en son temps.

Les civilisations sont des économies

Toute société, toute civilisation dépend de données économiques, technologiques, biologiques, démographiques. Les conditions matérielles et biologiques pèsent sans fin sur le destin des civilisations. Montée ou baisse du nombre des hommes, santé ou déchéance physique, essor ou repli économique ou technique se répercutent à travers l'édifice culturel aussi bien que social. L'économie politique au sens large est l'étude de tous ces immenses problèmes.

• L'importance du nombre : longtemps l'homme a été le seul outil, le seul moteur à la disposition de l'homme, le seul artisan par suite de la civilisation matérielle. Il a construit celle-ci à la force de ses bras et de ses mains.

En principe, et en fait, toute montée démographique a donc favorisé l'essor des civilisations. Ainsi en Europe au ^{xiii}e, au ^{xvi}e, au ^{xviii}e, au ^{xix}e, au ^{xx}e siècle.

Régulièrement aussi, la surabondance des hommes, bénéfique à ses débuts, devient un jour nocive, quand la montée démographique court plus vite que la croissance économique. Ainsi, sans doute, en Europe dès avant la fin du ^{xvi}e siècle. Ainsi, aujourd'hui encore, dans la plupart des pays sous-développés. Dans le monde d'hier en ont résulté des famines, des détériorations du salaire réel, des soulèvements

populaires, des époques sinistres de recul. Jusqu'au jour où les épidémies s'ajoutant à la faim éclaircissaient brutalement les rangs trop serrés des hommes. Après ces catastrophes biologiques (celle par exemple de la seconde moitié du xiv^e siècle européen, avec la Peste Noire et les épidémies qui la suivirent), les survivants vivent un instant plus à leur aise et l'expansion reprend, s'accélère jusqu'au prochain freinage.

Seule l'industrialisation semble, à la fin du xviii^e et au xix^e siècle, avoir rompu ce cercle infernal et redonné à l'homme, même surabondant, sa valeur, la possibilité de travailler et de vivre. L'histoire de l'Europe le montrera : cette valeur croissante de l'homme, la nécessité partant d'économiser sur son emploi ont permis l'essor des machines et des moteurs. L'Antiquité gréco-romaine, si intelligente cependant, n'a pas eu les machines de son intelligence. Elle n'a pas vraiment cherché à les avoir : elle avait le tort de posséder des esclaves. La Chine classique, formée bien avant le xiii^e siècle, si intelligente elle aussi et particulièrement sur le plan des techniques, a eu, malheureusement aussi, trop d'hommes. L'homme n'y coûte rien ; il accomplit toutes les tâches en une économie qui, pratiquement, ignore même l'animal domestique. En conséquence, la Chine longtemps en avance sur le plan scientifique, ne franchira pas le seuil de la science moderne. Elle laissera à l'Europe ce privilège, cet honneur, ce bénéfice.

• L'incidence des fluctuations économiques : la vie économique ne cesse d'osciller, en des fluctuations courtes les unes, longues les autres.

Ainsi se succèdent, au fil des années, les coups de beau temps et de mauvais temps économiques, et chaque fois, sociétés et civilisations en accusent les conséquences, surtout quand il s'agit de mouvements prolongés. Le pessimisme et l'inquiétude du xv^e siècle finissant – cet « automne du Moyen Âge » qui a tellement préoccupé J. Huizinga – correspondent à un repli marqué de l'économie d'Occident. De même, plus tard, le romantisme européen coïncide avec un repli économique de longue durée, entre 1817 et 1852. Les expansions économiques du second xviii^e siècle (au-delà de 1733) ont connu quelques freinages (ainsi à la veille de la Révolution) mais, dans l'ensemble, leur accélération bénéfique replace la montée intellectuelle du « Siècle des Lumières » dans un contexte de bien-être, de commerce actif, d'industrie en essor, d'augmentation du nombre des hommes.

• Que la fluctuation aille dans un sens ou dans l'autre, la

vie économique est presque toujours créatrice de surplus.

Or, la dépense, le gaspillage de ces surplus ont été l'une des conditions indispensables au luxe des civilisations, à certaines formes d'art. Lorsque nous admirons aujourd'hui telles architectures, telles sculptures, tels portraits, nous contemplons aussi, sans le savoir toujours, l'orgueil tranquille d'une ville, ou la folie vaniteuse d'un prince, ou la richesse trop neuve d'un marchand banquier. En Europe, dès le ^{xvi}^e siècle (et sans doute plus tôt), la civilisation, en son dernier étage, est sous le signe de l'argent et du capitalisme.

La civilisation est ainsi fonction d'une certaine *redistribution* de l'argent. Les civilisations se colorent différemment, en leur sommet puis en leur masse, selon le mode de redistribution qui est le leur, selon les mécanismes sociaux et économiques qui prélèvent sur les circuits de l'argent la part réservée au luxe, à l'art, à la culture. Au ^{xvii}^e siècle, durant les temps très durs économiquement du règne de Louis XIV, il n'est de mécènes qu'à la Cour, ou peu s'en faut. Toute la vie littéraire et artistique est rassemblée dans ce cercle étroit. Durant les fastes et les facilités économiques du ^{xviii}^e siècle, l'aristocratie et la bourgeoisie participent largement, à côté de la royauté, à la diffusion de la culture, de la science, de la philosophie...

Mais le luxe reste encore à cette époque le privilège d'une minorité sociale. La civilisation sous-jacente, celle de la vie quotidienne et pauvre, n'y participe guère. Or le rez-de-chaussée d'une civilisation, c'est souvent son plan de vérité. Qu'est-ce que la liberté ? Qu'est-ce que la culture de l'individu, quand le minimum vital est hors d'atteinte ? De ce point de vue, le ^{xix}^e siècle européen si décrié, le ^{xix}^e siècle des nouveaux riches, des « bourgeois conquérants », l'ennuyeux ^{xix}^e siècle annonce (s'il ne réalise pas encore) un nouveau destin pour les civilisations et pour la personne humaine. En même temps que croît considérablement le nombre des hommes, les voilà, de plus en plus nombreux, appelés à participer à une certaine *civilisation collective*. Sans doute, le prix d'une telle transformation (inconsciente, cela va sans dire) a été très lourd, socialement. Mais sa contrepartie s'affirme importante. Le développement de l'enseignement, l'accès à la culture, aux universités, la promotion sociale sont les conquêtes, lourdes de conséquences, du déjà riche ^{xix}^e siècle.

Le gros problème, aujourd'hui et demain, c'est la création d'une civilisation qui soit à la fois de qualité et de masse, terriblement coûteuse, impensable sans d'importants surplus mis au service de la société, impensable aussi sans des loisirs que le machinisme sera sans doute capable de nous offrir bientôt. Dans les pays industrialisés, cet avenir est en vue, dans des délais plus ou moins brefs. Mais le problème se complique à l'échelle du monde.

Car les inégalités de l'accès à la civilisation que la vie économique a créées entre les différentes classes sociales, *elle les a créées aussi entre les différents pays du monde*. Une grande partie du monde constitue ce qu'un essayiste a appelé « le prolétariat extérieur », ce que le langage courant appelle le Tiers-Monde, énorme masse d'hommes pour qui l'accès au minimum vital se pose avant l'accès même à la civilisation – qui leur est souvent inconnue – de leur propre pays. Ou l'humanité travaillera à combler ces dénivellations gigantesques, ou *la et les civilisations* courront le risque de se perdre corps et biens.

Les civilisations sont des mentalités collectives

Après la géographie, la sociologie et l'économie, la psychologie nous oblige à une dernière confrontation. À cette différence près que la psychologie collective n'est pas une science aussi sûre d'elle, aussi riche de résultats que les sciences de l'homme mises jusqu'ici en cause. Elle s'est rarement aventurée sur les chemins de l'histoire.

• Psychisme collectif, prise de conscience, mentalité ou outillage mental ? On ne saurait choisir entre les termes que propose le long titre de ce paragraphe. Et ces hésitations de langage signalent la jeunesse même de la psychologie collective.

Psychisme a les faveurs d'un historien, grand spécialiste en ces domaines, Alphonse Dupront. *Prise de conscience* ne signifie qu'un moment de ces évolutions (généralement leur terme). *Mentalité* est évidemment plus commode. Lucien Febvre, dans son admirable *Rabelais* préférait parler d'*outillage mental*.

Mais peu importent les mots ! Le problème ne dépend pas d'eux. À chaque époque, une certaine représentation du monde et des choses, une mentalité collective dominante anime, pénètre la masse entière de la société. Cette mentalité qui dicte les attitudes, oriente les choix, enracine les préjugés, incline les mouvements d'une société est éminemment un fait de civilisation. Beaucoup plus encore que des accidents ou des circonstances historiques et sociales d'une époque, elle est le fruit d'héritages lointains, de croyances, de peurs, d'inquiétudes anciennes souvent presque inconscientes, au vrai le fruit d'une immense contamination dont les germes sont perdus dans le passé et transmis à travers des générations et des générations d'hommes. Les réactions d'une société aux événements de l'heure, aux pressions qu'ils exercent sur elle, aux décisions qu'ils exigent d'elle

obéissent moins à la logique, ou même à l'intérêt égoïste, qu'à ce commandement informulé, informulable souvent et qui jaillit de l'inconscient collectif.

Ces valeurs fondamentales, ces structures psychologiques sont assurément ce que les civilisations *ont de moins communicable* les unes à l'égard des autres, ce qui les isole et les distingue le mieux. Et ces mentalités sont également peu sensibles aux atteintes du temps. Elles varient lentement, ne se transforment qu'après de longues incubations, peu conscientes elles aussi.

• *Ici la religion est le trait le plus fort, au cœur des civilisations, à la fois leur passé et leur présent.*

Et tout d'abord, bien entendu, au cœur des civilisations non européennes. Dans l'Inde, par exemple, tous les actes tirent leur forme et leur justification de la vie religieuse, non de raisonnements. Déjà les Grecs s'en étonnaient, si l'on en croit l'anecdote rapportée par Eusèbe, évêque de Césarée (265-340) : « Aristoxane le musicien conte sur les Indiens l'histoire que voici : l'un d'eux rencontra Socrate à Athènes et lui demanda de définir sa philosophie. "C'est une étude des réalités humaines", répondit Socrate. Sur quoi, l'Indien éclata de rire : "Comment un homme pourrait-il étudier les réalités humaines, s'écria-t-il, quand il ignore les réalités divines !" »

De l'impuissance de l'homme à mesurer à la fois l'immense mystère et l'unicité du surnaturel, un philosophe hindou contemporain, Sinita Kunar Chatterji, donne l'image bien connue que voici : « Nous sommes semblables à des aveugles qui, tâtant telle ou telle partie du corps d'un éléphant, sont convaincus qu'ils touchent l'un une colonne, l'autre un serpent, le troisième une substance dure, le quatrième un mur, ou encore une brosse munie d'un manche flexible suivant qu'ils tâtent la patte, la trompe, la défense, le corps ou la queue. »

En face de cette profonde humilité religieuse, l'Occident paraît oublieux de ses sources chrétiennes. Mais plus que d'une rupture que le rationalisme aurait opérée entre le religieux et le culturel, il faut parler, en vérité, d'une coexistence entre laïcité, science et religion, mieux de dialogues, dramatiques ou confiants, jamais interrompus malgré les apparences. Le christianisme s'affirme une réalité essentielle de la vie occidentale et qui marque, sans qu'ils le sachent ou le reconnaissent toujours, les athées eux-mêmes. Les règles éthiques, les attitudes devant la vie et la mort, la conception du travail, la valeur de l'effort, le rôle de la femme ou de l'enfant, autant de comportements qui ne semblent plus rien avoir à faire avec le sentiment chrétien et cependant en dérivent.

Il n'en reste pas moins que la tendance de la civilisation occidentale,

dès que se développe la pensée grecque, c'est sa poussée vers le rationalisme, donc vers un dégagement par rapport à la vie religieuse. Mais c'est sa singularité, sur laquelle nous aurons à revenir. Sauf quelques exemples exceptionnels (certains sophistes chinois, certains philosophes arabes du XII^e siècle), aucun de ces dégagements ne se marque avec une telle netteté dans l'histoire du monde hors de l'Occident. Presque toujours les civilisations sont envahies, submergées par le religieux, le surnaturel, le magique ; elles y vivent depuis toujours, y puisent les plus puissantes motivations de leur psychisme particulier. Nous aurons l'occasion de le répéter bien des fois.

Chapitre III

Les civilisations sont des continuités

Dans un débat compliqué et qu'elle compliquera encore, mais auquel elle va *donner un sens*, reste à introduire l'histoire, ses mesures, ses explications évidemment essentielles. En effet, il n'y a pas de civilisation actuelle qui soit vraiment compréhensible sans une connaissance d'itinéraires déjà parcourus, de valeurs anciennes, d'expériences vécues. Une civilisation est toujours un passé, un certain passé vivant.

L'histoire d'une civilisation, par suite, est la recherche, parmi des coordonnées anciennes, de celles qui restent valables aujourd'hui encore. Il ne s'agit pas de nous dire tout ce que l'on peut savoir à propos ou de la civilisation grecque, ou du Moyen Âge chinois, mais tout ce qui, de cette vie de jadis, reste efficace aujourd'hui même, dans l'Europe occidentale ou la Chine de Mao Tse-toung. Tout ce par quoi passé et présent se court-circuitent, souvent à des siècles et des siècles de distance.

Les civilisations vues dans leurs brièvetés au jour le jour

Mais commençons par le commencement. Toute civilisation, hier comme aujourd'hui, se révèle en premier lieu par une série de manifestations faciles à saisir : une pièce de théâtre, une exposition de peinture, le succès d'un livre, une philosophie, une mode vestimentaire, une découverte scientifique, une mise au point technique..., tous événements en apparence indépendants les uns des autres (il n'y a aucun lien, à première vue, entre la philosophie de Merleau-Ponty et une toute dernière toile de Picasso).

Ces faits de civilisation, notons-le, ont toujours une existence assez brève. Comment nous conduiront-ils vers ces coordonnées à découvrir, à la fois anciennes et actuelles, alors qu'ils semblent se remplacer et se détruire à l'occasion les uns les autres plutôt qu'ils ne se continuent ?

• Ces spectacles sont en effet sous le signe de changements obstinés. Le programme varie, nul ne désire qu'il tienne longtemps l'affiche.

Cette variabilité se traduit dans la succession même des *époques* littéraires, ou artistiques, ou philosophiques. Autant d'épisodes fermés sur eux-mêmes. Il est loisible de dire, en empruntant le langage des économistes, qu'il y a des *conjonctures* culturelles comme il y a des *conjonctures* économiques, c'est-à-dire des fluctuations, plus ou moins longues ou précipitées, et qui le plus souvent se succèdent en se contredisant violemment. D'une époque à l'autre tout change, ou paraît changer, comme au théâtre, un projecteur, sans modifier décors ou visages, les colore différemment et les précipite dans un autre univers.

De ces « époques », la Renaissance est le plus bel exemple. Elle a ses thèmes, ses couleurs, ses préférences, ses tics même. Elle est sous le signe de la passion intellectuelle, de l'amour du beau, des discussions libres et tolérante où les jeux de l'esprit sont une forme supplémentaire de la joie de vivre. Sous le signe aussi d'une découverte, ou d'une redécouverte des œuvres de l'Antiquité, à laquelle toute l'Europe cultivée participe passionnément.

De même il y a une *conjoncture* romantique (en gros de 1800 à 1850 bien qu'il y ait eu naturellement un pré-romantisme et un romantisme attardé) ; elle marquera les sensibilités et les intelligences, au long d'une époque troublée, difficile, au lendemain sans joie de la Révolution et de l'Empire, durant une période de reflux économique de l'Europe entière (entre 1817 et 1852). Nous ne dirons certes pas que ce reflux, à lui seul, explique, ou à plus forte raison crée l'inquiétude romantique ; rien ne dit qu'il n'y ait pas aussi des cycles particuliers de la sensibilité, des arts de vivre et de penser, indépendants ou semi-indépendants de tout contexte... Chaque génération, en tout cas, a le goût de nier celle qui l'a précédée, celle qui la suit le lui rendra avec usure. Il y aurait ainsi oscillation sans fin entre romantisme (ou baroque, disait Eugenio d'Ors) et classicisme, entre intelligence sèche et cœur inquiet, avec de spectaculaires renversements.

L'image qui s'impose est donc celle d'un constant va-et-vient. Une civilisation, comme une économie, a ses rythmes. Elle se présente comme une histoire à éclipses qu'on n'hésitera pas à découper en

morceaux successifs, en tranches quasi étrangères l'une à l'autre. Ne dit-on pas *le Siècle de Louis XIV*, *le Siècle des Lumières* ? Et même : la « civilisation classique », la « civilisation du XVIII^e siècle » ? Ce sont là « civilisations d'époque », « diaboliques inventions », soutient un économiste philosophe, Joseph Chappey. Cette façon de parler lui semble contredire, en fait, l'idée même de civilisation, laquelle, nous le verrons, suppose une *continuité*. Mais, pour l'instant, laissons cette contradiction. D'ailleurs unité et diversité ne cessent de s'affronter, de vivre ensemble. Et nous devons en prendre notre parti.

• « *Tournants* », événements, héros : ces conjonctures, ces successions d'épisodes aident à comprendre la place à part qu'occupent dans l'histoire des civilisations certains événements ou personnages exceptionnels.

Chaque épisode, vu de près, se décompose en une série d'actes, de gestes, de rôles. Les civilisations, après tout, ce sont des hommes, et donc, sans fin, les démarches, les actions, les enthousiasmes, les « engagements » de ces hommes, leurs virevoltes aussi. Cependant, dans cette série d'actes, d'œuvres, de biographies, un choix s'impose : se détachent d'eux-mêmes les événements ou les hommes qui signalent un « tournant », une phase nouvelle. Plus l'annonce est importante, plus le signal s'impose.

C'est un très grand événement (c'est-à-dire gros de conséquences) que la découverte de la gravitation universelle par Newton, en 1687. C'est un événement marquant que la représentation du *Cid* (1636) ou celle d'*Hernani* (1830).

De même les hommes émergent dans la mesure où leur œuvre annonce une saison de l'histoire, ou résume un épisode. C'est aussi bien le Joachim Du Bellay (1522-1566) de la *Défense et Illustration de la Langue française* que Leibnitz (1646-1716), le père du calcul infinitésimal, ou Denis Papin (1647-1714), l'inventeur de la machine à vapeur.

Mais les noms qui vraiment dominent l'histoire des civilisations sont ceux qui franchissent une série de conjonctures comme un navire peut traverser plusieurs tempêtes. À la jointure de vastes périodes se dressent souvent des esprits privilégiés, en qui plusieurs générations s'incarnent d'un seul coup : Dante (1265-1321) à la fin du Moyen Âge « latin » ; Goethe (1749-1832) à la fin de la première modernité de l'Europe ; ajoutons Newton, au seuil de la physique classique, ou encore, mais agrandi aux dimensions monstrueuses de la science nouvelle d'aujourd'hui, le prestigieux Albert Einstein (1879-1955).

Les fondateurs de grands systèmes de pensée appartiennent à cette

classe exceptionnelle : Socrate ou Platon, Confucius, Descartes ou Karl Marx dominant plusieurs siècles à la fois. Ils sont des fondateurs de civilisation, à peine moins importants que ces astres de première grandeur, les fondateurs de religion : Bouddha, le Christ, Mahomet, tous dans une lumière encore vivante, est-il besoin de le dire ?

Bref, la mesure d'après laquelle se jugent et se classent, par ordre d'importance, la masse confuse des événements et la masse non moins confuse des hommes, est bien le temps qu'ils mettent à s'effacer de la scène du monde. Ceux à qui appartient *la durée* et qui se confondent avec une réalité longuement vécue comptent seuls dans la grande histoire de la civilisation. Ainsi se retrouvent, au-delà d'une histoire familière, comme en transparence, les coordonnées secrètes du temps long vers lequel il faut maintenant nous diriger.

Les civilisations dans leurs structures

Ce langage des époques n'a livré que des images changeantes : sur la scène des civilisations elles apparaissent, puis disparaissent. Si nous essayons de saisir ce qui, pendant que se déroule le spectacle, ne varie guère au fond de la scène, alors émergent d'autres réalités, plus simples, d'un intérêt nouveau. Les unes durent le temps de deux ou trois spectacles, d'autres traversent quelques siècles, d'autres, enfin, durent si longtemps qu'on les croirait immuables. À tort bien entendu, car elles bougent, elles aussi, mais lentement, imperceptiblement.

• Telles sont les réalités mises en cause au chapitre précédent : les contraintes exercées sans fin par les espaces, les hiérarchies sociales, les « psychés » collectives, les nécessités économiques, toutes forces profondes, peu reconnaissables cependant à première vue, particulièrement pour ceux qui vivent en même temps qu'elles, à qui elles paraissent toujours aller de soi et ne poser aucun problème. Ce sont ces réalités que le langage d'aujourd'hui désigne sous le nom de « structures ».

L'historien lui-même ne les voit pas apparaître aussitôt dans son récit chronologique habituel, trop précipité. Aussi bien, on ne peut ni comprendre ni surtout suivre ces réalités dans leur très lente évolution qu'en parcourant, qu'en gaspillant de vastes espaces de temps. Les mouvements de surface dont nous parlions tout à l'heure, les

événements et les hommes eux-mêmes s'effacent alors devant nos yeux tandis que se dégagent de grandes permanences ou semi-permanences, à la fois conscientes et inconscientes. Ce sont là les « fondements », ou mieux les « structures » des civilisations : les sentiments religieux par exemple, ou les immobilités paysannes, ou les attitudes devant la mort, devant le travail, le plaisir, la vie familiale...

Ces réalités, ces *structures* sont en général *anciennes*, de longue durée, et toujours des *traits distinctifs et originaux*. Elles donnent aux civilisations leur visage particulier, leur être. Et celles-ci ne les échangent guère, chacune les considérant comme des valeurs irremplaçables. Bien entendu, ces permanences, ces choix hérités ou ces refus vis-à-vis des autres civilisations, sont généralement inconscients pour la grande masse des hommes. Et il importe, pour les dégager clairement, de s'éloigner, mentalement au moins, de la civilisation où l'on est soi-même plongé.

Soit, exemple simple et qui touche à des structures profondes, le rôle de la femme, au ^{xx}e siècle, dans une société donnée, disons la nôtre, la société européenne. Ses particularités ne nous apparaîtront guère (tant nous les trouvons « naturelles ») que grâce à des comparaisons, avec le rôle de la femme musulmane, ou, pour aller à l'autre bout de la chaîne, celui de l'Américaine des États-Unis. Si nous voulions comprendre le *pourquoi* de cette situation sociale, nous devrions remonter loin dans le passé, au moins jusqu'au ^{xiii}e siècle, à l'âge de l'« amour courtois », pour ébaucher ce qu'a été la conception de l'amour et du couple en Occident. Ensuite recourir à une série d'explications : au christianisme ; à l'accès des femmes dans les écoles et les universités ; à l'idée que se fait l'Européen de l'éducation des enfants ; aux conditions économiques : niveaux de vie, travail de la femme au foyer ou hors de la maison, etc.

Le rôle de la femme s'affirme toujours une structure de civilisation, un test, parce qu'il est, dans chaque civilisation, réalité de *longue durée*, *résistante* aux chocs extérieurs, *difficilement modifiable* du jour au lendemain.

• Une civilisation répugne généralement à adopter un bien culturel qui mette en question une de ses structures profondes. Ces refus d'emprunter, ces hostilités secrètes sont relativement rares, mais conduisent toujours au cœur d'une civilisation.

Tous les jours, une civilisation emprunte à ses voisines, quitte à « réinterpréter », à assimiler ce qu'elle vient de leur prendre. À première vue, chaque civilisation ressemble à une gare de

marchandises, qui ne cesserait de recevoir, d'expédier des bagages hétéroclites.

Cependant, sollicitée, une civilisation peut rejeter avec entêtement tel ou tel apport extérieur. Marcel Mauss l'aura signalé : pas de civilisation digne de ce nom qui n'ait ses répugnances, ses refus. Chaque fois, le refus arrive en conclusion d'une longue suite d'hésitations et d'expériences. Médité, décidé avec lenteur, il revêt toujours une importance extrême.

Le cas classique, n'est-ce pas la prise de Constantinople par les Turcs, en 1453 ? Un historien turc d'aujourd'hui a soutenu que la ville s'était donnée, qu'elle avait été conquise du dedans, avant l'assaut turc. Excessive, la thèse n'est pas inexacte. En fait, l'Église orthodoxe (mais nous pourrions dire la civilisation byzantine) a préféré à l'union avec les Latins, qui seule pouvait la sauver, la soumission aux Turcs. Ne parlons pas d'une « décision », prise vite sur le terrain, face à l'événement. Il s'est agi de l'aboutissement naturel d'un long processus, aussi long que la décadence même de Byzance et qui, de jour en jour, a accentué la répugnance des Grecs à se rapprocher des Latins dont les séparaient des divergences théologiques.

L'union était possible. L'empereur Michel Paléologue l'avait acceptée au concile de Lyon, en 1274. L'empereur Jean V, en 1369, avait fait à Rome profession de foi catholique. En 1439, le concile mixte de Florence montrait, à nouveau, la possibilité de l'union. Les plus éminents théologiens grecs, Jean Beccos, Démétrios Lydonès, Bessarion avaient écrit en faveur de l'union avec un talent auquel leurs adversaires n'opposèrent rien d'égal. Cependant, entre le Turc et le Latin, les Grecs préféreront le Turc. « L'Église byzantine par jalousie d'indépendance appela l'ennemi, lui livra l'Empire et la Chrétienté », parce que, comme l'écrivait déjà en 1385 le patriarche (de Constantinople) au pape Urbain VI, il laissait à l'Église grecque « pleine liberté d'action », et c'est le mot décisif. Fernand Grenard à qui nous empruntons ces explications, ajoute : « L'asservissement de Constantinople par Mahomet II fut le triomphe du patriarche anti-unioniste. » L'Occident connaissait d'ailleurs fort bien cette antipathie de l'Orient à son endroit. « Ces schismatiques, écrivait Pétrarque, nous ont craints et haïs de toutes leurs entrailles. »

Autre refus lent à se formuler (en France où l'hésitation sera la plus grande, il y faudra presque un siècle) celui qui ferme à la Réforme l'Italie et la péninsule Ibérique, puis la France, champ de bataille longtemps indécis entre les deux manières de croire dans le Christ.

Refus encore, et pas seulement politique, s'il n'est pas unanime, celui qui écarte un Occident évolué et une Amérique anglo-saxonne (y compris le Canada) du marxisme et des solutions totalitaires des Républiques socialistes : le non est catégorique de la part des pays

germaniques et anglo-saxons ; mitigé et beaucoup plus nuancé de la part de la France et de l'Italie, et même des pays ibériques. Il s'agit là, probablement, d'un refus de civilisation à civilisation.

Nous dirions, dans cette même ligne de réflexion, qu'une Europe occidentale, adoptant le communisme, l'organiserait probablement à sa manière, l'aménagerait comme elle aménage actuellement le capitalisme, dans une voie assurément différente de celle des États-Unis.

• Ce travail ou d'accueil, ou de refus, qu'une civilisation pratique en face des civilisations extérieures, elle l'exerce aussi en face d'elle-même, avec lenteur. Presque toujours, ce choix est peu conscient, ou inconscient. Mais c'est grâce à lui que, peu à peu, une civilisation se transforme, en se « partageant » d'une partie de son propre passé.

Dans la masse de biens ou d'attitudes que son passé et ses développements poussent vers elle et lui proposent, elle trie peu à peu, écarte ou favorise, et par ses choix recompose un visage jamais entièrement nouveau, jamais le même.

Ces *refus internes* peuvent être francs, mitigés, durables ou passagers. Seuls les refus durables sont essentiels en ces domaines qu'éclairent progressivement des études d'histoire psychologique, étendues aux dimensions ou d'un pays ou d'une civilisation. Ainsi, d'Alberto Tenenti, deux travaux pionniers sur la vie et la mort aux ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles ; de R. Mauzi, une mise en cause de *L'Idée de bonheur en France au ^{xviii}^e siècle* ; de Michel Foucault, un livre passionné, et passionnant, sur *L'Histoire de la folie à l'âge classique* (1961).

Dans ces trois cas, il s'agit du travail de soi sur soi d'une civilisation aux prises avec elle-même, travail qui ne se signale que rarement en pleine lumière. Tout tourne à un tel ralenti que les contemporains n'y prennent jamais garde. Chaque fois, les éliminations – et les ajouts complémentaires qui parfois en découlent – s'opèrent à longueur de siècles, avec des interdits, des barricades, des cicatrisations difficiles, imparfaites souvent, fort longues toujours.

C'est ce que Michel Foucault appelle, dans son langage particulier, se « partager », c'est-à-dire pour une civilisation, rejeter au-delà de ses frontières et du droit fil de sa vie telle ou telle valeur reniée. « On pourrait, écrit-il, faire une histoire des *limites*, de ces gestes obscurs, nécessairement oubliés dès qu'accomplis, par lesquels une civilisation rejette quelque chose qui sera pour elle l'Extérieur ; et tout au long de son histoire, ce vide creusé, cet espace blanc par lequel elle s'isole, la désigne tout autant que ses valeurs. Car ses valeurs, elle les reçoit et

les maintient dans la continuité de l'histoire ; mais en cette région dont nous voulons parler, elle exerce ses choix essentiels, elle fait le *partage* (c'est nous qui soulignons) qui lui donne le visage de sa positivité ; là se trouve l'épaisseur originale où elle se forme. »

Ce beau texte mérite d'être lu, relu. Une civilisation atteint sa vérité personnelle en rejetant ce qui la gêne dans l'obscurité de terres limitrophes et déjà étrangères. Son histoire, c'est la décantation, à longueur de siècles, d'une personnalité collective, prise, comme toute personnalité individuelle, entre un destin conscient et clair et un destin obscur et inconscient, lequel sert de base et de motivation essentielle à l'autre, mais sans toujours s'en faire connaître. On voit que ces études de psychologie rétrospective ont été marquées au passage par les découvertes de la psychanalyse.

Le livre de Michel Foucault étudie un cas particulier : la séparation entre raison et folie, entre fous et sensés, que n'avait pas connue le Moyen Âge européen pour qui le fol, comme tout misérable, était plus ou moins mystérieusement l'envoyé de Dieu. Les déments seront enfermés, durement, brutalement d'abord, par un ^{xvii}^e siècle épris d'ordre social pour qui ils sont seulement des épaves à rejeter du monde, comme on en rejette les délinquants et les paresseux invétérés ; puis avec douceur, avec un certain amour par le ^{xix}^e siècle qui les reconnaîtra comme des malades. D'une attitude à l'autre, le problème central n'a cependant pas changé : à partir de l'âge classique et jusqu'à nos jours, l'Occident s'est « partagé » de la folie, il a proscriit son langage et refusé sa présence. Ainsi le triomphe de la raison s'accompagne en profondeur d'une tempête longue et silencieuse, d'une démarche quasi inconsciente, quasi ignorée, et qui est pourtant d'une certaine manière la sœur de cette victoire qu'a été, en pleine lumière, la conquête du rationalisme et de la science classique.

On pourrait, bien entendu, donner d'autres exemples de ces partages ou semi-partages. Le livre d'Alberto Tenenti suit patiemment le processus par lequel l'Occident s'est « séparé » de la mort chrétienne telle que l'avait conçue le Moyen Âge, simple passage de la créature, exilée sur la terre, à la vie véritable de l'au-delà. Au ^{xv}^e siècle, la mort devient « humaine », épreuve suprême de l'homme, dans l'horreur de la décomposition du corps. Mais dans cette conception nouvelle de la mort, l'homme trouve la conception nouvelle d'une vie qui, à ses yeux, retrouve son prix, sa valeur humaine. Une certaine hantise de la mort disparaît avec le siècle suivant – le ^{xvi}^e siècle –, qui, au moins à ses débuts, est celui de la joie de vivre.

• *Les chocs violents de civilisations : le raisonnement, jusqu'ici, suppose des civilisations en rapport pacifique les*

unes avec les autres, libres de leurs choix. Or les rapports violents ont été souvent la règle. Toujours tragiques, ils ont été assez souvent inutiles à long terme.

Des réussites comme la romanisation de la Gaule et d'une large partie de l'Occident européen conquis ne s'expliquent que par la longueur de l'épreuve et aussi, quoi qu'on en ait dit, par le bas niveau, au départ, des peuples romanisés, par l'admiration qu'ils ont eue pour le vainqueur, par une certaine connivence en somme. Mais ces réussites ont été rares ; exceptions, elles confirment la règle.

Les échecs ont été, lors de ces contacts violents, plus fréquents que les succès. Le « colonialisme » a pu triompher hier, son fiasco aujourd'hui ne fait plus aucun doute. Or le colonialisme, c'est par excellence la submersion d'une civilisation par une autre. Les vaincus cèdent toujours au plus fort, mais leur soumission reste provisoire, dès qu'il y a conflit de civilisations.

Ces longues périodes de coexistence forcée ne vont pas sans concessions ou sans ententes, sans emprunts culturels importants, parfois fructueux. Jamais, cependant, au-delà de certaines limites.

Le plus bel exemple d'interpénétration culturelle, sous le signe de la violence, est fourni par le beau livre de Roger Bastide sur *Les Religions africaines au Brésil* (1960). C'est l'histoire tragique des esclaves noirs arrachés des diverses Afrique, puis jetés dans la société patriarcale et chrétienne du Brésil colonial. Ils réagirent contre celle-ci tout en adoptant le christianisme. Beaucoup de nègres « marrons » formeront des républiques indépendantes, des *quilombos* : celui de Palmeiras, en arrière de Bahia, ne succombera que devant une guerre en règle. Que ces Noirs, dépouillés de tout, aient reconstitué les anciennes pratiques religieuses de l'Afrique et les danses de possession, qu'ils aient en outre amalgamé, dans leurs *candomblés* ou *macumbas*, pratiques africaines et pratiques chrétiennes et que ce « syncrétisme » soit aujourd'hui culturellement vivant, conquérant même, n'est-ce pas un exemple étonnant ? Le vaincu a cédé, il s'est en même temps préservé.

Histoire et civilisation

Ces voyages à travers les résistances, les acquiescements, les permanences, les lentes déformations des civilisations permettent de formuler une dernière définition, celle qui restitue aux civilisations leur visage particulier, unique : elles sont des continuités, d'interminables continuités historiques.

La civilisation est ainsi la plus longue des longues histoires. Mais

l'historien n'accède pas d'entrée de jeu à cette vérité : elle ne se dégage qu'au terme d'observations successives. Ainsi, dans une ascension, la vue s'élargit-elle progressivement.

• Les différents temps de l'histoire : l'histoire travaille à des échelles, sur des unités de mesure souvent différentes, ou jour par jour, ou année par année, ou par dizaines d'années à la fois, ou par siècles entiers.

Chaque fois, le paysage variera avec la mesure utilisée. Les contradictions entre ces réalités observées, entre ces temps de longueur différente, nourrissent la *dialectique* propre à l'histoire.

Pour simplifier l'explication, disons que l'historien travaille sur trois plans au moins.

Un plan A, celui de l'histoire traditionnelle, de l'habituel récit qui se hâte d'un événement à l'événement suivant, comme le chroniqueur d'hier ou le reporter d'aujourd'hui. Mille images sont ainsi saisies sur le vif et composent aussitôt une histoire multicolore, aussi riche de péripéties qu'un roman toujours à suivre. Cependant, effacée aussitôt que lue, cette histoire nous laisse trop souvent sur notre faim, incapables de juger ou de comprendre.

Un plan B reflète les épisodes, pris chacun en bloc : le romantisme, la Révolution française, la Révolution industrielle, la Seconde Guerre mondiale. L'unité de mesure, cette fois, est la dizaine, la vingtaine, voire la cinquantaine d'années. Et c'est en raison de ces ensembles – qu'on les dénomme périodes, phases, épisodes ou conjonctures – que les faits sont rapprochés, interprétés, et avancées des explications. Ce sont là, si l'on veut, des événements longs, débarrassés déjà de leurs détails superflus.

Un plan C enfin dépasse encore ces événements longs et ne retient que les mouvements séculaires, ou pluri-séculaires. Il met en cause une histoire où chaque mouvement est lent et enjambe de grands espaces de temps, une histoire que l'on ne peut traverser qu'avec des bottes de sept lieues. La Révolution française n'y est plus qu'un moment, assurément essentiel, de la longue histoire du destin révolutionnaire libéral et violent de l'Occident. Voltaire une simple étape de l'évolution de la libre pensée...

À ce dernier stade – les sociologues qui ont aussi leurs images diraient à cet ultime « palier en profondeur » – les civilisations apparaissent, hors des accidents, des péripéties qui ont coloré et marqué leur destin, dans leur longévité, ou si vous préférez dans leurs permanences, leurs structures, leurs schémas quasi abstraits et cependant essentiels.

• *Une civilisation, ce n'est donc ni une économie donnée ni une société donnée, mais ce qui, à travers des séries d'économies, des séries de sociétés, persiste à vivre en ne se laissant qu'à peine et peu à peu infléchir.*

On n'atteint donc une civilisation que dans le temps long, la longue durée, en saisissant un fil qu'on ne finit plus de dérouler ; en fait, ce qu'au cours d'une histoire tumultueuse, souvent orageuse, un groupe d'hommes aura conservé et transmis, de génération en génération, comme son bien le plus précieux.

Dans ces conditions, n'acceptons pas trop vite que l'histoire des civilisations soit « toute l'histoire », comme disait le grand historien espagnol Rafael Altamira (1951) et, bien avant lui, François Guizot (1855). C'est toute l'histoire, sans doute, mais vue dans une certaine perspective, saisie dans ce maximum d'espace chronologique possible, compatible avec une certaine cohésion historique et humaine. Non pas, pour reprendre l'image si connue de Fontenelle, l'histoire des roses, si belles soient-elles, mais celle du jardinier que les roses croient immortel. Pour les sociétés, les économies et les mille incidents à la vie brève de l'histoire, les civilisations, elles aussi, semblent immortelles.

Cette histoire au long souffle, cette télé-histoire, cette navigation hauturière conduite à travers la pleine mer du temps, et non plus comme le sage cabotage au long des côtes jamais perdues de vue – cette démarche historique, quel que soit le nom ou l'image dont on l'affuble, a ses avantages et ses inconvénients. Ses avantages : elle oblige à penser, à expliquer en termes inhabituels et à se servir de l'explication historique pour comprendre son propre temps. Ses inconvénients, voire ses dangers : elle peut tomber dans les généralisations faciles d'une philosophie de l'histoire, en somme d'une histoire plus imaginée que reconnue ou prouvée.

Les historiens ont sûrement raison de se méfier de voyageurs trop enthousiastes, comme Spengler ou Toynbee. Toute histoire poussée jusqu'à l'explication générale exige des retours constants à la réalité concrète, aux chiffres, aux cartes, aux chronologiques précises, bref aux vérifications.

Plus qu'à la grammaire des civilisations, par suite, c'est à l'étude des cas concrets qu'il convient de s'attacher pour comprendre ce qu'est une civilisation. Toutes les règles d'accord et de désaccord que nous avons définies se trouveront éclairées, simplifiées, par les exemples qui vont suivre.

II

Les civilisations non européennes

Première partie
L'Islam
et le monde musulman

Chapitre I

Ce qu'apprend l'histoire

Les civilisations mettent un temps infini à naître, à aménager leur logement, à rebondir.

Soutenir que l'Islam naît en quelques années, avec Mahomet, est très exact, en même temps inexact, peu compréhensible. La Chrétienté, elle aussi, est née avec et bien avant le Christ. Sans Mahomet et sans le Christ, il n'y aurait eu ni Chrétienté ni Islam ; cependant ces religions nouvelles ont, chaque fois, saisi le corps de civilisations déjà en place. Chaque fois, elles en furent l'âme : dès le départ, elles eurent l'avantage de prendre en charge un riche héritage, un passé, tout un présent, déjà un avenir.

L'Islam, forme nouvelle du Proche-Orient

• Une civilisation « seconde » : comme le christianisme a hérité de l'Empire romain qu'il prolonge, l'Islam se saisira, à ses débuts, du Proche-Orient, l'un des plus vieux, peut-être le plus vieux carrefour d'hommes et de peuples civilisés qui soit au monde.

C'est un fait d'immense conséquence : la civilisation musulmane aura repris à son compte de vieux impératifs de géopolitique, des formes urbaines, des institutions, des habitudes, des rituels, des façons anciennes de croire et de vivre.

De croire : dans sa religion même, l'Islam se rattache au judaïsme et au christianisme, à la filiation d'Abraham et de l'Ancien Testament, à son monothéisme rigoureux. Jérusalem est pour lui une ville sainte,

Jésus le plus grand prophète avant Mahomet qui, seul, le surpasse.

De vivre : des gestes vieux de plusieurs millénaires se sont perpétués à travers l'Islam jusqu'au temps présent. Dans les *Mille et une Nuits*, saluer le souverain, c'est « baiser la terre entre ses mains ». Or c'est déjà le geste qui se pratiquait à la cour du roi Parthe Chosroès (531-579), et sûrement plus tôt. Aux ^{xvi}^e, ^{xvii}^e siècles, plus tard même, c'est encore le geste que cherchent à éluder les ambassadeurs européens à Istanbul, Ispahan ou Delhi, tant ils le trouvent humiliant pour eux-mêmes et, plus encore, pour le prince qu'ils représentent. Déjà, Hérodote s'indignait des mœurs égyptiennes, répugnantes à ses yeux : « En pleine rue, en guise de salut, ils se prosternent à demi l'un devant l'autre ; ils font les chiens abaissant les mains jusqu'aux genoux » ; ce salut existe encore aujourd'hui. Autres détails : les bains maures ou turcs, les *hammams*, ne sont que les anciens thermes romains, que les conquêtes arabes introduisirent en Perse et ailleurs ; la main de Fatma, équivalent musulman de « nos médailles et scapulaires », orne déjà les stèles funéraires carthaginoises ; quant au costume traditionnel des Musulmans, E.F. Gautier, à qui nous empruntons ces détails, n'hésite pas à le reconnaître dans celui des vieux Babyloniens, tel que le décrivait, il y a plus de vingt-quatre siècles, Hérodote. D'après ce dernier, « les Babyloniens portent d'abord une tunique de lin qui leur descend jusqu'aux pieds (nous dirions en Algérie une *gandourah*, commente E.F. Gautier) ; et par-dessus une autre tunique de laine (nous dirions une *djellaba*) ; ils s'enveloppent ensuite d'un petit manteau blanc (nous pourrions dire un petit *burnous* blanc) ; ils se couvrent la tête d'une mitre (nous dirions d'un *fez* ou d'un *tarbouch*). »

Dans cette voie – déterminer ce qui est et ce qui n'est pas musulman en pays d'Islam – où nous arrêterons-nous ? N'a-t-on pas soutenu hier que le couscous nord-africain était romain, voire punique ! En tout cas, la maison musulmane à *patio*, basse, qui prévaut en Égypte arabe et au Maghreb, est pré-islamique, analogue à la maison grecque à péristyle et « à la maison africaine des premiers siècles de notre ère ».

Ce sont là des détails ; leur langage, toutefois, est clair : la civilisation musulmane, comme l'occidentale, est une civilisation *dérivée*, du *second degré*, pour reprendre la terminologie d'Alfred Weber. Elle ne s'est pas édifiée à partir d'une table rase, mais sur le tuf de cette civilisation bigarrée et très vivante qui l'a précédée dans le Proche-Orient.

Ce n'est donc pas par la prédication de Mahomet, ou au cours de la dizaine d'années des premières conquêtes fulgurantes (632-642), que débute la biographie de l'Islam. Au vrai, elle s'ouvre par l'interminable histoire du Proche-Orient.

L'histoire du Proche-Orient

Le Proche-Orient, unifié par les Assyriens, l'a été ensuite, et pour de longues années, par les conquêtes de Cyrus, de Cambyse et de Darius (546-486). Deux siècles plus tard, l'immense construction des Achéménides tombe sous les coups des Grecs et des Macédoniens d'Alexandre (334-331 av. J.-C.). Cette conquête fut plus rapide encore que ne devait l'être, *dix siècles plus tard*, celle, foudroyante, des conquérants arabes.

En gros, ces dix siècles d'intervalle constituent un extraordinaire épisode « colonial », durant lequel les Grecs dominent l'immense espace indéfini, entre Méditerranée et océan Indien. Colonisateurs, ils fondent des villes, de grands ports (Antioche, Alexandrie), de vastes États (Séleucides, Lagides...). Mélangés à leurs sujets, ils ne se confondent pas avec eux ; ils ne vivent jamais, ainsi, dans les campagnes qui leur demeurent étrangères. Bref, le petit peuple gréco-macédonien a colonisé ce vaste morceau d'Asie, comme l'Europe, plus tard, colonisera l'Afrique, lui imposant sa langue, son administration, lui communiquant une partie de son dynamisme.

La conquête romaine s'est étendue, elle aussi, à l'Asie Mineure, à la Syrie, à l'Égypte, sans interrompre cette *ère coloniale* : derrière la façade romaine, la civilisation grecque reste en place et redevient dominante à la chute de l'Empire romain, au ^ve siècle, quand Byzance prend la relève – Byzance, soit encore la civilisation grecque. Émile Félix Gautier, vivant en Algérie hier, aura été obsédé par cette immense aventure coloniale que l'histoire, un beau jour, aura balayée, sans presque rien laisser d'elle.

Le Proche-Orient colonisé n'a pas aimé ses maîtres. Dès 256 avant J.-C., le vaste État des Parthes Arsacides, puis des Perses Sassanides (à partir de 224 ap. J.-C.), s'est constitué à travers l'Iran, des confins de l'Indus à la frontière fragile de la Syrie. Rome, Byzance menèrent de pénibles combats contre ce voisin puissant, organisé, belliqueux, seigneurial, bureaucratique, disposant d'une cavalerie nombreuse, en relation vers l'est lointain avec l'Inde, les Mongols et la Chine (l'arc des cavaliers parthes, dont la flèche traverse les cuirasses romaines, vient sans doute de Mongolie). Appuyé sur « la religion supérieure de Zoroastre », il lutta vigoureusement « contre l'intrus : l'hellénisme ». Mais cette hostilité politique ne l'empêcha pas, à l'occasion, d'accueillir les courants culturels venus de l'Ouest : des philosophes grecs chassés par Justinien trouvèrent refuge dans la grande capitale de Ctésiphon ; par l'Iran, les Nestoriens, chrétiens hérétiques persécutés par Byzance, gagnèrent la Chine, où ils connurent plus tard une fortune singulière.

• *Dans ce Proche-Orient réticent, en lutte contre la présence grecque, converti au christianisme, agité de troubles religieux continuels, violents, les premières conquêtes arabes (634-642) trouvent des complicités immédiates.*

La Syrie (634), l'Égypte (639) accueillent les nouveaux venus. Plus inattendu, le ralliement perse (642) est rapide : le vieil Empire, épuisé par sa lutte séculaire contre Rome et Byzance, se défend mal, malgré ses chevaux et ses éléphants, ou ne se défend pas, contre les raids cruels des chameliers arabes. Le Proche-Orient s'est donné, abandonné aux nouveaux venus. Ceux-ci eurent plus de mal à se saisir de l'Afrique du Nord, du milieu du VII^e au début du VIII^e siècle, mais cette conquête achevée, l'Espagne tomba d'un seul coup entre leurs mains (711).

En somme, très vite, si l'on excepte l'Asie Mineure montueuse, défendue et sauvée par Byzance, les conquérants arabes se saisirent du Proche-Orient en son entier, puis, vers l'ouest, en dépassèrent largement les limites.

Cette rapidité fut-elle

a) le résultat d'une surprise, au bénéfice de l'assaillant que nul n'attendait ?

b) le succès naturel de ses raids menés à vive allure, destructeurs, isolant les villes, les obligeant, l'une après l'autre, à se rendre ?

c) l'aboutissement de cette lente détérioration du Proche-Orient, en voie de se décoloniser, comme nous dirions aujourd'hui ?

Les trois causes à la fois, sans doute. Pourtant, dans l'optique de l'histoire des civilisations, ces explications à courte portée ne peuvent suffire. Complaisance ou lassitude ne sauraient expliquer le succès durable de l'invasion. Ne faudrait-il pas mettre en cause, en profondeur, une affinité religieuse et morale, très ancienne, fruit d'une longue coexistence ? Cette religion nouvelle qu'élabore Mahomet s'est fabriquée en ce carrefour même du Proche-Orient, dans le sens de sa vocation profonde, selon son esprit.

L'Islam, durant le printemps de son expansion, ne fait que rendre vie à l'antique civilisation orientale qui a été le grand personnage de l'aventure, pour le moins « la seconde colonne » de la maison à bâtir (la première étant évidemment l'Arabie elle-même). Il s'agit là d'une civilisation solide et édifiée sur des régions fort riches, auprès desquelles l'Arabie fait très pauvre figure.

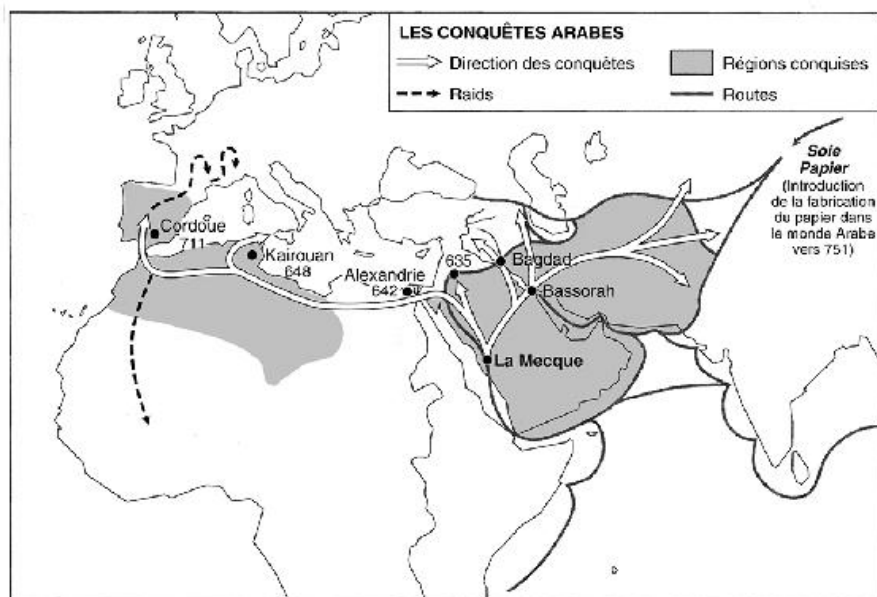
Le destin de l'Islam sera en quelque sorte de relancer cette vieille civilisation sur une nouvelle orbite, de la porter à un diapason nouveau.

Mahomet, le Coran, l'Islam

Les origines immédiates de l'Islam nous mettent en présence aussitôt d'un homme, d'un livre, d'une religion.

• *Entre 610-612 (dates problématiques, mais vraisemblables) et 632, date de sa mort, se situe l'œuvre décisive de Mahomet.*

Sans lui, l'Arabie brisée en tribus et confédérations rivales, ouverte aux influences étrangères, aux efforts coloniaux de la Perse, de l'Éthiopie chrétienne, de la Syrie, de l'Égypte byzantine, n'aurait pas réalisé son unité, et, forte de cette réussite, jeté ses pillards vers les longues frontières du Nord.



3. Les conquêtes arabes

Ni Byzance ni les Parthes, affrontés depuis des siècles, n'avaient eu la moindre crainte de voir surgir un ennemi sérieux, au long de si pauvres pays. Des incursions violentes s'y produisaient, sans doute. Mais le pillard venait, repartait. Qui s'en serait inquiété, surtout en ces zones – *no man's land* souvent – que se disputaient Perses et Grecs, au bord du « croissant fertile » ?

Tout change avec le succès de Mahomet. Les recherches érudites ont dégagé sa biographie des dorures qu'on lui avait surajoutées. L'image

obtenue, après décapage, n'en est que plus belle, émouvante. Né vers 570, Mahomet durant les quarante premières années de sa vie aura été accablé de malheurs. Cette vie obscure n'atteint la grande histoire que lorsque le Prophète entre dans sa quarantième année, vers 610-612. « Une nuit de la dernière décade du Ramadan, dans une grotte du mont Hira », non loin de La Mecque, alors qu'il sommeillait, « se produisit l'infusion de la Parole Incrée dans le monde relatif, la descente du Livre dans le cœur du Prophète ». L'être mystérieux lui montra en songe « un rouleau d'étoffe couvert de signes, et lui intima l'ordre de lire... – Je ne sais pas lire, dit Mahomet. – Lis, répéta deux fois encore l'Ange en serrant l'étoffe autour du cou du dormeur. – Que lirai-je ? – Lis, au nom de ton Seigneur qui a créé l'homme »... « L'Élu se recueille avec la conscience qu'un livre est descendu dans son cœur » (E. Dermenghem). Petit détail, on peut traduire par *lire* ou par *prêcher*, si bien que nous ne saurons pas avec certitude si le Prophète savait, ou non, lire et écrire.

Cette histoire sainte est bien connue. Que Mahomet, après les paroles de l'Archange Gabriel (c'est le mystérieux visiteur), se considère comme l'envoyé de Dieu, le dernier, le plus grand des prophètes de la tradition biblique ; qu'il rencontre, au départ, l'appui unique de son épouse Khadidja et presque aussitôt l'hostilité des riches marchands de La Mecque, ses parents ; qu'il soit alors plein d'incertitudes, au bord du désespoir, de la démence, du suicide, à quoi bon suivre, pas à pas, cette « passion », telle qu'elle se reconstitue par éclairs, à travers les témoignages, les « dits » du Prophète (*hadits*) et les versets (*sourates*) du Coran, ce recueil posthume, transmis par la tradition, des révélations de Mahomet ? L'essentiel est d'être attentif à la beauté, à la force explosive, à la « musique pure », de ce texte « inimitable » (preuve qu'il est divin), de ces prédications (que précédaient souvent des transes affreuses où Mahomet perdait longuement connaissance), d'être attentif à cette extra-ordinaire poésie, scandée fortement, que la traduction ne parvient pas à dissimuler entièrement. L'Arabie anté-islamique vit alors des temps homériques : la poésie y ouvre les oreilles et les cœurs.

Des années durant, le Prophète ne prêche qu'à un petit cercle de fidèles, quelques parents, quelques malheureux, souvent très pauvres gens : La Mecque, à côté des marchands qu'enrichit le trafic caravanier entre Syrie, Égypte et golfe Persique, a ses hommes de peine, ses artisans, ses esclaves. Ainsi Bilâl, l'esclave noir que racheta Abou Bakr (ami et futur beau-père du Prophète), et qui fut le premier *muezzin* de l'Islam.

Les riches, eux, s'effraient bientôt d'une propagande qui d'abord les a fait sourire, puis irrités. Menacés, les fidèles de Mahomet sont obligés de gagner, certains l'Éthiopie chrétienne, d'autres, une

soixantaine, l'oasis de Yatrib, au nord de La Mecque. Mahomet s'y réfugie à son tour : Yatrib sera la ville du Prophète (Médine), cette fuite (l'Hégire) le point de départ de l'ère musulmane (20 septembre 622). Notez, mais c'est un minuscule détail, qu'il semble que Médine était déjà le nom de la ville, avant l'Hégire.

C'est une ville alors aux trois quarts paysanne, avec deux tribus arabes, hostiles l'une à l'autre, et d'importantes fractions juives, plus ou moins marchandes. Vis-à-vis de ces dernières, la politique de Mahomet passera de la sympathie à la défiance, puis à l'hostilité. La prière, orientée jusque-là vers Jérusalem, se fera, dès lors, en direction de La Mecque. Tout ceci dans un climat de guerre continuelle : pour vivre, les Musulmans fugitifs razzient leurs voisins, harcèlent les longues lignes caravanières des Mecquois. Cette guerre de dix ans permet finalement au Prophète de rentrer, en maître, à La Mecque, non sans avoir, au cours de difficultés atroces, montré souvent un sens singulier de la décision, et non moins, sa prudence et sa tolérance.

• Religion révélée, édiflée peu à peu par les versets de ce qui sera le Coran, par les propos et les actes du Prophète, l'Islam (soumission à Dieu) s'affirme d'une simplicité exemplaire.

Les « cinq piliers » en sont : l'affirmation d'un seul Dieu, Allah, dont Mahomet est l'envoyé – c'est la *chahada* ; la prière répétée cinq fois par jour ; le jeûne des 29 ou 30 jours du Ramadan ; l'aumône aux pauvres ; le pèlerinage à La Mecque. Le *jihad*, la guerre sainte, ne fait pas partie des prescriptions fondamentales, s'il est appelé à jouer bientôt un très grand rôle.

La symbolique religieuse de l'Islam n'offre aucun mystère, bien que de nombreux points soient controversés et ouvrent des portes diverses sur les interprétations compliquées de la mystique. La théologie islamique n'a rien à envier, de ce point de vue, à la chrétienne : toutes deux ménagent à l'esprit des chemins difficiles.

Pour la prière, le Prophète s'est inspiré de la pratique chrétienne et juive. Il a été, par contre, fidèle à la tradition arabe et mecquoise en ce qui concerne le pèlerinage. Il a conservé, en effet, les coutumes de vieux pèlerinages liés l'un à l'autre, à la Kaaba de La Mecque et au mont Arafat, dans le voisinage de la ville, peut-être une ancienne fête du printemps et une ancienne fête de l'automne, la première analogue à la fête des Tabernacles de l'Ancien Testament. Ces vieilles pratiques, dont le sens profond s'était en tout cas perdu dans la nuit des temps, sont retranscrites dans un langage nouveau. « Mahomet annexe l'ancienne institution, la justifiant *a posteriori* par une sorte de légende

culturelle : Abraham, prétendait-il, avait de son temps, avec son fils Ismaël, l'ancêtre des Arabes, organisé le culte de la Sainte Kaaba et les cérémonies du pèlerinage. Ainsi, était fondée la priorité de l'Islam par rapport au Judaïsme, créé par Moïse, et au Christianisme, rattaché à Jésus ». Suffit-il d'expliquer ce rattachement à Abraham par le calcul politique, par ce désir de priorité ? Les religions n'ont-elles pas leur logique religieuse ? leurs vérités ? C'est ce qu'avance, pour son compte, Youakim Moubarac (*Abraham dans le Coran*, 1958). Pour Louis Massignon : « L'Islam salue en Abraham le premier des Musulmans, ce qui est vrai, *théologiquement vrai*. »

L'essentiel, c'est aussi de comprendre à quel point croyances et pratiques religieuses pèsent sur la vie du Musulman, lui imposent une discipline stricte. Tout, pour lui (y compris le droit), découle du Coran. La pratique religieuse reste bien plus vive en Islam aujourd'hui qu'elle ne l'est en pays chrétien. « Depuis mille trois cent soixante ans, écrit Louis Massignon (en 1955), il y a chaque année à Arafat... environ 150 000 pèlerins de tous pays. » Et dans tel village d'Égypte autant de ces pèlerins, relativement, que de « pascalisants » dans un village de France. L'avantage est évidemment à l'Islam. Mais faut-il l'attribuer forcément à une *foi* plus vive ? Le christianisme a dû faire face à des épreuves internes, celles mêmes de la civilisation qu'il porte, épreuves que l'Islam jusqu'ici aura à peine entrevues. Celui-ci ne reste-t-il pas appuyé sur des sociétés anciennes, archaïques, où les rites religieux se perpétuent comme les autres gestes sociaux, comme le reste de la vie même ?

L'Arabie : le problème d'une culture à peine urbanisée

Dans le succès de Mahomet et l'expansion de l'Islam, quel rôle a joué, au juste, l'immense péninsule arabique ? La réponse n'est pas simple.

• *Primauté urbaine : Mahomet a vécu, a construit (si l'on peut dire) en milieu urbain, en marge d'une Arabie primitive encore, à La Mecque.*

La fortune de cette ville est *récente* alors, fortune caravanière, née de ses liaisons avec d'autres centres urbains, lointains, étrangers et que touchaient seuls le grand commerce et ce capitalisme marchand, alors à peine ébauché, des Mecquois.

C'est dans les villes syriennes sans doute – plus qu'en Arabie même – que Mahomet, convoyeur de caravanes avant sa révélation,

aura connu les milieux judaïsants et chrétiens. C'est un cadre urbain, en tout cas, que supposent ses prescriptions, les appels du *muezzin*, la prière en commun du vendredi, le voile des femmes, la dignité exigée des fidèles et de leurs *imans* (le vrai mot est *imam*, chef de la prière). Tout cela ne va pas sans témoins, sans foule, sans coude à coude urbain.

« Cet idéal rigoriste et prude est celui des austères marchands du Hedjaz. Là encore, l'Islam recherche la tenue des cités plutôt que le débraillé des champs » (X. de Planhol). C'est dans cette optique qu'il faut interpréter certains *hadits* du Prophète : « Ce que je redoute pour mon peuple, c'est le lait, où le diable se tapit entre l'écume et la crème. Ils aimeront en boire et retourneront au désert, *délaissant les centres où l'on prie en commun.* » (C'est nous qui soulignons.) Autre propos prêté au Prophète, à la vue cette fois d'un soc de charrue : « Cela n'entre jamais dans la maison des fidèles, sans qu'y entre en même temps l'avilissement. » Bref, comme l'affirme le Coran lui-même : « Les Arabes du désert sont les plus endurcis dans leur impureté et leur hypocrisie. » Les centres de la foi, dans ce premier Islam, sont donc les villes, en une situation qui évoque celle de l'Église chrétienne, à ses débuts en Occident : l'infidèle n'est-il pas alors le paysan, *paganus*, le païen ?

• *Étranges « paysans », il est vrai, que les Bédouins d'Arabie. Encore au début du xx^e siècle, il était possible de les retrouver, pareils à eux-mêmes, tels que, sans doute, on en rencontrerait encore quelquefois, au cœur de l'Arabie d'aujourd'hui.*

Un islamologue, Robert Montagne (1893-1954), a écrit un très beau livre sur cette *Civilisation du désert*, qu'un ethnographe refuserait d'appeler, sans doute, autrement que *culture*.

Pas de villes, en effet, et quand elles existent, comme elles sont élémentaires ! Yatrib, au moment de l'Hégire, ce n'est même pas Thèbes, en Béotie, au temps d'Epaminondas ! Autour de ces « villes », dans les vallées ayant un minimum d'eau, *quelques paysans sédentaires*, serfs attachés à la glèbe, mais en petit nombre. *La majorité des Arabes est constituée par des nomades*, « pareils à des essaims d'abeilles », formant de très petits groupes sociaux : familles patriarcales, « sous-fractions », « fractions », « tribus », « confédérations de tribus ». Ces étiquettes sont celles des enquêteurs actuels, une simple façon de compter : une fraction, c'est 100 à 300 tentes ; une tribu, 3 000 personnes, la plus grosse unité, dans cette échelle, à posséder encore une cohésion. La fiction et la réalité des liens du sang, les seuls

que le Bédouin reconnaisse, peuvent s'y maintenir. La tribu est la grande unité des combats : on y vit entre frères, cousins, clients. La confédération, au contraire, n'est qu'une fragile union dispersant ses participants sur d'immenses distances.

La vie très pénible des Bédouins à travers les déserts et semi-déserts d'Arabie n'est possible que grâce à l'élevage du chameau. Sobre, capable de résister à la soif, il permet les longs voyages d'un pâturage à l'autre. Pour les *rezzous* (pillages de bétail) et la guerre, il assure le transport du fourrage, des outres d'eau, du grain. Les chevaux, au dernier moment (très ménagés jusque-là), fournissent le galop d'attaque.

La vie quotidienne court après « l'herbe qui fuit ». Avec le chameau de bât et la chamelle blanche de course, les grands nomades oscillent, sur des parcours parfois d'un millier de kilomètres, du nord au sud, et vice versa. Vers le nord, aux limites des terres du croissant fertile, entre Syrie et Mésopotamie, le nomadisme se dégrade, s'alourdit, au contact des sédentaires. À l'élevage du chameau s'ajoute celui du mouton, à faible rayon de parcours. Éleveur de moutons, le Bédouin n'est plus qu'un *chaouya*, un moutonnier. Au-dessous de lui, l'éleveur de bœufs ou de buffles relève de la dernière catégorie, celle des affreux sédentaires.

Au sud et au centre de l'Arabie, le nomadisme chamelier conserve sa pureté, ses prétentions à la noblesse. Ces tribus nobles sont constamment en guerre : les plus fortes chassent les plus faibles. Le désert, surpeuplé, repousse ainsi au-dehors ses surplus humains, la sortie s'opérant d'ordinaire par les routes de l'Ouest : le pont du Sinaï, l'étroit ruban du Nil ne sont pas des obstacles vers le Sahara et les pays du Couchant.

De cette prédominance de l'exode vers l'ouest, les raisons sont géographiques et historiques. *Géographiques* : vers le nord, les déserts froids succèdent aux déserts chauds. Les Arabes ne triomphent pas en Asie Mineure, au ^{vii}^e siècle, parce que leurs chameaux ne peuvent résister aux froids vifs des plateaux de l'actuelle Anatolie, où s'acclimate, par contre, le chameau de Bactriane. Le Sahara, lui, est le prolongement du désert d'Arabie, au-delà du fossé de la mer Rouge. *Historique* : ces déserts du Nord, de l'Asie centrale ont leurs propres nomades, leurs chameaux à deux bosses, leurs chevaux, leurs cavaliers, leurs propres et violents mouvements migratoires. Assurément ils ne sont pas des espaces vacants où l'on pourrait s'installer aisément.

Non sans hésitations, l'Arabie des Bédouins a mis au service de l'Islam sa force combative exceptionnelle. Les nomades ne se seront pas convertis du jour au lendemain. Sans arrêt, ils resteront batailleurs, instables. Dans l'Espagne conquise, au temps des califes omeyyades,

les querelles s'allument de nouveau, entre des partis du Yémen et de Qais, à des milliers de lieues des pays et querelles d'origine.

À la mort du Prophète, d'ailleurs, tous les nomades apparemment soumis s'étaient soulevés. La répression avait été longue, et le *successeur* de Mahomet, le calife Omar (634-644), ne trouva pas de meilleure solution à ces querelles infernales que de jeter cavaliers et chameliers dans le *jihad* : façon à la fois de les éloigner d'Arabie et d'éviter les querelles entre tribus.

Les Bédouins réaliseront ainsi les premières conquêtes de l'Islam. Sur d'immenses parcours, il faut imaginer le chemin de ces groupes étroits, de ces peuples en miniature, avec leurs convois, leurs tentes en poil de chameau et de chèvre, transportant avec eux leurs habitudes, leurs mœurs, leur morgue, ce profond désir des pasteurs, ce mépris à l'égard de la vie étouffante du sédentaire. Un vrai bombardement s'opère, par ces corpuscules, du vaste espace que va remplir vers l'ouest la conquête musulmane. Partout ils s'implantent et avec eux, leur langue, leur folklore, leurs défauts et leurs vertus ; au premier rang de ces dernières, leur goût passionné de l'hospitalité, un trait dont resplendit l'Islam en son entier.

On connaît ainsi le long cheminement de la tribu des Beni Hillal : partis du sud du Hedjaz au VII^e siècle, ils sont mal en point dans la Haute-Égypte, vers 978 ; jetés sur l'Afrique du Nord au milieu du XI^e siècle, tel un orage de sauterelles ; écrasés par les Berbères au XII^e siècle (bataille de Sétif, 1151) et alors dispersés à travers le Maghreb. Leur épopée revit, aujourd'hui, dans le folklore, « du désert de Transjordanie jusqu'à Biskra et Port-Étienne », en Mauritanie.

• *« Civilisation » et « cultures » dans le monde islamique : le rôle des tribus arabes attire l'attention sur la façon dont l'Islam, cette civilisation qui sera bientôt si raffinée, a appuyé successivement presque toutes ses réussites sur les forces vives de « cultures » batailleuses, de peuples primitifs qu'il a chaque fois assimilés et « civilisés » rapidement.*

Les tribus arabes lui ont offert pendant un siècle la première de ces réussites. Ensuite, c'est avec les montagnards frustes d'Afrique du Nord, les Berbères, que l'Islam a conquis l'Espagne, puis construit l'Égypte Fatimide. Enfin, il se servira des Turco-Mongols, nomades qu'il trouvait à ses portes, presque chez lui, en Asie centrale et qu'il sut convertir. Dès le X^e siècle, les mercenaires turcs forment l'essentiel des armées des califes de Bagdad, au demeurant merveilleux soldats, archers, cavaliers extraordinaires.

Jahiz, le grand écrivain arabe du IX^e siècle, se moque un peu de ces rustres dans le portrait inoubliable qu'il en a tracé. Mais l'histoire, une fois de plus, sera la même. Les pauvres deviendront riches, les nomades citadins, et ils se chargeront de prouver que, de serviteur à maître, le chemin est parfois bref. Mercenaires la veille, maîtres le lendemain, les Turcs Seldjoukides, puis les Turcs Osmanlis seront les nouveaux princes de l'Islam. « Le Grand Seigneur », ou « le Grand Turc », tel est le titre que l'Occident donnera aux souverains Osmanlis quand la prise de Constantinople (1453), devenue capitale de l'Empire, aura définitivement assis leur puissance.

Peut-être est-ce une loi du destin de l'Islam que d'attirer, d'utiliser les peuples primitifs qui cernent ou coupent ses territoires, mais de succomber aussi sous le poids de leur violence. Puis tout se rétablit et se cicatrise. Le primitif batailleur, efficace, disparaît dans la vie urbaine toute-puissante de l'Islam.

Chapitre II

Ce qu'apprend la géographie

L'Islam met en cause une série d'espaces, liés les uns aux autres, affectés, sur leurs marges, par d'assez vives variations, l'histoire de l'Islam n'ayant pas été, n'étant pas une histoire tranquille.

Cependant, ces variations (rapportées à l'ensemble de cet espace) restent relatives. L'immense scène islamique présente, en gros, une évidente stabilité. Elle s'offre comme une série de réalités et d'explications.

Terres et mers d'Islam

Les cartes disent l'essentiel. Nous avons figuré les régions tenues, puis abandonnées par l'Islam, chaque fois face à des civilisations étrangères et rivales : Sicile, péninsule Ibérique, Septimanie, Italie méridionale, Méditerranée occidentale, face à l'Occident ; Crète, péninsule des Balkans, face à l'Europe orientale, en gros la Chrétienté orthodoxe ; plaine centrale indo-gangétique, Deccan septentrional et central, face au monde hindou.

Les régions de l'Islam d'aujourd'hui, tenues depuis toujours, ou pour le moins depuis longtemps, restent immenses. Pas toujours bien riches, elles s'étendent depuis le Maroc et le Sahara atlantique jusqu'à la Chine et à l'Insulinde, « de Dakar à Djakarta », dit le sous-titre d'un livre récent.

Dans cette énumération, n'oublions pas d'énormes espaces maritimes, jadis plus ou moins utilisés, aujourd'hui presque toujours hors des prises des États musulmans, mis à part d'étroits liserés côtiers. La mer appartient à qui la sillonne et, aujourd'hui, il n'y a pratiquement plus de marine musulmane. Il en fut jadis bien

autrement, sur la Méditerranée, la mer Rouge, le golfe Persique, la Caspienne, surtout sur l'océan Indien : grâce à l'alternance des moussons, une navigation active y maintint longtemps des échanges importants au bénéfice des voiliers arabes, les *boutres*, ces navires aux planches jointes par des cordes en fibres de palmier et dans la construction desquels aucun clou n'intervenait. Dès le IX^e siècle, ces voiliers gagnaient Canton. Vasco de Gama les prendra en chasse et les pillera, en 1498. Cependant, ni les Portugais ni plus tard les Hollandais ou les Anglais ne les évinceront des trafics à bon marché de l'océan Indien. Seule la vapeur aura raison d'eux, vers la fin du XIX^e siècle.

Ainsi cette geste maritime fut de longue haleine. Les gloires anciennes de l'Islam n'ont pas été seulement celles de ses cavaliers, mais celles aussi de ses hommes de mer. Sindbad le Marin est un symbole.

• *La primauté de la Méditerranée : en Méditerranée s'est joué l'essentiel de cette grande aventure.*

Sindbad parle d'odyssées, mais à travers les éblouissements, les merveilles, les catastrophes de l'océan Indien. Or, si l'on ne s'abuse, c'est en Méditerranée que s'est joué le sort maritime, *mondial* de l'Islam. Là, il aura gagné, désespérément combattu et, finalement, perdu.

Parmi les importantes conquêtes de l'Islam, il y a eu, à côté de la Syrie, de l'Égypte, de la Perse, de l'Afrique du Nord et de l'Espagne, la Méditerranée presque entière. Cette conquête eût été scellée si les Musulmans, installés en Crète en 825, y étaient demeurés, mais Byzance récupérait cet avant-poste essentiel en 961 et se maintenait à Chypre et à Rhodes, gardant en main les clefs des routes qui conduisent à la mer Egée.

Donc échec, demi-échec à l'est : Byzance conservera cette mer semée d'îles et, autour de la péninsule des Balkans, à la fois la vaste mer Noire et l'Adriatique, ce chemin d'Italie que va utiliser la première fortune, modeste, de Venise : celle de transporteurs de bois, de sel, de blé, au service de la richissime Byzance.

Cependant, l'autre Méditerranée, l'occidentale, tombait au pouvoir des marins d'Égypte, d'Afrique du Nord, d'Espagne, tous passés sous l'étendard vert. Ce sont les Andalous, ainsi, qui avaient conquis la Crète, en 825 ; ce furent des Tunisiens qui, de 827 à 902, s'installèrent en Sicile. L'île connut alors un prestigieux essor. Elle fut le cœur vivant de la Méditerranée « sarrasine », avec Palerme, sa plus belle réussite urbaine, au milieu de la Conque d'Or que l'irrigation transforme alors en un jardin de Paradis.

Les Musulmans furent aussi en divers points de Corse ou de Sardaigne, un instant en Provence ; ils menacent, ils insultent Rome, débarquent à leur gré à l'embouchure du Tibre. Ils sont installés solidement aux Baléares, l'archipel essentiel des liaisons de l'Ouest méditerranéen, cette escale qui permet d'Espagne en Sicile les voyages en droiture.

Du coup, la mer, charrieuse de richesses, passe au service de l'Islam ; elle fait grandir et respirer ses villes maritimes : Alexandrie (succursale dès lors de l'énorme métropole intérieure du Caire), Palerme, Tunis (en marge de la mer, comme prudemment en retrait). D'autres cités poussent ou renaissent : Bougie avec les forêts proches, indispensables aux constructions navales, Alger, Oran, l'une et l'autre modestes encore, l'actif port espagnol d'Almeria et, sur le Guadalquivir (le grand fleuve), la métropole vivante, face à l'Atlantique, de Séville.

Cette fortune dure plus d'un siècle. Sans doute, l'Islam se heurte-t-il assez tôt à la piraterie chrétienne : c'est le destin des riches que d'offrir proies et tentations aux pauvres. Vers le ^x^e siècle, contrairement à la situation plus tard classique, le riche c'est le Musulman, le pirate, le chrétien. Amalfi, Pise, Gênes sont des nids de guêpes. Tout s'aggrave et se précipite avec la conquête de la Sicile par les Normands (1060-1091). Les rapides navires de ces derniers courent sus, eux aussi, aux voiliers musulmans. L'occupation de la Sicile est la première brèche ouverte dans le monopole maritime des « Infidèles ».

Il s'ensuit une asphyxie, une fermeture progressive, une gêne tôt ressentie à travers tout le « lac musulman ». Vers 1080, à l'époque du Cid Campeador, à la veille de l'arrivée des Almoravides (venus du Soudan et d'Afrique du Nord au secours des Musulmans d'Espagne, 1085), un poète arabe de Sicile hésite à accepter l'offre de se rendre en Espagne, malgré les cinquante dinars d'or que lui offre le roi de Tolède, Motamid : « Ne vous étonnez pas de voir comment ma tête a blanchi de chagrin, mais étonnez-vous de ce que le noir de mes yeux n'a pas blanchi ! La mer appartient aux Roum, les navires n'y circulent qu'en s'exposant à de grands risques, le continent seul est aux Arabes ! » Quelle revanche déjà !

Les Croisades qui s'ouvrent bientôt (1095-1270) permettent la reconquête de la mer Intérieure – y compris l'espace, le réduit byzantin – par les flottes des villes italiennes. Les grands épisodes classiques (prise de Jérusalem en 1099, fondation des États de Terre Sainte, prise de Constantinople par les Latins en 1204 à la suite de la fabuleuse déviation de la IV^e Croisade) ne doivent pas cacher cette autre réalité majeure : la conquête de l'espace maritime et marchand de la Méditerranée. Quand en 1291, avec Saint-Jean-d'Acre, la Chrétienté perd son dernier point d'appui *important* en Asie, elle n'en conserve

pas moins la suprématie incontestée sur la Méditerranée entière.

Il n'y aura de réaction de l'Islam que deux à trois siècles plus tard. Les Turcs Osmanlis essaieront alors de ressaisir la suprématie navale. Victorieux à la Prévesa (1538), la Méditerranée fut presque à eux, mais l'immense défaite de Lépante (1571) mit un terme à peu près immédiat à ce retour de fortune qui d'ailleurs visait seulement la suprématie militaire. Il n'y eut jamais qu'une flotte turque assez médiocre de navires de transport (grecs en majorité et limités aux trafics entre Istanbul, la mer Noire et l'Égypte) en face des nombreuses flottes de Venise, Gênes, Florence...

Par la suite surgira, sans doute, la longue activité des corsaires musulmans avec les gloires exceptionnelles d'Alger. Jamais cependant les Barbaresques n'eurent de flotte *marchande*.

Ainsi, en Méditerranée, gloires et catastrophes ont alterné. Dans l'océan Indien, les heures furent plus tranquilles jusqu'à l'intrusion des Portugais, en 1498, après le périple du cap de Bonne-Espérance. Désormais, l'Islam était tourné, pris à revers.

• *L'essayiste Essad Bey a raison de le dire : « L'Islam, c'est le désert », mais ce désert, cet ensemble de déserts plutôt, se place, d'une part, entre deux navigations, deux étendues d'eau salée : la Méditerranée, l'océan Indien ; d'autre part, il se situe entre trois masses assez denses d'hommes : l'Extrême-Orient, l'Europe, l'Afrique Noire.*

Avant tout, l'Islam est un « continent intermédiaire », il réunit ces vastes régions entre elles.

Évidemment, de l'Atlantique à la forêt sibérienne et à la Chine du Nord, il y a désert et désert : les déserts chauds du Sud se distinguent des déserts froids du Nord, ceux-ci, en gros, zone du chameau à deux bosses – le vrai chameau –, ceux-là, domaine du dromadaire. Une ligne tirée de la Caspienne à l'embouchure de l'Indus sépare à peu près leurs régions respectives.

Bien entendu, il n'y a pas de désert qui ne possède ses rivages, ses « sahels » de sédentaires, ses steppes et ses oasis où l'araire et la houe du sédentaire peuvent ménager et ménagent des cultures. Il y a même, dans ces vieux pays civilisés, paradisiaques, les oasis fluviales du Nil, du Tigre, de l'Euphrate, de l'Indus, de l'Amou et du Syr Daria, et d'excellents sols, rares et travaillés depuis fort longtemps, au point, il est vrai, d'être souvent usés. Le climat aidant, ils sont fragiles, sensibles à l'excès aux moindres erreurs des hommes, aux moindres accidents naturels. Une invasion, une guerre prolongée, des pluies violentes, une surpopulation dangereuse, et de vastes zones agricoles

sont sur le point de se perdre, au sens exact du mot : le désert aura englouti, enseveli des villes, des campagnes...

L'Islam incorpore ainsi à son destin ces multiples fragilités sous-jacentes. Ses villes trop lourdes, peuplées par le commerce, ses campagnes trop étroites, sa civilisation toujours tendue sont sous le signe de difficultés incessantes. Une carte actuelle de la population le signale avec netteté : l'Islam est formé de quelques zones à peuplement dense, avec entre elles des vides immenses. Ni l'ingéniosité des constructions hydrauliques, ni les réussites du *dry farming* (la culture en sol sec), ni l'acharnement de paysans patients et sobres, ni l'utilisation d'arbres aussi merveilleusement adaptés que l'olivier ou le palmier dattier, ne réussissent à donner à l'Islam une vie sous le signe de la sécurité quotidienne, encore moins de l'abondance : toute abondance y est momentanée – ou sous le signe exceptionnel d'un luxe social, à moins que ce ne soit le privilège d'une ville particulière.

C'est le cas, paradoxal seulement à première vue, de La Mecque, avec les richesses énormes qu'y apporte l'afflux des pèlerins. Là tout est possible, miraculeusement possible. En 1326 Ibn Batouta, le plus grand de tous les voyageurs arabes, chantait son abondance, les « saveurs délicieuses » de « ses viandes grasses », l'excellence de ses fruits, raisins, figues, pêches, dattes « dont on ne trouve pas l'équivalent dans le monde entier », melons incomparables... Et il concluait : « En somme, tous les objets du commerce qu'on trouve éparpillés dans les différentes contrées sont rassemblés dans cette ville ». Ailleurs, le plus souvent, la faim reste l'inévitable compagne. « Je sais refermer ma faim dans les replis de mes entrailles, dit un poète arabe, comme sont tenus fermement dans la main d'une habile fileuse les fils que tordent ses doigts. » Et c'est un compagnon de Mahomet, Abou Horaïra, qui dit du Prophète : « Il sortit de ce bas monde sans s'être une fois rassasié de pain d'orge... »

Les conséquences sont aisément perceptibles. Leur résultat ordinaire est la mise en place d'un nomadisme exclusif, pastoral, aux formes diverses et que nous avons signalées à propos de l'Arabie. L'image vaut, *mutatis mutandis*, pour l'espace entier des déserts où l'Islam est condamné à vivre. Ce sont là d'impérieuses injonctions. Le portrait du Bédouin a souvent été tracé, et sans indulgence, comme celui d'un primitif, malgré ses titres de noblesse. S'il ne comprend guère les sédentaires, ceux-ci le lui rendent d'ordinaire. Un islamologue, Jacques Berque, écrit avec raison : « Que ce Bédouin, si souvent décrié, est beau ! » Oui, c'est un magnifique échantillon d'animalité humaine. Pour l'Islam, cependant, quel collaborateur difficile à mater, à conduire ! Mais collaborateur, outil tout de même, car sans lui...

Cependant, la vie misérable qui l'enveloppe et l'emprisonne rend

difficile ce que nous appellerions aujourd'hui sa « promotion sociale », d'autant que celle-ci ne peut guère s'accomplir que grâce à cette sédentarisation qu'il abhorre et qu'ont entreprise aujourd'hui, sur une vaste échelle, tant d'États musulmans. L'Empire des Osmanlis l'avait réalisée, pour son compte, vaille que vaille, dès le xvi^e siècle, à la fois dans la Turquie d'Asie et la Turquie d'Europe, plantant un peu partout ses colonies de *yourouks*, de nomades. Ce nomadisme rigoureux et sa « culture » fermée sur elle-même signalent un déterminisme évident. L'homme est ici prisonnier de sa « réponse », pour revenir au langage d'Arnold Toynbee.

• *Civilisation à court d'hommes, l'Islam a été obligé, hier, d'utiliser les hommes tels qu'il les trouvait à portée de main. Son manque chronique d'hommes était une des formes de sa pauvreté foncière.*

Aujourd'hui, paradoxalement, il en a trop, nous le verrons : 365 à 400 millions, soit entre le septième et le huitième des vivants, trop, beaucoup trop, étant donné ses ressources.

Mais hier, au temps de sa splendeur, l'Islam compte peut-être entre 30 et 50 millions d'hommes au plus, pour une population mondiale de 300 à 500 millions. Et c'est peu, car si la proportion reste la même, *très en gros*, il est évident que l'Islam a, alors, des tâches beaucoup plus lourdes qu'aujourd'hui, *relativement*. Il conduit, en fait, l'histoire globale de cette planète en soi (avant la découverte de l'Amérique) qu'est le Vieux Monde (Europe, Afrique, Asie).

D'où tant de tâches écrasantes : gouvernement, commerce, guerre, surveillance militaire. Pour les mener à bien, l'Islam a dû partout accepter les hommes tels qu'il les trouvait, avec une tolérance que l'Occident, démographiquement riche pour sa part, n'aura guère connue. Par surcroît, il les aura recherchés, en dehors de ses frontières, partout, avec une insistance qui fait de l'Islam classique une civilisation esclavagiste par excellence.

Cet immense, ce continuel ravitaillement a soutenu longtemps les entreprises du monde musulman. Tous les pays voisins ont, tour à tour, payé leur tribut : chrétiens d'Europe pris sur terre ou sur mer par les Musulmans eux-mêmes, ou achetés à l'occasion (tels ces Slaves prisonniers de guerre que revendent les marchands juifs de Verdun, au ix^e siècle) ; Noirs d'Afrique, Abyssins, Indiens, Turcs et Slaves misérables, Caucasiens. Au xvi^e siècle, les Russes que saisissent les raids des Tatars de Crimée ravitaillent en esclaves l'Istanbul turc.

Ces esclaves font souvent d'étonnantes fortunes. Tels les Mamlouks d'Égypte qui s'emparent du pouvoir au moment même où échoue la

Croisade de Saint Louis (1250). Esclaves élevés dans le métier des armes, pour la plupart d'origine turque, puis caucasienne, ils gouverneront l'Égypte avec un certain bonheur jusqu'à la conquête ottomane (1517) qui ne les fit pas disparaître. Bonaparte les rencontra à la bataille des Pyramides. « Les Mamlouks sont des parvenus, écrit un historien d'aujourd'hui, mais ils n'en ont pas les petitesesses. » Les Janissaires turcs, célèbres eux aussi, leur ressemblent par plus d'un trait.

Au vrai, toute ville musulmane a ses quartiers, aux races, aux religions, aux langues diverses. En 1651, au cours d'une sédition dans le palais du Padishah ottoman, « la malédiction de Babel tomba à l'intérieur du Sérail sur les Icoglans (pages et officiers du Sultan) et les réduisit à l'impuissance ». Dans leur émotion, les hommes avaient oublié l'idiome osmanli artificiellement acquis « et les oreilles étonnées des témoins, écrit Paul Ricaut (1668), furent frappées par un tumulte de voix et de langues diverses. Les unes vociféraient en géorgien, d'autres en albanais, en bosniaque, en mingrélien, en turc ou en italien ». Bel exemple, entre beaucoup d'autres (que l'on songe à l'Alger des corsaires turcs) !

Continent intermédiaire ou espace-mouvement : les villes

Mal loti, l'Islam ne serait rien sans les routes qui, traversant son corps désertique, l'animent, lui apportent la vie. Les routes sont sa richesse, sa raison d'être, sa civilisation. Des siècles durant, il aura occupé grâce à elles une position « dominante ».

Jusqu'à la découverte de l'Amérique, il *domine* le Vieux Monde, règle, en fait, ce qui est alors son histoire « mondiale ». Lui seul, répétons-le, met en contact les grandes aires culturelles entre quoi se divise le Vieux Monde : l'Extrême-Orient, l'Europe, l'Afrique Noire. Rien ne passe qu'il n'y consente, ou pour le moins qu'il ne ferme les yeux. Il est *l'intermédiaire*.

• Navires, caravanes et marchands : si difficile que semble parfois sa situation politique – et elle le fut assez souvent – l'Islam reste, géographiquement, usufuitier de passages obligés.

Évidemment, de cette position exceptionnelle, il n'est ni toujours conscient, ni toujours entièrement maître. Ainsi vis-à-vis des déserts froids d'Asie, l'Islam est victime des fragilités d'une domination mal

assise, « marginale » – la sienne – face à une population de nomades très turbulents. Le Turkestan musulman, ligne d'oasis, est une région d'avant-postes, jamais de barrages efficaces. Impossible, en fait, de barrer aux Turcs, Turkmènes ou Mongols le chemin de la mer d'Aral à la Caspienne et à la mer Noire. Les plus vigoureux de ces nomades escaladent l'Iran, menacent Bagdad... Voyez sur une carte (►) l'énorme débâcle que signifiera, face à l'Est, la poussée mongole du XIII^e siècle.

Cependant, des siècles durant, l'Islam est seul à faire circuler l'or du Soudan et les esclaves noirs, en transit vers la Méditerranée ; la soie, le poivre, les épices, les perles de l'Extrême-Orient, en transit vers l'Europe. En Asie et en Afrique, le commerce du Levant est sa chose. Il n'aboutit entre les mains des marchands italiens qu'à partir ou d'Alexandrie, ou d'Alep, ou de Beyrouth, ou de Tripoli de Syrie.

L'Islam est donc, par excellence, une civilisation de mouvement, de transit, ce qui implique des navigations au loin et une multiple circulation caravanière, tendue, avant tout, entre l'océan Indien et la Méditerranée, lancée également de la mer Noire à la Chine et à l'Inde, efficace enfin du pays des Noirs à l'Afrique du Nord.

Ces *caravanes*, malgré la présence vers l'Est d'éléphants et la présence partout de chevaux et d'ânes, sont essentiellement chamelières. Un chameau de bât arrive à transporter jusqu'à trois quintaux de charge utile. Comme une caravane réunit parfois de 5 à 6 000 chameaux, son volume global peut se comparer à celui d'un très gros voilier de charge.

Une caravane se déplace, telle une armée, avec son chef, son état-major, ses règles strictes, ses étapes obligées, ses précautions rituelles contre les nomades pillards, avec lesquels il est sage d'avoir des accords. Au long de sa route, elle rencontre à distance fixe, à chaque journée de marche (sauf en plein désert), les vastes bâtisses des *caravansérails* ou *khans*, et y loge en partie ses bêtes et ses gens. Ce sont des gares caravanières. Pas un voyageur d'Europe qui n'ait décrit ces halls gigantesques et leurs commodités relatives. Certains subsistent aujourd'hui, comme les admirables *khans* d'Alep.

Ce système caravanier ne peut se souder aux navigations sans une vaste organisation à demi capitaliste. L'Islam a ses *marchands* (*musulmans et non musulmans*). Un hasard a conservé les lettres de marchands juifs du Caire, dès l'époque de la Première Croisade (1095-1099) : elles révèlent la connaissance de tous les instruments de crédit et de paiement, et de toutes les formes d'association marchande (l'Italie par la suite ne les inventera pas, comme on l'a cru trop facilement). Elles signalent aussi des commerces à longue distance : du corail va d'Afrique du Nord en Inde ; des esclaves sont achetés en Éthiopie ; du fer rapporté des Indes, en même temps que du poivre et

des épices. Tout cela implique un énorme mouvement d'argent, de marchandises, d'hommes.

Nul étonnement à constater dès lors l'ampleur, fabuleuse pour l'époque, des *itinéraires des voyageurs arabes*. L'Islam même, qui est mouvement, qui vit de mouvement, les entraîne. Ibn Batouta, un Marocain né à Tanger en 1304, qui avait déjà accompli son voyage « autour du monde » de 1325 à 1349 (Égypte, Arabie, Basse-Volga, Afghanistan, Inde, Chine) gagne, en 1352, les pays des Noirs et les bords du Niger, où il se plaindra d'ailleurs du manque d'égard des Soudanais, musulmans pourtant, vis-à-vis des « Blancs ». À Sidjilmassa, la ville de l'or, il rencontre, avec quelque étonnement il est vrai, un de ses compatriotes de Ceuta, frère d'un certain Al-Buchri, qu'il avait connu en Chine... L'Islam de cette époque abonde en déracinés de ce genre que l'hospitalité musulmane (pareille à l'hospitalité russe) accueille sans défaillance, de l'Atlantique au Pacifique.

• Ces mouvements seraient impensables sans des villes puissantes. Celles-ci, naturellement, pullulent en Islam. Elles sont les moteurs qui rendent possible cette immense circulation.

Car tout passe par elles, les marchandises, les bêtes de charge, les hommes, voire les biens culturels les plus précieux. De ces derniers, en voyage vers l'Europe, un immense tableau d'honneur (hétéroclite et qui ne sera jamais complet) pourrait être dressé : les plantes lointaines (canne à sucre, cotonnier), le ver à soie, le papier, la boussole, les chiffres indiens (dits arabes), la poudre à canon (peut-être) et, en même temps qu'une certaine médecine très réputée, les germes des plus terribles maladies épidémiques, à partir de la Chine et de l'Inde, patries du choléra et de la peste...

En gros, toutes ces villes se ressemblent. Leurs *rues* sont étroites, généralement en pente, pour que l'eau des pluies les nettoie, à elle seule. Étroites : souvent deux ânes chargés ne peuvent s'y croiser. À sept coudées, largeur prévue par un *hadit* du Prophète, ce croisement serait encore possible. Mais les maisons empiètent volontiers sur la chaussée – le droit n'y fait obstacle que théoriquement ; en outre, elles sont à encorbellement très souvent, comme les maisons occidentales du Moyen Âge. Tout s'explique si l'on songe que l'Islam interdit (sauf exceptions comme à La Mecque, à Djedda, son port, et au Caire) les maisons à étages, marque d'orgueil, en soi haïssable, de la part des propriétaires.

Étant donné le désordre, l'absence de toute administration

municipale, ces maisons basses, dès qu'une ville est en proie à une progression démographique un peu sérieuse, envahissent son espace, s'y tassent les unes contre les autres, s'y bousculent.

Thévenot, un Français, s'étonnait en 1657 qu'il « n'y ait pas une belle rue au Caire, mais quantité de petites rues qui font tours et détours, ce qui fait bien connaître que toutes les maisons furent bâties sans dessein, chacun prenant tous les lieux qui lui plaisent pour construire, sans considérer s'il bouchait une voie ou non ».

Un autre Français, Volney, un siècle plus tard (1782), décrit ces mêmes rues : « Comme elles ne sont point pavées, la foule des hommes, des chameaux, des ânes et des chiens qui s'y pressent, élève une poussière incommode ; souvent les particuliers arrosent devant leur porte ; à la poussière succèdent la boue et les vapeurs malodorantes. Contre l'usage ordinaire de l'Orient, les maisons sont à deux ou trois étages, terminées par une terrasse pavée ou glaisée : la plupart sont en terre et en briques mal cuites ; le reste est en pierres molles d'un beau grain que l'on tire du mont Moqattam qui est voisin ; toutes ces maisons ont un air de prison parce qu'elles manquent de jour sur la rue... » Sur Istanbul, même image au milieu du XIX^e siècle : « Non seulement les voitures, mais les chevaux eux-mêmes passaient difficilement. La rue du Divan, la plus large à cette époque, ne dépassait pas 2,50 à 3 mètres en certains endroits. »

Tout cela vrai, en général. Cependant au XI^e siècle Le Caire aura eu des maisons de 7 à 12 étages ; Samarra (IX^e siècle) a une grande avenue droite de plusieurs kilomètres, large de 50 à 100 mètres. Exceptions qui confirment la règle !

Aussi étroite qu'elle soit, la rue en pays musulman est toujours particulièrement animée, lieu de rassemblement, surtout pour un peuple qui aime à s'extérioriser. Elle est « l'artère essentielle... (c'est) là que conteurs, chanteurs, charmeurs de serpents, baladins, guérisseurs, charlatans, barbiers, tous ces corps de métier grandement suspectés par les canonistes et les moralistes de l'Islam se donnent rendez-vous. Et aussi les enfants et leurs jeux, parfois violents... ». À la circulation de la rue s'ajoute la commodité, réservée aux femmes, de la circulation par les terrasses.

Désordre donc. Cependant il n'exclut jamais un *plan d'ensemble*, d'autant que celui-ci est lié aux structures mêmes de la ville, à la vie de ses habitants. Au centre, la Grande Mosquée, à prône hebdomadaire, « vers laquelle tout conflue et de laquelle tout reflue, comme si elle était un cœur » (J. Berque). Au voisinage, le *bazar*, c'est-à-dire le quartier des marchands avec ses rues de boutiques (*souq*) et ses caravansérails qui sont des entrepôts de marchandises, les bains publics qui s'implantèrent ou subsistèrent en dépit des nombreuses condamnations qu'ils s'attirèrent. Les artisans sont disposés de façon

concentrique à partir de la Grande Mosquée : tout d'abord les fabricants et marchands de parfums et d'encens, puis les boutiques où se vendent étoffes et couvertures, les bijoutiers, les commerces alimentaires, enfin les moins nobles des métiers, corroyeurs, cordonniers, forgerons, potiers, selliers, teinturiers... Quand on les trouve, on a déjà atteint les limites de la ville.

Chacun de ces emplacements corporatifs est en principe fixé une fois pour toutes. En principe aussi, le quartier du Prince (le *maghzen*) est en bordure de la ville, à l'abri des émeutes et des surprises populaires. À côté de lui, sous sa protection, le quartier juif, le *mellah*. À cette mosaïque s'ajoute la diversité fort grande des quartiers résidentiels, divisés selon les ethnies et les religions (45 quartiers à Antioche). « La ville est un agrégat de cités vivant sous la hantise du massacre. » Ainsi, la colonisation occidentale n'a nulle part créé la ségrégation raciale, si nulle part, en fait, elle ne l'a supprimée.

Cette rigidité, sous le désordre apparent, est encore aggravée du fait que les villes sont souvent prises dans des *murailles aux portes somptueuses*, cernées par les vastes cimetières sur lesquels l'urbanisme empiète difficilement. Aujourd'hui la circulation nécessaire des voitures et des automobiles oblige à les transformer, parfois sans mesure. Dans une fièvre d'élargissement de ses rues, Istanbul s'est transformé, ces dernières années, en un invraisemblable chantier d'aménagements : maisons coupées par moitié dont les portes intérieures s'ouvrent sur le vide, rue principale nouvelle, sur quoi débouchent des rues latérales suspendues « comme des vallées glaciaires », forêts de canalisations devenues aériennes après des déblaiements précipités...

S'il est vrai, en gros, que les villes musulmanes n'avaient ni les libertés politiques ni le sens de l'ordre architectural que les agglomérations d'Occident cherchèrent à acquérir dès qu'elles se développèrent suffisamment, elles n'en avaient pas moins toutes les fonctions qui font les villes, y compris une bourgeoisie toujours bien-pensante, y compris des masses de pauvres gens, d'artisans misérables, de filous, tous vivant plus ou moins des « miettes des riches », y compris une vie raffinée, moins contrainte qu'ailleurs et dont les plaisirs paraissent aux rigoristes d'une insoutenable perversité. Elles sont citadelles de l'esprit, grâce à leurs écoles près des mosquées, leurs *médersas* et leurs universités. Enfin, elles sont un attrait constant pour les campagnards de leurs alentours qu'elles apprivoisent et domestiquent, selon la vieille règle du jeu, immuable depuis qu'il y a des villes et des campagnes. « Il n'est pas d'individus au monde qui aient davantage besoin d'être corrigés, car ce sont des voleurs, des gaspilleurs, des malfaiteurs » : ainsi parle un citadin de Séville, pensant sans doute aux querelles sans fin qui surgissent aux portes, ou

sur le marché même, avec les campagnards vendeurs de bêtes, de viandes ou de peaux, de beurre rance, de palmiers nains, d'« herbe verte » ou de pois. Rassurons-nous : la vigilance et la ruse citadine prennent, dix fois pour une, leur revanche. Le voleur est volé à son tour et sans le moindre égard, car le citadin d'Islam, mieux encore que celui d'Occident, tient solidement en main le monde rural particulièrement fruste qui se trouve à ses portes : ainsi Damas tient-il les paysans proches de la Ghouta et les montagnards du Djebel Druze ; ainsi l'Alger des corsaires, les paysans du Fahs, de la Mitidja et des massifs kabyles ; ainsi les bourgeois vêtus de soie à Grenade, les pauvres paysans vêtus de coton de la montagne proche.

Mais encore une fois, ces traits sont de *toutes* les villes. L'originalité des agglomérations musulmanes, par rapport à l'Occident, serait, sans doute, leur précocité d'une part, de l'autre leur taille exceptionnelle.

L'importance des villes de l'Islam ne saurait étonner : elle tient à l'essence de sa civilisation. Villes, routes, navires, caravanes, pèlerinages, c'est tout un : ce sont des faisceaux de *mouvements*, ces « lignes de force » de la vie musulmane, dont parle volontiers Louis Massignon.

Chapitre III

Grandeur et repli de l'Islam (VIII^e-XVIII^e siècles)

L'apogée, la splendeur de l'Islam se situent entre VIII^e et XII^e siècles. Tout le monde en est d'accord. Par contre, de quand dater sa décadence ? Si vous retenez l'explication fréquente, le reflux décisif se serait amorcé dès le XIII^e siècle. C'est confondre deux choses fort différentes : la fin d'une prépondérance et la fin d'une civilisation.

Au XIII^e siècle, l'Islam a perdu de toute évidence sa position de leader. Mais la perte très dangereuse de vitesse n'a guère commencé pour lui qu'avec le XVIII^e siècle, c'est-à-dire, à l'échelle lente des civilisations, il y a fort peu de temps. Son destin est celui de beaucoup de nations, dites aujourd'hui sous-développées parce qu'elles ont raté la Révolution industrielle, la première révolution capable de faire progresser le monde à la vitesse fantastique de la machine.

De cet insuccès évident, l'Islam n'est pas mort en tant que civilisation. Il a pris seulement sur l'Europe deux siècles de retard matériel, mais quels siècles !

Pas de civilisation musulmane avant le VIII^e ou IX^e siècle

L'Islam, réalité politique, est né en quelques années, les quelques années qu'il a fallu aux Arabes pour conquérir un Empire. Mais la civilisation islamique est issue du mariage de cet Empire avec d'antiques civilisations. Il y a fallu beaucoup de temps. Bien des générations d'hommes à vrai dire.

• *Peu de conversions, beaucoup de tributaires : le premier cycle des conquêtes, le cycle arabe, a créé un Empire, un État, non pas encore une civilisation.*

Au début, le conquérant arabe n'a guère cherché à convertir, au contraire. Il a exploité, sans plus, les riches civilisations tombées à sa merci : Perse, Syrie, Égypte, Africa (c'est-à-dire l'Africa romaine, l'*Ifriqya* des Arabes, correspondant à la Tunisie d'aujourd'hui), Espagne (c'est-à-dire l'Andalousie, *al-Andalous*). Des chrétiens essayaient-ils de se convertir à l'Islam, ils étaient condamnés au fouet. Le paiement des impôts étant réservé aux non-Musulmans, pourquoi les nouveaux maîtres auraient-ils ainsi réduit leurs revenus ?

« Les populations des pays occupés... conservent leur manière de vivre, sans être molestées, mais... sont traitées comme un bétail supérieur, dont on prend soin parce qu'elles paient la plus grande partie des impôts » (Gaston Wiet).

Ainsi en sera-t-il sous les quatre premiers successeurs de Mahomet, les « califes bien dirigés » (632-660) (calife, c'est-à-dire successeur, lieutenant, vice-gérant, au gré des traducteurs), puis sous les califes omeyyades (660-750) qui établissent leur capitale à Damas. Durant ces années de guerres continuelles, jamais ou presque jamais le motif religieux n'est porté au premier plan. Ainsi, vis-à-vis de Byzance, la lutte est politique, non de religion à religion.

Bien plus, dans les pays conquis, l'administration reste aux mains des « indigènes », les écritures continuent à se faire soit en grec, soit en pehlvi (ou moyen persan). Enfin, l'art lui-même reste d'inspiration hellénistique, même pour construire les mosquées. Cours centrales, colonnades, arcades, coupoles reproduisent le modèle byzantin. Seul, bien qu'il évoque le clocher chrétien, le minaret est original, conçu pour l'appel à la prière du *muezzin*.

• *Le tournant des Abbassides : c'est seulement vers le milieu du VIII^e siècle que les changements décisifs se marquent à la faveur d'un vaste bouleversement politique, social et bientôt intellectuel, quand le califat passe à la dynastie des Abbassides et que leur étendard noir remplace l'étendard blanc des Omeyyades.*

Alors le monde musulman se replie vers l'est et s'écarte un peu de la Méditerranée qui l'avait jusque-là fasciné. Avec les nouveaux califes, la capitale de l'Islam se déplace, en effet, de Damas à Bagdad et ainsi se trouve favorisée la revanche massive des Iraniens et autres

« clients » et peuples soumis. C'en est fini du règne de l'Arabe « pur sang », lequel aura duré un siècle au plus, l'espace de trois ou quatre générations brillantes, le temps que leur « caste supérieure » de guerriers se perde dans les délices de la richesse et du luxe, de la civilisation. Cette civilisation dont Ibn Khaldoun, gentilhomme arabe d'Andalousie, dira, plus tard, que c'est « le mal personnifié ».

Les premiers rôles reviennent alors et naturellement aux vieux pays civilisés, au moment où une grande prospérité matérielle montre partout son visage. Vers 820, les revenus du calife s'élèvent à cinq fois peut-être le revenu annuel de l'Empire byzantin d'alors. De gigantesques fortunes se constituent grâce à un capitalisme marchand précoce dont les liaisons s'étendent jusqu'à la Chine et l'Inde, le golfe Persique, l'Éthiopie, la mer Rouge, l'Afrique, l'Andalousie...

Capitalisme, le mot n'est pas tellement anachronique. D'un bout à l'autre du domaine planétaire de l'Islam, la spéculation sur les marchandises n'a pour ainsi dire plus de limites. Un auteur arabe, Hariri, fait dire à un négociant : « Je veux porter du safran persan à la Chine, où j'ai entendu dire qu'il a un grand prix, et ensuite de la porcelaine de Chine dans la Grèce, du brocart grec dans l'Inde, de l'acier indien à Alep, du verre d'Alep dans le Yémen et des étoffes rayées du Yémen en Perse... » À Baçra, les règlements entre marchands se font suivant le principe même de ce qu'on appelle aujourd'hui le *clearing*.

Pas d'échanges sans villes. D'énormes cités s'édifient : elles mènent le jeu, non seulement Bagdad (qui, de 762 à sa destruction brutale par les Mongols, en 1258, sera sans doute la plus grosse, la plus riche capitale du Vieux Monde, assurément une « ville lumière »), mais encore, non loin d'elle sur le Tigre, Samarra la gigantesque (fondée en 836), mais Baçra le grand port, et Le Caire, Damas, Tunis (cette nouvelle incarnation de Carthage), Cordoue...

À elles toutes, à partir de la langue du Coran et des poésies traditionnelles, ces villes ont fabriqué ou refabriqué (le mot est à peine trop fort) l'arabe dit « littéral », cette langue savante, sûrement artificielle ou plutôt littéraire, qui sera l'idiome commun à tous les pays islamiques, comme le latin à la Chrétienté. Par rapport à elle, l'arabe d'Arabie lui-même et, ailleurs, les diverses langues parlées auront de plus en plus des allures de patois, de dialectes. Ce n'est pas seulement une langue, c'est une littérature, une pensée, une ferveur œcuméniques, une civilisation qui s'élaborent à Bagdad et de là rayonnent au loin.

Il s'ensuivit, dès avant les Abbassides, un bouleversement sérieux dans le recrutement des fonctionnaires. En 700, le calife omeyyade Abd-el-Malik faisait appeler le futur moine Jean Damascène (655-749), alors son conseiller ; il lui signifiait qu'il avait décidé de

supprimer, à partir de ce jour, la langue grecque dans tous les actes de l'administration publique. « Ce qui fit, raconte l'historien arabe Baladhori, un grand déplaisir à Sargoun (entendez Sergius, autre nom de Jean Damascène) qui, très dolent, quitta le Calife ; ayant rencontré des fonctionnaires grecs, il leur dit : "Cherchez-vous une autre profession rémunératrice, car celle que vous exercez vient de vous être retirée par Dieu." »

C'était la fin d'un *modus vivendi*, d'une longue phase de tolérance réciproque entre chrétiens et Musulmans ; une ère absolument nouvelle commençait.

Avec l'unité linguistique, était créé le véhicule indispensable aux échanges intellectuels, aux affaires, au gouvernement, à l'administration. Les lettres des marchands juifs, dont nous parlions, sont ainsi rédigées en arabe, bien qu'avec des caractères hébraïques.

De cet outil linguistique, la culture va tirer d'immenses avantages. Le fils du célèbre Harûn al-Rashid, Ma'mûm (813-833), fera traduire en arabe un nombre considérable d'œuvres étrangères, surtout grecques. La diffusion de ces connaissances fut très rapide, d'autant que l'Islam connut très tôt le papier, tellement moins coûteux que le parchemin. À Cordoue, le calife El-Hakam II (961-976) possédait, dit-on, une bibliothèque de 400 000 manuscrits (avec 44 volumes de catalogues), et même si ces chiffres sont exagérés, il faut savoir que la bibliothèque de Charles V (le fils de Jean le Bon) n'en contenait que 900.

Toute une transformation interne s'opère au cours de ces siècles importants. La religion de Mahomet se complique d'exégèses à la byzantine, se double d'une mystique où les spécialistes voient volontiers une résurgence du néo-platonisme. Même la formidable poussée du schisme *chiite* semble émerger de profondeurs en partie étrangères au premier Islam arabe. Les Chiites se rattachent au calife pieux Ali, assassiné par les Omeyyades. Ils s'opposent aux Sunnites qui représentent la majorité et la tradition de l'Islam. Un de leurs pèlerinages, Kerbela, en Irak, rassemble, aujourd'hui encore, des milliers de fidèles. « Ali fait figure d'un second Christ, Fâtima, sa mère, d'une Sainte Vierge. La mort d'Ali et de ses fils est racontée comme une passion » (E. F. Gautier).

Ainsi l'Islam, jusqu'en son âme religieuse, se refabrique en empruntant aux vieilles civilisations orientales et méditerranéennes rajeunies, prises dès lors dans une tâche temporelle et spirituelle commune et dans le réseau d'une langue commune ; l'Arabie n'a été qu'un épisode ; la civilisation musulmane, d'un certain point de vue, ne commence qu'à partir des conversions massives à l'Islam de peuples non arabes, à partir aussi de la généralisation des écoles à travers l'« Ummâ », la communauté des fidèles, étendue de l'Atlantique au

Pamir. Une fois de plus, le vieux vin emplît les outres nouvelles.

L'âge d'or de l'Islam : VIII^e-XII^e siècles

Quatre ou cinq siècles durant, l'Islam fut la civilisation la plus brillante de tout l'Ancien Monde. Cet âge d'or va, en gros, du règne du fils d'Harûn al-Rashid, Ma'mûm (813-833, créateur de la *Maison de la Science* de Bagdad, à la fois bibliothèque, centre de traductions et observatoire astronomique), à la mort d'Averroès, le dernier des grands philosophes musulmans (survenue à Marrakech, en 1198, alors qu'il était âgé d'un peu plus de soixante-douze ans). Mais l'histoire des idées et des arts n'explique pas, à elle seule, ces grandes heures de l'Islam.

• *Et tout d'abord le contexte de l'histoire générale s'avère décisif.*

Un historien de la philosophie musulmane, Léon Gautier, dit que les périodes favorables à la pensée de l'Islam ont été « des *époques de paix et de prospérité générale*, où elles eurent l'heur de rencontrer la protection d'un calife éclairé et tout-puissant : tels en Orient, au VIII^e et au IX^e siècle, les califes abbassides qui, depuis El-Mançur jusqu'à El-Mutawakkil, favorisèrent sans interruption, pendant près d'un siècle, la diffusion dans le monde musulman de la science et de la philosophie grecques, grâce à un énorme mouvement de traductions faites par des chrétiens nestoriens... tels aussi, en Occident, au XII^e siècle, ces califes almohades coutumiers de longs entretiens spéculatifs en tête à tête avec leur médecin et philosophe favori. Ou bien, encore, les périodes favorables sont celles, au contraire, où la *décadence de l'Empire* facilite aux hardis penseurs le choix, entre les petits potentats, d'un patron bienveillant, tel dans la première moitié du IX^e siècle, l'émir d'Alep, Sayf al-Dawla, protecteur d'Al-Farabi »...

Léon Gautier, vous le voyez, pose le problème en termes d'histoire politique. La civilisation a dépendu de princes, de « despotes éclairés ». La prompte détérioration du califat de Bagdad que signalent tant d'accidents, en entraînant un morcellement inouï de l'espace politique, n'a pas nui, au contraire, à la pensée. Elle a favorisé une certaine liberté intellectuelle, ne serait-ce qu'en permettant à tel lettré de fuir d'un État ou d'une protection princière vers un État voisin ou une protection nouvelle. Ce sera une pratique habituelle de l'Italie de la Renaissance, ou de l'Europe des XVII^e et XVIII^e siècles. L'Islam eut souvent le même privilège.

Mais ces privilèges de l'esprit ne suffisent jamais à eux seuls. De puissants privilèges matériels les soutiennent, les expliquent.

Vers 750, l'Islam a atteint ses frontières extérieures essentielles ; son expansion se trouve alors bloquée par les ripostes étrangères (Constantinople, assiégée en 718, est sauvée par le courage de Léon l'Isaurien et le feu grégeois ; la Gaule et l'Occident sont préservés par la victoire de Poitiers, 732 ou 733, et la révolte concomitante du Maghreb). Ainsi une sorte de calme s'établit vers l'extérieur (relatif, mais réel) et, en contrepartie, à travers tout l'Empire, une vaste économie trouve ses assises, ses rythmes de croissance, sa prospérité.

Cet essor entraîne la mise en place d'une *économie de marché*, d'une *économie monétaire*, d'une « commercialisation » grandissante des produits agricoles : consommés en partie sur place, ils deviennent, pour le surplus, des marchandises, qui vont alimenter les villes, permettant leur poussée. Le commerce des dattes met en mouvement, chaque année, plus de 100 000 chameaux de bât. Les halles marchandes des villes s'appellent *maisons des melons* et les melons de Merv, en Transoxiane, jouissent d'une réputation particulière. Desséchés, ils s'expédient de façon massive, fort loin vers l'ouest ; frais, ils gagnent Bagdad par relais spéciaux de poste, dans des gaines de cuir entourées de glace. La culture de la canne à sucre entraîne une industrie.

À signaler, en ce même rayon des produits alimentaires, le développement de la meunerie, grâce aux moulins à eau (ainsi près de Bagdad) ou aux moulins à vent qu'on signale, dès 947, au Seistan, cependant qu'à Baçra on utilise le courant du Tigre pour animer les roues de moulins flottants.

Cette économie alerte explique l'essor de multiples industries, du fer, du bois, des textiles (lin, soie, coton, laine), et un énorme développement, en Orient, des champs de coton. Les tapis de *Boukhara*, d'Arménie, de Perse sont déjà célèbres. Baçra importe par grandes quantités le kermès et l'indigo pour la teinture, en rouge ou bleu, des étoffes. L'indigo indien, qui transite par Kaboul, a la réputation d'être plus fin que celui de la Haute-Égypte.

Tous ces mouvements impliquent d'innombrables conséquences. L'économie monétaire bouscule les assises d'une société avant tout seigneuriale et paysanne : les riches deviennent plus riches, insolents ; les pauvres misérables. Si l'on ajoute que l'extension des techniques d'irrigation exige, renforce le servage des paysans, que la richesse de l'Islam lui permet d'acheter à peu près cinq ou six fois plus cher que d'autres les esclaves dont il a besoin, on devine les tensions sociales qui en résultent.

Si cette prospérité n'a pas tout commandé, elle explique beaucoup de choses et, notamment, le climat révolutionnaire, la chaîne

ininterrompue des troubles agraires et urbains, liés souvent à des mouvements nationalistes, ceux-ci évidents à travers l'Iran. La littérature de l'époque évoque des mots trop modernes : nationalisme, capitalisme, lutte des classes. Écoutez ce pamphlet d'Al-Ifriki, écrit vers l'an mille : « Non, assurément, je ne prierai pas Dieu, aussi longtemps que je resterai pauvre. Laissons les prières au Cheik, au commandant d'armées dont les caves sont pleines à craquer. Pourquoi devrais-je prier ? Suis-je puissant ? Ai-je un palais, des chevaux, de riches habits, une ceinture d'or ? Prier, quand je ne possède pas le moindre lopin de terre, serait une pure hypocrisie. »

Comme tout se tient, les hérésies islamiques, qui pullulent en ces siècles de grande activité, ont toutes, comme les hérésies de l'Europe médiévale, leurs racines sociales et politiques. Un groupe hétérodoxe naît, se développe, puis se déforme au gré des persécutions ou des connivences. L'histoire de la pensée musulmane est liée sans fin à ces groupes explosifs.

• *L'historien A. Mez a employé, pour caractériser l'âge d'or de l'Islam, le mot ambigu de Renaissance.*

C'est suggérer que son éclat ne saurait se comparer qu'à celui de la merveilleuse Renaissance italienne. La comparaison a l'avantage, en tout cas, d'attirer l'attention sur ce mélange de richesse matérielle et de richesse intellectuelle qu'ont été, pour la civilisation de l'Islam comme pour celle de l'Italie du xv^e siècle, ces heures de gloire exceptionnelle.

L'une et l'autre s'appuient sur des sociétés urbaines privilégiées par le commerce et la richesse ; l'une et l'autre s'élaborent dans des cercles brillants et très étroits d'esprits exceptionnels qui, tout en puisant largement aux sources de la civilisation antique qu'ils révèrent et remettent en honneur, vivent des siècles en avance sur leur propre époque. Cependant qu'à l'extérieur, dans l'un et l'autre cas, le Barbare se présente, avec ses menaces à peine déguisées.

Pour l'Italie de la fin du xv^e siècle, ce Barbare c'est le montagnard des Cantons suisses, ou l'Allemand, au nord du Brenner, ou le Français, ou l'Espagnol chaussé d'espadrilles, ou le Turc (prise d'Otrante en 1480). Pour l'Islam d'Avicenne ou d'Averroès, c'est le Turc Seldjoukide, le Berbère, ou le Saharien, ou le croisé d'Occident. Souvent le Barbare est appelé, sollicité, comme il le sera en Italie. Dès les premiers temps du califat de Bagdad, il est fait appel, nous l'avons dit, aux esclaves et mercenaires turcs. Ces esclaves sont proposés aux acheteurs par leurs parents mêmes, « soucieux de leur avenir ». En Espagne, il suffit longtemps de quelques pièces d'or pour se débarrasser des chrétiens envahisseurs du Nord et les renvoyer chez

eux. Puis un beau jour, la bataille devient sérieuse. Le roi de Séville, Al-Mutamid, est alors contraint pour se protéger des Barbares chrétiens de demander l'aide d'autres Barbares, les Almoravides d'Afrique du Nord.

• Vue dans son ensemble, entre les dates que nous avons retenues (813-1198), la civilisation islamique s'affirme, ce qui est contradictoire en apparence seulement, comme universelle et en même temps régionale, soit une et diverse.

Une : nous verrons partout se construire des mosquées, des médersas qui relèvent d'un art uniformément, volontairement « abstrait ». Elles présentent un modèle régulier (cour centrale, arcades, vasque pour les ablutions, *mihrab*, niche, indiquant la direction de la prière, et *minbar*, chaire à prêcher dans la nef hypostyle des fidèles, minaret) ; elles utilisent les mêmes éléments architecturaux : colonnes à chapiteaux, arcs (aux formes diverses : brisé, en fer à cheval, trilobé, multilobé, en carène de navire, en stalactites), coupoles sur nervures, mosaïques, céramiques, enfin l'insinuante décoration calligraphique des arabesques.

Une : nous retrouvons, où qu'elle se fasse entendre, une poésie fidèle aux mêmes procédés et aux mêmes lieux communs. Elle célèbre Dieu (« la rose sans défaut, c'est Dieu »), la nature, l'amour, la bravoure, le sang noble, le cheval, le chameau (« aussi massif qu'une montagne... La terre, par l'empreinte de ses pas, a comme une ceinture »), la science, le vin défendu et les fleurs, toutes les fleurs. À travers le monde islamique courent aussi les mêmes contes populaires, issus de l'Inde, ceux que nous pouvons lire dans le recueil des *Mille et une Nuits*, rédigé tardivement au XIV^e siècle, au terme d'une longue gestation.

Une : la philosophie (*falsafa*) est partout la reprise de la pensée grecque d'Aristote et des *péripatéticiens*, elle est cet immense effort pour situer Dieu dans un *cosmos* qu'à la suite des Grecs, on déclare éternel, échappant par suite à toute création.

Une : ce sont aussi et partout les mêmes techniques, les mêmes industries et comme nous en informant les fouilles (ainsi celles de Madînat al-Sahra, près de Cordoue) les mêmes mobiliers, les mêmes objets industriels. Et partout les mêmes modes, au goût de Bagdad qui donne le ton. À travers l'Espagne, ce pays terminus, on peut suivre l'arrivée de ces biens culturels en voyage, la mode des surnoms pris aux poètes célèbres d'Orient et dont on s'affuble, la généralisation du burnous, à partir de l'arrivée des Almoravides, les thèmes littéraires en

vogue ou les recettes médicales...

Pour terminer sur quelques images fugitives, signalons, de Perse jusqu'en Andalousie, les pérégrinations des jongleurs, d'ordinaire égyptiens, ou de ces chanteuses et danseuses, formées à Médine ou à Bagdad, vêtues de jaune en Orient, de rouge en Occident, et dont parlent tous les poètes. Partout aussi, on aperçoit joueurs d'échecs et de *kurâg*, ce dernier très en vogue, utilisant des figures, taillées dans le bois, de chevaux à jupons. Jeu absorbant : « Le capitaine d'Al Mutamid, Ibn Martin, fut surpris à Cordoue, dans sa demeure, par un détachement de soldats ennemis au moment où il jouait aux *kurâg*. »

Deux images encore : celle de ce vizir, régent du Khorassan au début du x^e siècle, « envoyant des missions en tout pays, demandant des copies des usages de toutes les Cours et de tous les ministères, dans l'Empire grec, le Turkestan, la Chine, l'Irak, la Syrie, l'Égypte, le pays des Zenj, le pays de Zaboul et de Kaboul... Il les examina sérieusement et retint tous les usages qu'il estimait les meilleurs » pour les imposer à la cour et dans l'administration de Boukhara ; ou, pour ne pas outrepasser, cette fois, les limites strictes du monde musulman, l'image de ce calife de Cordoue, Hakam II, qui faisait acheter, dès leur parution, les livres composés en Perse, en Syrie, ou ailleurs et qui « envoya mille dinars de pur or à Abulfaradj al-Isfahani pour avoir le premier exemplaire de sa célèbre anthologie » (Renan).

• *Toutefois, cette unité culturelle n'aura pas détruit des particularismes évidents et vivaces.*

Lors du grand fractionnement qui brise l'Empire, au x^e siècle, chaque région recouvre un peu la libre disposition d'elle-même et du coup respire à sa guise, réaffirmant son génie particulier, lequel, bien qu'ayant beaucoup sacrifié et emprunté à l'ensemble, ne s'en était pas moins sauvegardé jalousement. Une géographie différentielle se dessine alors.

L'Espagne musulmane, d'adaptations en élaborations et en contaminations diverses, tend à devenir elle-même, une Espagne dans la succession des multiples Espagne de l'histoire.

Plus encore, *l'Iran* affirme ses particularités vives et fortes. Avec le califat de Bagdad, il a retrouvé son élan, sa respiration propre : Bagdad est une ville iranienne. L'âge des Abbassides fait la fortune de la terre cuite émaillée, dont la Perse est la patrie, et de la faïence à reflets métalliques, un de ses autres joyaux. Les *iwâns*, immenses porches, rappellent les palais de Chosroès. L'arabe conserve sa position linguistique dominante, mais le persan, écrit en caractères arabes d'ailleurs, devient une autre grande langue littéraire qui ne cessera de rayonner au loin, notamment vers l'Inde (bien plus tard à

travers tout l'Empire ottoman). Elle a l'avantage, langue à moitié populaire, de toucher un assez vaste public ; elle profite aussi de l'effacement presque complet de la langue grecque. Le poète Firdawsi écrit à la fin du ^x^e siècle *Le Livre des Rois*, à la gloire des anciens Iraniens. La vulgarisation scientifique en langue persane est vivante dès le ^{xi}^e siècle.

La Perse se présente assurément comme une civilisation nationale, un individu vigoureux, *mais à l'intérieur* désormais de la vaste civilisation islamique. La magnifique exposition de Paris (octobre 1961) sur l'art iranien est, sur ce point, significative : elle dégage nettement deux périodes, avant l'Islam, pendant l'Islam. Avec, entre elles, une coupure nette, une profonde transformation, mais aussi quelques continuités.

Cette opposition – universalité et régionalisme – se retrouverait à travers tout l'Islam : que l'on songe à ces cas extrêmes que furent l'Inde musulmane, l'Indonésie musulmane, l'Afrique Noire, pétrie par l'Islam et qui, cependant, reste prodigieusement elle-même.

Dans l'Inde, la contamination des deux civilisations donna lieu à un véritable art indo-islamique, dont les grandes heures ne commenceront guère qu'avec les ^{xii}^e et surtout ^{xiii}^e siècles. À Dehli notamment, il en reste d'étonnants vestiges, dont l'étrangeté s'explique si l'on sait, par exemple, que la première mosquée de la ville, construite en 1193, fut dessinée par des Musulmans, puis exécutée par des maçons et des sculpteurs indiens qui mêlèrent des volutes florales, à l'indienne, à des ornements calligraphiques arabes. Tout un art particulier s'ensuivit, où, selon les siècles et les lieux, l'influence hindoue ou l'influence musulmane dominant à leur tour, contaminées toujours l'une par l'autre au point que finalement, vers le ^{xviii}^e siècle, il devient impossible de les différencier l'une de l'autre.

À ses étages supérieurs, la civilisation musulmane, en ces siècles d'or, est à la fois une immense réussite scientifique et une relance exceptionnelle de la philosophie antique. Ces réussites ne sont pas les seules (que l'on songe à la littérature), mais elles éclipsent les autres.

Science et philosophie

• *Science d'abord : c'est là que les « Sarrasins » (ainsi appelle-t-on parfois les Musulmans de ces siècles exceptionnels) ont le plus apporté de nouveautés.*

Rien moins, pour parler en bref, que la trigonométrie et l'algèbre (au nom caractéristique). En trigonométrie, ils inventent le sinus, la

tangente ; on sait que les Grecs ne mesuraient l'angle qu'à partir de la corde du cercle inscrit : le sinus, c'est la moitié de cette corde... Le Chosranien (surnom de Muhammad Ibn Musa), en 820, publie un traité d'algèbre qui va jusqu'aux équations du second degré ; traduit en latin au ^{xvi}^e siècle, il sera le livre d'initiation de l'Occident. Par la suite, les algébristes musulmans résoudront les équations bicarrées...

De même pourrait-on faire l'éloge des géographes mathématiciens, des observatoires astronomiques et de leurs instruments (notamment l'astrolabe), des mesures sinon parfaites, du moins excellentes qu'ils obtinrent pour des latitudes et longitudes, corrigeant des erreurs flagrantes de Ptolémée. Donnons-leur, bien qu'ils soient des maîtres, non des élèves, de très bonnes notes en optique, en chimie (distillation de l'alcool, fabrication d'élixirs, de l'acide sulfurique), en pharmacie (les remèdes qu'utilisera l'Occident, pour plus de la moitié, viennent de l'Islam : séné, rhubarbe, tamarin, noix vomique, kermès, camphre, sirops, juleps, emplâtres, pommades, onguents, eau distillée...) ; leur médecine est indéniablement excellente. L'Égyptien Ibn al-Nafis, bien que sa découverte soit restée inutilisée, a mis en lumière la petite circulation sanguine, la circulation pulmonaire, trois siècles avant Michel Servet...

• Sur le terrain philosophique, c'est de reconquête qu'il faudrait parler, d'une reprise pour l'essentiel des thèmes de la philosophie péripatéticienne.

L'élan de cette reconquête cependant ne se limite pas à reprendre et retransmettre – ce qui à soi seul ne serait pas un mince mérite ; cette reprise est aussi prolongation, élucidation, création.

La philosophie d'Aristote, transplantée en milieu musulman, se présente forcément comme une explication dangereuse de l'homme et du monde, face à une religion révélée, l'Islam, qui est une explication générale du monde, elle aussi, et d'une rigueur extrême. Mais Aristote obsède, subjugué tous les *falasifat* (adeptes de la *falsafa*, c'est-à-dire de la philosophie grecque). Là aussi, la comparaison d'A. Mez avec la Renaissance prend un sens : il y a eu un *humanisme* musulman, sinueux, précieux, dont, faute de place, on ne saurait donner qu'un aperçu sommaire.

Il s'agit d'un long courant de pensée, qu'il faut situer à la fois dans le temps et dans l'espace. Nous le ramènerons à cinq noms essentiels : Al-Kindi, Al-Farabi, Avicenne, Al-Gazali, Averroès. Avicenne et Averroès sont les plus célèbres, celui-ci certes le plus important par les répercussions immenses, à travers l'Europe, de ce qu'on appellera l'*averroïsme*.

Al-Kindi (nous ne connaissons que la date de sa mort, 873) est né en

Mésopotamie où son père était gouverneur à Kûffah. En raison de son lieu de naissance, il est appelé « le philosophe des Arabes ». D'origine turque, né en 870, *Al-Farabi* est du siècle suivant, il vécut à Alep et mourut à Damas où il avait accompagné son protecteur, Sayf al-Dawla, lors de la prise de cette ville (en 950). Il est le « second Maître » (entendez après Aristote). *Avicenne*, de son vrai nom Ibn Sinna, est né à Afshena, près de Boukhara en 980 ; il meurt à Hamadan en 1037. *Al-Gazali*, né près de Tous en 1058, meurt, en 1111, à Tous. Il est plutôt, à la fin de sa vie, l'anti-philosophe, l'avocat passionné de la religion traditionnelle. Quant à *Averroès*, de son vrai nom Ibn Rushd, né à Cordoue en 1126, il meurt à Marrakech le 10 novembre 1198.

Ces précisions topographiques et chronologiques établissent qu'il s'agit bien d'une course à travers le temps et l'espace du monde musulman pris en son entier, d'autant qu'autour de chacun des grands acteurs, ont agi et pensé des groupes d'autres philosophes, d'auditeurs, de lecteurs passionnés.

Ce relevé signale enfin que la dernière flamme philosophique musulmane aura brûlé en Espagne, la dernière, pas la plus haute, nous l'avons dit, mais c'est elle qui fera connaître à l'Occident les philosophes arabes et Aristote lui-même.

Dans cette longue perspective, la vraie question est celle que pose avec force (en répondant d'ailleurs par la négative) Louis Gardet : *Y a-t-il eu une philosophie musulmane ?* Ce qui veut dire à la fois : 1) y a-t-il, d'Al-Kindi à Averroès, une philosophie continue, *une* ? 2) cette philosophie s'explique-t-elle par le climat même de l'Islam ? 3) est-elle originale ? Comme souvent, la réponse circonspecte et normande (oui et non) s'avère, plus qu'une habileté, une nécessité.

Oui, cette philosophie est *une* : désespérément enfermée entre la pensée grecque d'un côté et la révélation coranique de l'autre, elle se heurte à ces murs et reflue, sans cesse, vers son point de départ. À la Grèce, au goût de l'Islam pour la science, elle doit ses tendances rationalistes évidentes, non pas exclusives. Tous les philosophes sont ce que nous appellerions des savants, préoccupés d'astronomie, de chimie, de mathématiques, toujours de médecine. C'est par la médecine qu'ils ont souvent gagné les faveurs des princes et assuré leur vie. Avicenne a écrit une encyclopédie de la médecine (le Canon). Averroès écrira, lui aussi, la sienne et longtemps la médecine musulmane sera, en Europe, le dernier mot de la science, jusques et y compris aux « médecins de Molière ».

L'influence grecque donne une unité interne à la philosophie musulmane : « L'auteur de ce livre, écrit Averroès dans sa préface à la *Physique*, est Aristote, fils de Nicomaque, le plus sage des Grecs. Il a fondé et achevé la logique, la physique et la métaphysique. Je dis qu'il

les a fondées parce que tous les ouvrages... écrits avant lui sur ces sciences ne valent pas la peine qu'on en parle... Aucun de ceux qui l'ont suivi jusqu'à notre temps, c'est-à-dire pendant près de 1 500 ans, n'a pu rien ajouter à ses écrits, ni y trouver une erreur de quelque importance. » Admirateurs d'Aristote, les philosophes arabes sont contraints à un dialogue aux mille rebondissements entre une révélation *prophétique*, celle du Coran, et une explication philosophique humaine, celle des Grecs, explication et révélation exigeant, en une querelle angoissée, des concessions mutuelles entre la raison et la foi.

La foi, révélée par l'intermédiaire de Mahomet, a transmis aux hommes un message divin : le penseur saurait-il, à lui seul, découvrir la vérité sur le monde et faire de sa raison le juge de la valeur des dogmes ? Face à ce dilemme, tous nos philosophes se montrent dialecticiens habiles, trop habiles peut-être. Avicenne, dit Maxime Rodinson, « n'était pas en vain un génie, il trouva ». Et voilà à peu près sa solution qui ne lui appartient pas en propre : les prophètes ont révélé les vérités supérieures « sous forme de mythes, de fables, de symboles, d'allégories, de représentations imagées ». C'est là un langage pour la masse, destiné à assurer son bonheur. Le philosophe, quant à lui, a le droit d'aller très au-delà de ce langage. Il se réserve ainsi une grande liberté de choix, même quand, d'un langage à l'autre, la contradiction est formelle, irréductible.

Par exemple, comme les Grecs, les philosophes croient d'ordinaire à l'éternité du monde. Or, si celui-ci a toujours existé, la Création, *fixée dans le temps* par la révélation, est-elle compréhensible ? Allant jusqu'au bout de sa logique, Al-Farabi affirmera aussi que Dieu ne peut connaître les objets ou les êtres particuliers, mais seulement les concepts, les « universaux », alors que le Dieu du Coran, comme celui de l'Ancien Testament, « sait tout ce qui est sur la terre ferme et dans la mer. Nulle feuille ne tombe qu'il ne le sache. Il n'existe ni graine dans les ténèbres de la terre, ni brin de vert, ni brin desséché qui ne soient consignés dans un écrit explicite » (*Le Coran*, trad. R. Blachère). Autres contradictions : Al-Farabi ne croit sans doute pas à l'immortalité de l'âme. Avicenne s'y rallie, par contre, mais ne croit pas à la résurrection des corps, qu'affirme le Coran. L'âme après la mort rejoint son univers : celui des êtres incorporels. Alors, logiquement, pas de punition, pas de récompense particulières ; ni Enfer, ni Paradis... Dieu, les êtres incorporels, les âmes sont le monde idéal en face de qui la matière est incorruptible, éternelle – éternelle car « le mouvement n'a pas précédé le repos, ni le repos le mouvement... Tout mouvement a sa cause dans un mouvement précédent... Dieu n'a pas de raison d'être nouveau ».

Ces citations, que nous empruntons à Renan, suffisent à éveiller

notre curiosité, non à la satisfaire. Il faudrait beaucoup d'attention, de peine pour suivre les enchaînements, toujours discutables, de ces systèmes d'explication.

Les philosophes qui, depuis Renan, se sont intéressés à ces problèmes rétrospectifs, ne les tranchent pas eux-mêmes aisément. De leurs tendances, rationalistes ou idéalistes, dépendra, en fait, leur propre interprétation ; ou ce qui revient au même, leur prédilection secrète pour tel ou tel philosophe : Al-Kindi navigue sur des eaux religieuses que ne soulève encore aucune tempête ; Avicenne est indéniablement idéaliste ; Averroès est un philosophe de fin du monde. Al-Gazali, le défenseur de la foi, de la tradition, a repris à son compte la scolastique obstinée des premiers théologiens musulmans ; il veut ignorer la philosophie péripatéticienne, la détruire même, car sa pensée le pousse vers une voie très différente, celle de la mystique. Il abandonne alors le monde pour prendre le manteau de laine blanche (*sûf*) que portent les *sûfi*, ces adeptes d'une foi mystique plutôt que raisonnée, ces « fous de Dieu » comme on les a appelés.

Averroès, le docteur de Cordoue, s'est fait, pour sa part, le commentateur et l'éditeur fidèle des œuvres d'Aristote. Son mérite sera à la fois de citer *in extenso* la traduction arabe du texte grec et d'y ajouter ses discussions, sous forme de remarques et de digressions. Texte et commentaires seront traduits *de l'arabe* en latin, à Tolède, et gagneront ainsi l'Europe, y déchaînant l'immense révolution du XIII^e siècle. Ainsi la philosophie musulmane n'est pas morte aussitôt des coups vigoureux et désespérés d'Al-Gazali, malgré ce que l'on a dit parfois à ce sujet. Elle mourra pourtant, ainsi que la science musulmane, et avant que le XII^e siècle ne s'achève. Alors l'Occident reprendra la flamme.

Arrêt ou décadence : XII^e-XVIII^e siècles

• *La civilisation « sarrasine », après ces fastes extraordinaires, s'interrompt brusquement avec le XII^e siècle. Même en Espagne, le progrès scientifique et philosophique, la puissance de la vie matérielle ne se poursuivent guère au-delà des dernières décennies du siècle.*

Cet arrêt brusque se pose comme un problème d'ensemble :

1) *Est-ce la faute, comme on l'a avancé hier, des attaques passionnées (et qui auraient été trop efficaces) d'Al-Gazali contre la philosophie et la*

libre pensée ? Nul ne le pensera très sérieusement. Al-Gazali a été un produit de son temps : il est conséquence, autant que cause. D'ailleurs la réaction contre la « philosophie » a toujours existé, dès ses premiers pas, comme le prouvent à travers le temps ces innombrables condamnations de livres au bûcher, impensables sans de violentes hostilités populaires ; comme le prouvent tant de disgrâces spectaculaires de philosophes condamnés à l'exil, quitte d'ailleurs à en revenir quand les circonstances changent de face ; comme le prouvent ces périodes où règne en maîtresse la science coranique du droit, le *fiq*, qui réduit le philosophe au silence. Et puis, après Al-Gazali, la *falsafa* a encore brillé, et pas seulement avec Averroès.

2) *Est-ce la faute des Barbares ?* C'est ce qu'a avancé récemment un historien, S.D. Gothein. Les Barbares, c'est-à-dire ceux-là mêmes qui ont sauvé militairement un Islam partout menacé par l'Occident et par l'Asie et qui l'auraient ainsi tué de l'intérieur.

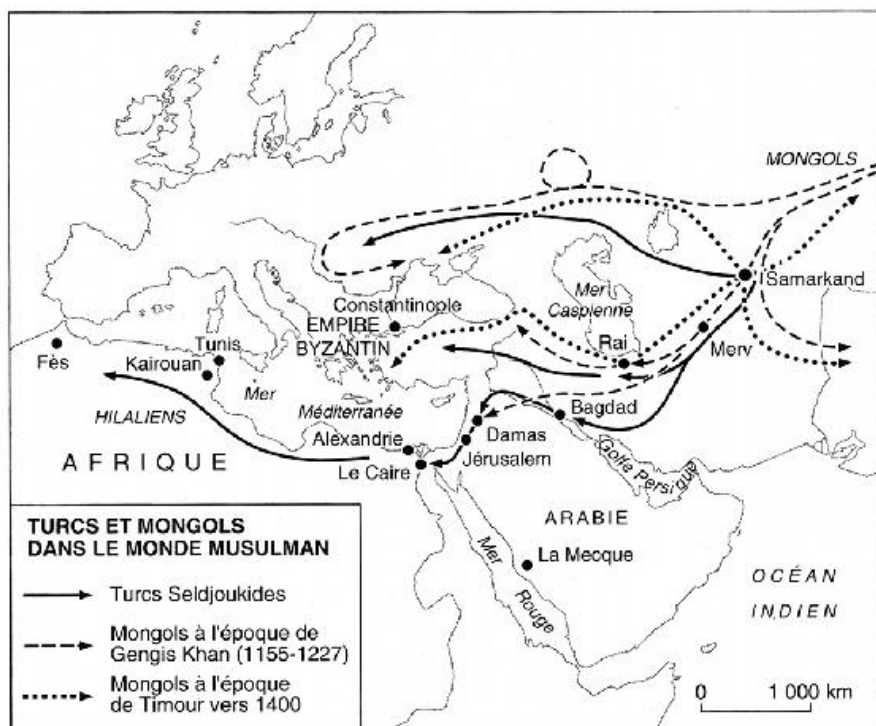
Ces dangereux sauveteurs, ce sont, en Espagne, les Almoravides, puis les Almohades, ceux-ci Berbères d'Afrique du Nord, ceux-là Soudanais, Sahariens, Berbères. Dans le Proche-Orient, ce sont les Turcs Seldjoukides, nomades issus de la « steppe froide » d'Asie centrale, ou anciens esclaves, venus des pays caucasiens.

La décadence s'instaurerait dès que ces nouveaux venus se saisiraient du pouvoir, « when power was taken over by barbarian soldiers slaves in almost all of the Muslim States ». Car alors « l'unité du monde méditerranéen se trouve rompue », unité dont s'était nourri l'Islam et qu'ignorent « ces peuples barbares qui n'ont aucune part aux traditions de la Méditerranée ».

Il est possible de rétorquer que ces Barbares, à l'Ouest comme à l'Est, ne l'étaient pas beaucoup plus que la grande majorité des Arabes, agents des premières conquêtes, et que comme eux, plus ou moins vite, ils se sont civilisés au contact des vieux pays d'Islam. Les califes almohades sont les protecteurs d'Averroès. Dans l'histoire traditionnelle des croisades, Saladin, le grand sultan d'origine kurde, l'adversaire de Richard Cœur de Lion, fait assez belle figure, au moins aux yeux des Barbares chrétiens. Enfin l'Islam, grâce à l'Égypte, a rétabli son autonomie en écrasant les Mongols à Aïn Djalout, en Syrie, le 3 septembre 1260, et en s'emparant de Saint-Jean-d'Acre, la dernière forteresse chrétienne en Terre Sainte, en 1291.

3) *Est-ce plutôt la faute de la Méditerranée ?* Avec le ^x^e siècle finissant, l'Europe a commencé sa reconquête de la mer Intérieure. La mer nourricière échappe alors à l'Islam, la célèbre théorie de l'historien Henri Pirenne va jouer, cette fois, dans l'autre sens. H. Pirenne pensait que, lors des conquêtes musulmanes, l'Occident, privé de la libre circulation en Méditerranée, s'était replié sur lui-même, entre ^{viii}^e et ^{ix}^e siècle. Or, inversement, au ^{xi}^e siècle, la

Méditerranée se ferme à l'Islam et celui-ci se trouve gêné irrémédiablement dans son essor et sa respiration quotidienne.



4. Les Mongols ont-ils hâté le déclin de l'Islam ?

Gengis-Khan (le « roi universel » – 1155-1227) ploie l'ensemble des tribus mongoles à sa domination (1205-1208). Puis il conquiert la Chine du Nord. Il se tourne vers l'Occident, gagne le Caucase par les « Portes ouralo-caspiennes ». Après lui les Mongols déferlent sur l'Europe et l'Asie : en 1241 ils atteignent la Pologne et la Hongrie, en 1258 ils prennent Bagdad.

Tamerlan (1336-1406) relance la conquête : en 1398 il prend Delhi, en Inde ; en 1401 il anéantit Bagdad.

Il est curieux qu'E.F. Gautier qui, le premier, a signalé avec force l'arrêt brusque de la civilisation sarrasine, n'ait pas cherché alors (1930) à utiliser l'explication de Henri Pirenne qui, à la même époque, faisait grand bruit. Dans l'état actuel de nos connaissances, c'est probablement la meilleure explication d'ensemble du brusque recul de l'Islam.

• La civilisation islamique survit à ce repli. Elle ne connaîtra plus les floraisons et les récoltes de jadis, cependant elle subsiste.

Quand Paul Valéry affirmait (1922) : « Civilisations, nous savons

que vous êtes mortelles », il dramatisait assurément. Ne sont mortels, au gré des saisons de l'histoire, que les fleurs et les fruits, l'arbre demeure. Du moins, il est beaucoup plus dur à tuer.

Après le ^{xii}e siècle, l'Islam assurément va connaître des heures très sombres : *face à l'Occident*, les longues épreuves des Croisades (1095-1270) dont il sort, avons-nous dit, avec un demi-avantage, après la reconquête de Saint-Jean-d'Acre (1291). Mais s'il a ressaisi le continent, il a perdu la mer ; *face à l'Asie*, les cruelles, sauvages et longues invasions mongoles (1202-1405), qui le submergent à moitié : le Turkestan, l'Iran, l'Asie Mineure anéanties ne se relèveront jamais complètement. La prise de Bagdad, en 1258, est le symbole de ces désolations. L'Islam se guérira de ces blessures, mais partiellement.

D'autre part, en ces siècles sombres, ^{xiii}e, ^{xiv}e et ^{xv}e, des difficultés économiques, qui, elles, sont *mondiales*, s'ajoutent aux difficultés particulières de l'Islam. Une crise de longue durée s'est alors abattue sur l'ensemble du Vieux Monde, de la Chine à l'Inde et à l'Europe. Tout y périlclite, et à longueur de siècles.

En Europe, la crise semble plus tardive (à partir de 1350 ou 1375) et sera plus courte (elle s'achève entre 1450 et 1510), mais elle est évidente : la guerre dite de Cent Ans (1337-1453) en est le signe, longue séquence de guerres étrangères, civiles, sociales, de désolations et de misères.

Il faut donc, dans les désastres de l'Islam, faire le départ de ce qui est « mondial » et de ce qui est purement musulman.

En tout cas, c'est dans ce climat général de malheur, de pessimisme noir que se comprend la pensée hautaine d'Ibn Khaldoun, en qui l'on veut voir, non sans raison, le dernier géant de la pensée musulmane. Historien (et nous dirions aujourd'hui « sociologue ») d'origine andalouse, mais né en Tunisie en 1332, il aura connu une vie mouvementée de diplomate et d'homme d'État, à Grenade, Tlemcen, Bougie, Fez, en Syrie ; pour finalement mourir comme *cadi* au Caire, en 1406, une année après Tamerlan, auprès de qui il avait été envoyé comme ambassadeur.

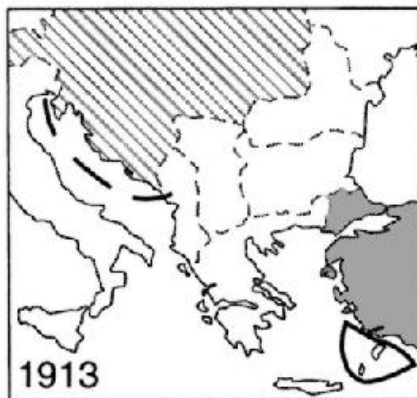
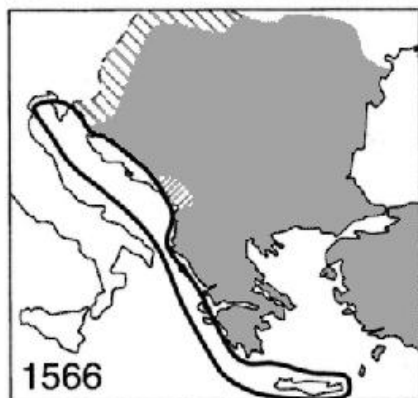
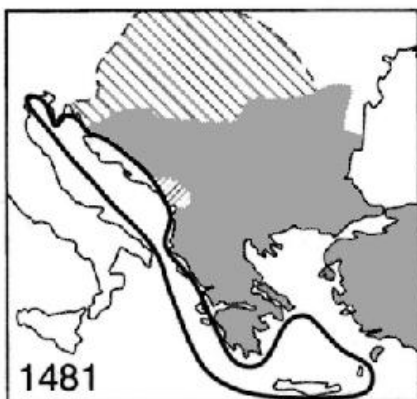
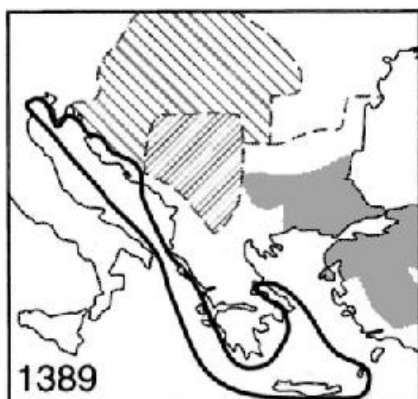
La vaste compilation historique qu'il a laissée, le *Kitab El-Ibar*, traite de façon originale de l'histoire des Berbères. Une introduction la précède qui a été traduite en français au ^{xix}e siècle sous le titre de *Prolégomènes* : c'est, à elle seule, une œuvre maîtresse, un essai de méthodologie et de *sociologie* de l'histoire musulmane, prise en son entier.

• *Avec le retour du beau temps séculaire qui ranime toute l'économie du monde, en gros avec le ^{xvi}e siècle, l'Islam tire profit à nouveau de sa situation intermédiaire entre*

Ouest et Est. La grandeur turque durera jusqu'à l'« époque des tulipes », jusqu'au XVIII^e siècle.

Politiquement, ce retour à la santé est sous le signe des rapides et fulgurantes conquêtes des Turcs Osmanlis, commencées dès avant la prise de Constantinople, en 1453. Mais cette retentissante victoire annonce symboliquement celles qui vont suivre et qui feront de la Turquie une des grandes puissances méditerranéennes, au XVI^e siècle.

L'Islam entier se trouve bientôt regroupé, ou peut s'en faut, par les nouveaux maîtres de Byzance, y compris les Lieux Saints d'Arabie. Après 1517, le sultan Osmanli, « le Grand Seigneur », devient le *calife* des croyants. N'échappent aux Turcs que le Turkestan lointain, le Maroc au-delà de la « Régence » d'Alger, et la Perse chiite, plus nationaliste, si l'on peut dire, que jamais avec l'essor de la dynastie des Séfévides. Cependant des mercenaires musulmans, mongols et turcs – sous la conduite de Baber, un descendant éloigné de Tamerlan – s'emparent de l'Empire de Delhi et fondent, en 1526, l'Empire du Grand Mogol, qui va s'imposer à la majeure partie de l'Inde.



5. Le destin de l'Empire ottoman.

En gris, les possessions ottomanes. En hachures serrées, la Serbie. En hachures plus lâches, la Hongrie. Cernées d'un trait noir gras, les possessions vénitiennes, puis (1913) italiennes.

En cette même année 1526, alors que les Turcs, pour leur compte, frappent à mort la Hongrie chrétienne (bataille de Mohacs), il est patent que s'accomplit *une résurrection générale de l'Islam, sous la forme turque et sunnite*, qui entraîne partout la victoire, sans réplique, de la religion traditionnelle et de l'orthodoxie. Il s'agit là d'une immense poussée de puissance, d'une stricte mise au pas des esprits : un régime de fer se met en place.FIG05

La domination turque a coïncidé, dans les Balkans et le Proche-Orient, avec une prospérité matérielle évidente et une vive poussée démographique, avec une mise en place de villes industrielles. Constantinople en 1453 groupe à peine 80 000 habitants, peut-être. Au ^{xvi}^e siècle, devenue Istanbul, elle compte 700 000 âmes entre la ville proprement dite, le quartier grec de Péra au-delà de la Corne d'Or, et Scutari d'Asie au-delà du Bosphore. Cette capitale qui réunit, comme toutes les grandes cités, un grand luxe et une misère effroyable, a fourni les modèles enviés d'une civilisation impériale qui rayonne au loin sous les Osmanlis, exportant le plan de ses immenses mosquées dont la Suleymanyé, la mosquée construite pour Soliman le Magnifique.

Peu à peu, cette réelle grandeur turque, déniée après coup, émerge grâce aux recherches des historiens : les richissimes archives turques, enfin classées, commencent à s'ouvrir aux chercheurs et révèlent, un à un, les rouages d'une bureaucratie multiple, précise, progressiste, autoritaire, capable de dresser des recensements détaillés, de concevoir une politique intérieure cohérente, d'amasser d'énormes réserves d'or et d'argent, de coloniser systématiquement (en y établissant des nomades) les Balkans, bouclier de l'Empire, face à l'Europe. Un système de travail forcé, une armée étonnante avec de durs apprentissages... En vérité d'étranges modernités.

Cette machine se détraque, à la longue, mais *pas avant le ^{xvii}^e siècle finissant*. Le dernier soubresaut en sera le siège de Vienne en 1687... L'Empire turc meurt-il alors d'asphyxie maritime, faute d'avoir débouché sur les grands espaces maritimes libres, l'Atlantique dont le sépare le Maroc, l'océan Indien sur lequel il débouche mal par la mer Rouge, et le golfe Persique, où il rencontre l'opposition violente des Persans et plus encore des nouveaux venus européens, avec leurs flottes supérieures et leurs solides compagnies commerciales ?

Est-il mort, aussi, faute de s'être adapté vite et bien aux techniques nouvelles ?

Ou bien, ce qui est plus évident encore, parce que s'est dressée

contre lui, avec le XVIII^e siècle et surtout le XIX^e, la masse puissante de la Russie moderne ? Car les victoires de la cavalerie autrichienne, lors des campagnes du prince Eugène (surtout de 1716 à 1718), n'avaient mis en danger que les lisières de la Turquie d'Europe. Avec l'intervention russe, un colosse jeune se dresse face à un colosse moribond, pour le moins fatigué.

Quoi qu'il en soit, l'Empire turc n'est pas, d'entrée de jeu, cet « homme malade » qu'allait, sans vergogne, maltraiter la diplomatie des grandes puissances, au XIX^e siècle. L'Islam turc a fait longtemps grande, très brillante, redoutable figure. De même la Perse des Séfévides, qu'admire encore un voyageur français du XVII^e siècle, bon observateur comme Tavernier... De même le Grand Mogol, au début du XVIII^e siècle, alors que l'Anglais et le Français pourtant le surveillent, a presque saisi, au sud, la totalité du Deccan.

Méfions-nous de tant de jugements rapides sur la décadence très précoce de l'Islam ! Et n'anticipons pas !

À Istanbul, le XVIII^e siècle est l'« époque des tulipes », les véritables et les stylisées, reconnaissables entre mille : sur les faïences, sur les miniatures, sur les broderies, le motif revient inlassablement. L'époque des tulipes, un beau nom pour une époque qui n'a été ni sans grâce ni sans force.

Chapitre IV

L'Islam, sa renaissance actuelle

L'Islam est entré à reculons dans cet enfer, ou ce purgatoire des hommes vivants que nous appelons, par pudeur, le Tiers-Monde. À reculons, puisqu'il a connu jadis une situation *relativement* meilleure, indéniablement.

Ce reflux, plus ou moins tardif mais net, lui a valu, au XIX^e siècle, une série d'humiliations, d'amertumes, de souffrances, puis la généralisation de la domination étrangère. Les faits sont bien connus. Seule la Turquie aura échappé au sort commun, d'où sa réaction brutale et brillante, à la veille du pire, avec Mustapha Kemal Pacha (1920-1938). Réaction exemplaire qui s'est offerte comme un modèle aux victoires nationales qui suivirent. La libération de l'Islam est aujourd'hui complète, ou peu s'en faut.

Mais c'est un problème d'assurer son indépendance ; c'en est un autre, bien plus malaisé, que de marcher ensuite au « pas du monde » et de regarder franchement l'avenir.

Fin du colonialisme et jeunesse des nationalismes

Rien de plus aisé que de marquer aujourd'hui les étapes chronologiques de la colonisation, puis de la « décolonisation » des différentes terres d'Islam, parvenues une à une (sauf les Républiques musulmanes soviétiques) à la pleine indépendance politique.

• Un colonialisme soviétique ? L'habitude, en ce chapitre classique, est de ne voir que les colonialismes anglais, français, belge, allemand ou néerlandais. Certes, leur part

a été immense. Mais il y a eu aussi un colonialisme russe, puis soviétique, dont on parle moins : apparemment, il n'a pas relâché ses prises sur 30 millions de Musulmans au moins, soit plus de la population entière du Maghreb actuel.

Le mot de colonialisme convient-il, en l'espèce ? Il y a eu, depuis la Révolution russe de 1917, un énorme effort d'affranchissement et de décentralisation. Des concessions ont été faites aux autonomies locales, d'immenses progrès matériels accomplis. « Aujourd'hui, toutes les nations musulmanes de l'U.R.S.S., surtout les Turkestanais et les Caucasiens, ont leurs propres cadres scientifiques, administratifs et politiques, leur *intelligentsia*. Ils ont comblé le retard qui les séparait des Tatars et n'ont plus besoin de recourir au service des intellectuels de Kazan », l'ancien centre, exclusif hier, de la culture musulmane en Russie.

À ce jeu cependant se sont affaiblies les solidarités naturelles entre les diverses Républiques musulmanes et aura été renvoyé aux vieilles lunes le projet d'un vaste État « touranien ». Dans l'actuel système fédératif soviétique, la culture est « nationale dans sa forme, mais prolétarienne et socialiste dans son contenu ». Il s'est ensuivi une laïcisation évidente au détriment des valeurs religieuses de l'Islam et, pratiquement, un nationalisme limité désormais à des horizons provinciaux, sans aucun recours à l'*Umma* des frères en Islam et s'exprimant d'ordinaire par des revendications à court terme, « visant l'aménagement des institutions » ou « les exigences de cadres allogènes ».

D'un mot, les problèmes musulmans de l'U.R.S.S. semblent et sont, pour le moment, hors des revendications ordinaires de l'Islam qui s'expriment à haute voix sur le plan international. Les Républiques musulmanes soviétiques sont indépendantes, mais liées solidement à l'ensemble soviétique (politique extérieure commune, dépendance pour la défense nationale, les finances, l'instruction publique, les chemins de fer).

Nous voilà loin, en somme, de l'expérience et des rêves de Sultan Galiev, ce haut dignitaire communiste (1917-1923), puis agitateur anti-révolutionnaire jusqu'à sa condamnation à mort (1929). Il avait rêvé, Musulman, de réunir en un seul État tous les Musulmans des pays soviétiques et de transmettre avec force, par leur longue antenne pointée vers l'est, le bouleversement idéologique et révolutionnaire jusqu'au cœur de l'Asie – ce continent promis aux cataclysmes politiques, alors que l'Europe industrielle et ouvrière ne lui paraissait plus qu'un « foyer révolutionnaire éteint ». L'Islam eût-il été capable

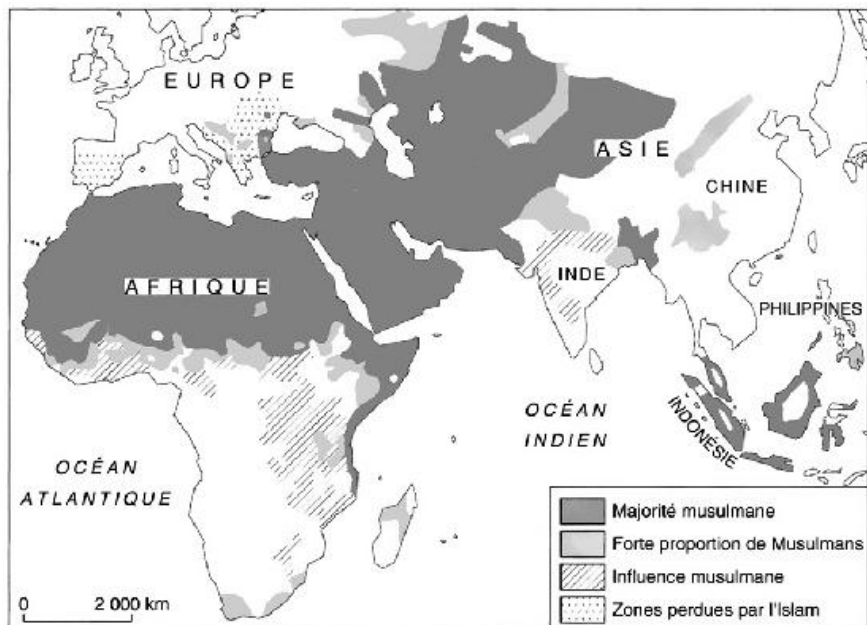
d'être, vers l'Asie, cette torche allumée ?

• Le panarabisme, vedette politique d'un Islam divisé : sur le plan des querelles internationales ouvertes, le panarabisme ne se substitue que trop volontiers, aujourd'hui, à l'islamisme tout entier. On ne voit, on n'entend plus que lui.

Le monde purement arabe est le cœur évident, exigeant de l'Islam, son carrefour. De là à confondre le Moyen-Orient (et son prolongement maghrébin) avec l'ensemble de l'Islam, à ne plus voir que cette région et que ce personnage privilégié, il n'y a qu'un pas : l'actualité le franchit allègrement. C'est évidemment prendre la partie pour le tout.

Mais le trait essentiel, insistant de l'Islam actuel, n'est-il pas justement l'insidieuse division, le morcellement de son espace et de son unité ? Ici du fait de la politique, toujours à l'œuvre, là du fait de la géographie, qui place certains secteurs d'Islam sous l'influence exclusive d'autres civilisations ou d'économies particulières.

Dans l'Insulinde, les 80 millions de Musulmans qui vivent superposés ou mêlés à des couches profondes d'hindouisme et d'animisme, pris, en outre, dans une structure économique très particulière, sont des enfants à demi perdus. Dans l'Inde, le Pakistan est fait de deux énormes morceaux que séparent l'étendue et la multitude (déjà menaçante par son seul nombre) de l'Inde. En Chine, les 10 millions de Musulmans sont une catégorie à part : des enfants irrémédiablement perdus. En Afrique Noire, un Islam conquérant se laisse conquérir et déformer par un animisme vivace et multiforme.



6. Les Musulmans dans le monde actuel

(Le croquis ne signale pas l'extension de la domination ancienne de l'Islam à l'Inde presque entière.)

L'islamisme de ces populations leur sert souvent d'argument nationaliste, de moyen de résistance. Mais, pour l'Islam pris comme un ensemble, sont cependant enfants perdus, ou en voie de se perdre, tous les pays musulmans qui ne regardent plus aussi strictement que jadis vers La Mecque, ne participent plus de façon serrée aux pèlerinages unitaires ou à l'idée politique d'un panislamisme effectif et unitaire. L'éloignement, la politique, les progrès de l'athéisme, l'irréligion y contribuent. Depuis 1917, La Mecque aura vu au plus quelques centaines de pèlerins soviétiques.

• « *L'époque de Garibaldi* », formule actuelle de l'Islam ?
Au cœur des pays musulmans, au Proche-Orient, le panislamisme se heurte à des nationalismes locaux aigus, exacerbés.

Le récent épisode de la dissolution, en septembre 1961, de la R.A.U. (République Arabe Unie, faite de la fusion hier de l'Égypte et de la Syrie) en est un exemple frappant. Pakistan, Afghanistan, Iran, Turquie, Liban, Syrie, Irak, Jordanie, Arabie Saoudite, Tunisie, Algérie, Maroc, Mauritanie, Yémen sont autant d'unités attachées à leurs prérogatives particulières, souvent en hostilité plus ou moins

déguisée les unes avec les autres, si, par ailleurs, elles manifestent parfois une solidarité momentanée face au monde extérieur et à ses périls.

Ces nationalismes exacerbés qui poussent leurs hommes et une jeunesse passionnée – étudiants en tête – à des gestes spectaculaires, dramatiques, ne semblent que trop souvent périmés *aux yeux injustes d'un Occidental*. Nous avons trop de bonnes raisons de regretter nous-mêmes nos nationalismes d'hier que l'Europe a payés si cher, pour ne pas regarder, à l'heure du Marché commun de l'Europe, cette floraison de mouvements locaux avec un certain manque d'entrain et, répétons-le, une certaine injustice, d'autant que ces nationalismes se dressent avec véhémence contre l'Occident.

Injustice ? Voici, en effet, ce que dit, en un langage admirable, un intellectuel afghan, Nadjm oud-Dine Bammate (1959) : « L'Islam doit vivre aujourd'hui tout à la fois une révolution religieuse comparable à la Réforme, une révolution intellectuelle et morale comparable à celle de l'*Aufklärung* (c'est le mot allemand qui correspond à la fois à ce que nous appelons les *Lumières* et le *despotisme éclairé* du XVIII^e siècle), une révolution économique et sociale comparable à celle qu'a connue l'Europe au XIX^e siècle (la Révolution industrielle) et, au temps des grands systèmes régionaux (entendez : les deux blocs, l'Est et l'Ouest), il lui faut vivre ses petites révolutions nationales. Au moment où se concluent des pactes planétaires, les pays musulmans attendent encore et cherchent leurs Garibaldi. »

Il n'est pas question, on le pense bien, de jeter au passage le discrédit sur le souvenir lumineux de Garibaldi. Mais les guerres d'unité nationale, nécessaires hier, ont eu pour l'Europe les suites terribles que nous connaissons.

La division des nationalités est-elle, sera-t-elle plus profitable à l'Islam d'aujourd'hui ? Ne risque-t-elle pas de mener les États musulmans à l'impasse, dans un monde économique qui ne permet guère de pareils morcellements ? Ensuite, n'est-elle pas génératrice de conflits dangereux ? Chaque pays indépendant, pour peu qu'il dispose d'une certaine puissance militaire, interprète à sa façon, et dans le langage strict de ses seuls intérêts et de ses prétentions, ou le *panislamisme*, ou le *panarabisme*. Ainsi agissent, au su de tout le monde, le Pakistan, l'Irak, l'Égypte, et la lice est ouverte aux autres.

Ces nationalismes n'en sont pas moins une étape obligatoire, la rançon du rôle évident qu'ils ont joué au cours d'une indépendance difficile. Chaque nationalisme a été, il reste un « contre-colonialisme », un antidote à la domination étrangère. Une libération en puissance.

Que tous les nationalismes arabes se rencontrent dans leur hostilité contre Israël, leur vieil ennemi, n'est pas pour nous surprendre. Créé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'État d'Israël ne

semble-t-il pas l'œuvre même de l'Occident et de l'Occident le plus haïssable ? Ses réussites techniques admirables – alimentées par des capitaux venus du monde entier –, ses démonstrations de force contre l'Égypte, en 1948, et lors de l'affaire de Suez, avec la marche victorieuse de sa petite armée à travers la vaste péninsule du mont Sinaï (1956), suscitent envie, crainte et animosité qui s'ajoutent à un très vieil antagonisme. Jacques Berque écrit, avec raison : « Arabes et Juifs sont, les uns et les autres, si j'ose dire, peuples de Dieu. Deux peuples de Dieu à la fois, c'est trop pour les diplomates et les états-majors ! L'inexpiable conflit réside justement dans le cousinage des adversaires, issus tous deux d'Abraham, ennoblis par le même monothéisme... Ils ont suivi des voies opposées à l'égard de l'Occident. Les uns dans la *diaspora* ont autant sauvegardé leur idéal communautaire qu'ils ont adapté la personne aux opiniâtres techniques des Gentils. Les autres, demeurés sur leur terre, mais envahis, dissociés, ont connu le privilège, ou l'infortune, de rester, en gros, ce qu'ils étaient. D'où l'inégalité actuelle des moyens en présence, la divergence d'allure et de propos. Les essayistes arabes les plus lucides, ont médité amèrement sur ce qu'ils appellent le "désastre"... de 1948. Tout comme notre Taine ou notre Renan d'après 1870, ils conseillent à leurs compatriotes les rajustements propres à éviter le retour de pareilles aventures. »

• Le nationalisme a son rôle à jouer dans l'avenir proche : tous les pays musulmans, quels qu'ils soient, vont se trouver en face de programmes obligatoires de stricte austérité.

Programmes, en fait, de solidarité, de discipline sociale ; le nationalisme aidera donc chacun de ces jeunes pays à affronter les graves difficultés économiques qui le pressent. Il les aidera à accepter des novations nécessaires qui heurtent de très anciennes structures sociales, religieuses, familiales – toutes habitudes ancestrales séculaires, perpétuées dans l'archaïsme évident de l'Islam et qui peuvent provoquer des réactions farouches.

Or, coûte que coûte, l'Islam doit se moderniser, adopter une large partie des techniques d'Occident, devenues aujourd'hui les bases de la vie mondiale : l'avenir sera fait de l'accueil ou du refus de cette civilisation mondiale. Pour le refus, joue la tradition puissante ; pour l'accueil, cette fierté nationaliste qui peut pousser les peuples à accepter ce qu'instinctivement ils refusaient.

On a très souvent dénié à l'Islam la flexibilité nécessaire à cette adaptation violente. Au point que de nombreux observateurs affirment

que, de par son cœur et son esprit et sa civilisation même, « imperméable », « intransigeante », l'Islam sera bloqué dans tous ses efforts de modernisation. Est-ce si sûr ?

En fait, l'Islam a déjà accepté, il peut donc accepter davantage encore ce monde moderne qui l'assiège. Le christianisme, hier, ne s'en est pas accommodé, lui non plus, sans heurts ni sans réticences. Finalement, il n'a rien perdu de son originalité à ce jeu et à ces concessions nécessaires.

Attribuer à l'Islam une intransigeance religieuse exceptionnelle, un manque absolu de souplesse, c'est oublier ses nombreuses hérésies, qui prouvent, à elles seules, des inquiétudes, des possibilités de torsion. D'ailleurs le Coran lui-même ouvre au réformisme la porte jamais fermée de l'*ijtihad*. « Le Prophète passe pour avoir prévu le cas où le Coran et la *Sounna* (tradition) seraient muets : il recommande, en l'occurrence, de recourir au raisonnement par analogie, *qiyas* ; si celui-ci est inapplicable, on devra exercer sur toutes les bases précédentes son jugement et son coup d'œil, *ray*. Cet effort personnel d'interprétation, l'*ijtihad*, tiendra une place considérable dans l'élaboration future de la pensée musulmane. De nos jours, le réformisme entend expressément en rouvrir la porte » (Pierre Rondot). Car toute religion a ses portes de secours. L'Islam peut freiner, faire obstacle ; il peut aussi être tourné, se laisser tourner.

Les économistes, aux prises avec des réalités quotidiennes, ne cessent d'ailleurs de protester contre ces explications toutes faites et « caricaturales », ces constantes inébranlables de la vie musulmane.

Au vrai, disent-ils, la difficulté vient plutôt, concrètement, de l'énormité du saut à accomplir. L'Islam a pris, sur l'Occident, deux siècles de retard, ces siècles, justement, qui ont transformé l'Europe beaucoup plus qu'elle ne l'avait été, entre l'Antiquité et le XVIII^e siècle. Comment l'Islam pourrait-il, d'un seul coup, franchir à son tour cette énorme étape, secouer, infléchir ses sociétés archaïques, alors qu'il ne dispose que d'une agriculture pauvre, précaire, d'une industrie enkystée, isolée, comme parachutée au milieu de son économie, celle-ci incapable d'atteindre et de soulever dans sa masse entière une population trop prolifique et trop lourde ? Puis, comme toute société, la musulmane a ses nantis, peu nombreux, d'autant plus puissants. Croyances ou traditions ne sont souvent que les alibis de ces privilégiés qui trouvent leur intérêt à maintenir debout certaines sociétés vraiment « médiévales » comme celle du Yémen, féodales comme celle de l'Iran, ou archaïques comme celle de l'Arabie Saoudite, malgré le pétrole ou à cause de lui.

Face à ces difficultés, l'œuvre des réformateurs offre un test irrécusable : celle brutale et géniale de Mustapha Kemal, en Turquie ; celle violente en parole de Kassem en Irak ; ou bien, sous le signe de

l'obstination, celle de Nasser, en Égypte ; sous le signe de l'habileté et d'une sagesse certaine, celle de Bourguiba, en Tunisie. Quels que soient leur nature ou leur accent, les obstacles, devant elles, sont souvent les mêmes. Toutes ces réformes ont ainsi largement battu en brèche un bon nombre de prétendus *tabous* de la civilisation musulmane. Ici, le test qui ne trompe pas est, avant tout, l'émancipation de la femme, en voie de s'affirmer, plus lentement de se réaliser. La disparition de la polygamie, les limitations à la répudiation unilatérale par le mari, la suppression du voile, l'accès aux universités et à la culture, aux emplois, au droit de vote : tous ces détails ont leur immense portée.

Ils prouvent que le réformisme n'est pas une cause perdue d'avance, mais qu'il lui faut des avocats, des combattants décidés. La lutte qui s'engage sera multiple. Le danger le plus grave serait de s'en laisser détourner par les attrait, les facilités ou les nécessités d'une actualité politique dramatisée à tout propos, et hors de propos.

L'idéal ? Ne faire qu'une chose à la fois, et, chaque fois, choisir l'essentiel. Mais la politique n'est pas une spéculation cartésienne. Le progrès économique exigerait, pour lui seul, en Islam et ailleurs, une politique préférentielle, voire exclusive. Mais le monde où il faut vivre oblige souvent à aborder, dans l'ordre où elles se présentent d'elles-mêmes, de vieilles et de jeunes difficultés.

Tous ces États, fiers de leur indépendance, ont ainsi des opinions politiques exigeantes, dramatisantes et qu'il faut satisfaire, détourner de certains soucis sans remède ; ils ont des orgueils qu'il faut ménager : l'Islam en est aussi riche que l'Europe, ce qui n'est pas peu dire. L'Islam a ses jeunes, ses étudiants impatients de marquer le pas : ils ressemblent à nos polytechniciens de 1830 ; il a ses militaires, capables de coups de tête et de coups d'État, comme les militaires de l'Amérique latine d'avant 1939 ; il a ses partis politiques aux dents longues, ses hommes politiques pris au mirage même de leur propre image, à la violence même de leurs discours. Ne faut-il pas élever la voix pour dominer le bruit du monde ?

Évidemment l'étranger est là : la France en Afrique du Nord ; l'Angleterre à Koweït et dans le sud à moitié vide de l'Arabie ; les États-Unis partout, imperturbables fournisseurs de conseils et de crédits ; l'U.R.S.S., selon les cas prodigue ou réservée, toujours vigilante dans ce vaste champ de lutte. Partout, enfin, la révolution sociale montre son visage et formule ses exigences.

Elle a pour elle le vent de l'histoire : en Turquie, où le coup d'État militaire du 27 mai 1960 a ouvert tant d'espoirs de réformes sociales, mais qui tardent ; en Iran, où une révolution par en haut, conservatrice et progressiste, marque des points malgré la jeunesse hostile et les partisans de l'ancien ministre Mossadegh ou le jeu

réticent du parti communiste, le Toudeh ; en Transjordanie, où un roi courageux fait face à tous les périls qui l'encerclent ; au Liban, qui se voudrait, à ses heures de sagesse, comme une Suisse du Proche-Orient ; en Irak, où la révolution est plus verbale encore que réelle, mais où le soulèvement kurde est une plaie profonde ; en Égypte où, au lendemain de la sécession de la Syrie, le Bikbachie a résolument choisi la voie d'un communisme social à demi réalisé déjà et qui peut faire tache d'huile... La revue serait complète si l'on signalait en plus les inquiétudes du Pakistan qu'alarme l'Inde plus batailleuse qu'on ne le supposait hier et qui veut saisir le Cachemire ; l'Indonésie qui, encouragée par le succès indien contre Goa, voudrait prendre la Guinée hollandaise – l'Irian – sous son protectorat ; l'Afrique du Nord entière qui attend, après le dénouement de la tragédie algérienne, de savoir dans quelle ligne elle choisira de vivre...

Toutes ces préoccupations pèsent sur la politique des États islamiques, les exposant à des éclats passionnels inattendus qui leur portent, chaque fois, des coups sérieux, non sans contrecoups graves pour les autres. Qui pourrait établir ce que l'affaire passionnelle de Bizerte (1961) a coûté à la France (mais elle est riche) et à la Tunisie (mais elle est pauvre) ? De cette crise, le sort de Bizerte était-il vraiment le seul enjeu, ou bien deux orgueils, blessés l'un par l'autre, l'ont-ils compliquée à plaisir ? La France est amère parce qu'elle estime avoir beaucoup fait pour l'Islam (ce qui est l'évidence même) ; l'Islam est amer, parce qu'il estime que l'indépendance qu'on lui a octroyée n'est pas totale, et il est vrai qu'aucun pays n'est vraiment indépendant si son économie le rejette aussitôt dans le Tiers-Monde.

De cette dépendance économique, les anciennes métropoles ne sont qu'en partie responsables. Cette infériorité tient aussi à beaucoup de raisons particulières, au passé de l'Islam, à sa pauvreté naturelle, à sa démographie exubérante. Ce sont là de terribles maladies, même si elles ne sont pas sans remède.

Les divers États musulmans face au monde actuel

• Une croissance toujours difficile : le dilemme, pour l'Islam, est celui qui se pose à tout le Tiers-Monde. Il lui faut, pour s'intégrer dans la vie économique du monde, réaliser le plus rapidement possible sa Révolution industrielle.

Tâche simple à formuler, mais qu'il devra payer fort cher, au prix d'un dur travail dont les fruits ne seront pas tout de suite visibles, et

ne se répercuteront pas aussitôt sur les niveaux de vie. À cette tâche, l'intermède de la colonisation ne les a pas préparés, et c'est certainement là que se trouve la plus lourde responsabilité des pays colonisateurs.

Il n'est pas niable, sans doute, en toute bonne foi, que l'apport des colonisateurs aux pays colonisés a été important. Des pays très archaïques, dont la vie n'avait pas changé depuis des siècles, ont été associés brusquement à des civilisations très évoluées. Ils en ont retiré quelque chose. Et d'abord, une médecine et une hygiène modernes, qui ont diminué dans d'énormes proportions la mortalité ; un enseignement plus ou moins important suivant les cas (sur ce point, la colonisation française est l'une des moins reprochables) ; des installations matérielles nombreuses : ports, routes, chemins de fer ; une organisation agricole moderne, avec souvent des barrages pour l'irrigation ; parfois une ébauche intelligente d'industrialisation.

C'est beaucoup, dira-t-on. Oui et non. Car d'une part cet apport a détruit partiellement les anciennes structures, d'autre part, elle les a reconstruites très imparfaitement. La reconstruction ne s'est pas faite dans la perspective d'une économie nationale, mais dans celle d'une économie associée, dépendant de la métropole et de la vie du monde. D'où l'irrégularité du développement suivant les secteurs et la nécessité où se trouvent aujourd'hui les jeunes États indépendants de réformer leurs structures pour répondre à l'ensemble de leurs nécessités nationales. Cette difficulté s'ajoute à toutes les autres, nombreuses, qui tiennent à leur propre civilisation, à la pauvreté de la majorité de leurs terroirs.

Pour ces tâches, les pays musulmans ont besoin d'eux-mêmes et, non moins, d'autrui. Il faut donc qu'ils s'adaptent à la politique ondoïante, assez féroce du monde des privilégiés, ce dont ils sont admirablement capables et conscients. Ni l'intelligence ni la ruse politique ne leur font défaut. Il faut, plus encore, qu'ils s'adaptent à eux-mêmes et s'accrochent à la vie réelle du monde. Là est le plus difficile de leur tâche, leur quadrature du cercle.

• Économie et pétrole : il n'y a pas de solution facile, unique. Pas même celle qu'offre le pétrole, en apparence si bon prince.

Le pétrole est une richesse indéniable et ses effets bénéfiques se font sentir sur le niveau économique de tous les États pétroliers. On sait que cette richesse a été généreusement accordée au Proche-Orient.

Toutefois les grandes compagnies internationales, qui, seules, ont pu assumer les énormes frais de prospection et de mise en exploitation, en restent largement bénéficiaires : elles saisissent le pétrole à sa

source contre des *royalties* ; elles le raffinent, elles le distribuent. Le retenir à la source, comme a essayé de le faire l'Iran un instant (1951), comme y songe l'Irak aujourd'hui (1961), peine sans doute perdue d'avance : le pétrole ne vaut que s'il est vendu. Or il n'y a plus pénurie de pétrole dans le monde actuel, bien au contraire, et son règne risque de ne pas durer indéfiniment, à l'âge atomique.

Petit détail supplémentaire : l'exploitation étrangère, haïssable, n'est pas seule en cause. Les *royalties* créent, en pays musulman, des privilèges sociaux. Cet argent ne se distribue pas équitablement, il nourrit trop souvent le luxe factice d'une caste et ce luxe ne sert pas à animer la production locale : il se gaspille à acheter à l'étranger des biens qui, sur place, ne seront jamais productifs. L'Arabie Saoudite doit au pétrole ses cités nouvelles, ses routes nouvelles, ses voies ferrées, ses aérodromes, et ce progrès est évident. Elle lui doit aussi le luxe effréné, anachronique de la famille royale et des principaux chefs de tribus. Ce spectacle ne réjouit ni la jeunesse exaltée par la révolution égyptienne, ni une bourgeoisie qui aspire à prendre sa part des affaires publiques.

À tel bon observateur, le pétrole du Proche-Orient semble l'image même de l'argent d'Amérique au xvi^e siècle : il aura traversé l'Espagne, alors, sans en animer l'économie, pour aller au-dehors rejoindre les économies vivantes de l'Europe.

En tout cas, le pétrole est et sera l'occasion de nombreuses querelles au Proche-Orient. La plus récente est celle qui oppose d'une part l'Irak et son chef, le général Kassem (le Zaim), et de l'autre, les huit grandes compagnies internationales du pétrole (*the Majors*, comme l'ont dit), et dont le représentant essentiel, sur place, est l'I.P.C. (*Irak Petroleum Co*).

Les discussions poursuivies pendant trois ans viennent d'être suspendues à nouveau. Les terrains non exploités des concessions ont été retirés aux compagnies. Sans doute la réconciliation reste-t-elle possible et l'Irak obtiendra-t-il des avantages et un dépassement du partage traditionnel des bénéfices par moitié (le *fifty-fifty*). Sans doute a-t-il déjà eu la possibilité d'introduire dans la prospection du pétrole, et notamment dans des entreprises spectaculaires sous les eaux du golfe Persique, des « pétroliers » japonais et italiens, plus accommodants, car les derniers venus dans la course. Mais en ces domaines, les pays producteurs de pétrole du Proche-Orient risquent, malgré leurs atouts, quelques mécomptes.

• Tous les États musulmans se sont mis à la tâche, de grandes réalisations sont déjà acquises, le progrès de la production est général. Cependant la poussée de la

population remet sans cesse tout en cause. Tout progresse et, néanmoins, demain tout est à refaire.

Un démographe, Alfred Sauvy, l'indiquait à propos du Proche-Orient dans un article du *Monde* (7 août 1956), qui n'a rien perdu de sa force : « Le monde arabe, écrivait-il (il aurait pu dire le monde musulman en son entier), est en pleine éruption démographique : la natalité y est une des plus hautes de l'univers, environ 50 pour 1 000, soit 6 ou 7 enfants par famille. Loin de diminuer, elle a plutôt bénéficié de la régression de la polygamie et des progrès de l'hygiène elle-même. En face de cette natalité-sommet, la mortalité est en forte baisse, du fait de la régression des épidémies, des famines et des guerres entre tribus. Le taux de la mortalité actuel n'est pas bien connu, mais il baisse, en marche vers les 20 pour 1 000. Un accroissement de la population de 2,5 à 3 % par an n'est plus exceptionnel. C'est celui de l'Algérie, de la Tunisie et, sans doute, de l'Égypte. Ce rythme (doublement d'une population en une génération) est très supérieur à celui qui fit bouillonner l'Europe dans ses beaux jours (1 à 1,5 par an) et n'a pas l'exutoire de l'émigration et du colonialisme. Le monde musulman combine la mortalité de l'Europe, en 1880, avec une natalité qui n'a dû être atteinte qu'aux meilleures périodes du Moyen Âge. Ce mélange est explosif. »

Alors, « il est assez naïf de penser que ces pays en expansion de nombre et donc de besoins, qui se trouvent avoir chez eux l'un le pétrole, l'autre le *pipe*, l'autre le canal (de Suez), vont assister résignés à ce flux de richesses hors de, ou à travers leurs territoires sans en réclamer une part importante ».

• Les incidences de la montée démographique concernent avant tout la croissance, ou mieux la fréquente stagnation des niveaux de vie en pays musulmans, malgré l'augmentation de la production. Le phénomène est fréquent dans les pays du Tiers-Monde.

Pourtant, des mesures positives ont été prises partout. Le nombre des chômeurs a ainsi décru. En Tunisie, pour ne prendre que cet exemple, et par les seuls moyens du bord, sans investissements trop lourds, 200 à 300 000 chômeurs ou demi-chômeurs ont été mis au travail, grâce à des constructions de routes, à des terrassements contre l'érosion des sols, à l'ouverture de chantiers urbains, ou à de simples plantations d'arbres. Des calculs récents d'un économiste, on conclura aussi que la production agricole dans le Proche-Orient a progressé, en gros, au rythme du monde, entre 1952 et 1958. Quant à l'industrie,

pas une branche non plus qui n'ait progressé. Si l'on prend le cas de l'Égypte, l'indice général pour les industries manufacturières donne (1953 = 100) les niveaux suivants : 1951, 95 ; 1952, 98 ; 1953, 100 ; 1954, 107 ; 1955, 117 ; 1956, 125 ; 1957, 132 ; 1958, 143... Au Pakistan, la production industrielle passe de 100, en 1952, à 128, en 1954, à 215, en 1958...

Il y a ainsi progrès, augmentation de la masse globale du revenu national, et donc, semblerait-il, des possibilités accrues de consacrer davantage aux investissements et d'entretenir un mouvement de croissance. Oui, mais il y a le contre-courant de la montée démographique. La masse des hommes augmente plus vite encore que la masse des biens à se partager, le revenu par tête d'habitant baisse alors comme tout quotient dont le dénominateur (la population) croît plus vite que le numérateur. Le nageur qui a la houle contre lui, plus il s'acharne à progresser, plus il peine, moins il avance. L'Islam où tout progresse cependant voit régresser ses niveaux de vie, ou les maintient à peine en place.

Ajoutons, toutefois, que ces calculs de revenu national par tête d'habitant ne sont pas d'une rigueur absolue. Le chiffre des populations lui-même est incertain assez souvent (avec des aléas parfois de l'ordre de 20 %). La masse des revenus, elle aussi, s'estime, plus encore qu'elle ne se calcule, surtout, comme c'est souvent le cas, en l'absence de toute *comptabilité nationale* rigoureuse. Puis, comment évaluer exactement les revenus d'un artisanat dispersé, souvent archaïque, et ceux d'une agriculture qui comprend de vastes zones primitives d'auto-consommation ?

Il s'agit donc toujours, dans ces calculs, d'évaluations, d'ordres de grandeur, rien de plus. Mais c'est déjà beaucoup.

• Étant donné la montée démographique, le seul fait de maintenir au même niveau le revenu par tête d'habitant témoignera donc d'une vitalité économique certaine, capable de faire front à l'énorme montée biologique.

Dans l'ensemble, les pays musulmans témoignent de cette vitalité et s'il y a recul, parfois, il reste modéré. Les hommes, en moyenne, y vivent au-dessous des 2 600 calories quotidiennes (le seuil des pays à l'aise), mais ils sont en général au-dessus du minimum vital et partout (sauf telle zone saharienne) hors des impitoyables domaines de la faim : donc au-dessous de la limite entre richesse et pauvreté, au-dessus de la limite pauvreté-misère. Voilà un premier point acquis.

Entre ces deux frontières, la position des divers pays varie. Classés d'après le chiffre de leur revenu national par tête d'habitant (en

dollars U.S.A.), leur succession de bas en haut s'organise de la façon suivante : Libye, 36 ; Afghanistan, 50 ; Nigeria, 64 ; Pakistan, 66 ; Indonésie, 88 ; Jordanie, 100 ; Syrie, 110 ; Iran, 115 ; Égypte, 122 ; Tunisie, 132 ; Irak, 142 ; Maroc, 159 ; Algérie, 210 ; Turquie, 219 ; Liban, 247. Ces chiffres sont modestes. Toute comparaison avec les chiffres européens (au-dessus de 1 000) ou des États-Unis (2 200) les écrase. Ils ne se valorisent que comparés aux chiffres bas du continent noir, par exemple.

On remarquera que les pays associés hier ou aujourd'hui à la France (Liban, Syrie, Maroc, Algérie, Tunisie) sont presque aux meilleurs postes. Le mérite n'en revient certes pas à la colonisation française en soi, bien que celle-ci, *hier*, ait eu ses mérites, essentiellement, pensons-nous, dans la formation d'une certaine classe d'intellectuels et de cadres, d'une association plus intime qu'ailleurs des civilisations et des hommes en présence.

Le Liban doit son record relatif à la puissance de son émigration marchande, capitaliste, et *culturelle* à travers l'Islam entier, l'Afrique Noire et l'Amérique latine et à son ambivalence religieuse (chrétienne et musulmane) ; l'Algérie aux investissements français et internationaux (réussites agricoles importantes, barrages, routes, scolarisation, services médicaux, réalisations pétrolières du Sahara, émigration de travailleurs vers la France) que la longue guerre, instaurée en 1954, n'a pas interrompus.

Dans le combat qui s'impose à elle, chaque économie a ses chances ou ses cartes maîtresses : l'Irak, l'Iran, l'Arabie Saoudite, l'Algérie leur pétrole ; l'Égypte, l'eau fertilisante du Nil, le canal de Suez, son coton de haute qualité, ses industries textiles ; la Turquie et le Maroc, une industrialisation *très souvent* intelligente ; l'Indonésie, son caoutchouc, son pétrole, ses mines d'étain ; le Pakistan, de vastes ressources en blé, en jute.

Ces cartes maîtresses sont excellentes, mais le jeu reste difficile et aléatoire.

• Les problèmes à résoudre sont ardu. À la fois économiques et sociaux, ils s'imbriquent si étroitement les uns dans les autres qu'il paraît impossible de les aborder un à un. Et tous ensemble, ils proposent un programme redoutable.

Il faudrait en effet :

a) *Avant tout, améliorer l'agriculture.* Donc toucher, avec violence, au régime archaïque de la propriété ; s'attaquer aux multiples problèmes de l'irrigation, à l'érosion dévastatrice des terres arables. Soit

technique et politique agraires.

b) *Implanter des entreprises industrielles* (ou lourdes ou légères ; ou privées, ou d'État) et, si possible, les lier à l'économie entière de chaque pays. Il faut qu'elles s'appuient sur la structure globale de cette économie et qu'elles l'animent de leur mouvement.

c) *Régler la question des investissements*, brûlante parce qu'elle implique l'aide extérieure (capitaux internationaux privés – par le relais des banques suisses –, aides gouvernementales soviétique, américaine ou française, bientôt capitaux européens du Marché commun).

d) *Créer un marché*. Ici la difficulté est double : il n'y a de marché qu'au prix d'un certain niveau de vie (ce qui ramène au problème qu'on veut justement résoudre) et il n'y a de marché valable que s'il s'étend très au-delà du marché national. D'où ces idées lancées avec plus d'insistance que de succès de marché panarabe, de marché maghrébin, de marché africain. Rêves sages, réalisations difficiles.

e) *Éduquer, former la main-d'œuvre*, d'autant que l'automatisation, possible dans le cadre d'une industrie qui part de zéro, négligerait l'actuelle surabondance de main-d'œuvre, problème crucial et qu'il faut résoudre avant tout autre.

f) *Former des cadres* : techniciens, ingénieurs, professeurs, administrateurs... L'enseignement et la formation technique sont à l'ordre du jour. Or c'est là une œuvre de longue haleine. Seul l'enthousiasme populaire puissant qui se manifeste à l'égard de l'enseignement permettra de surmonter, ici, d'immenses difficultés.

Au total, d'énormes investissements sont à faire et qui ne paieront parfois qu'à très long terme. « Des générations d'hommes sont à l'avance sacrifiées. Seuls, quelques-uns le savent, ce qui est un triste privilège. Quelques jeunes poètes syro-libanais allèguent, pour s'expliquer à eux-mêmes pareil phénomène, le mythe de Thannus, le dieu oriental voué à une mort douloureuse, mais aussi à la renaissance. Ainsi rendent-ils compte de la transe permanente et de l'amertume actuelle de leur peuple » (J. Berque).

• Un choix à faire : devant la clarté des problèmes, la difficulté et l'urgence des solutions, l'ampleur des sacrifices inévitables, on conçoit que les dirigeants des divers États hésitent sur la stratégie à suivre. Le monde leur en propose deux au moins et le choix à faire commande et transcende le destin entier de l'Islam.

En gros, il s'agit ou de rester dans le cadre d'un capitalisme à l'occidentale, à moitié libéral, à moitié interventionniste, sous le signe

d'un certain libéralisme politique ; ou bien d'aller dans la ligne d'expériences socialistes qui peuvent être soit soviétiques, soit yougoslaves, soit chinoises. Plus simplement encore, il s'agit de conserver la société et le gouvernement tels qu'ils sont, en les améliorant vaille que vaille ; ou de jeter l'édifice à terre d'un seul coup, pour le reconstruire sur une autre base.

Ces choix ne sont malheureusement pas purement intellectuels, ni même empiriques. Ils dépendent de mille facteurs, intérieurs les uns, extérieurs les autres.

Partout, ou presque partout, émerge une bourgeoisie, une petite bourgeoisie, classe montante d'intellectuels, souvent de jeunes intellectuels. Elle se ressent encore des fortes déceptions qu'ont amenées, pour elle, les imitations de l'Occident. Dans le domaine politique par exemple : sauf l'Afghanistan et le Yémen, tous les États musulmans ont leurs Parlements, mais qu'y a-t-elle gagné ? Cette bourgeoisie déçue et impatiente de participer aux affaires « se tourne vers le communisme parce qu'elle y voit un moyen d'asseoir un jour son hégémonie ; le cadre bureaucratique et l'idéal de planification du monde soviétique lui semblent autant de garanties de stabilité et de moyens de résoudre les problèmes économiques quasi inextricables... La jeune *intelligentsia* musulmane est tentée par l'apparence moderniste de la science et de la présence marxistes ; ce n'est qu'une réaction certes contre les cadres médiévaux qui paralysent encore la pensée islamique, mais elle est d'autant plus dangereuse que ses promoteurs ont déjà cherché – sans succès – dans la pensée libérale et démocratique de l'Occident le moyen d'accéder à une culture rationnelle moderne. Le marxisme leur semble désormais la seule voie possible » (A. Benigsen).

L'Occident a trop tendance à penser qu'il n'y a, dans les gestes et tractations des États islamiques avec l'U.R.S.S., que des habiletés, pour se procurer à bon compte machines, armes, crédits. Le problème, en fait, va beaucoup plus loin. Les expériences socialistes fascinent la jeunesse des pays d'Islam. L'Occident ne s'appuie souvent que sur des aristocraties rétrogrades, sur un décor social de théâtre en carton-pâte. Il lui manque, là comme ailleurs, une vraie « politique planétaire ».

Le problème n'est pas, en effet, de convaincre l'Islam que la solution occidentale est supérieure, en soi, ou préférable à une autre. Il n'est même pas d'ouvrir, plus ou moins largement, le pactole des crédits. Il est, en bref, de fournir aux pays sous-développés un modèle valable de planification *qui leur soit adapté* et leur ouvre le chemin de l'espoir et de l'avenir.

La civilisation musulmane face au xx^e siècle

Cette crise profonde met-elle en péril la civilisation même de l'Islam ? La question se pose de plusieurs manières :

1) Y a-t-il encore, dans l'immense fractionnement des nationalités et des rivalités politiques, *une* civilisation musulmane, toujours reconnaissable ?

2) Si elle existe encore, cette civilisation n'est-elle pas menacée par « l'acquisition d'un vêtement planétaire de techniques et de comportements », comme le dit Jacques Berque, c'est-à-dire par l'accès à la civilisation industrielle, fabriquée par l'Occident et qui s'étend maintenant à l'univers ?

3) Et le risque n'est-il pas plus grand encore si, pour y atteindre, l'Islam choisit la voie d'un marxisme capable de détruire une de ses meilleures sources de cohésion, sa religion ?

• Y a-t-il encore une civilisation musulmane ? Les divisions politiques de l'Islam semblent exclure, pour longtemps encore, les rêves des panislamistes. Mais, comme fait, comme réalité de civilisation, le panislamisme existe, aujourd'hui comme hier.

Dans la vie quotidienne, vous retrouverez indéniablement cette civilisation, d'un bout à l'autre de son espace. Dans une similitude des croyances, des mœurs, des habitudes, des rapports familiaux, des goûts, des loisirs, des jeux, des comportements, de la cuisine elle-même... Transporté d'un coup d'une ville à l'autre de l'Islam méditerranéen, vous serez, Européen, plus frappé par les ressemblances que par les dissemblances. Si vous gagnez le Pakistan et l'Insulinde, les dissemblances s'accentueront et, plus encore, si vous gagnez l'Afrique Noire musulmane : c'est que la civilisation musulmane se heurte là à d'autres courants de civilisation, aussi forts souvent ou plus forts qu'elle-même.

En Afrique Noire, le lien n'est guère que religieux – et encore ! Les prédications (car l'Égypte a entrepris au nom du panarabisme une grande expérience « missionnaire ») se font souvent, dans les pays francophones, en *français*. C'est dire que les liens de culture sont à peu près inexistants, pour le moins fragiles, indirects. Encore n'est-il pas sûr que ce lien religieux s'avère efficace dans la masse africaine qui, en fait, transforme puissamment, *africanise* la religion de Mahomet avec la même liberté que celle du Christ. Bref, en Afrique Noire l'emprise du panislamisme, quand elle existe, est politique, sociale au plus ; elle n'est pas pleinement un fait de civilisation.

Quant au Pakistan, il fait partie d'une civilisation qu'on a appelée à juste titre indo-musulmane. La langue nationale – l'*urdu* – mêle des

mots d'origine iranienne ou arabe aux mots venus du sanscrit. Elle s'écrit de droite à gauche, comme l'arabe, mais ne lui ressemble guère.

Or, un des signes les plus sûrs des pays que touche vraiment l'unité de la civilisation musulmane reste la langue. Cette langue qui fut autrefois le ciment de l'Islam, l'arabe « littéral », le ^{xx}^e siècle l'a préservée ; elle est la langue *écrite* commune, celle qu'emploient les journaux, les livres. Les langues nationales ne sont que des langues *parlées*.

Autre lien : les problèmes économiques et sociaux se posent presque partout dans des termes identiques, dans la mesure même où ils naissent, pour l'essentiel, du choc entre une civilisation islamique archaïque, traditionnelle, conservée jusqu'à nos jours, avec une civilisation moderne qui l'investit de toutes parts. Qu'ici le problème soit à peine esquissé, qu'ailleurs il soit déjà fermement attaqué, ne change rien au fait que les solutions qui s'imposent ont de fortes chances de se ressembler, par la logique des choses, à cause de l'identité des points de départ ; les pays avancés dans leur réforme préfigurant l'avenir des autres.

Là encore, l'Islam exilé – en Afrique Noire, Inde, Insulinde, Chine – se différencie de l'ensemble car son destin est lié à celui d'autres civilisations.

• Seconde question : l'Islam se débarrassera-t-il de son ancienne civilisation traditionnelle comme d'un vieux vêtement, au fur et à mesure qu'il se rapprochera de l'industrialisation et de la technique moderne ?

Cette question n'est pas particulière au destin de l'Islam. Elle revient à dire : la civilisation moderne, celle de la machine et bientôt du cerveau électronique, de l'automation, de l'atome, cette civilisation va-t-elle, pour son bien ou pour son mal, uniformiser le monde, y faire disparaître les civilisations particulières ?

Le machinisme, avec ses innombrables conséquences, est à coup sûr capable de tordre, détruire et reconstruire mainte structure d'une civilisation. Non pas toutes. Il n'est pas, à lui seul, une *civilisation*. L'affirmer serait prétendre que l'Europe d'aujourd'hui est née tout à neuf, au temps de sa Révolution industrielle qui n'a pas manqué, pour elle aussi, d'être un choc brutal. Alors qu'elle plonge bien au-delà, par toutes ses racines. C'est en songeant aux nations d'Europe, d'ailleurs, que l'on peut se permettre de douter fortement du pouvoir du machinisme à unifier ou à uniformiser l'univers. Participant déjà à une même civilisation d'ensemble, celle de l'Occident chrétien et humaniste, entraînées presque au même moment, il y a déjà plus d'un

siècle, dans la même aventure de l'industrialisation, dotées des mêmes techniques, de la même science, d'institutions analogues, de toutes les formes sociales du machinisme, ces nations auraient dû perdre, il y a belle lurette, ces fortes particularités qui permettent de parler d'une civilisation française, allemande, anglaise, méditerranéenne... Or il suffit à un Français de traverser la Manche, à un Anglais d'aborder le continent, à un Allemand de gagner l'Italie, pour qu'ils se persuadent, sans mal, qu'industrialisation n'est pas uniformisation. Incapable de détruire des particularismes régionaux, comment la technique annihilerait-elle les puissantes personnalités que sont les grandes civilisations, fondées sur des religions, des philosophies, des valeurs humaines et morales foncièrement différentes ?

Mais le problème se poserait-il différemment si la technique se proposait à l'Islam avec l'accompagnement du marxisme, c'est-à-dire de valeurs opposées aux valeurs spirituelles traditionnelles de l'Islam ? Répondre à cette question plus précise et souvent posée n'est ni commode ni pleinement possible. Il n'est pas sûr que ce soit changer vraiment le cœur de notre interrogation.

Oserons-nous dire : le marxisme n'est pas, à lui seul, une civilisation de substitution ; il est une orientation sociale, un humanisme volontaire, une rationalisation. S'il s'appliquait, un jour, à l'Islam, il aboutirait sans doute à une coexistence, à un partage, comme en pays soviétique entre civilisation russe et marxisme, comme en Chine entre civilisation chinoise et marxisme. S'il les a fortement infléchies, le marxisme n'a aboli ni l'une ni l'autre de ces civilisations et tel n'est pas son programme.

Bien sûr, Y. Moubarak a raison de dire que, dans une telle épreuve, « l'Islam résisterait moins facilement que le christianisme à une emprise marxiste, du fait qu'il ne distingue pas encore entre spirituel et temporel. Le spirituel risque de passer plus facilement avec la matérialisation techniciste d'une société musulmane communisée ». Pourquoi a-t-il raison ? C'est que le christianisme, en somme, partout ou presque partout, avait supporté, *avant* l'impact d'une Révolution industrielle, le choc d'une poussée scientifique, rationaliste et laïque, qu'il s'était adapté au cours de cette longue initiation, non sans regimber, mais maintenant son équilibre, abandonnant ce qu'il devait abandonner. Il est armé devant la technique, devant le rationalisme, devant le marxisme lui-même.

Pour l'Islam, dont la vie religieuse commande chaque acte de la vie, la technique (marxisme ou pas marxisme) se présente comme un cercle de feu qu'il lui faut franchir d'un coup, pour cesser d'être une trop vieille civilisation et se rajeunir aux flammes du temps présent. Le chemin qu'il choisira dépendra de lui et du monde, du monde double qui oscille comme une énorme balance, tantôt d'un côté, tantôt

de l'autre. L'Islam, comme tout le Tiers-Monde, risque d'aller non pas où il voudrait, mais vers le plus lourd des deux blocs.

Post-scriptum 1966

La chronique des événements d'Islam, de 1962 à 1965, remplirait à elle seule un très gros volume. De l'Insulinde au Maroc, une certaine véhémence reste à l'ordre du jour, la dominante étant celle d'un nationalisme d'autant plus volontiers socialisant qu'il se dresse, à propos des exploitations pétrolières et des grandes affaires, contre le capitalisme international et que l'exemple des nationalisations égyptiennes de 1960 et 1961 s'offre comme un modèle. C'est le cas, ainsi, dans les nationalisations d'Irak (14 juillet 1964), ou dans la politique hostile aux concessions pétrolières de la Syrie (2 janvier 1964).

La vedette revient, en ces dernières années, à l'Algérie indépendante depuis les accords d'Évian signés avec la France, le 19 mars 1962, et le scrutin d'autodétermination du 1^{er} juillet 1962.

Les premiers instants de l'indépendance ont été marqués par des agitations et des désordres. L'armée populaire qui, pendant la guerre de l'indépendance, était campée au Maroc et en Tunisie, face aux frontières de l'Algérie, rétablit l'ordre. Ben Bella forma son premier cabinet le 15 septembre 1962 et, tout au cours de l'année 1963, mit en route les mesures sociales du programme dit de Tripoli. La plus importante fut la nationalisation des terres abandonnées par les colons européens et que mirent en valeur des *comités de gestion*. Le gouvernement s'appuya dès lors sur une démocratie paysanne qui reste « son fer de lance ».

Les difficultés cependant s'avèrent innombrables, du fait de la

généralisation des nationalisations, de l'exode massif des Européens, du manque chronique de capitaux et de cadres techniques. Les difficultés politiques créent d'incessants remous, des ruptures, des dissidences, des maquis actifs, des procès... Dans l'ensemble, Ben Bella a semblé dominer cette situation difficile (élu à la Présidence de la République le 15 septembre 1963, élu secrétaire général du F.L.N le 16-20 avril 1964). Mais les tensions sociales et économiques s'aggravent : mécontentement d'une certaine bourgeoisie dont Ferhat Abbas de loin *semble* le représentant, dépression économique, montée du prix de la vie, extension du chômage... Peu à peu un équilibre s'établit entre les forces les plus diverses et Ben Bella paraît alors le maître de l'armée et du F.L.N. À l'extérieur, les rapports avec la France sont décisifs pour l'aide économique et culturelle ; l'emploi aussi d'un demi-million environ d'ouvriers en France atténue les conséquences du chômage.

L'Algérie se veut neutraliste, ce qui n'exclut pas chez elle une vive passion politique, religieuse et socialiste, anti-coloniale avant tout. Son attitude en face du Portugal, ou à propos du Congo ex-belge en est la preuve.

19 juin 1965 : alors que le pouvoir de Ben Bella s'était renforcé depuis 1962 et qu'il avait concentré entre ses mains tout l'appareil du pouvoir grâce à l'élimination des autres dirigeants nationalistes algériens (le 10 avril, Aït Ahmed, chef de l'insurrection kabyle de 1964, avait été condamné à mort et grâcié), un coup d'État provoque un brusque changement de régime. Le 19 juin à l'aube un groupe d'officiers conduit par le chef d'état-major arrête Ben Bella ainsi que plusieurs autres personnalités du régime. Le colonel Boumedienne, jusqu'alors vice-président du Conseil et ministre de la Défense, prend le pouvoir au nom d'un « Conseil de la Révolution » et dénonce le « tyran aujourd'hui neutralisé » et sa « mauvaise gestion du patrimoine national », mais il assure que « les acquis de la Révolution sont inaliénables ».

4 juillet : publication de la liste des membres du Conseil de la Révolution qui comprend essentiellement des militaires de l'ancienne armée de l'extérieur et des maquis.

11 juillet : le nouveau gouvernement est constitué. Il comprend en majorité d'anciens collaborateurs de Ben Bella.

14 juillet : signature d'un très important accord franco-algérien sur les hydro-carbures. Cet accord prolonge les dispositions arrêtées à Évian en 1962. Il prévoit un nouveau régime pour les sociétés exploitantes, notamment pour leur fiscalité, et crée surtout une « association coopérative » qui organise l'étroite association de la France et de l'Algérie pour la prospection, la production,

l'exploitation, la transformation et la commercialisation du pétrole, établissant ainsi un régime de type entièrement nouveau entre un pays sous-développé producteur de pétrole et un pays industriel avancé, qui en est grand consommateur. Enfin l'accord crée un organisme mixte pour l'industrialisation de l'Algérie par l'utilisation des profits des sociétés pétrolières. Cet accord a été signé solennellement le 28 juillet à Alger. Il ouvre une phase nouvelle de relations entre la France et l'Algérie et, par la suite, le gouvernement algérien ne manquera aucune occasion d'approuver et de soutenir la politique étrangère du général de Gaulle.

Maroc

Le 23 mars 1965 des émeutes d'étudiants et de chômeurs ont lieu à Casablanca, suscitant une répression rigoureuse que dirige le général Oufkir, ministre de l'Intérieur. Le 28 mars, quatorze marocains, condamnés à mort pour menées subversives l'année précédente, sont exécutés.

Le 13 avril Hassan II décrète une amnistie générale et engage des consultations avec tous les partis pour parvenir à un gouvernement d'union nationale. Ces négociations échouent et le 7 juin le roi Hassan II met fin à l'expérience de régime parlementaire qui datait des élections relativement libres de 1963. L'état d'exception est proclamé, le Parlement mis en vacances, désormais le roi gouverne sans contrôle. Le 29 octobre, l'enlèvement de l'un des leaders de l'opposition de gauche à Paris, Mehdi Ben Barka, provoque une crise entre le Maroc et la France. Celle-ci met directement en cause la responsabilité du ministre de l'Intérieur, le général Oufkir. Le roi couvre son ministre. La coopération franco-marocaine semble compromise.

République Arabe Unie

Le 24 août 1965, Nasser et le roi d'Arabie Saoudite concluent un armistice qui doit mettre fin à la guerre du Yémen où le premier soutenait les républicains, tandis que le second finançait et armait les monarchistes. Cet accord a été en grande partie inspiré par la diplomatie américaine. Celle-ci semble marquer de nouveaux succès au Caire après la constitution, le 1^{er} octobre, d'un nouveau gouvernement présidé par M. Zakaria Moheddied, qui suit la reprise de l'aide alimentaire américaine à l'Égypte. Mais cette évolution tourne court, le gouvernement Nasser refusant d'approuver la politique internationale des États-Unis et, en 1966, le voyage du président du Conseil soviétique, M. Kossyguine, en R.A.U. marque la rentrée active de la diplomatie soviétique au Proche-Orient. Moscou

accorde de nouveaux crédits pour la poursuite des travaux du barrage d'Assouan et renforce massivement son aide aux républicains yéménites. La guerre, d'ailleurs, reprend au Yémen.

En *mars 1966*, un coup d'État en Syrie amène au pouvoir l'aile gauche du Parti Baas et un membre du Parti communiste, ainsi que deux sympathisants, entrent au gouvernement.

En *juin 1966*, la mort accidentelle du maréchal Araf, chef du gouvernement irakien, amène au pouvoir son frère, précédemment chef d'état-major. À l'instigation de l'Union soviétique, il conclut un accord qui met fin, semble-t-il, à l'insurrection kurde dans le nord du pays qui durait depuis plusieurs années. Simultanément, Moscou accorde à l'Irak d'importants crédits pour la construction du barrage sur l'Euphrate.

Deuxième partie

Le continent noir

Chapitre I

Le passé

L'Afrique Noire, ou mieux *les* Afrique Noire, sont quasi enfermées entre deux océans et deux déserts : le très vaste Sahara au nord, l'important Kalahari au sud ; l'océan Atlantique à l'ouest, l'océan Indien à l'est. Ce sont là des barrières sérieuses, d'autant que l'Afrique tabulaire débouche mal sur les espaces océaniques voisins : elle n'a pas de bons ports, pas de fleuves facilement accessibles à cause des rapides, des chutes, des ensablements des estuaires.

Mais ces barrières ne sont pas infranchissables. L'océan Indien a été très tôt animé par les voiliers utilisant le va-et-vient des moussons ; l'Atlantique a été conquis par les Grandes Découvertes européennes à partir du xv^e siècle ; le Kalahari ne ferme qu'à moitié la porte vers le sud ; quant au Sahara, il a été traversé dès la haute Antiquité ; et l'arrivée du dromadaire en Afrique du Nord, avec les premiers siècles de notre ère, a décuplé les trafics sahariens : sel, et plus tard tissus venant du Nord ; esclaves noirs et poudre d'or venant du Sud.

L'Afrique Noire, en somme, s'est ouverte mal et tardivement sur le monde extérieur. Ce serait tout de même une erreur d'imaginer que ses portes et fenêtres ont été verrouillées à longueur de siècles. La nature qui, ici, commande de façon impérative n'est cependant jamais seule à dicter ses ordres : l'histoire a souvent eu son mot à dire.

Les espaces

• *Que le déterminisme géographique ne commande pas tout à lui seul, c'est ce que montre d'entrée de jeu la simple étude des frontières, des zones marginales du*

continent noir, qui n'occupe qu'une partie de l'Afrique.

a) Vers le nord, le nord-est et l'est, le Sahara, cloison étanche ou non, s'impose comme une limite caractéristique du monde noir.

L'Afrique Noire, comme le dit l'intitulé d'une commission du Marché commun, c'est « l'Afrique au sud du Sahara ». De la bordure méditerranéenne jusqu'au Sahel soudanais, la population de l'Afrique est de race blanche. Sans doute à cette Afrique blanche, faut-il joindre aussi l'Éthiopie. Celle-ci possède des éléments ethniques blancs indéniablement et qui se sont fondus dans une population métissée, fort différente, cependant, de celle des vrais Mélano-Africains. Plus encore, par sa civilisation, sa religion chrétienne (à partir de 350 ap. J.-C.), par la qualité de son agriculture qui connaît à la fois l'élevage et l'araire, le blé, la vigne, l'Éthiopie est un monde original, à part, et qui a résisté aussi bien, jadis, aux assauts de l'Islam qui avait réussi à l'encercler, qu'hier aux puissances européennes qui ont tenu à l'isoler de la mer Rouge et de l'océan Indien.

Les préhistoriens et les ethnographes pensent même que, dans le lointain des âges, l'Éthiopie a été un centre secondaire de diffusion de l'araire et des animaux domestiques, dont le grand centre inventif aura été l'Inde. Sans son intermédiaire, l'élevage, privilège inattendu de tant de paysans noirs travaillant à la houe, ne serait pas pensable.

En fait, n'y a-t-il pas une vaste zone de l'Afrique orientale dont l'Éthiopie serait le cœur et qui s'étendrait au nord jusqu'aux pays du Nil (jusqu'à la sixième cataracte), vers l'est jusqu'aux diverses Somalie désertiques, et vers le sud jusqu'au Kenya, voire au-delà ? Afrique intermédiaire, ni blanche ni noire, mais les deux à la fois, possédant comme l'Afrique blanche une écriture (et donc une histoire), une civilisation liée aux grands centres de rayonnement du Nord, indéniablement prise dans cette immense aventure entre Asie, Méditerranée et Europe. On remarquera, enfin, que le Sahara se prolonge à l'est de l'Éthiopie par l'Érythrée et les Somalie, soit une longue zone aride et désolée qui, elle aussi, marque une limite du continent noir.

b) Vers le sud, des accidents historiques arrêtent et arrêteront longtemps encore l'expansion naturelle de l'Afrique Noire :

Au ^{xviii}e siècle, des Hollandais désireux d'établir une escale sur la route des Indes se sont installés à l'extrémité australe du continent, en un pays alors pratiquement vide ; les Anglais, en 1815, ont saisi cette position stratégique : bientôt les colons hollandais, les Boers (paysans), ont émigré vers le nord et gagné les plateaux herbeux du Veld, y installant une économie prospère d'élevage.

Une Afrique blanche s'est ainsi peu à peu constituée au sud, comme au

nord du continent. Elle est prospère, enrichie par ses mines d'or et de diamants, par ses industries. Surtout, elle entend se défendre contre la marée noire (3 millions de Blancs, 10 de Noirs, 1,5 de sang-mêlé). L'Union Sud-Africaine s'est raidie dans une politique raciale désespérée (l'*Apartheid*, la ségrégation) qui l'a amenée à rompre ses liens avec le Commonwealth (1960). Ce drame n'est-il qu'un épisode, ou une rupture définitive ? Il n'arrêtera pas, il ne peut arrêter, à lui seul, la roue de l'histoire.

c) Dernière exception, historique aussi celle-là, la grande île de Madagascar est à placer hors du continent noir.

Sa population est formée, on le sait, de deux éléments : les Noirs Bantous, venus du continent proche, et des tribus malaises venues de l'Est en plusieurs vagues. Entre ces éléments, les mélanges ont été nombreux, mais la partie occidentale de l'île est plutôt bantoue, l'orientale plutôt malaise. D'après des recherches encore très incomplètes, la majorité des types serait métissée. Dans ce mélange ethnique, Indonésiens et Africains seraient dans la proportion de 1 à 2, l'élément africain l'emportant.

Cependant, à la diversité ethnique s'oppose une forte unité culturelle et qui, elle, donne l'avantage à l'élément indonésien. La langue malgache est indonésienne, les techniques agricoles et artisanales indéniablement indonésiennes : « défrichement par le feu, bêche à long manche, rizières inondées, culture du taro, de l'igname, du bananier, élevage du chien, du porc noir, des volailles... pêche au cachalot, à la tortue, pirogue à balancier, chasse à la lance, à la sarbacane, à la fronde ; tressage des corbeilles et des nattes qui constituent l'essentiel du mobilier... » C'est par le Nord, sans doute, que sont venus ces navigateurs, non par des voyages en droiture. La preuve (fragile, mais preuve tout de même) en est que les îles Mascareignes, la Réunion, Maurice, Rodrigue sont désertes jusqu'au *xvii^e* siècle, alors qu'elles auraient été les étapes naturelles, voire obligées, d'un voyage en droiture, par mer, entre Insulinde et Madagascar.

Bref, c'est l'histoire et la civilisation de l'*océan Indien* qui se sont annexé la grande île et l'ont arrachée au continent africain. Mais la proximité de celui-ci contribue aujourd'hui à joindre son destin et celui de la jeune République malgache.

• Pour la compréhension du monde noir, la géographie fait prime sur l'histoire. Les cadres géographiques sont les plus significatifs, s'ils ne sont jamais les seuls à compter.

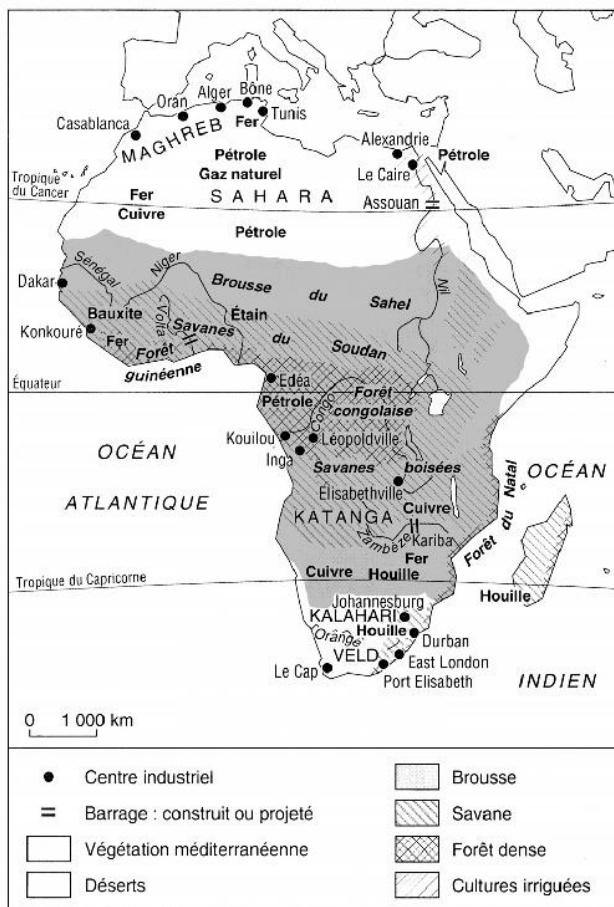
Le climat explique la succession de vastes zones d'arbres et d'herbes

qui impliquent des genres de vie obligatoirement différents.

Vers l'ouest, l'eau des pluies équatoriales reste sur place et forme l'immense masse des forêts vierges, analogues aux forêts amazonienne ou indonésienne, qui s'étalent aux mêmes latitudes.

C'est « la forêt-éponge, gorgée d'eau, aux massifs drus d'arbres géants, aux sous-bois enchevêtrés, obscurs et silencieux, résistant à tout défrichement, hostiles à l'établissement humain et même à la circulation, hors celle qui se fait par les rivières ; région de vie précaire, isolée, fondée sur la pêche et la chasse ». C'est par excellence la zone refuge où subsistent les Pygmées, survivants de ces Négrilles qui ont, sans doute, été le premier peuplement de l'Afrique.

Cette forêt se développe plus largement au nord qu'au sud de l'Équateur et borde le golfe de Guinée sur sa face septentrionale, du Liberia au Cameroun. L'interruption médiane que signale notre carte correspond, avec ses savanes arborées et ses plantations de palmiers, au Dahomey méridional. Vers l'est, la forêt équatoriale s'arrête avec la cuvette même du Congo, au rebord des hauts reliefs de l'Afrique orientale.



7. La diversité de l'Afrique : la géographie.

Autour de l'immense forêt, s'étendent de façon concentrique des forêts tropicales de plus en plus sèches, des savanes boisées (hautes herbes, bouquets d'arbres), des forêts galeries le long des cours d'eau, des savanes nues ; enfin des steppes.

Humainement, se distinguent deux zones : l'une et l'autre avec des périodes alternées de pluie et de sécheresse, la première avec élevage, la seconde sans élevage (à cause de la mouche tsé-tsé).

Dans les zones d'élevage qui sont les plus vivantes de l'Afrique Noire, celui-ci est comme surajouté à une culture à la houe omniprésente. Les animaux ne sont pas, en effet, utilisés comme bêtes de trait. Les cultures sont, selon les cas, le millet, le sorgho, l'igname, le maïs, le riz ; et, destinées surtout à l'exportation, le cotonnier, l'arachide, le cacaoyer, sans oublier le palmier à huile, l'une des richesses notamment du Nigeria.

En tout cas, il est bien évident que la grande division s'établit entre

ces deux types de vie rurale, avec et sans animaux domestiques. Et que, *vers le nord et vers l'est, la zone externe, pratiquant l'élevage, est forcément celle qui, étant la plus riche, la mieux équilibrée, la mieux ouverte aussi, et depuis longtemps, sur le monde extérieur, a été la grande scène de l'histoire.*

À cette division rurale de l'espace se superpose celle des zones ethniques. Les Mélando-Africains, dont il est sage de ne pas croire, un seul instant, qu'ils sont une seule et même race, se divisent très en gros entre quatre groupes : les Pygmées qui sont un reliquat très arriéré, ensauvagé (leur langage est à peine articulé) ; en bordure du désert de Kalahari les petits groupes archaïques des Khoi-Khoi (Hottentots) et des Saan (Bushmen) ; les peuples soudanais de Dakar à l'Éthiopie ; de l'Éthiopie à l'Afrique australe, les Bantous.

Les deux grands groupes sont les Soudanais et les Bantous, l'un et l'autre unités avant tout linguistiques et culturelles. Les Bantous, sans doute originaires de l'Afrique des Grands Lacs, ont conservé une cohésion plus grande que les Soudanais. Mais les uns et les autres admettent de multiples et profondes différences, dues soit aux avatars de l'histoire, soit aux différences régionales. Pour les Soudanais, il faut mettre aussi en cause les métissages avec les peuples islamico-sémites, étant donné les infiltrations de Maures, de Peuls berbères islamisés, pasteurs qui se sédentarisent de plus en plus d'ailleurs.

Une carte ethnique détaillée de l'Afrique Noire défie toute mémoire que ne soutient pas une expérience solide sur le terrain ; elle signale sans fin des conflits, des mouvements, des migrations, poussées des uns, refoulements des autres. D'où des mélanges et des tensions que l'on retrouve à travers tout le continent noir, le peuplement s'étant fait, jadis et hier, par vagues successives qui se sont, ou recouvertes, ou repoussées les unes les autres. Rien n'est encore tout à fait stable. On devine l'intérêt qu'il y aurait à connaître tous ces flux migratoires, leurs dates, leur direction, leur vitesse. Or la chose ne serait pas impossible à un enquêteur avisé, car il est rare que « les habitants d'un village n'aient pas connaissance du village d'origine des fondateurs de leur communauté ».

C'est peut-être entre le 12^e et le 15^e degré de latitude Nord, en zone de peuplement soudanien, que se révèle le maximum de ces tensions. L'exemple le plus typique est celui de ces populations refoulées qu'on appelle paléo-négritiques (en supposant, ce qui est vraisemblable, qu'elles sont les populations les plus anciennes, les Pygmées mis à part). Populations de primitifs, vivant de chasse et de cueillette ; ou de paysans acharnés à fertiliser des terres montagneuses souvent très pauvres et réussissant, par un jardinage intensif, à y maintenir des densités de 50 habitants au kilomètre carré et davantage, elles

occupent généralement des positions fortes, facilement défendables. C'est le cas aussi bien des Dogons, les plus septentrionaux de ces peuples fortement enracinés, que de tous ces « peuples nus » d'Afrique : « Coniaguis et Bassaris de Guinée, Bobos et Lobis de la Côte-d'Ivoire, Nankasas du Ghana moderne, Kabrei et Sombas du Togo Dahomey, Fabis et Angus de Nigeria. » Ce sont là toujours de *petits groupements ethniques*, minuscules taches sur une carte.

À l'échelle des vastes ensembles, entre forêt équatoriale et Sahara, il est bon de citer les noms des Toucouleurs, des Mandingues, des Bambaras, des Haoussas, des Yoroubas et des Ibos, ces deux derniers peuples formant les deux masses denses du puissant Nigeria, le pays le plus riche et le plus peuplé de l'Afrique Noire.

Ces peuples ont chacun des croyances, des genres de vie, des structures sociales, des cultures qui ne sont jamais exactement les mêmes. *Cette diversité* fait l'intérêt immense de l'Afrique où les expériences, d'un point à l'autre, varient constamment, largement, et où forcément les destins d'ensemble s'esquissent avec difficulté. « Souvent les zones refuges des indigènes qui dans leur résistance ne veulent accepter aucune autorité de l'extérieur, se trouvent au voisinage même des capitales les plus hautement développées. »

Bref, la diversité des couleurs de peau qui va du noir le plus sombre des Soudanais à la peau claire, plutôt jaune, des Hottentots et des Bushmen, n'est que le signe anthropologique, physiologique, d'une diversité beaucoup plus essentielle des hommes, des sociétés et des *cultures*.

• *Ce continent souffre et a souffert de pénuries nombreuses, de graves faiblesses d'ensemble.*

On ne saurait les énumérer toutes, ni montrer comment, suivant les époques, elles se sont faites plus lourdes ou plus légères. Nous avons signalé la mauvaise ouverture du monde noir sur l'extérieur, handicap sérieux, car tout progrès de civilisation est facilité par les interférences et relations de civilisation à civilisation. Cette relative clôture explique des lacunes importantes, qui ne se sont guère comblées (et encore !) avant l'arrivée des Européens et l'installation des grandes colonisations. On note par exemple l'absence de la roue, de l'araire, de la bête de somme, de l'écriture (sauf en Éthiopie, mais celle-ci ne fait pas franchement partie de l'Afrique Noire ; sauf dans les pays tôt islamisés de la côte orientale et des pays soudanais, mais alors l'écriture relève de l'Islam).

Ces exemples, à eux seuls, prouvent que bien souvent, les influences extérieures n'ont filtré que goutte à goutte vers l'immensité de l'Afrique, au sud du Sahara.

Ainsi le montre le problème tant discuté et nullement élucidé pour autant des influences de l'Égypte pharaonique sur les sociétés noires. On a trouvé des perles de verre au Gabon, une statuette d'Osiris à Malongue, dans le sud-est de l'ex-Congo belge, une autre au sud du Zambèze : ce sont là des preuves fragiles, elles ouvrent tout de même des perspectives sur la possibilité de certaines relations de faible volume, notamment dans le vaste domaine de l'art et des techniques de l'art (comme la fonte à la cire perdue).

Par contre, il faut admettre que l'arrivée de plantes extérieures, certains riz d'Extrême-Orient, le maïs, la canne à sucre, le manioc, sont sans doute des acquisitions tardives. Elles ne concernent pas le continent noir ancien, qui les a probablement ignorées.

Autres faiblesses : la mince épaisseur (qui n'explique pas tout cependant) des terres arables latéritiques rouges (le rouge *vif* signale par contre des sols meubles épais, mais rares) ; la brièveté, par suite du climat, des jours ouvrables pour le travail agricole ; l'insuffisance régulière d'une alimentation carnée dont la majeure partie des populations semble avoir été sevrée.

Dans la plupart des tribus africaines, on ne consomme de viande qu'aux grandes fêtes. Les chèvres et les moutons que les agriculteurs kikayous du Kenya élèvent dans quelques friches autour de leurs champs sont réservées aux sacrifices et cérémonies publics. Leurs voisins nomades, les pasteurs masais, vivent des produits de leurs troupeaux, mais les animaux leur sont trop précieux pour qu'ils les tuent. La viande, la viande qui donne force et virilité, est partout rare et objet de convoitises qu'exprime crûment ce chant de chasse des Pygmées :

Dans la forêt où nul ne passe que toi,
Chasseur, relève ton cœur, glisse, cours, bondis,
La viande est devant toi, l'énorme viande joyeuse,
La viande qui marche comme une colline,
La viande qui réjouit le cœur,
La viande qui va rôtir à ton foyer,
La viande où s'enfoncent les dents,
La belle viande rouge, le sang qu'on boit fumant.

Pour autant, ne forçons pas ce bilan négatif. Tout d'abord, le passé de l'Afrique Noire signale des progressions anciennes d'une rapidité qui n'a rien eu à envier aux progrès mêmes de l'ancienne Europe. Des réussites évidentes se signalent aussi dans le domaine de l'art et pas seulement en ce qui concerne les admirables bronzes et ivoires du Bénin (XI^e-XV^e siècle), ou les non moins admirables étoffes tissées à partir de fibres végétales diverses.

Enfin et surtout, l'Afrique a pratiqué très tôt la métallurgie. Dès 3 000 avant J.-C. pour le fer. Il est absurde et surtout inexact de prétendre que les Noirs n'ont connu le fer qu'après l'arrivée des

Portugais au cap Bojador. Les armes de fer ont été connues très tôt. Les procédés métallurgiques des Rhodésiens sont perfectionnés, sûrement dès le Moyen Âge. Le travail de l'étain est connu dans le Haut-Nigeria depuis 2 000 ans, vraisemblablement. Enfin, détail significatif, on a souvent noté l'organisation à part, dans les sociétés noires, des castes puissantes et redoutées des forgerons, certainement liées à de très anciennes traditions.

À travers le passé du continent noir

Le long passé de l'Afrique Noire est mal connu, comme celui de tous les peuples qui ont ignoré l'écriture et dont l'histoire ne nous parvient qu'à travers une tradition orale, les recherches de l'archéologie, ou les récits de témoins extérieurs et occasionnels.

Trois séries de faits émergent cependant de ce passé confus :

a) l'essor de villes, de royaumes, d'empires, tous aux civilisations et aux sangs mêlés ;

b) la traite négrière, fort ancienne et qui prend des proportions diaboliques avec le ^{xvi}^e siècle et la mise en valeur du continent américain, tâche trop lourde pour que l'Europe puisse, à elle seule, la mener à bien ;

c) enfin l'installation brutale de puissances européennes qui, à la Conférence de Berlin (acte final : 1885), achèvent de se partager, sur une carte, ce qui reste encore sans maître théorique dans le vaste continent, à moitié inconnu et désormais entièrement colonisé.

• En Afrique Noire, l'histoire n'a favorisé l'éclosion de formes politiques et culturelles supérieures que là où il y avait, d'une part, les ressources associées de l'agriculture et de l'élevage ; et là où, d'autre part, était assuré le contact avec l'extérieur, soit au long des franges sahariennes, soit au long de l'océan Indien. C'est là que se trouvent les anciens Empires, les anciennes villes florissantes.

Ainsi se singularise une Afrique particulière dont le passé est relativement connu, avec ses sociétés et ses cultures organisées en États, face à une Afrique « interstitielle » et qui nous échappe, historiquement parlant. À propos d'indigènes des côtes atlantiques du Sahara, un découvreur portugais disait avec mépris, au ^{xv}^e siècle : « Ils n'ont même pas de rois. » Il y a ainsi l'Afrique avec rois – que l'histoire

connaît relativement – et l'autre, sans rois, dévorée par l'oubli.

L'Afrique Noire s'est donc développée sur deux de ses très longues marges, celles où il lui a été donné d'entrer en contact avec l'Islam. Ce contact n'a pas été toujours pacifique et agréable. Il a souvent été colonisation, mais par cette colonisation même, l'Afrique Noire a pu respirer sur l'extérieur.

Les premières lueurs éclairent la côte orientale de l'Afrique. Celle-ci, des siècles avant l'ère chrétienne, aura été en relation avec l'Arabie et l'Inde péninsulaire. Cependant ce n'est qu'avec la première expansion musulmane du ^{vii}^e siècle que des relations très suivies se lient entre Arabie et Perse d'une part, Afrique orientale de l'autre. Une série de places marchandes naissent à partir de 648 : Mogadiscio, Sofala, Mélinde, Mombasa, Brava, Zanzibar, cette dernière fondée en 739 par des Arabes du sud de la péninsule, tandis que Kilwa sera fondée au ^x^e siècle par des gens de Chiraz, en Perse, des « Chirazi ».

Ces villes ont connu une assez grande activité, en raison du commerce des esclaves, de l'ivoire et de l'or, celui-ci abondant dans le vaste arrière-pays de Sofala et sur lequel portent déjà témoignage des géographes arabes comme Masudi (916) et Ibn al-Wardi (975). Les champs aurifères et les mines semblent se situer sur le plateau de Matabélé, entre Zambèze et Limpopo, et sans doute, bien qu'on ait soutenu le contraire, dans la région actuelle du Transvaal. Il s'agit d'or en poudre ou en fragments. Tout ce commerce est en liaison, par la mousson, avec l'Inde d'où viennent le fer et les cotonnades.

De substance africaine, ces villes n'ont qu'une faible minorité de colons arabes ou persans ; d'ailleurs elles vivent plus encore en liaison avec l'Inde péninsulaire qu'avec l'Arabie. Leur primauté atteindrait son apogée au ^{xv}^e siècle, mais à cette époque encore leur économie reste pré-monétaire (économie de troc), du moins dans les trafics en direction de l'arrière-pays africain. Celui-ci n'en a pas moins tiré profit. Il a connu dans ses profondeurs certaines constructions politiques dont le royaume de Monomotapa dans la Rhodésie du Sud (Monene Motapa : seigneur des mines), plus célèbre sans doute que vraiment connu et qui aurait été détruit au ^{xvii}^e siècle par le Mambo (souverain) des Rowzi.

L'établissement des Portugais dans l'océan Indien, après le voyage de Vasco de Gama (1498), a-t-il porté un coup mortel aux villes marchandes de la côte sud-africaine ? Il n'en a rien été, pense-t-on aujourd'hui. Cette civilisation mixte, mi-arabe, mi-africaine, a continué à largement rayonner vers cet intérieur que les villes côtières n'ont pas cherché à subjuguier. Les ruines des côtes du Kenya et du Tanganyika, que l'on faisait remonter hier encore au Moyen Âge, semblent dater, en fait, du ^{xvii}^e siècle, du ^{xviii}^e siècle, même du ^{xix}^e.

Rappelons en passant un détail qui caractérise l'ensemble de ces villes : l'usage commun de la porcelaine chinoise, bleue et blanche.

Les Empires de la boucle du Niger nous reportent vers une autre frontière culturelle avec l'Islam, agitée et fructueuse.

Le contact avec les rivages et trafics du Sahara a pris plus d'ampleur, avons-nous dit, au début de l'ère chrétienne, avec l'arrivée en Afrique du Nord et sur les pistes désertiques, du dromadaire. La montée des trafics (or et esclaves), la multiplication des caravanes ont amené des empiètements de l'Afrique blanche (chamito-sémitique) sur le pays des Noirs (le *Bled es Soudan* des Arabes).

Le premier des Empires, le *Ghana*, semble avoir été créé vers 800 (c'est un contemporain de Charlemagne). Sa capitale, Ghana, au renom proverbial de richesse, se situait à Kumbi Saleh, à 340 kilomètres au nord de Bamako, à la frontière du Sahara. A-t-il été une création d'hommes à peau blanche, donc venus du Nord, c'est possible ; en tout cas, il devint rapidement la propriété de peuples noirs qui appartiennent aux Soninke, rameau des peuples Mande (ceux-ci relevant du groupe des Mandingues). La capitale, attaquée par les Musulmans, fut prise et détruite en 1077.

Mais comme le *trafic de l'or* (à partir des champs aurifères du Sénégal, de la Bénoué et du Haut-Niger) se maintint, un autre Empire surgissait bientôt, légèrement déplacé vers l'est, au bénéfice des Mandingues et sous le signe de la religion islamique : c'est *l'Empire du Mali* (il s'étendra à toute la boucle du Niger). Sous le règne de Kankan Musa (1307-1332) qui fera le pèlerinage de la Mekke, arrivent sur les bords du Niger de nombreux marchands et lettrés. Tombouctou est alors une capitale rayonnante où se rend régulièrement le peuple nomade des Touaregs. Ceux-ci, en s'emparant plus tard de la ville, contribueront à la déchéance de l'Empire.

Une nouvelle poussée vers l'est provoquera alors la prospérité de *l'Empire Songhaï* (capitales Gao et Tombouctou). Il est favorisé par ses liaisons avec la Cyrénaïque et les exploits de Sonni Ali (1464-1492), la plus forte personnalité, sans doute, de tous ces fondateurs d'Empire. Lui-même ne fut pas un Musulman très orthodoxe, mais la défaite de son successeur par l'usurpateur Mohammed Askia marquera la victoire décisive de l'Islam, dans ce nouvel Empire.

Toutefois les temps glorieux des Empires nigériens sont alors révolus : la route maritime découverte par les Portugais draine l'or des pays noirs vers l'Atlantique et, sans les supprimer, affaiblit considérablement les trafics sahariens. C'est dans le cadre de cette régression évidente que se situe la conquête de Tombouctou et la ruine de l'Empire Songhaï, en 1591, par une expédition marocaine, conduite par des renégats d'origine espagnole. Le sultan du Maroc,

Moulay Ahmed, devra à leur succès le surnom d'El Mançour (le Victorieux) et d'El Dehbi (le Doré). L'expédition n'en fut pas moins une désillusion complète pour ses auteurs qui avaient cru partir à la conquête fabuleuse des pays de l'or. Le sultan ne maintiendra qu'une suzeraineté formelle et lointaine sur ces pauvres pays où se succédèrent, de 1612 à 1750, non moins de 120 pachas, simples jouets aux mains des garnisons maures qui les éalisaient et, le cas échéant, s'en débarrassaient.

Au XVIII^e siècle, le pouvoir, en pays nigérien, est partagé en fait entre les nomades et les Bambaras de Segou et du Kaarta. L'époque des grands Empires est révolue : seul le riche trafic transsaharien avait provoqué et maintenu leur brillante et précoce mise en place. Ils sont morts avec lui.

Ces grands États ne doivent donc pas faire illusion : ils furent l'exception. L'État ordinaire de l'Afrique Noire n'a que rarement connu pareille ampleur. *Ainsi le Bénin, brillant dès le XI^e siècle* et qui atteint, au XV^e, une certaine perfection artistique, est de fort médiocre étendue. Il est, pour l'essentiel, une percée, mal organisée d'ailleurs, à travers la masse dense de la forêt équatoriale que les vents pluvieux accumulent entre l'eau du golfe de Guinée et les plateaux intérieurs. Il se situe en pays yorouba, du delta du Niger à la ville actuelle de Lagos, dans une région très tôt urbanisée.

Sa réputation dépasse son étendue. Il a eu l'avantage, qui n'allait pas sans revers, d'entrer en contact assez tôt, par les routes du Nord, avec les riches clients du Caire et ses artistes, puis plus tard, avec les Portugais ; il a eu l'avantage, en raison aussi de ces liaisons, d'être un centre artistique étonnant de sculpteurs d'ivoire et de fondeurs de bronze. Ce n'est pas la fastidieuse histoire princière du Bénin qui expliquera cette étonnante, cette prodigieuse réussite. Peut-être, si l'on suit l'explication d'un africaniste, Paul Mercier, faut-il mettre en cause la forte densité humaine du pays yorouba en général, et du Bénin en particulier, sa structure urbaine, enfin la possibilité que donne le climat, ici, au voisinage du golfe de Guinée, de compter sur deux périodes de pluie (le double passage du soleil au zénith) et donc sur deux récoltes annuelles, au lieu d'une ?

• La traite négrière : nul doute que le fait majeur, avec le XV^e siècle, plus encore avec le XVI^e siècle, ne soit le développement de la traite négrière qui, malgré les interdictions officielles, s'est perpétuée dans l'Atlantique Nord jusqu'en 1865 environ, dans l'Atlantique Sud plus tard encore peut-être, qui enfin durera jusqu'au XX^e siècle

par les routes qui conduisent vers l'est, à la mer Rouge.

La traite négrière n'a pas été une invention diabolique de l'Europe. C'est l'Islam qui, en contact très tôt avec l'Afrique Noire par les pays entre Niger et Darfour et par ses places marchandes de l'Afrique orientale, a le premier pratiqué *en grand* la traite négrière, d'ailleurs pour les raisons mêmes qui y amèneront plus tard l'Europe elle-même : le manque d'hommes, pour des tâches multiples et trop lourdes, vu les moyens du bord. Mais le commerce des hommes a été un fait général et de toutes les humanités primitives. L'Islam, civilisation esclavagiste par excellence, n'a inventé, lui non plus, ni l'esclavage ni le commerce des esclaves.

La traite négrière a laissé derrière elle de très nombreux documents (ainsi dans les archives marchandes d'Europe, dans les archives du Nouveau Monde) d'où peuvent s'extraire des statistiques et des séries de prix. Cette histoire chiffrée, en soi déplaisante, n'est certes pas toute l'histoire de la traite négrière ; elle en est quand même une mesure nécessaire.

Au ^{xvi}e siècle, les arrivées annuelles vers l'Amérique sont de l'ordre de 1 000 à 2 000 ; au ^{xviii}e, de 10 à 20 000 ; les plus gros effectifs sont atteints au ^{xix}e siècle, dans les dernières années de la traite tolérée, peut-être 50 000 par an. Ces chiffres sont incertains, de même les calculs *globaux* auxquels on peut se livrer pour évaluer le chiffre total des Noirs transportés au Nouveau Monde. Les plus vraisemblables sont ceux du P. Rinchon : autour de 14 millions – c'est plus que ne l'estimait, en 1842 il est vrai, Moreau de Jonnés (12 millions) et moins que le démographe Cari Saunders qui penche, lui, vers le chiffre de 20 millions, sans doute peu raisonnable. Il donnerait en effet une moyenne de presque 60 000 esclaves par année, pour les trois siècles et demi de 1500 à 1850. Chiffre qui semble peu cadrer avec les possibilités mêmes des transports.

Encore faut-il savoir s'il s'agit, dans ces computations, des départs d'Afrique, ou des arrivées dans le Nouveau Monde. Car des pertes considérables étaient provoquées tant par la capture que par le transfert des hommes, dans des conditions de voyage extrêmement dures. Ainsi les ravages de la *seule traite européenne* dépassent-ils largement, sans doute, la mesure donnée par les chiffres qui précèdent. La traite a signifié une énorme détérioration humaine du continent noir.

Cette détérioration est d'autant plus catastrophique que les ponctions en faveur de l'Islam n'ont pas cessé pour autant et ont même connu une ampleur accrue dès la fin du ^{xviii}e siècle ; alors on a vu arriver au Caire des caravanes du Darfour amenant de 18 à 20 000 esclaves, *en une seule fois*. En 1830, le seul sultan de Zanzibar

perçoit des droits sur 37 000 esclaves annuellement ; en 1872, de 10 à 20 000 esclaves quittent annuellement Souakim pour l'Arabie. La traite islamique porte donc, à première vue, sur des masses humaines plus considérables encore que la traite européenne, freinée forcément par la longueur des voyages maritimes sur l'Atlantique, les dimensions relativement restreintes des bateaux, puis l'abolition de la traite, proclamée à plusieurs reprises au cours du XIX^e siècle, ce qui prouve que le trafic se perpétuait malgré les interdictions, mais avec les difficultés que comporte toute contrebande.

V.L. Cameron (1877) chiffre à 500 000 l'effectif *annuel* de ces pertes vers l'Islam, par le Nord et l'Est, et il conclut : « L'Afrique perd son sang par tous les pores. » Ce chiffre énorme ne peut être accepté que sous bénéfice d'inventaire, mais le mouvement est certainement d'une ampleur extrême, la perte démographique, pour le continent noir, effroyable.

La question se pose alors : dans quelle mesure ce bilan catastrophique a-t-il été, ou non, compensé par le peuple noir, par sa progression démographique ?

Vers 1500, la population de l'Afrique est de l'ordre de 25 à 35 millions d'habitants, Afrique blanche comprise, à *supputation d'historien* ; en 1850, elle est de 100 millions au moins. Il y a donc eu malgré les importants prélèvements des traites esclavagistes, une progression démographique. C'est *une humanité en croissance* qui a supporté l'affreux commerce des esclaves. Ce qui en explique la durée, jusqu'à hier. Ceci bien entendu n'est qu'une hypothèse.

Reconnaissons sans ambages que la traite européenne s'est arrêtée au moment même où l'Amérique n'en avait plus un besoin urgent. Vers le Nouveau Monde, l'émigrant européen s'est substitué au Noir, avec la première moitié du XIX^e siècle vers les États-Unis, avec la seconde moitié vers l'Amérique du Sud.

Il n'en est pas moins vrai qu'il y a toujours eu, à la décharge de l'Europe, des réactions de pitié et d'indignation vis-à-vis de l'esclavage des Noirs. Elles n'étaient pas purement formelles puisqu'elles ont abouti tout de même, un beau jour, au mouvement de Wilberforce, en Angleterre, pour la libération des Noirs, à l'abolition de l'esclavage.

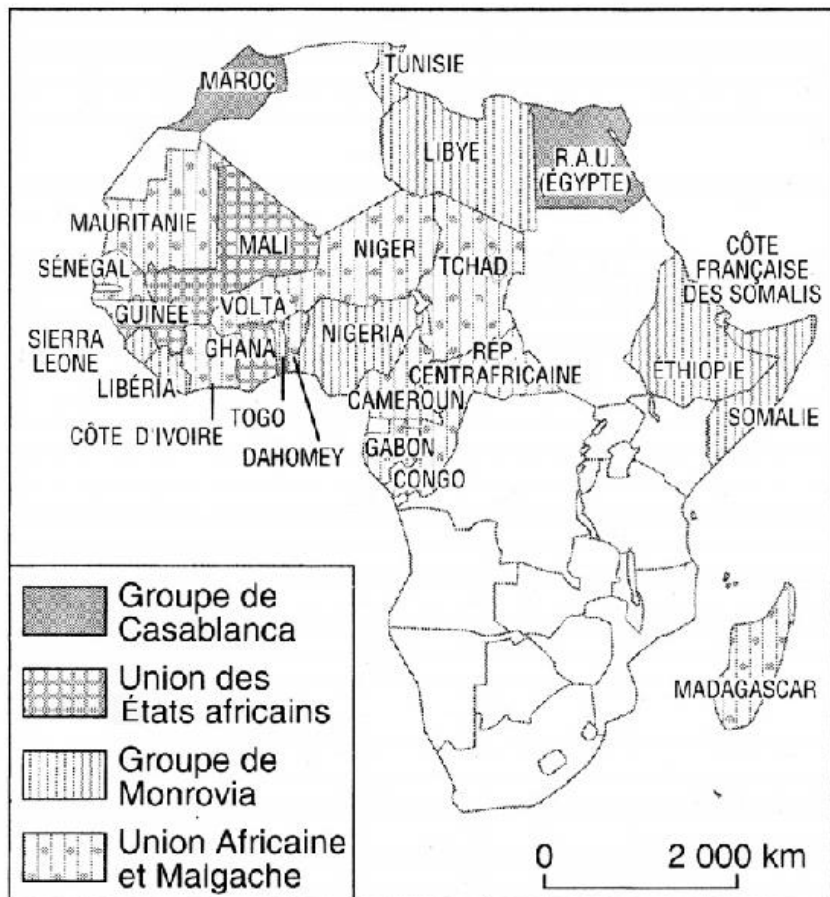
Sans affirmer qu'une des traites négrières (vers l'Amérique) a été plus humaine, ou moins inhumaine que l'autre (vers l'Islam), on notera ce fait, important pour le monde noir actuel, qu'il y a aujourd'hui des Afrique vivantes dans le Nouveau Monde. De fort noyaux ethniques se sont développés et perpétués jusqu'à nos jours, au nord et au sud de l'Amérique, tandis qu'aucune de ces Afrique exilées n'a survécu en Asie ou en terre d'Islam.

• *Il ne s'agit pas ici défaire le procès, encore moins l'éloge*

de la colonisation européenne de l'Afrique, mais simplement de marquer que cette colonisation comporte, comme presque tous les phénomènes qui résultent des chocs de civilisation, un actif et un passif culturels.

Ce n'est pas prendre la défense de la colonisation, de ses laideurs, voire de ses atrocités ou de ses indéniables bouffonneries (achats de vastes territoires contre quelques rouleaux d'étoffe ou un peu d'alcool), que d'admettre que le choc en a été souvent décisif et même finalement bénéfique pour les structures sociales, économiques et culturelles des peuples noirs colonisés. En fait, ç'a été, au lendemain de l'acte final du Congrès de Berlin (1885), la dernière très grande aventure de l'expansion européenne. Et si cette mise sous tutelle tardive a été de brève durée (moins d'un siècle), la rencontre s'est faite à vive allure, alors que l'Europe et l'économie mondiale se trouvaient en plein essor.

C'est une société industrielle adulte, exigeante, disposant de moyens modernes d'action et de communication, qui a heurté et investi le monde noir. Et celui-ci est réceptif, plus mobile que les ethnographes ne le supposaient hier encore, capable de se saisir des objets et des formes que l'Occident lui propose et, surtout, de les *réinterpréter*, de les charger de sens nouveau, de les lier, chaque fois que la chose est possible, aux impératifs de sa *culture traditionnelle*.



8. L'Afrique et ses diversités internes.

Au-dessus des diversités nationales se tendent les liens encore fragiles des groupes d'États.

Même dans l'Afrique du Sud où le monde bantou a été soumis à une *acculturation* d'autant plus accélérée que l'industrialisation et l'urbanisation y ont été plus poussées qu'ailleurs, le Noir évolué, vivant à l'occidentale, reste, entend rester lié à des tabous hérités de son passé, ne serait-ce qu'en ce qui concerne le mariage, la famille, les rôles des frères, du fils aîné ou du fils le plus jeune. Pour ne prendre qu'un exemple, le paiement de la dot au père de la fiancée se fait aujourd'hui en argent, mais l'argent est transformé en têtes de bétail, pour correspondre aux anciennes pratiques.

En parlant d'un certain actif de la colonisation, nous ne pensons pas à ces biens purement matériels, routes, voies ferrées, ports, barrages, à ces mises en marche d'exploitations du sol et du sous-sol que les colonisateurs ont installés dans des buts hautement intéressés. Ce legs,

• *La colonisation, par contre, a eu le désavantage sérieux de découper l'Afrique en une série de territoires, français, anglais, allemands, belges ou portugais, dont les divisions se perpétuent aujourd'hui dans une floraison d'États indépendants trop nombreux, une « balkanisation » de l'Afrique, a-t-on dit quelquefois.*

Faut-il regarder comme un mal sans remède ces découpages, artificiels les uns, géographiques les autres, rarement culturels ? On peut se demander s'ils ne gêneront pas sérieusement la réalisation de certains rêves d'unité africaine, ou de Marché commun africain, tout au moins. Mais il n'est pas sûr que l'Afrique soit mûre pour l'unité politique ou même culturelle. Ce ne sont pas seulement les vieilles frontières administratives coloniales qui y dessinent le morcellement. Ce sont aussi les diversités internes des ethnies, des religions et même des langues. Le principal reproche qu'on puisse faire aux divisions nationales d'aujourd'hui, c'est, sans doute, de ne pas avoir été tracées en fonction de ces diversités culturelles. Mais était-ce possible, il y a un siècle et davantage ?

Reproche plus grave encore : en fournissant aux peuples noirs l'outil utile d'une langue commune internationale et moderne, la colonisation a joué ce mauvais tour à l'Afrique de lui en fournir au moins deux : le français et l'anglais. Il est à craindre que tout ce contenu qu'une langue apporte avec elle et déverse dans l'enseignement, les habitudes de pensée, tende à séparer l'Afrique, dans son effort de réunification, en deux masses, la française d'un côté, l'anglaise de l'autre. Il ne semble pas que l'une puisse aisément submerger l'autre, que l'avantage du nombre, par exemple, possédé par l'Afrique anglaise, suffise à réduire une Afrique française culturellement plus forte, dotée depuis beaucoup plus longtemps d'un enseignement valable qui lui a assuré des cadres politiques et administratifs solides, aujourd'hui son meilleur gage de succès.

Il n'en est pas moins regrettable, pour l'avenir de l'*unité africaine*, que cette division importante s'ajoute à toutes celles que son histoire et sa géographie se sont chargées de donner à l'Afrique, avec trop de générosité déjà.

Chapitre II

L'Afrique Noire : aujourd'hui et demain

Pour une étude des civilisations, l'Afrique Noire s'offre comme un cas privilégié. Avec les indépendances qui se sont étendues, ces dernières années, à la majeure partie de son espace, avec la valorisation de sa « négritude », cet « humanisme naissant » qui commence à prendre conscience de ses valeurs propres et de ses possibilités, avec la recherche passionnée d'une histoire qu'il lui faut construire, presque inventer, l'Afrique Noire a le très gros avantage de se présenter comme un monde culturel en plein devenir. Elle offre à notre observation toutes les formes, depuis les plus archaïques jusqu'aux formes urbaines les plus progressives, et tous les stades de l'*acculturation*.

L'éveil de l'Afrique

Tous les africanistes semblent d'accord sur ce point : qu'il faut faire confiance à l'extrême malléabilité du caractère de l'homme noir, à ses immenses possibilités d'adaptation, d'assimilation, de patience. Ces possibilités vont lui être nécessaires pour faire seul, de plus en plus seul, le chemin énorme qui reste à accomplir d'une économie encore rudimentaire à une économie franchement moderne, d'une vie prise dans un passé et des traditions qui gardent leur attrait aux dures nécessités de la transformation actuelle ; d'une société où l'organisation tribale est encore visible aux cadres d'une discipline nationale nécessaire à la modernisation et à l'industrialisation. Tout est à créer, même les mentalités.

N'oublions pas que l'Afrique Noire aborde cette épreuve de longue

durée en ordre dispersé, avec de faibles forces et selon des chemins qui varieront selon les régions et les peuples.

1) *Tout d'abord elle reste, souvent, un continent trop peu peuplé*, privé de la surabondance de main-d'œuvre qui accable et anime, tout à la fois, les autres pays sous-développés. Dans la troupe de ceux-ci, elle arrive à cette dernière place qui permet, sans doute, les progrès les plus spectaculaires, mais implique aussi les chemins les plus longs à parcourir.

2) *Elle n'est pas vraiment une dans la pulpe même de ses cultures anciennes*, d'autant que sa civilisation traditionnelle, avec ses multiples croyances et attitudes, à la fois élémentaires et vivaces, a accueilli par surcroît des apports religieux étrangers : l'Islam, avant tout, avec son prestige social et intellectuel, ses écoles coraniques cependant médiocres, mais qui a dû faire d'énormes concessions aux religions primitives (il les traverse sans les exclure) ; le christianisme qui s'est développé généralement là où les échanges économiques sont les plus vifs, en se surimposant, lui aussi, à tout un lot de croyances et d'usages anciens.

3) *Ajoutez à ces différences celles que crée l'économie*, l'opposition prodigieuse entre régions ouvertes et zones fermées, entre villes et pays ruraux.

C'est cette masse un peu hétéroclite, que l'on voudrait suivre dans son transit accéléré vers des lendemains que les politiques et les intellectuels noirs semblent regarder avec courage et lucidité.

Cette aventure est, à coup sûr, essentielle, plus encore que la politique et les prises de position de ces jeunes pays face au monde ou face aux problèmes que pose le continent africain lui-même, son unité possible ou ses oppositions acharnées, telles qu'ont pu les révéler les Conférences de Casablanca (janvier 1961), Monrovia (mai 1961), Lagos (février 1962).

Certes, la politique n'est pas négligeable, mais elle n'est guère qu'un instrument. Elle varie, peut varier à la moindre saute de vent et surtout elle ne commande pas, à elle seule, ce vaste destin qui en fait l'entraîne.

• L'obstacle des cultures et religions primitives : tout un passé traditionnel freine l'élan général et complique, pour le moins retarde les adaptations nécessaires.

La plus grande partie des populations d'Afrique Noire (surtout dans ses campagnes, mais les campagnes sont l'énorme majorité) est encore enfermée dans des cultures et religions primitives, *sur lesquelles repose tout l'ordre social.*

Cette religion traditionnelle prend des formes variables suivant les

régions et groupes ethniques. Animiste, elle repose partout sur la croyance à des esprits qui habitent tous les êtres de la nature et survivent à leur mort, qui habitent aussi des objets (fétichisme). Autre constante : on retrouve à peu près partout le culte des ancêtres. Les chefs ou héros de légende, vénérés d'abord comme ancêtres, finissent par se confondre avec des dieux supérieurs, auxquels s'ajoutent souvent le Grand Dieu du Ciel, de la Terre, ou de la Création. Les esprits des ancêtres ou des dieux africains non seulement se manifestent aux vivants, mais peuvent revenir prendre possession des mortels : c'est la signification de nombreuses danses sacrées, par exemple, au Dahomey, ces danses rituelles où les dieux Vodun ou Orishas « descendent sur la tête » de certains exécutants qui entrent en transe au moment où le dieu les habite.

Dans tous les cultes, il s'agit, devant les autels des dieux ou des ancêtres, de « réciter prières et invocations, de procéder à des dons de nourriture et d'huile de palme, de sacrifier des animaux... ». On « nourrit » les ancêtres et les dieux. Par réciprocité, on attend d'eux interventions ou protections diverses.

Cette organisation religieuse est la garantie de l'organisation sociale toujours fondée en Afrique sur la notion de parenté, sur la famille patriarcale, suivant une hiérarchie stricte qui donne au patriarcat l'autorité absolue sur toute la communauté du lignage ou du clan (la transmission de cette autorité se fait généralement suivant la filiation patrilinéaire, plus rarement matrilineaire).

Dans les sociétés qui furent autrefois soumises à l'influence des grands Empires, une hiérarchie sociale donne à certains lignages une supériorité aristocratique sur les autres, avec aussi des « castes » suivant les professions artisanales. À chaque groupe, correspondent des dieux et des ancêtres dont la puissance respective reflète étroitement celle des groupes sociaux eux-mêmes.

Le lien est si fort entre religion et société que dans les villes où cet ordre social est bousculé par la vie moderne (surtout par la scolarisation), le christianisme ou l'islamisme, selon les cas, tendent à remplacer dans de fortes proportions l'animisme défaillant, qui reste la religion des campagnes.

• Chaque ville, chaque région touchée par la scolarisation, par la modernisation d'une organisation ouvrière ou industrielle est donc aux prises avec ces durs problèmes de l'acculturation (entrée dans une autre civilisation).

Nous en donnerons un exemple : le sondage fait récemment (1958) à Porto Novo par un sociologue, Claude Tardits. Il ne vaut pas

évidemment pour toute l'Afrique. Mais il donne une idée du problème.

Porto Novo, l'actuelle capitale du Dahomey, est une vieille ville, mal liée à la mer, et que Kotonou, d'accès plus facile, a reléguée au second rang. Mais déchue, la ville n'en reste pas moins vivante, en un pays plus scolarisé, plus intellectuel que ses voisins. Le Dahomey, disait Emmanuel Mounier, « c'est le Quartier latin de l'Afrique Noire ».

Cela ne veut pas dire que *la scolarisation* assure l'avenir, une fois pour toutes, de ceux que le langage dahoméen appelle des « évolués », ceux qui vont à l'école et, selon l'expression courante, « ont vu la lumière » (en 1954, pour tout le Dahomey, 43 419 enfants, soit 15 % de la population scolarisable, mais ce chiffre, qui est un record dans le contexte de l'Afrique, ne doit pas faire illusion). Il y aura les grands et les petits *évolués*. Au sommet de la pyramide sociale, pour une population globale d'environ 1 500 000 personnes (probablement davantage) et une population urbanisée de 100 000 personnes seulement, l'élite réelle, ce sera au grand maximum un millier de personnes appelées à une véritable culture, trois fois l'effectif d'une colonie blanche qui n'était, hier, que de 300 personnes. Et que de difficultés pour former cette fine, cette imperceptible pellicule !

Dans la ville même de Porto Novo, ce qui freine, c'est, on le devine à l'avance, l'inertie d'une société traditionnelle, diverse, triple au moins : les *Gun*, issus de paysans du Dahomey venus à la ville ; les *Yorouba*, marchands issus du Nigeria voisin ; les « Brésiliens » enfin (Noirs revenus du Brésil, souvent chrétiens, parfois convertis à l'Islam à la suite d'aventures étonnantes). Chacun de ces groupes a ses couleurs propres, ses susceptibilités, ses formes de résistance. Tous ont leurs « lignages ». Or, songez que c'est par lignages que se groupent les logis, par eux que se faisaient et se font souvent encore les mariages, par eux que se maintiennent les règles et pratiques religieuses. Sur la valeur de ce ciment social qu'est la religion, nous citerons le jugement d'un missionnaire à Porto Novo : « Je ne dirai qu'un mot du fétichisme et ce mot aura peut-être une certaine valeur venant d'un missionnaire : c'est une belle institution qui s'en va ; je ne dis pas, ajoutait-il, que c'est une belle religion. »

La femme s'est révoltée la première contre le lignage pour faire triompher (aujourd'hui, une fois sur deux) le mariage de son choix. Mais cette émancipation reste engluée dans un passé polygamique et conservateur en diable. Jugez-en sur ce début d'une confidence féminine : « Quand mon mari a pris d'autres épouses, il m'a confié l'argent parce que j'étais sa première femme et je le distribuais aux co-épouses. C'est moi qui ai choisi les deux autres épouses de mon mari qu'il a prises, quelques années après notre mariage. Les co-épouses me saluent à genoux et rendent les services que je demande. » Telle autre déclare : « Je salue à genoux mon beau-père, ma belle-mère, les

oncles, les tantes, les frères et sœurs aînés de mon mari. Je ne m'agenouille pas devant les frères et sœurs cadets, mais je leur dois le respect. Je rends service à toute ma belle-famille : je fais les courses, les travaux du ménage, je puise de l'eau pour tous, je vais au marché, j'écrase le piment. Quand je prépare un repas, j'offre, de temps en temps, un peu de la nourriture que j'ai cuite à une tante, à un oncle, à un frère de mon mari, à ma belle-mère, à mon beau-père. »

Alors imaginez un « évolué » au milieu d'un tel lignage, resté en ville plus qu'à moitié campagnard. Il sera pris entre ses nouvelles habitudes culturelles, parfois acquises à l'étranger, et ces rituels qui n'ont pas forcément perdu tout sens pour lui, entre l'attachement familial et l'impossible obéissance.

Ce qui bouscule tout, c'est le milieu urbain : le travail, l'école, même le spectacle de la rue, alors que loin de la ville, tout reste obstinément en place. Telle couturière, une « évoluée », a fait son apprentissage chez les sœurs de Kotonou, ensuite elle a épousé un fonctionnaire. La voilà heureuse, avec son atelier, ses clientes. « Après un an de mariage, mon mari qui est commis d'administration a été envoyé dans le Nord où je n'ai plus eu de travail, parce que les femmes s'habillent de feuilles ou vont nues. » Finalement, le mari est muté. « J'habite depuis un an à Porto Novo... Mon mari m'a acheté une autre machine à coudre. »

Dans la ligne de ce test, songeons à ces élégantes des villes, à tel mannequin dakarois enroulé dans un superbe drapé blanc. Image d'avenir, comme les hardiesses modernes de la ville, moins poétiques sans doute que les vieilles demeures coloniales de l'îlot de Gorée, en face, mais plus à la page.

Villes et campagnes ont engagé le dialogue, vieux comme le monde : celui des civilisations d'en haut et des cultures d'en bas. Mais les villes ne sont encore qu'une mince fraction du monde noir. Et la rapidité de son évolution sera finalement fonction de leur poussée ou de leur faiblesse.

• Vite installés, les gouvernements indépendants se sont révélés à l'usage d'une solidité inattendue.

Comme le phénomène est général, il appelle au-delà des cas particuliers, si intéressants soient-ils, une explication générale. En fait, en face de ces gouvernements, il y a la patience sans bornes des gouvernés. C'est bien plus que la soumission hier des sujets de Louis XIV à l'égard du Roi Soleil. Gouverner, en Afrique Noire, c'est forcément régner. Qui l'eût pensé, la pratique du pouvoir n'y use pas, elle rajeunit, elle revigore. Le président du Liberia, M. Tubman, en place depuis 1944, gouverne encore en 1962 ; c'est déjà, à son actif,

un assez beau bail. Nul doute que le pouvoir ne soit, ici, d'une essence particulière qui le garantit des instabilités européennes, dira-t-on d'essence quasi royale ?

En tout cas, sur le socle de la statue de l'Osagyefo (traduisez « le Victorieux en tout ») du Ghana, le président N'Krumah, on lit cette maxime assez bien frappée : « Cherche d'abord le Royaume politique et le reste te sera donné par surcroît. » C'est, en abrégé, un « Politique d'abord » !

Donc saisir le pouvoir et le conserver. Le pouvoir ne se divisant pas, ne se contrôlant guère, l'opposition n'a aucune raison d'être. Pour elle, se manifester, c'est courir à sa perte. Le Ghana, la Sierra Leone, la Guinée sont là pour nous le dire crûment. Déjà de jeunes intellectuels en rupture avec les gouvernements dictatoriaux de leurs pays courent l'Europe ou les universités américaines, à moins que ce ne soient des ambassadeurs limogés et qui aient jugé bon de ne pas rentrer. Situation qui ne convient guère à nos goûts d'Occident. D'où ce mot du Premier ministre du Sénégal, dans le sens même de notre sensibilité : « La ghanocratie ne nous intéresse pas. » Preuve que même sur le plan politique, l'Afrique n'est pas uniforme.

Toutefois reconnaissons qu'il faut beaucoup de sagesse à la plupart des gouvernants pour ne pas céder à ce qui s'impose presque de soi-même. Si nous voulons, Européens, ne pas être trop injustes à l'égard de ces gouvernements qui nous dépaysent, il nous faut être attentifs à l'étroitesse de la classe dirigeante. Autour des maîtres de l'Afrique Noire, ce sont les mêmes rares hommes qui s'agitent, beaucoup moins nombreux qu'autour d'un René d'Anjou ou d'un Philippe le Bon, jadis. Le Liberia est administré, en fait, par 2 % d'Afro-Américains dont on ne jurerait pas qu'ils sont tous employés à plein. La masse de la population reste inerte, hors de ce que nous appellerions le « pays légal ». Cela ne veut pas dire que ces groupes étroits ne soient pas divisés ; ils le sont sans fin, et les gestes énergiques et inattendus du pouvoir ont des excuses.

D'autre part, si gouverner pose peu de problèmes politiques, on n'en peut dire autant des problèmes administratifs. Pour engager les hommes sur une voie de modernisme, il faudrait les convaincre, les enrôler. S'essayant à cette tâche difficile, certains gouvernements se sont laissé prendre à leur propre jeu, un jeu démagogique.

Pour administrer efficacement, il faudrait des hommes, des cadres, des dévouements sans faille, une discipline ; pour construire à neuf, des capitaux, des investissements soigneusement calculés – et aussi que la raison fasse prime, mais c'est la chose la plus rare, dans tous les pays du monde.

En Guinée, la première des anciennes possessions françaises qui ait choisi la liberté et l'indépendance, quand ce choix leur a été offert par

le gouvernement du général de Gaulle (1958), ce n'est pas le plan triennal du gouvernement socialisant de Sékou Touré qui est mauvais ou faux en soi, mais il a été préfabriqué à partir de normes économiques et de séries de chiffres, alors que la société traditionnelle est un élément du problème à prendre toujours en considération. Si « diverses sociétés d'État chargées de l'importation des produits étrangers ont échoué les unes après les autres : Alimag, spécialisée dans l'alimentation générale ; Libraport, dans la librairie-papeterie ; Ematec, dans le matériel technique ; Pharmaguinée, dans les produits pharmaceutiques, et toutes les sociétés sœurs », ce n'est pas seulement la faute de scandales internes (ou externes), c'est que l'organisation n'en était pas calculée d'après l'élément humain guinéen. Elle ne supposait pas seulement des hommes honnêtes et éduqués, mais une hiérarchie administrative, des cadres, des contrôles, etc. Toute socialisation réussie suppose des cadres particulièrement compétents et nombreux. Ici, il faudrait les former.

Les enjeux économiques et sociaux

• Le destin des États noirs est encore mal dessiné : sur l'échiquier africain et l'échiquier du monde, des parties se jouent, avec vivacité et quelques illusions.

Parmi ces jeux pas forcément gagnants, plaçons les impérialismes à courte portée à l'égard du voisin immédiat. Les découpages – artificiels nous l'avons dit – les favorisent, sans les justifier pour autant.

Le Maroc réclame la Mauritanie entière, le Rio de Oro, Ifni, une partie du Sahara algérien. La Guinée de Sékou Touré a des vues sur la populeuse Sierra Leone. Le Ghana dont le nom se réfère, non sans intention, au grand Empire disparu, a des prétentions historiques qui lui permettraient de s'adjoindre le Togo et la Côte-d'Ivoire ; le Mali (au nom également significatif) rêve de « fédérer » la Haute-Volta, le Niger et de s'adjuger un morceau du Sahara algérien. Jeux plus larges, sinon plus solides, le rassemblement des États en deux groupes, esquissés lors des Conférences rivales de 1961. Le groupe de Casablanca : Maroc, Ghana, R.A.U. (union aujourd'hui dissoute de l'Égypte et de la Syrie), Guinée, G.P.R.A., Mali, ce sont évidemment les extrémistes ; le groupe de Monrovia : Tunisie, Libye, Mauritanie, Sénégal, Sierra Leone, Liberia, Côte-d'Ivoire, Haute-Volta, Nigeria, Niger, Tchad, Cameroun, Centrafrique, Gabon, Congo (Brazzaville), Éthiopie, Somalie, Madagascar, ce sont évidemment les modérés, les

sages.

Rien ne dit que ces classements se maintiendront. L'indépendance récente de l'Algérie y apportera un élément nouveau dont on ne peut prévoir l'incidence. Le jeu reste ouvert, y compris celui de l'unité, ou de la recherche de l'unité. C'était, en tout cas, l'enjeu d'une troisième conférence, réunie à Lagos au début de février 1962, mal préparée par le gouvernement du Nigeria et qui a été un échec : les « douze » de Brazzaville se sont heurtés à l'opposition du groupe de Casablanca à qui la non-invitation du G.P.R.A. avait fourni un excellent prétexte.

Il s'agit en fait de jeux toujours compliqués. Personne qui ne soit pour le principe d'une Afrique entièrement libre, mais cette liberté peut s'entendre de bien des façons. Le président N'Krumah voudrait que l'occupation européenne, ou ce qu'il en reste, fût congédiée au plus tard le 31 décembre 1962, mais en même temps, il désire retirer de cette politique éventuelle d'homme fort une position de *leadership* que les autres États sont peu disposés à lui accorder. C'est même assurément ce qui a maintenu au stade des préliminaires l'union esquissée entre le Ghana et la Guinée...

Pour le moment, on ne voit guère quel territoire ou groupe de territoires pourrait émerger au-dessus des autres et imposer une unité à l'ensemble. Dominer, c'est autant une question de sagesse que de brutalité, et plus une question de puissance réelle que de force politique.

Pour la richesse en hommes avec ce qu'elle comporte dans l'équilibre d'un continent sous-peuplé, c'est assurément l'Afrique anglaise qui l'emporte, grâce aux fortes densités et aux villes du Ghana, de la Sierra Leone, du Nigeria. Le progrès, ce sont les villes : les villes du Nigeria sont les plus grandes villes de l'Afrique Noire. Lagos compte plus de 300 000 habitants et Ibadan plus de 500 000.

L'Afrique Noire d'expression française, sauf la Guinée (le Mali vient de s'accorder avec le gouvernement de Paris sur un programme économique), s'appuie sur la puissance du Marché commun. Or ni le Nigeria ni le Ghana n'accepteront vraisemblablement une telle association, même si l'Angleterre elle-même entre dans la C.E.E.

L'Afrique française dispose aussi, malgré sa faiblesse démographique relative, de cadres culturels de valeur ; l'enseignement y est poussé activement. Enfin, nous parlions villes : les géographes disent et répètent qu'une seule ville est, en puissance et de par sa position géographique, une ville impériale et mondiale : Dakar. Elle commande l'Atlantique Sud et, au-delà, l'axe aérien transversal d'Afrique. Tout cela peut évidemment changer au rythme des communications mondiales, ou s'affirmer.

• *Le vrai jeu n'est-il pas celui d'une évolution qui se pose*

en termes de puissance, de nombre, de progrès économique ?

L'économie du continent, très en retard, livre des produits minéraux ou alimentaires non transformés (si l'on excepte les huileries du Sénégal ou les usines d'aluminium de Guinée) ; elle achète des produits industriels. Tout dépendra forcément des acheteurs et des fournisseurs. Selon les conditions normales des balances commerciales, les possibilités de développement, d'investissements annuels restent encore extrêmement minces, leur progrès lent. Veut-on les dépasser, on tombe dans une politique de crédits qui ouvre la porte à des dépendances immédiates, qu'on le veuille ou non. Si l'U.R.S.S. fournit des rails pour la voie du chemin de fer de Conakry à Kankan, qu'il faut entretenir et refaire, voilà posé le problème des techniciens qui les mettront en place, celui des cheminots et de leurs syndicats. Si le Sénégal ou le Dahomey entreprennent la fondation d'une grande Faculté (qu'ils ne sauraient concevoir autrement que dans les normes françaises qui leur sont habituelles, c'est-à-dire d'une gratuité quasi totale de l'enseignement), ils auront besoin de professeurs et de crédits, venant de France, tout comme les techniciens et enseignants du secondaire qu'ils lui demandent. Tout se tient.

L'Afrique Noire ne pourra donc cesser de solliciter l'aide des deux blocs des pays industriels, sans oublier le troisième, le bloc chinois, qui offre ses services dans un esprit de croisade, mais toujours accompagnés d'une invasion humaine qui s'explique par sa propre surcharge d'hommes.

En tout cas, prendre ou l'une ou l'autre de ces solutions ou toutes à la fois, sinon pas de grands travaux publics, pas de plans économiques en perspective. Même des sacrifices aussi spectaculaires que ceux que vient de consentir le Niger, à l'occasion de sa fête nationale (19 décembre 1961, anniversaire de son indépendance) : salaires réduits pour les membres du gouvernement, plus de voitures administratives, plus d'heures supplémentaires payées, augmentation des impôts, tous ces sacrifices ne sauraient suffire. Il faut les outillages indispensables. Le Mali, hier, après sa rupture avec le Sénégal, a été sauvé par les camions que lui a livrés la République de Bonn et qui ont assuré la liaison avec Kankan, le chemin de fer de Conakry et, au-delà, l'Océan.

Puis, tout le matériel du monde ne signifiera rien, ne sera rien sans les cadres techniques capables de l'utiliser. Ce problème essentiel dépend d'une évolution interne préalable, d'un effort conscient.

En Guinée, sous le régime communisant de Sékou Touré, un journaliste suisse rapporte une conversation avec des techniciens tchèques : « Voyez-vous, me dit l'un d'eux, les Français avaient un

avantage sur nous. Ils pouvaient commander. Hier, ma voiture a eu une banale panne de batterie. On ne m'a pas écouté au garage administratif et l'ouvrier noir a tout de suite touché au carburateur. C'est une manie, chez eux, de s'attaquer à la pièce la plus délicate. Résultat, je marche à pied depuis, et ça risque de durer. Un Français aurait gueulé. Nous n'avons pas le droit de le faire. Et ce serait pourtant excusable et utile, sous ce ciel, dans cette humidité. L'Afrique, vraiment, je ne comprends pas que la France et l'Angleterre se soient accroché ce boulet. J'ai un contrat d'un an et je partirai ravi, sans avoir formé personne, car c'est décidément impossible. » Petit sociodrame, dont la morale est seulement celle-ci : toute éducation n'est utile qu'acceptée dans l'enthousiasme.

Témoin une autre image qu'il faut mettre en face de celle-ci, pour qu'on n'en force pas le sens : un jeune professeur français, arrivé en Côte-d'Ivoire en octobre 1961, découvre avec ravissement l'extraordinaire soif d'apprendre, l'application spontanée et intelligente de ses élèves de quatrième et troisième. Ceux-là savent qu'ils sont l'Afrique de demain.

L'art et la littérature

• *Quels témoignages l'art et la littérature portent-ils sur ce monde en mouvement et son écartèlement entre aujourd'hui et demain ?*

Pour tout observateur, *l'art autochtone dont l'Occident a fait ses délices – masques, bronzes, ivoires, bois sculptés – se détériore et meurt sous nos yeux*. Il est déjà mort. Est-ce, comme on le dit souvent – et c'est vrai en partie – parce que les cadres sociaux et surtout religieux où l'art est pris depuis toujours se détériorent eux-mêmes sous le choc violent et répété de la civilisation urbaine, industrielle ?

En tout cas, il est indiscutable qu'*une certaine Afrique s'éloigne de nous, avec ses chants, ses danses, ses conceptions artistiques, ses religions, ses récits chantés ou psalmodiés*, sa conception du temps perdu, de l'univers, des hommes, des plantes, des animaux et des dieux, au total une civilisation traditionnelle qui, nous le savons par l'exemple même de l'Occident, sera balayée quand s'accéléreront les détériorations en cours.

Cependant de son passé traditionnel, l'Europe a gardé plus d'un vestige reconnaissable qu'elle continue à chérir en son cœur, parfois sans le savoir : qu'est-ce que l'Afrique retiendra de sa civilisation ?

Autant l'art nous renvoie à une civilisation disparue, plus ancienne

que celle qui se trouve sous nos yeux, autant la littérature, *la jeune littérature noire fortement occidentalisée* (ne serait-ce que par l'emploi des langues européennes : il n'y a que quelques essais littéraires dans les langues africaines, langues *orales* dont la transcription a été tardive et difficile), cette jeune littérature nous renvoie à l'autre bout de l'évolution noire, à ce qu'elle sera plus ou moins quand la plupart des Africains auront « vu la lumière ». Ces récits drus et vivants sont, en effet, la réalité africaine vue par des « évolués » et ils jettent sur cette réalité, dans ce qu'elle a de plus original et de plus irréductible aux valeurs d'autrui, d'extraordinaires lumières.

Qu'on lise par exemple les *Nouveaux Contes d'Amadou Koumba*, de cet écrivain déjà célèbre qu'est Birago Diop. Leur matière bien sûr est d'hier, mais leur forme, la façon linéaire dont ils sont cernés par un récit équilibré suivant les règles de l'art littéraire, ne sont plus, comme l'écrit Jean Duvignaud, « ce paradis perdu » des contes populaires. Leur forme occidentale, à elle seule, est le signe d'une littérature « arrachée à ses communautés si elle continue de rêver à celles-ci ». Autant songer aux premiers écrivains latins de la Gaule. Où que se marque l'heure d'une littérature nouvelle des Noirs (ou d'Afrique ou du Nouveau Monde, en une quelconque des langues d'Occident, du français à l'anglais, à l'espagnol, au portugais) – avec Langston Hughes, Richard Wright, Aimé Césaire, Senghor (le président de la République du Sénégal), Diop, Fanou, Glissant, Oyono, Diolé, Camara Laye –, où que sonne cette heure, ne parlons pas de trahison, au contraire, d'attachement passionné, de distance obligatoire, d'étape franchie.

« Ils ont modifié les structures profondes de leur personnalité, dit fort bien Jean Duvignaud, dans la mesure même où une langue est un être, un mode d'existence particulier. Dans ce transfert quelque chose est mort à jamais : les mythologies immédiates. » Sans doute. Mais la langue n'est pas le seul changement de structure subi par ces hommes. C'est tout un engrenage, comme raconte *L'Enfant noir* de Camara Laye, cette autobiographie d'un jeune villageois, fils « de la grande famille des forgerons » qui ira faire ses études à Paris. Sa mère assiste impuissante à ses départs successifs : « Oui, elle avait dû voir cet engrenage qui, de l'école de Kouroussa (l'école villageoise), conduisait à Conakry et aboutissait à la France ; et durant tout le temps qu'elle... avait lutté, elle avait dû regarder tourner l'engrenage : cette roue-ci et cette roue-là d'abord, et puis cette troisième, et puis d'autres roues encore, beaucoup d'autres roues peut-être que personne ne voyait. Et qu'eût-on fait pour empêcher cet engrenage de tourner ? On ne pouvait que le regarder tourner, regarder le destin tourner : mon destin était que je parte ! »

Oui, *une nouvelle civilisation se dégage*, tant bien que mal, fragile ou

assurée de l'avenir, des eaux anciennes d'une *civilisation traditionnelle, vivace, toujours nourricière*. Et c'est là le point important. L'Afrique abandonne une civilisation millénaire, elle ne perdra pas, pour autant, sa civilisation. Transformée, déchirée, elle n'en restera pas moins une civilisation particulière, marquée profondément par une psychologie, des goûts, des souvenirs et tout ce qui est propre à un terroir. Senghor dit même par une « physiologie », qui commande une certaine « attitude émotive » en face du monde, qui fait que « le monde magique est pour le Négro-Africain plus réel que le monde visible », un moyen de connaissance à vrai dire. Les écrivains noirs les plus occidentalisés, en apparence, par leur culture, sont aussi ceux qui insistent le plus sur le psychisme particulier de leur race.

Qu'on en juge par quelques autres lignes empruntées à *L'Enfant noir* qui décrit certains dons extraordinaires et quasi magiques de sa mère : « Ces prodiges – en vérité c'étaient des prodiges – j'y songe aujourd'hui comme aux événements fabuleux d'un lointain passé. Ce passé pourtant est tout proche : il date d'hier. Mais le monde bouge, le monde change, et le mien plus rapidement peut-être que tout autre, et si bien qu'il semble que nous cessons d'être ce que nous étions, qu'au vrai nous ne sommes plus ce que nous étions, et que déjà nous n'étions plus exactement nous-mêmes dans le moment où ces prodiges s'accomplissaient sous nos yeux. Oui, le monde bouge, le monde change ; il bouge et change à telle enseigne que mon propre totem – j'ai mon totem aussi – m'est inconnu. »

Peut-on mieux décrire la rupture ? Mais l'auteur dit aussi : « J'hésite un peu à dire quels étaient ces pouvoirs (ceux de ma mère) et je ne veux même pas les décrire tous : je sais qu'on en accueillera le récit avec scepticisme. Moi-même, quand il m'arrive de me les remémorer, je ne sais plus comment je les dois accueillir : ils me paraissent incroyables ; ils sont incroyables ! Pourtant il suffit de me rappeler ce que j'ai vu, ce que mes yeux ont vu... Ces choses incroyables, je les ai vues ; je les revois comme je les voyais. N'y a-t-il pas partout des choses qu'on n'explique pas ? Chez nous, il y a une infinité de choses qu'on n'explique pas, et ma mère vivait dans leur familiarité. »

« Ces choses qu'on n'explique pas », c'est peut-être le secret particulier de chaque civilisation.

Post-scriptum 1966

Après l'indépendance de l'Algérie (accords d'Évian, 19 mars 1962) et l'admission de la Mauritanie à l'O.N.U. (27 octobre 1961), la tension entre les groupements politiques a diminué. D'où l'œuvre positive entreprise en 1963, à la conférence d'Addis Abeba (25 mai) où a été adoptée la Charte de l'O.U.A. (Organisation de l'Union Africaine), avec reconnaissance de toutes les frontières politiques héritées du passé colonial et vote d'une série de mesures contre le Portugal. À la Conférence de Dar-es-Salam, en février 1964, réunie à l'occasion des mutineries du Tanganyka, et à la Conférence du Caire de juillet 1964, cette nouvelle organisation de l'O.U.A. apparaît comme capable d'intégrer les anciens groupes de Casablanca, Monrovia et de l'Union Africaine et Malgache, avec un certain bonheur, sauf peut-être en ce qui concerne le Congo ex-belge. Celui-ci, où la décolonisation s'est accomplie sans doute trop vite, en 1960, a connu depuis lors une vie mouvementée et dramatique (intervention de l'O.N.U., assassinat de Lumumba, dissidence du Katanga, entrée en scène de Tschombé, révoltes tribales...). Les fils sont souvent tenus, de loin et de près, par les entreprises et gouvernements capitalistes. Par contre, à Zanzibar, en janvier 1964, une révolution « à la chinoise » surgit, preuve que la question d'Afrique est aux dimensions du monde entier.

En avril 1964, le Tanganyka et Zanzibar se sont unis dans l'État qui depuis (novembre 1964) a pris le nom de Tanzanie et où les influences soviétique et chinoise se disputent la première place. Autre nouvel

État indépendant : le Nyassaland, devenu le Malawi.

Les mouvements qui s'esquissent présentement (février 1965) à la conférence de Nouakchott : essai de regroupement de l'ancienne Afrique française, lutte contre l'infiltration chinoise, ouverture ou non au capitalisme international, ne semblent encore mener à rien de très décisif. Ils soulignent le malaise latent.

Les difficultés des régimes à vocation socialiste, l'arriération persistante des sociétés africaines, l'abandon des espoirs révolutionnaires qui animaient autrefois les élites d'Afrique Noire provoquent, dans les années 1965-1966, un vaste mouvement de réaction et une série de coups d'État militaires.

Au Ghana, le régime de M. N'Krumah s'effondre, au bénéfice d'une junte militaire.

Au Nigeria, le régime parlementaire et fédéral établi au moment de l'indépendance disparaît, à la suite d'un coup d'État dont le promoteur est le général Ironsi. En République centre-africaine une crise éclate dans la nuit du 31 décembre au 1^{er} janvier 1966 : c'est un colonel qui prend le pouvoir.

Au Dahomey le général Soglo évince, le 22 décembre 1965, tous les anciens dirigeants civils qui se sont succédés au pouvoir depuis l'indépendance.

En Haute-Volta, le gouvernement du président Yameyogo s'effondre après six ans de stabilité au profit d'une équipe d'officiers.

Dans l'ancien Congo belge, le chef de l'armée, le général Mobutu, établit sa dictature.

Le désordre politique et l'impuissance de la plupart des États africains les empêchent de donner vie à l'Organisation de l'Unité Africaine, créée le 25 mai 1963 à la Conférence d'Addis Abbeba. De ce fait les États africains n'ont pu empêcher la consolidation provisoire du gouvernement rebelle, établi par la minorité des colons blancs de Rhodésie sous la direction de M. Ian Smith. De même les États indépendants d'Afrique n'ont pu porter secours aux Africains en lutte contre la domination portugaise, lutte difficile et sans espoir de succès immédiats en Angola et en Mozambique, mais plus énergique et plus efficace en Guinée.

Troisième partie
L'Extrême-Orient

Chapitre I

Introduction à l'Extrême-Orient

Notre propos est de considérer *exclusivement* les traits d'ensemble, les convergences de l'Extrême-Orient en faisant appel successivement à la géographie, à l'histoire, puis à la très lointaine origine de civilisations encore vivantes sous nos yeux. Ce dernier trait étant, sans discussion possible, le plus important de tous.

Ce que signale la géographie

Voir l'Extrême-Orient, situer cette immense scène, c'est comprendre, plus qu'à demi, son destin et ses civilisations étranges. Pour cette première prise de contact, les voyageurs, les journalistes, les géographes sont les meilleurs guides. À condition de ne pas tout expliquer de façon autoritaire, à partir d'un déterminisme géographique absolu qui n'existe pas plus en Asie qu'en Europe, ou dans n'importe quel pays longuement travaillé par l'histoire et l'effort patient des hommes.

• *L'Extrême-Orient, en gros, est un monde tropical et subtropical.*

C'est la « chaudière » de l'Inde, ses forêts et ses jungles ; la Chine méridionale, pluvieuse et chaude ; l'Insulinde équatoriale avec ses forêts gigantesques et ses plantes à croissance ultra-rapide (un mètre par jour, pour certaines lianes, au Jardin Botanique de Buitenzorg, à Java).

Cependant, l'Inde, c'est aussi l'Indus, le Gange moyen, le Deccan central sec, à l'abri des Ghâts occidentaux – soit d'évidentes aridités et

semi-aridités ; la Chine, c'est aussi la Chine du Nord, immense « campagne » de loess ou d'alluvions récentes, avec ses hivers rigoureux, la Mandchourie boisée, les déserts glacés du Nord.

Toute cette Chine septentrionale, avec, à son extrémité, la capitale impériale, Pékin, est sous la flagellation du froid. Le paysan y dort l'hiver sur son fourneau. Le proverbe dit : « Que chacun balaie la neige devant sa porte, sans s'occuper de la gelée blanche sur les tuiles des maisons voisines. » « L'hiver, par temps de gel, écrit un lettré du XVIII^e siècle, lorsque des parents et des amis pauvres viendront à notre porte, nous ferons d'abord gonfler un grand bol de riz que nous leur mettrons dans les mains, et nous ajouterons une petite soucoupe de gingembre mariné. C'est le meilleur moyen de réchauffer les vieillards et de reconforter les indigents... Nous ferons cuire d'épaisses bouillies que nous dégusterons en serrant le bol à deux mains, le cou rentré dans les épaules : les matins de givre ou de neige, quand on prend de ce plat, par tout le corps on a bien chaud. »

Il arrive que ces froids vifs et ces coups de neige glissent vers le Sud tropical. En 1189, il neigeait à Hang-Tchéou, la capitale des Song du Sud, non loin du Yang-Tsé-Kiang. « Les branches des bambous cassaient avec un bruit étrange. »

Ainsi la géographie, à première vue, porte témoignage sur la diversité, non sur l'unité de ces pays aux multiples visages. Mais peut-être nous égare-t-elle et le problème est-il ainsi mal posé ? Ce n'est pas le milieu géographique, fort divers en soi, qui crée l'unité de l'Asie du Sud-Est, mais bien une civilisation *matérielle* assez monotone, qui s'impose à peu près partout et qui s'ajoute aux éléments géographiques, physiques et humains. Cette civilisation est trop ancienne, trop enracinée dans le lointain des âges, elle est « le produit de trop de processus de psychologie individuelle et collective pour qu'il soit licite de la faire dériver du seul milieu physique local » (P. Gourou). Elle existe en elle-même, force plus qu'à demi indépendante, déterminante à son tour.

• Cette civilisation s'affirme sans ambages, de façon monotone, où que les sondages soient pratiqués, comme une civilisation exclusive du végétal.

Cette vérité a été enregistrée avec régularité par tous les voyageurs occidentaux, hier comme aujourd'hui, dès qu'ils mettent le pied en Asie.

Les Japonais ne mangent d'autre viande que du gibier, dit l'un d'eux, un Espagnol, en 1609. Un médecin allemand, vers 1690, remarque qu'ils ignorent le lait et le beurre. Ils se nourrissent du *gokost*, « les cinq aliments de la terre » (comme en Chine, le chiffre

cinq est sacré au Japon) : le riz « blanc comme neige » ; le saké, eau-de-vie fabriquée à partir du riz ; l'orge, destinée en principe au bétail, mais dont on fait de la farine et des gâteaux (ces épis d'orge, dans les champs, dit ce même médecin, sont d'un « rouge admirable à voir ») ; des pois blancs enfin pareils à nos fèves. À quoi s'ajoutent du millet, des légumes, du poisson, mais toujours peu, très peu de viande.

Vingt ans plus tôt, aux Indes, un médecin français, observant l'énorme cohue du cortège qui accompagnait le Grand Mogol Aureng Zeb, dans son voyage depuis Delhi vers le Cachemire, s'étonnait de la sobriété des soldats, « fort simples dans leur manger... De tout ce grand nombre de cavaliers, il n'y a pas la dixième, ni même la vingtième partie qui, dans la marche, mange de la viande. Pourvu qu'ils aient leur *kicheris* ou mélange de riz et d'autres légumes sur lesquels ils versent du beurre roux..., les voilà contents ».

De même, les habitants d'Achem, dans l'île de Sumatra, ne sont pas exigeants. « Le riz fait leur seule nourriture, dit un voyageur en 1620 ; les plus riches y joignent un peu de poisson et quelques herbages. Il faut être grand seigneur à Sumatra pour avoir une poule rôtie ou bouillie... Aussi disent-ils que 2 000 chrétiens dans l'isle l'auraient bientôt épuisée de bœufs et de volailles. »

La Chine vit à la même enseigne. « Si les Chinois mangeaient autant de viande que nous, en Espagne, note le P. de las Cortes (1626), toute sa fertilité et de loin n'y suffirait pas. » Même les riches se contentent de peu : ils « piquent sur leurs tables pour se donner de l'appétit quelques petits morceaux de viande de porc, de poulet ou autres qui y sont disposés » ; des amuse-gueule, dirions-nous aujourd'hui. C'est ce qu'explique encore un voyageur anglais du XVIII^e siècle. Même à Pékin, où cependant arrivent des animaux de Tartarie, « le peuple ne mange que très peu de viande qu'il mêle avec les végétaux pour leur donner un peu de goût. Le lait, le beurre, le fromage... sont peu connus des Chinois ». Non qu'ils aient de la répugnance à l'égard de la viande, au contraire. Qu'un animal meure par accident ou maladie, bœuf ou chameau, mouton, âne, il est mangé aussitôt. « Ce peuple ne connaît pas de distinction entre la viande propre et la viande malpropre », conclut notre Anglais avec quelque dégoût. On mange en Chine, serpents, grenouilles, rats, chiens, sauterelles...

À ces témoignages s'ajoutent les innombrables indications de la littérature chinoise elle-même, précise à souhait sur ces sujets de la vie quotidienne. Ce personnage de roman, une jeune veuve mijaurée, « un jour veut du canard, le lendemain du poisson, une autre fois des légumes frais, des bouillons aux pousses de bambou ; lorsqu'elle n'a rien à faire, il lui faut encore des oranges, des biscuits, des nénuphars. Elle boit beaucoup de vin (de riz) ; tous les soirs, elle mange des moineaux frits ; des écrevisses salées ; elle boit trois litres de vin de

cent fleurs ». Tout cela, évidemment, débauche, caprice de riche...

Tcheng Pan K'ia, lettré poète, peintre et calligraphe (1693-1765), généreux homme s'il en fut, souhaite que tous les gens de sa maison participent aux jours de festin. « Chaque fois, écrit-il dans une de ses *Lettres familiales*, qu'il y a du poisson, du riz à l'eau, des fruits, des gâteaux, il est bon de faire à la ronde une distribution équitable. » Les nourritures auxquelles ses lettres font allusion sont des galettes de sarrasin, des bouillies épaisses de riz chaud... Telle est la norme. Ce richissime usurier, propriétaire d'un mont-de-piété, que nous décrit un conte du Moyen Âge, avare en diable, prompt à se réjouir de toute « sapèque » « qu'il trouve par terre », déjeune d'un « plat de riz froid arrosé d'eau bouillante ».

Rien, en fait, n'a changé aujourd'hui. Faisant allusion à la savante cuisine chinoise, un journaliste écrit, en 1959 : « Je sais bien que la cuisine chinoise a toujours été un art d'accommoder des riens, qu'un peuple trop nombreux à qui l'élevage du bœuf – ce formidable gaspillage de calories – est interdit, s'efforce d'utiliser tout ce que nous autres laisserions échapper. »

Les Chinois restent des végétariens : 98 % des calories qu'ils utilisent proviennent de denrées végétales ; ni beurre, ni fromage, ni lait, très peu de viande, très peu de poisson. Les hydrates de carbone sont demandés en partie au blé, au millet, dans le Nord ; au riz prédominant dans le Sud ; les protéines, au soja, aux graines de moutarde, à des huiles végétales diverses.

Un seul pays se transforme actuellement dans ce domaine, en augmentant énormément sa consommation de poisson et surtout en adoptant la viande, c'est le Japon.

• L'omniprésence du riz dans le Sud-Est et son exportation vers le Nord sont responsables de la généralisation de ce régime végétarien.

L'Occident, mangeur de blé ou de céréales succédanées du blé, a dû adopter très tôt, en raison de cet usage, le système des jachères et des rotations de cultures, sans lequel la terre s'épuise rapidement et alors le blé cesse tout rapport. Une partie de la terre a donc été donnée automatiquement à la prairie et aux herbages, d'autant que le travail du blé réclame une aide animale considérable.

Au contraire, le riz occupe *tous les ans le même espace, indéfiniment*. La plus grosse partie du travail se fait à la main. Le buffle ne sert qu'aux labours légers dans la boue de la rizière. Partout, un jardinage minutieux, attentif, se fait à la main. Dans ces conditions, se nourrir de viande serait un gaspillage fantastique. Les animaux devraient être nourris de grains. L'homme préfère les manger lui-même.

La première conséquence de ce régime est de permettre un plus fort accroissement démographique que tout autre système faisant place aux aliments d'origine animale. Six ou huit paysans peuvent se nourrir sur un seul hectare, s'ils ont une alimentation uniquement végétarienne. À surface égale, le rendement humain du végétal s'avère indiscutablement supérieur aux autres. Il explique le pullulement des « foules d'Asie ».

Sans doute, comme celle de l'Inde, la formidable population de la Chine est-elle un fait relativement récent : le vrai départ en a été donné dans le Sud chinois par la généralisation, à partir des ^{x^e}, ^{xii^e} siècles, de riz précoces qui permettent la *double récolte annuelle*. La population, au ^{xiii^e} siècle, atteint probablement 100 millions. À partir de la fin du ^{xvii^e} siècle sa progression devient très vive. Aujourd'hui, leur nombre même empêcherait ces foules, si elles le désiraient, de choisir une autre alimentation. « Elles sont ainsi enchaînées par un véritable *déterminisme de civilisation* à persévérer dans les voies que celle-ci leur a tracées. » Dès le ^{xviii^e} siècle, l'Inde a dépassé, elle aussi, la cote des 100 millions d'habitants.

• *La thèse de Wittfogel : la civilisation du riz implique un système d'irrigation « artificielle », lourd de disciplines civiques, sociales et politiques.*

Par le riz, les peuples d'Extrême-Orient sont liés à l'eau, aux tanks (réservoirs) de l'Inde méridionale ; dans la plaine indo-gangétique, aux puits ou aux canaux d'irrigation issus des cours d'eau ; de même en Chine, l'irrigation revêt toutes les formes : elle est liée à la fois aux fleuves tranquilles du Sud (ainsi aux régulières inondations des lacs Poyang et Tounghing, en bordure du Yang-Tseu), aux puits, aux canaux dont le Canal Impérial est le type achevé (à la fois voie de communication et système d'irrigation), aux fleuves sauvages du Nord, comme le Peï Ho ou le Hoang Ho qu'il a fallu endiguer, dompter, et dont les révoltes brutales restent fréquentes. Partout, aussi bien sur les terrasses des Philippines ou de Java que dans la Chine cantonaise et au Japon, l'irrigation, avec, souvent, ses canaux aériens de bambous, ses pompes primitives ou modernes, implique une discipline stricte de travail et d'obéissance à l'image de l'ancienne Égypte, exemple classique des servitudes qu'impose l'irrigation.

Commencée sans doute avec le second millénaire avant le Christ sur les terres basses mises de niveau, la culture du riz s'est étendue, peu à peu, à toutes les terres arrosables, en même temps qu'elle s'améliorait, grâce à des graines sélectionnées qui permirent de créer des espèces hâtives. Dès lors, la riziculture a entraîné pour ces populations d'Extrême-Orient, comme le dit K.A. Wittfogel, des régimes

autoritaires, bureaucratiques, avec des nuées de représentants de l'État.

Cette explication, discutable sur plus d'un détail, comme l'ont souligné des contradicteurs, se révèle surtout bien trop simple. S'il y a, et il y a évidemment, un déterminisme de l'eau domestiquée, de l'eau nécessaire au riz, du riz lui-même, ces contraintes ne constituent qu'un des éléments d'un édifice bien plus complexe. Vérité à ne pas perdre de vue. Mais les contraintes de la civilisation du riz ne doivent pas l'être non plus : elles ont compté, elles comptent toujours.

• *D'immenses zones restent primitives ou sauvages en Extrême-Orient où, généralement, prospèrent surtout les civilisations de plaine, liées à l'irrigation.*

Les rizières inondées de montagnes sont une réalité, il est vrai, mais sur d'étroites terrasses, en des régions surpeuplées, où l'immense travail de ces terrasses, à plan d'eau, a été possible (ainsi à Java). Régulièrement et dans la mesure même où a triomphé une culture intensive, l'homme civilisé, en Extrême-Orient, ne retient qu'une minime partie de l'espace. Le reste, surtout les hauts pays, les régions isolées, certaines îles, sont le refuge de populations et de cultures primitives.

Le livre de Georges Condominas, *Nous avons mangé la forêt* (1957), nous transporte près de Saigon, en arrière de Dalat, la station estivale, auprès d'une tribu primitive dont la chronique est contée au jour le jour. Elle vit sur une forêt dont un morceau est mis en culture, chaque année : les arbres sont « ceinturés », abattus ou brûlés. Sur la terre ainsi dégagée, « la plantation se fait au moyen du bâton à fouir ; un trou rapidement ouvert, quelques graines, la terre repoussée de l'orteil ». L'essentiel de la récolte sera fourni par le riz en *culture sèche*. Un pan de forêt est mangé, chaque année. Au bout de vingt ans, on revient au point de départ, si tout va bien, c'est-à-dire si la forêt, « laissée en jachère », s'est reconstituée dans l'intervalle.

Cette agriculture itinérante (qu'on appelle *ladang* en langage malais, et qu'on retrouve un peu partout, sous des noms variables) est une agriculture primitive, pratiquement sans animaux domestiques. Elle soutient la vie de mille peuples très arriérés. Le temps présent, évidemment, ne les favorise guère, mais ils survivent dans les régions à l'écart.

L'Occident, au contraire, a su très tôt assimiler ses primitifs. Les zones isolées et arriérées ne lui ont certes pas manqué, reconnaissables aujourd'hui encore, mais il a réussi à les joindre, à les catéchiser, à les amener jusqu'à ses villes, à capter leurs forces vives.

Rien de tel en Extrême-Orient. Cette immense différence explique la

présence, en Chine, de tant de peuples « non sinisés » ; en Inde, de tant de tribus hors du système des castes et de leurs interdictions (autant dire hors de la civilisation indienne).

Elle nous explique aussi bien des détails du présent et du passé. En 1565, sur le champ de bataille de Talikota, le royaume « hindou » de Vidschayanagar, dans le Deccan, malgré un million de combattants, est frappé à mort par la cavalerie et, plus encore, l'artillerie des sultans musulmans. L'énorme, l'admirable ville est alors sans défense, ses habitants sans moyen de fuir, car toutes les voitures, tous les bœufs de trait sont partis avec l'armée. Mais ce ne sont pas les vainqueurs qui la pilleront car tandis qu'au lieu d'y pénétrer, ils s'attardent à poursuivre les vaincus et à les égorger, les peuplades primitives des environs de la ville, hordes de Brindscharis, de Lambadis, de Kurumbas, se jettent sur la capitale et la mettent à sac...

Un médecin allemand, sur le chemin du Siam, reçoit les confidences d'un marchand japonais qui, quelques années plus tôt, en 1682, a fait naufrage dans une île déserte, près de la côte de Luçon. Ils étaient une dizaine de naufragés à vivre d'œufs surabondants d'oiseaux sauvages et de coquillages en bancs épais sur les côtes. Après huit ans de cette vie extravagante, ils construisent une barque, mettent à la voile, arrivent enfin, exténués, dans l'île d'Hainan, sur le golfe du Tonkin, pour apprendre qu'ils ont échappé de peu à une mort certaine. L'île est à moitié chinoise, à moitié primitive. Ils ont eu la chance d'aborder dans la partie chinoise. Les sauvages ne leur auraient pas fait quartier. De même Formose, conquise par les Chinois en 1683, a été et reste divisée, chinoise et non chinoise, comme beaucoup d'îles et « de compartiments quasi étanches du continent ».

Les chiffres *actuels*, en ce qui concerne la Chine et ses populations non sinisées, ne manquent pas d'être impressionnants. Si ces primitifs ne représentent que 6 % de la population totale (soit à peu près et très approximativement 36 millions d'êtres), 60 % du territoire chinois (y compris, il est vrai, ces régions aberrantes que sont le Gobi, le Turkestan, le Tibet) leur appartiennent. Sur le plan de l'espace, ils sont toujours majoritaires.

Ce sont les Tchouangs du Kouangsi, les Miaos, les Lis, les Thais et les Yis (ces quatre peuples largement dispersés du Yunnan au Kan-Sou) ; les Hoveis du Kan Sou, les Yaos. Vis-à-vis d'eux tous, ou peu s'en faut, la politique de la Chine impériale et, hier, de la Chine de Tchang Kaï-chek a été une stricte ségrégation. On lisait sur les portes des villes Yis : « Défense aux Yis de se réunir ou de marcher par groupes de plus de trois dans les rues. » « Défense aux Yis de passer à cheval. » La Chine actuelle a amélioré leur sort, elle leur a reconnu une certaine autonomie, mais non pas cette semi-indépendance que les Soviétiques ont accordée à leurs minorités ethniques. Par contre,

toutes ces sociétés retardataires (avec des esclaves, comme chez les Yis du Lianghsan, ou avec le servage, *ula*, chez les Tibétains) ont été bouleversées. Des travaux décisifs ont été entrepris pour doter les plus arriérées de langues écrites. Ainsi aujourd'hui seulement la Chine se préoccupe (pour leur bien et sûrement leur déplaisir) de ses populations arriérées.

• *Entre les zones civilisées, la terre des hommes sauvages est aussi le domaine des animaux sauvages.*

Ce dernier trait marque l'Extrême-Orient en son entier, les bêtes sauvages y pullulent : lions de la région du Pendjab, sangliers des côtes de Sumatra, crocodiles des rivières des Philippines et partout, roi des animaux cruels, le tigre, voleur et mangeur d'hommes.

Vérité aujourd'hui qu'on retrouve, plus colorée, dans mille récits d'hier. Le père de las Cortes, un jésuite espagnol qui fit naufrage en 1626, près de Canton, a parlé de ces tigres qui pullulaient dans les campagnes chinoises et souvent venaient jusque dans les villages et les villes se saisir de proies humaines.

Un médecin français, François Bernier, visite le delta du Gange vers 1660. Le Bengale est certainement, et de loin, la région la plus riche, la plus peuplée de l'Inde, « un don du Gange », comme l'Égypte est un don du Nil, une grande région productrice de riz et de sucre. Au milieu de cette prospérité, des îles sont désertes, entre les bras mêmes du fleuve, et les pirates les fréquentent. « Ces îles, raconte Bernier, n'ont plus d'autres habitants que des tigres, qui quelquefois passent à la nage d'une île à l'autre, ou des gazelles, ou des porcs et de la volaille redevenue sauvage. Et c'est à cause de ces tigres que, quand on voyage entre ces îles avec de petits bateaux à rames comme c'est l'ordinaire, il est dangereux en beaucoup d'endroits de mettre pied à terre ; et l'on doit bien prendre garde que le bateau que l'on attache la nuit à des arbres ne soit pas trop proche du rivage, car il y en a toujours quelques-uns d'attrapés : et l'on dit qu'il s'est trouvé des tigres si hardis qu'ils sont entrés jusque dans les bateaux d'où ils ont emporté des hommes endormis, choisissant même (si l'on peut croire les bateliers du pays) les plus gros et les plus gras. »

Barbarie contre civilisation : le témoignage de l'histoire

Les civilisations massives d'Extrême-Orient – avant tout l'Inde et la Chine – auraient vécu paisiblement s'il n'y avait eu, pour les troubler,

que ces zones internes de sauvagerie, avec leurs pauvres agriculteurs mangeurs de forêts. Leur tourment, sous la forme de vrais fléaux bibliques, est venu des vastes déserts et steppes (à l'ouest et au nord de la Chine, au nord et à l'ouest de l'Inde), torrides sous le soleil d'été, l'hiver ensevelis sous d'énormes amoncellements de neige.

Sur ces terres inhumaines, une population de peuples pasteurs : Turcs, Turkmènes, Khirgiz, Mongols... Des nuées de cavaliers. Dès que l'histoire permet de les apercevoir, ils sont déjà tels qu'ils se maintiendront – violents, pillards, cruels, d'une bravoure folle – jusqu'à la fin de leur grandeur historique, c'est-à-dire, en gros, jusqu'au milieu du ^{xvii}^e siècle. Alors, mais alors seulement, les peuples sédentaires, grâce à la poudre à canon, auront eu définitivement raison d'eux. Ils les tiendront à distance ; et contenus, réduits à peu de chose, ils ne feront que se survivre et vivoter misérablement jusqu'à l'époque actuelle. Ni les deux Mongolie (l'Intérieure et l'Extérieure, la chinoise et la soviétique), ni le Turkestan (le chinois et le soviétique) ne sont aujourd'hui par eux-mêmes des pays essentiels sur l'échiquier du monde. Seuls comptent leurs espaces et leurs aérodromes, qui ne leur appartiennent pas.

• Mais en quoi ces nomades nous intéressent-ils, sur le plan de l'actualité des civilisations ? En ceci que leurs fantastiques déferlements, hier, ont indéniablement retardé le développement des grandes civilisations voisines.

Hermann Goetz, dans son recueil classique – *Les Époques de la civilisation indienne*, 1929 –, le dit à propos de l'Inde, mais sa remarque peut s'étendre sans hésitation à la Chine. Car l'Inde n'est vraiment ouverte sur le monde des nomades que par l'étroite passe de Khaïber, à travers les montagnes afghanes, tandis que la Chine a le désavantage d'être bord contre bord avec le vaste Gobi, contre quoi la Muraille de Chine, construite dès le ⁱⁱⁱ^e siècle avant Jésus-Christ, est un obstacle militaire important, plus symbolique cependant qu'efficace, et mille fois franchi.

Pour le sinologue Owen Lattimore, ces nomades sont d'anciens paysans. La mise en place d'une agriculture perfectionnée a refoulé les paysans les moins adaptés vers les hauts pays des mangeurs de forêts, surtout vers les bordures steppiques et désertiques. Ces paysans rejetés des régions riches n'ont eu à leur disposition que le refuge de ces immenses et très médiocres pâturages. Ainsi la civilisation a-t-elle été « mère de barbarie », elle a fait d'anciens agriculteurs des bergers nomades. Cependant de ces refuges, le Barbare revient sans fin, à la suite de crises internes, de révolutions sociales, de montées

démographiques explosives, vers les pays des sédentaires, et ce retour est rarement paisible. Il y revient, très souvent, en dominateur, en triomphateur, en pillard : le nomade méprise, nargue alors le sédentaire conquis... Écoutons à ce propos les Mémoires de Baber qui, en 1526, s'empara de l'Inde du Nord :

« ... Quoique l'Hindoustan soit un pays naturellement plein de charme, ses habitants sont dépourvus de grâce, et on ne trouve dans le commerce avec eux ni agréments, ni liant, ni relations suivies. Sans capacité, sans intelligence, sans sociabilité, ils ne connaissent pas la générosité et les sentiments virils. Dans leurs conceptions, comme dans leurs œuvres, ils manquent de méthode, de tenue, de règles, de principes. Ils ne possèdent ni bons chevaux, ni viandes succulentes, ni raisins, ni melons, ni fruits savoureux. Ici, point de glace, point d'eau fraîche. Dans les marchés on ne peut se procurer ni mets recherchés, ni pain de bonne qualité. Bains, bougies, torches, medreceh, chandeliers, rien de tout cela n'y est connu...

« À part les fleuves et les ruisseaux qui coulent dans les ravins et dans les fonds, ils n'ont, soit dans leurs jardins, soit dans leurs palais, aucune espèce d'eau courante. Leurs constructions manquent de charme, d'air, de régularité et d'élégance. Les campagnards et les gens de basse condition vont généralement nus. Pour tout vêtement ils portent ce qu'ils appellent un *langota*, et qui n'est autre chose qu'une courte pièce de toile pendant de leur corps à deux empan au-dessous du nombril. Au-dessous de cette courte pièce de toile, il y en a une autre qu'on fixe entre les deux cuisses à l'aide du cordon du *langota*, par lequel on la fait passer, et qui sert à l'attacher par-derrière. Les femmes s'attachent autour du corps un *lang* dont elles laissent pendre la moitié sur les reins et l'autre sur la tête.

« Le grand avantage que présente l'Hindoustan, c'est, outre la vaste étendue de son territoire, la grande quantité d'or soit en lingots, soit en monnaie qu'on y trouve. »

Ainsi ce Musulman du Turkestan juge-t-il, du haut de sa victoire, à partir de son désert et de son orgueil de nomade, du haut aussi de la grandeur islamique à laquelle il appartient, la vieille civilisation de l'Inde, son art, son architecture. Sa morgue, pour ne pas être « morgue d'Occidental », n'en est pas plus plaisante.

• Les grands mouvements conquérants des Mongols ne nous intéressent pas ici dans leur détail mais seulement dans la mesure où ils ont mis en cause Chine et Inde, les frappant chaque fois en plein cœur. Ainsi, lors des deux dernières et immenses vagues d'invasions, aux XIII^e-XIV^e siècles et aux XVI^e-XVII^e.

Les croquis (►, ►et ►) montrent les limites chronologiques et l'organisation variable des explosions, soit vers l'Ouest et la lointaine Europe, soit vers l'Est, avec une variante vers le Sud et vers l'Inde, et toujours avec des chocs en retour vers la Chine. Sans doute, parce que,

dès le début du xv^e siècle, la Chine est « l'homme malade » qui attire vers lui les convoitises des pillards. Quand il mourut, en 1405, Tamerlan préparait une attaque contre la Chine.

En tout cas, chaque fois qu'explose le monde batailleur des nomades, Chine et Inde sont rudement frappées, jusqu'en leurs capitales. Quatre dates, répétées deux à deux, le disent, à elles seules : 1215, l'année de Bouvines, Gengis Khan prend Pékin ; 1644, les Mandchous, renforcés de Mongols, prennent à nouveau Pékin ; 1398, Tamerlan prend Delhi ; 1526, Baber prend Delhi, une nouvelle fois.

Ces événements sont des catastrophes sans nom. Chaque fois, il s'est agi de millions de vies humaines. L'Occident n'offre pas, et de loin, jusqu'aux guerres techniques du xx^e siècle, des tueries aussi généralisées. L'Inde où ces guerres se compliquent de la lutte de deux civilisations (les Barbares qui l'envahissent sont convertis à l'Islam) a eu une histoire épouvantable, au cours de ces incursions multiples dont elle ne triomphe finalement, comme la Chine, qu'en raison de son extraordinaire puissance de vie, et aussi parce qu'elle n'a jamais été submergée entièrement, jusqu'à la pointe du cap Cormorin, et que le Deccan a toujours vécu sur une économie (et parfois une émigration) liée aux pays de l'océan Indien.

Pour l'Inde comme pour la Chine, ces raz de marée auront signifié des destructions, des freinages répétés. Sans doute ont-elles à la longue absorbé les envahisseurs, mais à quel prix ? Alors l'envahisseur barbare est-il responsable, en grande partie, d'un décalage grandissant par rapport à l'Occident ? Est-ce la clef essentielle du destin de l'Extrême-Orient ?

Pour l'Inde, on le soutiendrait volontiers. Aux origines (II^e millénaire av. J.-C.), les Aryens du Pendjab sont analogues aux ancêtres des Hellènes, des Celtes, des Italiotes, des Germains. À l'*Iliade* et à l'*Odyssée* correspond la culture chevaleresque de ces guerres pour la conquête de la plaine supérieure du Gange que raconte le Mahabharata. Au v^e siècle avant J.-C., à l'époque du Bouddha, l'Inde du Nord est couverte de républiques aristocratiques et de petits royaumes analogues à ceux de l'Hellade, avec, comme en Grèce, une esquisse de commerce. Au III^e siècle, Tshandragputa et Asoka fondent le premier Empire qui va réunir l'Afghanistan et l'Inde entière, sauf la pointe méridionale du Deccan, irréductible comme toujours. C'est l'époque où se construit l'Empire gréco-macédonien d'Alexandre. Avec la naissance du Christ commence, par la porte du Nord-Ouest, l'invasion des peuples scythes qui aboutira au vaste Empire des Gupta, entre III^e et VIII^e siècle, et qui renouvelle la lutte, sans fin pour l'Inde, des hommes à peau claire et des hommes à peau foncée. Bientôt, comme dans le Moyen Âge occidental, s'aperçoivent des masses de paysans asservis et, du x^e au XIII^e siècle, de grands États féodaux. Il n'y

a certes pas parallélisme rigoureux, surtout quant aux formes des deux sociétés, mais d'un côté à l'autre, pas de différence trop accusée de niveau jusqu'au XIII^e siècle et à la grande tourmente mongole.

Alors, le décalage va se creuser progressivement. Et la question est la même pour la Chine : dans quelle mesure a-t-elle été retardée dans son développement par la conquête mongole achevée en 1279 et par la conquête des Mandchous (1644-1683) ? Techniquement, scientifiquement en avance jusqu'au XIII^e siècle au moins, la Chine se laisse distancer ensuite par l'Occident lointain.

Il est évident, toutefois, que l'on ne saurait attribuer aux envahisseurs de la steppe toute la responsabilité du destin mêlé de l'Extrême-Orient. Les destructions des envahisseurs ont été immenses. Cependant tout s'est réparé, cicatrisé avec le temps.

On dirait même volontiers : trop bien cicatrisé. Les invasions qui, en Occident, ont signifié ruptures et naissances de nouvelles civilisations passent sur la Chine et sur l'Inde comme des catastrophes *matérielles*, mais qui ne changent vraiment ni leurs formes de pensée, ni leurs structures sociales. Jamais il n'y eut un bond comparable à celui qui a porté la civilisation antique de la Grèce à Rome, et de Rome à la Chrétienté ; ou comparable au passage du Proche-Orient à l'Islam.

Cette extraordinaire fidélité à lui-même de l'Extrême-Orient, son immobilisme tiennent aussi à des raisons internes. Elles expliquent en partie son retard, qui, d'ailleurs, est tout relatif. L'Extrême-Orient n'a pas réellement reculé ; il est resté où il était, pendant des siècles et des siècles, cependant que le reste du monde progressait à vue d'œil, le distançant de jour en jour davantage.

Origines lointaines : les raisons d'un immobilisme culturel

C'est sans doute bien avant l'histoire, dès l'aube des premières civilisations, que tout s'est décidé. Les civilisations d'Extrême-Orient se présentent comme des ensembles qui auraient atteint très précocement une maturité remarquable, mais dans un cadre tel qu'il a rendu quasi immuables certaines de leurs structures essentielles. Elles en ont tiré une unité, une cohésion étonnantes. Mais aussi une difficulté extrême à se transformer d'elles-mêmes, à vouloir et à pouvoir évoluer, comme si elles s'étaient systématiquement refusées au changement et au progrès.

• Que les deux grandes civilisations d'Extrême-Orient soient des civilisations millénaires, c'est ce qu'il faut

essayer de comprendre en oubliant nos expériences d'Occident.

En Extrême-Orient, où les monuments ne se détériorent et ne s'effacent que trop vite, dans la mesure souvent où ils sont, comme en Chine et au Japon, bâtis en matériaux légers, l'homme, le social, le culturel semblent, au contraire, indestructibles. Ils ne sont pas d'hier, mais d'un jadis très éloigné. Imaginez ce que serait une Égypte pharaonique, miraculeusement conservée, adaptée tant bien que mal à la vie moderne, ayant sauvé ses croyances et certaines de ses mœurs.

L'hindouisme, bien vivant encore, est la base quasi inchangée de toute la civilisation indienne depuis plus d'un millénaire : encore a-t-il emprunté et transmis certaines notions religieuses qui, elles, sont vieilles de quelque mille années supplémentaires.

En Chine, le culte des ancêtres et des dieux de la nature, qui date au moins du premier millénaire avant le Christ, s'est perpétué également à travers taoïsme, confucianisme et bouddhisme qui ne l'ont certes pas supprimé. Il est encore vivant.

Or à ces formes religieuses anciennes et vivaces s'attachent des structures sociales qui ont eu la vie aussi dure qu'elles : le système indien des castes, la hiérarchie familiale et sociale chinoise. Il semble donc qu'il s'agisse, dans les deux cas, d'une pérennité religieuse, doublée d'une pérennité sociale, étroitement attachées l'une à l'autre. Ce trait est caractéristique des cultures primitives, dont toutes les formes de vie et de pensée sont totalement, *directement* engagées dans le surnaturel. Il est plus déconcertant dans de grandes civilisations aussi développées, et dans tous leurs différents domaines, que la Chine et l'Inde, mais d'autant plus remarquable.

• Contrairement à l'Occident qui sépare nettement l'humain et le divin, l'Extrême-Orient ignore cette différenciation.

Le religieux se confond avec toutes les formes de la vie humaine : l'État est religion, la philosophie est religion, la morale est religion, les relations sociales sont religion. Toutes ces formes participent pleinement du sacré. Elles en tirent certainement leur tendance à l'immutabilité, à la perpétuité.

Par une contradiction compréhensible, ce divin mêlé à tous les actes de la vie, et même aux plus triviaux, donne souvent à l'Occidental, habitué à placer la religion sur un sommet spirituel, l'impression d'une absence de sentiment religieux, que remplacerait un formalisme rituel. C'est qu'il est difficile à un Occidental de saisir l'importance, le sens

réel de ces rites.

Les observer, c'est se conformer à un ordre divin, qui régit tout l'humain. C'est vivre religieusement. Ainsi l'hindouisme consiste beaucoup plus, essentiellement, dans la reconnaissance des valeurs que représente la hiérarchie des castes que dans « la croyance à des êtres spirituels et au culte des dieux qui n'en constituent qu'un fragment ».

De même les Chinois se soucient peu de distinguer entre une infinité de dieux. L'essentiel est d'observer vis-à-vis d'eux toutes les obligations rituelles, de rendre au culte des ancêtres tous les soins qui lui sont dus, enfin d'observer dans la vie familiale et sociale tous les devoirs que fixe une hiérarchie compliquée.

Il est vrai que le contexte spirituel est très différent, dans l'Inde et dans la Chine, que les formes de la religion et les formes sociales qui s'y rattachent ne se ressemblent guère. Si l'on oppose en bloc Occident et Extrême-Orient, on risquera de ne pas voir les vives oppositions qui divisent ce dernier. L'Inde n'est pas la Chine, est-il besoin de le dire ? Et si la Chine, vis-à-vis de l'Europe, semble sous le signe d'une vie religieuse envahissante, elle s'affirme, par contre, face à l'Inde, comme un pays rationaliste, marqué au passage par la puissante crise intellectuelle des Royaumes Combattants (v^e-III^e siècles av. J.-C.), semblable, a-t-on dit, à la crise philosophique essentielle qui a marqué la naissance, en Grèce, de l'esprit scientifique. Le confucianisme, nous le verrons, a recueilli l'héritage de cette crise agnosticienne et rationaliste, il l'a adapté aux nécessités politiques et lui a permis de traverser l'énorme crise religieuse du III^e au X^e siècle, pour le remodeler dans ce qui sera le néo-confucianisme, triomphant à partir du XIII^e siècle.

En Chine, donc, deux courants se côtoient et l'immobilisme de la société tient à certaines structures politiques, économiques et sociales autant que religieuses, tandis que dans l'Inde le surnaturel joue le rôle primordial. Comment pourrait-on y réformer, y remettre en question la société des hommes, puisque son organisation s'affirme d'essence divine ?

Chapitre II

La Chine classique

Cette Chine classique dont il nous faut partir, parce qu'elle est loin encore d'avoir entièrement disparu, a mis très longtemps à acquérir et à préciser ses traits originaux. Son image se présente comme celle d'un ensemble compact qui échappe aux essais habituels de périodisation. À travers tant de siècles, à travers une interminable succession de catastrophes et de conquêtes, elle semble présenter un visage immuable.

Pourtant, si lente que soit l'évolution de l'énorme réalité, celle-ci n'est jamais immobile. Comme toutes les civilisations, la chinoise accumule ses expériences, fait un choix sans fin renouvelé entre ses propres richesses et tendances ; enfin, contrairement aux apparences, elle n'est pas fermée sur le monde du dehors. Des souffles extérieurs parviennent jusqu'à elle et y imposent leur présence.

Les dimensions religieuses

Premières dimensions, les plus importantes, les plus difficiles à bien saisir, celles de sa vie religieuse. Cette vie religieuse n'a pas de contours nets. Elle admet plusieurs systèmes, comme la religion occidentale, mais qui ne s'excluent pas l'un l'autre. La piété d'un fidèle va d'une forme à l'autre, admet à la fois mysticisme et rationalisme. Imaginez un Européen oscillant, sans y trouver le moindre obstacle intellectuel ou religieux, de la Réforme à l'Église catholique et à l'athéisme et prenant partout son bien. « Il y a dans le Chinois le plus agnosticien, ou le plus conformiste, un anarchiste et un mystique latent... Les Chinois sont superstitieux ou positifs, ou plutôt les deux à la fois. » (Marcel Granet). C'est cet « à la fois » qui, souvent, est peu

compréhensible pour un Occidental.

Ces remarques, qui valent même pour la Chine récente, sont utiles à rappeler au seuil d'un exposé historique. Elles expliquent à l'avance cette vérité fondamentale, à savoir qu'en s'implantant en terre chinoise, le confucianisme (on dit aussi très rarement le confucéisme) et le taoïsme (à peu près au même moment), puis bien plus tard le bouddhisme, ne se sont pas éliminés malgré leurs querelles et leurs luttes, ni toujours distingués l'un de l'autre. Ils se seront ajoutés, en vérité, à une vie religieuse largement antérieure, primitive, puissante. On dit que les « Trois Grands » ont navigué sur ces eaux religieuses anciennes. En vérité, ils y ont bel et bien fait naufrage.

• La vie religieuse de la Chine, dans ses fondements, est très antérieure aux trois grands courants de sa vie spirituelle. Un héritage multiforme, vivace, se maintient à la base de toutes les pratiques religieuses.

Il s'agit là d'un vieil héritage en place dès avant le premier millénaire précédant le Christ, à l'aube de la première Chine cohérente, et que rien ne modifiera de fond en comble.

Alors l'apparition de la charrue permet la mise en place de populations beaucoup plus denses, groupées en villages, en seigneuries. Cette première Chine pratique le double *culte des ancêtres* et des *divinités du Sol* seigneurial, ce qui nous transporte, à notre gré, soit dans la Grèce archaïque, soit aux origines lointaines de Rome, dans le climat même de *la cité antique*.

Le culte des ancêtres accorde une importance exceptionnelle aux groupes familiaux *patrilinéaires* (où le nom se transmet de père en fils). Au-dessus de ces familles, le groupe plus vaste de la *gens* (en chinois *sing*) rassemble les hommes issus d'un même ancêtre, portant, de ce fait, le même gentilice. Ainsi pour les Ki, le premier ancêtre est le souverain Millet, pour la *gens* Sseu, Yu le Grand, le héros légendaire qui fit s'écouler les eaux du Déluge.

Cette organisation et le culte des ancêtres concernent, à l'origine, les seules familles patriciennes. Plus tard, les familles plébéiennes imiteront ce modèle ancien et vénéreront, elles aussi, leurs ancêtres comme autant de dieux.

À côté des ancêtres se placent, sur un plan à peine différent, les dieux locaux de la seigneurie, depuis les dieux de chaque maison, des collines, des cours d'eau, des diverses forces naturelles localisées en tel ou tel point du territoire, jusqu'au dieu du Sol de la seigneurie, *chö*, qui les domine tous. « Un prince de Tch'en vaincu en 548 (av. J.-C.) qui se rendait à merci, alla au-devant de son vainqueur en habits de

deuil, tenant dans ses bras le dieu du Sol et précédé de son général portant les vases du temple des ancêtres : c'était la seigneurie qu'il offrait ainsi » (H. Maspéro).

Quand l'unité politique soumit les seigneuries à l'autorité monarchique, un grand dieu du Sol Royal s'imposa à tous ces dieux locaux : le souverain Terre. Il fut assez naturellement le dieu des Morts : il les « gardait jalousement dans ses geôles sombres, au sein des Neuf Obscurités, près des Sources Jaunes ». Il y eut aussi le dieu du Ciel (le dieu d'En Haut), les dieux des montagnes, des Quatre Mers, des Fleuves (le Comte du Fleuve est le dieu du terrible Hoang Ho)... En fait, les dieux sont aussi nombreux que les milliers de caractères du chinois classique !

Ce polythéisme proliférant croit à la survie des âmes, soit aux Sources Jaunes, séjour infernal, soit au monde céleste du dieu d'En Haut, soit sur terre dans le temple des ancêtres. Cette hiérarchie des séjours de l'au-delà est souvent calquée sur les hiérarchies sociales d'ici-bas. Princes, ministres, grands de ce monde connaissent la vie bienheureuse du Ciel où les plus importants continuaient à être assistés de leurs serviteurs. Le commun des mortels allait aux Sources Jaunes, aux Neuf Obscurités : à eux l'Enfer. Aux demi-fortunés, la vie dans le tombeau des ancêtres. Tout cela un peu flou, d'autant que chaque homme a plusieurs âmes et que la vie de l'au-delà n'est possible que grâce aux offrandes et aux sacrifices des vivants, analogues aux sacrifices et aux offrandes réservés aux dieux. Morts et dieux mangent : « Nous remplissons d'offrandes les coupes en bois et les coupes en terre, dit le chant rituel lors du sacrifice des victimes. Dès que le parfum en est monté, le Seigneur d'En Haut se met à manger. »

Entre dieux et vivants, les marchés sont la règle : aux offrandes répondent les protections. Un dieu dit : « Si vous me faites des sacrifices, je vous donnerai du bonheur. » Un prince déclare : « Mes offrandes sont abondantes et pures. Sûrement les Esprits me soutiendront. » Cet autre se plaint : « Quel crime ont commis les hommes d'aujourd'hui pour que le Ciel envoie deuils et troubles, disette de grains et de légumes ! Il n'y a pas de dieux que je n'aie honorés ; je n'ai pas lésiné sur les victimes ! »

• *La crise des « Royaumes Combattants ». Entre v^e et III^e siècles avant J.-C., la Chine féodale se désagrège, au cours de la période mouvementée, dite des « Royaumes Combattants ».*

Les seigneuries disparaissent alors au profit de principautés plus ou

moins importantes, plus ou moins stables, au milieu de guerres continuelles. Ensuite se constituera et s'imposera la paix unificatrice de l'Empire des Han.

Cette crise longue et violente s'accompagne d'une inquiétude morale très vive qui incite les penseurs chinois, au cours de leurs controverses idéologiques, à réagir contre la religion des premiers âges et son formalisme. Le destin intellectuel de la Chine est tout entier dominé par cette période qui évoque, au gré des comparaisons, ou la Grèce des v^e et iv^e siècles avant J.-C., ou l'Italie de la Renaissance avec ses drames politiques et sociaux, durant lesquels le gros problème, pour les tyrans et leurs sujets, fut de vivre, ou de survivre.

Ainsi la Chine des v^e-iii^e siècles a-t-elle eu ses politiques (ses *légistes*) préoccupés de calculer l'occasion et la chance (*che*) qu'elle peut offrir au Prince ou à l'État. Elle a eu aussi ses rhéteurs, ses « sophistes », préoccupés du bien public. Ces sophistes se rattachent souvent à l'école ancienne de Mo-Ti (ou Mö-Tseu), au *mohisme*.

Les disciples de Mö-Tseu forment-ils un peu un ordre de chevalerie au service des opprimés, ou une sorte de congrégation de Frères Prêcheurs ? Ces comparaisons disent assez bien ce qu'est leur activité, leur « engagement ». Quant au surnom que les historiens leur ont donné, après coup, de « sophistes », il dit aussi leur passion de discourir, de convaincre par la parole, d'argumenter sans fin, chacun selon sa propre ligne. Toute une pensée relativiste, rationaliste aussi, détachée des injonctions strictes de la religion, surgit à l'arrière-plan de ces vives controverses.

De ces novations philosophiques, l'époque des Han ne retiendra qu'une partie, en gros ce qui sera le confucianisme, c'est-à-dire une tendance nettement rationaliste, en réaction contre l'ancienne religion ; mais également en réaction contre les excès rhétoriques des sophistes, la multiplicité de leurs doctrines et les conséquences politiques et sociales qu'elles peuvent impliquer. Le confucianisme, c'est, tout à la fois, une remise en ordre intellectuelle, politique et sociale.

Il n'en reste pas moins que c'est grâce à lui que se perpétuera en Chine un pseudo-rationalisme, face aux poussées religieuses du taoïsme et surtout du bouddhisme, très fortes jusqu'au x^e siècle. Au xiii^e siècle, il se reconstituera solidement avec le néo-confucianisme.

• Le confucianisme n'est pas seulement un essai d'explication rationaliste du monde, il est une morale politique et sociale ; sinon une vraie religion, comme on l'a avancé, du moins une attitude philosophique qui s'accommode aussi bien d'une certaine religiosité que du

scepticisme, ou même de l'agnosticisme le plus franc.

Confucius (551-479 av. J.-C. selon les dates traditionnelles) lui donne son nom. Bien qu'il n'ait laissé aucun écrit et que sa doctrine ait été transmise par ses disciples, il est bien le fondateur de ce système qui allait devenir l'apanage de la classe même qu'il représentait, l'*intelligentsia* chinoise.

a) Le confucianisme est en effet, avant tout, l'expression d'une caste, celle des lettrés, ceux qu'on appelle les mandarins,

représentants du nouvel ordre social et politique qui s'organise peu à peu, après la désintégration féodale, en somme les administrateurs et « fonctionnaires » de cette Chine nouvelle.

Expression de l'autorité de l'État, les fonctionnaires-lettrés se multiplient avec les premières grandes principautés et dès que l'écriture est devenue la condition de l'ordre et du commandement. Longtemps, ils auront été confinés dans des postes subalternes, les charges importantes allant aux grandes familles aristocratiques, mais la formation du premier grand Empire, celui des Han (206 av. J.-C.-220 ap. J.-C.) assurera leur triomphe.

Le développement du confucianisme est étroitement lié à celui de l'*enseignement* dispensé aux lettrés. La Grande École, fondée en 124 avant J.-C. par l'empereur Wou, enseigne une doctrine compliquée déjà, qui s'appuie sur la lecture et le commentaire des cinq livres classiques (*Mutations, Odes, Documents, Printemps et Automnes, Rites*) dont on faisait remonter la tradition à Confucius, mais qui lui sont à la fois antérieurs et postérieurs et dont le texte a été vraiment reconstitué et commenté de façon intelligible par les lettrés des IV^e et III^e siècles avant J.-C.

Chaque maître n'enseigne qu'un livre, toujours le même, et selon une seule interprétation. Si bien qu'existent à la Grande École, pour chaque livre, autant de chaires qu'il y a d'interprétations possibles (soit quinze, au I^{er} siècle après J.-C.). Chaque maître ne s'adresse directement qu'à une dizaine d'*assistants* qui, à leur tour, enseignent les élèves. En 130 de notre ère, l'École comptait 1 800 étudiants et 30 000 auditeurs. Des examens sévères sanctionnaient ces études. Les questions étaient inscrites sur des fiches de bois que les candidats, tirant à l'arc, prenaient pour cibles : la flèche indiquait la question à laquelle ils devaient répondre.

Dans son ensemble ce système durera à peu près jusqu'à nos jours, mais naturellement, au cours des siècles, il y eut des remaniements, des commentaires et de véritables « sommes » furent rédigées, nous dirions de nouveaux manuels. Le plus important de ces remaniements s'est élaboré entre VIII^e et XII^e siècle, avec les Cinq Maîtres, fondateurs de ce qu'on appelle le *néo-confucianisme*. Le plus célèbre d'entre eux,

Tchou Hi († 1200) en élabora la doctrine qui resta par la suite, jusqu'à la chute de l'Empire chinois (1912), le guide inchangé et la doctrine officielle de la sagesse chinoise.

b) Doctrine d'esprits raffinés, le confucianisme est une tentative d'explication du monde, qui vise à éliminer les croyances populaires primitives tout en respectant le sens général de la tradition.

D'où un détachement assez hautain et même méprisant vis-à-vis de la religion populaire, et un scepticisme évident. Confucius ne parle jamais des dieux et, tout en respectant les esprits, les ancêtres, il préfère les tenir à distance : « Celui qui ne sait pas servir les hommes, dit-il, comment saura-t-il servir les esprits ? Celui qui ne connaît pas les vivants, comment connaîtra-t-il les morts ? »

Des forces de la nature, des rapports des hommes avec le monde surnaturel, les confucianistes donnent une explication d'ensemble où l'on peut voir comme l'ébauche d'une théorie scientifique de l'Univers. Ce ne sont pas les caprices des dieux, ou leurs colères ou leurs bienfaits qui président à la vie du monde, mais le jeu de forces impersonnelles dont l'interaction est responsable de tous les phénomènes et mutations. Aussi bien ne diront-ils pas *le dieu d'En Haut*, mais *le Ciel*... Cependant, pour ces explications nouvelles, les confucianistes ont conservé souvent de très vieux mots et de très vieilles notions, d'origine populaire, voire paysanne, qu'ils ont chargés d'un sens philosophique nouveau. Ainsi le *yin* et le *yang*.

Dans le langage et la littérature populaires, ces deux mots évoquaient concrètement « un ensemble d'images contrastées » : *yin* qualifiait l'ombre, *yang* le soleil ; *yin* le temps froid et pluvieux, l'hiver, *yang* la chaleur sèche, l'été ; *yin* ce qui est féminin, ce qui est passif, *yang* ce qui est masculin et actif... Les confucianistes se sont emparés des deux mots pour en faire le symbole de « deux aspects concrets et complémentaires de l'univers, qui s'opposent dans l'espace et alternent dans le temps », deux aspects qui suscitent par leur antagonisme même toutes les énergies de l'univers. Ces deux temps alternent sans fin, « un temps de repos appelé *yin*, un temps d'activité appelé *yang* ; ils ne coexistent jamais, ils se succèdent indéfiniment l'un à l'autre et leur alternance régit tout ». Et notamment les saisons : le *yin* automne-hiver succède au *yang* printemps-été ; ainsi s'explique encore l'alternance du jour et de la nuit, du froid et du chaud. Dans l'homme, ce « duel » se fait amour et haine, joie et colère...

Le rythme qui organise ces mouvements alternés du *yin* et du *yang*, c'est le *tao*, principe de l'alternance elle-même et donc de l'unité de tout être et de toute évolution. Le proverbe dit : « une fois *yin* ; une fois *yang* ; et c'est l'unité, le *tao* ».

Malheureusement, si dans la nature toutes choses suivent leur *tao*, leur voie droite ; si le *yang* du ciel et le *yin* de la terre alternent sans faille pour régler tous les problèmes de la nature et des hommes, l'homme est, dans l'univers, un élément particulier, perturbateur, le seul qui ait la liberté de ne pas suivre son *tao*, de se détourner de sa voie. Alors, par ses mauvaises actions, l'homme détruit l'harmonie préétablie.

Les confucianistes pensaient que, ce faisant, l'homme provoquait toutes les perturbations, soit physiques (éclipses, tremblements de terre, inondations...) soit humaines (révoltes, calamités publiques, disettes, etc.). Les néo-confucianistes par contre réduisirent ce pouvoir perturbateur de l'homme à l'homme lui-même. Par son manque de vertu, l'homme se condamne lui-même à être abaissé. C'est le principe même, nous le verrons, du pouvoir impérial : les souverains sont automatiquement élevés ou déposés, suivant qu'ils suivent ou non la norme céleste.

c) Par là le confucianisme aboutit à une règle de vie, à une morale qui tend à maintenir ordre et hiérarchie dans la société et dans l'État, et qui réagit vivement contre l'anarchie intellectuelle et sociale des sophistes et légistes.

Partant de pratiques religieuses anciennes, les confucianistes ont assigné à une série de *rites*, d'attitudes sociales et familiales, un rôle important d'équilibre moral, de maîtrise des sentiments. Les rites règlent la vie de chacun, le rang qui lui revient, ses droits, ses devoirs. Suivre sa voie, son *tao*, c'est avant tout, pour chacun, rester à la place qui lui convient, ou plutôt qui est la sienne, une fois pour toutes, dans la hiérarchie sociale. « Tel est le sens profond de la définition célèbre, par Confucius, du bon gouvernement : "Que le prince soit prince, que le sujet soit sujet, le père, père, le fils, fils !" »

Naturellement l'obéissance et le respect qui sont dus au prince ou au mandarin viennent de leur supériorité : « La vertu du prince est comme le vent, celle des petites gens est comme l'herbe. Au souffle du vent, l'herbe se courbe toujours. » La vertu cardinale des sujets sera l'obéissance absolue, condition de l'harmonie de la communauté. D'où l'importance conservée par le confucianisme « au culte des ancêtres, dépouillé de toute religiosité, mais exigé en tant que ciment de la hiérarchie » (E. Balazs), car le culte des ancêtres maintient dans la famille elle-même hiérarchie et obéissance absolues.

Il est évident que les « vertus prêchées par les confucianistes, respect, humilité... soumission et subordination aux supérieurs en rang et en âge », renforcent puissamment l'autorité politique et sociale de la caste des lettrés, c'est-à-dire leur propre classe. Cette morale formaliste et traditionnelle a beaucoup compté dans la continuité et

l'immobilisme social de la Chine.

• *À peu près contemporain du confucianisme et né à la faveur de la même crise prolongée, le taoïsme est pour sa part une recherche mystique et une religion individuelle de salut. Dans sa forme populaire, il est lié à la vie, si importante en Chine, des sociétés secrètes.*

Son origine se rattache théoriquement à l'enseignement de Lao Tseu (« le Maître »), personnage mythique du VII^e siècle avant notre ère. Mais le livre qu'on lui attribue et qui contient sa doctrine date du IV^e ou III^e siècle avant J.-C. seulement.

a) Le taoïsme est une recherche mystique de l'absolu et de l'immortalité.

Comme les confucianistes, les taoïstes ont réinterprété à leur usage les notions générales de *yin*, de *yang* et de *tao*. Pour eux, le *tao* est un absolu mystique, il est la puissance première de la vie, « ce par quoi tout devient ».

Définir cet absolu n'est guère possible. Écoutons ce qu'en dit un texte ancien attribué à Lao Tseu : « Le *tao* qu'on tente d'exprimer n'est pas le *tao* lui-même ; le nom qu'on veut lui donner n'est pas son nom adéquat. – Sans nom, il représente l'origine de l'univers ; avec un nom, il constitue la Mère de tous les êtres. – Par le Non-Être, saisissons son secret ; par l'Être, abordons son accès. – Non-Être et Être sortant d'un fond unique ne se différencient que par leurs noms. – Ce fond unique s'appelle Obscurité. – Obscurcir cette Obscurité, voilà la porte de toute merveille. »

La perfection, la sainteté recherchée par les taoïstes, c'est l'union mystique avec le *tao* éternel ; c'est « s'effacer vivant dans cette présence originelle et souveraine qui enveloppe tout sans être jamais enveloppée », dans le « sans forme qui engendre toutes les formes, dans le *tao* qui possède une vie éternelle ». Et c'est atteindre, du même coup, l'immortalité.

Il s'agit là d'une expérience mystique, peu saisissable en elle-même, et qui ne s'atteint que par l'ascèse et la méditation. « N'écoutez pas par l'oreille, mais écoutez par le Cœur (le Cœur, c'est-à-dire l'Esprit pour un Chinois) ; n'écoutez pas par le Cœur, mais écoutez par le Souffle (la respiration)... C'est le Souffle qui lorsqu'il est vide saisit la réalité. L'union avec le *tao* ne s'obtient que par le Vide ; ce Vide, c'est le jeûne du Cœur. »

Le but, c'est d'atteindre par de longues années de méditation et de purification, par de bonnes actions répétées, ce qu'un privilégié

obtient, nous dit-on, en quelques jours : « Au bout de trois jours, il put se détacher du monde extérieur ; au bout de sept jours, il put se détacher des choses proches ; au bout de neuf jours, il put se détacher de sa propre existence. Puis... il obtint la pénétration claire, il vit ce qui est l'Unique ; après avoir vu ce qui est unique, il put arriver à l'état où il n'y a ni présent ni passé ; enfin, il atteignit l'état où il n'y a ni vie, ni mort. »

Par là, le taoïsme rejoint toutes les grandes expériences mystiques, qu'elles soient chrétiennes, islamiques ou bouddhistes.

b) Mais l'immortalité recherchée par les taoïstes n'est pas seulement le salut de l'âme, elle est l'immortalité du corps, grâce à une série de recettes de longue vie, de purifications, d'« allègements » du corps.

Les pratiques sont, en fait, innombrables : gymnastique respiratoire, qui permet la libre circulation du souffle et du sang et évite « les obstructions, coagulations ou nodosités » ; diététique attentive, qui rejette les nourritures ordinaires (notamment les céréales) et leur substitue des drogues, ou végétales, ou minérales ; pratiques alchimistes enfin. Au chapitre de ces dernières, figure la vaisselle d'or qui purifie toutes les nourritures, l'or dissous (la liqueur d'or) et surtout le cinabre (sulfure de mercure) lorsqu'on l'a neuf fois de suite transformé de cinabre en mercure et de mercure en cinabre, pour en faire « la pilule rouge d'immortalité ». Au terme de ces diverses pratiques, « les os deviennent d'or, la chair de jade et le corps incorruptible » ; allégé comme un fêtu de paille, il peut s'élever dans une apothéose qui ravit l'adepte, devenu immortel, vers le séjour des dieux. Pour ne pas troubler le monde des vivants, il feindra de mourir comme les autres, abandonnant derrière lui un bâton ou un sabre, auquel il aura donné toutes les apparences d'un cadavre.

Ces recherches d'alchimie, d'élixir de longue vie donnent son sens à l'histoire de Tchang-Tchouen (*Éternel Printemps*), ce moine taoïste qui avait soixante-treize ans (mais on lui en prêtait deux cents) quand Gengis Khan l'obligea à quitter son monastère pour aller le rejoindre en Mongolie et lui apporter la recette de longue vie. Quand le vieux moine arrive au terme de son voyage, le 9 décembre 1221, l'empereur lui demande : « Quel remède as-tu apporté pour moi ? » Le Chinois lui répond : « Aucun. Je n'ai avec moi qu'un *tao* pour garantir la vie. » Empereur et moine moururent à quelques jours d'intervalle, en 1227.

c) Il y a enfin une religion populaire taoïste qui ignore et la sainteté des maîtres, et les pratiques compliquées de la quête de longue vie. La langue chinoise elle-même oppose le « peuple taoïste », *tao-min*, aux vrais adeptes, *tao-che*.

La masse des *tao-min* se contente de participer aux nombreux

offices, de multiplier les offrandes, de faire acte de pénitence. Ces fidèles ne peuvent prétendre à l'immortalité, mais ceux qui mènent une vie pure sont assurés d'une existence meilleure dans l'autre monde. Ils n'échapperont pas aux Sources Jaunes, mais serviront de fonctionnaires au dieu Terre et régneront sur la foule misérable des morts. Ces derniers détails disent bien que le taoïsme a dû, pour le peuple, s'accommoder, sur ce point comme sur d'autres, des vieilles croyances.

Ce taoïsme populaire s'est organisé à plusieurs reprises en églises très hiérarchisées, et aussi en une série de sectes plus ou moins secrètes, aux tendances anarchisantes et mystiques. Le taoïsme, en effet, en face du confucianisme traditionaliste et partisan de l'ordre social, a toujours été le symbole de l'individualisme, de la liberté personnelle, de la rébellion.

• Le bouddhisme, dernier venu des « Trois Grands », est une religion importée par des missionnaires des Indes et de l'Asie centrale. Mais il n'a pas manqué, lui aussi, d'emprunter au fonds commun de la pensée chinoise et s'est transformé profondément à son contact.

a) Le bouddhisme s'est formé aux Indes, entre VI^e et V^e siècles avant J.-C.

Il y a connu une période de splendeur avec l'empereur Açoka (273-236 av. notre ère). Rejeté peu à peu, assimilé par l'hindouïsme, il conserve une certaine vogue dans le nord et le nord-ouest de l'Inde, avec les dynastes grecs issus de la conquête d'Alexandre, puis il gagne l'Asie centrale, la Bactriane et le bassin du Tarim.

C'est là que le rencontre la conquête chinoise, vers le II^e siècle avant J.-C. Il lui faudra trois siècles pour commencer à s'introduire dans l'Empire des Han, au I^{er} siècle de notre ère, par les routes de l'Asie centrale, mais aussi par celles de la mer et les chemins du Yunnan. Et ce n'est qu'au III^e siècle, donc avec un très grand retard, qu'il se répandra vraiment dans l'ensemble de la société chinoise, élites et masses populaires. Il y exercera une influence prépondérante jusqu'au X^e siècle.

Le bouddhisme enseigne que les hommes après la mort renaissent en un autre corps pour une existence plus ou moins heureuse (suivant les actes accomplis dans les existences antérieures), mais qui est toujours douleur. La seule issue à cette douleur est la voie qu'enseigne Bouddha et qui permet d'atteindre le Nirvana, c'est-à-dire de se confondre dans la vie éternelle inconditionnée et d'être délivré de la « roue » de la réincarnation. Cette voie est difficile, car ce qui fait

renaître les êtres après leur mort, c'est leur soif de vivre. C'est elle qu'il faut éteindre par le détachement et le renoncement. Pour cela, il faut comprendre que ni le Moi, ni ce qui l'entoure n'ont d'existence réelle : ils ne sont qu'illusion. Cette compréhension n'est pas une connaissance raisonnée, mais une intuition, une illumination que le sage ne peut appréhender que par la contemplation et des exercices spirituels répétés en une, souvent en plusieurs existences.

b) Le succès initial de cette religion très étrangère à l'esprit chinois s'explique par un long malentendu.

Elle ne s'est pas présentée aux Chinois avec son visage véritable. Les premiers adeptes du bouddhisme sont tous issus de milieux taoïstes : ils ont pris le bouddhisme pour une variété à peine différente de leur propre religion. Toutes deux, en effet, sont des religions de salut, et extérieurement les pratiques de la contemplation se ressemblent chez l'une et chez l'autre, bien que celles du bouddhisme, moins pénibles physiquement, aient paru plus attrayantes. Quant aux textes sanscrits qui auraient pu éclairer le débat, ils ne furent connus que très lentement. Très difficiles à traduire en chinois, ils le furent généralement par la collaboration des missionnaires indiens et des premiers adeptes taoïstes, et donc naturellement avec le vocabulaire même du taoïsme, ce qui favorisa encore la confusion. C'est ainsi que l'illumination bouddhiste devint l'union avec le *tao*, le Nirvana se traduisit par le mot chinois qui désignait le séjour des Immortels, etc. Ce bouddhisme défiguré se propagea rapidement grâce à un vaste réseau de communautés monastiques d'hommes et de femmes.

Comme pour le taoïsme, une religion populaire réunissait des fidèles qui se contentaient de participer aux fêtes très simples du culte, de réciter des prières, de multiplier les aumônes, d'éviter les cinq péchés capitaux, de participer à des séances dramatiques où le bonze était chargé de sauver, de rappeler les âmes des ancêtres des logements infernaux. Grâce à quoi les fidèles pouvaient espérer eux-mêmes gagner le ciel de l'Ouest, après leur mort, avec les intercessions des saints, délivreurs des âmes des damnés.

c) Le malentendu ne se dissipera qu'avec la multiplication des traductions de textes sanscrits, c'est-à-dire très tard, pas avant les VI^e-VII^e siècles.

En fait, taoïsme et bouddhisme s'opposent profondément. L'un recherche la « drogue d'immortalité », la non-destruction du corps, l'autre considère le corps comme une chaîne imposée aux hommes par leur imperfection et qui n'a même pas d'existence réelle. Le Moi lui-même n'existe pas pour le bouddhiste : au Nirvana toute personnalité se dissout, tandis qu'au Paradis des Immortels, le saint taoïste gardera la sienne à jamais.

Seuls quelques grands penseurs chinois seront troublés par la découverte tardive de ces différences et de l'impossibilité « de se servir du système du Bouddha pour atteindre le sens du *tao* », comme l'écrivait l'un d'eux au VII^e siècle. Désormais, le bouddhisme était devenu « chinois ». Favorisé et persécuté tour à tour, ainsi durement frappé par la répression de 845 qui ferma tous ses monastères, le bouddhisme n'en perpétua pas moins un certain nombre de « croyances dûment sélectionnées, que la Chine avait admises dans son patrimoine propre, sans les modifier à son usage » (Demiéville). C'est ainsi que la croyance à la transmigration des âmes gagna l'ensemble de la Chine, y compris les cadres du taoïsme. De même la métaphysique bouddhiste pénétra fortement le néo-confucianisme, à partir du XIII^e siècle...

On ne dira donc pas que le bouddhisme a été détruit par la civilisation chinoise. *Il s'y est ajouté*, il l'a marquée d'un sceau indélébile (songeons à ses multiples œuvres d'art) tout en se laissant lui-même contaminer de façon irrémédiable. Mais tel a été le sort de toutes les religions en Chine.

• Alors qu'est-ce que la religion pour la majorité des Chinois, au-delà des grands remaniements néo-confucianistes du XIII^e siècle et aujourd'hui encore ?

En d'autres termes, que représentent, pour cette majorité, les temples de brique, peints en couleurs vives, qui dépassent les maisons ordinaires, brunes ou grises, aux murs de bois ou d'argile ? Aucune religion particulière et toutes à la fois.

Chaque fidèle s'adresse tantôt aux bonzes bouddhistes, tantôt aux taoïstes. Dans un même temple, les uns et les autres officieront ; la statue de Bouddha s'y dressera aussi bien que l'autel du dieu local, ou que la statue de Confucius, presque déifié. Les offrandes seront faites aux uns et aux autres. Pendant la dernière guerre, une prière en commun dans un temple chinois fut adressée à une liste de 687 divinités... dont le Christ. L'intéressant est de noter que cette foule de dieux vient de fort loin et qu'aucune des querelles religieuses anciennes n'a donné l'avantage à telle forme de croyances sur telle autre.

Au temps de Marco Polo, à la cour du Grand Khan qui tenait alors dans sa main la Chine et l'Empire mongol, une bourrasque religieuse semblait devoir tout emporter. Le Mongol avait écarté les confucianistes (quitte à les conserver à son service comme fonctionnaires) ; il avait persécuté à mort les taoïstes, favorisé les chamanistes mongols (animistes) et plus encore, les bouddhistes, mais de rite tibétain, accueillant à sa cour des *lamas* thaumaturges et

magiciens. Une secte chrétienne, les Nestoriens, profita aussi de la conjoncture. Et peu après le départ de Marco Polo, un moine d'Occident, Fra Giovanni de Montecorvino, réussissait même à construire la première église catholique à Cambaluc (Pékin), si près du palais que l'empereur ne pouvait pas ne pas en entendre les cloches. « Et ce fait extraordinaire s'est divulgué de toutes parts parmi les peuples », écrit Fra Giovanni. Mais ni ses espoirs ni ceux plus tard des jésuites ne devaient aboutir. Peut-on convertir les Chinois à une seule religion ? Et surtout à une religion étrangère ?

Les dimensions politiques

Sous ce titre, il nous faut suivre une évolution lente, multiple. Et pas seulement donner un aperçu de la masse d'habitudes et de rites que signifie la monumentale institution impériale, mais expliquer aussi comment sa force a reposé sur un corps de hauts fonctionnaires lettrés, les mandarins, jusqu'à hier l'une des originalités les plus fortes de la société et de la civilisation chinoises ; enfin, marquer que ces institutions se justifient par leurs résultats : l'équilibre d'une vaste société, le maintien d'une unité à travers un énorme espace politique. Cette unité a été la raison d'être de la monarchie impériale.

• *La monarchie impériale illustre la « continuité chinoise ».*

On peut, à la suite des chroniqueurs et historiens chinois, lui attribuer quatre mille années d'histoire, avec 22 dynasties successives que la chronologie officielle a mises bout à bout, sans marquer, entre elles, la moindre interruption. Mais cet arrangement ne doit pas faire illusion. Tout d'abord cette chaîne a connu des interruptions, des troubles, des impostures. Ensuite, il n'y a d'institution impériale qu'à partir de l'unité chinoise que créa le « Premier Empereur » des Ts'in, Ts'in Che Houang-ti (221-206), continuée et stabilisée par la dynastie des Han (206 av. J.-C.-220 ap. J.-C.).

Si l'on accepte ce point de départ raisonnable, l'institution impériale va de 221 avant J.-C. jusqu'à l'année 1911-1912 qui voit la chute de la dynastie des Mandchous, appelée aussi dynastie des T'sing (1644-1911). Il s'agit donc d'un trait de *longue durée*, d'un axe autour duquel l'histoire de la Chine a lentement tourné pendant des siècles. Dès lors, la préoccupation des philosophes et historiens chinois se comprend : ils s'efforçaient de souligner la durée, la légitimité de l'institution monarchique, au besoin en remettant rétrospectivement de l'ordre là où l'histoire avait oublié d'en produire à suffisance. D'autant que cet ordre impérial n'était pas seulement en Chine un

ordre humain, il était aussi un ordre religieux, fondé sur des valeurs surnaturelles.

Ordre social, ordre surnaturel sont l'endroit et l'envers d'une même étoffe ; *ce que fait l'empereur relève à la fois du temporel et du sacré* ; jamais ses actes n'ont un caractère franchement laïque. En fait, l'empereur surveille à la fois l'ordre surnaturel et l'ordre naturel du monde, il maintient en quiétude ce double monde, son rôle étant aussi bien de nommer des fonctionnaires que de décider de la hiérarchie des temples, ou d'attribuer un nom à « tel ancien sage divinisé », ou de présider à l'ouverture rituelle des travaux agricoles par le premier sillon qu'il trace à la charrue, lors de la Fête du Printemps...

Les sinologues le disent souvent : *cette monarchie n'est pas de droit divin*. Sans doute, si l'on pense à la monarchie occidentale du Moyen Âge et de la première modernité. Mais entre la monarchie impériale chinoise et la monarchie impériale, telle que Rome l'a conçue, par exemple, nous trouverions plus d'un trait commun. « La philosophie politique chinoise n'a jamais rien enseigné qui ressemblât à la doctrine occidentale du droit divin des Rois », mais est-ce nécessaire, si l'empereur « est vraiment le Fils du Ciel », s'il gouverne en vertu d'un *mandat du Ciel*, d'un contrat qui, selon le mot d'un philosophe chinois, « ne récompense que la vertu » ? Ce rôle de la vertu est nécessaire si l'on veut expliquer les catastrophes que le Prince ne peut pas toujours éviter à son Empire ou à lui-même. Inondations, sécheresses calamiteuses, refus de payer les impôts, défaites aux frontières face aux Barbares, révoltes paysannes – et Dieu sait si elles sont nombreuses ! –, tous ces désordres viennent de la rupture du contrat fondamental, d'un manque de vertu de la part de l'empereur qui cesse dès lors d'être le mandataire du Ciel. De tels présages ne trompent pas, ils annoncent un changement de dynastie, sans lequel des générations d'hommes risqueraient de disparaître à la suite d'un empereur indigne dans le gouffre brusquement ouvert. Les révoltes populaires, au moins dans l'ancienne Chine, sont considérées comme le signe avant-coureur d'une déchéance impériale. Un vieux dicton prétend (un peu comme le « *vox populi, vox Dei* » d'Occident) : « Le Ciel voit comme le Peuple » !

Aussi bien, le mandat céleste passera-t-il légitimement d'une famille qui n'a plus de mérites à une dynastie nouvelle qui les possède forcément, puisqu'elle reçoit le mandat. « L'expression chinoise *Koming*, qui traduit notre mot “révolution” et que la Chine républicaine a adoptée, signifie littéralement : retrait de mandat. Il faut, en effet, que le souverain qui a perdu cette indispensable protection cède la place. » Il y a donc nécessité, pour sauver la continuité impériale et l'unité de la Chine, d'ajuster exactement dans leur chronologie les dynasties successives, en écartant soigneusement les « intercalaires » (*jouen*), nous dirions les illégitimes ou les abusives.

Quand l'une finit, une autre nécessairement reçoit du Ciel le mandat. L'embarras de l'historien commence lorsque dans une période troublée, le pouvoir est contesté, partagé entre plusieurs mains. Il est alors difficile à l'historien chinois de dire quels furent les vrais dépositaires du mandat, de la « continuité » (le *tchang-t'ong*), nous dirions en Occident de la légitimité. Faute de mieux, il choisit ceux qui paraissent « les plus dignes » et accorde alors à ces élus, à titre rétrospectif, « toute la considération due au Fils du Ciel ».

Cette légitimité reconnue, de droit, à qui a eu la force de prendre le pouvoir (parce que cette force, il la tient forcément du Ciel) explique la continuité chinoise malgré ses dramatiques avatars politiques.

L'apparat de cette immuable monarchie est extraordinaire, avec toutes ses splendeurs – celles de la cour, des palais peuplés de ministres, de lettrés, d'eunuques, de courtisanes, de concubines, celle des fêtes magnifiquement ordonnées. Quand l'empereur Song va, au sud de sa capitale, Hang-tcheou, sacrifier au ciel et à ses propres ancêtres dans le temple de la banlieue Sud, la grande avenue qui conduit de la ville au temple a été, à l'avance, égalisée et sablée. Les soldats font la haie, des éléphants richement caparaçonnés précèdent le char impérial et quand il se met en route s'éteignent, toutes ensemble, les torches allumées à la nuit tombée, au long des bas-côtés de la route. Spectacle grandiose et qui se déroule dans une atmosphère d'émotion populaire. Sans doute, il n'est pas un monarque au monde qui n'ait calculé l'effet d'un cérémonial compliqué et précis et les « entrées » des rois de France dans leurs bonnes villes, par exemple, ont su, elles aussi, faire recette. L'apparat de la monarchie chinoise tient à des raisons non moins profondes et son cérémonial a un caractère plus fastueux encore et plus authentiquement religieux. Imaginez, pour en prendre la mesure, ce qu'aurait signifié, en Europe, une série de dynasties impériales qui n'auraient rien perdu de leur pompe, ni de leur signification depuis Auguste jusqu'à la Première Guerre mondiale.

• *Cette monarchie, primitive dans son essence, coexiste avec la « modernité » d'un corps d'« officiers lettrés », les mandarins.*

L'Occident s'est étonné de leur présence, comprenant mal leur vraie position, cherchant en vain dans la Chine des Ming ou des Mandchous un horizon social qui rappelât de près ou de loin l'Europe, avec, à côté de la monarchie, un clergé, une noblesse, un tiers-état. L'importance des mandarins leur donnait plus ou moins, dans l'esprit des Occidentaux, des allures de nobles.

En fait, il s'agit de *hauts* fonctionnaires, peu nombreux, recrutés à la

suite de concours compliqués. Leur culture même, comme leurs fonctions (non pas leur naissance), en font une caste étroite (peut-être dix mille familles, en tout, au XIII^e siècle). Une caste qui n'est pas fermée socialement sans doute, mais où il n'est pas facile de pénétrer non plus, puisqu'elle est réservée aux seuls intellectuels, à des hommes que leurs connaissances, leur langage, leurs préoccupations, leurs idées, leur tournure d'esprit rapprochent dans une espèce de complicité et isolent en même temps du reste des hommes.

Insistons sur le fait qu'ils ne sont nullement définis comme nobles, ou seigneurs, ou riches possédants (ce qu'ils sont aussi). S'il faut chercher une comparaison, c'est dans le monde d'aujourd'hui qu'on le trouvera, dit Étienne Balazs, qui affirme que rien ne ressemble plus aux mandarins que les « technocrates » de nos sociétés industrielles. Ces technocrates d'aujourd'hui, représentants d'un État fort, sont interventionnistes en diable, préoccupés d'efficacité, de productivité, fidèles à un rationalisme sans faille.

Les mandarins leur ressemblent :

1) Comme eux, ils tirent de leurs titres intellectuels, de leurs concours, des droits sociaux et un prestige exceptionnels.

2) Comme eux, ils sont « une couche infime quant au nombre, omnipotente quant à sa force, son influence, sa position, son prestige ».

3) Comme eux « ils ne connaissent qu'un seul métier, gouverner, diriger ».

Un passage célèbre de Mencius († 314 av. J.-C.) sur la différence entre ceux qui pensent et ceux qui peinent, exprime leur idéal : « Les occupations des hommes de qualité ne sont pas celles des gens de peu. Les uns se livrent aux travaux de l'intelligence, les autres aux travaux du corps. Ceux qui s'appliquent aux travaux de l'intelligence *gouvernent les autres* ; ceux qui travaillent de leur force sont gouvernés par les autres. Ceux qui sont gouvernés entretiennent les autres ; ceux qui gouvernent sont entretenus par les autres. » L'horreur du travail manuel est un titre honorifique : la main du lettré, avec les ongles qu'il laisse grandir démesurément, ne peut accomplir qu'un seul travail : le maniement du pinceau qui sert à tracer les caractères.

Mais que signifie gouverner, dans l'ancienne Chine ? À peu près, comme dans un État d'aujourd'hui, assumer toutes les tâches d'administration et de justice. Les mandarins lèvent les impôts, rendent la justice, assurent la police, conduisent éventuellement des opérations militaires, dressent le calendrier des travaux, construisent, entretiennent routes, canaux, barrages, systèmes d'irrigation. Leur rôle ? « Corriger la nature cruelle », prévenir sécheresses et inondations, constituer des réserves de vivres... Bref, assurer le bon fonctionnement d'une société agricole complexe et qui exige (nous

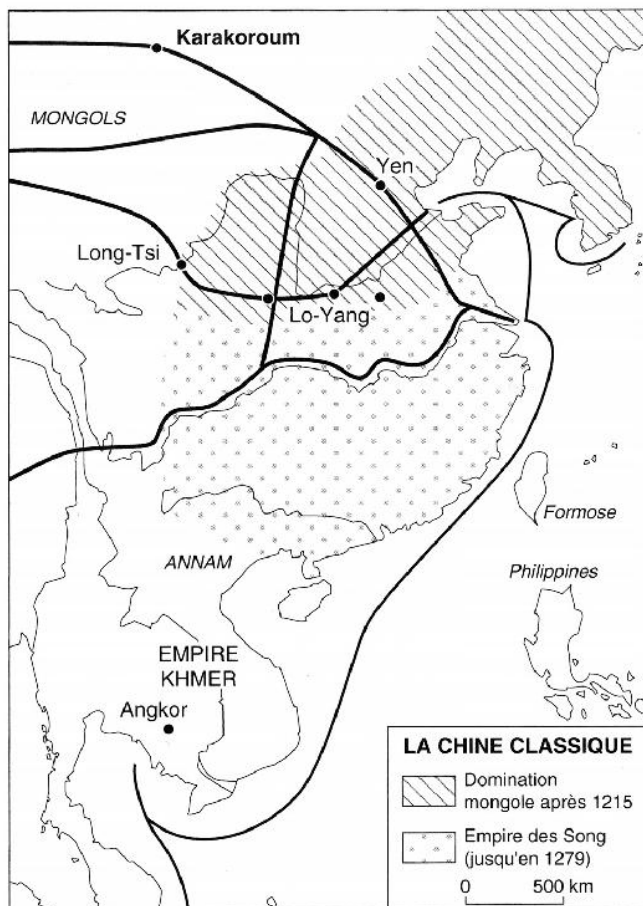
retrouvons, ici, les explications de K.A. Wittfogel) une discipline stricte, particulièrement pour surveiller le régime des fleuves et le bon fonctionnement de l'irrigation.

Les mandarins sont cette discipline, cette stabilité de la société, de l'économie, de l'État, de la civilisation. Ils sont l'ordre, face au désordre. Et sans doute cet ordre n'a-t-il pas eu que des conséquences heureuses. Mais « l'homogénéité, la durée, la vitalité de la civilisation chinoise étaient à ce prix ». Seule la main de fer des mandarins a été capable de maintenir l'unité d'un Empire immense, d'une part face aux féodaux, d'autre part face à une société paysanne qui, toujours (la règle est sans exception), est tombée dans l'anarchie, chaque fois qu'elle a été abandonnée à elle-même. Aussi bien en face du taoïsme, ennemi de toute contrainte collective, partisan du retour à la nature, les lettrés auront prôné les vertus de la hiérarchie, de l'ordre public, de la morale confucéenne.

En ce sens, ils sont largement responsables de l'immobilisme social de la Chine : ils ont sauvegardé un équilibre entre les grands propriétaires, les landlords, tenus à leur place, et les paysans misérables, mais possédant toutefois leurs misérables terres ; ils ont surveillé les éventuels capitalistes, marchands, usuriers, nouveaux riches. Et ceux-ci, autant que par cette surveillance, ont été subjugués par le prestige même des mandarins : régulièrement, un jour ou l'autre, les descendants des marchands enrichis se laissent tenter par la vie des lettres et l'attrait du pouvoir, par les fameux concours... Ainsi s'explique, en partie du moins, que la société chinoise n'ait pas évolué à l'occidentale, vers un système capitaliste. Elle en est restée au stade du paternalisme et du traditionalisme.

• L'unité chinoise, ou le Nord plus le Sud. L'espace chinois ne s'unifie vraiment qu'avec le XIII^e siècle, au moment même où des cataclysmes frappent la Chine entière.

La conquête mongole (1211-1279) s'est achevée par la conquête de la Chine des Song du Sud et de leur capitale Hang-tchéou, que Marco Polo visitera peu après et verra encore dans son épanouissement et sa beauté. Les nouveaux maîtres de la Chine n'ont pas seulement porté aussi loin que possible les limites de la domination chinoise, ils ont donné force et vie à cet ensemble d'espaces différents. Ceux-ci avaient souvent été joints ensemble au temps des Han, des Tang ou des Song mais alors s'achève l'évolution commencée depuis longtemps et qui va consacrer la richesse et la suprématie de la Chine méridionale ; cette richesse se diffuse alors dans tout le corps de la Chine impériale.



10. Routes et fleuves de la Chine classique.

Les principales routes sont indiquées d'un trait gras, les fleuves d'un trait fin.

Des siècles durant, le Sud avait été un « Far West », un « Mezzogiorno semi-barbare », peu peuplé et, quand il l'était, par des tribus autochtones qu'il fallait refouler, non sans peine. Le Sud cependant émerge de son sommeil semi-colonial au moins dès le XI^{e} siècle, quand des espèces hâtives de riz y permettent la merveille des doubles récoltes. Dès lors il est le grenier de la Chine. Si les *deux premiers millénaires* (antérieurs au XI^{e} siècle) ont été dominés par les hommes du Fleuve Jaune, le troisième millénaire (du XI^{e} siècle à nos jours) devient, ou peu s'en faut, la chasse gardée des hommes du Yan-Tsé-kiang et d'au-delà, vers le Sud, jusqu'à Canton, bien que Hang-tchéou et Nankin, capitales des pays du Fleuve Bleu, aient été évincées l'une et l'autre au profit de Pékin, la capitale plantée dans le Nord pour d'évidentes raisons de géopolitique : c'est contre le danger des

Barbares et nomades du Nord qu'il a fallu faire face et maintenir le bouclier.

La primauté du Sud devient vite primauté du nombre : il y a au XIII^e siècle dix Chinois méridionaux pour un seul nordique ; primauté aussi de la qualité, de l'efficacité, et jusqu'à nos jours. L'énorme majorité des intellectuels des trois derniers siècles sont originaires des provinces du Kiang-sou et du Tchökiang, la plupart des leaders de la révolution du XX^e siècle viendront du Hounan. Autant de conséquences, à vrai dire, de ce déplacement (vieux bientôt d'une dizaine de siècles) du centre de gravité de la Chine. Entre XI^e et XIII^e siècles, l'énorme sablier chinois s'est définitivement renversé au bénéfice de la Chine du riz, au détriment de la Chine du millet et du blé. Mais cette Chine nouvelle reste la Chine ancienne, elle la prolonge, elle l'enrichit. Le Sud, c'est un peu l'Amérique de la Chine (comme le sera à son tour la Mandchourie, bien plus tard, à partir du XX^e siècle).

Les dimensions sociales et économiques

Sous la semi-immobilité de la Chine classique s'aperçoit aussi la semi-immobilité de ses structures économiques et sociales. Elles constituent les fondations de l'énorme maison.

• Comme toute société globale, la chinoise se présente comme un complexe de sociétés, comme un emboîtement de formes vétustes les unes, progressistes les autres et dont le devenir (quand devenir il y a) dépend d'une lente et imperceptible évolution.

À la base, cette société est largement agricole et prolétarienne en raison d'une énorme masse de pauvres paysans et de misérables citadins. Cette société des pauvres aperçoit à peine ses maîtres : elle ne voit que très rarement l'empereur ou les princes du sang, richissimes mais peu nombreux, ou les grands propriétaires représentés par des régisseurs que l'on hait, les jugeant de près et à l'œuvre, ou encore les grands fonctionnaires dont on a peur et qui gouvernent le pays de loin, « avec la latte de bambou », comme dit le P. de las Cortes. Avec les petits bureaucrates au contraire, chacun sympathise. Chacun souhaite enfin et tous les jours la malemort aux usuriers et aux prêteurs d'argent.

Ainsi parle, en tout cas, dès les Song, la voix des contes populaires.

D'une telle société on pourra dire à la fois qu'elle est patriarcale,

esclavagiste, paysanne et moderne, très éloignée assurément du « modèle » des sociétés occidentales.

Elle est *patriarcale* en raison de ses puissants lignages, des fils longs et incassables du culte des ancêtres. « La solidarité familiale s'étend aux cousins les plus éloignés, et même aux amis d'enfance. Ce n'est plus affaire, ici, de charité mais de justice : le privilégié qui réussit à faire carrière exploite les vertus de la cellule familiale, attire à lui les bénédictions des ancêtres communs ; il est juste que l'homme qui épuise les chances de la famille reverse sur tous ses parents les prospérités qu'il leur doit. »

Cette même société est *esclavagiste*, du moins l'esclavage y est souvent présent, s'il n'en est jamais l'articulation majeure. L'esclavage est la forme spontanée d'une misère sans rémission et d'une inexorable surpopulation. Les malheureux se vendent eux-mêmes quand les temps sont difficiles. Et comme dans tout l'Extrême-Orient, les parents vendent leurs enfants. La pratique s'est poursuivie en Chine jusqu'à l'ordonnance de 1908 qui, à la fin ou presque de la dynastie mandchoue, a supprimé l'esclavage et interdit la vente des enfants. Cependant elle autorisait les parents, « en temps de disette, à signer des contrats de travail à long terme qui engageaient leurs enfants jusqu'à vingt-cinq ans ».

La société chinoise, paysanne dans sa masse, n'est pas au sens propre *féodale*. Il n'y a pas de *fiefs* avec investiture, pas de *tenures* paysannes, pas de *serfs* paysans. De nombreux paysans sont propriétaires de leurs lopins minuscules de terres. Cependant il y a au-dessus d'eux des « notables ruraux » (*chen che*), affermant leurs terres, usuriers à l'occasion, exigeant des paysans des corvées, des prestations pour l'utilisation du four ou du moulin, le plus souvent en nature, boisseaux de grains ou pots de graisse... Mais ces notables sont en même temps rattachés aux lettrés (ces derniers, grands propriétaires à l'occasion) qui, nous l'avons dit, représentent avant tout l'intérêt de l'État, et tendent de ce fait à empêcher toute suprématie excessive d'une classe sur une autre et surtout d'une classe de féodaux capables de concurrencer l'autorité centrale.

Cette multiple trame sociale maintient l'ordre entre les quatre groupes de la hiérarchie ancienne : les lettrés en tête (*che*) ; les paysans (*nong*) ; les artisans (*kong*) ; les marchands (*chang*). Ces deux dernières catégories qui auraient pu jouer un rôle moteur seront tenues en laisse comme les autres par un gouvernement vigilant. Leur rôle n'aurait pu se développer d'ailleurs qu'au gré des élans économiques et ceux-ci ne furent qu'intermittents.

• *Des économies peu évoluées, nous oserons dire en retard sur l'Occident, quoi qu'en pensent tant de spécialistes et*

d'historiens amoureux de la Chine.

Bien sûr, il ne s'agit pas, une seconde, de diagnostiquer une infériorité *globale* de la Chine par rapport à l'Europe. L'infériorité concerne les structures, les ouvertures marchandes, les cadres d'un capitalisme marchand, ici bien plus mal dessinés qu'en Islam ou en Occident. Tout d'abord, pas de villes libres et c'est une infériorité cruciale. Pas de classes non plus de marchands dominés par ce goût effréné du gain qui, haïssable ou non, a été en Occident un ferment de progrès. Dès le ^{xiii}^e siècle, les commerçants chinois sont prêts à sacrifier à l'orgueil et à la vanité des dépenses d'apparat – en quoi ils ressemblent à nos marchands – mais plus que ceux-ci ils ont le goût et la passion des lettres. Un fils de marchand sait composer des poèmes de tout genre. « Toutes les descriptions de la vie des commerçants (d'après les contes populaires du temps des Song) prouvent que le but qu'ils poursuivaient était de gagner assez d'argent pour pouvoir mener une vie confortable, remplir leurs devoirs moraux et sociaux et surtout s'acquitter de ce qu'ils devaient à leurs parents et à toute leur famille. » Puis, pour les très riches, donner à quelques-uns de leurs parents la possibilité d'entrer dans la classe prestigieuse des mandarins.

Autant dire qu'ils sont à demi engagés seulement dans une mentalité capitaliste à l'occidentale. Plus encore, nous sommes en présence, sans fin, de marchands, d'artisans itinérants, et ce vagabondage, à lui seul, est le signe d'une économie pas encore mûre. Au ^{xiii}^e siècle justement, l'Europe se dégage en partie d'un commerce itinérant qui a marqué les premiers siècles de son Moyen Âge et les maisons marchandes à siège fixe se multiplient. C'est un pauvre marchand que celui qui accompagne ses propres marchandises, qui n'a pas de succursales ou de commis, et à qui manque la possibilité de tout régler par lettres. C'est un pauvre artisan que celui qui porte tout son matériel sur son dos et part à travers villes et campagnes à la recherche du travail. Au ^{xviii}^e siècle encore, rêvons à ces ouvriers fabricants de sucre qui, en Chine, viennent chez le propriétaire des champs de canne avec leurs outils et qui, à force de bras, écrasent les cannes, fabriquent sirop et cassonade... Aussi bien, les concentrations industrielles sont-elles rares : quelques mines de charbon (et encore artisanales) dans le Nord ; dans le Sud les célèbres fours des fabricants de porcelaine.

Pas de crédit non plus. Il faudra pour cela attendre le ^{xviii}^e siècle et souvent le ^{xix}^e. D'où l'importance de l'usurier enfoncé comme une écharde douloureuse dans cette vieille société chinoise, preuve à lui seul d'une économie arriérée et qui respire mal.

Puis, malgré ses fleuves, ses jonques, ses sampans, ses trains de bois flottants, ses franchises entre provinces, ses porteurs, ses caravanes

chamelières dans le Nord, la Chine classique est mal liée dans ses différentes parties et plus mal ouverte encore sur le monde extérieur. Enfin et surtout elle est trop peuplée, beaucoup trop peuplée.

• Mal ouverte sur l'extérieur, la Chine aura vécu surtout sur elle-même. En fait, elle ne débouche sur l'extérieur que par deux seules grandes voies, la mer, le désert. Encore faut-il que les circonstances lui permettent de les utiliser et de trouver, en bout de course, le partenaire apte à commercer avec elle.

À l'époque mongole (1215-1368), pendant un siècle à peu près (1240-1340), les deux portes se sont ouvertes à la fois. Koubilaï (1260-1294), l'empereur ami et protecteur des Polo, s'est évertué à créer une marine, donc à se libérer des navires musulmans, donc à se protéger contre la concurrence et la piraterie des Japonais. En même temps, il a maintenu libre d'obstacles la grande route mongole qui, au-delà de la Caspienne, gagnait la mer Noire et les colonies prospères des Génois et des Vénitiens (Caffa, La Tana).

Cette *Chine ouverte* aura été indéniablement prospère, ravitaillée par les marchands d'Occident en monnaie d'argent. Elle connaîtra aussi, merveille des merveilles, le développement d'une monnaie de papier. Mais cela ne durera qu'un temps.

En tout cas, la grande Révolution nationale des Ming qui rejette les Mongols vers le désert (1368) et purge l'espace chinois de ces étrangers non assimilés, verra presque en même temps se fermer les deux portes. Côté désert, il sera impossible à la Chine nouvelle d'en franchir l'immense obstacle. Côté mer : les Ming vont essayer en vain de s'ouvrir ces chemins essentiels. De 1405 à 1431-1432, pas moins de sept expéditions maritimes successives ont été menées sous le commandement de l'amiral Tcheng Ho. L'une d'elles réunissait 62 grosses jonques, avec, à bord, 17 800 soldats.

Ces flottes quittèrent toutes Nankin pour rétablir le protectorat chinois sur les îles de la Sonde (qui fournissaient à la Chine la poudre d'or, le poivre, les épices) ; elles poussèrent jusqu'à Ceylan, y laissèrent une garnison, atteignirent le golfe Persique, la mer Rouge, la côte d'Afrique enfin, d'où furent rapportées, pour l'étonnement des populations, de merveilleuses girafes.

L'épisode a semblé étrange aux sinologues et d'autant plus digne d'intérêt. Un coup de vent, et les navires chinois doubleraient le cap de Bonne-Espérance, un demi-siècle avant les Portugais, découvriraient l'Europe, voire l'Amérique. En 1431-1432, cependant, l'aventure se clôt, elle n'aura pas de suite. L'énorme Chine a dû rassembler ses

forces face au Nord contre ses éternels adversaires. La capitale Nankin était abandonnée pour Pékin, en 1421.

Plus tard, les empereurs mandchous allaient, sans doute, ouvrir à nouveau la porte du désert aux ^{xvii}e et ^{xviii}e siècles. Ils occuperont alors de vastes territoires jusqu'à la Caspienne et au Tibet, se protégeront contre les nomades, les rejetant loin vers l'ouest. Ces conquêtes assurèrent la paix à la Chine du Nord et lui permirent la saisie, au-delà de la Mandchourie, de la Sibérie jusqu'à l'Amour (traité de Nertschinsk, 1689). Autre résultat, l'ouverture au sud d'Irkoutsk, à partir de la seconde moitié du ^{xviii}e siècle, des grandes foires de Kiatka (fourrures du grand Nord contre cotonnades, soieries et thé de Chine). Quant à la porte de la mer, les Européens essaieront de l'entrouvrir au ^{xvi}e, au ^{xvii}e siècle, puis au ^{xviii}e ; ils l'enfonceront au ^{xix}e, mais à leur profit.

• Trop peuplée : dès le ^{xiii}e siècle, il y a probablement 100 millions de Chinois (90 dans le Sud, 10 dans le Nord).

Ce chiffre décroît avec la fin de la domination mongole et la Révolution nationale des Ming (1368) : en 1384, la population est tombée à 60 millions (chiffre sûr), mais la paix revenue, l'ancien niveau semble bientôt retrouvé. Nouveau recul, sans doute, avec la conquête mandchoue (1644-1683), puis reprise, la paix retrouvée, avec l'énorme expansion du ^{xviii}e siècle. La montée démographique devient alors affolante.

Cette trop grande richesse d'hommes a forcément sa contrepartie. Elle a probablement empêché des progrès techniques possibles. L'homme pullule, rend inutile l'emploi des machines, comme l'esclave autrefois dans le monde de la Grèce et de la Rome antiques.

Car l'homme est apte à tout faire. En 1793, un voyageur anglais admire comment, à bras d'hommes, on arrive à faire sauter un navire d'un bief d'eau à un autre, en se passant d'écluse. Le père de las Cortes (1626) admirait déjà, pour son compte – et il a dessiné la scène – ces porteurs chinois qui soulèvent un énorme tronc d'arbre. Aucune tâche, en somme, dont l'homme ne vienne à bout. Et l'homme vaut si peu en Chine !

Cette surabondance aura gêné la vie chinoise, l'aura immobilisée sous le carcan de fer d'une administration non progressiste et surtout aura bloqué l'essor des techniques. La science chinoise, en effet, existe, une science dont les érudits découvrent chaque jour la richesse, la précocité, l'ingéniosité et même la modernité. Joseph Needham, qui s'en est fait l'historien attentif, remarque que sa conception « organique » du monde est celle même vers quoi tend la science

actuelle, en opposition avec la conception mécaniste qui, depuis Newton et jusqu'à la fin du XIX^e siècle, a été la base de la science occidentale. Mais curieusement, en Chine, la technique n'a pas suivi la science. Elle a marqué le pas. La raison principale en est, sans doute, cette surabondance de main-d'œuvre. La Chine n'a pas eu besoin d'imaginer des machines pour épargner la peine des hommes. Elle a été sans fin victime de la misère qu'entraînait cette surpopulation endémique.

Chapitre III

La Chine d'hier et d'aujourd'hui

La Chine classique ne s'est pas évanouie du jour au lendemain. C'est peu à peu qu'elle aura sombré, et pas avant le plein XIX^e siècle. Alors les événements se sont précipités. La Chine ancienne a été ouverte de force et une longue humiliation s'est ensuivie pour elle. Elle aura mis longtemps à mesurer sa déchéance. Plus longtemps encore à trouver les moyens d'y porter remède. Elle en sort aujourd'hui seulement au prix d'un effort fabuleux, dont aucun précédent historique n'offre une image même approchée.

Au temps des traités inégaux : la Chine humiliée et souffrante (1839-1949)

La Chine n'a pas été occupée comme l'Inde, ni comme elle réduite à l'état de pays colonisé. Mais la maison chinoise a été forcée, pillée, mise en coupe réglée. Toutes les grandes puissances en ont eu leur part. La Chine ne sort de cet enfer qu'avec la constitution de la Chine populaire, en 1949.

• Dès le XVI^e siècle, la Chine a été touchée par le commerce européen. Mais l'incident, important en soi, n'entraînait pour la Chine que des conséquences très limitées. C'est ensuite seulement que vint l'heure des traités inégaux.

En 1557, les Portugais se sont installés à Macao, en face de Canton, et ont joué un rôle considérable, surtout entre la Chine et le Japon. Au XVII^e siècle, Hollandais et Anglais s'adjugent les premières places.

Enfin, avec la seconde moitié du XVIII^e siècle, s'ouvre l'âge d'or d'un commerce « à la Chine », cependant restreint encore au seul port de Canton.

Il s'agit, pour la Chine, d'un trafic important, mais qui ne se répercute guère dans toute sa masse. Les marchands européens, anglais surtout, sont en rapport avec une compagnie privilégiée de marchands chinois qui ont le monopole des achats et des fournitures (ils forment le *Co-hong*). Dans la mesure où ils sont avantageux pour les deux parties, ces échanges ne cessent de grandir. Ils portent sur l'or (qui est en Chine à bon marché en raison de la rareté et du haut prix de l'argent : rapport de 8 à 1, contre 15 à 1 et davantage en Europe), sur le thé dont la demande augmente en Occident de façon vertigineuse, sur le coton et les cotonnades, importées surtout des Indes, sur les jeux du crédit enfin : les marchands européens avancent de l'argent aux marchands chinois qui le répartissent et le prêtent à leur tour, drainant ainsi, en contrepartie, les produits des provinces même lointaines de l'Empire, créant, à cet effet, des réseaux financiers déjà modernes. C'est le procédé habituel de l'Europe pour ses pénétrations commerciales : prêter au marchand local, à chaque voyage, ce qu'il lui faut pour rassembler les cargaisons du voyage suivant, et acheter en priorité sur le marché.

Assurément le commerce à la Chine éblouit l'Europe, lui réservant souvent, sinon toujours, de très gros bénéfices. Pour la Chine, les bénéfices sont réels également ; surtout, elle ne ressent pas comme une difficulté cette intrusion de méthodes et de marchandises étrangères : à l'échelle de l'immense pays, ce choc économique, limité à un milieu étroit, reste forcément mesuré.

Mais avec le XIX^e siècle, tout change. L'Europe est devenue autrement forte et exigeante. Elle s'appuie, en outre, sur la force conquise de l'immense Inde anglaise qui sert de relais. D'où la brutalité des interventions occidentales et leurs ravages.

La guerre de l'Opium (1840-1842) ouvre aux Occidentaux cinq ports, dont Canton et Shanghai (traité de Nankin). Le soulèvement des Taï Pings permet une nouvelle intrusion des Occidentaux, en 1860, et l'ouverture de sept ports supplémentaires. Puis les Russes obtiennent la cession de la Province Maritime où ils construiront Vladivostok. Les malheurs de la Chine ne font que commencer. La première guerre sino-japonaise (1894-1895) la prive de la Corée et les grandes puissances en profitent à nouveau pour « dépecer » la Chine. Les Russes s'installent en Mandchourie. Le mouvement national des Boxers précipite l'évolution (1900). La guerre russo-japonaise de 1904-1905 livre au Japon certains des avantages arrachés à la Chine par les Russes. La Première Guerre mondiale donne à ce même Japon une partie des avantages acquis par l'Allemagne, notamment au

Chantoung.

La Chine de 1919 apparaît donc dépossédée d'importantes portions de son territoire. À l'intérieur même de ses frontières, les Occidentaux et les Japonais disposent de libertés, de privilèges et de « concessions », dont la plus connue est la concession internationale de Shanghai ; ils contrôlent une partie des voies ferrées et les douanes : celles-ci servent de garanties au paiement des intérêts d'emprunts internationaux ; ils ont établi, ici ou là, leurs bureaux de poste, leurs juridictions consulaires, implanté leurs banques, leurs entreprises marchandes, industrielles ou minières. Leurs investissements s'élèvent, en 1914, à 1 610 millions de dollars (dont 219 pour les Japonais).

Depuis l'expédition des huit puissances et la prise de la capitale impériale (1901), le quartier des Légations à Pékin est occupé militairement « et entouré d'un glacis, où toute construction est interdite aux Chinois ». « Le corps diplomatique de Pékin exerce en fait, sinon en droit, une stricte tutelle sur les affaires chinoises, ou tout au moins sur ce qu'en contrôle effectivement le gouvernement de Pékin. »

Dans ce pays démantelé économiquement s'opère aussi une vaste invasion culturelle et religieuse. La Chine est submergée, corporellement, spirituellement, au temps des traités qu'elle a appelés, non sans raison, les « traités inégaux ».

• Secouer le joug des Occidentaux suppose, pour la Chine, une certaine « occidentalisation » préalable, une modernisation. Se réformer et se libérer, les deux tâches sont souvent contradictoires et cependant toutes deux nécessaires.

Elles vont réclamer beaucoup de temps et de peine, imposer épreuves et piétinements avant que ne se dégage avec netteté le sens de la lutte à mener. La Chine, du jour au lendemain, n'a pas été capable d'assimiler la leçon de l'Occident, comme le Japon au moment de la révolution de Meiji. Son double apprentissage fut difficile.

Ainsi la révolution puissante, complexe – paysanne et de ce fait « classique » – des *Tai Pings* (1850-1864) qui installera, un instant, un gouvernement séparatiste à Nankin, a été nationaliste, xénophobe ; en même temps elle a voulu s'attaquer aux vieilles traditions chinoises, sociales et politiques. Pendant leur brève réussite, les Taï Pings ont aboli l'esclavage, émancipé la femme, supprimé la polygamie et la coutume des pieds bandés, admis les femmes aux examens et fonctions publiques. Ils ont aussi pensé à une modernisation technique et industrielle, bien que superficiellement. Cependant, pour l'essentiel, il

s'est agi d'une révolution agraire comme il y en eut tant dans la Chine ancienne, et régulièrement à la veille des changements de dynasties. Dans ce sens, la révolution Taï Ping chercha à éliminer les propriétaires terriens en procédant à une collectivisation des terres. Finalement elle échoua, avant tout à cause de l'aide que l'Occident donna à la dynastie mandchoue pour sauvegarder, du même coup, ses avantages commerciaux – et en partie parce que les projets de modernisation étaient imprécis, que rien, en Chine, n'était encore mûr pour les accueillir.

Quant au *mouvement des Boxers*, celui d'une société secrète adonnée à des rites mystérieux et terrifiants, il n'était animé que par la xénophobie, une xénophobie qui était alors celle de toute la Chine, à commencer par la terrible impératrice Ts'eu-Hi qui, en donnant le signal de l'action contre les étrangers (probablement en accord avec les Boxers), amena aussitôt l'écrasement de ceux-ci et de la Chine, en 1901. D'ailleurs Ts'eu-Hi était, en même temps, une ennemie farouche de tout progrès, elle avait fait échouer avec intelligence et habileté la tentative de réforme éclairée de 1898, connue sous le nom des « Cent Jours », et qui, sur le papier du moins, avait jeté les bases d'une véritable révolution des institutions et de l'économie chinoise.

Bref l'heure des réformateurs n'était pas encore venue, en ce début du xx^e siècle. Ils se heurtaient « à la surdité organique des mandarins, dont les oreilles étaient plus difficiles à ouvrir que les ports chinois » (E. Balazs), à l'indifférence populaire que seule tentait « la rue sans issue de la xénophobie ». Au plus, souhaitait-on apprendre des étrangers leurs « ruses », leurs recettes d'efficacité.

Le problème restait difficile à résoudre sous son double aspect ; éliminer les Barbares d'Occident, sans doute, mais pour y parvenir, faire d'abord l'apprentissage de la science et des techniques de l'Occident. Cet apprentissage fort lent fut le fait de quelques jeunes intellectuels rattachés à cette bourgeoisie d'affaires, en relation avec les Occidentaux et circulant à l'étranger, et, plus encore d'étudiants tout de suite nombreux et pauvres qui fréquentaient écoles et universités modernes créées par le gouvernement, lors des dernières années de la dynastie mandchoue. Une série de sociétés secrètes se forment alors, les unes franchement républicaines, les autres encore monarchistes, toutes soucieuses du « redressement » de la Chine et de réformes radicales.

• C'est ainsi que s'est formé le premier mouvement véritablement révolutionnaire de la Chine, lié étroitement au nom de Sun Yat-sen.

Sun Yat-sen (1866-1925), médecin originaire d'un village du Kouang

Toung, qui avait beaucoup vécu hors de Chine et s'était mêlé à plusieurs mouvements révolutionnaires, devint en 1905, à Tokyo, le président d'une ligue républicaine qui rapidement prit une grande importance dans toute la Chine et prépara un programme réfléchi. Ce mouvement fut directement lié à la révolution qui, en 1911, renversa la dynastie mandchoue et porta Sun Yat-sen à la tête du premier gouvernement républicain. Mais cette révolution avorte aussitôt. Sun Yat-sen abandonne sans tarder ses fonctions présidentielles au bénéfice du général Yuan Che-kai († 1916) qui essaiera de rétablir à son profit l'ancien régime.

La constitution libérale de 1912 est alors suspendue et la Chine sombre dans l'anarchie. Les gouverneurs militaires des provinces, qu'on va bientôt appeler les *seigneurs de la guerre*, s'allient aux notables ruraux pour tirer de leurs charges le maximum de bénéfices. Ils deviennent les maîtres impitoyables de la Chine. Sun Yat-sen, qui a repris le chemin de l'exil, fonde un nouveau parti qu'il baptise *Ko Min Tang* (le « parti de la Révolution ») pour signifier par un jeu de mots (Ko-ming : révolution et Kuo-min : nation) que le Kuo-min-tang, le grand « parti de la nation » fondé en 1912, dans l'euphorie des premiers mois de la République n'a pas accompli sa mission : la Révolution est à refaire.

La Chine n'y parviendra pas sans avoir traversé encore des accidents et des drames répétés, terribles, et qui ne s'achèveront par une décision nette qu'en 1949, avec la victoire des communistes et la constitution de la Chine populaire. En l'occurrence les dates sont significatives : de la guerre de l'Opium (1840-1842) à cette année 1949, il a fallu un siècle d'efforts et de souffrances pour que la Chine recouvre son indépendance et sa fierté. « Dorénavant nous pouvons de nouveau être fiers d'être Chinois », déclare un professeur, en 1951.

Pendant ce siècle d'attente et d'efforts, tout l'Ancien Régime s'est détérioré dans ce qu'il pouvait avoir de traditionnel et de figé. Auront disparu alors « la hiérarchie des mandarins à bouton de nacre ou de cristal, le rituel des Mémoires au trône impérial apostillés au pinceau vermeil par le Fils du Ciel, les audiences en robe de brocart », et aussi les privilèges exorbitants des Occidentaux et des Japonais...

Bref, au terme d'une longue épreuve, la Chine aborde un de ces moments rares où une civilisation se renouvelle en se brisant, en sacrifiant quelques-unes des structures qui lui étaient jusque-là essentielles. Pour la Chine, la crise est d'autant plus extraordinaire que les structures mises en question étaient millénaires. Il n'en reste pas moins que leur destruction ne sera pas, ne peut être totale, et surtout qu'en reconstruisant, la Chine restera fidèle à des formes de pensée et de sensibilité qui sont les siennes. Il faudra, sans doute, quelques décennies encore pour voir se dégager nettement la nouvelle

civilisation chinoise en gestation.

Nous ne pouvons pour le moment qu'essayer de discerner le sens des expériences en cours. Elles viennent à peine de commencer.

La Chine nouvelle

Il ne s'agit pas ici de faire l'éloge – ce qui est possible – ou le procès – ce qui est non moins possible – de la Chine populaire. Mais de marquer ce qu'elle a fait ou voulu faire, et ensuite de voir ou tenter de voir ce que devient dès lors la civilisation chinoise, aux prises avec la plus formidable et violente expérience humaine qu'elle ait connue au cours de sa très longue histoire. Cette expérience est une multiple mise en ordre, sociale, économique, politique, intellectuelle, morale.

Il s'est agi de soumettre les choses, les hommes, les classes et si possible le monde extérieur à une situation nouvelle, créée par la volonté chinoise. L'orgueil y a sa part, un orgueil qui est au moins une façon de renouer avec une très ancienne Chine, sûre d'occuper le centre, le milieu de l'Univers.

• La Chine populaire est une énorme masse d'hommes et de richesses, les unes réelles, les autres virtuelles, à créer. Des unes et des autres dépend sa croissance économique.

Sa population ne cesse de progresser : 1952, 572 millions ; 1953, 582 ; 1954, 594 ; 1955, 605 ; 1956, 620 ; 1957, 635 ; 1958, 650 ; 1959, 665 ; 1960, 680 ; 1961, 695. Précisons qu'il ne s'agit pas là de recensements exacts (sauf celui de 1953, sur lequel on doit faire des réserves expresses), mais d'évaluations, d'ailleurs probables. Comme dans tous les pays sous-développés (et la Chine en 1949 est le plus grand des pays sous-développés), la progression de la population, du fait d'un taux élevé de natalité, au voisinage de 40 pour 1 000, et d'une mortalité en baisse, pose de terribles problèmes. Cette croissance des hommes limite à l'avance et menace sérieusement la croissance effective du niveau de vie.

Pourtant les taux de croissance économique, de 1949 à 1962, se révèlent prodigieux, sans équivalents historiques ou actuels. Même le premier plan quinquennal russe n'a pas mieux fait que le premier plan de cinq ans chinois (1953-1957). Ce rythme est celui d'une économie qui, en gros, part de zéro. Or c'est le privilège des retardataires de mettre les bouchées doubles. Peu riches au départ, ils doublent leur avoir sans être riches pour autant. Rien ne dit qu'à un certain niveau de développement, la loi des rendements décroissants à laquelle

n'échappe pas le monde capitaliste, ne touchera pas également les pays socialistes.

Il faut tenir compte aussi, pour mesurer son développement extraordinaire, qu'il est le prix d'une volonté inexorable, l'effort de la plus grande masse d'hommes groupés qui soit au monde. Et encore que l'économie *planificatrice* est une science déjà rodée par l'expérience ancienne des Soviets, et même par le capitalisme contemporain.

Il n'est pas question d'établir, ici, un bilan serré. Si l'on suit les chiffres *officiels* et que l'on s'en tienne au revenu national global calculé à partir de 1952, sans chercher à passer au crible une documentation difficile à contrôler, la progression serait la suivante : 1952, 100 ; 1953, 114 ; 1954, 128 ; 1955, 128 ; 1956, 145 ; 1957, 153 ; 1958, 206 ; 1959, 249. Les taux de croissance de 1958 et 1959 s'établiraient respectivement à 34 % et 22 %, ce qui est simplement fabuleux. Toutes réserves faites (notamment sur la difficulté de calculer un revenu global pour un ensemble aussi vaste et aussi différencié), les économistes ne peuvent ménager ni leur étonnement ni leur admiration. Un prodigieux bond en avant a été réalisé.

Le non-économiste jugera plus aisément encore de ces progrès à partir de chiffres concrets. La production de l'acier en millions de tonnes : 1949, 0,16 ; 1952, 1,3 ; 1960, 18,4. Charbon : 1949, 32 ; 1960, 425. Fonte : 1949, 0,25 ; 1960, 27,5. Électricité, milliards de kWh : 1949, 4,2 ; 1960, 58. Coton (millions de mètres) : 1949, 1,9 ; 1960, 7 600. Céréales, plus patates douces et pommes de terre comptées pour le quart de leur poids frais (en tonnes) : 1957, 185 millions ; 1958, 250 ; 1959, 270. Derniers témoignages : la (triple) carte des chemins de fer, ceux qui existaient en 1949, ceux qui ont été construits avant 1960, ceux qui se trouvent en voie de construction ; la triple carte aussi des centrales hydro-électriques (anciennes, nouvelles, à construire) ou des centrales thermiques ; ou encore les formidables travaux prévus pour maîtriser le Yang-tseu-kiang, au sortir du bassin du Seu Tchouen dans la zone des rapides et des gorges de Hsi Ling. Ces travaux très hardis maîtriseraient une énorme réserve d'énergie, permettraient de vastes irrigations en direction du Nord, régulariseraient le cours du Fleuve Bleu, ouvert dès lors sur des milliers de kilomètres aux navires de mer, favoriseraient dans les gorges mêmes l'implantation d'usines ultra-modernes.

• Ces résultats ont été acquis au prix d'un effort surhumain, grâce à la mise au pas de l'énorme société chinoise qu'il ne s'agit pas seulement de contraindre à l'enthousiasme politique et au travail forcené, mais qu'il

s'agit de remodeler.

Cette tâche n'est pas seulement un moyen et un moyen d'une exceptionnelle efficacité, elle est aussi un but et un enjeu. Le régime joue, tient à jouer son existence dans cette entreprise poursuivie sans répit. Et s'il n'hésite pas à mener durement cette partie, il est vrai qu'il jouit auprès de la masse chinoise d'un préjugé favorable du seul fait qu'il a aboli l'effroyable corruption du régime antérieur, pendant les dernières années de Tchang Kaï-chek.

Toute la société a été prise en main : les paysans, les ouvriers, les intellectuels, les membres du Parti. *Quant à la bourgeoisie* la plus huppée – la bourgeoisie « compradore » –, celle des intermédiaires entre marchands chinois et européens, elle s'est éclipsée dès 1949 dans les bagages de Tchang Kaï-chek ; la bourgeoisie industrielle a été résorbée lors de la transformation des entreprises privées en entreprises mixtes (privées et publiques), en 1956 ; il ne subsiste plus qu'une bourgeoisie d'affaires, et dans une partie seulement du secteur commercial, où sa situation est évidemment précaire.

Dans le monde paysan, la réforme a été rapide et progressive. Elle s'amorce par la loi agraire du 30 juin 1950 qui élimine brutalement les propriétaires et les gros paysans. Les moyens paysans maintenus en place perdent une partie de leurs biens ; finalement chaque paysan reçoit un lopin de terre minuscule (15 ares) qui indique, à lui seul, la masse énorme des parties prenantes (sur 600 millions de Chinois, plus de 500 millions de ruraux). Ce petit lopin de terre, ce n'est que l'avènement momentané d'une micro-propriété égalitaire.

En octobre 1956, en effet, commence la collectivisation, avec la mise en place de *fermes collectives*. Nouveau pas en avant avec la création, en 1958, des *communes rurales*, qui groupent jusqu'à 20 000 paysans à la fois, alors que la ferme collective en réunissait seulement quelques centaines. Il s'agit là d'une organisation originale, peut-être trop hardie, politique, agricole, industrielle et militaire à la fois. Le paysan est aussi soldat et certains paysans sont armés, ce qui donne au régime la garantie supplémentaire de disposer d'une force armée toujours prête à intervenir. Mais, le 20 novembre 1960, les communes semblent avoir été dépouillées de leurs prérogatives et de leurs tâches au bénéfice de *brigades de production* dont il est trop tôt pour dire le succès ou l'échec. Il est certain seulement que le régime hésite, non pas évidemment sur le but à atteindre, mais sur les solutions, étant donné que la croissance agricole est la seule qui marque vraiment le pas.

Même encadrement des ouvriers dont le nombre ne cesse de s'accroître et que les syndicats tiennent en main, en collaboration avec le Parti. Le gouvernement leur a demandé, comme aux paysans, un

effort surhumain. Après le second plan quinquennal, une active propagande s'est dépensée pour obtenir des bonds en avant que le plan ne prévoyait pas. D'où des émulations spectaculaires et des slogans : « Davantage, mieux, plus vite, plus économiquement » ; « Un jour vaut vingt ans et un an un millénaire » ; « 1958 sera la première des trois années de lutte pénible pour un millénaire »...

Il serait aisé de citer des milliers d'exemples de dévouement héroïque. Tout cela en dépit des mauvaises conditions de travail, des bas salaires, de la nourriture insuffisante, du manque de logements. Pensez à cette ouvrière modèle – et à ce titre ayant des avantages, mais plus encore des devoirs supplémentaires – qui, à l'usine, pour se tenir éveillée, se passe le visage à l'eau froide au cours de sa nuit de travail.

Quant aux intellectuels, aux étudiants, aux membres du parti, l'héroïsme leur est-il moins familier, ou le programme qu'on leur propose beaucoup moins clair ? Il est sûr que leur mise au pas paraît plus compliquée, plus louvoyante, plus tragique.

Les membres du Parti ne sont jamais à l'abri des purges ou des autocritiques. Il y a eu ainsi la campagne des trois, puis des cinq « anti ». La première, en janvier et février 1952, « contre la corruption, le gaspillage et le bureaucratisme » des fonctionnaires, a révélé des scandales amples, grossis ensuite à dessein et qui valurent à des campagnards devenus dans les villes « cadres du parti », la désagréable surprise de perdre une situation à laquelle ils ne s'étaient que trop aisément adaptés. Cette même année, la campagne des cinq « anti » (corruption, évasion fiscale, fraude, vente des biens de l'État, vol de ses secrets économiques) amène des remous prodigieux, des suicides, des condamnations multiples et sévères. D'autres purges, d'autres autocritiques, d'autres suicides suivront.

Pour les étudiants, dont le nombre ne cesse de croître, pas un instant, ou presque, où la main qui les tient ne les secoue, ne les ramène à l'humilité, à la discipline, ne les astreigne aussi à de durs travaux manuels dans les campagnes ou les usines.

Pour les intellectuels et les professeurs, les brimades n'ont certes pas manqué. Le droit de critiquer leur fut concédé, un instant, au lendemain des événements de Hongrie. Ce fut la période dite des « Cent Fleurs » : comme les fleurs, la pensée peut s'épanouir sous cent formes différentes. Sommés de s'expliquer sur leur propre pensée, hésitant à le faire, les intellectuels ont alors été dans une étrange situation, d'autant que leurs déclarations étaient reproduites aussitôt dans la presse. « Le marxisme-léninisme, dit l'un, est une vieille théorie démodée, impropre à la Chine. Il a besoin d'une révision. » Un professeur se récusait en ces termes : « J'ai peur de la liberté actuelle. L'essentiel de cette liberté, c'est que l'on doit parler. La pression m'est

pénible. Détendons-nous pour le moment. Nous verrons plus tard ce qui s'ensuivra. » Un autre professeur de constater : « Le peuple ne réussit pas à se ravitailler et certains disent que le niveau de vie s'est élevé. » Petit chahut, pourrait-on penser ; petite récréation pour de vieux intellectuels qui avaient mal supporté les cours de rééducation marxiste. Tout cela, au contraire, était fort sérieux. Les Cent Fleurs ne durèrent pas même un printemps : elles s'épanouirent « violemment pendant un petit mois », du 8 mai au 8 juin 1957. Elles furent suivies de répressions. Beaucoup d'imprudents, à la suite de leurs déclarations, perdirent bel et bien leur place.

Ceci pour nous rappeler qu'en Chine il ne s'agit pas d'un débat ouvert, mais d'une lutte pour la vie. Le problème est de remodeler une société, une âme collective, de purger la Chine de ses erreurs, de ses héritages, de ses regrets possibles. De la soûler d'orgueil, de travail, de satisfaction d'elle-même, et surtout d'amener, de réduire les esprits à l'obéissance.

« Si l'on contraint 650 millions de Chinois à penser correctement, ils seront amenés à agir correctement, selon les normes que le Parti communiste chinois juge essentielles à sa marche vers une Chine socialiste. » À cet effet s'exerce par la radio, par la presse, par les discours, une propagande incessante dont aucune expérience « socialiste » ou « totalitaire » ne fournit l'équivalent. L'arme de cette propagande est la critique, organisée quotidiennement sur tous les lieux de travail au cours de discussions obligatoires. C'est le moyen de déterminer, dans le groupe, ceux dont l'attitude est bonne, ceux que l'on peut gagner et les irréductibles. Contre ces derniers, chacun luttera. « L'attaque orale » (*tou-cheng*) est un « mélange humiliant de critiques violentes entremêlées de sarcasmes, d'apostrophes et – très rarement – de violences mineures ».

Cette action idéologique est conçue comme une opération « de longue haleine, complexe et gigantesque » (Mao Tse-toung), plus ou moins serrée suivant les milieux sociaux, assez lâche en ce qui concerne les paysans ; très poussée, par contre, dans les groupes définis, usines, bureaux, universités, écoles, unités de l'armée. Cet endoctrinement ne va pas sans résistances et sans sanctions. Celles-ci ne sont plus sanglantes comme au début de la Révolution, mais elles restent sévères.

Ainsi dans le domaine de la littérature et de l'art, il y a un commissaire « culturel » du Parti, chargé de la discipline et de la lutte contre les infiltrations bourgeoises et réactionnaires qui peuvent se faire insidieusement par cette voie. Chaque écrivain se doit d'être exemplaire, et pas seulement dans ses paroles. On cite tel auteur qui, habitant la campagne, écrit tous les matins dans le sens d'une « littérature collective », cultive un champ de patates douces, élève des

porcs... Les écrivains convaincus de « déviationnisme de droite » s'exposent à des sanctions, comme la célèbre romancière Ting Ling, envoyée pour une « rééducation par le travail » dans une région désolée du nord de la Mandchourie où elle devra rester deux ans.

Évidemment, ces sanctions sont anodines à côté des terribles exécutions sommaires des premiers mois de la révolution paysanne. Évidemment aussi, ces résistances, ces sabotages que signalent les documents officiels eux-mêmes ne sont pas la majorité. Les ralliements sincères et enthousiastes sont bien plus nombreux et beaucoup d'adhésions nouvelles s'expriment en des termes émouvants. Rejoindre l'idéologie triomphante, c'est rejoindre une patrie, une nation, c'est croire à l'avenir, croire à la Chine.

• L'expérience agricole est le seul véritable échec de la Chine communiste. Les récoltes records, les forçements naïfs de statistiques, l'optimisme officiel ont pu, jusqu'en 1958, en cacher les données réelles. Des articles et des livres enthousiastes ont aidé, en Occident, à propager ces illusions. Les récoltes catastrophiques de 1959, 1960, 1961 ont porté un coup terrible et partiellement injuste à cet optimisme.

Injuste : ces rendements catastrophiques sont dus, au premier chef, à des causes d'ordre naturel. La Chine est soumise, depuis toujours, à l'alternance ou à la simultanéité de fléaux contradictoires, sécheresses ou inondations, particulièrement dans les grandes provinces du Nord. En 1961, plus de la moitié des récoltes a été ainsi détruite. Tornades et inondations ont fait des millions de victimes, alors que de mars à juin, cette même année, on a pu traverser à pied, en aval de Jouan, le Hoang-Ho lui-même, réduit à un ridicule filet d'eau. Sécheresses, typhons aberrants, inondations, insectes nuisibles, ces vieux ennemis n'ont pas désarmé devant la Chine nouvelle.

Peut-on ajouter aussi que la Chine paie, comme toutes les Républiques socialistes, ses succès industriels ? Elle a trop misé peut-être sur l'industrialisation, et négligé l'agriculture. La presse officielle, à côté des « calamités naturelles sans pareilles depuis un siècle », accuse aussi les hommes et parle de sabotages. « Une fraction des nombreux cadres et des travailleurs d'appoint qui, en août 1960, ont été envoyés à la campagne pour aider les communes populaires à sauver les récoltes, ont failli à leur devoir et trahi les ordres du gouvernement et du Parti », souvent de connivence avec des « éléments rétrogrades de la population ». Ne croyons pas, outre

mesure, à « cette explication par le bouc émissaire ». Il est probable que la collectivisation, ici comme ailleurs, heurte la paysannerie, généralement plus traditionaliste que le reste de la population, et certaines mesures semblent d'ailleurs annoncer des concessions (ainsi l'accent mis sur les *petites* brigades de production et non plus sur les *grandes*).

Pour l'instant, ces rendements catastrophiques entraînent bien des conséquences. Ils ralentissent la croissance, obligent la Chine populaire à diminuer ses exportations alimentaires vers la Russie qui servaient de contrepartie à des produits et à des services russes. Ils l'obligent même à solliciter les pays capitalistes pour en obtenir des livraisons de céréales : 9 à 10 millions de tonnes demandées au Canada, à l'Australie, aux États-Unis, à la France, à la Birmanie et même à Formose. À Londres, où s'organisent les transports maritimes de cet énorme transfert, on estime que la Chine devra payer 80 millions de livres par an pendant les trois années à venir. Comment ? Probablement par des paiements en mercure et en métaux précieux, or et argent.

C'est sans doute un coup très dur pour une économie en voie d'essor. Un point d'interrogation posé pour l'avenir de la Chine. En tout cas, le grand côté d'ombre d'une réussite, par ailleurs indéniable, énergétique et spectaculaire.

La civilisation chinoise face au monde actuel

Rien de cet énorme progrès n'aurait été possible sans l'acquiescement de ce qui joue, dans le vaste monde chinois, le rôle d'un nationalisme très particulier, pour lequel on a proposé le mot barbare et inacceptable de *culturalisme* : en somme un orgueil qui n'est pas national, mais culturel, un nationalisme de civilisation si l'on veut, réalité ancienne et vivante et qu'il faut essayer d'éclairer. Car la Chine actuelle, qui paraît à première vue si aberrante, si neuve, se rattache par là à un long passé de fierté qu'avait blessé le siècle triste (1840-1949) qui précède l'expérience communiste.

• La Chine se veut une grande puissance et une grande civilisation ; elle a toujours cru à sa supériorité sur le reste de l'Univers, à la primauté de sa civilisation hors de laquelle il n'y avait à ses yeux, que barbarie.

Elle eut jadis un orgueil très semblable à celui de l'Occident d'hier.
Le siècle des traités inégaux lui a donc été doublement cruel.

Devenir une nation parmi les autres, première humiliation, et une nation dominée par les Barbares, leur science et leurs armes, seconde humiliation. Le nationalisme actuel, virulent, exacerbé, est d'abord une revanche, la ferme décision de devenir une grande nation, la grande nation, quel que soit le prix qu'il faudra payer. D'où son acharnement à relancer la Révolution, à ne pas lui laisser un instant de repos, à se précipiter sur les biens nouveaux, le marxisme-léninisme et les manuels russes traduits, comme hier elle se jetait sur les textes sacrés du bouddhisme et manifestait le désir de faire connaissance avec Monsieur De (démocratie) et Mademoiselle Sai (science), comme elle se dirige maintenant vers l'histoire, la sociologie, l'ethnographie...

Nul doute que la Chine de Mao Tse-toung ne se sente la vocation de conduire les peuples prolétaires à l'assaut des pays repus et trop riches, en leur indiquant les moyens de procéder à une révolution rapide dont elle offrirait les recettes avec son aide généreuse. Songeons que la Chine, malgré ses difficultés personnelles, n'a pas renoncé à exporter vivres et capitaux. Pour les capitaux, entre 1953 et 1959, 1 191 millions de dollars ont été répartis entre l'Albanie, la Birmanie, le Cambodge, Ceylan, Cuba, l'Égypte, la Guinée, la Hongrie, l'Indonésie, la Corée du Nord, la Mongolie, le Népal, le Vietnam du Nord, le Yémen... Ce recensement ne tient pas compte de l'aide apportée à la rébellion algérienne, ni d'un récent accord avec le Ghana (1961). Ces détails et d'autres (le fait que 40 % de ces crédits vont à des pays non communistes) prouvent que la Chine populaire entend jouer un rôle international, peut-être au-dessus de ses forces actuelles, sûrement au-dessous de ses ambitions.

Occupation du Tibet en 1950 et, depuis lors, conflit latent avec l'Inde ; revendication sur l'île de Formose où campe l'armée de Tchang Kaï-chek ; désir de reprendre des relations normales avec le Japon, avec l'Occident dont l'économie répondrait beaucoup mieux à ses besoins que l'économie soviétique (passage à demi clandestin de machines outils par Macao et Hong-Kong) ; enfin désir d'entrer à l'O.N.U. où la place de la Chine est occupée paradoxalement par les nationalistes de Formose : tout cela traduit une volonté de puissance, de rayonnement. De même, la semi-rupture entre marxisme chinois et marxisme soviétique au dernier Congrès de Moscou (1961). La Chine se veut, se rêve dominante. En 1945, elle était « incapable de fabriquer une motocyclette », la voilà, en 1962, à la veille de réaliser la bombe atomique. Dans cette surprenante révolution, elle retrouve l'orgueil de ses origines, sa dignité de grande civilisation.

• C'est ce que souligne un sinologue très connu, Étienne Balazs, dont les lignes qui suivent résument l'opinion, au

sujet de la révolution actuelle replacée dans la longue perspective culturelle de la Chine.

Que l'expérience chinoise réussisse de façon convaincante et tous les pays sous-développés risquent de suivre ce modèle. C'est ce fait de portée immense qui donne son caractère angoissant (angoissant pour les amis comme pour les ennemis de la Chine) à la question suivante : l'expérience chinoise va-t-elle réussir ? N'est-elle pas en train d'échouer ?

Disons franchement qu'il ne sert à rien de scruter chiffres et statistiques, un peu parce que les chiffres sont manipulés pour les besoins de la cause, plus encore parce que les statisticiens chinois tâtonnent et nagent eux-mêmes en plein empirisme. Il n'y a pas lieu de s'étonner que leurs statistiques ne soient pas très sûres, mais plutôt qu'elles le soient assez pour permettre à la planification d'avancer sans trop d'erreurs, de chiffrer les résultats des expériences en cours pour en distinguer le mouvement. Ce mouvement, dans son ensemble, est positif.

On peut assurément ricaner sur certains échecs des plans quinquennaux : hauts-fourneaux de poche, production céréalière, communes populaires... Mais les facteurs fondamentaux et stables de l'expérience chinoise portent à réfléchir plutôt qu'à rire ou à critiquer tant ils paraissent soigneusement calculés :

a) industrialisation on ne peut plus consciente et dont le taux de progression dépasse de loin (et dépassera sans doute encore pendant de longues années) le taux de croissance aussi bien de l'U.R.S.S. et des démocraties populaires que des pays retardataires (en moyenne 20 % contre 7 à 10 %) ;

b) volonté lucide de « marcher sur deux jambes » aussi longtemps qu'il faudra, c'est-à-dire réserver les revenus de l'industrie aux investissements pour lui conserver son rythme de croissance et continuer, dans les autres secteurs, à se débrouiller avec les moyens du bord, l'artisanat rural dirigé fournissant à la masse paysanne l'essentiel de ses articles de consommation et de son outillage agricole ;

c) austérité générale et non pas limitée à la grande masse, ce qui permet de demander à cette masse de lourds sacrifices ;

d) élasticité remarquable des dirigeants, capables de reconnaître leurs fautes et de rectifier immédiatement le tir.

Tout cela repose sur quelques réalités essentielles de la vie, de la civilisation chinoise, sans lesquelles rien ne serait possible.

1) Et d'abord sur le nombre. Les duretés de l'expérience, si par malheur elles sacrifient certains hommes, et même beaucoup

d'hommes, ne peuvent compromettre le succès de l'expérience elle-même. Car il y a trop d'hommes, il y a toujours eu trop d'hommes en Chine.

2) Mais surtout sur l'encadrement sans précédent d'une masse de plus de 600 millions par *dix millions* d'organiseurs, membres disciplinés et dévoués du Parti au sommet duquel se trouve (à quelques exceptions près) la vieille garde, les chefs trempés par trente années de persécutions, de guerres civiles, de résistance armée au Japon, d'avances et de reculs patients dans la stratégie militaire et la tactique politique, d'une expérience inégalée dans l'administration des choses et des hommes.

On ne peut s'empêcher de penser qu'ils sont les héritiers de la grande tradition bureaucratique de l'Empire millénaire, des fonctionnaires-lettrés habitués à gouverner un grand État d'une main très ferme. Une nouvelle *intelligentsia*, agissante et hardie, a éliminé l'ancienne, livresque et sclérosée ; à son tour elle tient entre ses fortes mains le destin de la Chine. Et la masse chinoise, qui a toujours été soumise à la discipline, suit ces nouveaux maîtres avec obéissance. Cette organisation efficace, sans défaillance et sans solution de continuité, du sommet à la base, qui permet de faire travailler durement tout le monde, c'est peut-être le secret de cette expérience unique : en peu de temps, la plus ancienne civilisation vivante est devenue la force la plus jeune, la plus progressive de tous les pays sous-développés. Mais c'est peut-être qu'elle a pu s'appuyer sur une des plus anciennes et plus solides originalités de sa vieille civilisation : son organisation bureaucratique.

• *Autre question que pose l'avenir de la Chine : le conflit sino-soviétique.*

Les démonstrations du XXII^e Congrès (1961) et les coups feutrés de la *Pravda* ou du *Quotidien du peuple*, les journaux officiels russe et chinois, expriment-ils un conflit réel ? Ou bien des apparences contre lesquelles la solidarité socialiste finira toujours par être la plus forte ?

À vrai dire, le divorce est presque impossible : il impliquerait des conséquences mondiales très risquées pour les deux partenaires. Mais l'hostilité semble profonde, et là encore les raisons ne manquent pas qui plongent dans l'histoire des civilisations en présence.

Sans doute y a-t-il au conflit des raisons très actuelles. Les forces en présence sont deux grands peuples ayant tenté l'expérience communiste pour se moderniser. Or, tandis que l'un pousse enfin des soupirs d'aise après quarante ans de pénurie et de souffrances, l'autre s'essouffle dans un effort surhumain et une austérité misérable. Tandis que le nouveau riche s'assied bruyamment à la table des conférences

des nations, le parent pauvre n'a pas de voix aux conciliabules, se trouve banni de l'arène internationale comme un pestiféré. L'un est condamné à avancer coûte que coûte, sous peine de reculer, l'autre est devenu assagi, prudent. Il y a là bien des sujets de friction.

Mais le heurt ne tient-il pas plus encore, en profondeur, au nationalisme ombrageux de la Chine, à son désir de prendre sa revanche sur l'Occident : la Russie c'est encore, socialiste ou non, l'Occident, c'est encore le Barbare. La Chine ne prétend à rien moins, pour effacer le passé, qu'à devenir elle-même la capitale du Tiers-Monde. Alors elle sera à nouveau dans l'univers l'« Empire du Milieu ».

Post-scriptum 1966

Depuis 1962, le conflit sino-soviétique s'est aggravé. La chute de Khrouchtchev n'y a pas apporté de solution (voir ci-dessous ► sq.). Les deux faits saillants depuis cette date sont : (1) l'exploitation des bombes atomiques chinoises (16 octobre 1964, 15 mai 1965 et 1966), qui prouve un progrès technologique considérable que l'on considérait impossible, dans des délais aussi brefs, après l'interruption de l'aide nucléaire soviétique, en 1959. La Chine y voit, dit-elle, le moyen de « rendre vaine toute tentative de chantage atomique » de la part des États-Unis ; (2) l'ouverture de relations diplomatiques entre la France et la Chine (le 27 janvier 1964), ce qui équivaut à une reconnaissance de la Chine communiste. Geste politique des deux côtés plus encore que dicté par des raisons économiques : le commerce de l'Angleterre (qui avait reconnu la Chine dès le 6 janvier 1950), celui de l'Allemagne fédérale, dépassent celui de la France. Les Chinois considèrent que le monde non communiste se partage en trois zones : le Tiers-Monde, les pays capitalistes non-américains, les États-Unis. Les pays capitalistes non américains, en désaccord avec les États-Unis sur certains points (pour les Chinois ils sont la « seconde zone intermédiaire », la première étant le Tiers-Monde) sont avant tout l'Europe et le Japon, qui s'ouvrent comme des champs possibles à leur action.

Chapitre IV

L'Inde d'hier et d'aujourd'hui

L'Inde se présente comme une juxtaposition d'espaces et, non moins, de passés hétéroclites qui tous tendent à s'accorder, sans jamais y parvenir. Elle est trop vaste (4 millions de kilomètres carrés, avec le Pakistan, soit entre trois et quatre fois la petite Europe des Six), trop peuplée (plus de 438 millions d'êtres aujourd'hui, sans le Pakistan). Diverse, elle n'a jamais connu un passé paisible, entre un Deccan, au Sud, conservatoire de peuples et de civilisations, zone de résistance obstinée, et le Nord-Ouest qui soude les pays arides de l'Indus à l'Iran et au-delà de la passe de Khaïber, au Turkestan et à toute la tumultueuse Asie centrale : ouverte aux invasions, c'est la région dangereuse, pathétique de l'Inde.

Finalement (sauf hier au temps de la colonisation anglaise) aucune domination politique n'aura étendu son autorité sur l'ensemble du subcontinent, ni jadis, ni aujourd'hui, après la partition violente et sanglante entre l'Inde et le Pakistan en 1947.

Les Indes classiques (jusqu'à la colonisation anglaise)

Si l'on ne remonte pas jusqu'à la mystérieuse civilisation de l'Indus (3000 à 1400 av. J.-C.), trois Inde classiques se sont formées lentement, puis remplacées sans hâte, se prolongeant l'une dans l'autre :

a) une civilisation indo-aryenne, dite védique, de 1400 avant J.-C. au VII^e siècle après J.-C. ;

b) une civilisation *médiévale* hindoue (l'hindouisme) qui développe la précédente jusqu'au XIII^e siècle ;

c) une civilisation islamo-hindoue, imposée par le conquérant

musulman comme une camisole de force (XIII^e-XVIII^e siècles) et dont la colonisation exubérante et prolongée sera relayée, à partir du XVIII^e siècle, par le colonialisme anglais.

Aucune de ces civilisations, répétons-le, aucun des grands Empires « universels » qu'elles porteront, tour à tour, sur leur dos n'ont mis en cause l'ensemble du subcontinent. Jusqu'au XVIII^e siècle l'espace indien n'a jamais connu ces réductions à un ordre unique qui caractérisent le passé de la Chine et le simplifient grandement.

• L'Inde védique se constitue en trois ou quatre grandes étapes, de 1400 avant J.-C. au VII^e s. après J.-C. Ces deux millénaires sont dominés par l'invasion et l'installation de peuples aryens venus du Turkestan et qui, gagnant l'Inde par le nord-ouest, s'infiltrèrent lentement à travers les plaines du Moyen-Indus, puis du Moyen-Gange. Leur civilisation n'affecte qu'une partie de la plaine indo-gangétique, mais il s'agit là, très tôt, du cœur vivant de l'Inde.

Faite, à la fois, des apports des nouveaux venus et d'emprunts multiples, « vivants », aux peuples déjà installés dans l'Inde, cette première civilisation, dite védique (de *Veda*, la connaissance sacrée), se sera développée avec une lenteur extrême. Elle s'est heurtée aux peuples indigènes déjà en place, hommes à peau brune ou noire, d'origines diverses : Pygmées venus très tôt d'Afrique ; Proto-Méditerranéens arrivés plus tard, sans doute de Mésopotamie, et dont le type s'est conservé chez les Dravidiens du Sud ; populations issues d'Asie centrale, à caractère mongoloïde (surtout dans le Bengale).

Ces Pré-Aryens sont, pour la plupart, déjà attachés au sol, agriculteurs, éleveurs *sédentaires*, groupés dans des villages et même dans des villes, sur les rives de l'Indus qui est le foyer d'une civilisation déjà ancienne de citadins et de marchands. Ces Pré-Aryens sont nombreux et resteront par la suite, jusqu'à aujourd'hui, l'élément humain majoritaire de l'Inde.

Pasteurs, *nomades*, hommes (souvent, mais pas toujours) à peau claire et aux cheveux blonds, les Indo-Aryens s'apparentent aux nombreux peuples qui ont envahi, au II^e millénaire, les plateaux d'Iran ou d'Asie Mineure et les lointains pays d'Europe. Ces envahisseurs de l'Inde sont frères des Hellènes, des Italiotes, des Celtes, des Germains, des Slaves.

a) Première étape, avant l'an mille : l'invasion.

La première invasion aryenne s'est opérée du Turkestan vers l'Iran et l'Inde. Elle s'engage ainsi, de la Mésopotamie à l'Indus, dans une civilisation homogène déjà, brillante, avec ses villes, ses hautes maisons, ses paysans enracinés. Cette civilisation ancienne est peut-être en décadence quand l'invasion atteint les pays de l'Indus qui, cependant, défendront longtemps leur indépendance contre les nouveaux venus et retarderont leur progression vers l'est.

Les textes sacrés des Aryens, écrits en *sanskrit*, racontent ces luttes interminables qui mêlent les hommes, les dieux et les anti-dieux (les *asoura*, les divinités protectrices des adversaires) et se déroulent avant l'an mille, dans la région du Pendjab et de la rivière de Kaboul.

Cette longue étape se reflète dans le plus ancien des livres sacrés, le Rig Veda (le Veda des Strophes, on dit aussi les Hymnes), qui révèle mythologie et croyances d'une *première* religion védique. Trente-trois dieux au moins, entre dieux terrestres, de l'« espace intermédiaire » (atmosphère), du ciel. Au milieu de ces dieux « un peu pâles », se détachent Varouna, mainteneur « des lois cosmiques et morales, épieur des coupables qu'il ligote avec des lacets », Indra, plus important encore, héros aux cheveux clairs, heureux dans mille combats : vainqueur du démon Vitra, il a libéré les eaux du ciel qui, depuis lors, inondent la terre et la fertilisent. Tous ces dieux se mêlent aux hommes comme les divinités de l'Olympe aux guerriers qui s'affrontaient sous les murs de Troie. Tous réclament des sacrifices : lait, blé, chair animale et une boisson fermentée (*soma*) à partir d'une plante mystérieuse.

Bref, une religion pluraliste, formelle, réduite à des rites. Le nomadisme des Aryens n'a pas encore tout à fait cédé le pas à une vie sédentaire, créatrice d'ordre, même dans le domaine religieux.

b) Deuxième étape, de 1000 à 600 avant notre ère : conquête et sédentarisation.

La sédentarisation des envahisseurs se réalise peu à peu, entre 1000 et 600 avant J.-C., dans une région légèrement déplacée ou élargie vers l'est et dont l'actuelle Delhi représente le carrefour essentiel. Cette conquête vers l'est poussera jusqu'à l'actuelle Bénarès, au cours de combats gigantesques, ou du moins rapportés comme tels. Vers 800, le Bengale est atteint et peut-être l'Inde centrale.

Les transformations géographiques, sociales, économiques, politiques, entraînées par cette évolution expliquent d'énormes novations religieuses que signalent de nouveaux livres sacrés, puis les *Commentaires* (Brahmanas) et les Upanishads – ce « traité des Approches » qui ouvre les portes secrètes des spéculations religieuses. Tout en conservant son fonds premier, la religion se complique peu à

peu. Des tendances s'y affirment vers le monothéisme, cependant que, à l'occasion de mélanges sociaux, de cohabitations des vainqueurs et des vaincus, une masse énorme de croyances non aryennes se diffuse à travers tous les systèmes religieux, ainsi le yoga (« maîtrise de soi ») dont les pratiques prennent une place considérable dans la religion védique, à côté des sacrifices rituels.

De plus en plus, croyances et attitudes religieuses s'assombrissent. Les âmes, pense-t-on bientôt, ne cessent de se réincarner pour recommencer de nouvelles existences terrestres, sans fin douloureuses. En même temps se constituent les premières divisions sociales (*varna*), dans une société à la fois « magique », « pseudo-féodale », « coloniale », composite assurément où tout ne s'explique pas (comme on l'a cru hier) par les seuls rapports de peuple conquérant à peuples vaincus. Au premier rang, les *brahmanes* sont les prêtres, maîtres du spirituel ; viennent ensuite les guerriers, rois, princes, grands seigneurs (*kshatryas*) ; au troisième rang, sont les petits paysans, éleveurs, artisans, marchands (*vaysyas*) ; enfin à la quatrième et dernière place les *çudras* qui sont, à l'origine du moins, des indigènes asservis.

Par la suite, cette société se précise, lentement, avec ses tabous, ses exclusives, ses multiples interdictions d'inter-mariage, ses clivages selon les distinctions strictes du *pur* et de l'*impur*.

Le partage du temporel et du spirituel s'opère entre les deux classes supérieures. La royauté primitive s'est trouvée vite dépouillée de tout monopole religieux, à la différence de ce qui, ailleurs, a été la règle (aussi bien en Chine que dans l'Égypte ancienne et ailleurs). « Le rapport des deux principes, principe spirituel et principe politique de l'*imperium*, se marque à plein dans une institution singulière... En effet, il ne suffit pas que le roi, modèle ou essence de la catégorie des *kshatryas*, emploie des brahmanes pour le rituel public ; il doit avoir une relation personnelle permanente avec un brahmane, son *purohita* (littéralement "placé en avant"). Nous traduisons par "chapelain", mais il faut avoir présente à l'esprit l'idée d'une délégation ou avant-garde spirituelle, d'un *major ego*. Non seulement les dieux ne mangent pas les offrandes du roi sans *purohita*, mais le roi dépend de celui-ci pour les actes de sa vie, lesquels ne réussiraient pas sans son aide. Il est au roi comme la pensée à la volonté, dans une relation aussi étroite qu'un mariage. Bref, comme le dit déjà le Rig Veda, "il habite, il prospère dans sa demeure, à lui la terre prodigue tous ses dons, à lui le peuple obéit de lui-même, le roi chez qui le brahmane marche le premier" » (Louis Dumont). Ainsi le disent et le répètent, en tout cas, les textes brahmaniques.

Cette primauté religieuse qui s'associe au pouvoir sans se confondre avec lui, est, pour Louis Dumont, la raison majeure de cette société fractionnée : comme associées l'une à l'autre, les deux premières

classes s'opposent à tout le reste de la masse sociale ; de même les trois premières, en bloc, à l'ensemble des *çudras*.

Les brahmanes auront fondé leur prééminence à partir des craintes éperdues qu'ils inspirent. Un rituel compliqué en fait les organisateurs indispensables des sacrifices ; un seul détail est-il omis, le dieu sollicité se dérobe aussitôt et le terrible Varouna procède à ses vengeances impitoyables. Dépositaires des secrets du rite, les prêtres peuvent donc agir à leur guise, s'attaquer ainsi à l'anthropomorphisme naïf des anciens Aryens, dévaloriser Indra et tous les dieux héros des vieux hymnes. Ils créent à leur propre usage un dieu suprême, Brahma, qui préside à leurs sacrifices. Ce dieu, il est vrai, ne sera jamais très populaire.

Deux autres dieux dominateurs, par contre, vont susciter l'enthousiasme des fidèles : Siva Rudra auprès des populations paysannes, Vishnu, identifié au héros Krishna Vasudeva, auprès des cercles aristocratiques. De plus, « guerriers » et « paysans » (2^e et 3^e « classes ») se tourneront volontiers vers le *yoga* que les brahmanes adopteront à leur tour et vers d'autres cultes pratiques indigènes. Ou même vers une libre spéculation philosophique qui, aux VI^e et V^e siècles, donne naissance à deux nouvelles religions : le jaïnisme et le bouddhisme.

c) Troisième étape : les splendeurs premières du jaïnisme et du bouddhisme, VI^e et V^e siècles.

Peu à peu ont émergé des principautés de minuscules royautes, puis des villes aristocratiques, liées par le commerce. Ces villes, bientôt peuplées, profitent du luxe de leurs cours princières et de leurs riches bourgeoisies. Des banquiers, des marchands tirent de gros profits d'un trafic caravanier et maritime ; alors apparaît le luxe des fines étoffes de coton, de lin, ou de soie. Dès 600 avant J.-C, l'industrie du fer est attestée par les armes trouvées dans les tombes. Aden, au loin, est la grande place marchande qui réexpédie le fer indien vers la Méditerranée.

Dans ce milieu actif, comparable un peu à la Grèce contemporaine des VI^e et V^e siècles, se développent les deux grandes religions salvatrices du *jaïnisme* et du *bouddhisme* – celle-ci plus connue et importante que celle-là, parce qu'elle rebondira vers l'extérieur. Sur le plan purement indien, par contre, jaïnisme et bouddhisme sont à égalité. Ils sont, l'un comme l'autre, des religions hors cadres, « séculières », adoptées par les classes dominantes en dehors des brahmanes et propagées par les marchands ; l'un comme l'autre ils ont fondé des couvents et proposent des règles de salut individuel : le bouddhisme, nous l'avons vu, par une sorte de négation du désir de vivre et du sens de la vie, cherche à rompre le cercle maudit des

réincarnations, pour atteindre au Nirvana ; le jaïnisme, au contraire, voit dans la souffrance personnelle et sa recherche une voie efficace de salut. Ces deux religions ont été fondées, l'une et l'autre, par de grands seigneurs : Siddharta Gautama, peut-être fils de roi (563 ?-483 ?), appelé aussi Çakya Mouni (le sage des Çakyas) ou le Bouddha (l'Illuminé) ; et Vardhamana Mahavira (540 ?-468), le « Vainqueur » du monde (Jina).

Le Bouddha, originaire du Népal, eut sa « révélation » vers 525, et dès lors prêcha durant le reste de ses jours à travers la vallée du Gange. Sa religion, appelée à se modifier dès sa mort même, est construite sur ses propos, tels que ses disciples les ont recueillis. On n'y trouve aucune affirmation au sujet de Dieu, silence qui n'est pas négation mais reste un trait fort de sa doctrine, comme le refus de tout « monisme » divin. D'accord avec les idées dominantes de son temps (celle des Upanishads), il rejette la réalité du monde et de l'Être Universel. Pour lui, rien n'a de réalité en dehors de notre conscience. « Tu es revenu vers moi comme un oiseau-vigie parti d'un navire vers tous les points cardinaux à la rencontre d'une terre et tu n'en as vu nulle part. Car les éléments (Terre, Feu, Eau, Air) ont leur point d'appui dans la conscience. Ils le perdent dans la conscience insensible. Quand la conscience a cessé d'être, tous les éléments de l'univers sont anéantis intégralement. »

Au vrai, le *Bouddha est un « renonçant » (sannyasi)*. Le « renonçant » est l'homme qui quitte la société et erre, dès lors vivant d'aumônes, en quête d'un absolu spirituel capable de le libérer. Il est préoccupé, non de réformer la société dont il se détourne, mais d'assurer son salut personnel. Le bouddhisme est donc une religion pour un individu, un homme « désocialisé », en quoi il se rattache aux nombreuses hérésies qui surgiront régulièrement en Inde et qui sont autant de façons de se soustraire, par l'ascèse personnelle et l'absolu de la sainteté, à la religion des brahmanes, étroitement liée à toutes les contraintes de la société. Le renonçant bouddhiste, contrairement au chrétien (qui veut échapper à la mort), s'efforce d'échapper à la vie, au cycle des renaissances : « Voici, ô moines, la vérité sainte sur la suppression de la douleur : c'est la soif de l'existence qui conduit de renaissance en renaissance, la soif du plaisir... Voici, ô moines, la vérité sainte sur la suppression de la douleur : l'extinction de cette soif par l'anéantissement du désir, en bannissant le désir, en y renonçant, en ne lui laissant pas de place. » C'est à ce prix que sera rompu le cercle des renaissances et atteint le Nirvana.

Pour y parvenir, le juste devra suivre « le chemin à huit branches » (dont la science qui délivre de toute vanité) ; observer les cinq interdictions (meurtre, vol, adultère, ivresse, mensonge), l'abstention des Dix Péchés (dont les injures, le bavardage, l'envie, la haine,

Terreur dogmatique...), la pratique des Six Vertus transcendantes : l'amour du prochain, la patience, la pureté morale, l'énergie, l'aumône, la bonté. Mais atteindre la perfection, c'est aller plus loin encore. C'est devenir *bodhisattva* (saint, dirions-nous), puis Bouddha (recevoir l'illumination mystique). Seuls les bouddhas se dissolvent dans le Nirvana.

d) Durant l'époque dite des Empires, de 321 avant J.-C. à 535 après J.-C, jaïnisme et bouddhisme connaissent une grande diffusion, dominant les arts et la pensée, sans cependant évincer un seul instant les pratiques courantes, issues ou non du védisme.

Les brahmanes, pour défendre leurs positions, s'appuieront de plus en plus sur les cultes populaires qu'ils rassemblent, comme pour s'en faire un rempart. Ce lent processus conduit vers l'hindouisme, syncrétisme d'une ampleur considérable et sur lequel nous reviendrons dans un instant.

Alors la société hiérarchisée s'affirme, se complète, en particulier par ce système des « castes », si particulier à l'Inde et qui se dessine entre 300 avant J.-C, et 700 après J.-C. Il s'agit donc d'une formation relativement tardive, qu'il ne faut pas confondre avec les anciennes *varnas*, celles-ci ressemblant plutôt aux classes sociales de l'Iran pré-islamique. Les castes, vérité encore de l'Inde contemporaine, ont mis ainsi quelque mille ans à se former, au hasard de mélanges ethniques et culturels, par suite aussi de la différenciation grandissante des métiers. Il en résulte des milliers de castes (2 400 environ encore à l'époque actuelle). Au plus bas étage, en deçà de tous les interdits, les *parias*, les *intouchables*.

Cette civilisation composite, profite de la création d'Empires universels (dynastie des Maurya, 321-181 av. J.-C, et plus encore dynastie des Gupta, 320 à 525 ap. J.-C.) pour déborder les limites strictes de l'Inde du Nord, vers le Népal, l'Himalaya, le Tibet, le Siam, l'Indonésie (surtout après la décadence des Gupta), pour s'infiltrer dans l'île de Ceylan qu'elle « colonise » et aussi dans le réduit dravidien du Deccan, y imposant le sanscrit « classique et sophistiqué » qui deviendra, dans l'Inde entière, le véhicule d'une civilisation princière opposée à la culture des masses.

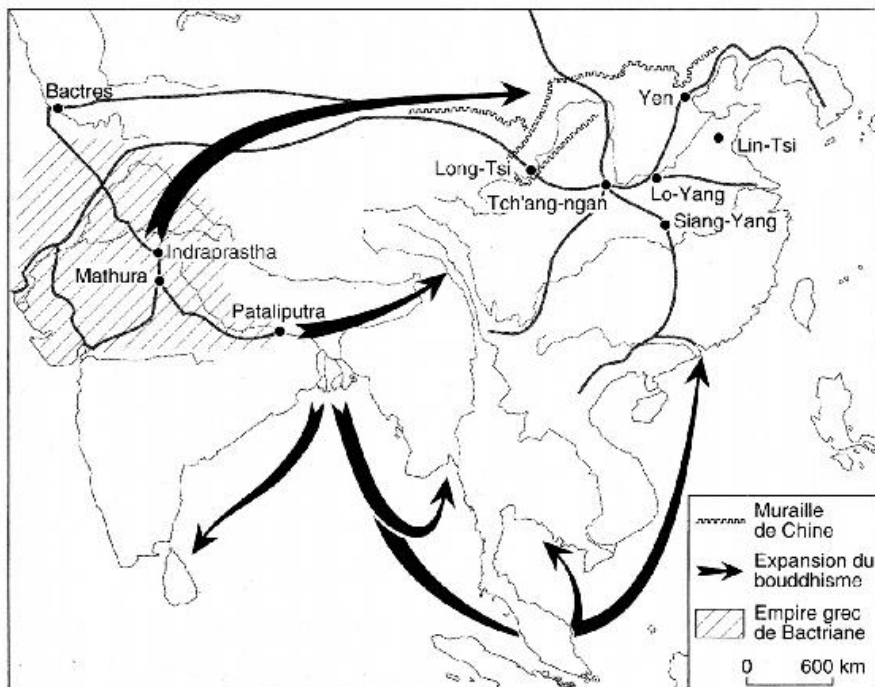
Avec l'Empire maurya et le règne prestigieux d'Açoka (264-226 av. J.-C.), c'est le bouddhisme qui l'a emporté. Mais quand, des siècles plus tard, une nouvelle Inde classique s'affirme, elle est surtout sous le signe vainqueur de l'hindouisme, on dit de la « renaissance » de l'hindouisme, car c'est sa grande période artistique. Alors l'Inde se rend maîtresse de tout ce qu'elle a pu emprunter à autrui (et notamment à l'art grec venu jusqu'à elle dès la conquête d'Alexandre

le Grand dans le pays de l'Indus, 327-325 av. J.-C.), elle s'affirme dans sa pureté et sa force, elle invente, si l'on peut dire, le temple hindou (le *sikhara*, exactement la flèche qui le domine) aussi caractéristique pour les siècles à venir que les cathédrales d'Occident. Dressé sur une vaste plate-forme bordée de larges escaliers d'accès, le temple est entouré de chapelles ou d'un déambulatoire. La masse même du sanctuaire figure le mont Meru, cet Olympe mythique sur lequel sont censés vivre les dieux.

Cette époque est aussi une grande période littéraire. C'est à la cour de Chandragupta II (386-414) qu'auront vécu les « neuf pierres précieuses », les poètes et les penseurs les plus brillants de ce temps, et qu'aura été écrit notamment le *Schakintala*, ce drame qui traduit en anglais en 1786, en allemand en 1791, devait faire une si vive impression sur Herder et sur Goethe.

• L'hindouisme ayant hérité de traditions très anciennes, on ne saurait dater ses débuts exacts de la fin de la dynastie Gupta ou de la dissolution de l'Empire, somme toute éphémère, de Harsha (606-647).

Mais il est vrai qu'il s'affirmera solidement comme un ensemble durant ce Moyen Âge indien qui va, en gros, de la mort de Harsha à la fondation du sultanat de Delhi, en 1206. L'hindouisme est plus qu'une religion ou un ordre social, c'est l'essentiel de la civilisation indienne et ses réalités, fort anciennes par leurs racines, restent très vivantes encore dans l'Inde du Pandhit Nehru.



11. La Chine et l'Inde après Bouddha (500 av. J.-C.-500 ap. J.-C.)

Pendant cette période troublée, le bouddhisme se répand, par la route de mer, en Indochine et en Indonésie, et, par la route de terre, vers le cœur de l'Asie et de la Chine. En Inde, au contraire, il recule. Pataliputra a été la capitale d'Açoka. L'Empire grec de Bactriane s'est étendu, un instant, jusqu'à Pataliputra. Ces régions hellénisées ont servi de relais au bouddhisme.

Pour expliquer ce développement, tous nos mots habituels sur le modèle de l'Europe : Moyen Âge, morcellement féodal, etc., jettent des clartés commodes, toutefois dangereuses. Nous en userons, sans les prendre à la lettre. Car si l'hindouisme, dans l'Inde médiévale, est aussi important que le christianisme dans notre Moyen Âge occidental, l'Inde ne ressemble guère à l'Europe mérovingienne, carolingienne ou même féodale.

a) Le contexte historique a son importance.

Il y a probablement régression des échanges économiques dès avant la fin de la dynastie des Gupta. Ce ralentissement frappe les marchands, ces « supporters » du jaïnisme et du bouddhisme. Ces deux religions vont bientôt connaître les persécutions : fidèles suppliciés, empalés, monastères détruits...

D'autre part chaque fois que dans l'histoire de l'Inde les plus riches régions, du Gange au Goudjerat et à la mer d'Oman, ne sont plus animées, vivifiées par des trafics importants, les grands Empires unificateurs s'effondrent, sans que la masse indienne d'ailleurs s'en

inquiète outre mesure : le roi, ceux qui gouvernent sont toujours d'une autre caste que la quasi-totalité des sujets. C'est donc assez naturellement que l'Inde se morcelle, alors, en États indépendants, que chacun d'eux se fractionne à son tour en une série de principautés et de seigneuries batailleuses. Le « Moyen Âge » hindou, triomphe des « guerriers » et des histoires régionales, se partage en des centaines de chroniques locales où même les érudits spécialistes risquent de se perdre avec facilité.

L'intéressant n'est pas de suivre l'histoire de ces États, un à un, ni de retenir cette floraison de particularismes vivaces, ainsi au Bengale, ou au Goudjerat, ou dans le Deccan (la « Byzance indienne », comme l'ont appelé certains historiens sensibles à son destin particulier, à ses capacités de résistance, à son rayonnement maritime enfin, au temps de l'Empire chola : 888-1267). Le plus important c'est encore l'épanouissement de littératures locales en bengali (Bengale), en goujarat dans la région du golfe de Cambaye et de la péninsule de Kathaviar, en langues dravidiennes (le mot de dravidien, mal forgé en 1856 par Caldwell et dont on ne peut se débarrasser, désigne les langues, non les races du Deccan : parmi ces langues la plus importante est le tamoul).

Bref, le Moyen Âge, avec sa vie économique ralentie, a redonné (à supposer qu'elle ait jamais été perdue) force et vigueur à la diversité géographique et humaine de l'Inde. Cette diversité foisonne, pareille à la « végétation tropicale » ; elle est un des traits profonds de l'hindouisme qui léguera à l'Inde moderne cette profusion de langues qui la gêne si fort. Mais aussi, au-delà de ces diversités, se précise une unité religieuse et culturelle évidente.

b) Une unité issue du syncrétisme des brahmanes.

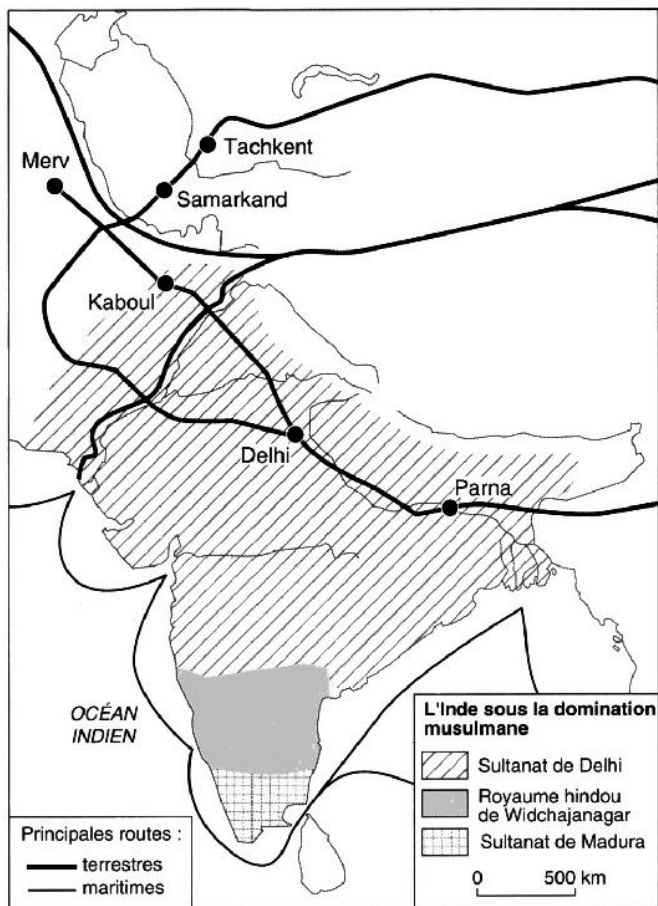
L'hindouisme, dans les pays du Nord, est cette somme religieuse que les brahmanes ont réalisée à partir des éléments védiques et post-védiques, des éléments non aryens assimilés depuis des siècles et enfin de la multitude des cultes locaux particuliers, repris en charge par une religion qui a voulu tout s'annexer.

Lors de cette lente mise en place, qui dira le rôle du Sud ? Peu à peu, il relaie le Nord dans la politique, l'art, et aussi dans l'élaboration de la pensée religieuse. Le Deccan offre, entre VII^e et XII^e siècles, les réussites les plus hautes, les plus brillantes de l'art (l'art Pallava de Mamalaparam, classique et subtil ; l'art d'Ellora, violent et souverain ; l'art de Konarak, lyrique et sensuel). Or notons que le Sud, bien avant ces triomphes artistiques, a produit avec Cankara et Ramanuja les derniers très grands philosophes de l'Inde.

Ce que l'hindouisme va populariser, sous des milliers de noms différents, c'est un dieu de miséricorde accessible, secourable, qui se

laisse volontiers adorer. Les imageries varient, le fond reste le même. Contre bouddhisme et jaïnisme, la religiosité traditionnelle a pris sa revanche, non sans avoir assimilé d'ailleurs et adopté les préceptes de pureté, l'absence de violence, *et même le végétarisme des deux sectes*. Mais c'est un vieux fonds populaire que va, avant tout, réinterpréter le nouveau langage.

Ainsi l'hindouisme aboutit à la coexistence de trois grands dieux « au sommet » : Brahma (qui reçoit surtout des « hommages littéraires ») est le créateur du monde ; Vishnu en est le conservateur et Çiva le destructeur. Séparables et inséparables, ils sont l'expression, chacun pour son compte, de l'Être suprême dont c'est le rôle de jouer la providence parmi les hommes. Ainsi s'expliquent les « descentes » sur terre, les *avatars* de Vishnu, entendez ses multiples incarnations au service de la paix du monde. Il s'incarnera sous la forme d'un poisson, d'une tortue, d'un énorme sanglier, d'un homme-lion, ou même – c'est le neuvième *avatara* – sous la forme de Bouddha dont l'œuvre est ainsi intégrée à tout un système religieux. Çiva le destructeur s'identifie « à la mort, au temps ; il est Hara, celui qui emporte ». Comme Vishnu, il délègue ses pouvoirs, souvent à des déesses. Dans le sud de l'Inde, il a pour épouse Minashki, la fille d'un roi (« celle aux yeux de poisson »).



12. L'Inde au XIV^e siècle.

Ce croquis représente les principales routes et les divisions politiques (avec, à l'extrême Sud, l'éphémère sultanat de Madura, créé en 1335).

Impossible de s'engager dans cette mythologie d'une richesse exubérante et dont un livre intelligent, de lecture agréable, comme celui de H. Zimmer, *Mythes et symboles dans l'art et la civilisation de l'Inde* (1951), donne une idée. On ne saurait davantage s'attarder au rituel minutieux des prières et des sacrifices, au culte des morts, au rite de l'incinération qui reste celui de la majorité des hindouistes (seuls les ascètes et les enfants sont enterrés), aux cérémonies longues et compliquées des mariages. L'Inde a été et reste terriblement conservatrice dans le domaine des rites.

Pour le fidèle, le problème essentiel demeure sa délivrance. Si, jugé honorablement, il gagne le Paradis « par les rayons du soleil », ou si, condamné, il va en Enfer –, de toute façon l'avenir ne maintiendra pas cette décision, sanction ou récompense. L'âme se réincarnera, selon

son malheureux destin. Mais, par la voie des prières, des rites, des pèlerinages, ou encore grâce à des talismans, l'homme peut parfois échapper au *kharman*, à l'acte qui entraîne toujours des conséquences, et notamment les réincarnations. Alors il sera « délivré ». Il s'agit là d'une délivrance négative, très différente de l'acheminement bouddhique vers une libération spirituelle qui exige la purification et l'ascèse individuelle, le renoncement de la sainteté.

Sous les eaux épaisses de l'hindouisme – les eaux mêmes de la civilisation de l'Inde – le bouddhisme (comme le jainisme) a été submergé, à la fois assimilé dans certaines de ses formes et rejeté dans son esprit, même au Bengale où il s'était fortement enraciné. Mais il laissera un vide non comblé. Et toujours, en Inde, l'ascète, le saint, le « renonçant » fera recette. Lourde du poids d'une société compacte et inexorable, la religion dominante ne permet de liberté individuelle que dans le dépouillement, le « non-acte ». Alors les « sectes » pullulent d'elles-mêmes. Elles sont des gestes de libération intellectuelle et morale.

C'est *peut-être* ce vide laissé par le bouddhisme qui explique les conversions massives à l'Islam dans ce même Bengale, après les dernières persécutions contre le bouddhisme, au XII^e siècle. On a vu de même, dans les Balkans, les chrétiens hérétiques bogomiles de Bosnie, si souvent persécutés, se convertir à l'islamisme, lors de l'arrivée des Turcs au XV^e siècle.

• *L'Inde musulmane (1206-1757).*

Esquissée dès le VII^e siècle par la fondation de colonies marchandes sur la côte de Malabar, matérialisée dès 711-712 par une invasion à partir du Sind et l'implantation de diverses colonies continentales, l'Inde musulmane aura grandi très lentement à travers les pays qui conduisent à l'Indus et au Gange. Ensuite, elle aura tendu, en vain, vers la conquête entière du continent.

La possession des terres semi-désertiques du Nord fut longtemps contestée aux Musulmans. Au début du X^e siècle encore, en 1030, seul le Pendjab est dans leurs mains. Il faudra deux siècles encore pour que se fonde le *sultanat de Delhi* (1206) et qu'il s'étende à l'Inde du Nord, position clef qui donne tout, ou presque tout.

Cette conquête, cent fois recommencée, aboutit à une vaste occupation militaire. Les Musulmans, peu nombreux, installés seulement dans les villes importantes, ne règnent sur le pays qu'au prix d'une politique systématique de terreur. La cruauté est quotidienne : incendies, exécutions sommaires, condamnations à la crucifixion ou au pal, caprices sanguinaires... Les temples hindous sont détruits pour faire place aux mosquées. À l'occasion, des conversions

sont imposées par la force. Enfin qu'un soulèvement se produise, la répression est immédiate, sauvage : maisons incendiées, pays dévastés, hommes abattus, femmes emmenées en esclavage.

D'ordinaire, le plat pays est abandonné à l'administration des princes indigènes ou des communautés villageoises, ces autorités intermédiaires étant responsables du paiement de lourds impôts, contrepartie parfois d'une certaine autonomie : ainsi sur les terres des *rajahs* du Radjpoutana.

L'Inde n'a dû qu'à sa patience, à sa puissance surhumaine, à son immensité, de survivre. Comme les tributs sont écrasants, une récolte catastrophique suffit à déclencher famines et épidémies qui enlèvent d'un seul coup des millions d'êtres. Une misère effroyable a été la constante contrepartie du luxe des vainqueurs, des splendeurs des palais et des fêtes de Delhi où les sultans ont installé leur capitale, sujet d'émerveillement pour les voyageurs musulmans, comme le célèbre Ibn Batouta.

Les sultans de Delhi ont eu la chance d'échapper à peu près au choc des premières invasions mongoles de Gengis Khan et de ses successeurs immédiats, au XIII^e siècle. Ils ont même profité de ces tourmentes pour agrandir leurs conquêtes vers le Sud qui avait su résister jusque-là à l'installation de sultanats musulmans. Par contre, Tamerlan submergera leur territoire et poussera un raid victorieux, en 1398, jusqu'à Delhi qui sera saccagée sans pitié. Mais le vainqueur s'en retira aussitôt avec son butin et des files de captifs, si bien que la vieille domination musulmane put se rétablir dans l'Inde, vaille que vaille, sans toutefois retrouver son ancienne splendeur.

Cent trente ans plus tard, c'est un Empire malade, en fait morcelé entre plusieurs mains, que renversera en 1526, sur le champ de bataille de Panipat, l'armée d'aventuriers que conduisait Baber, descendant (il le prétendait du moins) de Gengis Khan. Armée minuscule, mais qui apportait avec elle les arquebuses, les pièces de canon (dont les roues d'affûts étaient liées, sur le champ de bataille, par des chaînes pour résister aux charges éventuelles des cavaliers), et qui se grossit, après sa victoire, de mercenaires venus d'Iran, du Cachemire, des pays d'Islam, bientôt d'Occident.

Baber était musulman (du rite sunnite). La victoire de ces nouveaux venus a donc été celle de l'Islam orthodoxe, des hommes à peau blanche, de la poudre à canon. Avec elle s'est constitué *l'Empire du Grand Mogol* qui, *en principe*, durera plus de trois siècles, jusqu'en 1857, date de sa suppression tardive par les Anglais, lors de la révolte des Cipayes. En fait, son éclat s'était achevé dès la mort du dernier de ses grands souverains, Aureng Zeb (1658-1707), bien avant que les Anglais n'occupent le Bengale (1757).

De 1526 jusqu'à la mort d'Aureng Zeb, l'Inde musulmane a connu

ainsi une nouvelle splendeur qui rappelle les grandes années des sultans de Delhi, avec d'ailleurs les mêmes violences, la même coexistence forcée, les mêmes implantations, les mêmes succès.

Les mêmes violences : l'Islam règne par la crainte et établit son luxe sur la misère générale de l'Inde (pouvait-il agir autrement ?). D'un côté, de fabuleuses richesses qu'admirent les voyageurs d'Occident ; de l'autre, une série de famines, de mortalités fabuleuses et ces innombrables enfants abandonnés ou vendus par leurs familles.

La même coexistence forcée, issue de liens de plus en plus nombreux au fur et à mesure que le temps passe. Akbar (1555-1606), le plus grand des souverains mogols, essaiera même de créer une administration moins arbitraire et une religion nouvelle qui eût lié en un même système religieux (le Din Ilahi : la religion divine) islamisme et hindouisme. Cette religion n'eut guère d'adeptes en dehors des cercles étroits qui entouraient l'empereur et ne survécut pas à la mort de ce dernier. Mais la tentative reste significative.

Au vrai, le conquérant ne pouvait se passer de ses sujets hindous. D'immenses régions de l'Inde restaient semi-indépendantes, payant ou ne payant pas l'impôt. François Bernier, ce médecin français qui servira le Grand Mogol, le note en 1670 : « Dans cette même étendue de pays, il y a quantité de nations dont le Mogol n'est pas trop le maître, ayant encore la plupart leurs chefs et souverains particuliers qui ne lui obéissent et ne lui payent tribut que par contrainte, plusieurs que fort peu de chose, quelques-uns rien du tout. »

Les nécessités issues de guerres et luttes continuelles contribuaient à limiter une autorité en principe absolue. La cour du Grand Mogol, c'est une vaste armée (de 50 à 200 000 hommes) rassemblée à Delhi : cavaliers, mousquetaires, canonniers, canons légers (artillerie d'étrier, dit-on), grosses pièces, réserves de chevaux et d'éléphants, au total une foule de combattants, de palefreniers, de serviteurs. Les chefs, les *omerahs*, jouissent de pensions et de bénéfices (terres qui leur sont concédées à vie) ; ce sont des aventuriers, souvent de très médiocre origine, ce qui ne les empêche pas, au contraire, de parader dans les rues, « superbement couverts, montés quelquefois sur un éléphant, quelquefois à cheval et quelquefois en *paleky* (chaise à porteur), suivis ordinairement d'un bon nombre de cavaliers, de ceux qui seront en garde à leur logis, avec quantité de valets de pied qui marchent devant et à côté pour faire place, leur chasser les mouches et la poussière avec des queues de paon, porter le picquedent ou crachoir, de l'eau pour boire »... Or, « pour un mahométan, il y a des centaines de gentils », explique encore Bernier. Toute l'armée ne pouvant se recruter parmi les soi-disant Mogols à peau claire (et qui, de peur de perdre ce privilège pour leurs enfants se marient de préférence avec des femmes blanches du Cachemire), il fallait bien faire appel aux

Gentils et aux teints bronzés.

Il y eut toujours à Delhi des soldats *radjpoutes* (issus du Radjpoutana) et souvent commandés par leurs propres rajahs. Certains de ces derniers pouvaient lever, à la demande, de grosses armées de soldats indigènes. Ne fallait-il pas lutter parfois contre les mercenaires musulmans eux-mêmes, ou contre les Perses chiites, voisins dangereux, ou contre les Patanes, Musulmans du Bengale, ou encore contre les princes hindous ou Musulmans du Deccan, traditionnellement hostiles ?

Tout cela payé par l'immense trésor du Grand Mogol qu'alimente plus encore le commerce de ses vastes États que le revenu de ses terres. Ce trésor, en vérité, est un centre de confluence et de dispersion des richesses. Chaque fois qu'une pièce d'argent entre au trésor, elle est percée d'un trou étroit : il arrive souvent que les pièces soient plusieurs fois poinçonnées.

Une partie notable de l'Inde non musulmane participe ainsi à ces distributions, se trouve dans le circuit, dirions-nous. À la longue la coexistence s'est imposée avec ses mélanges, ses tolérances réciproques et relatives. Nous avons déjà signalé l'art métissé, islamique et hindou, qui s'épanouit à Delhi et dans les autres capitales mogoles. Un fait est certain : cet art est mixte, indien autant que musulman. Cependant, sur le plan culturel et religieux, l'Inde est restée elle-même. L'Islam, malgré tout, l'a peu marquée. C'est ainsi que Tulsidas, le plus grand poète de langue hindi, d'origine brahmanique, aura vécu de 1532 à 1623.

En vérité, la domination autoritaire de l'Islam, malgré ses innombrables conséquences, a moins atteint les structures de la société et de l'économie hindoues que les contacts avec l'Occident, amorcés dès la fin du ^{xv}^e siècle, multipliés au ^{xvi}^e et au ^{xvii}^e et qui se précipitèrent encore avec l'essor général du ^{xviii}^e. Mis à part la supériorité de la poudre à canon (qui explique non seulement la victoire musulmane de 1526, mais la chute effroyable de Vidschayanagar, en 1565), l'Islam ne dispose d'aucune supériorité sur l'Inde assujettie.

Dès la mort d'Aureng Zeb (1707), nous l'avons déjà dit, l'Empire vacille face aux périls de l'Ouest et du Sud ; en 1738, les Afghans s'emparent de Delhi. Dès 1659, avait commencé la très puissante poussée du peuple hindou des Mahrattes, arrêtée un instant seulement par Aureng Zeb et qui allait connaître ses grandes heures au ^{xviii}^e siècle.

Ceci dit, gardons-nous de dresser trop vite le procès de l'Islam indien. Il serait injuste de ne pas replacer cette expérience de colonisation, particulièrement violente et prolongée, au milieu des innombrables expériences du même genre dans le monde d'alors. En

tout cas, cette colonisation séculaire a implanté une énorme masse de fidèles musulmans dans la fourmilière de l'Inde, 24 % de la population totale au recensement de 1931 (77 millions contre 239 d'hindouistes), soit à peu près un musulman pour trois hindouistes. Aujourd'hui la division politique de 1947 étant très imparfaite (on estime à 44 millions sur 438 les musulmans qui vivent dans l'Inde proprement dite, à 85 la population du Pakistan qui comprend elle aussi des non-musulmans), le rapport actuel doit être entre 20 et 25 %, plus près du dernier que du premier chiffre. L'Inde musulmane a donc, elle aussi, merveilleusement survécu, et elle se sépare difficilement de la commune civilisation indo-musulmane.

L'Inde anglaise (1757-1947) : une vieille économie aux prises avec l'Occident moderne

Au xvi^e siècle, les Portugais ont occupé en Extrême-Orient une série de comptoirs. Mais l'Inde portugaise (Vasco de Gama arrive à Calicut le 17 mai 1498, Goa est occupée en 1510) aura connu moins d'un siècle de splendeur. Le xvii^e siècle est déjà sous le signe des factoreries anglaises, hollandaises et françaises.

Dès avant l'élimination des Français (1763), l'Inde anglaise a été fondée par la victoire de Robert Clive à Plassey (Palassi, près de l'actuelle Calcutta), le 23 juin 1757 ; elle aura duré presque deux siècles, jusqu'à l'indépendance de l'Inde acquise en 1947, à peu de chose près autant que la splendeur de l'Empire du Grand Mogol. Comme lui, elle aura grandi peu à peu, la conquête ne s'achevant qu'au milieu du xix^e siècle (conquête du Pendjab, 1849) et, comme lui, elle aura laissé en dehors de ses prises directes une série d'États autonomes, les *Native States and Agencies*. Mais, sous l'autorité anglaise, cette autonomie est de principe beaucoup plus que réelle. En fait, le continent entier a supporté le choc de cette vigoureuse domination appuyée sur une immense supériorité économique. Jusqu'à la Première Guerre mondiale, la lointaine Angleterre, *en gros*, a été la plus grande puissance industrielle, marchande et bancaire du monde. Sa domination a atteint profondément toutes les structures de l'Inde.

• *L'Inde devient un marché producteur de matières premières.*

L'exploitation, progressivement étendue avec la conquête, conduite par la Compagnie des Indes (qui ne sera dissoute qu'en 1858), aura

pris, dès les temps très corrompus de Lord Clive (celui-ci attaqué aux Communes se suicidait en 1774), la triple forme de l'exploitation des potentats locaux, des marchands, des paysans.

L'exploitation fut conduite sans vergogne dans les riches provinces tôt saisies du Bengale, de Bihar et d'Orissa. Un peu d'ordre et d'équité ne s'instaura, du côté anglais, qu'à partir de 1784, date à laquelle s'organise un régime plus honnête.

En ces années initiales, pillages, malversations avaient entraîné déjà des désastres sans nom. Lord Cornwallis, gouverneur général de l'Inde, écrivait (18 septembre 1789) : « Je puis affirmer sans hésitation qu'un tiers des territoires de la Compagnie dans l'Hindoustan est maintenant une jungle, habitée seulement par les bêtes sauvages. » À peine exagère-t-il.

Assurément les nouveaux maîtres, qui ont leurs responsabilités, sont aussi les jouets et les victimes de processus qu'ils ne contrôlent guère. Bien des ravages furent le seul fait d'une économie monétaire grandissante, dont l'Inde, malgré sa très ancienne ouverture sur les trafics du monde, n'avait pas connu l'équivalent. Le droit anglais, les concepts occidentaux en ce qui concerne la propriété du sol entraînèrent également des catastrophes involontaires.

En tout cas, un vieil équilibre durement acheté, issu du plus profond passé de l'Inde, se trouvait mis en péril, bousculé.

En ce XVIII^e siècle finissant, l'Inde est un monde rural avec d'innombrables villages, misérables souvent, groupes de huttes pareilles à celles qu'on peut voir aujourd'hui encore (1962) près de Madras ou ailleurs : « des murs de boue séchée, un toit de feuilles de palmiers tressées, pour toute ouverture une porte basse... La fumée du feu de bouse de vache séchée s'échappe, comme elle le peut, par les interstices du toit ». Mais ces villages formaient des communautés serrées, équilibrées, vivant d'elles-mêmes, gouvernées par un chef ou un conseil des anciens, avec même en certaines régions redistribution régulière des terres. Des artisans liés au village, forgerons, menuisiers, charpentiers, orfèvres, exerçant ces métiers de père en fils depuis des siècles, recevaient en compensation de leurs services une partie de la récolte villageoise. Certains de ces villages possédaient aussi, attachés à la personne de paysans aisés, des esclaves à qui leurs maîtres assuraient nourriture, logement et habillement. La communauté était responsable collectivement des impôts et des corvées que réclamait l'État ou le seigneur proche. Une partie de ses récoltes et de son travail était ainsi livrée à autrui, à l'Inde minoritaire des lointaines villes gouvernementales qui ne lui restituaient rien. L'impôt était le seul lien de la ville avec les villages qui étaient incapables de lui acheter quoi que ce soit des marchandises qu'elle importait ou qu'elle fabriquait. Ses industries restaient un luxe réservé aux cercles étroits de citadins,

ou à l'exportation. Mais la pression de ces privilégiés se faisait-elle trop lourde, intolérable, le village pouvait changer d'emplacement, chercher d'autres terres, un sort meilleur.

Telle fut longtemps cette économie villageoise de subsistance, fort ancienne, à peu près fermée sur elle-même, alliant agriculture et artisanat, par suite libre vis-à-vis de l'extérieur, sauf en ce qui concerne le sel ou le fer... L'organisation sociale des castes y maintenait chacun à sa place, du brahmane instituteur, prêtre et astrologue, jusqu'aux anciens ou aux paysans aisés qui appartenaient aux castes élevées. Au bas de l'échelle, travaillant la terre, les intouchables formaient la majorité.

Tout ce système se détériore au fur et à mesure qu'avancent le XVIII^e, puis le XIX^e siècle. Pour la perception des impôts, les Anglais ont eu recours aux anciens collecteurs d'impôts, mais leur ont reconnu sur les villages un droit de propriété qu'ils ne possédaient nullement jusque-là. Ainsi ont été créés, et tout d'abord au Bengale, ces faux landlords, les *zamindars*. À eux de fournir à l'autorité anglaise le montant de l'impôt, quitte à exiger du paysan davantage. Bientôt ces landlords ne résident plus sur les terres et recourent eux-mêmes à des agents. Et sur l'infortunée paysannerie du Bengale, s'étage une impressionnante « panoplie » d'intermédiaires et de parasites.

Là où l'Anglais n'a pas mis en place le système des *zamindars*, il collecte directement l'impôt, payable en argent. Cette fois, le paysan à court de numéraire doit recourir au prêteur. Celui-ci connaît à travers l'Inde entière une fortune singulière. Jadis, il devait tenir compte de la résistance, de la colère villageoises ; cette fois, il a la loi et les juges pour lui ; la dette n'est-elle pas acquittée, il saisira le cheptel, puis la terre du paysan. Pauvre paysan, pauvre *ryot* ! Comme le prix des terres ne cesse de monter, l'usurier a beau jeu de devenir propriétaire ; d'ailleurs cette spéculation à la hausse attire les placements d'argent que garantit la « rente » du sol. D'où une nuée grandissante de gros propriétaires, d'ordinaire peu soucieux d'amender leurs terres, vivant sans plus de cette « rente » du sol. Sur 100 millions de paysans, il y a peut-être un tiers de petits propriétaires à la fin du XIX^e siècle, et la superficie moyenne de cette propriété paysanne est inférieure aux 10 acres qui représentent le minimum nécessaire pour vivre. Au cours de cette évolution, les conseils d'anciens, que l'on essaie de recréer aujourd'hui, avaient disparu, neuf fois sur dix.

La situation s'est aggravée aussi du fait :

1) de la ruine des artisans villageois, concurrencés par l'industrie anglaise et même indienne, et rejetés, dès lors, vers l'agriculture où la pression est déjà si grande ;

2) de la double politique systématique des capitalistes anglais qui ont considéré l'Inde : a) comme un marché où écouler leurs produits

industriels (ils se sont empressés de tuer l'industrie cotonnière indienne très ancienne et qui avait pris un grand essor au ^{xviii}^e siècle, en même temps que s'étendait, en Europe, la vogue des « indiennes », peintes ou imprimées) ; b) comme un marché où acheter certains produits bruts, jute du Bengale, coton des sols de *regur* en face de Bombay, destinés à alimenter l'industrie anglaise du Lancashire.

Ces matières premières destinées à l'exportation sont drainées vers les ports par les chemins de fer, tôt construits et qui sont, durant la seconde moitié du ^{xix}^e siècle, l'occasion d'une véritable révolution pour l'intérieur des terres. Des villes se créent qui n'ont d'autres fonctions que de rassembler et d'expédier ces marchandises. Le paysan indien cultive donc de plus en plus des produits qui ne sont pas destinés à l'alimentation de sa famille ou de son village. La culture industrielle prend le pas (sauf dans le Pendjab céréalier mais qui exporte son blé) sur la culture vivrière. Résultat, la montée démographique aidant, des famines catastrophiques au cours des dernières trente années du ^{xix}^e siècle et une diminution des rations alimentaires, visible au travers de nos imparfaites statistiques.

La crise mondiale de 1929, l'effondrement des cours des matières premières précipiteront le mouvement de concentration des propriétés entre les mains des landlords ou des usuriers, les dimensions de l'exploitation paysanne libre se réduiront encore, l'endettement des exploitants devient tel qu'il dépasse les possibilités raisonnables. Accablés par leurs dettes, les paysans sont vis-à-vis de leurs créanciers dans une position pire que celle du serf, jadis, vis-à-vis de son maître. Le *ryot* est de moins en moins un être libre économiquement, s'il l'est de plus en plus vis-à-vis de la loi.

• Les débuts d'une industrie moderne apparaissent tardivement, en même temps que les premiers tarifs protecteurs, au voisinage des années 1920.

La naissance d'une industrie locale est alors favorisée par une nombreuse main-d'œuvre à bon marché, l'essor de villes modernes où se constituent de surabondants prolétariats, la présence de matières premières à portée de main, enfin l'intervention de capitalistes hindous.

Ceux-ci sont ou des *Parsis*, descendants d'adeptes de Zoroastre ayant fui la Perse il y a plus d'un millier d'années et groupés surtout dans la région de Bombay ; ou des *Marwaris*, issus d'une haute caste de l'intérieur du Radjpoutana et longtemps à l'abri de la concurrence anglaise en raison du retard de leur région ; ou encore des *Jains*, issus du Gudjarat.

Trois villes industrielles commandent le mouvement : Calcutta, dont

relèvent (à 150 milles à l'est) les industries métallurgiques du groupe Tata (une famille de Parsis) et la fabrication en grand des toiles de jute ; Bombay, centre de l'industrie cotonnière et du montage des automobiles ; Ahmadabad, à 500 kilomètres au nord, centre cotonnier exclusif. Ces industries et d'autres, surtout alimentaires, ont connu durant la Seconde Guerre mondiale un développement chaotique, surtout au-delà de 1942, avec la pénurie des vivres et des tissus qui provoqua une hausse des prix si fantastique, au marché noir, que l'on put craindre un instant (avec la menace japonaise) une subversion totale de l'Inde.

En 1944, les industriels se décidaient en faveur du Plan de Bombay (officieux et trop optimiste) qui prévoyait un large investissement, avec le remboursement des dettes contractées vis-à-vis de l'Inde par la Grande-Bretagne, durant la Seconde Guerre mondiale. Le projet favorisa des ententes avec les capitalistes et sociétés anglaises (ainsi l'accord Birla Nuffield pour l'industrie automobile). D'ailleurs, aujourd'hui encore, malgré l'indépendance, des capitaux anglais restent investis dans les multiples affaires que contrôlent les banques de la *Cliver Street* à Calcutta...

Cet essor n'a fait que précipiter la poussée campagnarde vers les villes. « Après la ruine, dit un proverbe tamoul, cours à la ville. » L'embauche y est fournie par les ateliers, les usines, la domesticité (dont les gages en argent « sont à peine plus élevés que le néant »). Des liaisons inattendues s'établissent entre certaines castes de la péninsule de Kathaviar et le recrutement des cuisiniers de bonne maison à Bombay, ou entre les basses classes de la côte Sud-Ouest du Deccan et ces artisans qui roulent les cigarettes à la main dans les usines de Bombay. Toutes ces liaisons ajoutent au remue-ménage général de l'humanité hindoue et augmentent sa mobilité sociale.

Ainsi, dès avant l'indépendance, l'Inde a eu ses villes modernes, populeuses, avec leurs quartiers sordides de pauvres, les *bustees* de Calcutta, les trop célèbres *chawls* de Bombay ou ces *cheris* de Madras, aux murs de boue semblables à ceux des villages.

• L'Angleterre a repensé sa politique dans l'Inde au lendemain de la violente révolte des Cipayes, ses soldats indigènes, en 1857-1858.

Ce fut pour elle l'occasion de réviser toute son attitude, de mettre fin au règne de l'East India Company (1^{er} septembre 1858), de lui substituer, à Londres, le considérable et puissant ministère de l'*India Office*, cependant qu'à Calcutta un vice-roi remplaçait l'ancien gouverneur général de la Compagnie.

N'avait-on pas poussé trop vite, par exemple, à l'annexion des

territoires princiers de l'Inde ? On se promet, dès lors, de respecter les autonomies et, en 1881, le retour à l'indépendance du sultanat de Mysore, précédemment annexé, vaut comme un symbole de la nouvelle orientation. Si l'on renonçait à régner directement, le mieux, dans cet univers bigarré de l'Inde, était de maintenir soigneusement les divisions existantes, de les utiliser, particulièrement à la jointure des deux grandes masses humaines, l'hindoue et la musulmane. Et de maintenir d'abord les divisions dans l'armée. À ce propos, Lord Elphinstone, en 1858, usait d'une métaphore significative. La sauvegarde de la puissance anglaise, disait-il, ce sont ses *steamers* dont la sécurité est assurée par le strict compartimentage de la coque, grâce aux cloisons étanches. « Je voudrais assurer la sécurité de notre Empire des Indes en construisant notre armée des Indes suivant le même principe », celui des compartiments étanches, Hindous, Musulmans, Sikhs de l'Himalaya ne servant jamais plus dans les mêmes unités.

Ces calculs furent vite dépassés par les événements. Dès les années 1870, la longue crise économique, alors mondiale, atteint l'Inde, y provoquant famines, épidémies, soulèvements paysans. De bons esprits pensent alors qu'il importe de libéraliser le régime, de faire participer certains Hindous à l'administration, voire au gouvernement. En tout cas, en 1885, c'est avec « la bénédiction du vice-roi » que se forme le parti du Congrès National qui sera, dirions-nous aujourd'hui, le haut-parleur du nationalisme, bien que celui-ci ne représente encore qu'une très étroite mais agissante minorité.

Cette minorité se recrute, elle se recrutera de plus en plus parmi l'active classe moyenne, qui surgit dans les villes et les universités. Non pas cette classe aristocratique et princière, ou cette classe de landlords, profondément attachée au passé traditionnel et dont le conservatisme social était bien fait pour plaire aux maîtres de l'Inde, mais la classe moyenne, aux origines diverses, que la vie nouvelle pousse en avant : capitalistes comme les Parsis, les Marwaris, les Jains, voire les Musulmans ismaélites, ou hommes de castes à vocation politique comme les Pandits du Cachemire, rattachés aux brahmanes et qui avaient fourni de nombreux hommes politiques au temps des Mogols (et dont est issu Jawarharlal Nehru qui dirige l'Inde aujourd'hui)... De même Gandhi était issu d'une famille qui, pendant des générations, avait fourni des ministres aux petits princes de la péninsule de Kathaviar, dans le Goudjerat.

Ces hommes, attirés par la civilisation occidentale, en ont ressenti les bienfaits, vu les avantages et les dangers. La pensée de Gandhi, par exemple, dérive à la fois des traditions de non-violence de l'Inde et du pacifisme véhément de Tolstoï et du Sermon de Jésus sur la Montagne... Cette *intelligentsia* de l'Inde navigue sur des eaux mêlées,

rêve de syncrétisme religieux, d'épuration de l'hindouisme. Conscients ou non, bien des esprits puisent aux sources des innombrables hérésies de l'Inde. Dix, vingt noms seraient à citer, depuis Dayanand Sarasvati (1824-1883), qui fonde une secte nouvelle de l'hindouisme, repousse l'Islam comme le christianisme, mais avoue son attirance à l'égard de l'Occident et s'efforce de retrouver dans les Veda la modernité scientifique, l'électricité comme la machine à vapeur – jusqu'à ce modèle que fut pour Gandhi Gopal Krishna Gokhale (1866-1915), ou Rabindranath Tagore (1861-1941) (au nom anglicisé) que le monde entier connaît pour ses poésies (prix Nobel 1913) et dont le poème « Jana Gana Mana » est aujourd'hui l'hymne national de l'Inde indépendante.

Une longue agitation, d'interminables procédures aboutiront finalement à l'indépendance et à la partition du 15 août 1947. Avec les exigences des uns, la prudence, les tergiversations et l'hypocrisie des autres, le dialogue de cette décolonisation exemplaire n'a rien eu d'édifiant (et pourtant elle est supérieure à toutes les autres !) : la raison du moment devenant la déraison du jour suivant, les concessions arrivent toujours trop tard. En outre, ce qui satisfait les Musulmans (la séparation du Bengale en deux provinces, celle de l'Est étant jointe à l'Assam pour former un ensemble ethnique en 1905) irrite les Hindous et réciproquement les Musulmans s'irritent, à leur tour, quand la décision est rapportée, en 1911. Une des difficultés sans solution, pour les nationalistes, est d'ailleurs d'unir Hindous et Musulmans (ceux-ci groupés dans la Ligue Musulmane, en 1906).

L'autre difficulté majeure : atteindre les masses, ce que va réussir l'extraordinaire intervention de Gandhi (1869-1948). Étudiant en droit à Bombay et à Londres, Gandhi a été avocat à Natal (1893-1914) pour y défendre ses compatriotes immigrés en Afrique du Sud. De retour dans l'Inde, en 1914, il s'impose vite aux nationalistes, les domine, les pousse en avant. Son action : « une utilisation religieuse des forces politiques ». Il sera le Mahatma (le Noble, le Révérendissime). Les seules forces, enseigne-t-il, dont on puisse se servir pour contraindre la volonté d'autrui, sont la vérité, la non-violence à l'égard de tout être vivant, la pureté. L'accent religieux de son action en centuple l'efficacité. Gandhi soulève les masses. On s'en aperçoit lors du premier boycott (20 septembre 1920) de la constitution de 1919 que l'Angleterre vient de concéder, puis en décembre 1921, lorsqu'il décrète la campagne de désobéissance. Quand, au-delà de puissantes manifestations silencieuses, éclatent des troubles graves, que des meurtres sont commis, Gandhi, fidèle à lui-même, stoppe le mouvement. La seconde campagne se produira huit ans plus tard, le 26 janvier 1930. Elle aboutira au boycott du sel (vendu par le gouvernement), puis à des accords, à une nouvelle campagne de

protestation, fort longue cette fois (1932-1934), enfin à la nouvelle constitution de l'Inde (*India Act*, 1937).

• L'indépendance de l'Inde est donc mûre avant que n'éclate la Seconde Guerre mondiale qui la précipite.

Le 8 août 1942, le Congrès se rallie à la motion de Gandhi : « Que les Anglais quittent l'Inde ! » En 1942 et 1943, avec la poussée japonaise en Birmanie et les menaces sur l'Assam et le Bengale, la situation est très grave : des gares, des édifices publics sont détruits.

La paix revenue, la tension augmente. Le 11 juin 1947, le Parlement anglais accorde enfin à l'Inde son indépendance. Les ponts sont rompus. Mais cette Inde libre est déchirée contre elle-même : le 15 août, elle se sépare en deux « dominions », l'Union indienne d'une part, le Pakistan de l'autre (lui-même coupé en deux morceaux). Le partage est mal fait : il laisse à l'Union indienne une minorité de 44 millions de Musulmans ; la frontière politique, à l'est, laisse les zones productrices de jute au Pakistan et la manufacture de toile au long de l'Oughly à l'Inde... Des fuites d'hommes se produisent dans les deux sens, abominables, accompagnées de tueries innombrables... En vain, Gandhi a-t-il essayé de trouver un terrain d'entente avec l'Islam. Le 30 janvier 1948, un Hindou fanatique, considérant qu'agir ainsi c'est trahir la cause de l'hindouisme, assassinait le Mahatma. La séparation se fit donc dans une atmosphère de guerre civile et de violences inouïes. Bilan : deux ou trois millions de morts.

Cette séparation, dit-on d'ordinaire, la politique anglaise en a été responsable. Est-ce juste ? C'est trop prêter d'importance à des gestes politiques et à des roueries cousues de fil blanc. Le passé de l'Inde, une fois de plus, s'est imposé au présent, s'est vengé sur lui. Il est le grand responsable. Le 4 février 1948, Ceylan qui avec sa civilisation originale est un monde à part et n'avait jamais été rattaché à l'Inde anglaise, devenait à son tour un dominion indépendant.

Aussitôt libre, l'Inde s'est donc cassée en deux morceaux. Trois même, si l'on retient l'indépendance et la sécession de la Birmanie (1947).

L'Inde fera-t-elle l'économie d'une révolution à la chinoise ?

L'Inde a accompli, depuis cette année 1947, des progrès industriels considérables, plus importants que durant les cent cinquante années précédentes. Elle s'est ainsi accommodée, mieux que le Pakistan, de la

partition de 1947. Elle a établi l'ordre chez elle (accord avec la France qui a renoncé à ses comptoirs, occupation et liquidation des États princiers et des Maharadjas et notamment de l'Haïderabad [septembre 1948], prise de Goa enlevée de vive force aux Portugais [en 1962]). Elle a établi et réservé ses droits sur le Cachemire, résisté aux prétentions chinoises au long de l'indécise frontière himalayenne. Sans doute, la brutalité de l'occupation de Goa a-t-elle déçu, à travers le monde, les amis sincères de l'Inde, dans la mesure où celle-ci leur paraissait l'un des rares pays au monde capables de sagesse politique. Cependant le prestige du Pandit Nehru reste grand, il est toujours l'avocat le plus éminent du Tiers-Monde.

Si l'on ajoute que le régime parlementaire fonctionne avec une certaine régularité, comme le montrent les élections de 1962 au Parlement central (Lok Sabha) ainsi qu'aux 14 assemblées d'États, si l'on inscrit à l'actif du régime la division *raisonnable* de l'Inde en 14 États linguistiques, on aura énuméré une série de succès précieux.

• *Là n'est cependant pas l'originalité de l'Inde vis-à-vis du monde et de l'univers humain qu'elle représente à elle seule.*

Cette originalité, c'est l'effort patient de son gouvernement, qui redouble avec la mise en train du troisième plan quinquennal de 1961-1965 pour sortir de ses difficultés effroyables cette humanité en marche vers le demi-milliard d'êtres humains, et ceci sans violences, sans déclarations tapageuses, en laissant agir la nature, les choses, les hommes, en ne forçant le cours des événements que là où le jeu est possible, c'est-à-dire le succès probable.

Le président Nehru l'expliquait fort bien (18 avril 1962) à un journaliste français : « Nous ne sommes pas des doctrinaires socialistes. Nous voulons simplement conduire à long terme ce pays à la prospérité et, dans l'immédiat, élever le niveau de vie et réduire les disparités sociales. Pour cela, nous agissons sur l'économie, mais en laissant beaucoup de place à l'entreprise privée : une partie de la grosse industrie, toute la petite et la moyenne, et toute l'agriculture échappent au secteur public. À la campagne, nous encourageons les coopératives, mais nous n'avons aucune intention d'arriver au collectivisme. Encore une fois, nous ne sommes pas des doctrinaires socialistes. Nous avançons pas à pas, nous nous efforçons de résoudre pacifiquement les problèmes. N'oubliez pas, par exemple, que si nous avons détrôné les Maharadjas, nous leur avons laissé leurs palais, leurs immunités, leurs privilèges et nous les avons dotés jusqu'à leur mort d'une liste civile souvent considérable. Voyez-vous, nous cherchons en toutes occasions à suivre la voie démocratique. »

C'est plutôt *libérale* qu'il faudrait dire, avec les mérites, aléas et équivoques du mot. En tout cas, le problème est clairement posé : l'univers indien a adopté les méthodes et les points de vue du « monde libre ». Il doit, il veut faire une révolution. Y parviendra-t-il en réalisant l'économie d'une révolution à la chinoise ?

• *L'enjeu ? Mettre un terme, apporter au moins un soulagement à une évidente et affreuse misère.*

Celle-ci est le trait fort, déplaisant sans doute, mais réel, le point d'où il convient de partir.

L'Inde, à la différence de tant d'autres États, a le mérite de ne cacher ses plaies ni à elle-même ni à autrui.

Cette misère existe depuis toujours. Nous la connaissons dès les premiers témoignages qui ont signalé, dès avant l'ère chrétienne, ses famines apocalyptiques. Elle s'étale au grand jour, en 1962 encore. Les grandes villes, la monstrueuse Calcutta, l'énorme Bombay, même New Delhi, la capitale, hors de ses très beaux quartiers, offrent des spectacles dignes de la cour des miracles : misère des vêtements, des corps, des logis, des nourritures.

Le signe le plus manifeste en est le pullulement affreux de la main-d'œuvre. Au temps du Grand Mogol, il y avait tant d'enfants vendus comme esclaves par leurs parents que les acheter, c'était encore obéir à son bon cœur. « La division du travail est ici poussée à l'infini, notait en 1923 André Chevrillon. Il faut ce cocher pour conduire, ce groom pour ouvrir la porte, ce *peón* pour crier gare. L'Européen doit subir cet appareil. Il serait monstrueux qu'il allât à pied, qu'il portât un paquet : un officier anglais ne peut changer de place sans ébranler à sa suite un attirail d'hommes et de bagages. L'an dernier, à Londres, un simple caporal racontait devant moi que dans l'Inde, il sonnait son domestique pour faire ramasser un mouchoir... De même à Rome le patricien avait son armée de domestiques, de clients et d'affranchis. »

Vérité d'hier, et certains détails datent. Mais aussi vérité d'aujourd'hui. Que penser de ces maisons bourgeoises, modestes, avec 10 ou 12 domestiques ? Que penser de ces hommes, femmes et enfants misérables, en bordure du fleuve à Calcutta (1962) « qui croupissent dans la puanteur... harcelés par les mouches et trop indifférents pour les chasser et même tendre la main aux passants » ? Que dire, pour suivre notre même informateur, des chantiers de réfection routière qui évoquent l'Enfer : « Hommes nus, femmes en saris et enfants en guenilles étalent presque avec leurs mains le goudron qui chauffe sur des feux de bois dans d'énormes marmites. » Les chantiers seraient-ils modernisés que le nombre des chômeurs s'en trouverait aussitôt augmenté. À Bangalore, dans le Deccan, une usine ultra-moderne

fabrication des wagons, « mais les fourmis humaines réapparaissent à la fin de la fabrication où la peinture est faite par une multitude d'ouvriers ».

Ces images tristes sont les premiers documents à glisser dans le dossier de l'Inde actuelle, ils lui viennent de l'Inde de toujours. Quelques chiffres les résument : 438 millions d'habitants, une mortalité très élevée, 25 à 30 pour 1000, en face d'une natalité « naturelle » de l'ordre de 45 pour 1000, d'où une croissance de l'ordre de 20 pour 1000 : soit tous les ans, 8 millions d'êtres en plus. Ces chiffres sont décourageants. Ils freinent d'avance presque tout progrès du revenu par tête, même si le revenu national, dans sa masse, s'accroît, et il s'accroît visiblement. Or ce revenu, par tête, s'établit aujourd'hui à 280 roupies par an (1 roupie = 1 F), soit moins de cent anciens francs par jour. D'ailleurs sur les chantiers routiers, le salaire est d'une roupie par jour.

Freiner la montée démographique ? Seule une hausse du bien-être en aurait raison, mais c'est supposer le problème résolu. La propagation des méthodes anticonceptionnelles, prônée publiquement, la stérilisation (1 500 000 stérilisations volontaires) ne peuvent avoir raison de ce flot humain. L'Inde n'est pas le Japon discipliné où cette lutte, beaucoup plus efficace, n'est d'ailleurs pas aisée.

En outre, ces problèmes ne sont pas les seuls.

• Il n'est pas besoin d'être économiste pour comprendre les mesures du troisième plan quinquennal (1961-1965).

Elles portent comme les plans précédents sur les points accessibles : les engrais destinés à l'agriculture, les transports, les industries lourdes, les industries mécaniques... – tout ce qui est relativement facile à modifier, et vite, avec l'espoir, jamais déçu, que ces changements se répercuteront. Les interventions s'opèrent par toutes les voies possibles, le gouvernement a donc fait la sourde oreille aux recommandations que lui présentait, en avril 1959, un groupe d'experts de la Fondation Ford, lui proposant de reporter l'effort entier du nouveau plan, alors en préparation, sur la seule agriculture et d'élever à 100 millions de tonnes, voire 110, la production céréalière de l'Inde (estimation pour 1959, 73 millions). A-t-il été sage, comme le pensent d'autres experts et comme l'a décidé le gouvernement, de ne pas renoncer à l'effort industriel et aux investissements qu'il suppose, et de croire que la situation alimentaire ne risque pas de devenir catastrophique en 1965 ? Elle sera certainement difficile au cours des années à venir, mais l'Inde a connu d'autres épreuves.

À ces efforts, une fois décidés, il y a les habituelles conditions préalables, presque toujours les mêmes : réserver une part notable du

revenu national à des investissements nécessaires : 5 % pour le premier plan, 11 % pour le second, 14 % pour l'actuel, le troisième. Cet énorme prélèvement ne va pas sans déséquilibrer la balance des comptes déjà déficitaire, d'autant que des achats massifs à l'extérieur sont nécessaires et d'ordinaire conclus dans de mauvaises conditions. Le recours s'impose par suite aux aides de l'étranger, celles-ci privées et nullement gratuites, celles-là sous le signe du don ou de la semi-gratuité et, une fois de plus, de la lutte spectaculaire entre l'Amérique et l'U.R.S.S. (chacune compte pour 5 % de l'aide extérieure prévue au troisième plan, mais cette dernière a concentré son aide sur des réalisations spectaculaires, comme la grande aciérie de Bhilai). Les États-Unis qui ont, par le passé, donné vingt fois plus que leurs rivaux ont dispersé leurs interventions. Mais peu importe cette lutte monotone des « grands », peu importe aussi le détail des implantations industrielles, course aux aciéries ou création d'une usine pour la fabrication des pellicules cinématographiques assurée par une firme française et qui rappelle utilement que, pour le kilométrage des films, l'Inde est, après les États-Unis, le deuxième producteur du monde.

L'intéressant, c'est que le démarrage de l'Inde soit évident, que celle-ci s'affirme, après le Japon, assez près de la Chine, une des grandes puissances industrielles d'Asie. On ne se trompera pas en pensant qu'elle a eu l'avantage relatif, industriellement parlant, de démarrer tôt, dès 1920 au moins. Elle a donc bénéficié d'une certaine avance. Aujourd'hui, la course entre le flot démographique et la croissance économique risque enfin de se terminer en faveur de cette dernière. Il n'est pas impensable de croire qu'en 1970, le revenu par tête d'habitant pourra doubler, ce qui ne veut pas dire que l'Inde aura alors gagné la terre promise ; elle en aura tout de même pris le chemin.

• Bien d'autres obstacles se dressent sur cette route laborieuse, politiques les uns, sociaux, culturels les autres.

Difficultés politiques : la dictature morale du Pandit Nehru n'est pas sans poser de redoutables problèmes de succession, puisqu'il s'agit d'un homme de soixante-douze ans déjà. La prééminence du Parti du Congrès ne crée pas, à elle seule, un système institutionnel, elle autorise mal le jeu d'oppositions fécondes, raisonnables, constructives. Une droite réactionnaire ne vient-elle pas d'accuser la gauche communiste et communisante de manger de la viande de bœuf ? Argument décevant. Cette gauche communisante n'a réuni que 10 % des suffrages aux élections de 1962, mais a fait preuve, dans le gouvernement local du Kerala, avant d'en être dépossédée assez arbitrairement, de qualités rares de probité et d'efficacité. Des

socialistes de leur côté accusent le président Nehru de défendre un « régime pourri ». Mais ces oppositions restent marginales – qui les entendent ?

Difficultés sociales : il est plus aisé de parler d'une répartition équitable des richesses que de l'imposer. Sur ce chapitre crucial de la propriété foncière, les lois agraires multipliées à l'envi dans le cadre des divers États sont pratiquement inefficaces. Évincés en droit, les grands propriétaires ont repris l'avantage, à peu près partout, sur les paysans pauvres, une fois de plus. Ceux-ci sont libres, ce qui est un immense progrès, mais misérables et mal équipés. Une partie du sol arable reste en friche. Même les vastes systèmes d'irrigation favorisent les grands propriétaires qui se réservent l'eau au moment des « soudures » et des « pointes ». Le paysan ne participe guère à ces bénéfices. Pour comble de malheur, le grand propriétaire reste peu progressif, ne recherche pas les améliorations techniques. C'est le cas de dire qu'il y a là, hélas, un « régime pourri », une situation pré-révolutionnaire.

Enfin la civilisation traditionnelle tient toujours la masse indienne dans son multiple et strict réseau.

Il y a pour l'Hindou comme un passage nécessaire à un autre univers que le sien, pour se dégager des castes et accéder à la révolution sociale que constitue la vie moderne. C'est un fait que l'hindouisme constitue l'obstacle principal, la difficulté essentielle en face de toute évolution et modernisation sérieuse. On en mesurera la puissance aux quantités incroyables d'offrandes en nourriture qu'une population sous-alimentée, sans fin aux frontières de la misère physiologique, peut rassembler devant les temples en certaines circonstances (par exemple, en 1962, quand les conjonctions astrales firent annoncer aux Indes la fin du monde comme imminente). Les troupeaux de vaches errantes dérobaient çà et là leur maigre nourriture, les nuées de corbeaux picorant le grain, le pullulement des insectes jamais combattus, même s'ils ruinent les récoltes, autant de conséquences de l'hindouisme : les vaches sont sacrées et tous les êtres vivants doivent être respectés dans leur vie.

Le pire aspect de l'hindouisme reste assurément le système des castes qui emprisonne la population dans ses cases multiples et comme étanches. L'immobilité sociale n'y est pas absolue, certes, et tout indique qu'à très longue échéance, ce régime est condamné. Mais il subsiste. Les intouchables – les Haridjans, 50 millions d'êtres au bas mot –, dont Gandhi s'était fait le défenseur, sont devenus, devant la loi, des hommes comme les autres. La constitution de l'Inde a aboli toute différence légale entre les citoyens. Elle est par surcroît laïque. Mais, de la théorie à la pratique, la distance reste grande. L'évolution, sur ce point, souvent imperceptible, ne touche guère que l'élite

intellectuelle, et encore : n'est-il pas révélateur que beaucoup de luttes politiques soient, autant que des rivalités personnelles, des affaires de castes ? Sans doute se forme-t-il une classe moyenne qui accède à l'aisance par la voie des 46 universités actuelles (pour une partie du moins des étudiants, non pas tous : il y a un *educated unemployment*) : elle fournit les cadres de l'administration, les avocats, les médecins, les hommes politiques.

Cette classe hétérogène est ouverte apparemment à toutes les castes et, publiquement, elle affiche dans son costume ou son comportement des allures anglaises. Cependant la vie familiale est souvent pour ces mêmes hommes un refuge, où ils retrouvent, avec les costumes et les nourritures de la tradition, une bonne part de son esprit. Or tous les gestes de la vie moderne sont une rupture avec cette tradition religieuse. C'en est une par exemple que de considérer l'eau des canalisations urbaines comme pure, non polluée, bien que touchée au passage par tant de mains « impures » ; ou malgré l'interdiction du poisson, d'accepter l'huile de foie de morue prescrite par le médecin ; voire de consentir à un inter-mariage, ou de faire paraître une annonce de mariage dans un journal en indiquant « caste indifférente » ; ou bien de loger ingénieurs, cadres et ouvriers dans une même maison, près d'une usine nouvelle, sans se soucier des voisinages interdits que l'on impose aux uns et aux autres.

Ces petits faits signalent que des progrès ont été réalisés dans la voie d'une réforme de l'hindouisme, que son formalisme combattu depuis toujours – au vrai depuis Bouddha – par les plus vifs courants de la pensée religieuse indienne, est en voie de recul. Dès 1800, Ram Mohan Roy, le fondateur d'une secte nouvelle (le Brahmo Samaj), s'efforçait de la pousser dans cette voie, et aussi vers le monothéisme. D'autres réformateurs ont suivi. D'autres viendront.

Car désormais l'Inde est consciente de l'obstacle que sa tradition culturelle lui oppose. Cette prise de conscience s'est opérée du temps de Gandhi qui fut assurément le grand « révélateur » de l'Inde d'aujourd'hui, à la fois par les enthousiasmes et par les résistances qu'il a suscités. Gandhi s'est appuyé, en effet, sur toutes les traditions spirituelles de l'Inde pour la pousser vers le progrès, tel qu'il le concevait, et la fierté nationale et c'est ainsi qu'avec un sûr instinct, il a soulevé les masses indiennes, fabriqué une passion populaire. Mais en même temps cette tradition qu'il tentait de faire revivre signifiait, sur bien des points, l'interdiction pour l'Inde d'atteindre un certain modernisme.

Tel est le sens du conflit significatif qui opposa finalement au sein de leur action commune Gandhi et le socialiste Nehru. On peut le résumer par ces mots de Nehru : « Un abîme sépare ceux dont la psychologie est tournée vers l'avenir de ceux qui se penchent vers le

passé. » Les principes de Gandhi l'éloignaient fatalement de toute révolution sociale. La révolution, pour lui, devait se faire dans les cœurs. Il ne s'agissait pas de toucher à l'ordre existant, mais d'obtenir des hommes, quelle que fût leur richesse ou leur influence, qu'ils se vouent au service de leurs semblables, qu'ils acceptent, selon les propres mots de Gandhi, de « se pénétrer de l'art et de la beauté de l'abnégation et de la pauvreté volontaire..., se vouer à ces activités qui sont le fondement d'une nation... en filant et tissant de leurs mains..., bannir de leur cœur tout préjugé de caste, sous toutes ses formes, faire campagne pour l'abstinence totale de boissons intoxicantes et de drogues... et, de façon générale, cultiver la pureté de l'être. Ce sont là façons de servir qui permettent de vivre à l'échelle du pauvre », de préférence dans le cadre traditionnel de la vie villageoise.

Bref, conclut Nehru en discutant la position de Gandhi dans son livre, *Ma vie et mes prisons*, « pour lui, ceux qui désiraient servir les masses ne devaient pas tant se soucier de l'élévation du niveau de vie matérielle que s'abaisser eux-mêmes, se niveler, si je puis dire, à hauteur des masses et se mêler à elles sur un plan d'égalité. Telle était pour lui la vraie démocratie ». Quelque admiration que Nehru et ses amis aient éprouvée pour certains aspects de cette morale individuelle et pour Gandhi lui-même, il leur semblait que la transformer en idéal collectif était contraire aux conceptions logiques de « tout démocrate, de tout socialiste, voire de tout capitaliste modernes », que c'était retourner à un esprit suranné de paternalisme, inconsciemment réactionnaire ; surtout que c'était éviter de regarder en face la rupture de l'Inde avec certains aspects de son passé, indispensable si elle veut sortir du sous-développement et de la misère des masses.

Que l'Inde d'aujourd'hui penche plus vers Nehru que vers Gandhi, on peut le constater à travers l'échec de ce disciple de Gandhi, Vinoba Bhave, qui fondait en 1947, dès avant la mort du *bapou* (le « père »), le mouvement du Bhoodan. Son but : résoudre, grâce à des dons de terres librement cédées par leurs propriétaires, l'angoissant problème agraire. Les terres données seraient redistribuées aux pauvres, à titre individuel ou collectif.

Pour comprendre le sens de cette croisade, il faut savoir que Vinoba Bhave, de bonne famille, cultivé, excellent mathématicien, avait brûlé en 1916 tous ses diplômes, en présence de sa mère, pour s'engager dans la voie des « renonçants », des ascètes hindous. Il avait participé, et à la première place (c'est-à-dire souvent en prison), à toutes les luttes de Gandhi. En s'engageant dans la campagne du Bhoodan, il avait calculé qu'il faudrait 25 millions d'hectares de terre arable pour résoudre le problème paysan. Il n'en avait guère recueilli que 2 millions, dix ans plus tard. L'échec est donc évident sur le plan des chiffres.

C'est à pied, allant de village en village, parcourant des milliers de kilomètres, mangeant à peine, filant chaque jour le coton selon les préceptes de Gandhi, que le saint a mené sa campagne. Mais ce qui était possible au temps de Gandhi, parce que c'était Gandhi et parce que c'était un autre temps, devient anachronique dans l'Inde actuelle. Vinoba Bhave a soulevé certaines ferveurs, mais les huées qui l'accueillirent dans tels villages de petits paysans du Goudjerat sont le signe d'une époque nouvelle, d'une prise de conscience évidente. Cet échec du saint, malgré ce qu'il peut avoir de déplaisant dans une histoire en images d'Épinal, c'est peut-être l'éveil de l'Inde à la recherche de vraies solutions, raisonnables et modernes, contre un Ancien Régime vermoulu.

« Aujourd'hui, conclut Nehru, l'antique culture de l'Inde se survit à elle-même. Silencieusement, désespérément, elle lutte contre un nouvel et tout-puissant adversaire, la civilisation de l'Occident capitaliste. Elle succombera, car l'Ouest apporte la science ; *et la science, c'est le pain pour des millions d'affamés*. Mais l'Ouest apporte aussi un antidote aux poisons d'une civilisation qui tient de la foire d'empoigne et du coupe-gorge, et cet antidote, ce sont les principes du socialisme, l'idée de coopération au service de la communauté et pour le bien de tous. Ce qui n'est pas tellement éloigné du vieil idéal brahmanique de "service" ; mais ce qui signifie aussi la "brahmanisation" (au sens laïque bien sûr) de toutes les classes, de tous les groupes, et l'abolition des distinctions de classes. Et peut-être l'Inde, lorsqu'elle changera de costume, comme c'est inévitable, car l'ancien est en loques, fera-t-elle couper le nouveau sur ce patron, en sorte qu'il soit conforme tant aux conditions présentes qu'à sa pensée antique. Les principes auxquels elle se ralliera devront rejoindre les racines de son sol. »

Post-scriptum 1966

Avec la mort du Pandit Nehru, l'Inde a perdu une lumière et une espérance (27 mai 1964). Les difficultés du *neutralisme* de l'Inde ne cessent de croître : *politiques*, le successeur de Nehru, L.B. Shastri, a dû faire face à l'usure et à la détérioration du Parti du Congrès sur qui repose l'équilibre parlementaire ; et Mme Indira Gandhi, qui a assuré la direction du pays après la mort de M. Shastri, n'a pas de perspectives meilleures que les siennes ; *économiques*, les mêmes qu'hier et avant-hier ; une progression démographique dévore et contrebalance d'immenses progrès matériels ; *diplomatiques*, des conflits extérieurs restent aigus au sujet des frontières sino-indiennes ; des ententes malaisées n'aboutissent guère avec le Pakistan à propos de la question du Cachemire et des minorités hindoues du Pakistan oriental.

Le 24 août 1965, le conflit latent entre l'Inde et le Pakistan à propos du Cachemire dégénère en une guerre ouverte. La Chine Populaire, prenant parti pour le Pakistan, lance un ultimatum à l'Inde lui enjoignant de démanteler des fortifications situées sur les confins sino-indiens. Le 22 septembre le cessez-le-feu ordonné par le Conseil de Sécurité de l'ONU est accepté et la situation reste ce qu'elle était avant le conflit.

L'étroitesse du chemin pour maintenir la balance égale, en fait ou en apparence, entre l'aide américano-britannique et l'aide soviétique rend la position de l'Inde difficile. Si l'Inde doit s'armer (et la bombe nucléaire chinoise lui pose un problème évident), les dépenses

militaires vont peser dangereusement sur son nécessaire développement économique.

Chapitre V

Un Extrême-Orient maritime : Indochine, Indonésie, Philippines, Corée, Japon

Au premier abord, il semble arbitraire de placer côte à côte l'Indochine, l'Indonésie, les Philippines, la Corée, le Japon. Mais ces régions, distantes les unes des autres, sont toutes à proximité, *historiquement, de ces deux océans humains, la Chine et l'Inde*, qui n'ont cessé de rayonner très au-delà de leurs propres espaces. Et le voisinage a joué à plein en raison des accès faciles qu'ouvrent les routes maritimes. Les mers de l'Est et du Sud-Est asiatiques – la mer du Japon, la mer Jaune, la mer de Chine orientale, les mers de Banda et de Jolo – sont, bien souvent, de faibles pellicules d'eau, des *mers bordières*, prisonnières du continent proche. Hors du voisinage des Philippines et du Japon, il faut, pour atteindre les grandes profondeurs marines, dépasser vers l'est ou le sud les festons d'îles volcaniques qui séparent ces mers étroites de l'océan Indien et du Pacifique. Ce sont donc des « Méditerranée », des espaces maritimes au milieu des terres, semés d'îles : tout les humanise à l'avance.

Autre trait commun, des vents périodiques les balaient : les *moussons* qui se renversent brutalement, du tout au tout, au début de l'été et au début de l'hiver. Partout surgissent des typhons et leurs monstrueuses tempêtes. Mais ces saisons tragiques n'ont qu'un temps. D'ordinaire, la navigation connaît des voyages paisibles, entre les îles, au long des côtes, par vent sûr. Naviguer, c'est progresser d'île en île, rester à l'abri des coups de vent, ne pas perdre de vue le littoral bordé de mangroves. Si la mer menace, l'ancre est aussitôt descendue et s'accroche au fond souvent très proche. Ainsi rivés au sol marin, le boutre arabe, ou la jonque chinoise, ou le voilier de charge hollandais peuvent, comme le répètent cent récits, supporter aisément ces coups de tabac. Ensuite le voyage reprend.

Tels sont les avantages, les possibilités de ces mers intérieures,

familiales. Le marin y abonde, il y trouve ses aises, celles du commerce ou celles de la course, ses routines. Il en sort, si nécessaire : on connaît les aventures des navigateurs malais (jusqu'à Madagascar), des Polynésiens montés sur leurs pirogues à balancier (jusqu'aux Hawaï, à l'île de Pâques, à la Nouvelle-Zélande). Il y reste aussi beaucoup plus souvent, retenu par les avantages de cette vie casanière, ainsi les Japonais, ainsi les Chinois. « Les Chinois, disait le P. de las Cortes (1626), ne pratiquent pas la navigation en haute mer » ; cette navigation hauturière qui amènera jusqu'à ces îles lointaines les Arabes, puis plus tard les Portugais, les Hollandais, les Anglais.

Ces trafics ont très tôt humanisé ces espaces marins, rapproché leurs rivages, mélangé civilisations et histoires. Il faut sans cesse compter, ici, avec les miracles de l'eau marine, pourvoyeuse d'échanges, de ressemblances, bien que chaque maison conserve ses originalités indélébiles.

L'Indochine

L'Indochine n'est pas le meilleur exemple de ces destins sous le signe de la mer. Elle est la massive Asie du Sud-Est à qui le géographe danois Malte-Brun a donné hier le nom d'Indochine qui a fait fortune. Cette épaisse péninsule, coupée de hautes montagnes, est cependant traversée de très larges vallées coulant, *grosso modo*, du nord au sud et qui rappellent, si l'on veut, les doigts écartés d'une main ; elle s'amenuise vers le sud avec la fragile et longue péninsule malaise ; à l'est, à l'ouest, la mer la borde. Même dans son épaisseur continentale, elle a été, dès la préhistoire, le lieu de passages continuels. À telle enseigne que toutes les races distinguées par les préhistoriens y auront laissé leurs traces : australiennes, mélanésiennes, mongoloïdes (celles-ci issues de la Chine *protohistorique*). Ces races constituent le fonds de la population actuelle (le type mélanésien se retrouvant chez les peuples montagnards encore primitifs).

Avec les temps historiques, quatre larges mouvements l'ont atteinte : l'un, venu de Chine, sous le signe de la force ; l'autre pacifique qui s'exerce par les chemins maritimes en provenance de l'Inde ; enfin deux poussées, maritimes elles aussi : l'islamique qui touche et saisit la péninsule malaise, l'européenne (franco-anglaise), vigoureusement accentuée au ^{xix}e siècle, qui submerge tout, puis s'efface aujourd'hui avec les lendemains tumultueux de la décolonisation.

• Entre ces deux aires monstrueuses, la Chine et l'Inde, se situe et s'explique, pour l'essentiel, la civilisation ancienne de l'Indochine.

La civilisation chinoise s'est présentée au Tonkin et en Annam (le Vietnam du Nord et du Centre) sous le signe de la force. Il s'est agi là, il y a environ dix siècles, d'une conquête, d'un colonialisme à qui le temps n'aura pas été marchandé par la suite. Cette poussée à la fois militaire, administrative, religieuse (confucianisme, taoïsme, bouddhisme) s'est exercée à la marge méridionale de la vaste occupation de la Chine du Sud, événement majeur de l'histoire chinoise. Les populations autochtones ont été ou refoulées, ou subjuguées. Ainsi s'est créée cette sous-civilisation vivace des populations *annamites* qui débordera ensuite sur sa propre lancée, vers le sud de l'Indochine.

L'*influence hindoue* a été celle de marchands fondateurs d'escales et de comptoirs à partir desquels ils trafiquèrent, en s'alliant souvent aux « chefferies » locales. Ces alliances firent la fortune de certaines de ces chefferies qui, fortes de leurs supériorités technique et culturelle, réussirent à rayonner, à s'imposer, puis à créer des royaumes dont sont issues des civilisations hindouisées, fortement métissées, originales cependant. Ainsi se constitua le royaume de Champa, sur la côte du Vietnam central, ou, à l'extrémité occidentale de l'Asie du Sud-Est, le royaume des Mons, ou encore dans le delta du Mékong, le royaume de Founan, absorbé plus tard par le Tchel-la, lequel donna naissance à l'Empire khmer, puissance dominante de tout le Sud-Est, du IX^e au XIV^e siècle, et dont les ruines d'Angkor redisent la magnificence.

Bâtis à l'occasion d'invasions et de conquêtes de peuples birmans ou thaï (les « peuples libres »), des royaumes plus indigènes, si l'on peut dire, émergent au détriment des Khmers ou des Mons entre XI^e et XIV^e siècles ; ils donneront naissance au futur État birman du Lan-Xang dont subsistent aujourd'hui la partie orientale sous le nom de Laos et le compact Siam, ou Thaïlande (le « pays des hommes libres »).

• Arrivés hier, au XIX^e siècle, partis aujourd'hui, avec le milieu du XX^e, les Européens n'ont occupé ces pays qu'à titre provisoire.

Cependant le Sud-Est a été profondément marqué par cette conquête coloniale vigoureuse, anglaise à l'ouest, française à l'est, les deux impérialismes laissant subsister entre eux le Siam indépendant, sorte d'État tampon et reconnu comme tel (1896). Les Français ont groupé

dans l'Union indochinoise (1887) le Tonkin, l'Annam, la Cochinchine, le Cambodge, le Laos. Les Anglais ont rattaché la Birmanie à leur Empire des Indes. Ils ont, à l'extrémité de la péninsule de Malacca, imposé leur domination aux États malais et fait de Singapour l'un des ports les plus importants d'Extrême-Orient.

La Seconde Guerre mondiale qui a vu se généraliser, un instant, la domination japonaise à travers tout le Sud-Est, a jeté à bas, d'un seul coup, ces constructions coloniales de la veille. Tandis que les États malais, Singapour et la Birmanie obtenaient leur indépendance, sans lutte, de la sagesse anglaise, une longue guerre opposait Vietnamiens et Français. Les États de l'Indochine orientale n'obtinrent leur indépendance entière que le 21 juillet 1954, par le traité de Genève.

L'ancienne Indochine française se trouve dès lors divisée en quatre territoires. Le traité de Genève a partagé l'Annam en deux, de part et d'autre du 17^e parallèle Nord, le Nord avec le Tonkin formant la *République démocratique du Vietnam*, le Sud avec la Cochinchine, la *République du Vietnam*. En 1949, le royaume *indépendant* du Laos a été reconnu par la France (19 juillet) ; puis celui du Cambodge (8 novembre). En gros, Laos et Cambodge sont neutres entre les deux blocs (États-Unis ; U.R.S.S.) qui se disputent le monde. Le Vietnam du Nord est incorporé au monde communiste, lié à la Chine qui pèse lourdement sur lui, à l'U.R.S.S., à l'industrielle et lointaine Tchécoslovaquie. Le Sud-Vietnam est passé sous le contrôle des États-Unis.

Au seuil d'indépendances mitigées, ces États ont à faire face à de redoutables problèmes, ceux qui se présentent à tous les pays sous-développés : il faut se hâter de moderniser l'industrie et l'agriculture, équilibrer les balances des paiements, se presser pour suivre, et si possible précéder, une poussée démographique omniprésente. Les méthodes socialistes pratiquées dans le seul Vietnam du Nord l'emporteront-elles sur les méthodes libérales pratiquées à peu près partout ailleurs ? Nul ne saurait le dire : la politique et les conflits éventuels empêchent un libre choix et des comparaisons honnêtes. On ne saurait rien déduire par exemple du fait que le Vietnam du Nord dispose d'un armement – le vieil armement classique russe – ou que les usines de montage du Cambodge exportent des 2 HP Citroën...

Pour aucun de ces jeunes États la situation n'est simple. Le petit Vietnam du Nord, seule expérience, d'ailleurs vigoureuse, que le communisme tente dans le Sud-Est, tire certains avantages de cette position exceptionnelle, mais il ne laisse pas d'être inquiété par la puissance d'absorption de la Chine trop proche. Le Vietnam du Sud tire ses profits de l'alliance avec les États-Unis, mais lui doit aussi la continuité, sur son territoire, d'une guerre larvée avec des troupes communistes qui s'y infiltrent, non sans complicités : le maintien d'un

semi-colonialisme occidental à l'américaine ne peut manquer de rencontrer l'opposition d'une partie de la population.

L'équilibre actuel est donc précaire, y compris la neutralité du Laos, même du Cambodge... Les intérêts en présence sont si nombreux, si contradictoires que nul ne saurait prévoir raisonnablement l'évolution des conflits en cours.

• Au-delà de ces urgences les vieux problèmes culturels restent en place.

Le peuplement surabondant des plaines s'oppose toujours aux zones montagneuses à moitié vides. Deux âges historiques s'affrontent : les plaines, avec la riziculture, ont créé les fortes densités humaines des deltas du Fleuve Rouge, du Mékong, du Ménam, de l'Irraouady... C'est sur ces agricultures et ces masses d'hommes que s'appuient les civilisations dominantes. Les Annamites, fils de la civilisation chinoise, occupent depuis toujours les basses terres deltaïques du Fleuve Rouge ; ils ont, au ^{xvii}^e siècle, ruiné le royaume hindouisé de Champa, et au ^{xviii}^e, conquis le delta du Mékong sur les Cambodgiens, succès récents en somme.

Vers l'est, ces civilisations compactes de plaine, Cambodge, Siam, Birmanie, sont fortement hindouisées et le bouddhisme y a maintenu son empreinte.

Cependant, à l'étage supérieur de tous ces pays, dans les montagnes, des populations primitives, semi-indépendantes, animistes, peu nombreuses, pratiquent une culture sur brûlis. Elles survivent.

Dans cette Indochine bariolée, les missionnaires chrétiens ont obtenu des succès assez vifs, presque toujours en dehors des pays bouddhiques et islamiques (le carreau de couleur islamique étant, répétons-le, la péninsule malaise). Les paysans chrétiens du Nord-Vietnam, après 1954, ont reflué en masse vers le Sud (300 000 personnes) et les catholiques détiennent aujourd'hui le pouvoir à Saigon. C'est assez naturellement auprès des populations animistes que la propagande chrétienne a remporté ses plus grands succès. Ainsi, en Union birmane, la conversion d'une grande partie des Karens au protestantisme a renforcé l'unité de leur groupe et les a dressés contre le pouvoir central, aux mains essentiellement des Birmans bouddhistes.

Ces détails ne dominent pas le destin multiple et obscur du Sud-Est, mais ils l'éclairent, au même titre que l'implantation, aujourd'hui encore, d'écoles françaises ou anglaises. Le Sud-est reste une région de passage ; elle accueille toutes les influences, les conserve ou les rejette, mais d'une façon différente suivant les groupes ethniques et culturels qui la composent.

L'Indonésie

Au delà de la péninsule malaise, « l'Asie se noie dans le Pacifique ». L'Indonésie la prolonge vers l'est de ses milliers d'îles, « le plus vaste archipel du monde ». Depuis toujours elle a été, elle reste un carrefour multicolore. Cette diversité n'empêche pas une certaine unité, aujourd'hui comme hier, sans cesse à sauvegarder, souvent à rétablir.

• L'archipel indonésien a vécu au centre d'une immense rose des vents ; le contre-coup d'événements souvent très lointains ne cesse de l'atteindre.

Il en fut ainsi dès la Préhistoire.

Quand, vers les premiers siècles de notre ère, les marins et marchands des Indes viennent y fonder des colonies, comme en Birmanie, au Siam ou au Cambodge, ils y apportent l'hindouisme et le bouddhisme qui vont fleurir ensemble, s'acclimater aux « cultures » insulaires et servir de support aux nouveaux royaumes.

Les premiers royaumes s'établissent à Sumatra, mais les plus importants et les plus vigoureux prospèrent à Java. Leur influence est plus ou moins limitée ainsi que celle de la civilisation importée. Java a de hautes montagnes, des forêts vierges immenses, une culture paysanne organisée dans des villages et des traditions vivaces qui se suffisent à elles-mêmes. Par suite la civilisation indo-javanaise reste une surimposition en pointillé, qu'il s'agisse de son écriture, dérivée de l'écriture palhi de l'Inde, de ses poèmes, de ses contes empruntés aux modèles hindous, ou de ses tombeaux et de ses temples, ceux-ci formant ainsi l'ensemble architectural qui couvre la colline du Borobudur (VIII^e siècle), « image du monde selon le bouddhisme du Mahayana (Grand Véhicule) ».

Entre les « rois » des *Kraton*, des guerres continuelles s'instaurent d'où finalement émerge, avec le XIII^e siècle finissant, un Empire hindouiste « universel », l'Empire du Madja-pahit qui, de Java, se subordonne les autres îles, grâce à un vaste réseau de vassalages et de dépendances, dans la mesure où il dispose d'une marine active. Il domine Singapour, « la ville des lions », dans l'île de Malacca, atteint à l'est la Nouvelle-Guinée, au nord il touche les Philippines ; en 1923, il désarme une expédition maritime lancée contre lui par la Chine mongole.

Mais cette grandeur n'a qu'un temps. En 1420, les Musulmans prennent Malacca. À partir de 1450, leur irruption victorieuse achève de disloquer l'Empire, ou ce qu'il en subsiste. Politique et guerre sainte s'ajoutent pour démolir irrémédiablement la vaste construction

dont il ne reste que des épaves et des souvenirs quand arrivent les Portugais, au début du xvi^e siècle. Seule l'île de Bali aura conservé, mêlé à ses propres traditions, l'héritage brahmanique de ces époques anciennes.

Les Portugais occupent Malacca, en 1511 ; les Moluques où les attire le clou de girofle, en 1512 ; ils touchent l'énorme Sumatra, en 1521. Cette intrusion est facilitée par les querelles politiques qui déchirent l'archipel. L'occupation portugaise est d'ailleurs sommaire, plus esquissée que solidement implantée. Elle laisse en place la vie ancienne de l'archipel et ses multiples courants ; aussi bien le commerce des navires arabes à Achem, à la pointe ouest de l'île de Sumatra, où se chargent pour la mer Rouge les épices et la poudre d'or, que les voyages réguliers des jonques des ports de la Chine méridionale qui, du temps de Marco Polo et sûrement bien avant lui (dès le vii^e siècle en ce qui concerne le nord-est de Bornéo), fréquentent les îles indonésiennes, y apportant leur bimmeloterie, la porcelaine, la soie et leurs lourdes pièces de monnaie (de cuivre et de plomb), les *sapèques*, y enlevant, en contrepartie, les bois précieux, le poivre, les épices et la poudre d'or des orpailleurs de Bornéo et de Célèbes.

L'intrusion portugaise est une exploitation forcée de ces échanges anciens qui se répercutent de Java à Macao, près de Canton, et, au-delà, jusqu'au Japon. Avec le xvii^e siècle, se produit une nouvelle intrusion autrement grave, celle des Hollandais. Ils sont à Amboine, dans les Moluques, en 1605, à Célèbes en 1607 ; ils fondent Batavia en 1619 et sont maîtres de Java où ils savent, pour régner, opposer entre eux les sultans de l'île, princes médiévaux dont les *Kraton* subsistent sur les hauteurs, à la fois cours princières et châteaux forts. Les nouveaux venus seront les maîtres de tout l'archipel quand ils auront délogé les Portugais de Malacca (1641).

Ils commandent dès lors les deux grandes routes marines : celle du détroit de Malacca entre Sumatra et la côte malaise, vers l'ouest, le Siam et l'Inde ; celle du détroit de la Sonde entre Java et Sumatra, porte d'entrée pour les puissants voiliers qui viennent en droiture du cap de Bonne-Espérance sans faire escale aux Indes, ou qui, par cette route hauturière, regagnent l'Europe avec leurs riches cargaisons. Une exploitation marchande a remplacé une autre exploitation marchande, tout aboutissant dès lors, malgré une concurrence anglaise précoce, à la Compagnie hollandaise des Indes Orientales, fondée en 1602 et qui sera longtemps le chef-d'œuvre du capitalisme occidental (jusqu'au fiasco tardif de 1798, dû à ses gabegies et à ses erreurs, et aussi, à des circonstances politiques exceptionnelles). Les Indes néerlandaises, occupées, un instant, par les Anglais, firent retour à la Hollande en 1816 ; elle s'y installa à nouveau méthodiquement, confortablement,

jusqu'au débarquement japonais du 28 février 1942.

Alors s'effondra la construction modèle. Après la défaite du Japon, en 1945, les nationalistes indonésiens, qui avaient tout à la fois collaboré avec l'envahisseur et lutté féroce contre lui, proclamaient, avec le président Soekarno, l'indépendance de l'Indonésie, au milieu d'un enthousiasme populaire délirant, le 17 août 1945. « Quand, un mois plus tard, le 28 septembre, le général Christison, commandant en chef allié, débarqua à Batavia avec des troupes anglaises et indiennes, il trouva les murs de la ville couverts d'inscriptions anti-hollandaises. »

La réaction obstinée du gouvernement hollandais, ses efforts pour rétablir l'ancien ordre des choses, au moins sauver ce qui pouvait l'être, cette réaction allait déclencher un drame classique de décolonisation dont l'histoire française récente offre des exemples parallèles. Si les « colonialistes » réussirent aisément dans les îles peu peuplées, à Célèbes, à Bornéo, en somme dans l'Indonésie vide, ils se heurtèrent à Sumatra et plus encore à Java à une opposition farouche. L'ancienne armée coloniale avait pris parti pour les insurgés. Une guérilla immobilisa bientôt les troupes hollandaises, annihila leurs succès autour des grandes villes. La vaste opération, dite de police, commencée le 21 juillet 1947, souleva des difficultés insurmontables. Plus efficace fut le blocus des régions insurgées de Java où s'ensuivirent des misères indicibles. L'intervention de l'Inde, de l'Australie, des États-Unis, de l'O.N.U. ménagea enfin un accord imparfait, le 17 février 1948, que suivit une seconde « opération de police », aussi inutile que la première. Le 27 décembre 1949, à La Haye, la reine de Hollande abandonnait, sauf pour la partie « hollandaise » de la Nouvelle-Guinée, sa souveraineté sur les anciennes Indes hollandaises. Le drapeau rouge et blanc de l'Indonésie remplaça à Batavia, devenue Djakarta, le drapeau hollandais.

Ces détails qui résument mal un long conflit dramatique, compliqué, sont indispensables à la compréhension de l'Indonésie d'aujourd'hui. Dans son cœur, celle-ci n'est pas encore sortie de cette lutte récente, elle y vit toujours, la haine de la Hollande lui servant bien souvent de dérivatif et d'excuse à ses propres difficultés. Cette haine est un ciment dont la nouvelle République a besoin. Le conflit pour l'« Irian » (la Nouvelle-Guinée hollandaise) n'a pas d'autre raison.

Cet ultime morceau de l'Indonésie est-il, ou non, arbitrairement retenu par les anciens maîtres ? C'est une île sauvage, avec des ressources, sans doute, mais les mettre en valeur dépasserait les possibilités de la Hollande et de l'Indonésie. Quant à ses habitants, des primitifs – les Papouasiens –, ils n'ont rien de commun ni avec les Indonésiens ni avec les Hollandais. Mais qui s'en soucie ?

• *Races, religions, niveaux de vie, aspects géographiques, cultures se juxtaposent dans une civilisation extrêmement mêlée.*

Toutes les îles, même Java, ont leurs peuples primitifs vivant encore bien souvent à l'âge de la pierre, et leurs races différentes. À Java, se distinguent les trois groupes malais : les Soundanais, les Madourais, les Javanais proprement dits. À Sumatra, les Malais, les très curieux Minangkabaus, les Bataks, les Achinois... Sans compter, dans toutes les villes, les marchands chinois, détestés et indispensables, collecteurs de marchandises, prêteurs et usuriers, revendeurs parasites dont nul ne peut se passer et qui, depuis 1948, s'appuient sur la puissante Chine communiste...

Autant de peuples, autant de langues ou d'idiomes. Il faut bien, entre ces mondes cloisonnés, un langage commun, une « lingua franca » : c'est le rôle qu'a tenu dès le ^{xvi}^e siècle (et sans doute plus tôt) le malayo-polynésien, le malais si l'on préfère. Il a donné la langue indonésienne, la *Bahasa Indonesia*, devenue la langue des nationalistes avant même d'être la langue officielle de la nouvelle République. Encore fallait-il adapter cette langue à toutes ses tâches, et notamment les scientifiques. Que penser de cette commission de terminologie qui lui a incorporé, d'un seul coup, 37 795 termes nouveaux !

Autant dire qu'il s'agit d'une langue neuve. On ne peut comparer son rôle à celui de l'hindi dans l'Inde. D'autant que l'hindi joue ce rôle de langue commune aux côtés de l'anglais, resté très vivant. Le néerlandais n'a pas eu une place analogue dans l'Indonésie pour bien des raisons, essentiellement parce que les Hollandais, hier, n'ont pas développé (quelques maigres et tardives réalisations mises à part) l'enseignement des techniques modernes, ni celui de leur propre langue. Ils désiraient, affirme un économiste, « établir leur supériorité sur la base de l'ignorance indigène. L'usage du hollandais aurait réduit le fossé entre l'inférieur et le supérieur – et cela devait être évité à tout prix ».

Diversité des langues, diversité aussi et même confusion des biens culturels. Dans l'archipel, les grandes religions auront connu d'étranges aventures. Elles ne triomphent jamais seules : elles coexistent avec les croyances populaires qui les cernent ou les recouvrent, à l'occasion avec telle autre grande religion rivale.

Voici des villageois à quelque 25 kilomètres de Djogdjakarta, un instant la capitale de Java quand les Hollandais réoccupèrent Batavia. Ils s'entretiennent avec un voyageur européen. « À Java, nous sommes tous musulmans, déclare Kardjodikromo, un paysan, sans hésitation. – Alors pourquoi parlez-vous de vos dieux ? Les Musulmans ne croient

qu'en un seul Dieu. Kardjodikromo parut embarrassé et son père vint à son secours. – C'est difficile, dit-il d'une voix calme... Nous ne pouvons pas négliger les autres dieux. Ils peuvent nous aider ou nous nuire. Notre riz dépend de Devi Chri, la femme de Vichnou. » (Tibor Mende).

Dans le pays, pas une mosquée d'ailleurs. Les villageois musulmans offrent des fruits et des rafraîchissements sur les autels de Devi Chri et pour chasser les mauvais esprits, dressent dans les champs ces flûtes de bambou que fait siffler le vent. De même, il est recommandé de couper sans bruit, avec l'*ani-ani*, « la petite lame que le moissonneur cache dans sa main », les tiges de riz. Vite et silencieusement, pour que ne s'envolent pas les bons esprits.

Mêmes remarques à Bali, l'île merveilleuse, où se sont conservés – mais pour combien de temps encore ? – l'héritage du grand Empire indo-javanais et ses croyances hindouistes. Les morts sont ici incinérés, pour permettre à leurs âmes de gagner la lumière. Mais tout un lot de croyances animistes et de pratiques liées au culte vivace des ancêtres se maintiennent également.

• *Maintenir ces peuples unis, la tâche n'est pas commode.*

La haine des Hollandais ne saurait suffire à tout. Et il n'est pas facile d'unifier quand le problème est de faire progresser une économie primitive, misérable, pour le moins de faire prendre patience à une population composée en majorité de paysans durs à la peine. Le plus grand service que la colonisation hollandaise ait rendu au nouveau gouvernement est d'avoir exploité ce peuple rural avec une telle précision que n'y ont été tolérés hier que de petits, de médiocres propriétaires. La jeune République n'a donc pas à faire face au problème de grands domaines fonciers à redistribuer, ni à craindre une explosion agraire. Toute la paysannerie est à égalité dans la pauvreté.

Pauvres paysans, en vérité, prisonniers, la plupart du temps, d'une économie de subsistance. Le riz l'emporte de fort loin sur toutes les autres cultures vivrières : maïs, taro, sago... Il est le fonds de l'alimentation, l'élevage du buffle servant exclusivement au labourage et au transport. La consommation de la viande est inconnue ou presque ; celle du poisson très modeste. Bref, cette économie reste en marge du marché. Un peu de riz, un tissu, un jouet fabriqués à la maison, ces quelques ventes à la ville procurent juste l'argent nécessaire à de menus achats, y compris ces cigarettes à bon marché, « parfumées à la girofle et qui ont la forme de petits cônes allongés ».

Quant à l'industrie, elle reste dans l'enfance, en dehors des installations pétrolières et des plantations de caoutchouc et de leurs fabrications de produits bruts, des mines de charbon et d'étain les

unes et les autres à Sumatra (ou à Banca et Billiton pour l'étain), sous la dépendance de compagnies anglo-américaines que Soekarno vient, dit-on, de nationaliser. Mais, européennes, chinoises ou nationales, les activités industrielles des îles ne sont guère en mesure d'accélérer la croissance économique de l'Indonésie. En même temps, les grands produits d'exportation, caoutchouc, café, tabac, coprah, sucre, développés par les Hollandais aux dépens des anciennes cultures vivrières, ont vu se restreindre leurs débouchés, depuis la rupture des liens avec la Hollande.

Aujourd'hui cependant, ce sont encore des matières premières, caoutchouc, pétrole, étain qui assurent à 75 % les exportations de l'archipel.

Bien qu'indépendant, celui-ci reste donc dans une situation économique typiquement coloniale, sous la dépendance dangereuse des variations du marché international. Ainsi l'arrêt de la guerre de Corée et de la montée des matières premières, en 1951, a été catastrophique pour le budget de l'Indonésie.

Une inflation monétaire galopante accompagnant une montée de la population au rythme d'un million d'êtres par an, la situation ne cesse de se détériorer. Java succomberait sans les importations massives de riz étranger. À quoi s'ajoutent le manque de cadres qualifiés, l'encombrement des administrations, l'insécurité endémique du pays, le développement désordonné de l'armée. Faut-il conclure avec un homme politique de l'opposition indonésienne : l'heure est celle des slogans, des mouvements d'opinion, des campagnes spectaculaires comme celle de l'Irian, non des plans systématiques ?....

Or ces plans seraient d'une extrême urgence. Nul doute que la liberté conquise et le bonheur qui en découle ne disposent la population à un très gros effort ; encore faut-il l'entreprendre. L'unité de l'Indonésie est elle-même à construire. Que signifie l'unité maritime sans marine nationale, sans aviation nationale ?

Le poids humain exceptionnel de Java place l'île comme au centre d'un système solaire : elle comptait 5 millions d'habitants en 1815, 50 en 1945, une soixantaine en 1962, et réunit les deux tiers des habitants et les trois quarts des ressources de l'ensemble. Mais elle a atteint une densité kilométrique (400) à la limite du possible. Il n'est plus question de gagner des terres nouvelles sur une forêt réduite à son minimum. Aller plus loin serait « dépasser la cote d'alerte ». L'île de l'espérance est désormais Sumatra (30 hab. au km²) avec ses ressources minérales, ses terres abondantes. Toutefois, celles-ci, moins riches qu'à Java, nécessiteraient des moyens de culture qu'une expansion paysanne ordinaire ne possède pas.

Le centralisme « javanais » exaspère, nourrit bien des séparatismes vigoureux, bien des mouvements en faveur d'une fédération effective.

Ces dernières années, les explosions séparatistes se sont multipliées (République des Moluques à Amboine, Dar ul Islam dans l'ouest de Sumatra, Pansoudan à Java, mouvement du docteur Hatte dans la région de Padang à Sumatra, sécession des « colonels » à Célèbes). Le dernier de ces colonels, M. Simbolon, s'est rendu, le 27 juillet 1961.

Autres difficultés : il a fallu mettre un terme à la liberté des partis communiste, socialiste et musulman libéral. Le « soekarnisme » se présente dès lors comme un parti unique, dont le programme est une « démocratie guidée ».

Ces libertés mises de côté, ces hommes hors jeu, pardonnés il est vrai, mais éliminés, tout oblige l'« homme fort » – « Bang (frère) Karno » – à avoir une politique spectaculaire. Ainsi, hier, à la grande conférence des neutralistes du Tiers-Monde réunis par ses soins à Bandoeng (1955). C'est pourquoi il s'acharne, aujourd'hui, à obtenir la Guinée hollandaise, l'Irian. Cette satisfaction nationaliste serait un soutien pour un gouvernement qui n'a, en face de lui, dans tous les domaines, et pour les prochaines années, que de lourdes tâches, en vérité ingrates.

Les Philippines

Le cas des Philippines, qui n'est pas inscrit à votre programme, ne fait pas exception aux règles d'ensemble de l'Asie du Sud-Ouest. Ces îles, elles aussi, ont été un rendez-vous étonnant.

Les hommes y sont présents dès le néolithique ; l'industrie du fer y est connue plusieurs siècles avant notre ère. L'archipel, dès le v^e siècle après Jésus-Christ, est saisi dans le réseau de la civilisation indomalaise qui rayonne à partir de Java ; il y est intégré lors des splendeurs de l'Empire du Madjapahit. D'autre part, le commerce chinois l'atteint très tôt. D'où le développement d'une classe de marchands et de marins qui prend partout l'avantage et soumet à son autorité les paysans insulaires, serfs attachés à la glèbe.

Au xv^e siècle surgit l'Islam, dans la grande île de Mindanao. Au xvi^e, les Espagnols découvrent l'archipel avec Magellan, lequel y trouva la mort (1521), puis s'installent à Luçon, la grande île du Nord, en 1565. La Chrétienté va ainsi recommencer en Extrême-Orient sa lutte de toujours contre les Infidèles, contre les *Moros*.

Souvent révoltées, mal tenues en tout cas par les maîtres de Manille, les îles restent sous la dépendance espagnole jusqu'en 1898 ; alors se produisent à la fois une insurrection intérieure et l'intervention de la flotte des États-Unis. Les îles ne seront cependant pas aussitôt indépendantes, mais placées, à la fin de la guerre hispano-américaine, sous l'autorité des États-Unis (traité de Paris, 10 décembre 1898), pour

la plus grande indignation des nationalistes philippins. Le président américain McKinley, pour calmer sa mauvaise conscience, se donnait pour tâche « d'instruire, de civiliser les Philippines comme des hommes pour qui le Christ est mort en croix »...

En 1946 seulement, les îles deviendront indépendantes, théoriquement du moins.

Aujourd'hui, après un passé aussi mouvementé, elles comptent une population très nombreuse (25 millions d'habitants, accroissement annuel 700 000, superficie 300 000 km², soit un peu plus de la moitié de la superficie de la France). Population mêlée : les éléments malais très métissés représentent 95 % de la population ; s'y ajoutent 400 à 500 000 primitifs difficiles à classer, 200 000 Chinois immigrés, plus le petit groupe des Négritos (70 000 individus).

Les Philippines comptent en gros 20 millions de catholiques (c'est la seule Chrétienté compacte d'Extrême-Orient), 2 millions de dissidents catholiques (Aglypayens, du nom du fondateur de leur secte, un ancien prêtre, Aglypya, artisan de la Révolution de 1898), 500 000 protestants, 2 millions de Musulmans, 500 000 païens... De 1898 à nos jours, ajoutons que l'anglais a déplacé brusquement l'espagnol, resté la langue de vieilles familles. En plus le *tagal*, dialecte malais, a été remis en honneur. Enfin de multiples dialectes subsistent dans une population qui comprend au moins 50 % d'analphabètes.

Le pays est pauvre, voire misérable, essentiellement rural. Or la grande propriété ne cesse de grandir au détriment du petit paysan. Une structure « parasito-féodale » (le mot est d'un observateur américain) rend vaines les réformes ou les aides extérieures. La monnaie ne circule, en fait, qu'à Manille. Le reste du pays ne connaît que le troc. La misère paysanne explique la vaste insurrection communiste des *buks*, salvatrice au temps de la domination japonaise, sauvagement réprimée par les autorités philippines après la libération. Mais le feu couve sous la cendre : l'exemple chinois, et la solution cubaine de Fidel Castro hantent les imaginations. Même avec l'aide américaine (et son contrôle) le pays ne progresse guère. D'autant que la montée démographique détruit à l'avance les maigres améliorations obtenues.

La Corée

La Corée a joué hier, de 1950 à 1953, un rôle dramatique dont elle a été et reste la victime. La guerre de Corée a surtout été la guerre des grandes puissances, une rencontre, sanglante celle-là, entre l'Est et l'Ouest.

Durant la Seconde Guerre mondiale, à Yalta en février 1945, puis à

Moscou en décembre de cette même année, l'indépendance de la Corée semblait aller de soi. Elle avait été libérée au nord par les troupes soviétiques, au sud par les troupes américaines venues du Japon, les deux occupations n'étant séparées que par la ligne conventionnelle du 38^e parallèle Nord. Malgré l'intervention des Nations-Unies, la Corée demeura divisée par cette ligne arbitraire ; au sud s'organisa une République indépendante de Corée, le 15 août 1948, au nord une République démocratique d'allégeance communiste. En 1950, les troupes communistes de la Corée du Nord envahissaient la Corée du Sud. Il s'ensuivit une riposte armée des États-Unis et de ses alliés. Du côté des communistes coréens, l'intervention de volontaires chinois équilibra les forces en présence. L'armistice de juillet 1953 rétablissait la ligne de séparation, au long du 38^e parallèle. Cette partition n'a pas facilité la vie ni au Nord ni au Sud d'une coupure absurde en soi.

• *Géographie d'abord.*

La Corée a été victime de sa singulière position stratégique, entre l'archipel japonais, la Mandchourie, la Sibérie et la Chine. Elle est l'exemple des dangers qui menacent les petits États au voisinage des grands qui se croient tout permis à leur endroit, aujourd'hui comme hier.

Vaste péninsule (220 000 km²) orientée en gros du nord au sud, la Corée n'est séparée de la Mandchourie que par les étroites vallées du Yalou et du Toumen qui courent parallèlement à ces hautes Montagnes Blanches dont l'écran, en fait, a protégé, voire créé l'indépendance de la Corée. Du 43^e au 34^e parallèle, la Corée est une digue de 800 à 900 kilomètres, à première vue assez semblable à la péninsule italienne.

Elle a comme l'Italie le malheur d'être un chemin naturel. La Chine la considère comme une de ses portes ; elle estime qu'il lui faut la surveiller au même titre que le Turkestan ou le Vietnam du Nord ; le Japon est perdu dans ses mers s'il ne dispose, de gré ou de force, d'un accès à cette digue auprès de laquelle la géographie a comme amarré ses îles, un peu trop loin d'ailleurs. Aussi bien, que le Japon se sente particulièrement fort, ou qu'il se sente menacé, ou les deux à la fois, la Corée en subit le contrecoup. Elle l'a subi plus d'une fois depuis les expéditions, vaines d'ailleurs, que conduisit Hideyoshi de 1592 à 1598 pour se saisir de la péninsule, jusqu'au triomphe qui y installa l'occupation japonaise, de 1910 à 1945.

Pour comble de malheur, la Corée est aussi « l'exutoire soviétique quand Vladivostok est encombré de glaces ». Or la mer du Japon gèle, vers le sud, jusqu'au 38^e parallèle. Déjà au début du siècle, la Russie

des Tsars s'était intéressée à cette route décisive. Quand les Japonais menaçaient l'empereur roi de Corée, il cherchait refuge, hier, à l'ambassade russe.

Pays pauvre, déjà froid malgré la présence jusqu'au-delà de Séoul des rizières et des bambous, couvert vers le nord de vastes forêts de conifères, la Corée n'a de côtes animées et de plaines étendues que vers l'ouest et le sud. Ces plaines nourrissent mal une forte population de 31 millions d'habitants (soit plus de 140 au kilomètre carré). La partie sud de la péninsule s'insère profondément dans la mer et se prolonge par une série d'îles ; la plus célèbre, l'île de Tsoushima, coupe en deux le détroit de Corée : entre la péninsule et le Japon, la distance en ligne droite est de peu supérieure à 100 kilomètres. Elle est de 500 kilomètres entre la Corée et l'embouchure du Yan-Tsé-Kiang.

La Corée vit ainsi profondément enfoncée dans la mer ; elle n'est pas seulement un peuple de paysans, vivant de ses cultures, de ses forêts, de ses mines, mais aussi un peuple de pêcheurs, de marins, de commerçants. Elle a très tôt organisé des liaisons fructueuses entre la Chine et le Japon et notamment servi, à partir du Moyen Âge, à lier la Chine méridionale que touchait le commerce arabe et persan aux régions du nord. Lieu de passage, elle est un pays d'émigrants et de marchands.

• La Corée est presque une île, refermée volontiers sur elle-même, mais ouverte aussi, de gré ou de force, sur le monde extérieur, dont elle s'est nourrie culturellement.

L'histoire lointaine des Trois Royaumes (1^{er} siècle av. J.-C.-VII^e siècle ap. J.-C.) est ainsi celle de la conquête de la péninsule par le rayonnement de la civilisation chinoise. Ces trois royaumes apparaissent coup sur coup, en moins de cinquante ans : le royaume de Silla en 57 avant J.-C. ; le royaume de Kokuryô en 37 ; le fragile royaume de Paekche, qu'appuie le Japon, en 18. Ils sont donc, en gros, contemporains les uns des autres, mais la civilisation chinoise les touchera tour à tour : le bouddhisme s'établit d'abord au Kokuryô, puis au Paekche en 384, enfin au Silla en 527.

Le Silla, le plus fruste des trois, l'emporte sur les deux autres et de 668 à 935 tient toute la Corée sous son autorité. Ce royaume agrandi jouira d'une grande prospérité marchande tant que se maintiendra sur la Chine l'éclat vif de l'Empire chinois des T'ang (618-907) ; il aura surtout vécu de cette lumière réfléchie.

Après la dislocation du grand Silla, l'unité se reconstitue au bénéfice d'un nouvel État unitaire, le Koryô (913-1392) qui donnera son nom à la Corée. La civilisation coréenne connaît alors un admirable essor que

soutient le développement de l'imprimerie (don de la Chine qui l'avait inventée au IX^e siècle, mais ce sont les Coréens qui, en 1234, découvrent les caractères métalliques). Le bouddhisme se diffuse à la fois chez les lettrés et dans les masses, sous la forme simplifiée du Segn (chinois *Tch'an* ; japonais *Zen*) ; en même temps et avec plus de force encore le confucianisme s'installe et prospère ; les sculptures en fonte de fer apparaissent, puis les statues en laque sèche et une céramique éclatante « où se retrouve le goût coréen traditionnel de l'orfèvre ».

Cet essor est assurément lié à une montée générale de tout l'Extrême-Orient. En outre la Corée a la chance d'être abritée du tourbillon des Barbares qui dominent la Chine et, longtemps, ne feront que la frôler. Mais finalement la Chine des Mongols, qui a essayé d'ouvrir toutes les portes de l'Empire du Milieu et a échoué contre le Japon, réussit contre la Corée qu'elle submerge de 1259 à 1368, plus d'un siècle durant.

La Corée, en recouvrant son indépendance, passe sous le gouvernement de sa dernière dynastie, celle des Yi, qui durera jusqu'à l'occupation japonaise de 1910. À part quelques années tumultueuses, ainsi entre 1592 et 1635, où la Corée est prise entre la Chine des Ming et l'agressif Japon, le temps des Yi se déroule sous le double signe fructueux de la paix et de l'indépendance.

La caractéristique majeure de ces siècles, c'est, sans doute, la naissance d'une classe moyenne et, en conséquence, l'essor d'une civilisation qui va puiser une partie de ses inspirations dans l'inépuisable imagination populaire. Le changement de l'écriture favorise cette sorte d'incorporation d'une « culture » populaire. « Jusqu'alors l'écriture chinoise ne permettait qu'aux lettrés de penser et d'écrire la langue parlée. Les romans d'abord rédigés en chinois, le furent dès lors en coréen et toute une nouvelle couche de la société put participer à la culture. Cet enrichissement se traduisit, au XVIII^e siècle, par un bouillonnement comparable à notre Siècle des Lumières » (Vadime Elisseeff).

Cependant se maintenait, au plus haut étage de la société coréenne, une civilisation aristocratique et précieuse. Elle se caractérise par le triomphe d'un néo-confucianisme, sous le signe d'un rationalisme évident et d'un certain stoïcisme. C'est alors que s'enracinent définitivement les cultes familiaux et la morale qui forment la base du néo-confucianisme et dont, aujourd'hui encore, au milieu de leurs malheurs, les Coréens restent sans doute « les plus fidèles représentants ».

• *Aujourd'hui.*

Sur le temps présent, rien ne peut être dit raisonnablement. D'un pays que la nature prédispose à l'unité et que l'histoire a solidement unifié au cours des siècles, l'actualité a fait deux pays, deux frères ennemis. La vieille capitale de Han-Yang, appelée communément Séoul (c'est-à-dire « la capitale »), qui revient à la Corée du Sud, ne possède plus la libre disposition de la transversale essentielle, Séoul-Gen-san. Imaginons une Italie coupée en deux et Rome privée de la route qui conduit à Ancône. Le Nord a l'industrie, l'acier, la fonte, l'électricité ; le Sud le riz, les grands domaines fonciers et la mer libre.

Deux marionnettes immobiles, délaissées d'ailleurs, puisque depuis 1953, on a cessé de tenir, du moins de tirer leurs ficelles.

Post-scriptum 1966

L'Indonésie a tenu la vedette au cours de ces dernières années. Les Pays-Bas, sous la pression des États-Unis, ont cédé le 30 avril 1963, l'Indonésie, la Nouvelle-Guinée Occidentale, l'Irian, qu'ils avaient essayé de défendre par la force des armes et sur le plan du droit international.

Les États-Unis ont cru ainsi se concilier un pays neutraliste, qu'ils avaient déjà puissamment aidé à travers l'O.N.U. et leurs propres programmes d'aide. Tout cet effort échoue à la suite de la constitution, sous l'égide britannique, du nouvel État de la Malaysia (Fédération de la Malaysia, du Nord-Bornéo, de Sarawak et de Singapour), le 8 juillet 1963. Les essais d'entente à l'amiable (conférence de Manille, 30 juillet-5 août 1963) échouent. Dès le 16 septembre de la même année, avec les manifestations anti-britanniques de Djakarta, commence la « politique de confrontation » avec la Malaysia, proclamée par le président Soekarno. La visite de Mikoyan (22 juin-2 juillet 1964), la participation au gouvernement du Parti communiste (prochinois) depuis le 5 août 1964, indiquent de gros changements de route. Enfin l'Indonésie quitte l'O.N.U., puis avec l'approbation de la Chine et de la Corée du Nord, menace de constituer une « O.N.U. révolutionnaire », cependant qu'elle se transforme elle-même en « démocratie nationale ». Mais cette évolution de l'Indonésie tourne court.

Dans la nuit du 30 septembre au 1^{er} octobre 1965, une tentative de coup d'État d'une fraction de l'armée indonésienne suscite une

réaction violente de la hiérarchie militaire qui, aux ordres des généraux de Nasution et Suharto, prend le contrôle de l'État. L'armée neutralise le président Soekarno et lui enlève tout pouvoir réel. Elle organise l'un des plus grands massacres de l'histoire au cours duquel périssent d'innombrables Indonésiens suspects de communisme : selon les estimations diverses il y eut de 200 000 à 500 000 morts. L'Indonésie, gouvernée par les militaires, rompt avec Pékin, et met fin à la lutte entreprise contre la Malaysia. Celle-ci, créée par la Grande-Bretagne pour limiter l'influence chinoise dans le Sud-Est asiatique, comprenait la péninsule malaise, Singapour, et deux territoires britanniques situés dans l'île de Bornéo, Sarawak et Sabah. Cette construction artificielle ne résiste pas à l'épreuve des luttes politiques et le 9 août 1965 Singapour fait sécession et proclame son indépendance. Le renversement politique survenu en Indonésie n'apporte sans doute dans cette région du monde qu'une trêve provisoire.

Ces événements ont leur poids sur les cases, si sensibles en ces régions, de l'échiquier mondial. De même au Vietnam du Sud et au Laos, troubles et tensions intérieurs rejoignent, dans une chronique difficile à suivre, les querelles latentes et ouvertes du monde ; les coups d'État qui se succèdent sans interruption au Vietnam sont le reflet de ces incertitudes internes dont on ne voit pas encore quelle issue elles entraîneront. Depuis le début de l'année 1965, la détérioration de la situation politique et militaire au Sud a amené les États-Unis à déclencher contre le Nord des opérations aériennes dont l'intensité a été croissante mais qui, en dépit de quelques pauses, n'ont guère apporté de solution au conflit. La guerre du Vietnam pèse de plus en plus sur l'évolution générale de la situation.

Chapitre VI

Le Japon

Le Japon est au bout du pays des hommes. Avec l'île de Yéso, il s'enfoncé dans les solitudes froides du Nord. Vers l'est, où se situent ses meilleurs ports, il débouche sur le vide fantastique du Pacifique. Vers l'ouest et le sud, des mers à moitié accueillantes, souvent couvertes de brumes, se rétrécissent, un instant, à la hauteur de la Corée et de l'île méridionale de Kiou Siou.

Archipel, le Japon a été souvent comparé aux îles Britanniques, mais celles-ci sont littéralement soudées au proche continent européen. Le Japon est plus isolé qu'elles, clos en lui-même, abandonné à son sort. Il lui a fallu, pour rompre cet isolement, le vouloir souvent, expressément. Chez lui, le dedans, l'endémisme, l'emporterait naturellement sur l'exotisme. Un historien japonais déclare cependant : « Rien de ce qui paraît essentiellement japonais dans notre civilisation qui ne soit venu de l'étranger. »FIG13

De fait, il y a eu très tôt un Japon chinois, à partir du VI^e siècle. Il y a, depuis 1868, un Japon occidental qui s'affirme une très grande réussite. Mais chacune de ces expériences essentielles s'est dissoute dans un Japon « japonais » dont l'originalité insulaire n'est pas douteuse. Au pays des jardins en miniature, des cérémonies du thé, des cerisiers en fleur, même la religion bouddhiste, transmise par le relais chinois, a été refabriquée à la japonaise. Et cette version nippone du bouddhisme est assurément beaucoup plus éloignée encore de ses sources que la chinoise.

jusqu'au ^{vi}e siècle de notre ère (quand arrive le premier apport notable de la civilisation chinoise), le Japon est pris dans une « culture » fruste mais vigoureuse, qui s'élabore avec lenteur. Ce premier Japon est si mal connu que les spécialistes disent volontiers qu'il n'y a pas d'histoire japonaise avant l'arrivée du bouddhisme, en 552 après J.-C... En fait, il semble que son destin se déroule déjà comme par la suite : sous le choc d'invasions, d'innovations étrangères, le Japon s'est toujours créé ou recréé à l'image d'autrui.

• *Du style Jômon à la rue Yayoi et au riz.*

Du ^ve millénaire au début de l'ère chrétienne ne s'aperçoit guère qu'une région privilégiée, la plaine médiane qu'occupe, vers le nord, l'actuelle ville de Kyôto et que les anciens documents appellent la région de Kinki ou, vers le sud-est, le Yamoto. C'est le cœur de la grande île de Hondo, non loin de cette étroite et merveilleuse Méditerranée japonaise – le Seto no Ouchi, qui la relie aux îles méridionales de Sikok et de Kiou Siou.

Sur cette scène privilégiée, trois vastes changements se signalent tour à tour :

a) Il est presque certain que les premiers habitants de l'archipel ont été ces Aïnos primitifs dont se retrouvent les traces dans les îles Riou Kiou, cantonnés aujourd'hui dans Yéso et Sakhaline. Or, la première culture que décèlent les archéologues met en jeu des éléments (notamment une céramique primitive décorée de dessins de cordes, par impression sur la pâte encore molle – d'où son nom de culture du *Jômon*, exactement dessin de corde) venus de Corée, de Mandchourie, du lointain lac Baïkal en Sibérie. On peut en déduire une arrivée très précoce d'hommes du continent et les débuts alors de la lutte qui sévira si longtemps au Japon contre les Aïnos.

b) Vers les ⁱⁱⁱe et ⁱⁱe siècles avant J.-C., une invasion nouvelle est évidente, à partir de la Chine (notamment méridionale) et de la très lointaine Indonésie. Un lot de biens et d'objets nouveaux surgissent : le tour du potier, le bronze, les miroirs de bronze, les cloches, le fer, les monnaies de la Chine des Han, enfin le *riz* et la maison méridionale, ouverte et aérée... C'est la civilisation dite de la rue Yayoi depuis qu'à Tokyo des fouilles ont mis à jour, dans cette rue même, des objets caractéristiques de l'époque.

Parmi ces biens nouveaux, le riz se substituant à l'ancien millet est, à lui seul, une révolution.

L'idée du roi, dieu vivant, qui traverse toute l'histoire japonaise, a-t-elle aussi été apportée à ce moment-là par des Proto-Malais venus du sud ? À cette question, pas de réponse sûre.

c) Vers les ⁱⁱe et ⁱⁱⁱe siècles après notre ère, à l'époque que

caractérisent les tombeaux seigneuriaux conservés jusqu'à nos jours, une série de clans se dessinent, avec des chefs cavaliers, des paysans, des artisans, ceux-ci et ceux-là semi-libres, plus une masse, importante déjà, de serfs. Les seigneurs se prétendent fils de divinités locales. Les corporations d'artisans vont recevoir, sous l'influence coréenne, le nom de *be* (groupe, section) précédé du nom de leur occupation (les scribes : *fuma-be* ; les tisseurs : *ori-be* ; les selliers : *kuratsukuri-be* ; les conteurs : *katari-be*... Ces derniers transmettent le récit des légendes héroïques).

Un système politique et religieux est déjà en place, notamment une religion primitive déifiant les forces multiples de la nature, dont le Japon éperdument conservateur ne va plus se séparer et que l'on appellera bien plus tard, au *xix^e* siècle, le *Shinto* (la voie des Dieux). Nous disons souvent, en Occident, le *shintoïsme*.

• C'est alors que s'organise, face aux pays des Aïnos, et à partir de la vieille région de Yamoto, la première esquisse de l'Empire du Japon.

Cet Empire se relie aux origines légendaires de la dynastie impériale japonaise, issue de la divinité solaire Amaterasu, suivant une tradition religieuse vivace que célébraient encore les temples shintoïques jusqu'à la défaite de 1945. Sous la pression de l'occupant américain, l'actuel empereur du Japon a alors reconnu officiellement n'être pas d'origine divine.

Cet Empire s'établira lentement. Au *viii^e* siècle encore, quand se rédigent les premières chroniques japonaises, le Japon n'est pas complètement uni. Le processus est, en effet, très lent qui associe à la dynastie impériale les clans (*uji*) du voisinage, chacun ayant son chef, ses terres, ses paysans, ses artisans, comme la dynastie impériale elle-même. D'autant que ces seigneurs sont souvent d'origine étrangère (coréenne et chinoise). Il semble que l'association et une réduction à l'ordre aient été facilitées cependant par les nécessités de la lutte commune contre les Aïnos, les Barbares « au-delà de la barrière de l'Est ».

Cette royauté flanquée d'une féodalité vivace achève de prendre sa physionomie au moment où les Coréens y introduisent à la fois les caractères chinois, le confucianisme et le bouddhisme, au *vi^e* siècle. L'influence des idées confucéennes est évidente dès la rédaction des ordonnances du prince Shotoku (604) qui proclament les droits d'une autorité centrale sans partage : « Le pays n'a pas deux seigneurs, le peuple n'a pas deux maîtres... »

Le Japon historique commence alors, avec sa hiérarchie, ses scribes, ses chroniques, ses ambassades aux empereurs de Chine (la première,

en 607). Une noblesse de cour (*kuge*) se forme auprès du prince, distributeur de terres, de « bénéfices » (*shoen*) que chacun essaie de transformer en « fiefs », dirions-nous en Occident.

Ce Japon impérial va se développer bientôt dans une lumière nouvelle : celle de l'influence grandissante, puis toute-puissante de la civilisation chinoise. La Chine donnera même son nom à l'archipel en le baptisant : « le Pays du Soleil Levant », en chinois : Je-pen (d'où notre « Japon ») ; en japonais : Nippon, suivant la prononciation japonaise des mêmes idéogrammes.

Le Japon à l'école de la civilisation chinoise

Des siècles durant, la civilisation chinoise rayonne sur l'archipel japonais. Elle y fleurira de façon imprévue, tantôt déformant tel apport jusqu'à le rendre méconnaissable (ce sera le cas du bouddhisme qui, sous la forme du *Zen*, par un singulier avatar, deviendra la doctrine des « sanglants samourais », à partir du XII^e siècle) ; tantôt, au contraire, conservant tel autre apport sous des formes archaïques déjà oubliées par la Chine elle-même (ainsi telle musique chinoise, perdue en Chine, se conserve au Japon) ; mais toujours transformant l'ensemble sous l'influence d'une humanité, d'une société, de traditions très différentes de celles du modèle chinois. D'autant plus que ce dernier se propose souvent au Japon sous sa forme coréenne, qui ne reproduit pas toujours fidèlement l'original.

• La première civilisation nippon-chinoise est l'âge d'or du Japon ancien. Au cours de cette longue acculturation, tout est objet de transfert : les classiques chinois, la calligraphie, la peinture, l'architecture, les institutions, le droit (celui des T'ang).

Ainsi, comme la Chine, le Japon sera divisé en provinces, qui bien entendu n'auront pas l'étendue des vastes provinces chinoises. Quand, en 710, sera construite la capitale de Nara (« la capitale », en coréen), elle sera disposée suivant le modèle chinois de la ville de Lo Yang, en Corée, en forme d'échiquier, avec le Palais impérial tout au nord. Quand la capitale, en 994, sera transférée à Heiankyo (« capitale de la paix ») ou Kyôto (en japonais, « la capitale »), elle sera bâtie à nouveau sur ce même modèle. À partir de ce moment-là, elle cessera d'ailleurs de se déplacer comme elle le faisait jadis, quand chaque empereur construisait sa propre capitale. Dès l'époque de Nara, la Cour et les bureaux étaient devenus trop lourds pour être transférés

aussi souvent, à chaque règne. À partir de Kyôto, la capitale s'immobilisera pour des siècles.

L'influence chinoise se retrouve partout et les chroniques des scribes qui content cette histoire sont écrites suivant le modèle des mandarins (et d'ailleurs en utilisant, pour transcrire le japonais, les idéogrammes chinois). Toutefois, ces innombrables emprunts ne doivent pas faire illusion. C'est un centre étroit, la cour de Kyôto, qui s'imprègne de culture chinoise, puis la diffuse, assez mal, dans le reste du pays. Il y a là une tache de lumière violente, avec autour d'elle beaucoup d'ombres encore.

Ces élaborations aboutissent, sur cette scène étroite, à un âge d'or précoce, en gros de la fin du x^e au xiii^e siècle. À l'arrière-plan de ces splendeurs évidentes, y a-t-il eu par surcroît une montée de la vie matérielle ? Il semble que oui et le reflux économique qui suivra explique que cet âge d'or n'ait eu qu'un temps : des siècles sombres lui succéderont.

La belle époque de Kyôto revit dans une littérature poétique, brillante, précieuse, dans les *monogatari*, récits poétiques, mi-contes mi-romans (l'*ochikubo monogatari*, le « Dit de la Cave », est à peu près le conte de Cendrillon) ; plus encore dans les *nikki*, journaux poétiques que les dames de la cour écrivaient en *japonais*, les hommes écrivant les leurs en *chinois*. Cette littérature féminine très vivante nous restitue les fêtes de la Cour – concerts, danses, concours de poésie, sorties impériales dans la campagne environnante, « plaisirs soumis à une stricte étiquette qui fait de la vie au palais une perpétuelle représentation, réglée comme un ballet » ; elle éclaire aussi, on le devine à l'avance, une série d'intrigues politiques ou sentimentales, avec « l'inévitable promiscuité qui sévit dans ces résidences aux cloisons trop minces ».

Un monde futile, oisif, « pourri de littérature ». Cette dame de la Cour dont nous ne connaissons qu'un surnom, Sei-Shônagon, et qui aura vécu vers l'an mille, a laissé des « écrits au fil du pinceau », féroces souvent, amusants toujours. Pour en donner le ton, rapportons les distinctions de l'auteur entre choses agréables et choses désagréables ; celles-ci, dit-elle, sont bien entendu plus nombreuses que les premières. C'est « un cheveu sur l'écritoire ; ou encore un grain de sable dans le bâtonnet d'encre qui crisse quand on le frotte... ; un personnage insignifiant et qui parle beaucoup en riant fort... À l'instant même où vous vouliez écouter quelque chose, un nourrisson qui hurle... Le chien qui, avisant un homme qui vient vous rejoindre la nuit en secret, se met à aboyer... L'homme que vous avez caché tant bien que mal et qui se met à ronfler. Ou encore celui qui, venant vous voir en catimini, met un haut chapeau bien visible, puis au moment de partir, prend bien soin de ne pas se faire voir, mais se cogne dans

quelque objet qui s'effondre à grand bruit... » (d'après R. Sieffert).

Cependant que jouent et vivent ainsi les privilégiés, le bouddhisme conquiert lentement le Japon en achevant de s'y démocratiser. Un clergé d'inspiration nouvelle prend le contact avec les « classes moyennes », les artisans, les petits propriétaires. La dévotion, très simplifiée, tourne exclusivement autour du Bouddha sauveur, Bouddha Amida qui garantit au croyant l'accès du Ciel de l'Ouest. Suivant une évolution semblable à celle de la Chine, la connaissance des idées et croyances du bouddhisme véritable devient bientôt le privilège de quelques rares théologiens ou hommes d'élite, cependant qu'un bouddhisme populaire prend tout en charge, y compris les vieilles croyances du *shinto* au point de former une véritable religion commune. C'est le *Shingon*, pour qui les dieux locaux deviennent les manifestations particulières et temporaires des divinités bouddhiques.

Les sanctuaires shintoïques passent alors sous le contrôle de cette nouvelle secte, dite *shintoïsme dualiste*. Une nouvelle iconographie bouddhique prend son essor avec l'apparition d'Amida. Sur les magnifiques « rouleaux » de cette époque apparaissent également le paysage japonais, les images, les gestes des diverses classes sociales, dans des scènes souvent pleines d'humour.

Autre diffusion : celle de l'écriture qui va se répandre largement sous la forme d'un alphabet simplifié (47 syllabes seulement).

• *Dès le XII^e siècle, cet ordre impérial fait naufrage.*

Il a depuis longtemps donné des signes de faiblesse. S'il a copié les institutions de la Chine brillante des T'ang, il n'a pas su ou pu créer la classe de lettrés au service de l'État qui lui aurait permis de briser les forces et les ambitions de la vieille aristocratie. Il va céder la place au régime du Shogunat, pendant tout un interminable Moyen Âge (1191-1868).

Dès la fin du VIII^e siècle et jusqu'à 1186, pendant près de quatre siècles, les clans féodaux cernent le pouvoir impérial. Les empereurs règnent, mais ne gouvernent guère. Ils sont les prisonniers et les jouets du clan tout-puissant des Fujiwara. Ceux-ci sont aux postes de commande, ils fournissent à l'empereur ses femmes, ses concubines, choisies exclusivement dans leur vaste famille ; ils déposent les souverains, choisissent les successeurs. Un historien a dit avec raison : « Le pouvoir du Mikado est une boîte vide dont les Fujiwara gardent jalousement la clef. »

C'est la fin de ce long règne des Fujiwara qui ouvre l'interminable période dite du Shogunat. Cette expérience inattendue officialise en quelque sorte, dans la personne du shogun, la domination de l'empereur par les clans seigneuriaux, par ces vastes familles issues

souvent des nombreux enfants des empereurs et qui constituent une sorte de noblesse apanagée. Le Shogunat est leur règne continu, pendant lequel les clans se bousculent, se remplacent, mais s'entendent. Au moins pour écraser le reste de la population divisée en castes : les seigneurs, les paysans, les artisans, les marchands. Seuls les premiers vivent à leur aise. Tout au bas de l'échelle sociale, les plus misérables, notamment les ouvriers du cuir, sont des *intouchables*, beaucoup moins nombreux, il est vrai, que dans l'Inde.

La régression de la vie économique aidant, le Shogunat naît avec les allures d'une *réaction féodale et militaire*, sous le signe d'un recul matériel général. Sous le signe aussi d'une aristocratie batailleuse qui, loin de la Cour, s'est taillé de très vastes domaines dans les pays neufs et « coloniaux », mal pacifiés, du nord et de l'est de Hondo, « au-delà de la barrière », y pratiquant en grand l'élevage des chevaux. Vis-à-vis de Kyôto, de ses courtisans efféminés, freluquets et haïs, le nouveau régime se veut un gouvernement égalitaire de soldats (le *bakofu* : le gouvernement de la tente). À sa tête un chef militaire, le shogun. On l'a comparé aux maires du palais de la décadence mérovingienne, à cette différence près, toutefois, qu'au Japon, le roi fainéant ne sera jamais supprimé. Le mikado continuera à régner, sans gouverner, à côté du shogun à qui il donne l'investiture au nom de son caractère divin, comme le pape aux empereurs.

Les premiers shoguns se sont installés à l'extrémité du Tokaido (la route de Kyôto à Yédo), à Kamakura. La capitale effective y restera jusqu'en 1332, puis elle se logera à nouveau dans un quartier de Kyôto, à Muromachi, de 1393 à 1576, pour se situer enfin à Yédo, jusque-là port de pêche (1598), et y demeurer jusqu'en 1868. Les historiens parlent volontiers des époques de Kamakura, de Muromachi, de Yédo : mises bout à bout, elles recouvrent, à peu de chose près, toute l'immense durée du Shogunat (1192-1868).

Quelle que soit la période considérée, le devant de la scène appartient aux guerriers, aux chevaliers, aux *bushi*. Caste dominante, ils imposeront aisément leurs façons de voir, leurs goûts, leur brutalité, et aussi, fort sensible au début surtout, une certaine simplicité dans le gouvernement, comme dans le costume ou la disposition des maisons. Le *suikan*, l'*hitatara*, vêtements simples, se substituent aux vêtements gonflés et encombrants, le *noshi* ou le *sokutai*, qui convenaient aux exigences de la vieille étiquette. La chasse, les joutes des tournois, les courses de chevaux remplacent les plaisirs guindés de jadis.

Ces mœurs d'ordinaire violentes ne s'apaiseront, et encore, que lors du long séjour des shoguns à Kyôto (1393-1576), la vieille ville reprenant alors ses droits et son rôle, si bien que l'âge d'or classique ne se perdra pas tout à fait au siècle des soldats et des chevaliers.

Les dernières années du xvi^e siècle et les premières du xvii^e coupent violemment en deux la longue période du Shogunat. La révolution des Tokugawa va en effet, pour plus de deux siècles, isoler le Japon du reste du monde et aggraver institutions et mœurs féodales.

Au lendemain de la dictature de fait d'un fils de paysans, Hideyoshi, qui suit, sans porter le titre de shogun, rétablir l'ordre dans l'archipel et entreprit contre la Corée une longue guerre peu raisonnable d'ailleurs (1592-1598) que sa mort seule interrompit, un clan, celui des Tokugawa, s'était imposé, avec le génial et très patient Hideyori. Nommé shogun par l'empereur, il décida de s'établir à Yédo, jugeant non sans raison que c'était de là, de ces pays turbulents, non de Kyôto, que le Japon devait et pouvait être gouverné. Abdiquant en faveur de son fils, Hideyori réussit à rendre le Shogunat héréditaire dans sa famille qui « régna » ainsi jusqu'en 1868.

La grande décision de ce gouvernement de Yédo (l'actuel Tokyo) sera, *en 1639, de fermer le Japon aux étrangers.* N'y pénétreront plus que les vaisseaux autorisés de Chine et de Hollande, ces derniers n'ayant le droit d'importer que des munitions, des armes, des lunettes, du tabac. Pour le reste, l'archipel pouvait vivre et vécut de ses propres ressources. L'interdiction s'adressait aussi bien aux vaisseaux japonais qu'aux autres. On avait même commencé par eux (1633). Cet acte aux longues conséquences peut-il s'expliquer ?

Il semble que les maîtres du Japon aient pris peur des Occidentaux. Les Portugais, arrivés les premiers, avaient touché Kiou Siou en 1543. Canons, arquebuses, énormes navires impressionnèrent les insulaires ; plus encore les nombreuses conversions au christianisme obtenues presque aussitôt par les nouveaux venus. Cette religion allait-elle favoriser les révoltes des grands seigneurs et des paysans, comme ce fut un peu le cas en 1638 ?

D'autre part, il est exact qu'en ce milieu du xvii^e siècle, la Chine donnant le ton mais l'Inde lointaine également, une régression économique d'une extrême ampleur se dessine partout. Le Japon a-t-il été pris dans ce reflux général, donc obligé de se mettre à l'abri et d'arrêter notamment les sorties de métaux précieux ? Depuis les temps héroïques de Hideyoshi, l'agressivité contre la Corée, contre la Chine, les innombrables pirateries maritimes contre cette dernière indiquent un repli du Japon sur lui-même (la brillante Chine des Ming ainsi ne rayonne pas sur l'archipel). Le désir a été grand, enfin, d'immobiliser une société prête à remuer et ces paysans trop désireux de liberté, réduits souvent au désespoir. La fermeture a comme « pétrifié » les institutions jusqu'à l'arrivée, en 1853, des « navires noirs » de l'amiral Perry.

Jusque-là, le Japon va vivre sur soi, sauvegarder ses clans, sa

noblesse archaïque et tout subordonner à cette classe essentielle, ce que montre, à sa façon, le succès prolongé du *dhyâna*, du *zen*, cette forme aberrante du bouddhisme.

Pourtant ce Japon fermé sur lui-même, à triple tour, a été peut-être moins malheureux, moins démuné qu'on ne le supposerait d'emblée. Il a été condamné à mettre en valeur ses richesses, les matérielles et les autres. C'est une richesse évidente, un signe de santé que l'affleurement, dès le *xvi^e* siècle, d'une littérature en langue vulgaire, puis son affirmation lors du « siècle d'Osaka », 1650-1750. Ce long Moyen Âge créera, à côté du théâtre traditionnel des Nô, le vivant théâtre, mi-chanté, mi-dansé, des *kabouki*. Avec le Shogunat la nuit n'a pas été complète.

L'expérience du Shogunat ne se conçoit, évidemment, que dans le cadre d'une *discipline stricte et de ce qu'on pourrait appeler une police d'État*.

Les grands seigneurs, chefs de clans et de districts, les *daimyos* (ils sont environ 270), ont à leur dévotion une multitude de « fidèles », les *samourais*, qui les servent contre argent ou en échange de prestations en nature, jamais, comme en Occident, en échange de terres concédées une fois pour toutes et qui leur assureraient une certaine indépendance. Le *ronin*, le samouraï qui a perdu ou (mais est-ce possible ?) abandonné son seigneur, est condamné ou à mourir de faim ou à se jeter dans le brigandage.

Qu'il soit dévoué corps et âme, tout le dit, le répète et le proclame, ainsi le veut la religion d'honneur du samouraï, le code oral du *Bushido*. L'histoire de ces 47 *ronins* dont le maître s'est suicidé en faisant *harakiri* et qui vengent le mort, puis se suicident à leur tour sur sa tombe durant l'hiver 1703, a été souvent racontée. Ce rude code de l'honneur a été modelé par l'école sans pitié de guerres civiles en chaîne.

Car c'est entre eux, contre eux-mêmes, que les Japonais se battent surtout. Des Aïnos, plus un mot. La Chine des Mongols a tenté deux fois, en 1274 et en 1281, de jeter une armada sur le Japon, mais un « vent divin » (Kamizé) a déchaîné la tempête et détruit l'envahisseur. Contre la Corée, la guerre japonaise n'a duré que six ans, nous l'avons vu. C'est donc entre eux que les Japonais ont utilisé le sabre ou la lance. Eux par suite que cette guerre continuelle a formés, enfoncés dans le respect d'une hiérarchie fixée une fois pour toutes. À tel point que dans la langue japonaise, encore en 1868, les mots, les verbes « précisent la position du sujet et de l'objet ». Par exemple, l'emploi de l'auxiliaire *ageru* indique « que l'action exprimée par le verbe principal est accomplie par un inférieur au bénéfice d'un supérieur ».

Le résultat ? Un Japon extraordinairement discipliné, divisé en

castes, étroitement tenu, à la fois fastueux et misérable. Cette double image, splendeur des uns, misère absolue des autres, apparaît à plein dans le voyage de ce médecin westphalien Kämpfer, au service de la Compagnie hollandaise des Indes et dont le livre est une merveille d'observation (1690). On n'oublie plus, après l'avoir lu, ces voyages difficiles, ces rivières qu'il faut passer protégé contre l'eau vive, au long du gué profond, par des files de passeurs qui, se donnant la main, brisent le courant et facilitent la périlleuse traversée ; ni ces villages aux maisons misérables ; ni ces paysans qui s'agenouillent dans leurs champs, sur la route, quand passent les fastueux cortèges des grands seigneurs. Ces routes passantes, de Kyôto à Yédo où réside le shogun, s'animent avec les cortèges des *daimyos* qui ont l'obligation régulière de visiter le shogun. Leurs suites sont de véritables armées de hallebardiers, d'arquebusiers, de domestiques qui accompagnent le maître dans son voyage à la capitale.

Ces riches féodaux doivent six mois par an habiter leurs palais de Yédo. Et ces maisons princières avec, sur leurs façades, des armoiries richissimes qu'admirait déjà Rodrigo Vivero (1609), sont groupées à part, près du palais du prince. Elles ne sont, après tout, que des prisons, si belles soient-elles. Les grands seigneurs y sont surveillés, y laissant leurs familles en otages, à chaque départ. Ils n'échappent guère, nul n'échappe aux nuées de juges, d'observateurs, de contrôleurs, sur les routes, dans les auberges, dans les villes. Ici, chaque rue forme une unité, à la chinoise, fermée à ses deux extrémités par des portes qui se referment aussitôt, dès qu'un incident se produit : vol, larcin ou crime. Une justice immédiate empoigne alors le coupable, ou le coupable présumé, et le châtiment ne tarde pas, généralement la mise à mort.

Le même contrôle sévère et minutieux s'exerce vis-à-vis des seuls trafics acceptés avec des limitations après 1639 : celui des Chinois, celui des Hollandais (ces derniers ont sans vergogne prêté le concours de leurs vaisseaux et de leurs canons pour écraser les soulèvements de Japonais chrétiens en 1638). Chaque fois qu'arrivent les vaisseaux de la Compagnie hollandaise des Indes, ils sont mis en quarantaine à l'île de Deshima, à l'intérieur même du port de Nagasaki : marchandises, marins, marchands, agents, choses et gens de la Compagnie sont soigneusement contrôlés. Les témoignages laissent l'impression d'un régime soupçonneux, aux aguets, d'un pays hérissé de forteresses, embarrassé de soldats. Plus qu'en Occident où cependant la justice est roide, tout voyageur se heurte ici au spectacle des gibets, des corps suppliciés. Près de Kyôto, une des collines proches s'appelle le mont « des oreilles coupées ».

Culturellement aussi, et sur le plan religieux, le Japon féodal a évolué.

Le bouddhisme, comme en Corée ou en Chine, y a connu bien des formes diverses (ainsi celle, fanatique, du Lotus de la Bonne Foi qui assurait que le Japon était le seul pays du vrai Bouddha, ainsi celle du *Zen*). La fortune du *Zen*, venu de Chine lui aussi, sera le fait, à partir du ^{xii}^e siècle, des samouraïs. Alors que le néo-confucianisme rationaliste s'affirme la doctrine commode du Shogunat, ce bouddhisme particulier devient une religion de soldats, fort détournée ainsi de son sens premier de religion d'amour et de non-violence. Mais cette transformation est révélatrice d'une époque et d'une société.

Les conseils que donne le *Zen* s'expriment dans de très courts récits, les *koans*, aux moralités inattendues, volontairement absurdes. Ce que cet enseignement veut libérer à tout prix, c'est l'être inconscient, instinctif, d'ordinaire à demi ensommeillé. « Laisse ton esprit et deviens comme une balle dans un torrent de montagne. » Étrange effort sur soi, que de délier ses instincts, de les éveiller, puis de se fier à leur élan ! Ce langage nous semble rétrospectivement celui d'une vraie médication psychanalytique. Pas de « complexes », semble-t-il crier ! « Lorsque tu marches, marche donc, lorsque tu es assis, sois assis ; surtout n'hésite pas ! » N'hésiter devant rien, voilà le conseil le plus fréquent, bon pour un soldat évidemment : « Débarrasse ton chemin de tous les obstacles. Si, sur ton chemin, tu rencontres le Bouddha, tue le Bouddha. Quand tu rencontreras ton ancêtre, tue ton ancêtre. Lorsque tu rencontres ton père et ta mère, tue ton père et ta mère. Quand tu rencontres ton parent, tue ton parent. C'est seulement ainsi que tu arriveras à te délivrer. C'est seulement ainsi que tu échapperas aux fers et que tu seras libre. »

Bien entendu, ce langage n'est pas à prendre à la lettre. Le Bouddha, l'ancêtre, les parents sont le symbole de toutes les contraintes d'une société à l'étiquette obsédante, où dès la plus petite enfance, chaque fille, chaque garçon est pris dans le corset de fer d'une éducation sans faiblesse. Un véritable dressage l'oblige à observer un code qui régleme sa façon de manger, de parler, de s'asseoir, et même son attitude dans le sommeil où il doit conserver l'immobilité, la tête posée sur un petit traversin de bois. Il s'agit de « ne jamais perdre la maîtrise de son esprit ou de son corps » grâce à un conditionnement qui cherche à triompher des réflexes les plus naturels, comme le jardin miniature de la poussée naturelle des plantes et des arbres. Il semble que tout l'enseignement du *Zen*, réservé aux soldats, soit dirigé contre les inhibitions et contraintes imposées par ce qu'on appelle le « code de politesse » japonais. Comme il arrive dans toute société, la vie assouplit, accorde les contraires. Le Japon est à la fois rigueur et souplesse, « élasticité ». Le *Zen* est une revanche nécessaire, vitale.

Le Japon moderne

La rupture du Japon avec le monde extérieur aura duré plus de deux siècles, jusqu'à la Révolution qui ouvre l'ère de Meiji (1868), suivie bientôt de l'industrialisation intense du pays. Cette industrialisation se présente comme un phénomène à part, un miracle ; elle jette sur la civilisation japonaise des lumières vives. Car sa brusquerie et surtout sa réussite extraordinaire ne s'expliquent pas seulement par les habituelles considérations des économistes, certes pas inutiles, mais à elles seules insuffisantes.

• La part des siècles de réclusion : de 1639 à 1868, le Japon a fait, malgré sa fermeture à peu près complète, de très larges progrès.

Ils sont visibles dès le ^{xviii}e siècle. Il y a alors augmentation de la population, évidente montée de la production du riz, mise en place de nouvelles cultures... Les villes s'agrandissent. Au ^{xviii}e siècle, Yédo compte au moins un million d'habitants. Cette accélération générale de l'économie ne serait pas possible sans un surplus de production agricole, notamment de riz, à jeter sur le marché citadin, sans la facilité avec laquelle le grain se conserve et se transporte, sans la possibilité de mettre à la disposition des villes un combustible, le charbon de bois, en quantité suffisante.

La société elle-même favorise l'évolution. Ces *daimyos* que le soupçonneux gouvernement déracine et oblige à vivre à Yédo sont systématiquement ruinés par ces déplacements continuels et onéreux. Comme une économie monétaire se met alors franchement en place avec le ^{xvii}e siècle, plus intense d'entrée de jeu que dans l'énorme Chine, le luxe urbain réclame, implique des dépenses en argent ; il oblige les grands seigneurs à commercialiser une partie de leurs vastes récoltes en riz, à emprunter d'autant plus aisément que les instruments de crédit, connus depuis longtemps, se généralisent (billets de diverses sortes, lettres de change). Il leur est interdit, et de même aux samouraïs, de commercer. Ils ont donc leurs hommes de paille. Une classe de marchands s'installe, prospère, prête de l'argent aux *daimyos*, se glisse dans leur entourage et, dans un pays où plus qu'ailleurs l'habit fait le moine, s'habille bientôt à leur mode, place fils et filles dans les hautes familles, s'infiltré parmi elles par les mariages et les adoptions. Cependant, instruits par quelques exécutions spectaculaires, prétextes pour le gouvernement à de fructueuses confiscations, ces marchands d'ordinaire vivent dans l'ombre.

Leur importance est particulièrement considérable à Osaka, centre

économique du Japon d'alors, et c'est dans cette ville que tous les nantis, seigneurs et hommes d'affaires, se retrouvent dans le « Quartier des Fleurs », ville de plaisir à l'intérieur de la ville même, où les courtisanes, « éduquées à grands frais », les *geishas*, jouent « le rôle qu'avaient tenu les nobles dames de la cour d'Eïan (Kyôto) ». La chronique du Quartier des Fleurs, ses scandales, suicides ou assassinats, alimentent une littérature amusée, caustique, pour la plus grande joie du public non cultivé, car les vrais lettrés préfèrent à ces jeux littéraires communs les « délices de la scolastique confucéenne ».

Tout ceci révèle, avant 1868, un mouvement vif de la vie japonaise, une relance économique qui a créé, dès le XVIII^e siècle, un pré-capitalisme actif, prêt à s'épanouir. Avec le XIX^e siècle, le mouvement se précipite encore : l'ère de Meiji serait incompréhensible sans ces transferts et ces mises en place antérieurs, sans cette préalable accumulation de moyens économiques et de capitaux, sans les mille tensions sociales qui en résultent.

Trop de *daimyos* ont été ruinés par la politique ou le luxe. Le Japon s'emplit peu à peu de samourais sans maîtres, de *ronins*, de chevaliers sans avoir : c'est un peu l'Allemagne du XV^e siècle et le « droit du poing ». Ce seront ces déclassés, en tout cas, qui feront le succès immédiat de la Révolution. L'arrivée de la flotte américaine (1853) a été l'« étincelle qui met le feu aux poudres ». Et quand l'empereur Mutsu Hito saisira le pouvoir, en 1868, il renversera sans peine le vieux régime féodal et ses castes traditionnelles. Il ne renversera qu'un décor.

• Une industrialisation n'est pas seulement un phénomène économique, elle est toujours une certaine mutation sociale, dont le processus freine ou facilite le processus économique.

Dans le cas du Japon, il n'y a pas eu freinage par la société.

La chose est d'autant plus digne de remarque que, généralement, le processus d'industrialisation ébranle toutes les structures sociales. En Occident, selon le processus étudié par Marx, il a produit, avec les masses prolétarisées, la lutte des classes et la révolution ouvrière socialiste.

Le Japon est un cas particulier. Il a, de façon incompréhensible au premier abord, réalisé sa Révolution industrielle et la reconversion des activités qu'elle suppose sans que les structures sociales subissent de ruptures révolutionnaires. « Cette immense transformation... a été incorporée à une culture en marche et a suivi une voie qui pourrait bien, à la réflexion, se révéler entièrement neuve. »

Peut-être pour les raisons suivantes : il s'est agi d'une société disciplinée et qui, dans l'expérience nouvelle qui lui fut imposée après 1868, a conservé sa discipline ancienne. Cette société obéissante, respectueuse de la hiérarchie, avait toujours accepté sans murmurer que le luxe fût réservé à quelques-uns ; elle a accepté aussi, sans toujours s'en rendre compte, que le capitalisme moderne s'édifiât au milieu de liens encore féodaux. On pense à ces industriels russes du XVIII^e siècle installés dans l'Oural, au milieu de leurs serfs... C'est un peu, *mutatis mutandis*, la même image qu'offrent les grandes organisations industrielles japonaises, celles qui, au XIX^e siècle, ont assuré le succès de l'opération et en ont retiré le bénéfice, sans provoquer la réaction des masses ouvrières.

Quinze familles, au plus, représentent, avant la guerre de 1942, plus de 80 % des capitaux du Japon. L'argot les désigne sous le nom aujourd'hui devenu classique de *zaibatsu* : ce sont les très célèbres Mitsui, Mitsubishi, Sumitomo, Yasuda, la Maison impériale étant de loin, à dire d'expert, la plus riche de ces très riches familles... Sur le plan de la hiérarchie sociale, ces seigneurs du *big business* sont l'équivalent des *daimyos* de jadis et de leurs clans, les ouvriers sont leurs serfs, et les contremaîtres, les agents de maîtrise ou les ingénieurs les samouraïs des temps nouveaux. Les entreprises restent familiales, mélange de féodalisme et de paternalisme, dans ce milieu où « la libre entreprise, le communisme sont ressentis comme des idées étranges et étrangères, destructrices du *Kodo*, la voie impériale du Japon ». De ce peuple docile, adroit, d'une frugalité patiente, acceptant de très bas salaires, les dirigeants ont fait hier et font aujourd'hui ce qu'ils veulent.

Ainsi s'explique le miracle, la volte-face de 1868. Alors le shogun cède la place à l'empereur, en principe à la force la plus traditionnelle du pays (à l'échelle de l'Occident, imaginons le Souverain Pontife prenant en main le gouvernement laïque des hommes et des biens d'Occident). Or cette force traditionnelle décide de choisir la révolution, abolit les cadres féodaux, décrète l'implantation de l'industrie, dégage les investissements nécessaires et crée elle-même les usines. Après quoi, assez souvent, elle concède à des personnes privées, qu'elle choisit à sa guise, les entreprises ainsi créées, un peu comme elle concéderait de vastes fiefs d'un genre inédit. Du même coup, elle impose au nationalisme japonais un immense programme de labeur. Il sera exécuté. Le fils du Soleil, vénéré dans les temples pour son origine divine, a donné l'ordre de l'industrialisation. Le Japon n'a pas eu besoin pour la réaliser d'une idéologie ou d'une mystique quelconque, la mystique n'était pas à créer, elle existait. Elle a permis de manœuvrer le Japon comme un seul homme.

On ne s'étonnera pas dans ces conditions de la dualité d'un Japon

très moderne et très traditionnel à la fois. « Le caractère mystique de l'autorité de l'empereur a servi à la fois le *statu quo* et la révolution », traduisons : l'immobilité sociale et la Révolution économique.

Ceci n'est pas une explication abusive, la preuve en est fournie par la remise en honneur *consciente*, au XVIII^e puis surtout au XIX^e siècle, des très anciennes croyances nationales qu'on organise en système sous le nom de *shinto*. Le *shinto*, c'est la voie de Dieu (*kami*), mais le sens de *kami* serait plutôt celui de *mana* qui, dans la lointaine mer du Sud, signale ce pouvoir surnaturel, impersonnel qui s'incorpore aux choses ou aux êtres. Le *kami* suprême appartient à Ameratsu, la déesse du Soleil, et après elle, il s'est transmis à toute la descendance de ses fils.

• Le Japon après le désastre de 1945 : la reddition du Japon après les bombes atomiques sur Hiroshima (5 août 1945) et Nagasaki (8 août) a été suivie d'un effondrement sans précédent.

Le Sud-Est asiatique à peine conquis lui échappait. Pis encore, se trouvait à terre toute l'œuvre de construction entreprise depuis le début de l'ère de Meiji (1868) et qui avait fait du Japon cette extraordinaire anomalie dans l'Extrême-Orient du premier XX^e siècle.

Le miracle japonais depuis 1945 (le second miracle) c'est, à l'instar de l'Allemagne, de l'Italie et de la France, d'avoir reconstruit les bases de sa prospérité et atteint sur sa lancée un niveau de développement jamais réalisé auparavant. Il s'agit là d'une réussite vertigineuse. Le Japon n'est plus la puissance militaire d'avant 1942. Mais il est une grande puissance économique.

Le plan perspectif de 1961-1970 prévoit, pour l'année finale, un doublement du revenu national avec des croissances spectaculaires. Si 100 représente la base de 1955, la production industrielle et minière pour l'« année objectif » sera de 648 ; à cette même échelle, la sidérurgie atteindra 296 ; l'industrie des machines 448, les industries chimiques 344... Ces perspectives ne sont pas certaines, bien entendu, mais elles ne sont pas abusives ; le passé récent en établit haut la main la légitimité.

De la fin du XIX^e siècle à la Seconde Guerre mondiale, le Japon avait connu un taux de croissance moyen de 4 % par an ; de 1946 à 1956 ce taux a été de 10,6 % (en France 4,3 %) ; de 1957 à 1959, de 9,2 % ; de 1959 à 1962, le taux encore à calculer reste très élevé. Ce sont là des chiffres records dont s'approchent seules (et encore) l'Allemagne de l'Ouest et l'U.R.S.S. Le plan prospectif 1961-1970 table sur une progression moyenne de 8,3 %.

Les raisons de cette progression ne sont pas mystérieuses. La plus

efficace, sans doute, c'est l'autorisation donnée par les autorités américaines d'occupation de reconstituer à peu près les trusts, qui paraissaient condamnés au départ. Les anciens *zaibatsu* patriarcaux dissous par l'occupant n'ont pas tous reparu, malgré des résurgences notoires, mais de très grosses entreprises se sont constituées, parmi les plus importantes du monde actuel. Le capitalisme japonais qui triomphe et détermine cette progression jamais vue jusqu'à présent, c'est, comme aux États-Unis, le triomphe d'un capitalisme à énormes « unités », celles-ci réussissant à mieux utiliser la main-d'œuvre et les capitaux que les petites entreprises artisanales toujours en place et que sauvent, mal d'ailleurs, ou le travail familial ou la main-d'œuvre à très bas prix.

D'autre part, comme le financement des entreprises n'est plus, comme avant 1941, de l'autofinancement, le succès industriel implique la mise en place, avec la protection de la Banque du Japon, de tout un système de grosses entreprises bancaires et de sociétés d'investissement, douées d'une bien plus grande liberté de mouvement qu'en France. Celles-ci, en fait, drainent l'argent des petits épargnants par tous les moyens d'une publicité et d'une propagande à l'américaine. D'ailleurs une véritable folie d'achats boursiers en a été le résultat, même dans les milieux paysans, prudents par nature, le tout facilité par les bénéfices fabuleux réalisés à la Bourse de Tokyo, lors des *booms* (400 fois plus d'affaires qu'avant la guerre). À partir de juin 1961, cependant, le reflux boursier a tempéré cette folie de jeu et ramené l'épargne vers les dépôts bancaires et les caisses d'épargne.

Un tel système explique le montant très élevé des investissements (plus de 20 % de la dépense nationale en 1962) et l'intérêt que prend aux entreprises japonaises le capitalisme étranger, américain en tête, intérêt assez platonique jusqu'ici car le Japon n'a pas, jusqu'aux dernières nouvelles, « libéralisé » entièrement ses échanges, les bénéfices des capitaux investis ne se rapatrient pas aisément. Un journal suisse (12 avril 1961), envisageant l'éventualité d'une libéralisation complète, écrit cependant : « À tout prendre nous préférons le Japon à l'Afrique du Sud où sommeillent encore de nombreux capitaux européens. Il ne fait aucun doute que ce pays... se trouve en pleine phase ascensionnelle, que sa main-d'œuvre abondante est d'une habileté très au-dessus de la moyenne et que ses dirigeants ont non seulement une foi inébranlable en leur succès, mais aussi et surtout des capacités étonnantes. » Que le capitalisme étranger s'en mêle sérieusement et le rythme de la progression japonaise risque de connaître de beaux jours.

Peut-on apercevoir *les éléments moteurs* d'une telle progression ? Le bilan d'une économie en mouvement se dresse toujours avec difficulté.

Les chiffres vieillissent vite et trahissent l'observation. Il est certain cependant que la main-d'œuvre surabondante (jusqu'à ces derniers mois) fut une aide puissante. Le plan estime à 94 millions la population de l'archipel en 1961 ; à 104 dans dix ans, en 1970, soit une augmentation d'un million, bon an, mal an.

Cette progression ne freine pas la croissance économique puisque l'on envisage, répétons-le, un doublement du revenu national pour 1970 et d'autre part le *birth control* limite dès maintenant la progression de la population. De plus, en 1962, avec l'arrivée sur le marché du travail des classes creuses de la dernière guerre, les offres d'emploi (surtout pour la main-d'œuvre qualifiée) dépassent les demandes, d'où une récente augmentation des salaires des ingénieurs et des professeurs.

Sans doute, salaires et niveaux de vie restent-ils très inférieurs à ceux d'Occident ou des États-Unis. Toutefois, compte tenu des différences d'habitudes et des besoins, la situation est loin d'être catastrophique. Les taudis existent autour d'Osaka et de Tokyo (dans cette dernière ville, la population augmente de 400 000 unités par an, dont 300 000 immigrants). Mais la ration moyenne est en gros de 2 100 calories, le revenu en dollars entre 200 et 300, soit quatre fois celui de l'Inde. L'énorme développement de la pêche qui place le Japon en tête de toutes les nations (jusqu'en Atlantique et aux Caraïbes, 6 millions de tonnes de poisson par an), l'amélioration du rendement de l'agriculture où, sur décision américaine, toute propriété au-dessus de 2,5 hectares a été supprimée et vendue (cependant que la culture sous serre, en hiver, permet de gagner une récolte supplémentaire et d'avancer la poussée du riz sur le calendrier menaçant des typhons d'été), les débuts, lents il est vrai, de la mise en valeur de la grande île froide de Yéso, tout concourt à un équilibre aujourd'hui à peu près assuré.

Aussi bien le marché intérieur soutient-il la poussée industrielle. L'augmentation du niveau de vie se marque par une série d'achats nouveaux, machines à laver, transistors, appareils de télévision, appareils photographiques (les gigantesques usines japonaises inondent d'abord le marché intérieur). De nouveaux goûts se marquent, que signalent les relevés de la consommation, pour la viande, le poisson, les pâtisseries de type occidental, les produits alimentaires de conserve, les remèdes pharmaceutiques (surtout les tranquillisants) ; l'alcool de riz est évincé par la bière et le thé vert (77 000 tonnes de production annuelle) par le thé type Ceylan. Les costumes, les intérieurs de maison s'inspirent de plus en plus du style de l'Europe. Bien sûr le Japonais, selon le mot d'un journaliste, Robert Guillain, reste un « bicivilisé », capable de se vêtir à l'occidentale dans la rue et de retrouver le soir costume et habitudes

japonaises. Mais il est évident qu'il est de plus en plus touché, attiré par les modes occidentales, il leur cède.

Reste que les obstacles ne manquent pas, que tout n'est pas pour le mieux dans l'économie japonaise ; elle est un miracle de l'effort, du travail patient, intelligent. Elle a ses limites, ses fragilités, ses dangers. Il ne faut pas oublier aussi que la réforme agraire a créé une nuée de micro-proPRIÉTAIRES, les plus petits asservis aux moins défavorisés, et tous sont incapables de se grouper et surtout de laisser la place libre à une agriculture vraiment moderne et scientifique. « Seul le socialisme, dit un reporter, y réussirait. » Voire ! Les expériences socialistes achoppent justement sur l'agriculture. D'ailleurs tous les essais de réforme agraire, en tout temps et en tous lieux, lorsqu'ils se sont voulus rapides et radicaux, ont ménagé bien des déboires : les structures agricoles sont parmi les plus résistantes des structures.

En outre, le Japon qui vit avec une population à peu près double de celle de la France sur un territoire, en gros, moitié moins étendu (300 000 contre 550 000 km²) et où la terre arable représente 15 % de la surface contre 84 % chez nous, le Japon n'a que de misérables ressources naturelles. L'industrie ne travaille qu'avec la laine, le coton, le charbon, le minerai de fer, le pétrole importés. Or, la progression est telle qu'elle entraîne aussi des achats importants de machines, d'équipements étrangers. D'où, depuis septembre 1961, des signes inquiétants de déséquilibre de la balance commerciale, malgré l'optimisme qu'affiche le gouvernement Ikeda. D'un calcul raisonnable, il ressort même que cette balance ne serait pas équilibrée sans les opportunes dépenses de l'armée américaine d'occupation. Nous retrouvons ainsi toute la fragilité de cette réussite...

Le problème, pour le Japon attaché à sa prospérité industrielle, est de produire, mais plus encore de vendre. De ce dernier point de vue, la situation reste précaire, car il vit, ne peut vivre que sur les échanges du « monde libre », sur la prospérité et la bonne volonté de ce dernier. Or cette bonne volonté fait question. Le souvenir d'un Japon pratiquant, avant 1939, un *dumping* commercial sans ménagement, la réalité d'un Japon industriel puissant favorisé dans la compétition des prix par de bas salaires, tout porte l'Occident (et spécialement une France trop prudente en ces domaines) à une réserve que signale la lenteur d'accords commerciaux imparfaits, sans cesse remis en question.

Tout ceci est assez inquiétant pour que le Japon soit tenté d'être « neutraliste comme Nehru », ce qui lui permettrait de s'engager à fond avec l'économie de la Chine et de l'Asie du Sud-Est. D'un autre côté, socialistes et communistes japonais sont obligés de penser que le jour où la présence américaine cesserait, certaines conquêtes sociales

risqueraient fort d'être remises en question ; en particulier la constitution parlementaire de 1951 et, plus encore, les organisations syndicales, lentes à naître dans ce pays docile, d'autant que le gros capitalisme les tolère peu volontiers. Ces préoccupations contradictoires expliquent les élections de 1961 qui n'ont donné qu'une « victoire de routine » aux « libéraux modérés », c'est-à-dire au *big business* qui, selon des observateurs avertis, aurait dépensé plus de cinq milliards de yen (100 yen égalent à peu près 1 F) pour « sauver cette dernière chance » et barrer la route aux socialistes.

Mais le problème ne saurait guère être éludé longtemps, d'autant qu'une telle prospérité est une tension continuelle, qu'elle impose des tâches surhumaines. Tokyo (10 millions d'habitants), la première ville du monde par sa population, grandit tellement dans le site trop étroit où elle étouffe déjà qu'elle rêve, pour construire ses quartiers nouveaux, de combler en partie sa baie. Ce qu'Osaka a déjà entrepris, pour sa part, afin de loger les industries lourdes qui viennent s'installer près de son immense réservoir de main-d'œuvre. Ces détails disent assez combien le précaire et le grandiose se côtoient dans l'expérience japonaise.

C'est sur le plan de la politique et d'un mot plus ample, de la civilisation, que les incertitudes les plus nettes se dessinent. Que le Japon ne soit pas devenu du jour au lendemain, par décret américain, une démocratie parlementaire, de petits détails significatifs l'indiquent et tout le faisait craindre à l'avance. Le paternalisme des industriels est toujours présent, aux aguets. Les agressivités nationalistes d'hier ne sont nullement éteintes. Le Japon a ses partis, ses violences fanatiques de droite, appuyées sur le traditionalisme toujours fervent du pays. Ainsi l'empereur qui s'est humilié devant le vainqueur reste l'empereur : quiconque s'élève contre lui ou sa famille risque d'être aussitôt frappé à mort. Le Japon d'hier et de toujours se défend.

Le 12 novembre 1960, le leader socialiste, Inegiro Asanuma, le « Mirabeau japonais », parle devant la télévision. Il dénonce « la félonie du prétendu pacte de sécurité nippo-américain, instrument d'agression de l'impérialisme yankee ». Des millions d'auditeurs peuvent l'entendre, le voir sur le petit écran. Alors ils verront tous surgir un lycéen de moins de dix-sept ans qui le poignarde, les mains croisées sur sa dague suivant la prise que recommande le *judoka* pour que le coup ne dévie pas. Puis, vingt jours plus tard, il se suicide dans sa cellule. Le crime et le suicide ont soulevé une immense émotion. Le Japon ne peut se défendre d'admirer qui sait mourir pour ses idées, même si le crime l'indigne ou le révolte. Ne voyons pas, dans cette attitude et d'autres, le résultat de croyances religieuses. Le Japon, à l'échelle de nos habituelles mesures, est peu religieux, peu préoccupé de l'au-delà, aux antipodes de l'Inde. Ce qui commande chez lui c'est

un certain code de la société, de l'éducation, de l'honneur et pourquoi pas le dire : *sa* civilisation.

Post-scriptum 1966

Le Japon donne, de plus en plus, l'impression d'une force retrouvée, immense, intelligente. Mais toute réussite est une tension. Le Japon ne peut maintenir son expansion qu'en s'assurant des débouchés. Il est de plus en plus fasciné par l'énorme marché chinois, si proche, et les possibilités d'accord avec l'Union soviétique symbolisées par la restitution de quelques îles de l'archipel des Kouriles, et la participation au développement de la Sibérie orientale. Peut-il assurer, sans nucléarisation, sa sécurité face à la Chine et à l'Union soviétique ? Le Japon se déclare opposé à toutes les explosions nucléaires et ne veut tolérer les sous-marins atomiques américains qu'à certaines conditions, dans le cadre même du traité sino-américain. L'ample expérience politique et sociale qui se poursuit est de type autoritaire, non totalitaire. Depuis la retraite, pour raisons de santé, du président Ikeda (25 octobre 1964), cette politique reste à la charge du président Sato (9 novembre 1964) et du parti libéral.

III

Les civilisations européennes

Nous avons commencé notre étude par les civilisations non européennes : Islam, Afrique Noire, Chine, Inde, Japon, Corée, Indochine et Indonésie. Il y avait avantage à prendre une certaine distance vis-à-vis de l'Europe, à nous dépayser pour mieux nous persuader que l'Europe n'est pas, n'est plus au centre de l'univers. Europe et non-Europe : là se situe encore, cependant, la très grande opposition de toute explication sérieuse du monde.

Nous reviendrons maintenant à nous-mêmes, à l'Europe, à ses civilisations fines, brillantes, que nous considérerons avec plus de sérénité, ayant étudié les autres. Sous cette vaste étiquette seront placés non seulement l'Occident, la vieille Europe, mais aussi les nouvelles : les Europe d'Amérique qui en dérivent directement et cette multiple expérience européenne qu'est, quoi qu'on en dise et jusque dans son idéologie, l'expérience spectaculaire des Soviétiques.

Première partie

L'Europe

Au préalable, quelques notions seront rappelées utilement, aussi évidentes qu'elles puissent paraître :

1) *Que l'Europe est une péninsule asiatique*, « un petit cap d'Asie », d'où sa double vocation : a) sa liaison vers l'Est avec un espace continental de plus en plus abondant, liaison difficile jadis, transformée, hier, par le développement des voies ferrées, aujourd'hui par la circulation aérienne ; b) sa liaison, dans toutes les directions, avec *les sept mers du monde*. L'Europe, c'est, pour une part essentielle, des navires, des convois, des victoires sur l'immensité des eaux salées. Pierre le Grand ne s'y trompe pas qui, lors de son premier voyage en Europe, en 1697, va travailler sur les chantiers de constructions navales du village miraculeux de Saardam, près d'Amsterdam. Dès le xv^e siècle finissant, l'explosion de l'Europe occidentale sur les mers du monde, avec les Grandes Découvertes, consacre décisivement cette double vocation.

2) *Qu'il y a opposition entre Est et Ouest, entre Nord et Sud*, entre la Méditerranée chaude, le *Mare Internum*, la mer Intérieure du Sud et les « Méditerranée » froides du Nord : Manche, mer du Nord, Baltique. Ces différences, de toutes natures, portent sur les hommes, les nourritures, les appétits, voire sur l'ancienneté variable de la civilisation en place. Des « isthmes » de circulation privilégiée relient le Nord au Sud (isthme russe, isthme allemand, isthme français), de plus en plus courts à mesure que l'on se rapproche de cette Europe de l'Ouest, tellement amenuisée qu'elle évoquait, pour un géographe, l'extrémité d'un entonnoir, lequel s'ouvrirait largement vers l'Est.

3) *Que ces contrastes Est-Ouest ou Nord-Sud, autant qu'à la géographie, tiennent à des causes historiques.*

L'Ouest regarde vers Rome, l'Est vers Constantinople. Le geste immense de séparation aura été, au ix^e siècle de notre ère, le succès décisif des évangélisations de saint Méthode et de saint Cyrille qui ont, à l'avance, modelé l'avenir oriental, celui du monde orthodoxe.

Plus tard, une séparation se précisera, cette fois entre Nord et Sud, avec la naissance du protestantisme qui, assez curieusement, « déchirera » la Chrétienté à peu près selon la ligne même de l'ancien *limes* romain.

Chapitre I

Espace et libertés

Le destin de l'Europe a été commandé, de bout en bout, par le développement obstiné de libertés particulières, de *franchises*, qui sont autant de privilèges réservés à certains *groupes* : les uns étroits, les autres larges. Ces libertés s'opposent souvent, s'excluent même les unes les autres.

Bien entendu, il n'a pu être question de ces libertés que lorsque l'Europe occidentale a été constituée en tant qu'espace homogène, en tant que maison à l'abri. Pas de maison défendue, alors évidemment pas de libertés possibles. Les deux problèmes n'en font qu'un.

L'espace européen se définit : v^e-XIII^e siècles

Les deux cartes qui accompagnent nos explications permettent de presser le pas et d'éviter la fastidieuse énumération d'accidents et de catastrophes au cours desquels s'est peu à peu construite en un tout cohérent, du moins assez cohérent, l'extrémité occidentale de la péninsule européenne.

• L'espace européen s'est délimité au cours d'une série de guerres et d'invasions.

Tout commence avec la cassure en deux de l'Empire romain, cassure que consacre, mais ne crée pas, le partage de Théodose, en 395.

Depuis toujours, ou presque, il y a eu un Orient méditerranéen peuplé, riche d'une très vieille civilisation, animé par de nombreuses industries et, dès le principe même de la conquête romaine, un Occident, si l'on veut un Far West, fruste sinon inculte, où Rome, en

créant des villes, a parfois mis en place une civilisation, la sienne ou l'image déformée de la sienne.

Le partage accompli (395), la *pars Occidentis* va connaître une série de cataclysmes sur les trois frontières qui l'enveloppent : au nord-est, le long du Rhin et du Danube ; au sud, en Méditerranée ; sur ses longues frontières « océaniques », longtemps tranquilles, du Danemark à Gibraltar. Ces dangers, les réactions qu'ils entraînent auront délimité, créé l'espace européen.

1) *Au nord-est*, le double *limes* du Rhin et du Danube n'a pas résisté aux pressions des Barbares, en fuite devant les Huns : en 405, la grande poussée dite de Radagaise atteint l'Italie et s'achevait en pleine Toscane. Quelques instants plus tard, le 31 décembre 406, une masse de peuples barbares passait le Rhin gelé, près de Mayence, et submergeait les provinces gauloises.

La porte enfoncée ne sera refermée qu'après l'échec des Huns aux Champs Catalauniques, en 451. Ensuite, la remise en place fut relativement rapide. La Gaule mérovingienne reconstitua la frontière du Rhin, bientôt largement déplacée vers l'est ; les Carolingiens la maintinrent loin du fleuve, soumettant à leur autorité la Germanie entière, poussant même jusqu'à la « Hongrie » des Avars. La conversion au christianisme, que domine le grand nom de saint Boniface, consolide cette énorme avancée vers l'est. L'Occident réussit ainsi, là où avait échoué la prudence d'Auguste et de Tibère.

Face à l'Est asiatique, la Germanie, dès lors, protège le monde occidental. Son mérite sera d'arrêter les cavaliers hongrois à Mersebourg (933), puis de les écraser à Augsbourg (955). Le Saint Empire romain germanique en tirera sa raison d'être lorsqu'en 962, il se substituera à l'Empire carolingien (établi par Charlemagne, à la Noël de l'an 800).

La frontière de l'est, qui n'est plus menacée, bourgeoine alors, gagne encore vers l'est avec la naissance d'États chrétiens (Pologne, Hongrie, Bohême), avec la poussée de la colonisation germanique (x^e-xiii^e siècles). Et de ce côté, tout sera à peu près paisible jusqu'à l'immense poussée mongole (vers 1240), miraculeusement stoppée aux abords de la Pologne et de l'Adriatique. Seule, la Russie kiévienne en aura été la victime.

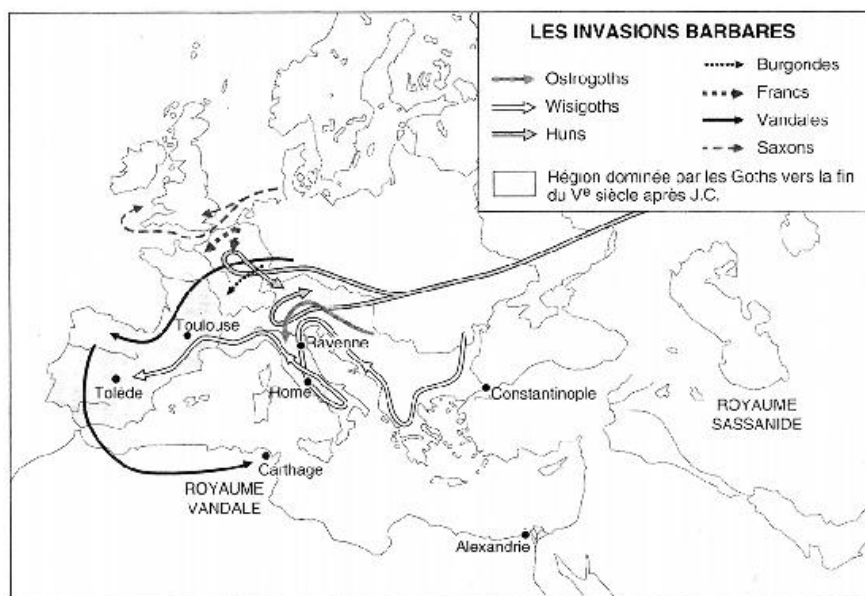
2) *Vers le sud*, une dangereuse frontière se précise dès les premiers succès de la conquête musulmane, d'autant qu'il y eut, en Méditerranée, « trahisons » successives de l'Afrique du Nord, chrétienne jusque-là, de la compacte péninsule espagnole, puis de la Sicile. La Méditerranée devient, à l'ouest, un « lac musulman ». La première réaction efficace sera la création d'une cavalerie lourde, qui triomphera avec Charles Martel, à Poitiers (732). Cette victoire entraînera la fortune immense, mais brève, des Carolingiens, dont les

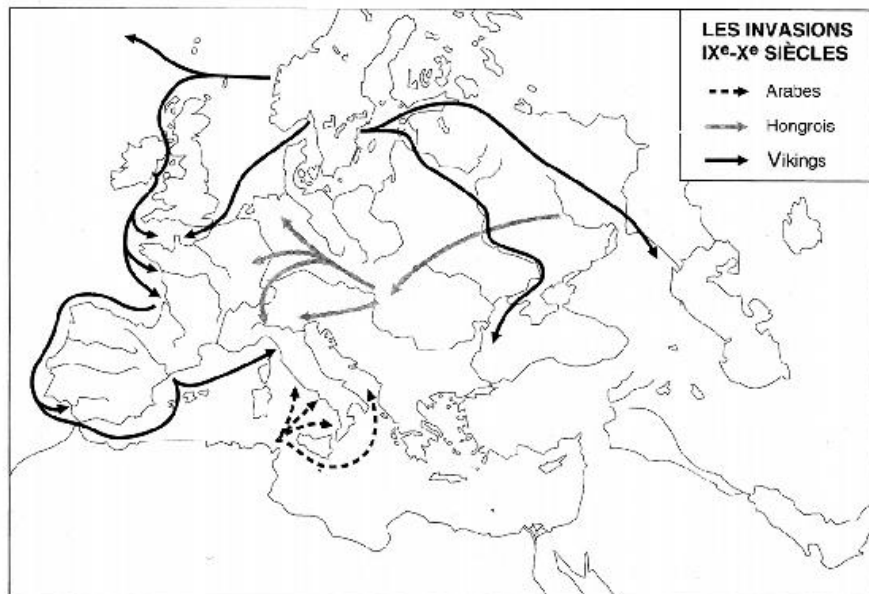
effets se firent sentir au-delà du Rhin, jusqu'en Saxe et en Hongrie.

Mais contre l'Islam, voisin supérieur, la Chrétienté devra engager un combat difficile, dramatique, et inventer son idée-force de guerre sainte, la *croisade*. Ces luttes seront interminables : la Première Croisade – évidemment pas le premier combat contre l'Islam, mais le premier qui soit collectif, conscient, éclatant – est de 1095 ; la dernière, qui ne marque pas davantage la fin de la lutte, est l'expédition de Saint Louis en Tunisie, en 1270.

Quand la reprise par les Égyptiens de Saint-Jean-d'Acre, en 1291, aura stoppé ces grandes aventures orientales, l'appel de la croisade restera, en Occident, le tourment des esprits et des cœurs, avec des résurgences inattendues, au ^{xv}^e, au ^{xvi}^e siècle... Au ^{xvii}^e encore, il y eut les « solitaires de la croisade », comme les appelle un historien, Alphonse Dupront, qui a suivi jusqu'au ^{xix}^e siècle cette mystique obsédante, reconnaissable jusque dans les aventures coloniales d'hier.

Les croisades, entre 1095 et 1291, ont-elles coûté à l'Occident peu peuplé alors (à peine 50 millions d'êtres) les 4 ou 5 millions d'hommes que supputent des calculs statistiques récents et très hasardeux ? Nul ne saurait le dire. En tout cas, elles ont été le drame de l'Europe naissante, son premier triomphe, double au moins : la reconquête précaire et provisoire du Saint-Sépulcre et celle, définitive, de la Méditerranée charrieuse de richesses. Elles ont achevé de fixer l'espace occidental sur ses marges méridionales, longtemps les plus importantes de toutes, jusqu'aux Grandes Découvertes maritimes des ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles.





15. Les grandes invasions II.

3) Face à l'ouest et au nord-ouest, et jusqu'en Méditerranée, l'Europe, dont la vocation maritime fut tardive (sauf dans les Pays-Bas, en Irlande, en Italie), l'Europe sera surprise aux VIII^e, IX^e et X^e siècles par les invasions normandes – surprise et impuissante, d'autant plus tourmentée par elles. De ces invasions elle tirera, finalement, à long terme, des avantages.

Il ne s'agit pas de plaider en faveur de ces pirates impitoyables. Ils rançonnèrent rudement l'Europe. Cependant, comment ne pas admirer d'admirables exploits : leurs randonnées à travers l'épaisseur entière de la plate-forme russe, leur découverte de l'Amérique aussitôt perdue que saisie parce que, comme l'a écrit Henri Pirenne, « l'Europe n'en avait pas encore besoin » ? Les historiens économistes sont plus indulgents encore à l'égard des Vikings : ils soutiennent que leurs pillages de trésors (surtout ecclésiastiques) remirent en circulation une partie des métaux précieux immobilisés et comme endormis, lors du repli économique de l'Occident qui suivit la chute de Rome. Les Vikings auraient été, par leurs vols mêmes, des pourvoyeurs de monnaie, cette monnaie qui relança l'économie occidentale.

• Pour comprendre la première civilisation européenne, il faut récapituler ces catastrophes, imaginer les « nuits » atroces des IX^e et X^e siècles et la pauvreté première d'une Europe qui a dû lutter chaque jour pour survivre.

En fait, privée de larges débouchés, réduite à une économie de subsistance, « citadelle assiégée ou pour mieux dire envahie » (Marc Bloch), cette misérable Europe ne peut supporter alors le poids de vastes États. À peine édifiés, ceux-ci s'effondrent, ou se détériorent. L'Empire de Charlemagne vite construit s'écroule peu de temps après la mort du grand empereur (814). Le Saint Empire germanique ne sera assez tôt qu'une vaste maison délabrée. Alors l'Europe occidentale se fractionne en multiples et minuscules seigneuries. Le régime féodal (féodal, de fief, *feodum*) maintient des unités plus théoriques que réelles à l'intérieur des divers royaumes d'Occident, les uns se modernisant, mais très lentement, tel le royaume de France, les autres restant au contraire « très archaïsants », comme le *Reich*.

Cependant, ce monde tourmenté, maltraité du dedans, bousculé du dehors, est déjà une civilisation, d'une homogénéité évidente. Au-delà de sa diversité, il faut parler d'une « civilisation féodale » (Lucien Febvre) à laquelle se posent, où que nous la considérons, les mêmes grands problèmes, dans des conditions, et avec des solutions souvent analogues. Cette civilisation est née de multiples mélanges ethniques, économiques, de luttes répétées, de croyances communes, et surtout, « des troubles mêmes » auxquels elle s'est efforcée de porter remède.

• *La féodalité construit l'Europe.*

Cette Europe arrive, entre ^x^e et ^{xii}^e siècles, à sa première jeunesse, à sa première vigueur, sous le signe d'une féodalité vivace, c'est-à-dire d'un ordre politique, social et économique particulier, puissamment original, d'une civilisation qui en est déjà à sa seconde ou troisième fermentation.

Mais comment définir cette civilisation multicolore ?

Pas de féodalité, en Europe ou ailleurs, sans la décomposition préalable d'un vaste corps politique. Dans le cas présent, ce corps politique, c'est le vaste Empire carolingien, cette première « Europe » dont le nom même s'est affirmé alors (*Europa, vel regnum Caroli*), pour disparaître avec le grand empereur qu'un poète de sa Cour saluait comme le *pater Europae*.

De ce désastre, la féodalité fut la conséquence naturelle. Tel officier français, lors de la débâcle de juin 1940, rêvait que chaque unité à la base pût recouvrer par miracle, un instant, son autonomie, le droit d'agir à sa guise, sans respecter les ordres généraux qui la liaient à un commandement de moins en moins efficace et qui, sans le vouloir, poussait chaque groupe vers le reflux de la défaite. Le régime féodal est né d'une réaction analogue si l'on veut, avec, entre autres, cette différence essentielle assurément qu'il n'est pas né d'un désastre rapide comme celui de 1940. Il lui a fallu plusieurs siècles pour

s'établir. Sa nature est pourtant bien d'être, à la fois, une réaction de *défense* et une réaction *locale*. Le château fort sur sa *motte*, avec près de lui, le ou les villages qu'il protège, ce n'est pas un système gratuit, ou un luxe, mais un outil de défense.

Cependant, la féodalité, c'est autre chose encore : une société fondée sur les relations d'homme à homme, sur une chaîne de dépendances ; une économie où la terre n'est pas le seul mais le plus fréquent moyen de payer des services. Le seigneur a reçu du roi, son suzerain, ou d'un seigneur de plus haut rang que lui, un fief (*feodum*), une seigneurie, à charge de lui fournir une série de services dont *l'aide aux quatre cas* : 1. il faut payer pour la rançon du seigneur ; 2. lors de l'adoubement (entrée en chevalerie) du fils aîné ; 3. lors du mariage de la fille aînée ; 4. quand le seigneur part pour la croisade. Le seigneur a cédé, à son tour, des morceaux ou éléments de sa seigneurie à d'autres seigneurs plus modestes ou bien à des paysans. Il a remis à ces derniers une terre (tenure, censive, tènement, dit-on encore) que chaque paysan mettra en culture contre paiement d'une redevance en argent (le cens), une quote-part de ses récoltes (dîme ou champart), des prestations en travail (corvée). En revanche, au seigneur de les défendre et de les protéger.

À cette pyramide sociale, avec ses obligations, ses règles, ses fidélités, à cette mobilisation de forces, l'Occident a dû de survivre, de sauvegarder le vieil héritage chrétien et romain auquel il va mêler idées, vertus et idéologies du régime seigneurial (sa civilisation propre).

Pratiquement, l'Europe qui alors a oublié son nom même d'Europe, se constitue comme un monde cloisonné, où seule compte la petite région, l'étroite patrie.

Assurément, il y aura eu de très gros avantages, en ces débuts de la vie européenne, à ce que chaque région ait eu, ainsi, le loisir de pousser à sa guise, comme une plante libre. Du coup, chacune s'est constituée en entité, en *robuste* personne, en unité *consciente*, prête à défendre son territoire, son indépendance.

L'intéressant, c'est que s'établit malgré tout, malgré le cloisonnement politique, une convergence évidente de civilisation, de culture. Le voyageur sur le chemin de tel pèlerinage (celui de Saint-Jacques-de-Compostelle par exemple) ou en déplacement d'affaires, se sent chez lui, aussi bien à Lubeck qu'à Paris, à Londres qu'à Bruges, à Cologne qu'à Burgos, Milan ou Venise. Les valeurs morales, religieuses, culturelles, les règles de la guerre, de l'amour, de la vie, de la mort sont partout les mêmes, d'un fief à l'autre, quels que soient leurs querelles, leurs révoltes ou leurs conflits. C'est pourquoi il y a vraiment une Chrétienté *une* (Marc Bloch) et ce qu'on peut appeler une *civilisation de la chevalerie*, du troubadour et du trouvère, de

l'amour courtois.

Les croisades disent cette unité, puisqu'elles s'affirment comme des mouvements d'ensemble, des aventures, des passions collectives, communes à ces innombrables petites patries.

La liberté ou, mieux, les libertés : XI^e-XVIII^e siècles

Supposons que, du V^e siècle à l'époque actuelle, ou mieux au XVIII^e siècle, il soit loisible de saisir la masse entière de nos connaissances sur l'histoire européenne, puis qu'on l'enregistre (si un tel enregistrement peut se concevoir) dans une mémoire électronique et que nous ayons, enfin, la curiosité de demander à cette mémoire polyvalente le problème qui surgit le plus fréquemment, à la fois dans le temps et dans l'espace, à travers cette histoire interminable. À coup sûr, ce problème est celui de *la*, ou mieux *des* libertés européennes. *Le mot de liberté est le mot clef.*

En tout cas, que le monde occidental, dans sa lutte idéologique, aujourd'hui, ait choisi pour lui-même, avec des intentions qu'on ne saurait dire entièrement pures, l'appellation de « monde libre », s'avère de bonne, d'excellente guerre, à la lumière de l'histoire européenne, prise dans son mouvement multi-séculaire.

• *Par liberté, c'est toutes les formes de liberté qu'il faut entendre, y compris les abusives.*

Ces libertés, en fait, ne cessent de se menacer les unes les autres. Telle d'entre elles limite, supprime telle autre, qui succombera à son tour devant un nouvel adversaire. Cette succession jamais pacifique a été l'un des secrets des progrès de l'Europe.

Encore faut-il préciser ce que l'on entend par « liberté ». Non pas tellement la liberté individuelle, habituelle mesure du « monde libre » d'aujourd'hui, que la liberté des groupes. Il est significatif que le Moyen Âge parle beaucoup plus de *libertates* que de *libertas*. Mis ainsi au pluriel, le mot ne se distingue guère de *privilegia*, ou *jura*. Les libertés, au vrai, ce sont des ensembles de *franchises*, de privilèges, à l'abri desquels telle ou telle collectivité de personnes et d'intérêts se met à l'abri, puis, forte de cette protection, fonce sur les autres et souvent sans vergogne.

Ces libertés collectives, lentes à s'établir dans leur plénitude, sont lentes aussi, plus tard, à être ramenées à de justes limites, ou à être brisées. Elles ont, en général, la vie dure.

• *La libération des paysans sera parmi les premières à s'esquisser, la dernière assurément à s'accomplir – on peut même soutenir qu'elle n'est pas encore achevée aujourd'hui.*

Il n'y a de liberté, à nos yeux, que si, entre le paysan et la terre, ne s'interpose plus aucune propriété étrangère, seigneuriale, citadine ou capitaliste ; que si aucune servitude ne pèse sur la personne du paysan ; enfin, que si l'activité de ce dernier est assez productive pour assurer sa nourriture, en lui laissant un surplus et que ce surplus, au cas où il gagne le marché voisin, ne fasse pas la seule fortune de l'intermédiaire, qu'il permette au paysan d'acheter, au moins, le nécessaire.

Voilà bien des conditions. Si l'on peut dire que le paysan européen a eu, au cours du passé, des avantages et même certaines libertés, ce n'est que relativement à d'autres paysans, assurément beaucoup plus assujettis que lui. En gros, chaque élan économique lui aura été bénéfique.

Ainsi lors du réveil économique de l'Europe, à partir du x^e siècle au plus tôt. À cette époque, la production agricole s'accroît partout, aussi bien dans les pays « neufs » du Nord où se propage, à partir des terres germaniques et de la Pologne, l'assolement triennal que dans les régions du Sud (Italie, France méridionale), où l'assolement biennal (céréales, jachère) demeure la règle.

Cette montée de la production est liée à la montée démographique et à la poussée des villes. Cette dernière a été une condition essentielle, mais en a reçu, à son tour, le contrecoup bénéfique.

Dès le x^e siècle, et tant que dure la montée économique, le sort du paysan, jusque-là attaché à la glèbe comme serf, se modifie à vive allure. « Après avoir appartenu à l'homme d'épée, puis, en concurrence avec lui, à l'homme d'Église, le guéret tombe aux mains de l'homme de la charrue... (Il y eut) abandon de la terre à tous les laboureurs qui voulurent en prendre, moyennant un très faible intérêt annuel à payer aux anciens propriétaires. » Cette *prise à cens* s'opérait « en un temps où la terre était abondante et l'homme rare, par conséquent où le travail humain était plus recherché que la terre » (d'Avenel). Nul doute que pour de vastes régions (non pas toutes), une certaine libération paysanne ne se soit alors affirmée. « Nous étions libres, aimait à dire l'historien Henri Pirenne, songeant aux paysans d'Occident, dès le xii^e siècle. »

Cette libération n'est cependant ni complète, ni générale, ni surtout définitive. Qu'un certain équilibre existe – fort répandu, il est vrai –, que cet équilibre laisse *en fait* la terre au paysan, que celui-ci soit

maître, voire « seigneur en sa maison », qu'il puisse céder ou vendre sa terre, il est vrai encore. Enfin que la redevance *en argent* se soit fixée assez tôt, voilà qui avantagera le paysan à long terme, car la monnaie avec les siècles ne cessera de se dévaluer et les redevances en argent, fixées une fois pour toutes, deviendront parfois, à la longue, dérisoires.

Cependant, il ne s'agit pas là d'avantages bien établis en droit. Le seigneur continue à posséder sur la terre un droit supérieur qui, selon les circonstances et les lieux, est toujours capable de recouvrer sa puissance oppressive. L'histoire des soulèvements paysans en est la preuve : les jacqueries en France (1358), la révolte des travailleurs et paysans anglais (1381), l'immense et brusque soulèvement des paysans allemands (1524-1525), ou, en France à nouveau, ces troubles paysans en chaîne de la première moitié du *xvii^e* siècle. Chaque fois, ces soulèvements, ces « grèves générales » ont été maîtrisés. Seule leur menace toujours présente aura aidé les paysans à sauvegarder une partie des libertés et avantages qu'ils avaient acquis.

Ceux-ci leur sont en effet contestés à nouveau à travers toute l'Europe, avec *la poussée économique et capitaliste du monde moderne. Dès le *xvi^e* siècle, plus encore avec le *xvii^e*, le capitalisme qui, avec la régression économique, ne trouve plus facilement à s'employer ailleurs, reflue vers la terre.* Faisant tache d'huile, une vaste réaction « seigneuriale », bourgeoise autant que seigneuriale, se met en place autour des villes, grandes et petites, déborde sur les campagnes proches. Des propriétés de type nouveau (*fermes, granges, métairies*, les mots variant selon les régions et n'ayant pas toujours leur sens actuel) se constituent en domaines, de préférence d'un seul tenant, au détriment, avant tout, de la terre paysanne. Un véritable esprit capitaliste anime généralement ces propriétaires préoccupés de rendement, de profit. Prêteurs, c'est auprès d'eux que s'endettent les paysans, au point qu'un beau jour leur terre est saisie ou que pèse sur elle, au bénéfice du riche, une de ces innombrables *rentes* constituées dont les contrats encombrant les registres notariaux. Tout alors (même les contrats de fermage stipulés souvent en nature, en blé, non pas toujours en argent) défavorise le paysan.

*Nette dans toute l'Europe, cette réaction est particulièrement tragique dans l'Europe centrale et orientale, en Allemagne au-delà de l'Elbe (l'Ostelbien), en Pologne, Bohême, Autriche, voire dans les Balkans et en Moscovie. Avec le *xvi^e* siècle finissant, se met partout en place dans ces régions (certaines « encore sauvages ») ce que les historiens appellent, de plus en plus, le *second servage*. Le paysan est repris dans les mailles d'un régime seigneurial, pire que celui de jadis. Le seigneur est chef d'exploitation, entrepreneur, marchand de blé. Pour répondre à la demande grandissante de céréales, il contraint ses paysans à*

multiplier les corvées (cinq jours par semaine en Bohême où le paysan ne cultive sa terre que le samedi, tandis qu'en Slovénie, les corvées, limitées à dix *jours* par an au *xv^e* siècle, couvrent six *mois* de l'année à la fin du *xvi^e*) pour mettre en culture la terre qu'il possède directement (le domaine proche ou la réserve). Ce régime qui durera dans l'Est *jusqu'au xix^e siècle*, est sans doute largement responsable des retards supplémentaires que prendront ces régions, par rapport à celles de l'Ouest.

En Occident, en effet, sous un régime libéral par comparaison, un reflux favorable aux paysans s'était amorcé dès le *xviii^e* siècle – en France, dès le système de Law qui aura tout précipité (même l'ivrognerie rurale). La Révolution française achève cette évolution, en libérant d'un seul coup la terre paysanne des droits féodaux qui pesaient sur elle, exemple qui se propagera au cours des guerres révolutionnaires et napoléoniennes.

• *Les libertés urbaines.*

Les villes sont des moteurs toujours en mouvement. Du premier essor de l'Europe, elles ont été seules à prendre la charge. Elles en ont retiré le bénéfice de leurs « libertés ».

La longue régression de l'Occident avait abouti, avec le *x^e* siècle, à une régression effrayante des villes : à peine existaient-elles encore.

Quand le flux économique change de sens avec la montée matérielle du *xi^e* au *xiii^e* siècle, il inaugure *une vive renaissance urbaine*. Tout se passe comme si, à l'occasion de cette remise en marche, les villes prospéraient plus vite que les lourds États territoriaux. Ceux-ci ne commenceront guère à émerger avec leurs caractères *modernes*, ou déjà modernes, qu'avec le *xv^e* siècle, au plus tôt. Les villes, elles, font éclater les cadres des États féodaux où elles se mettent à pousser, dès les *xi^e*-*xii^e* siècles. Modernes, en avance sur leur temps, elles annoncent l'avenir. Elles sont déjà cet avenir.

Évidemment, elles ne sont pas toujours, et d'entrée de jeu, strictement indépendantes. Cependant de grandes cités libres s'affirment tôt en Italie, le pays le plus avancé, alors, de tout l'Occident. De même aux Pays-Bas, « cette seconde Italie ». Venise, Gênes, Florence, Milan, Gand, Bruges sont déjà des villes « modernes », à l'époque où la royauté de Saint Louis est typiquement « médiévale ».

Derrière ces villes que gouvernent des ducs, des doges ou des consuls, d'innombrables villes de moindre rang obtiennent non sans luttes (en vertu de leurs *chartes*) de s'administrer elles-mêmes, de veiller à leurs finances, à leur justice, aux terres qu'elles possèdent.

En général, la pleine liberté est la récompense d'une prospérité

matérielle qui, seule, permet à quelques villes le luxe d'assurer, en même temps que leur vie économique, leur défense extérieure. Ce sont les villes-États. Quelques-unes seulement ont atteint cette hauteur, mais toutes puisent dans le commerce et l'activité des corps de métiers le principe d'une certaine indépendance, d'un droit à des libertés particulières.

Ces métiers travaillent à la fois pour le marché local et pour le *commerce lointain*. Il est hors de doute que l'*économie urbaine* n'a pu prospérer, comme elle le fit, que parce qu'elle a largement débordé l'économie locale. Au ^{xv}^e siècle, la ville de Lubeck, la plus importante de la vaste association commerciale que l'on appelle la Hanse, ensemble de villes marchandes disséminées depuis la Baltique jusqu'au Rhin, a des rapports avec l'ensemble du monde alors connu. On peut en dire autant de Venise, ou de Gênes, ou de Florence, ou de Barcelone.

En ces centres privilégiés, *un premier capitalisme triomphe avec le « commerce au loin »*. C'est le début du règne des *marchands-entrepreneurs* qui fournissent matières premières et travail et assurent la vente des produits industriels, les maîtres des métiers devenant de plus en plus des salariés, ainsi que leurs « compagnons », dans ce *Verlagsystem* (ce mot intraduisible des historiens allemands qui désigne en gros le *travail à façon*). Les marchands sont les grands personnages du *popolo grasso*. Le menu peuple, le peuple « maigre », se révoltera souvent assez vainement. À Gand, par exemple, ou bien à Florence, où la révolution violente des *Ciompi* éclate en 1381...

En fait, ces luttes internes (ces *taquebans*, dit Beaumanoir parlant des artisans des Flandres qui font véritablement ce que nous appelons aujourd'hui des grèves pour obtenir la hausse de leurs salaires) disent les tensions sociales, déjà luttes de classes, dans ces villes industrielles. D'autant que, progressivement, l'opposition va aussi se marquer entre maîtres des métiers et compagnons. Ceux-ci tenus à l'écart par la difficulté des coûteux « chefs-d'œuvre » qui, seuls, permettraient leur promotion, ont leurs groupements, leurs associations, leurs « loges », d'une ville à l'autre, et leurs vagabondages... Ils ont été le premier prolétariat ouvrier.

Toutefois, ce prolétaire, *s'il est « citoyen »*, et du seul fait qu'il l'est, est encore un privilégié, au moins tant que durera la grande époque des villes indépendantes ou semi-indépendantes.

Y a-t-il eu, comme le pense Max Weber, une *typologie* particulière aux villes du Moyen Âge européen, ces « villes fermées », comme il les définit ?

Il est vrai qu'elles sont exclusives et refusent d'avoir quelque considération que ce soit pour qui se trouve au-delà de leurs murs.

Rien n'existe au-dessus d'elles qui ressemble au despotisme efficace du mandarin chinois, représentant de l'État. Les campagnes proches qui les entourent leur sont souvent assujetties : le paysan, jamais citoyen, est tenu de vendre exclusivement son grain aux halles de la ville et, fréquemment, il lui est interdit d'avoir, chez lui, des métiers. À moins qu'au contraire la ville n'ait besoin de ses services en ce domaine. Ce régime est bien différent, assurément, de celui de la cité antique, politiquement *ouverte* sur son « plat pays » : le paysan athénien, à l'époque classique, est citoyen au même titre que l'habitant de la ville.

Nul étonnement donc si les droits de citoyenneté ne sont accordés que parcimonieusement, sauf quand il y a, pour la ville, extrême urgence à augmenter sa population. Ainsi, en 1345, au lendemain de la Peste Noire, Venise accepte à l'avance comme nouveaux citoyens tous ceux qui voudraient bien s'installer chez elle... D'ordinaire la « Seigneurie » est moins généreuse. Elle connaît deux types de citoyenneté, l'une dite *de intus* qui ne crée qu'un *citadino* de seconde zone ; l'autre, la citoyenneté pleine, dite *de intus et de extra*, jalousement surveillée par une aristocratie attentive à sauvegarder ses privilèges. Il faut quinze ans de résidence à Venise pour avoir droit à la citoyenneté *de intus*, vingt ans pour l'autre. Encore distingue-t-on, à l'occasion, entre « vieux » et nouveaux citoyens. Un décret de 1386 précise que seuls les « vieux » Vénitiens auront le droit de négocier avec les marchands allemands installés à Venise.

La ville égoïste, vigilante, féroce, est, face au monde, prête à défendre ses libertés, souvent avec un très grand courage, le cas échéant sans nul souci des libertés d'autrui. Les luttes urbaines, atroces, préfigurent les luttes nationales des siècles à venir.

La liberté des villes, cependant, sera bientôt menacée quand les États modernes, plus lents qu'elles dans leur croissance, grandiront avec le xv^e siècle.

Souvent alors les villes seront mises au pas par l'État, distributeur, selon les cas, de sanctions ou de privilèges. D'où certaines crises graves : les *comunidades* de Castille, en 1521 ; la réduction de Gand par Charles Quint, en 1540... Et bien des compromis inévitables. Car la monarchie moderne n'a été possible que grâce à la collaboration des villes. Il faudra que celles-ci se soumettent, renoncent à certains de leurs privilèges, pour sauvegarder les autres. En compensation de l'abandon de leurs libertés, le champ neuf de l'État moderne leur sera ouvert : de plus vastes trafics, des emprunts profitables, et aussi, en certains pays, en France particulièrement, l'achat de charges publiques (vénalité des charges). Une *économie territoriale* s'affirme, se substitue à l'économie urbaine, stade précédent. Mais l'économie territoriale reste à direction urbaine. Les villes continuent, à côté de l'État, à mener le jeu.

• *L'heure des États dits territoriaux (en fait les États modernes) sonne tard.*

La royauté ancienne, fondée sur les liens du sang, sur les relations de suzerain à vassal, a mis longtemps à disparaître, ou du moins à se transformer.

Le tournant est pris au ^{xv}^e siècle, et d'abord presque exclusivement là où la révolution urbaine ne s'était pas produite avec intensité. Ni l'Italie, ni les Pays-Bas, ni même l'Allemagne, qui aura connu tant de villes libres, actives et riches, ne seront le terrain d'élection du nouveau type de gouvernement. La monarchie moderne se développe, avant tout, en Espagne, en France, en Angleterre, avec des souverains d'un type nouveau, Jean II d'Aragon (le père de Ferdinand le Catholique), Louis XI, Henri VII de Lancastre.

Au service des États territoriaux interviennent des « fonctionnaires », disons, pour ne pas être anachronique, des « officiers », tous serviteurs de l'État, ainsi ces « légistes », formés par l'étude du droit romain, les grands commis, les « ministres »...

En faveur des États joue aussi la vénération des masses populaires qui voient dans le monarque un protecteur naturel contre l'Église et les nobles. En France, jusqu'au ^{xviii}^e siècle, la monarchie a pu compter sur la dévotion populaire, sur « une religion d'amour » (Michelet).

Cet État moderne naît des nécessités nouvelles et impérieuses de la guerre : l'artillerie, les flottes de combat, les effectifs en hausse en rendent la conduite de plus en plus onéreuse. La guerre, mère de toutes choses, *bellum omnium mater*, a fabriqué aussi la modernité.

L'État moderne ne reconnaît bientôt plus aucune supériorité, ni celle de l'empereur du Saint Empire germanique, dont les princes de l'Empire eux-mêmes ne tiennent plus grand compte ; ni celle de la papauté, jadis immense autorité morale et politique. Chaque État se veut seul, sans contrôle, *libre* : la *raison d'État* (l'expression apparaît, la première fois, dans le texte de la harangue du cardinal della Casa à Charles Quint, à propos de l'ignoble petit fait divers – 1552 – de la prise de Mantoue) devient *l'ultima ratio*. Elle se présente comme un trait révélateur de cette évolution qui fait passer les formes politiques occidentales de la *royauté* traditionnelle, paternaliste et mystique, à la *monarchie* moderne des juristes.

Très tôt quelques esprits auront annoncé cet avènement des États, « *superiorem non recognoscentes* », selon la formule du juriste Bartolo de Sassoferrato (^{xiv}^e siècle). Mais ils devançaient l'actualité politique.

En France, la théorie de la souveraineté sans partage de l'État sera défendue par Jean Bodin dans son *Traité de la république*, en 1577 seulement (par république entendez, au sens latin, la chose publique). L'État souverain est au-dessus des lois civiles, soumis aux seules lois

naturelles et divines : il n'y a rien, au royaume des hommes, au-dessus de lui. « Et tout aussi que le pape ne se lie jamais les mains, comme disent les canonistes : aussi le prince souverain ne se peut lier les mains, quand ores il voudroit. Aussi voyons-nous, à la fin des édits et ordonnances, ces mots : Car tel est nostre plaisir, pour faire entendre que les loix du prince souverain ores qu'elles fussent fondées en bonnes et vives raisons, néanmoins qu'elles ne dépendent que de sa pure et franche volonté. »

Cette volonté du souverain envahit l'État. « Das Ich wird der Staat », le Moi devient l'État, écrit un historien allemand. C'est la formule célèbre : « L'État, c'est moi », prêtée en général à Louis XIV, attribuée au moins une fois à Élisabeth d'Angleterre. Que les souverains espagnols bien qu'ils s'appellent *Rois Catholiques*, ou les Français qui sont les *Rois Très Chrétiens* défendent à l'occasion, contre la papauté, les libertés de l'Église gallicane, ou les intérêts temporels et spirituels des royaumes d'Espagne, ce sont là signes des temps nouveaux, car s'il y a eu des précédents à de telles actions celles-ci deviennent dès lors systématiques, naturelles. Elles vont de soi.

Au fur et à mesure que l'État moderne imposera son emprise, la civilisation européenne, jusque-là fruit urbain, mûri dans de multiples et petites cités privilégiées et originales, va devenir « *territoriale* », *nationale*. Le *Siècle d'Or* espagnol (ses limites larges : 1492-1660), le *Grand Siècle* français s'étendent chacun à un État entier.

Au cœur de ces civilisations élargies s'affirme le rôle des *capitales*, soutenues par la présence même et les dépenses de l'État, promues ainsi à une catégorie encore inédite, celle de super-villes. Paris, Madrid affirment leur immense réputation. Londres devient l'Angleterre. Le poids et la vie de l'État entier commencent à tourner autour de ces monstres urbains, dès lors sans rivaux, outils de luxe, machines à fabriquer la civilisation et aussi la misère des hommes.

On devine l'immense mouvement d'hommes, de capitaux, de richesses que les grands États ont déterminé et, du coup, le vaste déplacement qui s'opère dans la géographie des libertés, celles-ci brisées, au mieux tolérées, celles-là favorisées ou construites de toutes pièces. Des villes à privilèges sont instaurées, Marseille à qui en fait sera donné le commerce du Levant ; Lorient qui, créé en 1666, aura bientôt le monopole du commerce des Indes, petit privilège à côté de celui, énorme, de Séville qui avait obtenu en 1503 (et perdu en 1685, au bénéfice de Cadix) le commerce exclusif de l'Amérique, les « Indes de Castille ».

Il y a aussi des libertés qu'on arrache à l'État qui ne saurait tout faire, ou tout retenir : ainsi, en France, l'État absolutiste, de la mort de Colbert (1683) à la Révolution, perd progressivement de son efficacité et la bourgeoisie qui achète des « offices » se saisit d'une part

considérable de l'autorité politique. C'est contre le roi que se dressent des libertés provinciales. Les privilèges sociaux (clergé, noblesse et tiers-état) sont comme incrustés dans la structure de l'État français qui n'arrive pas à s'en débarrasser, et ratera à cause d'eux les réformes « éclairées » du XVIII^e siècle.

Même les pays qui, alors, accèdent à la liberté politique ne font que mettre entre les mains d'un groupe puissant de privilégiés les responsabilités de l'État : c'est le cas des Provinces-Unies et de leur bourgeoisie d'affaires ; le cas de l'Angleterre, au lendemain de la Révolution de 1688. Son Parlement représente une double aristocratie, *whig* et *tory*, bourgeoisie et noblesse, certes pas l'ensemble du pays.

• *Au milieu de ces entassements de « libertés » privilégiées, que peut devenir la liberté individuelle ?*

La question n'a aucun sens si l'on entend *liberté de l'individu* dans son sens actuel : liberté de tout homme en tant qu'homme, du seul fait qu'il est homme. Il faudra longtemps pour que le concept même de cette liberté-là se définisse. Du moins, peut-on se demander si la liberté de l'individu, *en fait*, est, ou non, en progrès. Sur ce point, la réponse ne peut être que contradictoire et pessimiste.

Le mouvement intellectuel de la Renaissance, celui même de la Réforme (dans la mesure où il pose le *principe* d'une liberté d'interprétation individuelle de la révélation) ont dégagé les bases d'une liberté de conscience. La Renaissance et l'humanisme affirment le respect, la grandeur de l'homme en tant qu'individu, ils exaltent son intelligence, son pouvoir personnels. La *virtù*, ce n'est pas, au *Quattrocento*, la vertu, mais la gloire, l'efficacité, la puissance. Intellectuellement, l'idéal, c'est l'*uomo universale* d'Alberti. Au XVII^e siècle, avec Descartes, tout le système philosophique part du *Cogito*, de l'*individu* pensant.

Cette importance philosophique accordée à l'individu coïncide avec un *éclatement des valeurs traditionnelles*. Ainsi le veut, chaque jour davantage, la mise en place, aux XVI^e et XVII^e siècles, d'une *économie de marché* efficace qu'accélérent l'arrivée des métaux précieux d'Amérique et l'extension des instruments de crédit. L'argent bouscule, infléchit les anciennes réglementations des groupes économiques et sociaux (corps de métiers, communautés urbaines, corps de marchands, etc.) ; elles perdent, en même temps qu'une partie de leur utilité, leur ancienne rigidité. L'individu retrouve ainsi, sur le plan de la vie quotidienne, une certaine liberté de choix. Mais en même temps, avec les structures modernes de l'État, s'établit un nouvel ordre qui met, à ce jeu, des limites strictes : les devoirs de l'individu envers la société, le respect des privilégiés et des privilèges.

Une lettre de Descartes pose bien le problème. Si chacun, théoriquement, est libre et constitue une unité à soi seul, comment la société va-t-elle vivre, quelles règles suivra-t-elle, lui a demandé la princesse Élisabeth ? Et le philosophe répond (15 septembre 1645) : « Bien que chacun de nous soit une personne séparée des autres et dont, par conséquent, les intérêts sont en quelque façon distincts de ceux du reste du monde, on doit toujours penser qu'on ne saurait subsister seul et qu'on est, en effet, l'une des parties de l'univers, et plus particulièrement encore, l'une des parties de cette terre, l'une des parties de cet État, de cette Société, de cette famille à laquelle on est joint par sa demeure, par son serment, par sa naissance. Il faut toujours préférer les intérêts du tout dont on est partie, à ceux de sa personne en particulier. »

Au nom de ces « intérêts du tout », le ^{xvii}^e siècle entreprend une « mise en condition » sévère non seulement des pauvres, mais de tous les éléments « inutiles » de la société, de tous ceux *qui ne travaillent pas*. Il est vrai que la montée inquiétante du nombre des pauvres (liée à la montée démographique tout au long du ^{xvi}^e siècle et à la crise économique qui commence à la fin de ce même siècle et s'aggravera au ^{xvii}^e), cette montée des pauvres, qui se traduit par la mendicité, le vagabondage, les vols, a poussé à une répression nécessaire. Dès 1532, le Parlement de Paris ne fait-il pas arrêter les mendiants de la grande ville « pour les contraindre à travailler dans les égouts... attachés deux à deux par des chaînes » ? Voyez aussi la façon dont la ville de Troyes traite les misérables, en 1573.

Mais il s'agit alors de mesures passagères. Pendant tout le Moyen Âge, le misérable, le vagabond, le fou avaient été protégés par ce droit à l'hospitalité et à la part du pauvre qu'on leur reconnaît au nom de Dieu, parce que le Christ a sanctifié la misère en prenant un jour l'habit du pauvre et que le pauvre peut toujours être un envoyé de Dieu. Tout le mouvement spirituel que personnifie saint François a exalté la valeur mystique de Dame Pauvreté, la sainte pauvreté. En tout cas, les malheureux, les fous, les épaves de la société vagabondent de ville en ville, chacune s'empressant, le plus souvent, de les remettre en circulation plutôt que de les conserver dans ses murs.

D'où une certaine forme de liberté, *liberté physique au moins*, celle du paysan qui fuit son seigneur pour en trouver un autre qui lui soit moins redoutable, ou pour gagner la ville ; du soldat en quête de recruteur ; de l'immigrant qui part vers un meilleur salaire ou vers le Nouveau Monde et l'illusion d'une vie meilleure ; mais aussi liberté des chômeurs, vagabonds invétérés, mendiants, simples d'esprit, infirmes, voleurs, que la charité ou leurs rapines maintiennent en vie, hors du travail régulier.

Tout ce monde, protégé jusque-là par l'ombre de Dieu, va devenir,

au ^{xvii}^e siècle, l'ennemi d'une société urbaine, capitaliste déjà, éprise d'ordre et de rendement et qui construit l'État dans cet esprit et à cet effet. *Dans toute l'Europe* (la protestante comme la catholique), les pauvres, les malades, les chômeurs, les fous sont impitoyablement enfermés (parfois avec leur famille) aux côtés des délinquants de toute origine. C'est ce que Michel Foucault (qui a étudié le phénomène à propos de la folie à l'époque classique) appelle le « grand renfermement » des pauvres, une séquestration légalisée, organisée par une administration minutieuse, qui permettra d'ailleurs aussi bien d'enfermer, sur la demande des familles, le fils débauché ou prodigue, ou le « père dissipateur », que, sur lettre de cachet du roi, l'adversaire politique.

Un très grand nombre d'établissements se créent à cet usage : hôpitaux, ateliers de charité, *workhouses*, *Zuchhäuser*. Quels que soient leurs noms, ils sont autant de casernes rigoureuses, ateliers de travail forcé par surcroît. En France, après le décret de 1656 qui crée l'*Hôpital Général* et, en même temps, organise en grand toute cette nouvelle politique sociale, une personne sur cent, ou peu s'en faut, se trouvera enfermée dans la ville de Paris ! La dureté de cette répression ne s'atténuera qu'avec le ^{xviii}^e siècle.

Dans un monde où déjà la liberté n'existait que pour des privilégiés, le ^{xvii}^e siècle a donc contribué à restreindre sûrement cette liberté élémentaire qui est celle de la fuite, ou de l'errance, la seule qui jusque-là avait été permise aux pauvres. Il y a en même temps, nous l'avons dit, régression des libertés paysannes. Au début des « Lumières », l'Europe touche le fond de sa misère.

À ce pessimisme, un seul correctif : cette liberté qui échappe à la majorité des hommes, elle reste, en Europe, *l'idéal* vers quoi la pensée, mais aussi l'histoire progressent lentement. C'est une des tendances majeures de l'histoire d'Europe dont le sens général est donné par les nombreuses révoltes paysannes du ^{xvii}^e siècle, les émeutes populaires non moins fréquentes (Paris 1633, Rouen 1634-1639, Lyon 1623, 1629, 1633, 1642) et les tendances politiques et philosophiques du ^{xviii}^e siècle.

La Révolution française elle-même ne réussira pas à établir dans sa plénitude cette liberté que nous ne pouvons pas nous flatter de posséder pleinement aujourd'hui. La Révolution supprime les droits féodaux dans la nuit du 4 août, il est vrai, mais en face du paysan subsistent le créancier et le propriétaire ; elle supprime les corporations (1791, loi Le Chapelier) et, en même temps, elle laisse l'ouvrier à la merci de l'employeur. Il faudra attendre un siècle, en France, pour que les syndicats ouvriers deviennent licites (1884). N'empêche que la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 reste une date essentielle de cette histoire de la liberté

fondamentale dans la genèse de la civilisation européenne.

Liberté, ou recherche de l'égalité ? Napoléon pensait que le Français désirait non pas la liberté, mais l'égalité, c'est-à-dire l'égalité devant la loi, l'abolition des droits féodaux, en somme la fin des libertés particulières, des privilèges.

Des libertés à la liberté, cette formule éclaire l'histoire d'Europe dans une de ses directions fondamentales.

• La notion de liberté, encore « abstraite », théorique, qui s'était élaborée de la Renaissance et de la Réforme à la Révolution, a acquis une puissance nouvelle en se formulant dans la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen.

Elle est devenue doctrine avec le libéralisme.

Dès lors le concept de liberté – au singulier – devient prise de conscience du monde et du mouvement de l'histoire. C'est d'elle que se réclament – légitimement ou abusivement – presque toutes les idéologies et revendications du XIX^e siècle, ces mouvements très divers que recouvre le mot artificiel de libéralisme, très équivoque parce que trop riche de sens.

Libéralisme désigne tout à la fois une doctrine politique (augmenter les pouvoirs législatif et judiciaire et limiter le pouvoir exécutif, en ce sens il s'oppose à l'autoritarisme) ; *une doctrine économique* sous le signe victorieux du « laissez faire, laissez passer » qui exclut l'État de toute intervention dans le jeu économique entre individus, classes et nations ; *une doctrine philosophique* qui réclame la liberté de penser et soutient que l'unité religieuse n'est pas la condition *sine qua non*, soit de l'unité sociale, soit de l'unité de la Nation, ce qui implique forcément une idée de tolérance, de respect d'autrui et de la personne humaine, selon la formule antique : *Homo homini res sacra*.

Le libéralisme est ainsi, plus que « la doctrine d'un parti..., un climat d'opinion ». Aux prises avec les circonstances multiples du XIX^e siècle, il est engagé dans d'innombrables tâches ; il a affronté d'innombrables obstacles. En Allemagne et en Italie, le libéralisme se mêle au nationalisme : la liberté à saisir, n'est-ce pas d'abord la liberté même de la Nation ? En Espagne, au Portugal, il se heurte aux forces encore monstrueuses d'un Ancien Régime solide, appuyé sur l'Église. En Angleterre et en France, il ira par contre jusqu'au bout ou presque, de ses revendications politiques. Lentement, imparfaitement, l'État libéral, constitutionnel s'organise avec ses libertés fondamentales (libertés d'opinion, de la presse, parlementaire ; liberté individuelle ; extension du droit de vote).

• *Toutefois, le libéralisme, durant toute la première moitié du XIX^e siècle, sert de paravent à l'avènement politique d'une bourgeoisie et d'une aristocratie d'affaires, d'une classe possédante.*

« Hors de ce cercle étroit, l'individu dont le libéralisme défend les droits avec tant de zèle n'a toujours été qu'une abstraction, à qui il était impossible de bénéficier pleinement de ces avantages. » C'est aussi vrai dans l'Angleterre des conservateurs et des libéraux, des anciens et des nouveaux riches, que dans la France de la Restauration et de la monarchie de Juillet. Cette classe possédante qui se dit libérale est aussitôt contre le suffrage universel, contre la masse. Or, comment soutenir pareille politique d'égoïsme face à la société industrielle, dont se précisent bientôt les affreuses réalités ? Le libéralisme économique qui suppose au départ une lutte égale entre les individus n'est qu'un pieux mensonge. Plus le temps va s'écouler, plus l'énormité de ce mensonge apparaîtra.

En fait, *ce premier libéralisme « bourgeois » aura été surtout une lutte d'arrière-garde, et pas désintéressée, contre l'Ancien Régime aristocratique, « un défi aux droits acquis que des traditions vieilles d'un demi-millénaire avaient rendus sacrés »*. De la sorte il s'insère entre l'Ancien Régime et sa société aristocratique, qu'il aura démolis, et la société industrielle où le prolétariat ouvrier réclame ses droits. Bref, cette prétendue recherche de la liberté semble rejoindre, malgré les apparences, les vieux combats de groupes pour *des libertés* qui sont autant de privilèges.

Les révolutions de 1848 (en France s'établit alors le suffrage universel) vont marquer une date cruciale pour le libéralisme (la date importante, en Angleterre, est la réforme électorale de 1832). Dès lors, il ne pourra survivre, avec ou sans franchise, que sous la forme d'un libéralisme démocratique, étendu en principe à toutes les classes. Chacun à sa façon, Alexis de Tocqueville et Herbert Spencer annoncent son avènement nécessaire et le triomphe des masses qu'ils redoutent. Mais ainsi relancé, le libéralisme se heurte bientôt au courant puissant et franc du socialisme à qui l'avenir est promis, en même temps qu'à ces annonciateurs de l'autoritarisme, d'aucuns disent déjà du « fascisme », que sont ou Carlyle ou Napoléon III.

C'est donc entre une nouvelle révolution qui s'annonce – le socialisme dont les mutations seront nombreuses – et une contre-révolution qui ne sait pas encore son nom, ni jusqu'où elle peut aller, que le libéralisme a continué sa vie, multiplié ses gouvernements, ses actes de sagesse et d'égoïsme bourgeois, ne retrouvant un peu de flamme, en France, que dans son combat contre l'Église. Les libéraux

ont désormais conscience de leurs insuffisances, voire de leur combat douteux. En 1902-1903 paraissent dans la raisonnable *Revue de métaphysique et de morale*, une série d'articles sur *La Crise du libéralisme*, à propos particulièrement du monopole de l'enseignement. Mais la crise véritable, ultime se situe un peu plus tard, entre les deux guerres mondiales.

Qui cependant oserait dire que le libéralisme, presque chassé de la politique et de l'action, intellectuellement démonétisé, soit aujourd'hui bel et bien mort ? Il a été plus qu'un âge politique, plus que l'habileté ou le paravent d'une classe. Il a été l'idéal de la civilisation occidentale, et aussi trahi qu'il l'ait été, il reste dans nos héritages, nos langages, nos réflexes. Toute atteinte aux libertés individuelles nous frappe, nous émeut. Et politiquement même, face à l'État autoritaire et technocrate, face à la société éternellement asservissante, un certain libéralisme, anarchique et libertaire, continue, au nom de l'individu et de ses droits, sa carrière occidentale et mondiale.

Chapitre II

Christianisme, humanisme, pensée scientifique

La vie spirituelle et intellectuelle de l'Europe est sous le signe violent du changement. Elle aime, elle crée les ruptures, les discontinuités, les orages, à la recherche sans fin d'un monde meilleur.

Toutefois, ces coups de théâtre ne doivent pas faire perdre de vue les continuités tenaces de sa pensée et de sa civilisation, visibles à travers toutes les expériences successives de la pensée européenne, de la *Somme* de saint Thomas d'Aquin au *Discours de la Méthode* de Descartes, à travers la Renaissance, la Réforme, la Révolution française elle-même. Et la Révolution industrielle, coupure essentielle, n'a pas atteint tous les secteurs de sa vie, ni de sa pensée.

Le christianisme

Toutes les religions évoluent. Elles constituent cependant, chacune à sa façon, des univers particuliers, avec leurs fidélités, leurs permanences, leurs coordonnées originales.

Le christianisme occidental a été, il reste la composante majeure de la pensée européenne, même de la pensée rationaliste qui s'est constituée contre lui, et aussi à partir de lui. De bout en bout de l'histoire d'Occident, il reste au cœur d'une civilisation qu'il anime, même quand il se laisse emporter ou déformer par elle, et qu'il englobe, même lorsqu'elle s'efforce de lui échapper. Car penser contre quelqu'un, c'est rester dans son orbite. Athée, un Européen est encore prisonnier d'une éthique, de comportements psychiques, puissamment enracinés dans une tradition chrétienne.

Il est de « sang chrétien », pourrait-on dire, comme Montherlant affirmait être, quant à lui, de « sang catholique », sans avoir cependant

conservé la foi.

• *Largement diffusé dans l'Empire romain, le christianisme en est devenu la religion officielle, par l'édit de Constantin de 313, trois siècles après la naissance du Christ.*

L'Empire romain (c'est-à-dire tous les pays méditerranéens et, du côté de l'Europe, quelques pays en marge de l'olivier et de la vigne) a été l'espace dévolu, au début, à la jeune religion triomphante, l'« aire chrétienne », a dit Paul Valéry en voulant, par ce jeu de mots, marquer les liens du christianisme avec la terre, le pain, le vin, le blé et la vigne, et même l'huile sainte ; avec les bases géographiques méditerranéennes que la confession chrétienne devait, par la suite, largement dépasser.

Ainsi, avant la tourmente des invasions du v^e siècle et des catastrophes qu'entraînent les victoires de l'Islam du vii^e au xi^e siècle, le christianisme a eu le temps, en quelque sorte, de s'adapter au monde romain, d'y constituer sa hiérarchie, d'apprendre à distinguer avec netteté le temporel – « ce qui est à César » – du spirituel, de triompher des luttes dogmatiques très vives dues, avant tout, aux arguties, à l'agilité de la langue et de l'esprit grecs, mais aussi à la nécessité de préciser les fondements théologiques du christianisme, d'en fixer les aspects, d'en dégager les conséquences.

À ce lent, à ce difficile travail auront collaboré les premiers Conciles (Nicée, 325 ; Constantinople, 381 ; Éphèse, 431 ; Chalcédoine, 451, etc.) et les Pères de l'Église, les *Apologistes*, qui, avant Constantin, ont lutté contre le paganisme, puis les *Dogmatiques* qui ont défini la doctrine chrétienne en face des sectes dissidentes. Saint Augustin n'est pas le dernier de cette lignée (dont certains exégètes pensent qu'elle se prolonge jusqu'au viii^e, voire au xii^e siècle), mais il est de loin le plus important pour l'Occident. Berbère, né en 354 à Tagaste (aujourd'hui Souk-Ahras), en *Africa*, il mourra évêque d'Hippone (Bône, aujourd'hui) en 430, alors que les Vandales assiègent la ville. L'éclat exceptionnel de son œuvre (*La Cité de Dieu*, les *Confessions*), ses contradictions mêmes, son désir d'associer la foi et l'intelligence, c'est-à-dire, en gros, la civilisation antique et la civilisation chrétienne, le vieux vin et le nouveau, ces tentatives conscientes font de lui, sous un certain angle, un rationaliste. La foi domine tout chez lui. Il dit cependant : *credo ut intelligam*, je crois pour comprendre. Il dit encore : *Si fallor, sum* – si je me trompe, j'existe ; *Si dubitat, vivit* – s'il doute, il vit. Il serait abusif de voir dans ces affirmations, longtemps à l'avance, le *Cogito ergo sum* de Descartes ; il est évident toutefois qu'elles l'évoquent. Sans doute, l'avenir a-t-il réservé sa plus grande attention à saint Augustin théologien, et à ses affirmations sur la prédestination.

N'empêche que l'augustinisme a donné sa couleur, ses possibilités de mouvement et de discussion au christianisme occidental, ne serait-ce qu'en insistant sur la forte nécessité de ne s'engager dans la foi qu'en connaissance de cause, après une profonde réflexion personnelle, avec la volonté d'agir en conséquence.

Ce n'est pas une Église dans l'enfance, incertaine de ses voies, que surprennent les catastrophes apocalyptiques des invasions. Au moment de ces désastres du ^v^e siècle, elle s'affirme comme l'Empire même, comme la civilisation même du monde antique qu'elle a assumée et qu'elle sauvera d'une certaine manière, en se sauvant elle-même.

• L'Église se sauve dans un monde en péril, mais au prix de mille prouesses.

Convertir les nouveaux venus ; convertir des paysans mal christianisés encore, ou qui se déprennent trop facilement de l'enseignement de l'Église ; convertir les habitants des régions nouvelles où s'installe l'Occident ; maintenir une hiérarchie liée à Rome et à l'évêque de Rome, le pape, alors que la féodalité brise l'espace occidental en minuscules districts et en multiples évêchés ; mener à bien des combats difficiles, dont le plus célèbre, qui oppose le Sacerdoce à l'Empire, se terminera – sans s'achever – par le concordat de Worms sur les Investitures (1122)... Au total, un immense labeur, un enseignement répété, fastidieux, marqué de défaites, de recommencements, tout, sans fin, étant remis en cause. Le développement de la vie monastique (Bénédictins, Cisterciens) aboutit à une colonisation matérielle et spirituelle des campagnes (XI-XII^e siècles), puis, avec les Dominicains et les Franciscains, à une évangélisation véhémement des villes (XIII^e siècle).

Chaque siècle aura eu ses tâches, ses combats : le XIII^e, la lutte contre les Cathares ; le violent XV^e, le grand débat entre concile et papauté (Conciles de Constance et de Bâle) ; le XVI^e, l'éclatement de la Réforme, la mise en place, à la fois, de la Contre-Réforme (conduite par les Jésuites), de l'évangélisation du Nouveau Monde, des définitions autoritaires du Concile de Trente (1545-1563) ; au XVII^e siècle, surgit l'alerte janséniste ; au XVIII^e, la lutte s'aggrave contre les tenants d'un certain athéisme, moins discrets que les « libertins » du siècle précédent : cette lutte n'est pas encore achevée avec le siècle ; à peine est-elle engagée, qu'éclate la Révolution française.

Enfin, en dehors de cette hostilité d'adversaires appuyés sur des idéologies réfléchies, l'Église a dû faire face constamment à cette déchristianisation régulière, monotone qui n'est souvent que vulgaire décivilisation. Dans toutes les régions de circulation difficile, hors des grands axes (ainsi dans les Alpes ou sur les marges de l'Europe, au

Mecklembourg au ^{xiii}^e siècle encore, en Lituanie, en Corse, cette fois en pleins ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles), de vieux cultes païens surgissent à toute occasion : ici le culte du serpent, ailleurs celui des morts et des astres, et tant de superstitions, accrochées à un folklore tenace que l'Église souvent, faute de mieux, s'est contentée de couvrir « d'un vêtement léger ».

Dans sa lutte, le christianisme s'est servi de toutes ses armes, de son enseignement, de sa prédication, de sa force temporelle, de son art, de son théâtre religieux, des miracles, du culte populaire des saints, si envahissant parfois que les serviteurs de l'Église eux-mêmes s'en alarment et réagissent.

En 1633, à Lisbonne, deux capucins ne peuvent s'empêcher de dire que « saint Antoine de Padoue paraît le Dieu de Lisbonne... Les pauvres ne demandent l'aumône qu'en son nom et... n'en invoquent pas un autre quand ils sont en péril. Pour eux, leur saint Antoine est tout, il est leur nord, et, comme dit le prédicateur, le saint des aiguilles : à peine une femme aura-t-elle demandé son aiguille qu'elle la retrouvera par saint Antoine ». Cette vogue de saint Antoine a passé la mer car un voyageur français note à son tour, au Brésil, un siècle plus tard, cette « prodigieuse dévotion ».

En fait, la superstition populaire est toujours capable de miner, de compromettre la vie religieuse par le dedans, déformant jusqu'aux bases même de la foi. Tout alors est à refaire.

Lorsque saint Jean de la Croix s'installe avec deux compagnons à Durvelo, en Castille, où sainte Thérèse a placé le premier monastère des moines du Carmel Réformé, c'est pour y mener, dans les neiges de l'hiver, la plus frugale des vies monastiques, mais non une vie cloîtrée : « Souvent ils s'en allaient, pieds nus, par des chemins affreux, prêcher comme à des sauvages l'Évangile aux paysans... » Preuve, s'il en était besoin, qu'en plein pays chrétien, l'évangélisation est souvent à reprendre.

L'œuvre du christianisme s'est ainsi poursuivie à deux niveaux différents : celui d'une vie intellectuelle où il défend ses positions en face d'adversaires parfois bien intentionnés, mais qui, certes, ne lui ont jamais manqué ; celui d'une action sur les masses que leur vie difficile et leur isolement éloignent trop facilement du sentiment religieux et de l'orthodoxie élémentaire.

• Cette œuvre a connu de larges fluctuations, des succès, des reculs, de longues stagnations, qu'on n'aperçoit que grossièrement, du dehors, dans la mesure où la vie religieuse quotidienne, sa réalité moyenne nous échappent trop souvent.

Cependant, en gros, on ne peut se tromper sur le mouvement général.

Du x^e au xiii^e siècle, une montée du christianisme affirme partout sa vigueur. Les églises, les monastères sont encore souvent là pour porter témoignage : l'Église entière est entraînée par un mouvement puissant qui est aussi celui de la poussée économique, de la montée sociale d'une Europe active, pleine de vie et en voie d'expansion rapide. Puis, c'est la Peste Noire et avec elle, un repli catastrophique et brutal. Tout aura reculé alors, même les progrès du christianisme, pendant cette longue série de troubles et de luttes que les historiens appellent la *guerre de Cent Ans* (1337-1453), et dont les secousses se sont étendues bien au-delà des grands belligérants, France et Angleterre, en fait à tout l'Occident.

Avec la seconde moitié du xv^e siècle, une nouvelle montée d'eaux religieuses est visible qui affecte l'étendue entière d'une Europe qui retourne à la paix, mais, en même temps, à de vives inquiétudes. De 1450 à 1500, dates approximatives, se déroulent ces *temps inquiets* (Lucien Febvre) que les historiens ont eu le tort d'appeler, sans plus, la Pré-Réforme, car le trouble des esprits, alors général, ne débouche pas obligatoirement sur l'attitude « protestante » et protestataire de la Réforme. Dans les pays qui resteront fidèles à Rome, cette inquiétude religieuse débouche, en fait, sur une autre « Réforme », catholique celle-là, que les historiens appellent d'ordinaire la Contre-Réforme. Une fois de plus, le mot n'est pas tout à fait bien choisi.

En tout cas, le xvi^e siècle, le xvii^e vont vivre sous le signe de passions religieuses attentives, de querelles spirituelles extrêmes dont la chaleur ne doit pas surprendre : ainsi la querelle aiguë entre le rigorisme des Jansénistes et la morale plus simple, laxiste, mais humaine, des Jésuites, au temps de Saint-Cyran, de ces Messieurs de Port-Royal, de Mme de Sévigné, de Racine, de Pascal.

Avec le xviii^e siècle, s'amorce un reflux important. Cette fois l'élan matériel ne sert pas la cause de l'Église. Il accompagne un mouvement scientifique et philosophique qui se dresse contre elle, au contraire, au nom du progrès et de la raison.

L'humanisme et les humanistes

La pensée européenne ne se conçoit que dans le cadre d'un dialogue avec le christianisme, même quand le dialogue est vif ou violente la discussion. Cette perspective est essentielle pour la compréhension de l'*humanisme*, aspect fondamental de la pensée d'Occident.

• *Au préalable, une question de mot : humanisme, le mot est ambigu, il serait dangereux si nous ne précisions aussitôt ses usages et son état civil.*

C'est un mot savant, forgé au ^{xix}^e siècle par les historiens allemands (son point de départ exact, 1808). Pierre de Nolhac, auteur de *Pétrarque et l'humanisme*, « a revendiqué l'honneur de l'avoir introduit dans la langue officielle de l'Université française, en 1886, par son cours à l'École des Hautes Études ». Donc un mot *tardif* et qui, de ce simple fait, s'offre avec facilité aux interprétations personnelles, licites ou abusives. Jusque-là, on connaissait les *humanistes* et le mot s'appliquait à un groupe d'hommes précis qui, aux ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles, s'étaient eux-mêmes donné ce nom.

Mais le mot d'humanisme n'est pas resté lié aux seuls « humanistes » et au seul « esprit de la Renaissance italienne et européenne ». Il a été cela et bien autre chose encore, au point qu'il débouche sur le langage *actuel* avec une telle richesse de sens qu'une enquête, menée en 1930, a relevé les expressions d'humanisme *nouveau*, humanisme *chrétien*, humanisme *pur*, et même *technique*, et *scientifique*... Un sondage, aujourd'hui, donnerait les mêmes résultats, preuve que le mot, savant hier, tend à devenir populaire, qu'il se charge de sens, donc qu'il répond à des questions, à des orientations vivantes.

Sur le plan de l'histoire, on parlera tout aussi bien de l'humanisme du ^{xii}^e siècle (que sous-tend la scolastique) que de celui de la Renaissance ou de la Réforme, de l'humanisme de la Révolution française dont nous expliquerons la richesse et l'originalité, ou pour reprendre le mot d'un historien d'aujourd'hui, de « l'humanisme de Karl Marx ou de Maxime Gorki »... On se demandera seulement ce qui rapproche cette série d'« humanismes », sinon la nécessité et l'intérêt évident qu'il y a à les saisir comme une famille de problèmes.

Peut-être est-il raisonnable d'emprunter à Augustin Renaudet, historien de l'humanisme toscan et européen, une définition large et qui semble convenir à ce sens général ? « On peut définir sous le nom d'humanisme une éthique de la noblesse humaine. Orientée à la fois vers l'étude et l'action, elle reconnaît, elle exalte la grandeur du génie humain, la puissance de ses créations, oppose sa force à la force brute de la nature inanimée. L'essentiel demeure l'effort de l'individu pour développer en lui-même, au moyen d'une discipline stricte et méthodique, toutes les puissances humaines, pour ne rien laisser perdre de ce qui grandit l'humain et le magnifie. "Tendre d'un effort ininterrompu, dit Goethe au début du *Second Faust*, vers la plus haute forme de l'existence." Pareillement Stendhal disait à Eugène Delacroix (31 janvier 1850) : "Ne négligez rien de ce qui peut vous rendre grand." Une telle éthique de noblesse humaine impose à la société un

effort constant pour réaliser, en elle, la plus haute perfection des rapports humains ; une immense conquête, un immense travail de culture, une science toujours plus élargie de l'homme et du monde. Il fonde une morale individuelle et collective ; il fonde un droit et une économie ; il aboutit à une politique ; il nourrit un art et une littérature. »

Cette merveilleuse définition devrait suffire. Mais elle ne signale pas assez fortement le sens même du mouvement, qui est exagéré au contraire par la brutale affirmation d'Étienne Gilson : l'humanisme de la Renaissance, dit-il en substance, c'est le Moyen Âge « non pas : *plus* l'homme, mais : *moins* Dieu ». La formule est injuste, excessive, cependant elle indique la pente naturelle, consciente ou inconsciente, de tout humanisme : il grandit l'homme, il l'affranchit, il diminue la part de Dieu, même s'il ne l'oublie pas entièrement.

D'une certaine façon, aussi, l'humanisme est toujours *contre* : *contre* la soumission exclusive à Dieu ; *contre* toute conception uniquement matérialiste du monde ; *contre* toute doctrine qui négligerait ou semblerait négliger l'homme ; *contre* tout système qui réduirait la responsabilité de l'homme... Il est revendication perpétuelle. Un fruit de l'orgueil.

Calvin ne s'y trompe pas : « Qu'est-ce autre chose, quand on nous enseigne de cheminer en nostre force et vertu, que de nous eslever au bout d'un roseau, lequel ne nous peut soustenir qu'il ne rompe incontinent et que nous tresbuchions ? » Calvin n'est pas de ceux qui croient d'abord en l'homme.

Pour l'humaniste, c'est l'inverse. Sa foi, s'il a une foi, doit s'accommoder de cette confiance en l'homme. Et c'est dans le sens de cette tradition invétérée d'humanisme européen qu'on peut comprendre le mot du sociologue Edgar Morin, quittant le Parti communiste, hier : « Le marxisme, mon vieux, il a étudié l'économie, les classes sociales ; c'est merveilleux, mon vieux, mais il a oublié d'étudier l'homme. »

• L'humanisme est élan, démarche batailleuse vers une émancipation progressive de l'homme, attention constante aux possibilités, pour l'homme, d'améliorer ou de modifier son destin.

Son histoire est multiple, saccadée, coupée d'arrêts, de reculs, de contradictions évidentes dont est pavé le passé entier de l'Europe.

Celle-ci semble toujours avoir vécu dans la recherche inquiète d'une solution *autre* que celles de l'heure présente, à ses problèmes et à ses difficultés. D'où un désir presque maladif d'aller vers le nouveau, le

difficile, l'interdit aussi, et bien souvent le scandale au sujet duquel l'Occident offrirait un matériel richissime d'information.

Faute de place, nous réduirons notre étude à trois cas exceptionnels, significatifs : *l'humanisme de la Renaissance, l'humanisme de la Réforme* qui est son contemporain ou presque, puis, fort loin d'eux, au XVIII^e siècle, *l'humanisme véhément de la Révolution française*.

• *L'humanisme de la Renaissance se présente comme le dialogue de Rome avec Rome, de la Rome païenne avec la Rome du Christ, de la civilisation antique avec la civilisation chrétienne.*

Assurément, l'un des plus riches dialogues – jamais interrompu – qu'ait connu l'Occident.

a) Il s'agit de vivre, de revivre avec les Anciens.

On a souvent cité la petite phrase décisive qui termine *Dell'arte della Guerra*, de Machiavel : « Ce pays, (il s'agit évidemment de l'Italie) semble né pour ressusciter les choses mortes. » Mais ces *cose morte*, si on les rappelle, alors, et si ardemment à la vie, c'est la preuve que la vie a besoin d'elles et qu'elles sont à portée de main, pas mortes du tout.

Au vrai, jamais la Rome païenne n'est morte en Occident. Dans un livre d'une extrême précision technique, Ernst Curtius a montré l'étonnante survie de la civilisation du Bas-Empire dont l'Occident a vécu à un point inimaginable, y puisant ses thèmes littéraires, ses modes de pensée, même ses lieux communs, ses métaphores.

Que l'Europe chrétienne se soit accommodée de ce voisinage journalier de la Rome antique est d'autant plus naturel qu'il n'y a pas eu de solution de rechange, pas d'autre civilisation concurrente ; et que le christianisme avait accepté de bon cœur la *coexistence*, dès avant la chute du monde romain. Saint Justin disait, dès le II^e siècle : toute pensée noble, « d'où qu'elle vienne, est le bien propre des chrétiens ». Saint Ambroise affirmait : « Toute vérité, quel qu'en soit l'interprète, vient de l'Esprit Saint. » Seul Tertullien s'écriait : « Qu'y a-t-il de commun entre Athènes et Jérusalem ! » Mais sa voix resta presque sans écho.

Toutefois, si l'héritage antique était passé dans la vie, les habitudes de pensée et de langage du Moyen Âge occidental, la littérature de l'Antiquité, ses poètes, philosophes ou historiens avaient souvent cessé d'éveiller les passions ou l'intérêt des intellectuels. Si le latin restait une langue vivante, le grec était à peu près inconnu. Dans les bibliothèques les plus riches, les manuscrits d'ouvrages antiques étaient oubliés dans la poussière. Ce sont ces vieux textes que

pourchassent partout les humanistes, pour les relire, les éditer, les commenter avec passion ; pour remettre en honneur les œuvres et la langue des Anciens – Grecs et Latins – avec lesquels ils vont littéralement vivre.

Nul ne l'a peut-être mieux dit que Machiavel, lors de son second exil (1513), au soir de sa vie. Il est alors au milieu de paysans, de bûcherons... « Le soir tombe, je retourne au logis. Je pénètre dans ma bibliothèque et, dès le seuil, je me dépouille de la défroque de tous les jours, couverte de fange et de boue, pour revêtir des habits de cour royale... Ainsi honorablement accoutré, j'entre dans la cour antique des Anciens : là ils m'accueillent avec affabilité, et je me repais de l'aliment qui par excellence est le mien et pour lequel je suis né ; là nulle honte à parler avec eux, à les interroger sur les mobiles de leurs actions. Et eux, en vertu de leur humanité, ils me répondent. »

L'humanisme de la Renaissance est sous le signe de ces lectures, de ces conversations ininterrompues ; Rabelais, Montaigne sont des humanistes à ce titre ; leurs livres le disent, encombrés de souvenirs de lectures... À côté de chaque humaniste, on peut reconnaître avec un sourire de complicité ou de malveillance, l'Ancien qui le conduit par la main, et ainsi l'explique ou le démasque. Érasme de Rotterdam, celui qu'on appellera le Prince des humanistes, c'est Lucien, disent ses ennemis. « Lucianiques » aussi, Rabelais, Bonaventure des Périers, tandis que Machiavel, c'est Polybe...

b) Il n'est pas simple de dater ce large mouvement de pensée.

Notre mot artificiel d'humanisme et celui de Renaissance (presque aussi artificiellement créé par Jules Michelet et Jacob Burckhardt) font double emploi. Les deux mouvements se confondent, à la fois dans le temps et dans l'espace.

Avignon aura sans doute lancé l'humanisme et, avec lui, déjà la Renaissance. Avignon qui s'anime avec le retour de Pétrarque (1337), qui sera longtemps, grâce au séjour des papes, la ville la plus « européenne », la plus luxueuse d'Occident (même après le retour de la papauté à Rome, en 1376, elle conservera ses anti-papes, son luxe, son rayonnement). Cependant, c'est à Florence que la Renaissance, en sa plénitude, installera plus tard son « hégémonie culturelle », jusqu'à la mort de Laurent le Magnifique (1492) et même jusqu'à la prise de Florence par les Impériaux et Cosme de Médicis, en 1530.

Ces limites chronologiques, 1337 et 1530, sont certainement valables pour l'ensemble du mouvement qui n'a pas mis en cause la seule Italie, mais *l'Occident entier* : le dernier prince de l'humanisme, Érasme, né à Rotterdam (1467), meurt à Bâle (1536).

Mais ces deux longs siècles d'histoire n'ont leur sens plein que si on les ouvre largement vers le passé, avant 1337 (date fragile) et vers

l'avenir, au-delà de 1530.

Vers le passé parce qu'il n'y a pas eu de rupture aussi totale qu'on l'imaginait hier, entre Moyen Âge et Renaissance. Celle-ci n'est pas le contre-pied de la philosophie médiévale, quels qu'aient été les brocards des humanistes à l'égard de la scolastique. « Il y a cinquante ans, écrit un historien (en 1942), on voyait entre Moyen Âge et Renaissance la même différence qu'entre noir et blanc, jour et nuit, une différence éblouissante. Puis, une raison poussant l'autre, les confins entre les deux âges sont à tel point devenus confus que, pour les distinguer, on a commencé à avoir besoin d'une boussole. »

Vers l'avenir, parce qu'il n'est pas évident qu'au plus tard avec la mort d'Érasme (1536), l'homme qu'aiment rétrospectivement tous les esprits libéraux d'aujourd'hui, une civilisation, celle de la libre Renaissance, soit morte sous le souffle glacé des guerres religieuses à qui un siècle entier, et même davantage, va dès lors appartenir.

Sans doute le mouvement triomphal de la Renaissance s'interrompt-il alors. Mais quand il s'agit de réalités de civilisation, ce qui a duré plus de deux siècles ne saurait se perdre en un instant. Les humanistes ont gagné une certaine partie à long terme. Ils l'ont gagnée dans l'enseignement dont l'Antiquité est restée, jusqu'à nos jours, le pain quotidien. À peine commençons-nous à nous en détacher. Et surtout, après eux, l'Europe n'oubliera plus cette confiance dans la grandeur et l'intelligence humaines dont ils s'étaient exaltés et qui restera la plus grande incitation à penser et à vivre de l'Occident.

L'humanisme, s'il a été l'œuvre de cercles étroits (latinistes passionnés, hellénistes moins nombreux mais non moins passionnés, hébraïsants comme Thomas Platter, l'ouvrier cordier, Pic de la Mirandole ou Postel), l'œuvre de « quelques esprits d'élite », ne s'est nullement limité à quelques villes ou cours princières, telle la Cour éclatante de François I^{er}. Ces quelques esprits sont épars à travers l'Europe et des relations épistolaires serrées les unissent (la correspondance merveilleuse d'Érasme, en latin naturellement, comporte 12 volumes in-8° dans la publication d'Allen). L'Europe entière a été touchée par ce mouvement des esprits : l'Italie en première ligne, mais aussi la France, l'Allemagne (sans oublier le rôle particulier de la Bohême), la Hongrie, la Pologne, les Pays-Bas, l'Angleterre... Des listes de noms pourraient être citées à l'appui, et, pour la France, cette création de « lecteurs royaux », au vrai professeurs hors cadres, chargés par François I^{er} d'enseigner les matières prosrites par l'Université et dont le corps devait, plus tard, devenir le Collège de France.

c) L'humanisme de la Renaissance est-il ou non, une lutte contre le christianisme ? Faut-il voir le mouvement comme tendant d'un

seul élan vers l'athéisme et l'irréligion ? Ou, pour le moins, saluer en Machiavel, en Rabelais ou en Montaigne, d'authentiques précurseurs de la libre pensée ?

Peut-être est-ce juger par trop la Renaissance avec nos yeux d'aujourd'hui. Qu'elle se détourne de l'enseignement traditionnel de la scolastique et de la théologie, c'est certain. Qu'elle fasse ses délices d'une littérature antique toute païenne et que le sens du mouvement de sa pensée soit l'exaltation de l'homme, ce n'est pas douteux – mais il ne s'ensuit pas forcément que ce soit contre Dieu ou l'Église qu'elle se dresse.

La conclusion qui se dégage de l'étude minutieuse et serrée de l'œuvre de Rabelais que Lucien Febvre a menée, c'est qu'il était *impossible*, pour le moins terriblement difficile encore, au temps de Rabelais, d'accéder à un athéisme *philosophique* sûr de lui-même : l'outillage mental de l'époque ne le permet guère ; il n'offre ni les mots clefs, ni les raisonnements percutants, ni l'indispensable appui scientifique. La Renaissance qui n'a certes pas négligé la recherche scientifique, ne l'a tout de même pas placée au centre de ses préoccupations.

Pas de conclusion valable, en vérité, si l'on n'a pas pesé et repesé les cœurs, les esprits, retrouvé l'atmosphère de cette vie lointaine, instruit, un à un et à nouveau, les procès en athéisme dressés un peu trop vite par les polémiques des contemporains ou la passion des historiens. Chaque fois, ou peu s'en faut, le juge devra reconnaître des erreurs et des ambiguïtés insolubles.

Le dialogue de Lorenzo Valla, *De Voluptate*, 1431, qui fit scandale à l'époque est, en latin cicéronien, une dispute entre *épicuriens* et *stoïciens*. Ces derniers avaient eu la vogue jusque-là (chez Pétrarque, Salutato, Poggio), le jeu est donc, à l'inverse, de donner un coup de pouce en faveur de ceux-là. Pur débat littéraire à la fin duquel, d'ailleurs, l'auteur réapparaît pour affirmer l'ordre surnaturel du christianisme.

Hypocrisie, dira-t-on. Mais c'est refaire l'histoire trop à son aise, refuser de considérer que c'est sur l'appui d'une science matérialiste solide qu'a pu finalement se forger, plus tard, l'athéisme. Au ^{xvi}e siècle, *en règle générale*, la négation de Dieu ne fait guère partie des préoccupations, des désirs, voire des besoins des hommes.

Que l'on n'accuse pas trop vite non plus Machiavel d'être un païen parce qu'il a critiqué les prêtres et l'Église « qui nous ont faits irrégieux et mauvais », ou reproché au christianisme « d'avoir sanctifié les humbles et les contemplatifs, d'avoir placé le bien suprême dans l'humilité... alors que la religion antique le plaçait dans la grandeur d'âme ». On lui reprochera, avec plus de raison, d'avoir cédé à la leçon de choses de son terrible temps et placé la politique

hors de la morale – où elle est depuis lors restée...

De même, situons exactement l'Académie que fonde Laurent de Médicis. Néo-platonicienne, elle mise sur la philosophie idéaliste de Platon et prend position ainsi contre l'aristotélisme, et peut-être cherche-t-elle une espèce de *compromis* entre Antiquité et christianisme. Mais que Pic de la Mirandole qui la fréquente fasse un discours sur la dignité de l'homme – *De dignitate hominis* – ne l'empêche nullement de rêver, à la fin de sa vie trop brève, d'aller prêcher l'Évangile, « le crucifix à la main, pieds nus, par les villes, les campagnes et les bourgs » et de se faire ensevelir sous l'habit du Tiers Ordre dominicain. Exemple, entre cent autres, de ce que l'on a appelé : *l'humanisme religieux*. Même le cas du Padouan Pomponazzi, athée jusqu'à l'évidence pour les uns, reste douteux pour les autres. Le cas de Bonaventure des Périers, singulier personnage et auteur d'un étrange *Cymbalum Mundi* (1537-1538), a été examiné dans un livre merveilleux de Lucien Febvre (1942). Conclusion : si le Mercure de ces dialogues est le Christ, comme il est certain, voilà cette fois une attaque contre le Christ, une marque d'athéisme. Ne taisons, ni n'exagérons la portée de ce livre qui reste très à part dans la littérature de l'époque.

Philippe Monnier, historien passionné du *Quattrocento* florentin, prétend que l'humaniste, fasciné par le prestige des Antiques, « les copie, les imite, les répète, adopte leurs modèles, leurs exemples et leurs dieux, leur esprit et leur langue » et que « pareil mouvement poussé à ses extrémités logiques ne *tendrait* à rien moins qu'à supprimer le phénomène chrétien ». Suivant *notre* logique, peut-être. Peut-être pas suivant celle des *xv^e* et *xvi^e* siècles. « Il serait... insensé, écrit avec passion le sociologue Alexander Rüstow, de rechercher un tel antagonisme, alors que la victoire de l'Antiquité sur l'Église... se trouve en plein achèvement et à l'intérieur même de l'Église. Rome ne s'est-elle pas développée comme un centre rayonnant de la Renaissance, et de ce mouvement, les Papes ne sont-ils pas les initiateurs ? C'est Alexandre VI qui abat l'ennemi des humanistes à Florence, Savonarole, brûlé le 20 mai 1498. Plus encore, l'Antiquité qui revit dans les esprits est tolérante. Les philosophes grecs assistaient, y croyant ou n'y croyant pas, aux fêtes et aux cultes des Dieux. Pourquoi leurs disciples foncraient-ils contre une Église qui leur est si peu hostile ? Le mot est d'Érasme : "Saint Socrate, priez pour nous !" »

d) La Renaissance s'écarte du christianisme du Moyen Âge, beaucoup moins sur le terrain des idées que sur celui de la vie elle-même.

Elle est si l'on veut une trahison culturelle, non philosophique. Son

atmosphère a été celle d'une joie vive, multiple, celle des yeux, celle de l'esprit, celle du corps, comme si l'Occident sortait d'un carême multi-séculaire.

La Renaissance relève d'une sociologie, d'une psychologie de la joie. Il est rare dans l'histoire que des hommes aient eu à un tel point le sentiment aussi vif de vivre une époque heureuse. « Au *Memento mori* du Moyen Âge, voilà que succède le *Memento vivere*. » La contemplation de la mort, les danses macabres caractéristiques du x^v^e siècle finissant, ont disparu par enchantement, comme si l'Occident s'était *partagé* (au sens où Michel Foucault emploie ce mot), c'est-à-dire séparé en esprit de la méditation sur la mort. Le changement peut être suivi dans les nombreux et successifs *Artes moriendi* (ces traités de la bonne mort) : la mort cesse peu à peu d'être la mort céleste, ce passage calme à une vie meilleure, à la vraie vie ; elle devient une mort *terrestre*, avec tous les affreux stigmates des corps qui se corrompent, une mort humaine, l'épreuve suprême que l'homme doit affronter. Nul ne dit plus volontiers, comme saint Augustin : « Nous sommes ici-bas des voyageurs soupirant après la mort », mais du même coup, nul ne pense plus que « cette vie est plutôt une mort qu'une vie ; (que) c'est une sorte d'Enfer ». La vie retrouve sa valeur, sa portée.

C'est sur la terre que l'homme doit organiser son royaume et cette conviction nouvelle préside à la mise en place de toutes « les forces positives de la culture moderne : libération de la pensée, mépris des autorités, victoire de la formation intellectuelle sur le privilège de la naissance (soit, en termes du *Quattrocento*, victoire du concept d'*humanitas* sur celui de *nobilitas*), enthousiasme pour la science, délivrance de l'individu »... (Nietzsche).

De cette fermentation nouvelle, les humanistes sont très conscients. « Sans aucun doute, voilà l'âge d'or », affirme Marsilio Ficin (1433-1499). En 1517, Érasme dit à peu près la même chose : « Il faut souhaiter bonne chance au siècle : il sera l'âge d'or. » Dans sa célèbre lettre du 28 octobre 1518 à l'humaniste nurembourgeois Willibad Pirckheimer, Ulrich von Hütten s'écrit : « Quel siècle ! Quelles lettres ! Qu'il est agréable de vivre ! » On n'ose, tellement l'exemple est connu, archi-connu, parler, ici, de l'Abbaye de Thélème qu'imagine Rabelais... Et pourtant !

Que cette prise de conscience aiguë des possibilités multiples de l'homme ait préparé, longtemps à l'avance, toutes les révolutions de la modernité, et aussi l'athéisme, nul ne le contestera. Mais les humanistes étaient beaucoup trop occupés à organiser leur propre royaume pour penser à contester celui de Dieu.

Dès le premier tiers du xvi^e siècle, le mouvement et la joie de la Renaissance vont être freinés. Les « hommes tristes » vont peu à peu

remplir la scène de l'Occident. Comme toute époque de joie, de grand soleil, comme toutes les grandes périodes heureuses ou qui se crurent heureuses : le Siècle où brilla la ville d'Alexandrie, le Siècle d'Auguste, le Siècle des Lumières, la Renaissance aura peu duré dans sa perfection.



16. Les trois chrétientés d'Europe.

• *L'humanisme protestant.*

L'immense fleuve de la Réforme prend sa source entre ^{xv^e} et ^{xvi^e} siècles. Il s'affirme avec l'affichage, sur les portes de la Schlosskirche, à Wittenberg, le 31 octobre 1517, des 95 propositions de Luther.

Ce fleuve court à travers les affreux excès des guerres de religion. Elles commencent vraiment en Allemagne, en 1546, l'année même de la mort de Luther, et ne s'y achèveront qu'un siècle plus tard, en 1648.

Dans l'intervalle, elles auront gagné d'autres pays et, partout, laissé derrière elles des ruines immenses. Des compromis, tardifs et *plus ou moins durables*, ont été signés : paix d'Augsbourg (1555), édit de Nantes (1598), lettre de Majesté (en Bohême, 1609). Cependant, des milliers d'hommes (car la Réforme, à la différence de l'humanisme de la Renaissance, atteint tout de suite les masses), des milliers d'hommes et de femmes, pour défendre leur foi, ont dû affronter la guerre civile, la répression violente (comme aux Pays-Bas, au temps de Philippe II ; ou en France, lors de la Révocation de l'édit de Nantes (1685) et de l'insurrection des Cévennes) ; ou l'exil, soit vers le Nouveau Monde soit vers un pays favorable à leur foi, selon les hasards du *Cujus regio, ejus religio*.

Toutes ces fureurs s'apaisent avec le XVIII^e siècle, parfois plus tôt. Le protestantisme leur a survécu et, parvenu jusqu'à nous, il colore aujourd'hui de son humanisme particulier une large portion du monde occidental, particulièrement les pays anglo-saxons et germaniques. Cependant, il n'est pas facile de préciser la couleur exacte de cet humanisme-là, car il n'y a pas *une* Église protestante, mais *des* Églises, qui correspondent à une pluralité d'humanismes protestants, à plusieurs types d'hommes. Ceux-ci n'en appartiennent pas moins à une même famille, surtout quand on les oppose à leur voisin, l'Occident catholique.

Cet héritage légué à l'Europe moderne nous intéresse, non la *Réforme en soi*. Nous ne nous attarderons donc pas à l'histoire classique de la Réforme et du protestantisme. On se reportera, le cas échéant, au bon résumé d'Émile Léonard.

À une vingtaine d'années de distance, deux protestantismes, deux *longues « vagues »* se sont succédé, l'une que domine l'action véhémence de Martin Luther (1483-1546), l'autre que conduit l'action réfléchie et autoritaire de Calvin (1509-1564). Les deux hommes ne se ressemblent guère. Luther est un paysan des marches frontières de l'Est germanique. Il y a quelque chose de direct, de fort, de naturel dans cette révolte spirituelle de campagnard, dans cette paysannerie de l'esprit, ce *Bauerstand des Geistes*, comme dit Nietzsche. Dénoncer les abus, les absurdités, les complications de l'Église ; sortir de ces incertitudes en misant tout sur la rédemption par la foi (« le juste est sauvé par sa foi »), se contenter de prises de positions émotionnelles, instantanées, sans souci de les ordonner ensuite méticuleusement, telle est la position nette, simple du jeune Luther, une position romantique et révolutionnaire. « Dieu ne le supportera pas plus longtemps, s'écriait-il. Ce n'est plus un monde comme hier où les gens étaient chassés et conduits comme du gibier ! » Il est vrai que cette attitude qui l'oppose aux puissants, aux riches, Luther ne pourra la maintenir. En 1525, le

Réformateur devra se séparer des paysans allemands soulevés, en partie à cause de lui, entre l'Elbe, le Rhin et les Alpes.

Il n'en restera pas moins à l'opposé de Calvin, le citadin, le lettré à tête froide, l'organisateur patient, énergique, le juriste qui éprouve toujours le besoin d'aller jusqu'au bout de ses déductions. La prédestination, Luther la rencontre comme une révélation ; Calvin la met en équation, en déduit les conséquences. De tout temps les élus ont été choisis : alors n'est-ce pas à eux de gouverner les autres ? Ce que Calvin fait à Genève, d'une main ferme, tout en se référant à l'esprit d'humilité (1536-1538 ; 1541-1564) ; ce que Cromwell fera dans l'Angleterre dure des puritains.

Tels sont les deux protestantismes majeurs. Leurs aires sont différentes, leurs points communs nombreux malgré tout : rupture avec Rome, avec le culte des saints ; suppression du clergé régulier ; sacrements réduits de sept à deux : l'eucharistie et le baptême. Encore y a-t-il parfois désaccord au sujet de l'eucharistie.

Il est important d'être attentif par surcroît à ce qu'on peut appeler, en simplifiant (car la liste exacte serait longue), les protestantismes aberrants ou marginaux : ainsi dès le départ ou presque, un protestantisme humaniste (Zwingli à Zurich, Oecolampade à Bâle, Henri VIII en Angleterre) et un protestantisme « piétiste », celui des anabaptistes vigoureusement persécuté.

La frontière entre le monde catholique et le monde protestant – qui constitue de nos jours encore une articulation certaine de la civilisation européenne – est-elle seulement due au hasard des luttes ?

L'Europe, comme le bois des arbres, s'est faite par couches successives, d'âge différent. Le plus vieux bois de l'Occident, le cœur de l'arbre, c'est ce qu'en avait conquis autrefois – et civilisé – l'Empire romain, lorsqu'il s'étendit vers l'ouest et vers le nord jusqu'à la double charnière du Rhin et du Danube d'un côté, de l'autre jusqu'aux îles Britanniques, dont il n'a tenu, et mal tenu, qu'une partie (en gros le bassin de Londres).

Au-delà de ces frontières, la civilisation européenne s'est propagée tardivement, *après la chute de l'Empire romain* : ce sont les couches nouvelles et superficielles de l'aubier. L'Occident médiéval a *colonisé*, au sens noble du mot, ce monde proche de lui, y installant ses églises, ses missionnaires. Les abbayes, les évêchés de la lointaine Rome y sont autant de puissantes assises.

Est-ce un hasard si cette ancienne frontière de l'Empire romain, cette frontière entre vieille Europe et Europe nouvellement « colonisée », est en grande partie la frontière qui a divisé le monde catholique et le monde protestant ? Sans doute la Réforme a-t-elle eu ses raisons purement religieuses : la montée de ces eaux spirituelles

visibles dans toute l'Europe et qui a rendu le fidèle attentif aux abus et aux désordres de l'Église, aux insuffisances d'une dévotion trop terre à terre, faite de gestes plus que de vraies ferveurs. Ce sentiment, toute la Chrétienté l'a éprouvé. Cependant, la vieille Europe, plus attachée, sans doute, à ses traditions religieuses anciennes et qui la liaient étroitement à Rome, a maintenu le lien, tandis que la nouvelle Europe, plus mêlée, plus jeune, moins bien attachée à sa hiérarchie religieuse, a consommé la rupture. Une réaction nationale, déjà, se devine.

Le destin ultérieur des deux mondes a souvent alimenté ce qu'on pourrait appeler un orgueil sectaire. On a attribué aux vertus du protestantisme l'essor du capitalisme et celui de la pensée scientifique, autant dire du monde moderne. Les positions respectives du protestantisme et du catholicisme s'expliquent plus raisonnablement dans un contexte d'histoire économique et générale.

En fait, on ne voit guère dans le protestantisme ce qui lui assurerait une supériorité – ou une infériorité – intellectuelle, par rapport au monde catholique.

Il est certain, par contre, qu'il a créé une différence, et donc un apport particulier, original dans la culture européenne.

Pour définir cet apport, il faut distinguer entre le premier protestantisme militant du XVI^e siècle et le protestantisme victorieux, installé avec le XVIII^e siècle.

Commencée sous le signe de la liberté et de la révolte, la Réforme s'enfonce bientôt dans la même intransigeance que celle qu'elle reprochait à son adversaire. Elle crée un édifice aussi rigide que le catholicisme médiéval, « où tout est subordonné à l'échelle des valeurs surnaturelles de la révélation : l'État, la Société, l'enseignement, la science, l'économie, le Droit ». Au sommet de l'édifice, le « Livre », la Bible et, comme interprètes du Livre, l'État et l'Église protestante. À l'État (prince ou ville), le vieux *jus episcopale*.

Inutile de dire que ce régime ne crée pas la liberté religieuse pour laquelle à l'origine on avait pris les armes. Ordre, sévérité, main de fer, telles sont les Églises protestantes primitives, aussi bien à Bâle qu'à Zurich où, tout érasmiens qu'ils soient, les réformateurs n'hésitent pas à noyer les affreux anabaptistes. Aux Pays-Bas, massacres identiques. Que ces malheureux qui nient la Sainte Trinité, la divinité du Fils et se dressent contre l'Église, l'État et les riches à la fois aient été pourchassés, pendus, égorgés, noyés par les « Papistes », voilà qui s'accorde avec la logique, sinon avec la charité. Mais en quel nom la Réforme a-t-elle pu leur infliger le même traitement ? On connaît aussi la *tragoedia serveta* : Michel Servet, médecin espagnol protestant, est arrêté un jour à Genève au sortir du sermon, accusé en raison de son anti-trinitarisme et de son panthéisme, condamné au supplice et brûlé,

selon les vœux de Calvin qui le guettait depuis longtemps. Sébastien Castellion (1515-1563), l'humaniste « savoyard », apôtre de la Réforme libérale, s'en indigne dans son pamphlet émouvant de 1554 contre le maître de Genève qu'il avait servi et aimé autrefois ; il s'en indigne car nul plus que lui n'a alors le sens des erreurs et des crimes de la Réforme triomphante. « Il n'y a presque aucune secte..., écrit-il, laquelle n'ait les autres pour hérétiques, en sorte que si, en cette cité ou région, tu es estimé vrai, en la prochaine tu seras estimé hérétique. Tellement que si quelqu'un aujourd'hui veut vivre, il lui est nécessaire d'avoir autant de *fois* et *religions* qu'il est de cités ou de *sectes* : tout ainsi que celui qui va par pays a besoin de changer sa monnaie de jour en jour, car celle qui est ici bonne, autre part n'aura aucun cours. » Il entend, pour sa part, rester fidèle à la liberté d'interprétation. « Quant aux anabaptistes, dit-il, à leur esprit, à ce qu'ils pensent ou écrivent de la parole de Dieu, c'est à eux de voir ce qu'ils font. »

Cette voix reste celle d'un isolé qui mourut misérable, au milieu de quelques fidèles passionnés. Mais au ^{xvii}^e siècle, au temps des querelles entre calvinistes de stricte obédience et dissidents arminiens ou sociniens, ses ouvrages devaient être republiés à Amsterdam, l'un d'eux avec le titre significatif de la *Chandelle de Savoie*. C'est qu'en effet le Savoyard Castellion sera désormais une des lumières annonçant la voie nouvelle où finalement s'engagera le protestantisme.

Le nouveau protestantisme a favorisé la liberté de conscience. La rigueur dogmatique va progressivement s'apaiser, surtout au ^{xviii}^e siècle, peut-être dans la mesure où se relâche la pression active du catholicisme et de la vigoureuse Contre-Réforme.

Mais aussi grâce à une évolution interne du protestantisme vers une certaine liberté de conscience, selon la voie même où s'engage le Siècle des Lumières, sous l'influence de l'évolution scientifique principalement. Comme toujours il est bien difficile de discerner causes et effets et de dire si le protestantisme, en revenant à ses sources spirituelles et au libre examen des Écritures, a poussé l'Europe sur le chemin d'une indépendance spirituelle, ou si, au contraire, l'évolution du protestantisme lui-même ne tient pas à cette évolution générale de la pensée philosophique et scientifique de l'Europe. L'une et l'autre choses peuvent être vraies, dans un jeu d'influences réciproques.

On ne peut nier que, contrairement à son adversaire catholique, le protestantisme s'insère dans le mouvement du grand siècle libéral. Mais on ne niera pas davantage que des pays de formation et de tradition catholiques, ainsi la France, se trouvent en tête de ce même mouvement.

En tout cas, *le protestantisme s'oriente alors vers le droit au libre examen, à la critique historique des textes sacrés, à un rationalisme déiste*. Du coup, il se réconcilie avec lui-même, et c'est l'important : toutes les sectes marginales, jusque-là tenues à l'écart comme suspectes, les puritains d'Angleterre, les anabaptistes de l'Allemagne et des Pays-Bas, prospèrent, essaient même. Les anabaptistes, sous le nom de mennonites, font fortune en Angleterre, passent en Amérique, fondent une colonie à Providence et vont devenir, par la suite, une vigoureuse confession protestante des États-Unis. À la fin du ^{xvii}^e siècle réapparaissent – descendants des « inspirés » du ^{xvi}^e siècle – ceux qui s'appellent les Amis et que le monde va connaître sous le nom de *quakers* (les Trembleurs). Avec eux William Pen, en 1681, jette les bases de la colonie de Pensylvanie. Même renouveau en Allemagne au bénéfice du *piétisme* que fonde un pasteur, Philippe Jacques Spener, protégé de l'électeur de Brandebourg qui deviendra plus tard, en 1701, le premier roi de Prusse, Frédéric I^{er}. Spener participe aussi à la fondation de la puissante université de Halle (1681). Toute l'Allemagne luthérienne sera soulevée par ses disciples vers le milieu du ^{xviii}^e siècle. Aucun mouvement cependant ne sera aussi fort que le méthodisme anglais de Wesley et Whitefield.

L'énumération de ces sectes victorieuses n'a aucun intérêt ici, sinon pour marquer le libre épanouissement de la pensée protestante dans un sentiment religieux *que ne commande plus aucune théologie stricte*. « La théologie ne s'identifie plus avec la religion, écrivait un universitaire protestant, Ferdinand Buisson, en 1914 ; il faut que l'une passe pour que l'autre dure. »

C'est ce qui, en profondeur, marque la différence actuelle entre sociétés catholiques et sociétés protestantes. Le protestant est toujours seul à seul avec Dieu. Il peut, pour ainsi dire, élaborer sa propre religion, la vivre, et rester en règle avec le monde religieux, demeurer *conforme*. Mieux : il peut trouver, dans une des nombreuses sectes, celle qui résout, sans douleur, son problème personnel. On pourrait presque dire qu'aux différentes dissidences, correspondent aussi, très souvent, des étages sociaux différents.

Du coup, la société protestante ignore cette scission du laïque et du religieux qui marque les sociétés catholiques modernes, où tout homme doit choisir entre une certaine soumission de l'esprit et une rupture avec l'Église qui est une *communauté* : on en est, ou on n'en est pas. Tous les conflits spirituels sont *ouverts*, la prise de position obligatoire. La société protestante est *fermée* au contraire sur ses conflits spirituels internes, sans qu'ils cessent pour autant d'exister. D'où cette série de différences dans les comportements et les attitudes qui dessinent ; entre les Anglo-Saxons et l'Europe catholique, une imperceptible et irréductible frontière.

• *L'humanisme d'inspiration révolutionnaire.*

L'Europe a été, elle reste révolutionnaire. Toute son histoire le répète. Elle a été, elle reste aussi, sans fin, contre-révolutionnaire.

Cette fois encore, ce qui importera, ce ne sont pas tant les mouvements révolutionnaires en eux-mêmes que leur prolongement vers l'avenir, ce que nous appellerons *l'humanisme d'inspiration révolutionnaire*, formule inhabituelle, par laquelle nous désignons le contenu humain et le « legs » idéal de la Révolution. D'autres disent, dans le même sens, la « mystique révolutionnaire » ou l'« esprit révolutionnaire ».

Bien entendu, il s'agira ici de *la Révolution française, la seule à avoir eu un sens européen et mondial*, avant la Révolution russe de 1917.

a) Les mouvements révolutionnaires et la Révolution.

Jusqu'à la Révolution russe, référence est toujours faite à la Révolution française de 1789 comme à « la Révolution », sans plus, autant dire la première, la seule. Pourtant, de nombreux mouvements révolutionnaires l'avaient précédée, dans cette Europe tendue, protestataire, jamais résignée au pire. Mais l'histoire leur accorde peu volontiers le titre de « révolutions ».

Elle ne l'accorde guère, par exemple, aux *nombreux soulèvements paysans* que nous avons déjà signalés, à travers l'Europe, entre les ^{xiv}^e et ^{xvii}^e siècles. Et c'est souvent dans un sens particulier qu'on peut parler de révolutions, à propos de certaines libérations nationales : celle des Cantons suisses (libération définitive, 1412), des Provinces-Unies (victoire définitive, 1648), des colonies anglaises d'Amérique, les futurs États-Unis (1774-1782), de l'Amérique hispanique entre 1810 et 1824 ou encore des séparations, brutales ou à l'amiable, des pays scandinaves, Suède, Norvège, Danemark... Autant de mouvements qui se présentent, sans doute, comme des réactions contre l'État moderne, mais plus encore contre *l'étranger*, et le détail a son importance.

Une « vraie » révolution se fait toujours contre un État moderne (détail essentiel) et du dedans, dans un but d'autoréforme. Avant 1789, en Europe (si l'on excepte les échecs de la Ligue et de la Fronde), seules ont été dignes de cette appellation les deux révolutions anglaises, la première violente et sanglante (1640-1658), la seconde tranquille, de bonne compagnie, celle de 1688. Mais la Révolution française, qui a bouleversé du dedans l'un des plus solides États d'Occident, a eu une tout autre résonance dans la mesure où elle s'est étendue à toute la scène européenne, de 1789 à 1815, et où son souvenir a pris, pour le monde entier, la valeur d'un immense symbole, capable, à chaque génération, de se rajeunir, de se nourrir de passions nouvelles.

La puissance d'actualité de ce symbole s'affirme encore aujourd'hui. Voyageant en U.R.S.S. en 1958, un historien français s'étonne que, lorsque ses collègues soviétiques disent « la Révolution », ce soit à la Révolution française qu'ils se réfèrent. Ce même historien, enseignant en 1935 à l'université de São Paulo, Brésil, expliquait, à la suite d'Albert Mathiez, que la plupart des « géants de la Convention » pouvaient être ramenés à une mesure très humaine, parfois assez ordinaire. Ses étudiants brésiliens s'en émurent aussitôt comme d'un sacrilège et l'un d'eux déclara : « Quant à nous, nous attendons la Révolution française... »

La Révolution de 1789 se survit ainsi à travers le monde, même quand le mythe de la Révolution russe en a pris le relais. En France, ce dernier tend aujourd'hui à dominer entièrement la pensée syndicale et révolutionnaire, dans la mesure où il se réfère à des réalités pratiques de l'heure. Mais la puissance de ferveur qui entourait, hier encore, 89, seul en jugera celui qui a connu à la Sorbonne les chahuts monstres ou les enthousiasmes soulevés par les cours d'Alphonse Aulard († 1928) et l'empressement des auditoires d'Albert Mathiez († 1932) ou de Georges Lefebvre († 1960). Cette présence de la Révolution dans la pensée politique et l'éthique des Européens infléchit leurs raisonnements et leurs attitudes, *même quand l'attitude est d'hostilité*.

b) Il y a deux, ou trois, ou quatre révolutions françaises.

La Révolution française, comme les actuelles fusées à étages, aura connu plusieurs explosions, plusieurs lancements successifs.

Elle se présente, à ses débuts, comme une « révolution libérale », modérée, avec quelques épisodes dramatiques (prise de la Bastille, Grande Peur). Cette Révolution I se développe à vive allure, en quatre temps successifs : une révolte nobiliaire (assemblée des Notables, 1788), une révolte bourgeoise, « des juristes » a-t-on dit (réunion des États Généraux), puis une révolution urbaine et une révolution paysanne, toutes deux décisives.

Une Révolution II, brutale, lui succède au-delà de la déclaration de guerre du 20 avril 1792 à l'Autriche. « Ce fut la guerre de 1792 qui amena la déviation de la Révolution française », a écrit Alphonse Aulard. Il est vrai ; et l'occupation des Pays-Bas après Jemmapes a rendu le conflit inévitable. Reconnaissons aussi que la Révolution, en constituant la France en nation moderne (dès avant la farandole des Fédérations qui en est la spectaculaire mise en scène), a affirmé, révélé sa force et préparé l'explosion. Violente au-dedans comme au-dehors, cette seconde phase se clôt avec la chute de Robespierre, 27-28 juillet 1794 (9-10 thermidor An II).

La Révolution III (mais est-ce révolution qu'il faut dire encore ?) se situerait de thermidor à brumaire (28 juillet 1794 aux 9 et

10 novembre 1799), rassemblant ainsi, avec les derniers mois de la Convention, toute la durée du Directoire. La Révolution IV engloberait le Consulat, l'Empire et les Cent Jours (1799-1815).

Il est sûr que Napoléon a continué, en la stabilisant et en la maîtrisant, la Révolution, ajoutant aux incertitudes de son destin global l'incertitude dramatique de sa propre destinée, la fragilité d'un régime *illégitime* et qui doit se justifier, vaille que vaille, par des succès ininterrompus.

Après Austerlitz, l'empereur François II, applaudi par ses bons sujets, à son retour à Vienne, disait à l'ambassadeur français : « Croyez-vous, Monsieur, que votre Maître pourrait ainsi retourner à Paris, ayant perdu une bataille comme celle que j'ai perdue ? »

Cette impertinence a le même sens que cette exclamation d'un royaliste français que fascine la gloire de Napoléon : « Quel malheur qu'il n'ait pas été un Bourbon ! »

c) La Révolution française aurait dû être, selon ses premières intentions, une solution dans le goût du « despotisme éclairé ».

Dans cette histoire mouvementée, la phase II qui seule a connu une violence dramatique, se présente par rapport à l'ensemble comme une aberration, une déviation inattendue.

On a souvent soutenu que si la Révolution, au printemps de 1792, n'avait pas sombré dans le sang, une révolution presque paisible aurait pu obtenir ce succès à l'anglaise, dans la modération, dont avaient rêvé tant d'esprits français. Tel Montesquieu, qui écrivait dans les *Lettres persanes*, en 1721 : « Il ne faut toucher aux lois existantes que d'une main tremblante » ; ou Rousseau qui pensait qu'un vieux peuple ne peut survivre à des commotions révolutionnaires : « Sitôt que ses fers sont brisés, il tombe épars et n'existe plus. »

Les débuts de la Révolution s'accordent avec cet esprit, plus de réforme que de révolution. Un roi ferme aurait pu l'y maintenir, ou l'y ramener. Mais ni les conseils de Mirabeau ni ceux de Barnave ne détachèrent Louis XVI des privilégiés qui l'entouraient et faisaient de lui un prisonnier de sa propre cour. Faut-il rouvrir ce vieux procès ?

Ce n'était pas la première fois que les solutions de bon sens politique étaient ainsi écartées. Le programme des réformateurs « éclairés » avait toujours été stoppé, en France, depuis le début du règne de Louis XVI ; d'où le renvoi de Turgot, en 1776. Et partout, la même réaction avait montré son visage et sa force, dans cette Europe du *despotisme éclairé*, où tant de bons esprits avaient cru qu'il suffisait de gagner le prince ou le roi, que, dès que ce dernier était « philosophe » tout était assuré. Or les souverains du *Siècle des Lumières* ont préféré les demi-mesures. Même quand Frédéric II met sa noblesse ou pas, c'est avec tant de modération qu'à sa mort, en 1787,

l'État prussien sera le théâtre d'une vaste réaction seigneuriale.

Ce qu'un Frédéric II n'avait su faire, comment l'attendre d'un Louis XVI ? Quand, finalement, celui-ci fit appel à l'aide étrangère, il déclencha les forces agiles de la contre-révolution et de la réaction européennes. Prise de vitesse, la Révolution se jeta dans une voie inattendue de ses promoteurs eux-mêmes.

Ils l'avoueront : « On n'est pas révolutionnaire, on le devient » (Carnot) ; « la force des choses nous conduit peut-être à des résultats auxquels nous n'avions pas pensé » (Saint-Just). Dans cette voie inédite, cruelle pour elle et pour les autres, la Révolution va se maintenir quelques mois seulement, jusqu'à la chute de Robespierre qui ouvre la porte à la réaction et à la douceur de revivre. « Paris redevint très gai, raconte Michelet. Peu de jours après Thermidor, un homme, qui vit encore et qui avait alors dix ans, fut mené par ses parents au théâtre et, à la sortie, il admira la longue file des voitures brillantes qui, pour la première fois, frappaient ses yeux. Des gens en veste, chapeau bas, disaient aux spectateurs sortants : "Faut-il une voiture, *mon maître* ?" L'enfant ne comprit pas trop ces termes nouveaux. Il se les fit expliquer et on lui dit seulement qu'il y avait eu un grand changement par la mort de Robespierre. »

Toutefois, Michelet a-t-il eu raison d'arrêter au 10 thermidor son *Histoire de la Révolution française* (1853) ? En toute logique, non : la réaction thermidorienne achevée, la France va revenir à la Révolution sage de la phase I dont le Directoire déjà, puis le Consulat maintiendront les conquêtes essentielles. Ce qui sera rejeté, c'est l'apport de la Convention terroriste.

À l'étranger, en tout cas, nul ne juge la Révolution terminée. Le 12 septembre 1797 encore, l'ambassadeur russe en Angleterre écrivait (en français) à son gouvernement : « Ce qui était probable... est arrivé à Paris : le triumvirat dictatorial a arrêté deux directeurs et soixante-quatre membres des deux Conseils, sans aucune forme de procès. On va les envoyer à Madagascar. Voilà la belle Constitution et la belle liberté française ! J'aimerais mieux vivre au Maroc que dans ce pays de prétendue égalité et liberté. » Pourquoi cette hargne ? Parce qu'à l'étranger, on ne parle pas toujours avec ironie de la « belle liberté française ». C'est au nom de la Révolution que Napoléon ira de conquête en conquête et partout où le régime napoléonien se sera installé, les lois, les coutumes, les cœurs en garderont la trace, malgré les rancunes ou les haines soulevées par l'occupation. Goethe, Hegel seront en faveur de Napoléon, qu'ils verront, en face d'une Europe réactionnaire très en retard sur l'évolution politique et sociale de la France, comme « l'âme du monde à cheval » ; le mot est de Hegel.

Les guerres de l'Empire ont projeté aux dimensions de l'Europe la « guerre civile » française. Pendant un quart de siècle, pour chaque

pays européen menacé par la conquête napoléonienne, la Révolution a été une réalité en puissance. Vécu ainsi en esprit comme une possibilité immédiate, le message de la Révolution, admiré ou honni, s'est puissamment propagé à travers l'Occident, il y a partagé les cœurs, orienté les passions. Et finalement, drame aux couleurs violentes, avec ses saints, ses martyrs, ses leçons, ses espérances déçues, éternellement reprises, la Révolution s'offre au XIX^e siècle comme un évangile.

d) Le message de la Révolution française.

Certes, en apparence, après 1815, la Révolution semble réduite au silence. Elle se maintient pourtant dans les cœurs et les consciences, elle subsiste dans ses acquisitions essentielles.

La Restauration n'est pas revenue sur les privilèges sociaux abolis (droits féodaux en particulier). Les biens nationaux n'ont pas été restitués aux anciens propriétaires, et même si la distribution n'en a pas été équitable (ils sont très souvent allés aux riches), l'acquis révolutionnaire a été sauvegardé sur ce point, comme l'avait été le principe des droits de l'individu garantis par la Charte de 1814. Quand le gouvernement de Charles X semblera prêt à une nouvelle réaction, ce sera le soulèvement immédiat, et la monarchie de Juillet et le retour au drapeau tricolore. Alors resurgissent largement l'idéologie et le langage révolutionnaires.

Déjà, en 1828, un compagnon de Gracchus Babeuf, Buonarotti, avait raconté dans son *Histoire de la conspiration pour l'Égalité, dite de Babeuf*, la Conspiration des « Égaux », leurs projets d'une sorte de « Vendée plébéienne », leur échec et leur exécution (Babeuf s'est poignardé pour y échapper, le 26 mars 1797). Il s'était agi d'un mouvement « communiste », communautaire sans aucun doute, fidèle à ce mot de Rousseau : « Vous êtes perdus si vous oubliez que les fruits sont à tous et la terre à personne. » Le succès du livre et de l'exemple fut immense. Auguste Blanqui, le révolutionnaire impénitent que nul ne peut rétrospectivement se défendre d'aimer, l'aura lu passionnément.

Cet exemple nous permet de comprendre la façon dont la Révolution a pu continuer, jusqu'à nos jours, à parler à peu près le langage que désirait lui prêter chaque génération. Après l'éclipse apparente du Second Empire, à partir de 1875, ses symboles ne cesseront plus d'être la base idéologique de la III^e République et de tout le mouvement socialiste, le support de la révolution en marche.

Ce qu'évoque alors l'humanisme révolutionnaire, c'est essentiellement la légitimité de la violence au service du droit, de l'égalité, de la justice sociale, de la patrie jalousement aimée, une violence dont le révolutionnaire est ou l'acteur, ou la victime, car « descendre dans la rue », c'est aussi bien pour y tomber, y crier sa

dernière protestation que pour vaincre. Mais le courage de la violence – courage de mourir, ou de frapper – ne s'accepte que s'il est le seul moyen de fléchir le destin, de le rendre plus humain, plus fraternel. Bref, la Révolution, c'est la violence au service d'un idéal. La Contre-Révolution jaillit d'un pari analogue. Son tort, vis-à-vis de l'histoire, c'est de regarder en arrière, de tenter de revenir en arrière. Or revenir vers le passé n'est possible que par accroc, pour un instant. À *long terme*, une action ne peut avoir de poids historique et durer que si elle va dans le sens de l'histoire, que si elle ajoute sa propre vitesse à la sienne, au lieu de tenter vainement de la freiner.

En tout cas, on pourrait à bon droit s'étonner que 89 ait servi de flambeau aux grands mouvements des masses ouvrières jusqu'au *xx^e* siècle. Tout d'abord, parce que dans ses intentions premières comme dans ses résultats, la Révolution de 89 est restée une révolution prudente. Puis, sa légende héroïque, pleine de miracles de demi-dieux, de « géants », s'est en partie effacée, ternie par la démystification d'une histoire objective. Nul ne s'y est mieux employé que les historiens de gauche, désireux d'appuyer leur ferveur révolutionnaire sur le témoignage des documents. Ce faisant, la Révolution a perdu beaucoup de ses saints. Mais en même temps, son message s'est dégagé avec plus de netteté.

Cette révision, en effet, a réhabilité la période rouge de la Terreur, dégagé le sens de ses souffrances (celles qu'elle a subies comme celles qu'elle a infligées), excipé, pour la justifier, du tragique des situations. Désormais, c'est l'Incorruptible, puis Gracchus Babeuf (héros tardif) qui passent avant Carnot, « l'organisateur de la victoire », ou Danton. Et c'est leur langage qui nous parvient, un langage fort, parce qu'il fut « celui des anticipations ». Le suffrage universel, la séparation de l'Église et de l'État, le décret de Ventôse qui prévoyait même une certaine redistribution des biens, toutes ces conquêtes éphémères de la Révolution II, reniées après Thermidor, ce sont bien des anticipations, puisqu'il a fallu si longtemps parfois pour qu'elles rebondissent jusqu'à nous et deviennent notre bien.

En tout cas, c'est grâce à elles que l'humanisme révolutionnaire de 89 vit encore parmi nous. Les hésitations, certaines réserves du socialisme européen, hier surtout, face au communisme (qui a créé un autre idéal, une autre forme de la révolution), par exemple, les critiques opposées par Jaurès aux idées marxistes après la signature (1905) du pacte avec Jules Guesde, qui créa l'unité socialiste « sous les auspices du Manifeste communiste », autant de signes qu'une certaine idéologie de gauche, nourrie de souvenirs, de mots aussi, a refusé d'identifier sa révolution à la révolution de Marx et plus tard des Soviets. Au seuil de son *Histoire socialiste de la Révolution française*, Jaurès n'indique-t-il pas qu'elle sera « à la fois matérialiste avec Marx

et mystique avec Michelet », c'est-à-dire fidèle à la « mystique révolutionnaire » selon Michelet, à l'héritage vivant de la Révolution française ? C'est tardivement, incomplètement, que la civilisation occidentale, en France et hors de France, se « partage », se déleste de l'héritage et de l'idéal de 89.

La pensée scientifique avant le XIX^e siècle

L'essor de la pensée scientifique en Europe jusqu'au XVIII^e siècle met en cause l'enfance de la science moderne : au vrai, une pré-science, comme on peut parler avant la Révolution industrielle d'une pré-industrie.

Il ne s'agit ni de résumer cette évolution, ni même de reconnaître le seuil qui sépare pré-science et science moderne. Le problème est de savoir non le comment, mais *le pourquoi de ce développement scientifique dans les cadres exclusifs de la civilisation occidentale*. Selon le mot, sans ambiguïté, de Joseph Needham, chimiste et sinologue, « l'Europe n'a pas créé n'importe quelle science, mais la science mondiale ». Et elle l'a créée presque à elle seule.

Alors, pourquoi cette création ne s'est-elle pas accomplie dans le cadre de civilisations beaucoup plus précoces, en Chine par exemple, ou à partir de l'Islam ?

• *Toute démarche scientifique s'encadre régulièrement dans une explication générale du monde.*

Pas de progrès, pas de raisonnement ou d'hypothèse fructueuse s'il n'existe un système général de références par rapport auquel se situer, puis s'orienter. La succession des systèmes d'explication du monde fournit la meilleure trame de l'évolution scientifique.

L'histoire des sciences (et de la science), vue d'une certaine hauteur, se présente comme le passage très lent d'une explication générale rationnelle à une *autre* explication générale, chacune s'affirmant successivement comme une *théorie* qui rend compte de l'ensemble des explications scientifiques du moment, jusqu'au jour où cette enveloppe se déchire, parce qu'elle est contredite, violemment, par de nouvelles connaissances. Il faut alors en construire une autre, vaille que vaille, et qui sera un nouveau point de départ.

Du XIII^e siècle à nos jours, la science occidentale n'a connu que trois explications générales, *trois systèmes du monde* : celui d'Aristote qui s'introduit dans les interprétations et spéculations d'Occident avec le XIII^e siècle, et qui est un lointain héritage ; celui de Descartes et de

Newton, qui fonde la science classique et se présente (mis à part les emprunts décisifs à la pensée d'Archimède) comme une construction originale de l'Occident ; enfin la théorie relativiste, d'Einstein, annoncée dès 1905, qui inaugure la science contemporaine.

Ces vastes créations dominent la démarche scientifique, évidemment elles ne la résument jamais en son entier. Leur mise en place pose des problèmes complexes et non moins leur détérioration. Le moment où elles ne cadrent plus avec les faits signale d'ordinaire les vrais progrès, les moments décisifs de l'histoire générale des sciences.

Le système d'Aristote est un héritage très ancien, celui de l'École péripatéticienne (IV^e siècle av. J.-C.). Son message, pour l'essentiel, est arrivé à l'Occident par le relais tardif des traductions, à Tolède, des commentaires d'Averroès. À Paris ce fut une véritable révolution ; en 1215, les programmes de l'Université sont modifiés de fond en comble : à l'étude de la littérature latine, des poètes surtout, est substituée à la logique formelle. « La philosophie pénètre tout, abolit tout », les traductions d'Aristote se multiplient, soulèvent une masse énorme de commentaires. Il s'ensuit une très vive querelle des Anciens et des Modernes. Dans un poème de l'époque, vers 1250, le philosophe dit au poète : « Je me suis dédié au savoir, alors que tu préfères les choses puériles, des proses, des rythmes, des mètres. À quoi te servent-elles ?... Tu sais la grammaire, mais tu ignores la Science et la Logique. Pourquoi te gonfles-tu, si tu n'es qu'un ignorant ? »

Le système du monde, développé par Aristote, régnera sur l'Europe jusqu'au XVII^e, voire au XVIII^e siècle, car il ne succombera pas immédiatement aux attaques de Copernic, de Kepler, de Galilée.

« La cosmophysique d'Aristote est bien entendu complètement périmée. C'est néanmoins une physique, c'est-à-dire une théorie hautement, bien que non mathématiquement, élaborée. Ce n'est ni un prolongement brut et verbal du sens commun, ni une fantaisie enfantine, mais une théorie, c'est-à-dire une doctrine qui, partant bien entendu des données du sens commun, les soumet à une élaboration systématique, extrêmement cohérente et sévère » (Alexandre Koyré). Sans doute, Aristote pose-t-il *comme un axiome* qu'il existe une unité du monde, un « cosmos ». Mais Einstein agit-il autrement ? Quand Paul Valéry lui demande : « Mais qu'est-ce qui me prouve qu'il y a de l'unité dans la nature ? », il répond : « C'est un acte de foi. » (Paul Valéry, *L'Idée fixe*, p. 141). Il dit ailleurs : « Je ne puis penser que Dieu joue aux dés avec le cosmos. »

Cette unité aristotélicienne du monde est un « ordre » : chaque corps y a son *lieu naturel* et devrait donc rester dans un repos perpétuel. Tel est le repos de la Terre au centre du Cosmos et de ses sphères

successives. Cependant des séries de mouvements agitent le cosmos : mouvements *naturels* (tel celui du corps qui tombe à terre, du corps léger, flamme ou fumée, qui gagne le ciel, tel le mouvement circulaire des astres ou mieux des sphères célestes) ; mouvements *violents*, anormaux par contre, ceux que l'on imprime à un corps, soit en le poussant, soit en le tirant, et qui s'interrompent dès que s'arrête l'effort du moteur. À cela, une seule exception, de taille il est vrai : le corps lancé, le projectile, dont le mouvement n'est pas *naturel* et n'est pas non plus lié à un moteur (il n'est ni poussé ni tracté). Ce projectile serait propulsé par le milieu tourbillonnant de l'air qu'il traverse. Cette réponse sauve, assure le système, mais toutes les attaques vont viser ce point faible.

Elles porteront inmanquablement sur l'éternelle question disputée : *a quo moveantur projecta* ? Question qui soulève, à vrai dire, une série de problèmes (l'inertie ou l'accélération de la chute des *graves*) dont se saisissent déjà les « nominalistes » parisiens du *xiv^e* siècle, Occam, Buridan, Oresme. Ce dernier, génie mathématique, reconnaît le principe de la loi d'inertie, la proportionnalité de la vitesse au temps de la chute des corps... Mais sa pensée ne sera pas immédiatement suivie.

Ce serait une très longue, une admirable histoire que celle des luttes, des tâtonnements à la suite desquels *la physique et la science classiques auront détrôné le système d'Aristote pour aboutir au système newtonien*.

Ce « bond en avant » est le fait d'esprits exceptionnels, en rapport les uns avec les autres : la science est dès lors internationale, elle dépasse les divisions ou politiques ou linguistiques et emplit *tout* l'espace de l'Occident. Sans doute, les progrès ont-ils été favorisés par l'essor économique du *xvi^e* siècle et non moins par la diffusion à cette époque des œuvres de la science grecque, grâce à l'imprimerie. Les travaux d'Archimède sont ainsi connus très tardivement, durant les dernières années du *xvi^e* siècle. Or cette pensée est merveilleuse ; sur la voie du calcul infinitésimal, elle propose (que l'on songe au calcul de π), la notion féconde de *limite*.

Ces progrès auront été lents. Pour les mathématiques, les cinq progrès majeurs, tels que les énumère un historien des sciences, se succèdent à longs intervalles : géométrie analytique de Fermat (1629) et de Descartes (1637) ; arithmétique supérieure de Fermat (vers 1630-1665) ; analyse combinatoire (1654) ; dynamique de Galilée (1591-1612) et de Newton (1666-1684) ; gravitation universelle de Newton (1666 et 1684-1687).

Or les mathématiques ne sont pas seules en cause. Voyez ainsi dans le vaste champ de l'astronomie, la façon dont résistera le système

géocentrique hérité de Ptolémée (et les Grecs cependant avaient eu un instant l'idée d'un système héliocentrique) et le lent triomphe de Copernic (1473-1543) et Kepler (1571-1630).

Le grand événement, au-delà de ces tâtonnements, est la constitution d'un système nouveau du monde : *l'univers abstrait, géométrisé de Descartes et, plus encore, de Newton*, où tout se résume et tient en une ligne, celle de la gravitation universelle : les corps s'attirent en raison directe de leur masse, en raison inverse du carré de leurs distances (1687).

Ce monde imaginé aura, lui aussi, la vie dure, il traversera toutes les révolutions scientifiques du XIX^e siècle, jusqu'à l'avènement récent de la relativité d'Einstein, nouvelle explication magique du monde. Qui aura fait ses études avant 1939 aura encore vécu, en esprit, dans les cadres clairs de l'univers newtonien.

• *Descartes, « un homme libre ».*

Cet univers géométrisé, ou mécanisé, n'appartient en propre à aucun des savants que nous avons cités ou aurions pu citer. Sans céder à un nationalisme hors de saison, faisons pourtant à René Descartes (1596-1650) la place qui lui revient.

Ouvrons, pour lui, une parenthèse. L'homme échappe aux biographes par sa discrétion, sa timidité voulue, sa sensibilité contenue. Au-delà de 1628, quelques voyages mis à part, il vit loin de France, surtout en Hollande. Il mourra à Stockholm, hôte de la reine Christine de Suède. À Amsterdam, où il a longuement séjourné, il se sera réjoui d'être perdu dans la foule, « jamais reconnu de personne ».

Reconstruire sa pensée, la reprendre dans son mouvement, est aussi difficile que de reconstruire cette vie secrète.

Le *Discours de la Méthode* en effet (1637) a tout simplifié à nos yeux. On n'a voulu voir ensuite que ses règles péremptoires, alors que le *Discours* est la préface de trois œuvres : *La Dioptrique*, *Les Météores* et la très célèbre *Géométrie* : il importe de ne pas les en séparer. De plus, le *Discours* est en quelque sorte une version simplifiée, contractée de ces *Regulae* qui n'ont été publiées qu'après la mort de l'auteur. Les *Regulae* ont-elles été composées comme il semble vers 1629 et reprises en 1637, pour une mise au clair, dans le *Discours de la Méthode* ? Ou, au contraire, les quatre préceptes de la Méthode datent-ils, comme le dit à la lettre le *Discours*, du fameux hiver 1619-1620, auquel cas les *Regulae* en seraient une version ultérieure, plus étendue, plus compliquée ? Le fait est que de l'un à l'autre livre, le style de pensée diffère. Comme différent la sévère et stricte *Géométrie*, et cette mathématique plus riche, plus inventive que nous offrent les *Lettres* de Descartes, où il est comme stimulé, échauffé par « les défis de ses

adversaires ».

D'où bien des hésitations qui ne changent évidemment pas la signification de l'ensemble. Nous sommes en présence de la première critique systématique et moderne de la connaissance, d'une lutte héroïque contre toute tromperie intellectuelle ou métaphysique, toute erreur « d'une intuition poétique ».

Sur le plan scientifique, quelques mots ne sauraient suffire, même si l'on se borne, dans son œuvre, à ce qui regarde l'avenir et parvient jusqu'à nous, si l'on oublie sa physique et son optique qui de toute évidence ne furent pas révolutionnaires, pour ne mettre en cause que sa géométrie, l'œuvre dans laquelle, selon lui-même, il a le mieux appliqué sa méthode.

Descartes se débarrasse, non sans peine, du « réalisme géométrique » des Grecs. Sa mathématique instaure la pure abstraction. « L'étendue alors, au lieu d'être imposée à la pensée d'une façon réaliste, est constituée par un tissu de relations. » Du coup, dépassant ses prédécesseurs, et notamment Viète qu'il connaît et Cavalieri qu'il a le tort d'ignorer, il fait progresser « à pas de géants la théorie des équations. Il faudra attendre ensuite Galois ».

Que la mathématique cartésienne ne dépasse pas la compréhension actuelle d'un étudiant en mathématiques à ses débuts ne doit pas dissimuler l'énormité du bond que Descartes a réalisé. Ainsi quand il évoque, à côté des racines « vraies » (les positives) d'une équation et des « fausses » (les négatives), les racines « seulement imaginaires », ou que sa démonstration implique, bien que sans les fixer avec netteté, les axes de coordonnées (orthogonaux ou non), ou qu'il décompose, ou plutôt compose à l'avance une fonction en un certain nombre de binômes sous la forme d'équations du premier degré se multipliant les unes les autres : soit $(x - 1)(x + 4)(x - 7)$, etc.

Un historien, Lucien Febvre, a raison de le voir vivant sa raison comme il vit sa foi, faisant barrage contre tout ce que le xvi^e siècle avait entraîné avec lui, dans son mouvement naturaliste, de fables, d'à-peu-près, de pensée pré-logique, de physique qualitative, faisant barrage contre tous ces « rationalistes » de la Renaissance qui n'avaient vu « dans la nature qu'une boîte à miracles ou qu'une provocation à la rêverie ».

• Les années tournantes, 1780-1820, posent un dernier problème : le franchissement du seuil qui conduit à la science vraiment moderne.

Si splendide que soit le $xviii^e$ siècle, il n'est pas de plain-pied encore avec la science moderne, maîtresse de ses attitudes, de son langage, de ses méthodes.

C'est ce que montre un des plus beaux livres de Gaston Bachelard, *La Formation de l'esprit scientifique*, 1935, où il s'est efforcé de répertorier les gênes, les maladresses d'une science en train de se dégager, non sans difficulté, de la connaissance commune et d'une certaine mentalité pré-logique dont la lourdeur étonne. Cette psychanalyse de l'esprit scientifique, au *Siècle des Lumières*, ne retient évidemment que les côtés d'ombre, les erreurs, les aberrances, les balourdises. Mais ces balourdises accompagnent peut-être éternellement l'esprit scientifique en marche ? Peut-être n'en sommes-nous pas dépourvus vis-à-vis de la science de demain ?

Le plus gros obstacle au XVIII^e siècle ? Peut-être le compartimentage de la science en secteurs indépendants les uns des autres, ceux-ci en vive progression : mathématiques, chimie, thermodynamique, géologie, économie (mais s'agit-il d'une science ?) ; ceux-là à la traîne, parfois stagnants : médecine, sciences biologiques... Les différentes sciences manquent, alors, de liaisons entre elles ; le langage mathématique les pénètre mal ; lacune non moins grave, la liaison avec la technique se fait de façon épisodique.

Ces difficultés vont se résoudre lentement. En France, la terre nouvelle n'est atteinte franchement que vers 1820-1826, à l'heure où l'Académie des Sciences est « la plus brillante réunion de savants qui fût jamais : Ampère, Laplace, Legendre, Biot, Poinsot, Cauchy... » (Louis de Broglie). Cette heure vaut pour toute l'Europe.

Justement, pour quelles raisons le seuil est-il franchi et assuré, ainsi, le destin scientifique d'une civilisation qui alors, *mais alors seulement*, est définitivement emportée par son élan ?

Une explication matérialiste est évidente. L'essor économique sans précédent du XVIII^e siècle a soulevé le monde entier et l'Europe en est devenue le cœur impérieux. Vies matérielle et technique multiplient leurs demandes, leurs contraintes. Peu à peu, une réponse, une collaboration se précisent. L'industrialisation, dont parle notre prochain chapitre, serait ainsi l'élément décisif, le *moteur*. Ce qui revient à expliquer une évidente spécificité occidentale – la science – par une non moins évidente spécificité occidentale – l'industrialisation. Ces deux originalités se feraient écho ; en tout cas, elles s'accompagnent. C'est ce qu'aime à dire Joseph Needham dont nous citons le témoignage. La Chine a possédé très tôt, beaucoup plus tôt que l'Occident, une science, une ébauche de science, assez fine et poussée. Mais pour franchir l'étape décisive, elle n'a pas connu cet élan économique qui a soulevé l'Europe, cette tension « capitaliste » qui, en fin de course ou à mi-course, lui a permis de franchir l'obstacle et dont longtemps à l'avance l'incitation s'est fait sentir, dès la montée des grandes villes marchandes du Moyen Âge et surtout à partir du XVI^e siècle.

Toutes les forces de l'Europe, les matérielles et les spirituelles, ont travaillé à cette naissance, fruit d'une civilisation prise dans sa pleine épaisseur et sa totale responsabilité.

Chapitre III

L'industrialisation de l'Europe

Une des responsabilités essentielles de l'Europe : celle d'avoir réalisé la Révolution industrielle qui a couru et court l'univers. Ce formidable lancement technique est son œuvre, une œuvre récente à l'échelle de l'histoire des civilisations puisqu'elle date de deux siècles à peine.

Jusque-là, la brillante Europe ne fait figure, *sur le plan matériel*, que de pays sous-développé, non par rapport au monde qui l'entoure, mais par rapport à ce qu'elle allait devenir elle-même.

Alors, comment a-t-elle réussi à franchir ce seuil industriel ? Comment sa civilisation a-t-elle réagi aux conséquences de sa propre création ?

Telles sont les questions qui se posent d'entrée de jeu.

Leur intérêt est actuel :

a) Elles exigent des explications préalables sur l'état de l'Europe avant son industrialisation. Or cet Ancien Régime économique est encore celui de bien des régions du monde qui tentent de le dépasser.

b) La Révolution industrielle est un phénomène compliqué ; nulle part elle ne s'est produite en une seule fois. Des secteurs sont restés longtemps à la traîne, ainsi l'industrie lainière du Yorkshire ou la quincaillerie autour de Birmingham jusqu'au milieu du XIX^e siècle, pour ne prendre des exemples que dans le pays pionnier que fut l'Angleterre. Ces discordances visibles aujourd'hui, en Amérique du Sud par exemple, sont normales dans chaque pays en voie d'industrialisation.

c) L'exemple de l'Europe prouve que l'industrialisation pose, dès les prémices de sa réussite, de graves problèmes sociaux. Le pays qui entreprend de s'industrialiser doit envisager, en même temps, la révision de ses structures sociales, s'il veut s'éviter la longue gestation idéologique et révolutionnaire qui a travaillé et fait souffrir l'Europe.

Aux origines de la première révolution industrielle

Quatre révolutions industrielles classiques, celle de la vapeur, celle de l'électricité, celle du moteur à explosion, celle de l'énergie nucléaire, se succèdent et s'ajoutent les unes aux autres.

Le problème, pour nous, c'est de voir et si possible d'assez près, comment ce convoi de révolutions s'est mis en route : ce qui revient à mettre en question le cas privilégié de l'Angleterre, entre 1780 et 1890. Pourquoi l'Angleterre fut-elle la première à s'industrialiser ? Et dans quelles conditions ? Quelle était, avant 1780, la situation générale de l'Europe sur le plan industriel ?

• Le mot d'industrie, avant le XVIII^e siècle, ou mieux avant le XIX^e, risque de suggérer de fausses images.

Tout au plus parlera-t-on de pré-industrie.

En fait, depuis le XII^e siècle qui a vu « la première révolution industrielle », entendez la généralisation à l'espace européen des moulins à eau et des moulins à vent, aucune innovation technique majeure n'a surgi. La pré-industrie ne dispose, au XVIII^e siècle encore, que de ces sources et moyens énergétiques d'autrefois : la puissance d'un moulin à eau se situe d'ordinaire au voisinage de 5 HP ; celle d'un moulin à vent, dans les régions largement ventilées comme la Hollande, dépasse parfois 10 HP, mais son travail est intermittent. Faute de ressources énergétiques abondantes et de machines puissantes, la vie industrielle, malgré la multitude des petits et souvent très ingénieux progrès techniques, est condamnée à une semi-immobilité. Autour d'elle, une vie économique archaïque se perpétue et l'emprisonne (rendements agricoles dérisoires, transports imparfaits et coûteux, marchés insuffisants ; par contre, la main-d'œuvre est surabondante).

L'industrie, au sens où nous l'entendons, n'existe pour ainsi dire pas. L'artisanat local, à court rayon d'action, suffit souvent aux besoins essentiels de la population. En certains secteurs, cependant, des entreprises se distinguent qui travaillent pour de vastes marchés ou se spécialisent dans la fabrication de produits de luxe. Ainsi en France, certaines manufactures « royales » dès le XVII^e siècle. Ces prouesses sont assez nombreuses dans le domaine progressif des industries textiles d'où partira, nous le verrons, la Révolution industrielle anglaise.

En effet, l'industrie textile permet mieux qu'une autre de relatives concentrations au sein d'un artisanat encore traditionnel. Aux XVI^e et XVII^e siècles, et même dès le XIII^e dans les villes textiles d'Italie et des Flandres, sous l'impulsion de riches marchands « qui faciunt

laborare », d'assez vastes organisations se dessinent dans la ville même, quelques gros ateliers, des boutiques, des « maîtres » travaillant à domicile (ces maîtres, souvent de simples salariés, sont aidés de deux ou trois compagnons) ; puis très fréquemment, hors de la ville et liés à la même production, des paysans et paysannes travaillant eux aussi à domicile.

Un document du xvi^e siècle décrit ainsi les marchands de Ségovie (Castille) qu'a enrichis la fabrication des draps comme « de vrais pères de famille qui, dans leurs maisons et hors de celles-ci, entretiennent un grand nombre de gens, beaucoup d'entre eux jusqu'à 200, 300 personnes, fabriquant ainsi, par les mains d'autrui, une grande diversité des draps les plus fins ».

À Laval, vers 1700, l'industrie active des toiles, c'est, dans la ville et autour d'elle, 5 000 ouvriers (soit 20 000 personnes, avec leurs familles), « dont le plus riche n'a pas pour 100 livres de tout bien » ; en face d'eux, 500 maîtres tisserands qui achètent le fil à des marchands filassiers « qu'on appelle *cancers* parce qu'ils mangent et sucent les maîtres tisseurs malaisés » ; au-dessus de ce peuple, 30 marchands en gros, vrais organisateurs de cette industrie, qui blanchissent les pièces écruës et les expédient au loin.

Ces marchands-entrepreneurs représentent ce qu'une histoire *typologique* appelle le *capitalisme commercial, ou marchand* : ils fournissent la matière première, règlent les salaires, emmagasinent la production, la vendent, souvent l'exportent au loin et généralement achètent, en échange, d'autres produits avantageux.

Étant donné la lenteur des voyages, chacun de ces circuits marchands est long à boucler. Au xv^e siècle, la laine, prise aux lavoirs d'Espagne, expédiée et travaillée à Florence, vendue ensuite sous forme de beaux draps à Alexandrie d'Égypte contre des produits d'Orient qui seront revendus à Florence ou ailleurs en Europe, parcourait un cycle marchand d'au moins trois ans, souvent davantage. L'opération, généralement profitable, est ainsi de longue haleine. Elle immobilise longtemps, et non sans risques, un capital important. Le marchand-entrepreneur, seul à pouvoir la porter à bout de bras grâce à son capital (généralement d'ailleurs en association avec d'autres marchands pour diviser les risques), domine la situation. Il s'en réserve les risques et les profits.

• *La manufacture* :

Le mot, incertain pendant longtemps, désigne assez bien rétrospectivement cette concentration des ouvriers dans un même bâtiment (ou des bâtiments proches les uns des autres), sous la surveillance de contremaîtres.

Le mouvement s'étend au XVIII^e siècle. Du coup, une certaine division du travail s'opère dans ces ateliers. Un article de l'*Encyclopédie* (1761) attribue la supériorité des soieries lyonnaises au fait que les manufactures y emploient un nombreux personnel (au total, 30 000 ouvriers soyeux dans la ville), de sorte que « tel ouvrier ne fait et ne fera de sa vie qu'une seule et unique chose, tel autre une autre chose ; d'où il arrive que chacune s'exécute bien et promptement ».

Toutefois cette organisation est présentée comme exceptionnelle. La dispersion artisanale demeure ainsi la règle à la veille encore des premiers signes de la Révolution industrielle.

• L'Europe pré-industrielle ne manque donc ni d'entrepreneurs ni de capitaux ; elle n'ignore pas les appels du marché, même du marché international ; elle dispose parfois d'une main-d'œuvre à demi concentrée déjà, à portée des entrepreneurs.

Elle souffre par contre, comme tous les pays sous-développés d'aujourd'hui, d'une économie mal articulée. Le secteur agricole, en particulier, ne permet à aucune montée économique de tenir jusqu'au bout de son élan et d'arriver à sa plénitude. Le marché est insuffisant, la concurrence sévère, meurtrière ; la moindre crise jette tout à bas. Les faillites « industrielles » et marchandes sont fréquentes. Un guide marchand du milieu du XVIII^e siècle attire l'attention sur les dangers de « la mode » des manufactures : « Nous trouvons dans nos provinces des vestiges de manufactures détruites, et tous les ans, on en voit quelqu'une s'écrouler, tandis que d'autres s'élèvent pour retomber aussi bientôt. »

En fait, la pré-industrie ne vit que grâce aux très bas salaires. La condition ouvrière s'améliore-t-elle dans quelque région où la prospérité a permis enfin la montée des salaires ? La conséquence ne se fait guère attendre : l'industrie s'y éteint, ou pour le moins périclité, tuée par la concurrence étrangère : c'est le cas de Venise au XVII^e siècle ; de la Hollande au XVIII^e...

En 1777, l'intendant de Picardie constate : il faut aujourd'hui aux manouvriers le double d'argent pour leur subsistance, et cependant ils ne gagnent pas plus qu'il y a cinquante ans, où les vivres étaient moitié meilleur marché ; ils n'ont donc que la moitié de leur nécessaire.

• Tout ne peut changer et ne changera qu'avec des

innovations techniques.

Cependant, à l'avance, acceptons que ces innovations ne puissent tout décider, à elles seules. Le cas privilégié de l'Angleterre va le prouver.

En Angleterre, les innovations techniques se produisent dans deux industries clefs, les textiles (avant tout) et les mines. Répercutées, plus ou moins vite mais fort loin, elles atteignent les autres secteurs de l'économie.

Les mines anglaises, notamment les mines d'étain de Cornouailles exploitées depuis longtemps et de plus en plus profondes, sont exposées au fléau constant des infiltrations d'eau. C'est le vieux problème que posait déjà le *De re metallica*, de Georg Agricola, au *xvi^e* siècle. Mais les grandes roues hydrauliques utilisées à cet effet peuvent-elles animer des pompes assez puissantes, au vrai des relais de pompes ? Chacune, faisant le vide, utilise la pression de l'air et ne peut excéder les forces de celle-ci (chaque fois, elle soulèvera au plus une colonne d'eau théorique de dix mètres de hauteur à peu près).

La recherche de pompes puissantes a suscité finalement les grosses, les lourdes et très coûteuses machines à vapeur de Newcomen, à partir de 1712-1718. En réparant l'une de ces dernières, l'Écossais John Watt, « préparateur », dirions-nous, à l'université d'Édimbourg, se trouva mis sur le chemin de sa propre machine à vapeur, plus simple et plus efficace (conçue en 1776)... Ainsi, la vapeur n'a pas attendu Watt ; dès le début du *xviii^e* siècle, elle animait des machines qui ont servi beaucoup plus qu'on ne le pensait (de récentes études le prouvent). Certaines ont même fonctionné en France vers 1750, dans les mines de charbon d'Anzin. Les réussites spectaculaires (la première voiture automobile, le premier bateau à vapeur de Beugnot et de Jouffroy) se situent en 1770.

L'industrie textile a été, elle restera jusqu'au milieu du *xix^e* siècle (jusqu'aux chemins de fer), l'industrie motrice : elle entraîne les autres, à la fois industrie de première nécessité et industrie de luxe.

Selon Max Weber, ses rythmes dominant tout le passé matériel de l'Occident : celui-ci a connu successivement un âge du lin (Charlemagne est vêtu de toile) ; un âge de la laine ; puis un âge du coton – mieux une folie du coton au *xviii^e* siècle. Or c'est le coton qui voit se développer les premières *fabriques*, au sens strict du mot. Lié au commerce des Indes, de l'Afrique, de l'Amérique, par suite au trafic des esclaves noirs, le coton s'est installé dans les grands ports coloniaux, ou autour d'eux (Liverpool, Glasgow). Il profite de leur élan, de leurs capitaux accumulés. Rien d'étonnant si ces industries fortement sollicitées appellent à elles, provoquent même les perfectionnements techniques.

Des machines nouvelles surgissent, chacune avec son surnom : la *navette volante* de John Kay (1733) ; la *spinning Jenny* d'Hargreaves, la *waterframe* d'Harkwright (1769), la *mule-jenny* de Campton (1799), le sommet de cette évolution étant sans doute, mais en France, le métier à tisser de Jacquard (1801).

Ainsi s'esquisse une première explication : l'élan économique a soulevé tel ou tel secteur industriel, privilégié ; la technique répond à cette demande. Tout s'organise de façon empirique, spontanée.

• *Sollicitée à son tour par la technique, la science se présente non moins naturellement au rendez-vous.*

L'HOMO SAPIENS rejoint l'HOMO FABER ; dès lors, ils feront route ensemble.

La science avait accompli d'évidents progrès au XVIII^e siècle. Cependant, dans l'ensemble, il s'agissait d'une science volontiers généralisante, théorique, peu habituée à collaborer avec une technique artisanale qui ne lui posait guère de questions.

Tout change avec la fin du XVII^e siècle. Désormais, certaines requêtes industrielles s'adressent d'elles-mêmes, au-delà de la technique, cette science du tour de main et du métier, à la science elle-même.

Ainsi l'admirable John Watt (1736-1819) n'est pas un simple artisan, pas seulement un autodidacte : esprit scientifiquement orienté, il a des connaissances d'ingénieur, de chimiste. Un vrai scientifique, John Black (né à Bordeaux en 1728, de parents écossais, mort à Édimbourg en 1799), professeur d'université à Édimbourg (chimiste, il a fait des travaux notables sur les alcalis), aura fourni à Watt ce principe de la *chaleur latente* sur lequel celui-ci construit sa machine : la vapeur ne se détendra pas, grâce au « tiroir », dans le cylindre où elle agit et qu'elle refroidirait.

Des appuis de ce genre, la science va, par centaines, les apporter à l'*industrie naissante*. C'est le cas important du *blanchiment des toiles*. Le procédé ancien (étendage et arrosage sur les prés des pièces d'étoffe, passage dans plusieurs solutions, alcalines, puis légèrement acides) demande de larges espaces et beaucoup de temps, parfois jusqu'à six mois. Pour une industrie en vive expansion, il y a là un « goulot d'étranglement », d'autant que l'acide faible employé, le *petit lait* (l'opération se dénomme *souring*), ne se produit pas industriellement. On utilise alors l'acide sulfurique dilué. Il a fallu le produire en grande quantité : occasion pour qu'intervienne un vrai savant, John White, médecin, ancien élève de l'université de Leyde. La découverte du chlore en 1774, par le Suédois Cari Scheele, son emploi par le Français Berthollet pour le blanchiment des étoffes, la mise au point en Angleterre d'une méthode pratique mèneront le procédé à sa

perfection, grâce, on le voit, au jeu *international* de la science.

Rien n'illustre mieux peut-être cette collaboration entre science et technique que le personnage de *Matthew Boulton (1728-1809)*. D'origine modeste (un homme nouveau), cet industriel, esprit pratique et créateur qui finança les travaux de John Watt, était en même temps un savant, passionné de chimie. Autour de lui, se retrouvent aussi bien John Watt qu'un mathématicien et médecin, comme William Small, un poète et médecin comme Érasmus Darwin, l'aïeul du grand Darwin, et bien d'autres. L'Angleterre industrielle devient l'Angleterre scientifique, avec pour capitales, notez-le, Birmingham et Manchester. Londres, la reine du capitalisme marchand, restera longtemps à l'écart de ces nouveautés et ne reprendra sa place dans la vie scientifique anglaise que vers 1820. Le fait à lui seul est significatif. C'est l'essor industriel qui a mis la science en demeure d'agir.

Mais l'explication est-elle suffisante ? Comment comprendre alors qu'en France où la science *appliquée* (pensons à des chimistes d'envergure comme P.J. Macquer (1718-1784), ou Louis Berthollet (1748-1822)) est, sans doute, en avance même sur l'Angleterre, le progrès de l'industrie ait été tellement moins rapide ? C'est que la Révolution industrielle, évidemment, a eu d'autres causes aussi, *économiques* les unes (les plus fortes), *sociales* les autres.

• *L'explication générale – économique et sociale – s'avère la meilleure.*

Avant le départ, *par sa révolution « bourgeoise » de 1688, l'Angleterre a atteint son équilibre politique* ; elle dispose d'une société ouverte sur le capitalisme (fondation de la Banque d'Angleterre, 1694), son économie a bénéficié d'investissements multiples d'intérêt général (routes, canaux – elle a connu, au XVIII^e siècle, la « folie des canaux »).

La Révolution anglaise démarre à la faveur d'un *essor économique général*, celui du XVIII^e siècle, qui, alors, soulève le monde entier.

Mais aurait-elle été possible sans la *forte montée démographique anglaise du XVIII^e siècle* (de l'ordre de 64 %) ? Cette montée, mondiale elle aussi, se présente en Chine comme en Europe, mais, selon les pays, elle a plus ou moins de force, plus faible ainsi en France (de l'ordre de 35 %) qu'en Angleterre. Cette dernière a disposé, par suite, d'une main-d'œuvre surabondante, à bon marché.

Enfin le rôle immense des transformations de l'agriculture anglaise (enclosures, méthodes scientifiques) a desserré le vieil étau de l'insuffisance traditionnelle de la production alimentaire.

La Révolution anglaise s'est faite en deux temps, *d'abord le coton, entre 1780 et 1830 ; ensuite la métallurgie*. Le second temps, celui de l'industrie lourde, a été déterminé par la construction des chemins de

fer. Mis en place grâce à l'argent des épargnants de la première révolution cotonnière, il sera d'une puissance inédite. Mais c'est le premier temps qui lui a donné vie et ouvert la voie. *C'est au coton qu'il faut revenir si l'on veut juger du premier essor.*

La vogue du coton touche alors l'Europe entière, y compris l'Angleterre. Celle-ci a longtemps importé, pour elle et pour les marchés européens et extra-européens, les cotonnades de ses comptoirs des Indes, *les indiennes*. Le succès de ces dernières provoquera leur imitation par les manufacturiers anglais. Stimulée par ses perfectionnements techniques, l'industrie cotonnière ne va cesser de grandir, à cause d'abord de l'énorme demande sur les côtes d'Afrique (un esclave y est dit une « pièce », « uma peça d'India », suivant l'ancien mot portugais, soit la pièce de cotonnade contre laquelle on l'échange) ; à cause des demandes, bientôt, du marché brésilien que les Anglais s'ouvrent et monopolisent (1808), répétant la même opération, deux ans plus tard, dans toute l'Amérique espagnole. Par la suite, elle ira jusqu'à concurrencer, sur leurs propres territoires, les tissages indiens qu'elle finira par détruire totalement. Elle envahira aussi la Méditerranée. Et la vente des tissus britanniques dans le monde, de 1820 à 1860, est continuellement croissante. La consommation de coton brut par les fabriques anglaises passera de 2 millions de livres, en 1760, à 366 millions en 1850 !

Cet immense succès a des rebondissements multiples. À l'abri de l'essor prodigieux du coton, l'Angleterre submerge le marché mondial des marchandises les plus diverses. De ce marché mondial, elle exclut les autres. Un gouvernement agressif, belliqueux chaque fois qu'il le faut, réserve à l'industrie anglaise ce vaste domaine où l'expansion semble n'avoir plus de bornes.

Ce marché mondial n'a pu être disputé à l'Angleterre, dans la mesure où cette montée de la production s'accompagne, comme ce sera toujours la règle par la suite, d'une chute des prix de revient *fabuleuse* (entre 1800 et 1850, le prix des cotonnades passe de 550 à 100, tandis que le blé par exemple et la plupart des autres denrées diminueront à peine d'un tiers).

Les salaires restent à peu près stables, mais l'incidence qu'ils avaient jadis sur le prix de revient est beaucoup plus faible, la technique ayant considérablement réduit la part du travail de l'homme. S'étonnera-t-on des heureuses conséquences de cette production de masse – la première – sur la vie populaire ? Voyez ce qu'en dit Michelet pour la France, à propos de la crise cotonnière de 1842.

L'expansion de l'industrie métallurgique se produit beaucoup plus tard. En ce domaine, la production avait, jusqu'au xix^e siècle, dépendu exclusivement de la guerre. « Les fontes de fer au xviii^e siècle s'identifient avec la fonte des canons », écrivait un Anglais en 1831,

mais des canons, les Anglais n'en avaient guère que sur leurs navires, la guerre terrestre étant peu leur affaire. Au XVIII^e siècle, ils produisent moins de fer que la France ou la Russie et souvent l'importent de Suède ou de Russie. La décisive découverte technique de la fonte au coke, acquise dès le XVII^e siècle, n'est pas vraiment utilisée. La fonte au charbon de bois se maintient longtemps.

La mise en place (1830-1840) des chemins de fer, gros consommateurs de fer, de fonte, d'acier, change tout. L'Angleterre s'engage, chez elle et outre-mer, dans la construction des voies ferrées. En outre, la révolution des navires à coques métalliques, mus à la vapeur, transformera la construction navale anglaise en une énorme industrie lourde. Le coton cesse, alors, d'être le secteur clef de la vie économique de la Grande-Bretagne.

La diffusion du phénomène industriel en Europe (et hors d'Europe)

Dans les autres pays européens et non européens, le phénomène industriel ne se présente ni à la même heure, ni tout à fait dans le même contexte. Toutefois, en gros, l'histoire chaque fois semble bien se répéter, si elle ne met en cause ni les mêmes sociétés, ni les mêmes économies, ni les mêmes civilisations. Mais réduite à sa réalité économique, chaque révolution industrielle reproduit à peu près un même « modèle », comme disent les économistes, uniforme, assez simple.

• *Trois étapes* :

C'est l'opinion (formulée en 1952) d'un économiste américain, Walt W. Rostow. Discutable, sans doute, elle clarifie sûrement le débat.

a) Le *take off*.

Au point de départ, moment essentiel, se situe le *take off*, littéralement le « décollage ». Comme l'avion roule, puis quitte sa piste, une économie en essor se détache assez brusquement de cet Ancien Régime industriel qui la collait au sol. Ce décollage se fait d'ordinaire dans un seul secteur, deux au plus : ainsi le coton pour la Grande-Bretagne et la Nouvelle-Angleterre (cas particulier de l'essor « américain ») ; les chemins de fer pour la France, l'Allemagne, le Canada, la Russie, les États-Unis ; le bois de construction et les mines de fer pour la Suède... Toujours ce secteur *part* en flèche et se modernise vite, sa croissance et la modernité de sa technique le différenciant justement des essors industriels antérieurs qui n'ont

jamais connu cette force explosive ni ce mouvement de longue haleine. L'industrie ainsi soulevée augmente sa production, améliore sa technique, organise son marché, puis anime le reste de l'économie.

Après quoi, l'industrie clef, moteur initial, se stabilise : elle a atteint son plafond. Les réserves qu'elle a permis d'accumuler se reportent alors sur un secteur voisin, lequel, à son tour, part, se modernise, atteint sa perfection.

b) Ce processus s'étendant de secteur à secteur, l'économie dans son ensemble atteint sa maturité industrielle.

En Europe occidentale, après le *take off* des chemins de fer (c'est-à-dire du fer, du charbon, de l'industrie lourde), c'est l'acier, les constructions navales modernes, la chimie, l'électricité, les machines-outils qui prennent la relève. La Russie a connu, beaucoup plus tard, cette même évolution. En Suède, la pâte à papier, le bois, le fer ont joué les rôles essentiels. En gros, c'est dans les premières années du xx^e siècle que ce seuil de la maturité est atteint pour l'ensemble du monde occidental. L'Angleterre qui l'avait franchi dès 1850 se retrouve alors plus ou moins à égalité avec ses partenaires.

Du coup, à ces économies bien rodées, relativement équilibrées, qui ont assuré leurs revenus, acquis une certaine abondance, l'expansion industrielle ne s'impose plus comme le but primordial. Dans quelle direction vont-elles porter leur puissance et leurs investissements possibles ? Confrontées à ce choix, car désormais il y a possibilité de choisir, les sociétés industrielles n'y ont pas répondu toutes de la même façon. Leur réponse dessine le sens de leur histoire présente et celui de leur avenir. Or, on le devine, c'est dans leur civilisation même qu'elles ont puisé, consciemment ou non, les motivations de leur choix.

c) L'heure du choix.

Il s'agit, en fait, de choisir un style de vie, valable pour une société entière.

Ou sacrifier à la sécurité, au bien-être, aux loisirs de tous et porter l'effort sur une législation sociale attentive ; ou considérer que ce bien-être ne peut se réaliser qu'au travers d'une large consommation de masse (les biens, les services de luxe étant produits de façon à atteindre la très grande majorité de la nation) ; ou utiliser, enfin, le pouvoir agrandi de la société ou de la nation sur le plan souvent vain, et toujours dangereux, de la politique mondiale, de la puissance.

Vers 1900, maturité des États-Unis : ceux-ci se sont essayé alors à un geste bref, mais significatif de puissance (guerre contre l'Espagne de 1898, pour Cuba et les Philippines), geste conscient si l'on songe que Theodore Roosevelt écrivait alors que les États-Unis « avaient besoin d'une guerre », ou qu'il fallait leur donner « quelque chose à penser

qui ne fût pas le gain matériel ». Quelques années plus tard, ce sont les timides et éphémères tentatives d'une politique sociale progressive. Mais après la rupture de la Première Guerre mondiale, les États-Unis s'engagent complètement dans la solution de la consommation de masse, c'est le *boom* des automobiles, de la construction, des *gadgets* pour le confort des maisons...

En Europe occidentale, l'heure du choix a été retardée par les deux guerres mondiales et les reconstructions qu'elles ont imposées. En gros, la consommation de masse y fait son apparition depuis 1950, mais avec les restrictions et les amendements qu'y apportent les politiques gouvernementales et la pression d'une puissante tradition socialiste ; en France par exemple les séries de lois sociales qui vont de la gratuité de l'enseignement à l'organisation médicale de la « sécurité sociale ». Avec aussi *le retard de secteurs entiers*, fruit de circonstances, ou de réticences à abandonner les habitudes traditionnelles. Par exemple, la révolution de l'agriculture, à l'américaine, s'est heurtée sur le continent européen à des freinages multiples. On connaît, à ce sujet, les difficultés répétées de l'Union soviétique ; la situation est compliquée aussi pour l'Italie et pour la France, à mi-chemin seulement de leur modernisation agricole.

Enfin, *toutes les régions ne sont pas également engagées dans le mouvement*. De même que le sud des États-Unis était resté bien après 1900 « à la traîne », toute une partie de l'Europe s'attarde : le Sud-Ouest et l'Ouest français, l'Italie du Mezzogiorno, la péninsule Ibérique en son entier, hors les centres industriels de Barcelone et Bilbao, l'ensemble des Républiques socialistes (sauf l'Union soviétique elle-même, la Tchécoslovaquie et la République démocratique allemande), le reste de la péninsule des Balkans, la Turquie...

Bref, *il y a toujours ces deux Europe* qu'en 1929, un journaliste distinguait l'une comme celle de la carriole, l'autre comme celle du cheval-vapeur.

Si l'on en veut un symbole entre mille, allons près de Cracovie, sur une route où les étroits chariots à quatre roues, avec leurs chargements de bois, les troupeaux d'oies avec leurs gardiennes, comme au *xv^e* siècle, sont plus nombreux que les automobiles. Mais tout d'un coup se dressent les formidables installations de Nova Huta, la ville métallurgique créée de toutes pièces par la Pologne socialiste. Ce contraste fait encore partie intégrante de la vie européenne d'aujourd'hui.

• *Crédit, capitalisme financier et capitalisme d'État :*

Une révolution du crédit aura accompagné la Révolution industrielle et profité à plein de l'élan de cette dernière.

Le capitalisme, un certain capitalisme, existe depuis toujours, voire dès l'antique Babylone qui a connu des banquiers, des marchands engagés dans des affaires lointaines, et tous les instruments de crédit : lettre de change, billet à ordre, chèque... En ce sens, l'histoire du capitalisme va « d'Hammourabi à Rockefeller ».

Mais le crédit en Europe est encore très modeste aux ^{xvi^e} et ^{xvii^e} siècles. Le ^{xviii^e} l'a largement développé, avec déjà, ne serait-ce qu'à propos du commerce des Indes (et de ses Compagnies), ou du commerce « à la Chine » (qui entraîne le développement de Canton), un capitalisme international, largement étendu aux diverses places marchandes d'Europe. Pourtant, à cette époque encore, les vrais *financiers* ne s'occupent guère de commerce ou d'industrie : ils manient les deniers publics, agissent au service de l'État.

Avec le succès de l'industrialisation, la banque et la vie financière connaissent un immense essor. À tel point qu'en même temps que le capitalisme industriel, un *capitalisme financier* prend le dessus et, un peu plus tôt, un peu plus tard, met la main sur tous les leviers de la vie économique.

En France et en Angleterre, cette primauté se dessine avec les années 1860. Les banques anciennes et nouvelles multiplient leurs réseaux, elles se spécialisent (banques de dépôts, de crédit, d'affaires). Il serait utile, pour suivre cette modernisation bancaire, de suivre en France par exemple l'histoire du Crédit Lyonnais, fondé en 1863 ; aux États-Unis la banque Pierpont Morgan dont nous reparlerons, ou le réseau international des banques Rothschild. Partout, la banque réussit à se constituer une vaste clientèle, à saisir « tout le public épargnant », à prendre en chasse et à atteindre « tous les dépôts dormants », « stériles », si minimes soient-ils. Et la folie des « actions » commence. Industries, chemins de fer, compagnies de navigation sont peu à peu prises dans ce multiple réseau bancaire. Le jeu du capitalisme financier devient aussitôt international. Les banques françaises se laisseront, de plus en plus, tenter par les facilités des emprunts étrangers. C'est ainsi que l'épargne française a pu prendre hier le chemin, qui s'est révélé dangereux pour elle, des emprunts russes... Ces emprunts étrangers n'en ont pas moins été, hier, une importante source de revenus pour l'économie française, une *balance des comptes* favorable équilibrant une *balance commerciale* déficitaire. Ils ont aussi contribué à l'équipement d'une grande partie de l'Europe, au-delà de 1850, et du monde d'outre-mer.

Aujourd'hui, l'heure du capitalisme financier semble révolue en Europe, malgré les exceptions qui confirment la règle et les discussions théoriques toujours possibles à ce sujet. Certes, une banque d'affaires comme la *Banque de Paris et des Pays-Bas* représente une puissance actuelle de premier ordre et Londres, Paris, Francfort, Amsterdam,

Bruxelles, Zurich, Milan restent des places d'argent essentielles. Mais l'heure d'un *capitalisme d'État* se précise.

Avec les secteurs « nationalisés » d'une économie de plus en plus « dirigée », l'État est devenu industriel, et non moins banquier. Une fiscalité proliférante et aussi les chèques postaux, les caisses d'épargne, les bons du trésor (pour employer la terminologie française) mettent à sa disposition d'énormes sommes d'argent. Il est le grand maître des *investissements en biens de production*. Or, de ceux-ci dépend toute politique de croissance, toute politique sociale efficace, tout avenir.

Il faut, chaque année, pour assurer une progression même aussi mesurée en apparence que la nôtre, investir une tranche importante du revenu national. L'investissement, en animant une série de transactions économiques, multiplie sa masse initiale. On conçoit que, de plus en plus, s'impose aux États une *économie planifiée* par laquelle ils peuvent à l'avance définir un développement et prévoir les conséquences d'une action concertée. Les fameux plans quinquennaux de la Russie soviétique ont des émules dans le monde entier. En janvier 1962, le président Kennedy lui-même annonçait un plan de cinq ans pour la politique commerciale américaine ! Le plan français de quatre ans (1961) a donné lieu hier à des controverses vives. Il est à sa façon un examen de conscience nationale, en même temps qu'un bilan économique. Son but est de faire démarrer les régions françaises insuffisamment développées par ce qu'il appelle « une politique d'entraînement ».

• *Dans tout cela, rétrospectivement, on ne saurait ni omettre ni exagérer le rôle moteur du colonialisme.*

Il n'a pas placé, mais il a peut-être maintenu l'Europe au centre, au premier rang du monde.

On entendra par colonialisme – un mot qui lui aussi aurait besoin d'être suivi de près – toute l'expansion européenne, au moins depuis 1492.

Indéniablement, cette expansion a été favorable à l'Europe. Elle a mis à sa disposition des espaces nouveaux où envoyer ses surplus d'hommes et, à portée de main, des civilisations riches, exploitables, et elle ne s'est pas privée de les exploiter. Les événements majeurs de cette exploitation auront été, dans l'ordre chronologique, au *xvi^e* siècle, l'arrivée des « trésors » d'Amérique (les lingots d'or et d'argent) ; l'ouverture brutale de l'Inde après la victoire de Plassey (23 juin 1757) qui livre aux Anglais le Bengale ; le forçement du marché chinois après la guerre de l'Opium (1840-1842) ; le partage de l'Afrique à Berlin en 1885.

Il en est résulté, en Europe, de vastes concentrations marchandes au bénéfice des Ibériques, des Hollandais, puis des Anglais, et, au total, un renforcement certain de ces réseaux capitalistes qui ont aidé à la mise en marche de l'industrialisation. L'Europe a tiré un surplus important de ces terres lointaines.

Ce surplus a joué son rôle. L'Angleterre victorieuse outre-mer n'a pas été sans raison la bénéficiaire du premier *take off*. Resterait à savoir si, ensuite, comme nous le pensons, la Révolution industrielle n'a pas, en renforçant la primauté européenne et son prestige, consolidé l'ampleur du fait colonial au bénéfice de l'Europe. En tout cas, l'essor industriel de la France par exemple n'a pu dépendre de sa présence au Sénégal, de son établissement en Algérie (1830), en Cochinchine (1858-1867) ou au Tonkin et en Annam (1883).

Une autre question serait de plaider le dossier du colonialisme en soi, sur le plan humain ou moral. On s'apercevrait qu'il met en cause une complexité d'éléments où les responsabilités, les culpabilités sont partagées. Le colonialisme d'hier a eu ses aspects positifs et négatifs, et des deux côtés. Une seule chose est sûre : l'histoire d'un certain colonialisme est d'hier, la page est tournée.

Le socialisme face à la société industrielle

Le mérite de l'Occident est d'avoir cherché avec véhémence une riposte sociale, humaine, assez efficace et valable, aux duretés multiples de l'industrialisation. Il a fabriqué un humanisme social, dirions-nous, si nous n'avions abusé déjà de ce mot commode.

Cette élaboration s'est faite au cours du triste, dramatique et génial XIX^e siècle – *triste*, si l'on songe à la laideur de sa vie quotidienne ; *dramatique*, si l'on considère sa séquence de troubles et de guerres ; *génial*, si l'on veut récapituler ses progrès scientifiques et techniques, et même, à un moindre degré, sociaux.

En tout cas, le point d'aboutissement est clair : aujourd'hui, bien au-delà du XIX^e siècle, une législation sociale tranquille, perfectible, essaie d'assurer un sort meilleur à des masses d'hommes de plus en plus considérables et de désamorcer la revendication révolutionnaire.

Cette multiple et imparfaite conquête ne s'est pas accomplie avec facilité, comme l'opération nécessaire qu'exige une morale ou une science impartiale. Elle se présente au contraire comme un combat très dur, où trois phases au moins se distinguent, en Occident (nous reviendrons sur l'évolution russe et soviétique, qui reste à part) :

a) *La phase révolutionnaire et idéologique*, celle des réformateurs sociaux, des prophètes (pour reprendre un mot de leurs nombreux ennemis). Elle va de 1815 à 1871, de la chute de Napoléon I^{er} à la

Commune. La vraie coupure est peut-être 1848, l'année des révolutions en chaîne.

b) *La phase des luttes ouvrières organisées* (syndicats et partis ouvriers). Commencée dès avant le drame parisien du printemps 1871, elle se situe, pour l'essentiel, entre cette date et 1914.

c) *La phase politique ou mieux étatique*. L'État prend en main la réalisation des programmes sociaux, au-delà de 1919, ou mieux de 1929, et plus encore, la prospérité matérielle aidant, de 1945-1950 à nos jours.

Ce schéma suggère que la revendication sociale face à l'industrialisation a changé souvent de ton et de sens, selon les oscillations mêmes de la vie matérielle : en gros, véhémence lors des époques de reflux économiques (1817-1851 ; 1873-1896 ; 1929-1939) ; apaisée au contraire par les montées économiques (1851-1873 ; et de 1945 à nos jours). Un historien, à propos de l'Allemagne, dit de ce va-et-vient de la revendication sociale : « En 1830, en Allemagne, le mot de *prolétariat* n'est pas encore connu, en 1955, il ne l'est plus qu'à peine. »

De ces trois phases, la première, qui se situe seulement sur le plan des *idées* sociales, est la plus importante peut-être, parce qu'elle marque le tournant d'une civilisation entière.

• De 1815 à 1848 et 1871, ce vaste mouvement d'idées, d'analyses aiguës, de prophéties, c'est, vu en gros, le déplacement de l'intérêt idéologique du politique vers le social.

L'État n'est plus la cible des revendications, mais la société, qu'il s'agit de comprendre, de guérir, d'améliorer.

Programme nouveau, langage nouveau. Avec les mots *industriel*, *société industrielle*, *prolétariat*, *masse*, *socialisme*, *socialiste*, *capitaliste*, *capitalisme*, *communiste*, *communisme*, se met en place une formulation nouvelle de l'idéologie révolutionnaire.

C'est le comte de Saint-Simon qui a fabriqué le substantif et l'adjectif *industriel* (à partir du vieux mot d'industrie) et sans doute la formule : *société industrielle*, dont s'emparent Auguste Comte, Herbert Spencer et bien d'autres. Pour A. Comte, il s'agit là de la société qui a remplacé la *société militaire*, jusqu'alors maîtresse de la scène. Celle-ci était belliqueuse, celle-là sera forcément pacifique, ce qu'Herbert Spencer, pour sa part, n'ose affirmer, et il a raison. Le mot de *prolétariat* entre en 1828 dans le Dictionnaire de l'Académie. *Masse*, au singulier et surtout au pluriel, devient le mot clef, « le symptôme terminologique de cette évolution dont le plein éclatera sous le règne

de Louis-Philippe ». « J'ai l'instinct des masses, voilà ma seule supériorité politique », déclare Lamartine, en 1828. Et Louis-Napoléon Bonaparte, dans son *Extinction du paupérisme* (1844) : « Aujourd'hui, le règne des castes est fini, on ne peut gouverner qu'avec les masses. »

Ces masses, ce sont surtout les masses urbaines ouvrières, pauvres, exploitées. D'où l'idée que le temps présent est dominé par l'opposition des classes, ce que Marx appelle la « lutte des classes ». La lutte des classes est un phénomène ancien, présent dans toutes les sociétés matériellement évoluées du passé. Mais il n'est pas niable que le XIX^e siècle va l'amplifier, qu'il se produit alors une violente prise de conscience.

Socialiste et *socialisme* commencent leur carrière avec les années 30. *Communisme* aussi, avec le sens assez vague d'égalité économique et sociale. Auguste Blanqui, « général des masses révolutionnaires », peut ainsi écrire que « le communisme est la sauvegarde de l'individu ». *Capitalisme* apparaît chez Louis Blanc (*Organisation du travail*, 1848-1850), chez Proudhon (1857), dans le Larousse de 1867, mais sa grande vogue attendra le début du XX^e siècle. *Capitaliste* est plus vivant. En 1843, Lamartine s'écrie : « Qui reconnaîtrait la Révolution dans nos mains ?... Au lieu du travail et de l'industrie libre, la France vendue aux capitalistes !... » À signaler parmi les mots qui réussissent mal : *bourgeoisisme* et *collectisme*.

Pourtant les souvenirs de 89 n'ont pas perdu leur pouvoir. Les jacobins, la Terreur, le Salut Public, autant de mots et de souvenirs qui continuent à hanter les esprits, comme des exemples ou des épouvantails. Pour la plupart des réformateurs, « la Révolution » reste le mot magique, la force créatrice. Lors de la Commune, en 1871, Raoul Rigault, déclare : « Nous ne faisons pas de la légalité, nous faisons la Révolution. »

• *Du comte de Saint-Simon à Marx, la mise en place des « philosophies massives », comme dit Maxime Leroy (entendez les idéologies inspirées par les problèmes de masses) est achevée pour l'essentiel en 1848.*

En février de cette année-là, paraît le *Manifeste communiste*, de Karl Marx et Engels, qui reste, aujourd'hui encore, la bible de l'avenir communiste.

Nous pourrions, en suivant dans son détail la longue liste des réformateurs de ce premier XIX^e siècle, dresser le tableau qui les situe dans le temps et l'espace. Il met assez bien en lumière le rôle primordial des trois grandes régions aux prises avec l'industrialisation : l'Angleterre, la France, l'Allemagne...

Il montre aussi la primauté de l'élaboration française (et celle-ci en soi est un problème sur lequel nous reviendrons dans un instant). Enfin, il souligne la priorité du comte de Saint-Simon. Cet homme singulier, un peu fou, génial aussi, a été à l'origine de toutes les idéologies sociales, socialistes et non socialistes, et par surcroît de la sociologie française (Georges Gurvitch). Son influence a été nette sur l'autre géant, qui d'ailleurs le surpasse de loin, Karl Marx : celui-ci, tout jeune, aura déjà lu les œuvres de Saint-Simon à Trèves et puisé dans cette lecture beaucoup de ses idées et de ses arguments.

Si l'on excepte l'ancêtre, Saint-Simon, les réformateurs sociaux se groupent en trois classes d'âges : ceux qui sont nés durant les trois dernières décennies du XVIII^e siècle (Owen 1771, Fourier 1772, Cabet 1788, Comte 1798) ; ceux qui sont nés avec les dix premières années du siècle (Proudhon, Considérant, Louis Blanc) ; la génération plus homogène de Marx (1818), Engels (1820) et Lassalle (1825). Le groupe allemand ferme la marche. On a dit que la mort de Lassalle (1864), tué en duel, avait fait disparaître le seul partenaire de taille en face de Marx et assuré le succès de ce dernier. Mieux vaudrait attribuer ce succès à la puissance du *Capital* (1867).

Il ne saurait être question d'examiner ces « philosophies massives », une à une. Toutes se présentent comme des analyses de la « société en devenir » ; cette belle formule est de Saint-Simon. Elles sont autant de médications, de thérapeutiques. Pour Saint-Simon et ses disciples (Enfantin, Chevalier, qui feront fortune dans les affaires au temps du Second Empire), l'effort doit porter sur l'organisation de la production. La Révolution française, qu'ils n'aiment pas, est morte, à leur avis, de ne pas avoir organisé son économie. Fourier, qui lui aussi déteste la Révolution, pense qu'il faut surtout organiser la consommation.

Barbès et Blanqui, Louis Blanc et Proudhon restent fidèles aux principes de 89, les deux premiers comme des hommes de main et d'action, les deux autres « pour (en) compléter et parfaire » les principes. V. Considérant, pour sa part, les rejette, bien que moins violemment que son maître Fourier.

En dehors de Marx dont nous parlerons par la suite, le plus original de ces penseurs est Proudhon, épris de liberté jusqu'à l'anarchie, face à l'État comme face au christianisme, à la recherche d'une *dialectique* sociale qui saisisse scientifiquement la société vivante, nouant sous nos yeux ses contradictions. Ce sont ces contradictions mêmes qu'il faut résoudre pour saisir les mécanismes sociaux qu'elles impliquent. C'est là une *spéculation* scientifique, éloignée des passions d'ordre religieux, voire de l'action. Elle s'oppose à l'esprit des fondateurs de phalanstères (Owen, Cabet, Fourier), à l'esprit des révolutionnaires et de Marx, quant à eux ouvriers décidés d'un monde meilleur qu'ils annoncent, en attendant de le fabriquer de leurs mains.

• *La primauté de la pensée française en ces domaines, évidente en ce premier XIX^e siècle, constitue un problème.*

Sans doute est-elle le pays de la Révolution, de la grande Révolution. Sans doute est-elle fidèle aux rendez-vous révolutionnaires des années 1830 et 1848, et en 1871, seule et vaincue par l'étranger, elle aura nourri cette haute flamme révolutionnaire qu'a été la Commune parisienne.

Mais, ces originalités dûment mises en place, la France socialisante est, bien sûr, une conséquence entre quelques autres de sa propre industrialisation. Comme ailleurs la pensée réformiste ou révolutionnaire y est l'œuvre des intellectuels, privilégiés sociaux dans leur très grande majorité. Et comme ailleurs, ces idées ne prendront force et vie que lorsqu'elles gagneront les milieux ouvriers et leur action. Mais plus qu'ailleurs les réactions intellectuelles y ont été précoces et violentes, alors que l'industrialisation est, au contraire, plus tardive qu'en Angleterre (le *take off* français se situerait vers 1830-1860).

Sans doute, mais la théorie du *take off* simplifie trop les vrais processus. Elle indique l'heure H où la grande poussée industrielle partirait d'un seul jet. Or, y a-t-il une heure H si nettement marquée ? Le croire c'est négliger toute la période d'incubation préalable. En France, de 1815 à 1851, un taux annuel de croissance industrielle assez élevé (2,5 %) a été décelé par de récentes études. Cet élan aura suffi à amplifier une montée urbaine dès le XVIII^e siècle, à altérer l'ancienne société et à donner au pays déjà secoué par la Révolution et ses guerres, cet aspect de chantier de démolition qui a frappé les contemporains.

La poussée des villes entraînait, à elle seule, la brusque détérioration de leur paysage humain et matériel. Tous les observateurs s'en inquiètent de Balzac à Victor Hugo. Misère, mendicité, brigandage, délinquance, enfants errants, épidémies, criminalité, tout est aggravé par l'entassement rapide de travailleurs dans l'indicible promiscuité de murs étroits. Car les provinciaux ne cessent d'arriver. En 1847, Michelet note encore que le paysan « admire tout à la ville, il désire tout, il y restera s'il le peut... La campagne une fois quittée, on n'y retourne guère ». Pourtant, à Orléans, en 1830, année trouble, il faut secourir 12 500 indigents sur 40 000 habitants, soit 1 sur 3. À Lille, la proportion est de 1 sur 2,21, cette même année.

Il semble bien que *la société urbaine* ait été, alors, particulièrement bouleversée par une industrie qui la touche, l'attire, sans être capable de la soulever, ni même de la faire vivre. Peut-être cette misère citadine n'était-elle pas pire au demeurant que celle des campagnes d'alors. Mais dans les villes, aux yeux de tous, s'étale le spectacle

alarmant d'une population de travailleurs victimes de l'industrie qui, lorsqu'elle leur fournit du travail, se soucie peu de leurs conditions de vie.

Ainsi les premiers « idéologues » ont eu sous les yeux une société pareille à celle des pays sous-développés d'aujourd'hui, dès que les premiers essais d'industrialisation s'implantent et réussissent dans les villes.

Au contraire, à partir de 1851, puis avec la montée économique et l'essor du Second Empire (1852-1870), la situation ouvrière s'améliorera.

• *De l'organisation ouvrière à la Sécurité sociale.*

Il ne saurait être question de traiter à fond cette multiple, cette immense question.

Est-ce possible d'ailleurs ? Il s'agirait de faire marcher de pair les idées socialistes (famille d'idées en mouvement, se contredisant les unes les autres, s'ajoutant aussi les unes aux autres) et l'activité, la revendication ouvrières qu'il faudrait replacer dans le cadre réel du travail et de la vie quotidienne. Comment les idées socialistes sont-elles prises en charge par ce corps vigoureux et tumultueux de la masse ouvrière ?

Il est difficile de répondre à cette question, d'autant que souvent, et l'exemple anglais le prouve, le monde ouvrier se sera organisé pour lui-même, de façon réaliste, prudente, étroite, loin des idéologies et de la politique active et violente.

Puis, si la première heure a été celle des théoriciens sociaux, la seconde celle des groupements syndicaux, la troisième celle des partis politiques ouvriers, la dernière a été assurément celle des États, soit qu'ils disent non aux revendications (ou qu'ils leur cèdent de mauvais gré, au nom de la sagesse, ce qui revient à peu près au même), soit qu'ils suivent ou même précèdent les revendications, les désamorçant à l'avance.

Dans cette course, voilà donc au moins quatre troupes qu'il faudrait suivre : théoriciens de tous horizons, syndicalistes de tout poil, politiques issus du monde ouvrier, représentants de l'État, tous fort différents les uns des autres.

Une évolution se dessine cependant à travers l'Europe, avec à peu près les mêmes phases, au moins dans les trois pays essentiels, Angleterre, Allemagne, France, et dans les pays proches, Pays-Bas, Belgique, pays scandinaves, Suisse. Hors de ces États privilégiés, les retards, visibles, ne sont pas tous comblés aujourd'hui.

C'est la marche des pays progressistes qui nous importe ici. Marquons-en quelques étapes :

Avant 1871 :

En Angleterre, les syndicats, *Trade Unions*, se sont constitués en grand nombre à partir de 1858-1867 et, dès leur fondation, ils s'emploient à lutter pour l'abolition de la loi « Maître et Serviteur ». Le premier congrès des *Trade Unions* est de 1866. Ces syndicats groupent seulement les *ouvriers qualifiés*.

En France, rien encore de positif, sauf, en 1864, cette loi sur les coalitions qui permet les grèves non abusives ; en 1865, l'ouverture à Paris d'un bureau de la Section française de l'Internationale (la première, créée à Londres, en 1864), d'un autre bureau, à Lyon, en 1868. Le Second Empire a été à la fois « progressif et compressif », il a amélioré la condition ouvrière, mais a surveillé de près les libertés de ce même monde ouvrier.

En Allemagne, même situation lente à se dessiner. Lassalle a fondé, en 1862, à Londres, l'*Allgemeiner Deutscher Arbeiter Verein*. Sept ans plus tard, le congrès d'Eisenbach voit la fondation du Parti ouvrier social-démocrate, d'inspiration marxiste.

Avant 1914 :

Les progrès accomplis à cette date sont immenses.

En Angleterre, la fondation par Hyndmann, en 1881, de la *Fédération démocratique* a marqué les débuts de la propagande « socialiste » dans les milieux ouvriers, réfractaires jusque-là à la politique. En même temps que commence la politisation, le mouvement syndicaliste touche, à partir de 1884, les ouvriers les plus pauvres, les *non-qualifiés*. Ce n'est pourtant que dix ans plus tard que se produira la grande grève historique des dockers de Londres. En 1893, se constitue l'*Independant Labour Party* ; cinq ans plus tard la Fédération générale des Syndicats, *Trade Unions*. Les succès électoraux du Labour Party sont suivis de la formation quasi révolutionnaire du gouvernement « radical » de 1907. Une série de lois sociales sont alors votées. Une nouvelle Angleterre se dessine.

En France même processus : en 1877, Jules Guesde fonde le premier journal socialiste, *L'Égalité*, et deux ans plus tard le Parti ouvrier français (P.O.F.). Les syndicats sont reconnus par la loi de 1884, les Bourses du travail créées à partir de 1887. L'année 1890 voit la première célébration du 1^{er} mai, fête du Travail ; l'année 1893 voit la première élection de Jean Jaurès, député de Carmaux. En 1895 était créée la C.G.T. En 1901, création de deux partis socialistes, celui de Jules Guesde (Parti socialiste de France) et celui de Jaurès (Parti socialiste français) ; en 1904, fondation de *L'Humanité* ; en 1906, fusion des deux partis et formation du *Parti socialiste unifié*.

En Allemagne, les socialistes sont pourchassés par Bismarck (lois d'exception de 1878). À partir de 1883, un socialisme d'État multiplie les mesures sociales. Après la retraite de Bismarck, les syndicats se

reconstituent, groupent bientôt plus d'un million d'adhérents. Leur succès politique est grand (3 millions de voix aux élections de 1907 ; 4 245 000, en 1912).

Dans ces conditions, sans s'exagérer la puissance de la Seconde Internationale à partir de 1901, on a le droit d'affirmer que l'Occident, en 1914, *autant qu'au bord de la guerre, se trouve au bord du socialisme*. Celui-ci est sur le point de se saisir du pouvoir, de fabriquer une Europe aussi moderne, et plus peut-être qu'elle ne l'est actuellement. En quelques jours, en quelques heures, la guerre aura ruiné ces espoirs.

C'est une faute immense pour le socialisme européen de cette époque que de n'avoir pas su bloquer le conflit. C'est ce que sentent bien les historiens les plus favorables au socialisme et qui voudraient savoir qui porte au juste la responsabilité de ce « retournement » de la politique ouvrière. Le 27 juillet 1914, à Bruxelles, se rencontrent Jouhaux et Dumoulin d'une part, secrétaires de la C.G.T. française, et K. Legien, de l'autre, secrétaire de la Centrale syndicale d'Allemagne. Se sont-ils rencontrés par hasard, dans un café, ou sans autre but que d'échanger leur désespoir ? Nous ne le savons pas et nous ne savons pas non plus le sens qu'il faut attribuer aux dernières démarches de Jean Jaurès, le jour même où il va être assassiné (31 juillet 1914).

L'Europe d'aujourd'hui, dans ce qu'elle a de socialiste, s'est bâtie lentement, incomplètement, par le jeu des votes politiques, des lois, par l'établissement en France (1945-1946) et en Angleterre, un peu plus tard, de la Sécurité sociale. Déjà le Marché commun, en posant le principe de l'égalité des États devant les charges sociales, en a décidé dans un plus ou moins bref délai l'extension à l'Europe des Six.

Chapitre IV

Les unités de l'Europe

Un historien de l'humanisme, Franco Simone, vient de nous mettre en garde contre la prétendue unité de l'Europe : ce serait une illusion du romantisme. Lui répondre qu'il a raison et tort à la fois, c'est dire en un mot que l'Europe est, au même instant, unité et diversité ; ce qui semble, à la réflexion, aller de soi.

Les chapitres précédents ont montré une Europe engagée dans un même destin d'ensemble par sa religion, sa pensée rationaliste, l'évolution de la science et de la technique, son goût de la révolution et de l'équité sociale, ses réussites impériales. Toutefois, à chaque instant, il est aisé de dépasser cette « harmonie » et de retrouver, à volonté, les diversités nationales sous-jacentes. Celles-ci foisonnent, vigoureuses, nécessaires. Mais elles existent aussi entre Bretagne et Alsace, Midi et Nord français ; Mezzogiorno et Piémont ; Bavière et Prusse ; Écosse et Angleterre ; Flamands et Wallons ; Catalogne, Castille et Andalousie. Et l'on n'en tire point argument, cependant, pour nier les unités nationales.

Ces unités nationales ne sont pas, elles non plus, la négation de la réalité de l'Europe. Chaque État a toujours tendu à former un monde culturel en soi et la « psychologie des peuples » s'est plu à analyser ces diverses civilisations limitées. Les livres trop brillants d'un Élie Faure, ou d'un comte de Keyserling n'offrent certes pas, à ce sujet, que des vues erronées. Disons seulement qu'ils ont regardé de trop près les carreaux d'une mosaïque, qui, vue de haut, révèle de nets dessins d'ensemble. Pourquoi faudrait-il choisir, une fois pour toutes, entre l'ensemble et le détail ? Les deux vérités ne s'excluent pas.

Les unités brillantes : l'art et l'esprit

Nous entendrons par unités brillantes, les rencontres, les unissons qui donnent à la civilisation européenne, sur le plan le plus élevé de la culture, du goût et de l'esprit, une allure fraternelle, presque uniforme, comme si elle était envahie par une seule et même lumière.

Est-ce à dire que toutes les nations d'Europe aient exactement la même culture ? Assurément non. Mais tout mouvement, surgi en un point quelconque de son espace, a tendance à le saisir en son entier. Nous disons : *tendance* seulement. Tel bien culturel peut se heurter à des réticences, à des refus de l'une ou l'autre partie de l'Europe, ou, à l'inverse, son succès peut déborder, comme si souvent, ses frontières, au point qu'il cesse d'être « européen », pour devenir mondial. Cependant, pris dans son ensemble, l'espace européen forme une aire culturelle assez cohérente et depuis longtemps affirmée, face au reste du monde.

• *L'art et ses multiples accords :*

Toute forme artistique, en Europe, dépasse les limites de sa patrie originelle, que celle-ci soit la Catalogne (peut-être centre de dispersion d'un premier art roman), l'Ile-de-France, la Lombardie, la Florence du Quattrocento, la Venise du Titien ou le Paris de l'impressionnisme.

Régulièrement, chaque centre où se construisent maisons princières, palais, églises, voit affluer vers lui des artistes issus des quatre coins de l'Europe. Ainsi le montre, au ^{xv}^e siècle, exemple entre mille, le Dijon des ducs de Bourgogne et de Claus Sluter. L'itinérance des artistes italiens de la Renaissance explique, à elle seule, les contaminations d'une École urbaine à l'École voisine. Telle fresque, commencée par un artiste, sera achevée par un autre ; telle église a réclamé une succession d'architectes. Santa Maria del Fiore, à Florence, ne devra sa coupole, sur le tard, qu'à la hardiesse de Brunelleschi.

Le luxe, le caprice du prince, du riche marchand jouent leur rôle : sans eux, on comprendrait mal des diffusions rapides à une époque où les communications étaient lentes, moins nombreuses qu'aujourd'hui. Aux ^{xv}^e, ^{xvi}^e siècles, les Italiens, ces Italiens que François I^{er} appellera à sa Cour, sont les professeurs de l'Europe entière. Au ^{xviii}^e siècle, ce sont des Français que l'on trouve jusqu'en Russie, colporteurs de l'art classique... Que de Versailles en Europe, que de jardins à la française !

L'Europe a ainsi connu de larges vagues, voire d'immenses marées, lentes à recouvrir sa totalité, à l'abandonner ensuite. Qui ne connaît ces réussites, ces vastes mises au pas : l'art roman, l'art gothique, l'art baroque, l'art classique... !

Chaque fois, l'épaisseur chronologique du phénomène s'avère impressionnante. L'art gothique dure, en gros, trois siècles. Vers le

sud, il n'a guère dépassé Burgos et Milan. La vraie Méditerranée n'en a pas voulu. Par contre, Venise, au début du xvi^e siècle, est gothique, entièrement gothique à sa façon très originale. Paris est encore gothique vers 1550. L'architecture Renaissance n'y occupe que quelques points : au Louvre qui se construit ; au Palais de Madrid aujourd'hui disparu, à Fontainebleau où a travaillé le Primatice, où est venu mourir Léonard de Vinci. Dès le xvi^e siècle s'affirme le succès large et puissant du baroque, issu à la fois de Rome et de l'Espagne, œuvre de la Contre-Réforme (si bien qu'on l'appelait, hier, l'art jésuite). Or, il recouvre aussi, notons-le, l'Europe protestante. Il a poussé largement vers l'est (à Vienne, à Prague, en Pologne).

Au xviii^e siècle l'architecture française prendra beaucoup moins de temps encore pour se mettre en place. Pour comprendre l'urbanisation qui a alors remodelé tant de nos villes (Tours, Bordeaux), le spectacle le plus saisissant, aujourd'hui, est encore celui de Leningrad. Saint-Pétersbourg, construite sur un espace nu, sans aucune construction capable de gêner la liberté de l'architecture, est assurément la plus belle ville du xviii^e siècle, celle qui exprime le mieux son sens des perspectives et des ensembles.

Mêmes réflexions à propos de la peinture ou de la musique ; les techniques de celle-ci ou les partis pris de celle-là entrent sans difficulté dans la multiple circulation européenne.

On ne saurait en quelques lignes raconter utilement la merveilleuse histoire des révolutions techniques et instrumentales de la musique, dont les étapes signalent, en Europe, des âges successifs, chaque fois imposés avec rapidité. Les instruments venus de l'Antiquité, des flûtes à la harpe, ont cheminé de main en main, puis ce fut la généralisation de l'orgue, l'apparition du clavecin, le lancement du violon par les virtuoses italiens surtout (mais l'invention de l'archet actuel, due à un Français, date du xviii^e siècle seulement), l'apparition du piano, etc.

La succession des formes musicales est évidemment liée à ces progrès des instruments. Au Moyen Âge, le chant accompagné ou non par l'instrument domine toute la musique. La *polyphonie* qui se dessine avec le ix^e siècle utilise l'orgue dans la partie accompagnatrice basse du chant liturgique. Aux xiv^e et xv^e siècles, l'*Ars Nova* des Florentins est un chant à plusieurs voix, une polyphonie dans laquelle interviennent des instruments, comme autant de voix. Cet « art nouveau » atteindra sa perfection dans la musique *a cappella* de Palestrina (1525-1594).

Mais la musique vocale va céder la place à la musique instrumentale, particulièrement après les progrès des instruments à archet. C'est l'*apparition du concert*, de la musique dite « de chambre », écrite pour un petit nombre d'instruments (par exemple le quatuor). À

l'origine, cette musique de chambre est synonyme de musique profane, de musique de cour, par opposition à la musique d'Église. En 1605, Enrico Radesca est « musico di camera » d'Amédée de Savoie ; en 1627, Carlo Farina « suonatore di violino di camera ». La musique de chambre est avant tout dialogue : c'est l'art de la conversation. L'Italie est son berceau avec le *concerto* : des groupes d'instruments dialoguent entre eux, puis un instrument seul donne la réponse à tout l'orchestre (Corelli, 1653-1713, fut le premier à jouer en soliste ; Vivaldi, 1678-1743, fut le maître). L'Allemagne préféra la *sonate* (deux instruments et parfois un instrument seul). En France, la *suite* associe de façon très souple plusieurs mouvements de danse.

Avec la *symphonie*, apparaîtra enfin la grande musique d'orchestre, une musique de masse par le nombre des instruments et des moyens, par le nombre des auditeurs aussi. Au XVIII^e siècle, avec Stamitz, la forme sonate est déjà traitée en symphonie. Au siècle suivant, à l'époque romantique, la musique évolue dans le sens du renforcement de la masse de l'orchestre, dans le sens aussi d'une exaltation du soliste, de la virtuosité technique (Paganini, Liszt).

Il faudrait faire une place particulière à l'opéra italien, né sans doute à Florence avec la fin du XVI^e siècle ; à sa progression victorieuse en Italie, en Allemagne, en Europe (Mozart, Haendel, Gluck écrivent d'abord des opéras « italiens ») ; puis à l'apparition de l'opéra allemand.

Pour la peinture, ses révolutions – car on peut presque parler de révolutions à son sujet – se sont étendues à l'Europe entière, et même quand ses conceptions apparaissent contradictoires, il est remarquable que les dites contradictions soient communes à toute l'Europe. Peut-être y a-t-il eu deux révolutions majeures de la peinture : celle, italienne, de la Renaissance, où l'espace pictural devient espace géométrique, longtemps avant que la science de Galilée et de Descartes n'ait « géométrisé » le monde ; la seconde, française, qui date du XIX^e siècle finissant et remet en cause jusqu'à la substance même de la peinture. Elle aboutit au cubisme, à la peinture abstraite. Nous avons dit : italienne, française, pour situer les foyers initiaux ; en fait, qu'on considère les grands noms ou les grands révolutionnaires, il s'agit, dans les deux cas, d'une peinture *européenne*. Aujourd'hui il faudrait dire : d'une peinture occidentale, car elle déborde largement sur les Europe d'outre-mer.

En vérité, toute grande ville, en Europe, vue dans son aspect architectural, ou dans ses musées, offre la même rassurante stratification, la même géologie artistique. Les mêmes couleurs y sont reconnaissables. Et si l'une est ville surtout baroque, l'autre ville de la Renaissance, la troisième ville classique, même si Venise a fabriqué un

gothique particulier, Pavie un roman lombard qui ne l'est pas moins, tout citoyen d'Europe y retrouve les formes qu'il a toujours connues, qu'il comprend aussitôt, les siennes.

• Les philosophies sont, elles aussi, des messages unitaires. L'Europe a une philosophie, ou peu s'en faut, à chaque moment de son destin.

Pour le moins, elle a, comme aime à le dire Jean-Paul Sartre, *une philosophie dominante*, au gré des exigences de la conjoncture sociale (sans doute, parce qu'il y a, à travers l'Occident, à chaque instant, *une architecture économique et sociale dominante*). Que la philosophie de Descartes soit, ou non, la philosophie d'une bourgeoisie montante, d'un monde capitaliste en élaboration lente, elle domine, elle emplit l'Europe classique. Que la philosophie marxiste soit, ou non (mais comment dire non ?), la philosophie des classes ouvrières montantes et de la société socialiste, ou industrielle, il est évident qu'elle domine l'Occident, puis le monde, où tout se situe, aujourd'hui encore, soit pour elle, soit contre elle.

Cette unité des philosophies suppose une infinité de liaisons, de pays à pays.

Prenons deux moments importants de la philosophie allemande : 1) depuis la *Critique de la Raison pure* de Kant (1781) jusqu'à la mort de Hegel (1831) ; 2) de Husserl (1859-1938) à Heidegger (né en 1889). On ne saurait comprendre leur importance sans tenir compte des nombreuses traductions françaises, anglaises, italiennes, espagnoles, russes, qui accompagnent chaque œuvre. Elles mesurent le rayonnement qui intègre à la vie de l'Europe deux mouvements majeurs de la pensée philosophique allemande.

Il est à remarquer, dans le cas de l'existentialisme, que ce sont ses réinterprétations françaises, celles de Sartre et de Merleau-Ponty, qui l'ont à nouveau relancé en direction du monde, particulièrement de l'Amérique latine.

• Pour la science objective, aucune question : elle est strictement une, en Europe, et dès ses premières réussites.

Il est difficile d'attribuer à une nation d'Europe le bénéfice ou le mérite de telle ou telle invention, tant chacune d'elles s'est élaborée partout à la fois, par étapes qui intéressent, tour à tour, tous les savants d'Europe.

N'importe quel exemple serait bon. Celui de la révolution képlérienne sur laquelle vient de paraître le beau livre d'Alexandre Koyré (1962) est parfait. Kepler (1571-1630) est lié à une famille

d'esprits, ses prédécesseurs (avant tout Copernic), ses contemporains (avant tout Galilée), ses disciples. Si nous reportions sur une carte leurs lieux de naissance, leurs lieux d'activité, l'Europe entière serait semée de points noirs.

La médecine, la biologie, la chimie n'échappent pas à la règle. D'aucune science, on ne saurait dire, même pour un espace de temps très limité, qu'elle fut allemande, anglaise, française, italienne, polonaise... Elle fut toujours européenne.

• Pour les sciences spécifiques de l'homme, leurs mouvements se présentent plutôt, tels ceux de la philosophie, comme des mouvements nationaux à rapide diffusion européenne.

La sociologie est surtout d'origine française, l'économie politique de ces cinquante dernières années une réussite surtout anglaise ou anglo-saxonne, la géographie à la fois allemande et française (Ratzel et Vidal de la Blache). L'histoire, surtout allemande au ^{xix}^e siècle, dominée par le grand nom de Leopold de Ranke (1795-1886), a tenu l'historiographie européenne sous l'empreinte de son érudition et de ses reconstructions méticuleuses. Aujourd'hui, la situation est moins simple, mais l'historiographie européenne – devenue au vrai l'historiographie mondiale – marche d'un seul et même mouvement. Une école française y domine, constituée à partir de Henri Berr, de Henri Pirenne, de Lucien Febvre, de Marc Bloch, de Henri Hauser, de Georges Lefebvre, appuyée sur des économistes comme François Simiand, ou des sociologues comme Maurice Halbwachs. Elle se veut synthèse de toutes les sciences de l'homme et a renouvelé les méthodes et les perspectives historiques.

• La littérature représente l'unité la plus imparfaite.

Plus qu'une littérature européenne, il y a des littératures nationales, entre lesquelles existent de nombreux rapports, de vives oppositions aussi.

En ce domaine, l'unité est la plus imparfaite (heureusement, sans doute) dans la mesure où la littérature – essai, roman, théâtre – s'appuie sur ce qui différencie le plus les civilisations nationales : leur langage, leur vie quotidienne, leur façon de réagir à la douleur, au plaisir, à l'idée de l'amour, de la mort, de la guerre ; leur façon de se distraire, de manger, de boire, de travailler, de croire... À travers leur littérature, les nations redeviennent des personnages, des individus qu'on peut chercher à analyser, même à psychanalyser, grâce à ce témoignage essentiel.

Il y a, bien sûr, entre ces littératures, des convergences évidentes et durables, elles admettent des modes : c'est à travers toute l'Europe par exemple, qu'au ^{xix}^e siècle, une vague de romantisme a succédé à l'Europe rationaliste des « Lumières » ; puis le réalisme social au romantisme... Un jeu incessant d'« influences » – influences d'écoles, influences individuelles – ne cesse de se répercuter d'une œuvre à l'autre. Mais il reste évident aussi que chaque œuvre littéraire s'enfonce dans un milieu social et spirituel particulier, par surcroît dans une expérience personnelle originale. On ne peut guère parler de l'unité d'une littérature nationale. Alors comment parler *a fortiori* d'unité européenne à ce propos ?

D'ailleurs un obstacle majeur ne se dresse-t-il pas : celui de la langue ? Aucune traduction ne saurait rendre pleinement compte d'une expérience littéraire. Chacune des grandes langues européennes dérobe aux autres une partie de ses trésors. Encore si l'une d'elles l'emportait et constituait une certaine communication, comme le latin jadis, le français au ^{xviii}^e siècle... ! La royauté de Voltaire de Saint-Pétersbourg à Paris, c'est la royauté de la langue française qui, seule, l'explique. Aujourd'hui le repli sur une langue unique est possible pour la science (en fait elle a presque créé une langue artificielle *une* avec ses termes internationaux), non pour la littérature. D'autant moins que celle-ci devient, chaque jour davantage, un langage de masse. Le français « international » du ^{xviii}^e siècle n'existait, lui, que pour une élite étroite.

• *Une Europe culturelle à sauvegarder ou à parachever ?*

Cette unité culturelle, avec ses réussites et ses imperfections, est-elle suffisante dans la perspective d'une Europe qui déciderait d'abolir ses frontières ? Non sans doute, puisque les promoteurs de l'Europe politique se préoccupent vivement de l'action que pourrait exercer, dans le sens de l'unification, une réforme réfléchie de l'enseignement. Les équivalences de diplômes permettraient la poursuite des études d'une université à une autre et pourraient créer, mieux encore qu'une ou des universités européennes (principe déjà admis), une vie d'études européennes.

Pratiquement, ne serait-ce pas mettre l'accent, forcément, sur un humanisme moderne, largement ouvert sur les langues vivantes, celles précisément de l'Europe ?

Les unités solides : l'économie

L'Europe est depuis longtemps saisie dans les mailles d'une

économie unitaire ; à chaque époque, sa vie matérielle tourne autour de centres autoritaires, privilégiés.

Durant les derniers siècles du Moyen Âge, tout conflue à Venise, tout en repart. Avec les débuts de l'Âge moderne, le centre de gravité se situe un instant à Lisbonne, puis à Séville, ou mieux oscille entre cette dernière ville et Anvers, jusqu'au dernier quart du xvi^e siècle. Ensuite, avec les débuts du xvii^e, s'instaurent les suprématies marchandes d'Amsterdam, jusqu'aux premières années du xviii^e, puis celles de Londres qui dureront jusqu'en 1914, même jusqu'en 1939. Il y a toujours eu un orchestre et un chef d'orchestre.

Chaque fois, ces centres de gravité sont d'autant plus effectifs, au temps de leur essor, que la vie européenne n'est pas seule à y affluer, mais, avec elle, la vie puissante du monde. Pour l'Europe, à la veille de la guerre de 1914, Londres, c'est non seulement le grand marché du crédit, les assurances maritimes et les réassurances, mais aussi le blé d'Amérique, le coton d'Égypte, le caoutchouc de la Malaisie, l'étain de Bangka et Billiton, l'or de l'Afrique australe, la laine d'Australie, le pétrole d'Amérique ou du Proche-Orient...

• L'Europe a formé très tôt un espace matériel cohérent, pénétré par une économie monétaire agile, animé par une circulation active au long des mers qui l'entourent, des fleuves qui la traversent, puis des routes à roulage ou pour bêtes de somme qui parachèvent son équipement.

Très tôt les bêtes de somme ont été ainsi victorieuses de la grande barrière des Alpes par les routes du Brenner (vers Venise), du Gothard, du Simplon (vers Milan), du Mont-Cenis. Le langage courant désigne sous le nom curieux de « grandes voitures » les caravanes de mulets qui animent les trafics, de part et d'autre de la chaîne, et ont permis à l'économie italienne de rayonner vers le Nord et le Nord-Ouest européen, y portant ses étoffes de luxe et les produits du Levant. À Lyon, au xvi^e siècle, pour la plus grande prospérité de son commerce et de ses foires, se joignent le roulage, la navigation fluviale, les « grandes voitures » des Alpes...

Avec les chemins de fer, à partir du milieu du xix^e siècle, se brisent définitivement les ankyloses et inerties de l'Europe continentale, où s'étend peu à peu une civilisation matérielle aux échanges rapides, avec les relais survoltés des villes industrielles et marchandes.

Sur cette longue histoire, deux exemples, non pour expliquer mais pour suggérer seulement. D'abord les *mude*, les caravanes des galères marchandes de Venise. Au xv^e siècle, leur réseau est surtout méditerranéen, mais certaines poussent jusqu'à Londres et à Bruges, et

de vivantes routes terrestres, notamment celles du Brenner, aboutissent à Venise où les marchands allemands possèdent leur vaste magasin commun, le Fondego dei Todeschi, près du pont du Rialto.

Autre exemple, au ^{xvi}^e siècle, celui des circuits de l'argent et des lettres de change courant de place en place, à partir de Séville. En fait, ce sont toujours les mêmes sommes, ou peu s'en faut, qui tournent de place en place dans le circuit des échanges et des paiements.

On comprend, dans ces conditions, pourquoi les mêmes rythmes cycliques soulèvent, presque au même instant, les différentes régions de l'Europe. Au ^{xvi}^e siècle, une énorme montée des prix commence en Espagne, comme conséquence de l'afflux brutal d'une grande quantité de métaux monnayables d'Amérique. Cette montée se répercutera sur toute l'Europe occidentale, jusqu'à Moscou, au centre d'une économie encore primitive.

• Cela ne veut pas dire que toute la vie européenne marche au même pas, ou s'aligne au même niveau.

Une ligne qui commencerait soit à Lubeck, soit à Hambourg, pour passer par Prague et Vienne et gagner l'Adriatique distingue une Europe économiquement avancée à l'ouest, d'une Europe en retard, à l'est, ce que la réalité des situations paysannes nous a déjà signalé. Cette différence n'est pas loin de s'effacer. Mais ce n'est pas chose faite.

Plus encore, à l'intérieur même de l'Europe évoluée, il y a des régions en avance, des « pôles de croissance », que séparent des zones moins évoluées, certaines arriérées, « sous-développées ». Aujourd'hui encore, dans presque chaque pays d'Europe, certaines régions restent attardées par rapport à l'ensemble, d'autant que les nouvelles créations sont naturellement attirées par les centres les plus vivants.

En réalité, il ne peut jamais y avoir de circulation, d'économie commune, sans des différences de voltage ou de niveau, des régions qui mènent, d'autres qui soient menées. Développement et sous-développement ne cessent de se commander, de dépendre l'un de l'autre. C'est ce que suggère en raccourci l'histoire des banques en France : dès la seconde moitié du ^{xix}^e siècle, leur essor vient de la mobilisation tardive, au bénéfice d'organismes appelés à grandir, comme le *Crédit Lyonnais*, créé en 1863, des épargnes et capitaux dormants, ou à moitié endormis de certaines régions et campagnes françaises. Ces dernières en subiront le choc en retour, un premier éveil et un rattachement à la vie générale.

• Les prémices du Marché commun : ce lien économique

qui unit depuis longtemps l'Europe, malgré les économies régionales ou nationales diversifiées, peut-on l'organiser dans une unité cohérente où toutes les parties dépendraient du tout ?

C'est le problème que pose la série de tentatives lancées depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et dont le Marché commun est la plus réussie, non la seule ni la première.

Tout est venu, sans aucun doute, de la situation misérable de l'Europe d'après 1945 ; cet effondrement absolu était inquiétant pour l'équilibre du monde. D'où ces premières mesures constructives : la mise sur pied, à Londres, du Comité pour l'Europe Unie (mai 1947), le Plan Marshall (3 juillet 1947), conçu pour des motifs divers, politiques, militaires les uns, économiques, culturels, sociaux les autres. L'Europe – *une certaine* Europe – essaie ainsi de se construire.

Pour l'instant, notre intention est de nous limiter aux seuls problèmes économiques. De ce point de vue, l'échec de l'A.E.L.E., de l'Europe des Sept (« les naufragés », dit un journaliste), ouvre la route et l'avenir à l'« Europe des Six », ce que le langage courant désigne sous le nom clair de Marché commun et qui met en cause toutes les communautés à Six, la C.E.C.A. créée en 1951 ; la C.E.E., l'Euratom, toutes deux issues du traité de Rome, 25 mars 1957. Il s'agit là encore d'une solution partielle mais qui, si l'Europe se crée vraiment, va s'étendre en profondeur et en surface, avec les demandes d'association de la Turquie, de la Grèce, du Danemark, de l'Irlande, de la Suisse, de l'Autriche, de l'Angleterre.

Toutes ces demandes d'entrée en sont encore au stade de l'instance (ces lignes sont écrites en février 1962). Le Marché commun a donc une chance évidente de grandir (s'il lui est interdit de pousser « jusqu'à l'Oural ») pour saisir tout l'espace classique de l'Europe. De ces instances, celle de l'Angleterre est la plus importante.

C'est donc à travers le Marché commun qu'on peut étudier les chances d'une union économique européenne.

• La formation de la C.E.E., en d'autres termes du Marché commun, date des laborieuses négociations du traité de Rome (25 mars 1957) dont les multiples stipulations ont joué à partir du 1^{er} janvier 1958.

Il s'agit là d'une expérience brève encore et sur laquelle il importe de se prononcer avec prudence.

L'indéniable, la vigoureuse croissance des Six, pendant ces quatre années, est à la fois le fait d'une conjoncture mondiale favorable et des

répercussions, favorables elles aussi, des premières mesures d'association. L'ouverture progressive a été un accélérateur évident, comme le prouve la montée des échanges entre les pays intéressés.

Toutefois l'essentiel de l'expérience concerne l'avenir. Le programme progressif du traité de Rome prévoit une série d'étapes. La question se pose donc : les premières réalisations qui ont marqué un pas vers l'unité sont-elles de bon augure pour un avenir qui, sur le papier, prévoit une totale intégration économique ?

Contrairement aux prévisions pessimistes, les industries des Six (y compris les industries françaises que l'on pouvait juger à l'avance plus fragiles que les industries allemandes) se sont adaptées au Marché commun. Il s'est ensuivi, pour elles, des changements de structure, une évidente tendance à la concentration qui a favorisé les vastes entreprises, en France, par exemple, la Régie Renault, ou les groupes Péchiney, St-Gobain... Il a fallu aussi procéder à des reconversions ; par exemple, dans le secteur du charbon, certaines mines peu rentables doivent être fermées, ces regroupements étant dans la ligne d'une évolution nécessaire, sinon plaisante.

Assurément, si les industries étaient seules en présence, accords et compromis seraient aisés. En l'état actuel des techniques, l'industrie présente une plasticité évidente à l'égard des interventions et des plans. De même, pas de difficultés avec les problèmes de crédit, liés à la solidité des monnaies et à leur soutien réciproque. Les monnaies européennes viennent de connaître une assez longue période de stabilité et de solidité, au point que le dollar a provisoirement cessé d'être la seule monnaie *standard*, égalée à l'or, pour les réserves nationales.

Tel est si l'on veut, le côté rose, rassurant du Marché commun. Mais les ombres existent : politiques (nous en parlerons dans un instant) ; économiques aussi.

Ces ombres économiques concernent : a) les limites européennes du Marché commun ; b) ses limites extra-européennes ; c) les problèmes internes que posent les difficiles adaptations agricoles.

L'Europe des Six est évidemment incomplète. Il y a des vides importants à l'ouest. Il y a la barrière, vers l'est, du « rideau de fer » derrière quoi s'est développé, en fait, un autre Marché commun, le C.O.M.E.C.O.N. Le gros problème est évidemment l'entrée éventuelle de l'Angleterre, posée en principe dès 1961, mais qui soulève encore des difficultés. Ce ne sera pas simple. Pour se joindre à la jeunesse de l'Europe, il faudrait à l'Angleterre détendre fortement les liaisons qui la rattachent encore au Commonwealth, renoncer au régime économique *préférentiel* qui est le sien, avec son ancien Empire. Économiquement, cela pose des problèmes, en particulier celui de l'accord des pays du Commonwealth ; psychologiquement, ce serait en

quelque sorte tourner la dernière page de la plus glorieuse des entreprises impériales connues de l'histoire.

Il y a, non moins, *le problème des rapports du Marché commun et du reste du monde, notamment de l'Afrique au sud du Sahara*, la France se chargeant, jusqu'à nouvel ordre, de l'Afrique du Nord (au sens étroit, sans l'Égypte et la Libye) ; le problème des rapports avec le *Commonwealth* demain ; le problème posé, dès 1962, des rapports avec le marché des *États-Unis* : un marché « colossal » atlantique pourrait dévorer le petit Marché commun. On pourrait dire : l'Europe, première étape ; l'Atlantique seconde ; le Monde troisième, mais ce serait céder à une perspective éperdument optimiste. Ces problèmes sont aussi politiques. La politique n'y intervient pas pour les simplifier.

Économiques au premier chef, par contre, et de valeur capitale pour l'avenir du Marché commun, *les problèmes agricoles internes*. Ils sont terriblement compliqués.

Une évolution irréversible entraîne le monde paysan d'Europe, ce monde admirable fortement enraciné, mais dont la productivité est, comme l'indiquent nos chiffres, assez médiocre.

Les Six comptent 25 millions de paysans (familles comprises) pour 160 millions d'habitants. M. Mansholt, ancien ministre de l'Agriculture des Pays-Bas, vice-président de la C.E.E., déclarait dernièrement que 8 millions de ces paysans devraient être transférés dans des emplois non agricoles, durant les années à venir.

Moderniser l'agriculture revient en effet à augmenter le rendement unitaire des travailleurs, à réduire leur nombre dans la mesure où cette productivité accrue exige une mécanisation poussée, dans la mesure aussi où les revenus agricoles, pris en gros, ne sont pas appelés à grandir au rythme général de l'économie européenne.

Ce qui augmente dans une économie en expansion, ce sont forcément les produits industriels et les *services*. Toute augmentation de revenus n'entraîne plus, *dans nos pays développés*, une demande proportionnelle de biens alimentaires. Mon revenu augmente, j'achète une automobile, un poste de T.S.F., des livres, des vêtements, je fais un voyage, je vais au théâtre, mais je n'augmente pas ma consommation de pain, de viande et, souhaitons-le au moins, de vin ou d'alcool.

En somme, pour que les revenus agricoles augmentent au rythme des autres secteurs de la nation, un paysan sur trois doit, avant 1975, quitter la campagne, qui devrait ensuite produire davantage pour un nombre moindre de producteurs. La vitesse annuelle de dégagement devrait être de 4 %, alors qu'elle est actuellement de 2 % pour la Grande-Bretagne, 1,5 % pour la France. À ce rythme, la Grande-Bretagne mettrait vingt-deux ans, la France vingt-sept à accomplir la conversion souhaitée. Sans compter quelques surprises possibles : en

Italie où se trouve la plus grosse masse paysanne (4 500 000), les réductions portent, en fait, sur des ouvriers agricoles en chômage : les structures agricoles restent à peu près inchangées malgré le mouvement enregistré.

Dans ces conditions, les prix agricoles européens ne sont pas compétitifs sur le marché international, où les surplus américains et canadiens s'écoulent à des prix très bas, plus bas même que sur leurs propres marchés intérieurs grâce à des subventions gouvernementales. Les hauts prix des agricultures européennes ne sont donc possibles que grâce aux protections douanières qui les isolent du marché mondial.

L'autre très grave problème, pour le Marché commun, est dans la grande différence des productions et des prix agricoles suivant les pays.

La France, pays excédentaire, ne peut écouler ses surplus (céréales surtout) qu'au prix mondial, ce qui oblige le gouvernement à les acheter au prix du marché intérieur et à les revendre à perte au-dehors. Ainsi en 1961, du blé et de l'orge français ont été vendus à la Chine communiste, de la viande frigorifiée à la Russie... L'Italie pour les fruits et légumes, la Hollande pour les produits laitiers se trouvent dans la même position excédentaire que la France. L'Allemagne est au contraire importatrice dans de nombreux secteurs agricoles, mais elle achète hors du Marché commun et ne tient pas à renoncer à la contrepartie d'exportations qu'elle en tire.

Les prix agricoles sont différents d'un pays à l'autre, suivant les productivités et le degré de protection que les gouvernements ont voulu ou dû accorder à leurs agriculteurs. Ainsi le prix des céréales le plus bas est celui de la France, le plus haut celui de l'Allemagne, le prix du lait le plus bas celui de la Hollande, etc. À quel niveau égaliser les prix ?

Enfin, puisqu'il faut que les agricultures soient modernisées et que l'opération sera coûteuse, qui en supportera les charges considérables ? La solution adoptée à Bruxelles (14 janvier 1962) consiste à mettre ces charges au compte de la Communauté entière. Cette solution défavorise l'Allemagne, pays avant tout industriel. Mais les pays largement agricoles – France, Italie, Hollande – refusaient de passer à la seconde étape industrielle si la première étape de la politique agricole n'était pas au moins définie. L'accord fut si laborieux (200 heures de discussion) qu'on crut un moment, à Bruxelles, que le sort du Marché commun lui-même serait remis en question. Ce qui fit dire en souriant à un journaliste que « l'Europe qui avait avalé allégrement l'acier, le charbon et l'atome reculait devant le légume et le fruit ».

L'accord prévoit des délais : les premières mesures ne devraient être

appliquées qu'en juillet 1962. Gouvernements et syndicats agricoles savent toutefois que le temps leur est mesuré désormais pour une adaptation inéluctable.

La circulation prévue des produits agricoles sera libre, avec paiement de taxes compensatrices égales aux différences entre niveaux de prix. Le principe va nécessiter la mise au point d'institutions, de contrôles, de règles. Tout un contentieux est à prévoir. En même temps, il faut établir aux frontières communes des Six un système douanier unique, calculé sur la moyenne des tarifs particuliers à chaque membre de l'association, sinon l'équilibre interne serait bouleversé par les irrégularités de la clôture...

Ainsi se parachève une unité douanière, un *Zollverein*, garantie d'une économie commune. S'arrêtera-t-on à ce stade ? Non. Le problème d'une unité politique se pose.

Les unités aléatoires : la politique

À l'unité, la culture dit oui, l'économie dit à peu près oui, la politique, par contre, est réticente. Elle a ses raisons, bonnes, moins bonnes, fausses aussi, et qui répondent à des soucis ou désuets (du *xix^e* siècle), ou très actuels, même franchement « prospectifs ».

La vérité est que l'Europe entière est depuis longtemps prise dans un même jeu politique, auquel aucun État n'aura jamais échappé sans risquer de se perdre. Mais ce jeu ne tend pas à l'unifier politiquement ; il la divise au contraire en groupes dont les composantes ont souvent varié, la règle dominante étant d'empêcher qu'une hégémonie n'impose sa loi à toute la famille des États.

Non certes par respect vertueux de la liberté d'autrui : chaque État, en fait, joue égoïstement pour lui. Seulement s'il joue trop bien, il trouve les autres, un beau jour, ligüés contre lui.

Tel fut le principe, en gros, de l'« équilibre européen ». L'Europe de 1962 a-t-elle vraiment renoncé à ce jeu séculaire ?

• *Le *xix^e* siècle qui le pratiqua sans arrêt n'a inventé ni l'« équilibre européen », ni le « concert européen », ni la « balance of power ».*

En réalité, ce système contraignant remonte à des siècles en arrière. Ce ne sont pas les calculs savants des ambassadeurs, ni même ceux de leurs maîtres qui l'ont créé, c'est plutôt, à l'inverse, le jeu d'un équilibre spontané, à demi conscient, qui s'est imposé aux hommes politiques.

deux camps, « Est » et « Ouest », entre lesquels les neutres essaient la troisième voie qui n'est la bonne que si l'on a la force de son côté. Un vieux système, assurément, un engrenage, où le corps du monde pourrait passer en entier, comme tant de fois le corps de l'Europe.

• *Échec des unités violentes :*

La seule leçon de cette histoire monotone est que la violence n'a jamais suffi à quiconque pour se saisir de la maison européenne en son entier.

Sans remonter à Charlemagne, arrêtons-nous, un instant, à *Charles Quint* (1500-1558), le moins haïssable, le plus sympathique peut-être de ces candidats malheureux à l'hégémonie. Ce dont il rêve : conquérir la Chrétienté et, sous son autorité, la défendre contre l'Infidèle musulman et le Réformé. L'« idée impériale » se nourrit, chez Charles Quint, aux vieilles sources de la croisade espagnole.

Rien n'a manqué à l'empereur, ni les troupes, ni les chefs admirables, ni les dévouements passionnés ; il a eu l'appui de grands banquiers comme les Fugger ; il a eu une diplomatie hors pair, la maîtrise de la mer et, pour finir, les « trésors » d'Amérique : l'Espagne devient sous son règne ce château d'eau qui répartit la production en or et argent des mines américaines, au gré des balances marchandes, mais aussi au gré des urgences politiques. A-t-il échoué devant la France comme on l'a soutenu ? Oui et non. Oui, parce que aucun de ses succès ne lui a permis de maîtriser cette France énorme (à la vitesse, ou plutôt à la lenteur des communications d'alors) et qui est placée au « cœur » de ses États. Il signe avec elle, en 1529, une paix blanche. Plus tard, c'est contre l'Allemagne protestante qu'il échoue (1546, 1552-1555), contre l'Islam turc qu'il use ses forces : l'Islam menace Vienne et harcèle les côtes d'Espagne jusqu'à Gibraltar et au-delà.

En fait, c'est le concert européen qui a eu raison de Charles Quint, par tous les moyens, y compris l'alliance alors scandaleuse, malgré tout, du sultan.

Louis XIV, lui, ne s'est imposé à l'Europe que durant les mauvaises années économiques du *xvii^e* siècle. Il y a eu alors comme un repli sur les forces traditionnelles, repli dont profite la France paysanne et peu capitaliste que son régime fort (jusqu'à la mort de Colbert, 1683) met au pas. Quand l'économie du monde se réanime, peut-être à partir de 1680, la partie est vite jouée : déjà en 1672, les inondations de Hollande avaient interdit à l'armée française l'accès d'Amsterdam ; en 1688, Guillaume d'Orange est maître, d'une certaine façon, de l'Angleterre ; en 1692, la flotte de Tourville est pratiquement mise hors de cause à la bataille de la Hougue. Dans la vaste guerre de

Succession d'Espagne, la France ne peut faire face à tous ses ennemis, ni se saisir de la péninsule Ibérique et, au-delà, des richesses de l'Amérique espagnole.

L'aventure de Napoléon ne rentre-t-elle pas dans le même schéma ? Tant de victoires d'un côté, mais de l'autre l'irréparable défaite de Trafalgar (1805) ! Tandis que la conquête française est prisonnière de la vaste Europe, l'Angleterre peut se déployer sur l'immensité liquide. Il suffira de 100 ou 150 coques de bois pour interdire le passage de ce Pas-de-Calais que l'on croyait pouvoir « enjamber » en 1805, et même celui du détroit de Messine : alors que Naples est aux Français ou à Murat, la Sicile est restée le refuge des Bourbons.

Même schéma pour l'Allemagne hitlérienne, qui a réuni contre elle une coalition à la mesure de sa menace : en fait, la plus grande partie du monde.

• *Marché commun et unité politique :*

L'unité politique de l'Europe peut-elle se faire aujourd'hui, non par la violence, mais par la volonté commune des partenaires ? Le programme se dessine, il soulève des enthousiasmes évidents ; il soulève aussi de sérieuses difficultés.

Nous avons déjà signalé quelques-unes de ces difficultés : notamment que seule l'Europe occidentale est en jeu (il a fallu constituer l'Europe « avec ce qu'il en reste ») ; ensuite que son union pose des problèmes extra-européens, dans la mesure où elle affecte, sur le plan de l'économie et de la politique, l'équilibre du monde. Un banquier déclare (14 novembre 1958) : « Dans certaines parties du monde, on craint que l'Union européenne, du fait de sa cohésion, n'adopte une politique discriminatoire vis-à-vis de pays tiers », bref, qu'elle procède à des options : ainsi préférer les produits tropicaux de l'Afrique au sud du Sahara, à ceux de l'Amérique latine...

Mais les premières difficultés sont internes, institutionnelles, certes pas de celles que résout facilement un traité, ou un compromis.

Est-il possible que les gouvernements de l'« Europe des États », selon le mot du général de Gaulle, fassent des concessions, sacrifient une partie de leurs droits souverains ?

Dès le 8 août 1950, au Conseil de l'Europe, André Philip déclarait : « Depuis un an, notre Assemblée, pour éviter des désaccords, a accepté tous les compromis. Le résultat ? Rien n'a été fait. L'opinion se désintéressera de nous si, demain, nous ne prouvons pas que nous sommes venus ici pour créer vraiment l'Europe. » Le 17 août, le même homme politique menace « d'aller faire l'Europe ailleurs ».

Onze années ont passé et à Bruxelles, Paul-Henri Spaak, ministre des Affaires étrangères de Belgique, le 10 janvier 1962, à la veille de

l'accord agricole qui sera conclu le 14 (mais il l'ignore encore), déclare : « Tout me conduit à croire qu'il ne peut y avoir d'Europe unie et efficace sans supranationalité. L'Europe des patries est une notion étriquée et insuffisante... Plus je vivrai, plus je combattrai la règle de l'unanimité et le veto. J'ai vécu l'expérience de l'O.N.U., il y a quelques semaines, et celle du veto soviétique. J'ai vécu une expérience analogue à l'O.T.A.N. plus récemment ; sur la question allemande et la question de Berlin, la position d'un seul a empêché l'O.T.A.N. de prendre une attitude ferme et constructive. Ce que l'on voit actuellement au Palais des Congrès sur les problèmes agricoles n'est pas fait pour me faire changer d'avis. Dans ces discussions, je cherche en vain l'esprit communautaire. Chacun défend les intérêts de ses agriculteurs... Si la maudite règle de l'unanimité n'existait pas, les pourparlers du Conseil des Six iraient beaucoup plus rapidement... On nous offre une Europe des patries dans le domaine de la politique étrangère. Que ferait-on d'autre que de créer le chaos ? Par exemple cinq pays pourraient s'entendre sur la question de la Chine communiste et le sixième bloquer toutes les décisions... Je me demande donc si c'est une bonne chose de renoncer à l'esprit de supranationalité dans ce domaine. »

Tous ces arguments sont bons. Mais dans une assemblée *très divisée*, la règle de la majorité n'est pas forcément une panacée pour résoudre les problèmes. Une majorité peut se former avec des marchandages, des compromis de groupes, ce qu'on appelle des assemblées des « conversations de couloirs », qui ne représentent pas forcément une politique plus cohérente, ou plus désintéressée que les marchandages du veto. La question essentielle reste de savoir jusqu'à quel point les tendances politiques des États actuels de l'Europe sont susceptibles de s'accorder, au moins sur quelques lignes essentielles, profondes. Autrement voilà les périlleuses aventures de l'« équilibre européen » retrouvées à l'intérieur de la maison nouvelle !

Que l'unité envisagée soit sous le signe des libres décisions, c'est ce que disent et redisent ses partisans.

Pas de prépondérance, déclare un homme d'affaires allemand (1958), ni Europe napoléonienne, ni Europe hitlérienne. « Une unité ainsi fondée sur la force ne peut que provoquer une explosion, dès que l'emprise de la nation dominatrice se relâche. Nous avons aujourd'hui, soit dit en passant, un modèle identique sous les yeux : les États groupés par le Pacte de Varsovie autour de la puissance *russe* (sic) exclusivement dirigés, économiquement aussi bien que politiquement, en vue de l'intérêt *russe* (sic). »

Cette citation, prise parmi des centaines d'autres, éclaire le problème. Pour beaucoup, il s'agit de grouper l'Europe, ou « ce qu'il en reste », contre le danger soviétique. C'est l'évidente politique

américaine, celle du « bouclier » contre l'U.R.S.S. Lors de la discussion du plan Schumann (C.E.C.A.), le 15 décembre 1951, le président du Conseil français, Paul Reynaud, est catégorique : « Rappelons-nous que l'abandon de la politique du Pentagone, qui consistait à défendre l'Europe sur les Pyrénées, est dû au général Eisenhower qui n'a cessé de répéter que les pays européens, la France en tête, voulaient l'Europe. Tirez vous-mêmes les conclusions d'un refus du plan. »

En face de cet esprit de calcul évidemment politique et même militaire, on peut en imaginer un autre, plus raisonnable parce que plus réaliste. Voyez comment le sénateur André Armengaud, membre de l'Assemblée parlementaire européenne, situe le problème, dans une remarquable conférence prononcée en février 1960. L'Europe, à ses yeux, est prise entre l'essor d'une économie socialiste, née en octobre 1917 à « Pétrograd » et « dont tous les économistes classiques avaient dit qu'elle serait sans lendemain », et l'immense libération, à l'échelle du monde, des peuples colonisés par l'Europe. Obligation est faite à l'Europe de s'organiser de façon révolutionnaire, elle aussi, non sous l'impulsion du seul profit capitaliste qui crée des régimes dont les avantages sont « réservés à des minorités », mais en fonction de l'emploi optimum de la main-d'œuvre. Donc, renverser complètement la vapeur.

Cette sagesse qui consisterait à placer les problèmes non par rapport au profit en soi, mais au bénéfice qu'en peut tirer l'homme, et à porter la compétition entre Ouest et Est sur la meilleure solution à trouver aux problèmes humains de la société du xx^e siècle, cette sagesse a-t-elle des chances d'être écoutée ?

Il ne s'agit pas seulement de savoir si l'union européenne sera réalisée, si elle est viable, mais si elle sera acceptée par les deux blocs qui se partagent la suprématie du monde. L'un et l'autre peuvent s'inquiéter soit des prétentions économiques, soit de l'orientation politique éventuelle de l'Union. Donnera-t-elle le jour à une Europe tranquille, avec, prise dans sa prospérité, une Allemagne résignée aux modifications portées à ses anciennes frontières ; ou à une Europe agressive ? À une Europe qui acceptera de jeter son poids dans la solution du sous-développement mondial (dont dépend la vie de tous, dans le monde d'aujourd'hui au destin indissolublement lié), ou qui croira, incapable de se placer d'un coup dans l'avenir, que le temps est encore aux calculs étroits des nations, la « nation Europe » prenant dans ces calculs la suite d'ambitions désuètes ? Bref, à une Europe inventive, facteur d'apaisement, ou à une Europe routinière, facteur de tensions que nous ne connaissons que trop ?

• C'est presque poser la question de base : de quoi est encore capable, pour le monde de demain, la civilisation

européenne ?

Faut-il dire que cela paraît une des minimales préoccupations des constructeurs de l'Europe ? Leurs discussions raisonnables sur les douanes, les niveaux de prix et la production, comme les plus généreuses de leurs concessions réciproques, ne parlent qu'à l'esprit de calcul. Elles ne semblent jamais s'écarter du niveau purement technique, hautement technique, de spécialistes rompus aux remarquables spéculations de l'économie dirigée et du *planning*. Et nul ne niera qu'elles ne soient indispensables.

Mais c'est mal connaître les hommes que de leur donner, pour seule pâture, ces sages additions qui font si pâle figure à côté des enthousiasmes, des folies non dénuées de sagesse qui ont soulevé l'Europe de jadis ou d'hier. Une conscience européenne collective peut-elle se construire seulement sur des chiffres ? Ne peut-elle pas, au contraire, leur échapper, les déborder de façon imprévisible ?

Il est inquiétant de constater que l'Europe, idéal culturel à promouvoir, vient en dernier lieu sur la liste des programmes en chantier. On ne se préoccupe ni d'une mystique, ni d'une idéologie, ni des eaux faussement calmées de la Révolution ou du socialisme, ni des eaux vives de la foi religieuse. Or l'Europe ne sera pas si elle ne s'appuie sur ces vieilles forces qui l'ont faite, qui la travaillent encore profondément, d'un mot si l'on néglige tous ses humanismes vivants.

Elle n'a pas le choix : ou elle s'appuiera sur eux, ou fatalement, un jour ou l'autre, ils la bousculeront et l'emporteront. L'Europe des peuples, un beau programme, mais qui reste à formuler.

Post-scriptum 1966

L'Europe des Six n'a pas vieilli aussi vite que le souhaitent les partisans raisonnables ou même enthousiastes de sa naissance. L'Angleterre, qui a eu ses torts, n'a pas voulu payer le prix de son entrée et la rupture des négociations, en janvier 1963, provoquée alors par le général de Gaulle, a été un échec évident, provisoire peut-être, mais dont le poids reste lourd.

L'Europe des Six ne sera demain « la troisième force du monde » que si elle s'étend au plus grand nombre possible d'associés. La Turquie a été associée en 1963. La question se pose de l'association de l'Espagne, de l'Autriche, peut-être du Danemark et, en Afrique, du Nigeria...

Des difficultés économiques se précisent aussi qui sont peu à peu résolues. L'Europe agricole naît ainsi lentement (accords du 14 janvier 1962, du 23 décembre 1963, obtenus non sans peine ; accord sur le prix commun des céréales acquis le 15 décembre 1964, non sans peine également). Restaient à résoudre encore les prix du bœuf et des produits laitiers. Mais le problème n'est pas seulement économique. L'économie a préparé l'union, a engagé États et gouvernements dans des processus irréversibles. Dès lors la politique pose ses problèmes urgents : fusion des institutions, création d'autorités supra-nationales, Parlement et gouvernement européens.

Restait également à fixer les règles du fonds agricole commun. C'est à ce propos, mais également au sujet des pouvoirs de la « Commission », que s'est produite la crise qui, de juin 1965 à janvier 1966, a pesé sur les travaux des « Six ». Le 30 janvier 1966,

était conclu un accord. Mais la France n'entend pas que des intérêts nationaux essentiels puissent être mis en question par des décisions majoritaires. Il est bien évident que l'Europe à faire est exclusive de nationalismes étroits et vigilants dont la France seule ne donne pas, hélas, l'exemple.

L'Europe en 1981

(note de Paule Braudel)

En 1978, l'Université Bocconi, de Milan, proposait à la Maison des Sciences de l'Homme que dirigeait Fernand Braudel une association « pour un examen à la fois lucide et constructif des problèmes posés par l'unification de l'Europe ». Trois ans plus tard, en 1981, à Milan, Fernand Braudel rappelait, dans une brève allocution, qu'il avait alors accepté d'enthousiasme, « persuadé que l'initiative valait d'être tentée, qu'elle devait l'être, qu'elle devait l'être maintenant et par nous. Et ceci au moins pour deux raisons.

« L'Europe – et surtout cette Europe que l'on dit encore “petite”, même si elle a grandi d'un coup, et accru d'autant ses problèmes, en passant de six à neuf –, l'Europe, n'est en effet, pour moi, ni une évidence, ni, encore moins, un objet de foi. Tout au plus une réalité qui s'esquisse et prend corps devant nous, une réalité fragile, incertaine, provisoire peut-être, ambiguë sûrement : à la fois une liberté et une contrainte, qu'il nous faut tour à tour, et tout ensemble, éprouver. Nous apprenons à y vivre, tout compte fait plutôt mal que bien. Nous en savons déjà toutes les faiblesses, tous les égoïsmes qu'elle ne réussit ni à masquer, ni moins encore à maîtriser. Mais nous savons aussi tout ce qu'elle nous apporte, et plus encore tout ce que son échec nous ferait perdre. Peut-être arrive-t-elle déjà trop tard, comme le pensait Lucien Febvre. Reconnaissons-lui, en tout cas, le mérite d'avoir changé à la fois les données et les dimensions de nos problèmes, de les avoir posés clairement en termes neufs. À nous, maintenant, de les aborder de front [puisque notre entreprise a entraîné] l'adhésion et la participation des meilleurs spécialistes, qu'ils se définissent eux-mêmes comme

des “scientifiques” ou comme des “praticiens”, venus, sans exclusive aucune des principaux pays européens.

« À cette première raison, j’aimerais en ajouter une autre, qui m’est sans doute plus personnelle. J’ai toujours pensé et soutenu que si l’unité nécessaire des sciences de l’homme devait se faire autour de l’histoire, celle-ci ne pourrait y parvenir que si elle réussissait à devenir enfin ce qu’elle aurait dû toujours être : une science de l’actuel. Historien, attentif à l’émergence et à l’affirmation entre XIII^e et XVIII^e siècle, d’un capitalisme qui apparaît sans doute à beaucoup d’entre vous comme encore dans l’enfance, il m’est difficile de n’être pas fasciné par la continuité des problèmes auxquels nous sommes confrontés. Comme si une course de vitesse s’était engagée entre l’économie et l’État, dans laquelle la première, à tout instant menacée d’être rejointe, a toujours réussi jusqu’à ce jour – et sans doute, sous nos yeux, plus que jamais – à reprendre l’avantage. Victoire ni facile ni toujours régulière sans doute, mais l’économie peut se permettre d’échapper aux règles qu’on cherche à lui imposer, ou, si vous le voulez, de changer à son profit les règles du jeu. C’est déjà pour moi la leçon des foires de Plaisance au XVI^e siècle ou de la Bourse d’Amsterdam au XVII^e : ce qui se passe sous nos yeux et dont le profane n’aperçoit que le reflet, ne me surprend pas, et pourtant me passionne. Je souhaite à votre réunion tout le succès qu’elle mérite. Je salue les organisateurs, les participants. Je salue le recteur Gasparini, la Bocconi, l’Italie entière, l’Europe, la chère Europe en train de se faire. »

Fernand Braudel

Deuxième partie

L'Amérique

Chapitre I

L'autre Nouveau Monde : l'Amérique latine

L'Amérique offre deux grands ensembles culturels. L'« Amérique », sans plus, c'est-à-dire les États-Unis (auxquels il faut joindre le Canada, entraîné dans leur sillage) : c'est le Nouveau Monde par excellence, celui des merveilleuses réalisations, celui de la « vie future ». L'autre Amérique, la plus vaste moitié du continent, semble s'accommoder de l'épithète récente de « latine » qui lui a été appliquée (vers 1865, et non sans arrière-pensées, alors) par la France, puis par l'Europe. C'est une Amérique une et multiple, haute en couleur, dramatique, déchirée, divisée contre elle-même.

Commencer par elle, ce sera éviter la comparaison immédiate, ne pas l'écraser, à l'avance, sous le poids habituel des immenses progrès de l'Amérique du Nord, et ainsi mieux la voir en elle-même, comme elle mérite d'être observée : dans son humanisme de haute qualité, dans ses problèmes particuliers, dans ses progrès évidents. Elle a été, hier, très en avance sur l'autre, elle a été la première Amérique riche, et de ce fait, convoitée. Hier. Puis la chance a tourné. Le sort présent de l'Amérique latine est loin d'être très heureux : il est surchargé d'ombres. Pour elle, le jour ne s'est pas encore vraiment levé.

Espace, nature et société : le témoignage d'une littérature

Plus que toute autre région au monde, l'Amérique latine ne cesse de changer et vite : les images d'hier risquent, demain, de ne plus rien valoir ou de sonner faux.

Si l'on ne peut pas la voir de ses yeux, il faut lire au moins son admirable littérature, directe, peu sophistiquée, naïvement,

franchement engagée : elle offre mille voyages en esprit, et son témoignage est d'une netteté qui dépasse ce que les reportages, les études sociologiques, économiques, géographiques et historiques (ces dernières, cependant, très souvent excellentes) peuvent nous offrir.

Elle révèle aussi, ce qui est sans prix, le parfum de pays et de sociétés toujours à part, souvent secrets, malgré la jovialité et la franchise de l'accueil.

• *L'Amérique latine est un immense espace.*

Son humanité clairsemée encore flotte dans un vêtement démesurément large. L'espace surabonde, cette surabondance saoule les hommes.

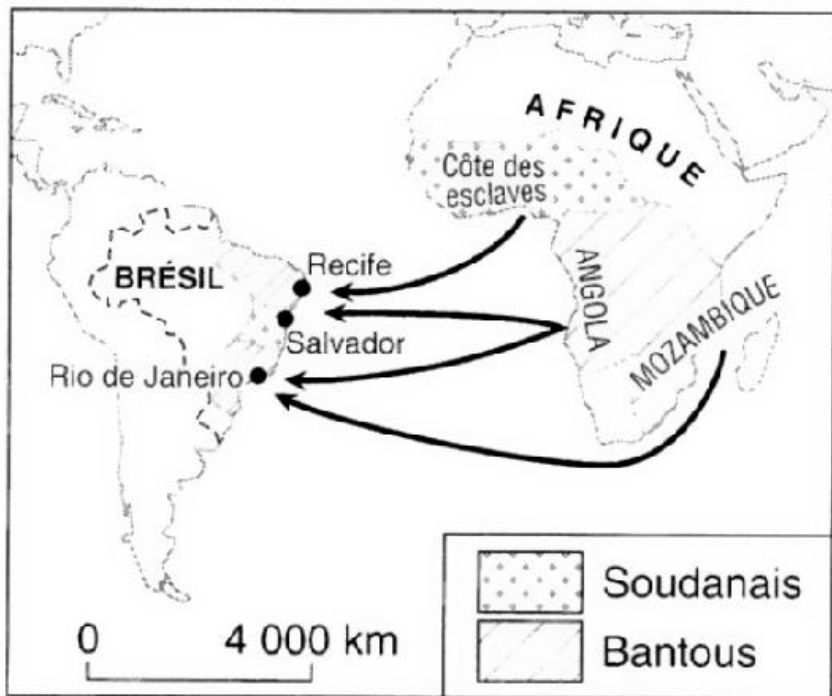
Assurément depuis que l'aviation efface, humanise, escamote ces dimensions colossales, le voyageur étranger, de plus en plus, risque de perdre de vue cette coordonnée de base.

Hier, déjà, il ne fallait plus que six heures pour traverser le bassin amazonien, c'est-à-dire le survoler, car le bassin amazonien ne se traverse qu'avec les pires difficultés (*isto é matto*, ça c'est de la forêt, comme dit le Brésilien). La traversée des Andes, entre Argentine et Chili, se faisait avec des bimoteurs et ces avions légers s'engageaient dans la vallée même de la Cumbra, juste à l'aplomb du petit train à crémaillère, poussés par le vent tantôt d'un côté, tantôt de l'autre de la large vallée, mais *entre* les chaînes, au-dessous d'elles, en somme. Aujourd'hui, les quadri-moteurs passent tous les jours par-dessus l'obstacle. Les Andes ne sont plus qu'un quart d'heure, dix minutes de glaciers étincelants dans le soleil, avant de plonger vers la plaine argentine vide, ou la côte chilienne. Et surtout l'aviation s'est généralisée : sa chanson allègre est maintenant la même, partout, en Amérique latine.



18. Amérique espagnole et Amérique portugaise :

L'Amérique espagnole représente, en hommes, une part plus forte encore qu'en terres : elle est relativement plus peuplée que l'Amérique portugaise.



19. L'origine des Noirs d'Amérique.

Mais, en fait, seuls les voyageurs privilégiés connaissent ces sauts prodigieux, ces excursions de luxe qui vous arrachent à Mexico où les *Nortes* (les vents du Nord) ont gelé la veille les plantes vertes des jardins pour, quelques instants après, vous jeter dans les chaleurs du Yucatan, de la Vera Cruz ou vous déposer près des eaux paradisiaques et des fleurs de la côte du Pacifique, à Acapulco. De même, seules les marchandises précieuses ou rentables sont enlevées par les cargos aériens : les fruits de mer du Chili, que l'avion porte à Buenos Aires, les bêtes sur pied ou la viande de choix que les avions, à partir de Mendoza, font basculer au-dessus de la Cordillère, vers Santiago ou vers les mineurs du nord désertique du Chili.

Cette arithmétique nouvelle des distances reste donc une exception, malgré les apparences. Sur les aérodomes de Rio de Janeiro, un avion décolle ou atterrit chaque minute. Mais les voyageurs transportés ne représentent qu'une faible partie de la population, sa bourgeoisie, si l'on veut. Et l'avion, en Amérique latine, ne joue pas le rôle de ces *transports populaires* (trains, autobus, voitures particulières) qui donnent à l'Europe ses réseaux serrés de circulation.

L'Amérique latine vit encore, elle a vécu, elle s'est formée dans un espace mesuré au pas des hommes et des bêtes. Ne disons pas à la

vitesse des chemins de fer : ceux-ci sont rares ; ou des routes : celles-ci parfois superbes (les *carreteras* du Mexique) sont peu nombreuses, en voie de construction ou de réfection continuelle. De ces multiples lenteurs, l'Amérique latine porte encore la marque.

C'est au travers de cette soumission à la distance qu'il faut chevaucher ou cheminer en imagination, avec *Martin Fierro*, le gaúcho de l'époque héroïque que José Hernández a inventé en 1872, ou *Don Segundo Sombra*, le dernier gaúcho libre et errant de la Pampa argentine, qu'a créé (1939) le génie de Ricardo Güiraldes, qu'il faut voir les *brousses* du Nord-Est brésilien, dans le « quadrilatère » de la sécheresse et de la faim, *Os Sertões*, d'Euclydes de Cunha (1902) ; ou lire les plus beaux récits sur l'espace sans fin de l'Argentine intérieure, peuplée encore d'Indiens, que rédigea, au jour le jour, pour le journal *La Tribuna* de Buenos Aires (1870) Lucio Mansilla (*Una excursión a los Indios Ranqueles*), ou, mieux encore, ceux de cet Anglais, au vrai naturalisé argentin, Enrique Hudson (1841-1922), sur la Patagonie, alors absolument vide.

Voici encore, dans toute leur beauté, les voyages de l'Allemand Alexandre de Humboldt (1769-1859), ceux du Français Auguste de Saint-Hilaire (1799-1835), l'un et l'autre étrangers, mais à ce point pris par les pays qu'ils ont décrits, que la littérature sud-américaine les a aussitôt annexés à bon droit.

Une des images les plus vives de ces voyages classiques : celle, sans doute, des troupes mulâtres, avec leurs routes fixes, leurs horaires presque, et leurs « gares », ces *ranchos* où bêtes, marchandises et gens font halte, le soir, pour reprendre la course, le lendemain. Ces caravanes mulâtres, premier camionnage, premiers chemins de fer, a-t-on dit... Premiers moyens de maîtriser l'espace, sauvage et proliférant aujourd'hui encore. Car, sous nos yeux, si l'homme ne s'enracine pas franchement comme en Occident, s'il quitte sa terre avec trop de facilité, c'est que l'espace surabonde un peu plus loin. Aujourd'hui encore, des fleuves de troupeaux continuent à parcourir le cœur du continent, comme au ^{xvi}^e ou au ^{xvii}^e siècle, pour surgir, à bout de course, sur les foires traditionnelles de bestiaux, ainsi à l'intérieur de l'État bahianais. C'est là une forme primitive, peu coûteuse d'exploitation, un capitalisme à bon marché, tant que l'espace est donné *gratis*, ou peu s'en faut.

Rien de plus naturel si les hommes, perdus, noyés dans l'espace, si les villes, elles surtout, situées à des mois et des mois de distance des métropoles européennes, ou des capitales coloniales, si les provinces, certaines plus vastes que l'Italie ou que la France, finalement se gouvernent un peu à leur guise, hier surtout, faute de mieux et parce que, d'abord, il faut vivre. Dans les deux Amériques, la « démocratie américaine », avec son *self government*, est fille, en partie, de l'espace.

Cet espace qui amortit tout, qui conserve tout aussi, du moins tant qu'il n'est pas vaincu.

• *Arracher les paysans à la nature barbare : le grand rêve d'hier.*

La nature sud-américaine a fabriqué, elle fabrique encore des hommes admirables, pauvres, durs à la peine : le GAUCHO de la pampa, le CABOCLO brésilien, le paysan mexicain, le PEÓN. Ce dernier prompt à se révolter pourvu qu'il ait un vrai chef, tel l'admirable Emiliano Zapata qui tint campagne autour de Mexico, de 1911 à 1919.

Or, le problème n'est-il pas de les arracher à la misère qui constitue l'essentiel de leur « barbarie » ? Tous les intellectuels fervents du XIX^e siècle, et encore du XX^e, en ont rêvé. Non pas dresser ces hommes (sauf si c'est nécessaire) comme on maîtrise des chevaux sauvages, mais leur enseigner à vivre, à se soigner, à lire. Tâche urgente, loin d'être accomplie : l'actualité connaît encore de ces croisades, dites d'alphabétisation, menées conjointement, avec passion, par des instituteurs, des médecins et des hygiénistes qui vont par groupes.

Ces paysans, ces héros barbares ont naturellement leur place dans nombre de romans du XIX^e et du XX^e siècle, romans d'hier qui nous les montrent aux prises avec la civilisation, dans un vrai duel d'amour. Cette sentimentalité symbolique en fait souvent des romans roses qui n'en sont pas moins un témoignage : un léger coup de pouce d'ailleurs et ce seraient des romans noirs.

Martin Fierro (1872), dans la Pampa argentine, est un rustre, mais il est chrétien, et le voilà tiré de sa rude vie par une première douceur qui s'ajoute à la douceur de la poésie – car il chante et il versifie –, qui s'ajoute aussi à son *pundonor*. Il est vrai que ce point d'honneur, c'est souvent le coup de couteau à donner à la *pulperia*, ce cabaret fortifié d'hier où, en plein bled, le bistroquet vend de l'alcool... Avec *Doña Barbara*, c'est une femme que Romulo Gallegos (qui fut un président progressiste du Venezuela, chassé par le coup d'État de 1948) met en scène. Le nom de l'héroïne est choisi pour que nul ne s'y trompe : belle, éblouissante, sauvage, canaille aussi et sans scrupules, elle a les qualités et les défauts qui lui permettent de saisir sans vergogne ce qu'elle désire. Elle ne l'emportera pourtant pas, rassurez-vous, contre le naïf, tendre et sympathique « docteur en droit » qu'un hasard de succession ramène vers les *llanos*, au cœur de la vie pastorale, au bout des fleuves que l'on doit remonter par des bacs d'une lenteur désespérante, ce qui donne des loisirs, au moins, pour tirer sur la cible dormante des caïmans. Et notre docteur tire tel Buffalo Bill... *La Negra Angustias*, qui a valu à son auteur, Francisco Rojas Gonzales, le prix national de littérature mexicaine (1944), est, elle aussi, belle, naïve et,

il faut bien l'accepter sinon le roman ne tiendrait pas debout, c'est en même temps un chef de bande cruel, impitoyable. Que cette tigresse innocente s'apprivoise brusquement, un beau matin, devant un modeste instituteur qui lui apprend à lire : le miracle est là. Angustias a épousé la civilisation et son instituteur.

Tous les romans de cette veine n'ont pas cette couleur sentimentale : la *Voragine* (1925) du Colombien José E. Rivera est l'épopée triste de héros que l'Amazonie dévorera. Mais, roses ou noirs, c'est à la *nature* qu'ils s'en prennent, la nature qui ensauvage l'homme et qu'il suffirait de maîtriser pour civiliser ou libérer l'homme, du même coup. Si l'on en croyait Benjamin Subercaseaux, le malheur du Chili ne serait que sa « géographie folle » (*Una geografía loca*, 1940).

Cette littérature, cette vision sont d'hier. Elles s'effacent aujourd'hui de l'horizon vivant, peu à peu, parfois à regret.

• *Une littérature sociale et paysanne de combat commence à vivre :*

Aujourd'hui, le misérable isolé du monde par la nature, l'espace, ou sa seule misère, reste toujours le héros littéraire par excellence, mais il est pris en charge par une littérature nouvelle de combat, violente, directe, haute en couleur, et qui le présente, cette fois, comme la victime avant tout de la société, de la civilisation même, à vrai dire aussi indifférente à l'horreur de sa vie que la nature sauvage elle-même.

Cette littérature marque un tournant, une heure nouvelle : révolutionnaire assurément, elle témoigne d'une prise de conscience aiguë de problèmes proprement sud-américains et d'une confiance amoindrie dans les bienfaits à attendre, sans plus, de la « civilisation ». D'où son réalisme sombre et son désespoir.

Le roman de Mariano Azuela (1873-1952), *Los de abajo* (Ceux d'en bas) (1942) n'est qu'un long cri. Il nous jette dans cette révolution multiple et anonyme qui a fait, *sans l'achever*, le Mexique moderne, depuis 1910 au moins, et lui a coûté peut-être un million de morts, de pauvres morts. L'histoire de cette poignée de soldats révolutionnaires qui vont mourir (et que l'auteur a vus mourir, car il était lui-même médecin d'un groupe de révolutionnaires) est l'histoire désenchantée de pauvres diables désarmés devant l'implacable société, avec ses riches trop riches, féroces, et ses pauvres trop pauvres, trop nombreux et trop naïfs.

Les romans-fleuves du très grand écrivain Jorge Amado, qui tous concernent le Nord-Est brésilien, pays de la faim, de l'émigration, de l'éternelle misère, sont d'une beauté, d'une violence inouïes. Quel que soit leur caractère *engagé*, leur ton de plaidoirie, ils sont un

témoignage extraordinaire, véridique, sur une paysannerie incroyablement primitive et sur les drames de la faim, dans une campagne quasi féodale où l'homme n'a même pas, de son côté, la douceur de la terre.

Partout, nous retrouverions, au gré des lectures, ce même témoignage lancinant. Avec l'écrivain Jorge Icaza, nous voilà en Équateur. Sur une carte, un tout petit pays (en fait, avec ses 450 000 kilomètres, il est plus vaste que l'Italie et s'offrait, il y a quelques années, à recevoir un million d'immigrants, qu'il absorberait aisément, ne comptant encore que deux millions d'habitants). Alfonso Pereira (le héros de *Huasipungo*, 1934, traduction française 1946) gagne avec sa famille son domaine, dans la haute montagne, loin de Quito, par un rude chemin muletier. Évidemment, il ne peut attendre en ville la naissance illégitime de l'enfant de sa fille, assez sotte pour avoir écouté un Indien. Dans la montagne, cette naissance malencontreuse ne fera aucun bruit. Étrange montée. Arrivés au bord des hauts marécages, les mules s'embourbent. Chacun met pied à terre : alors, « les trois Indiens, après avoir essuyé du revers de leurs manches leur visage givré par le brouillard, se préparent à prendre sur leur dos la toute beauté de leurs patrons ; ils retirent leurs ponchos, roulent leurs amples pantalons de pauvre toile jusqu'au haut des cuisses, enlèvent leurs chapeaux de laine, plient leur poncho autour du cou comme un foulard de bandit et s'exposent à la morsure du froid qui se glisse à travers les trous et les déchirures de leur cotonnade... Ils offrent leurs épaules pour que la famille (le père, la mère et la fille) puisse, du dos des mules, passer au dos des hommes ». Et la troupe s'enfonce dans la boue glacée...

Littérature forcée, émouvante toujours. Peut-être, en raison même de la dure réalité sociale, s'attarde-t-elle à ce qui est, pour l'essentiel, une violente question agraire et ainsi se complaît-elle à voir la seule misère des campagnes. Celle des ouvriers, dans les faubourgs industriels ou dans de lointaines régions minières, lui échappe. Elle ne l'a pas encore vécue. Un des rares et bouleversants témoignages qui ait été publié sur la misère citadine (en dehors des études de sociologues qui ne valent que pour de petits groupes de spécialistes) est celui d'une quasi-illettrée, une Noire brésilienne, Carolina Maria de Jésus, qui, vivant dans un bidonville de São Paulo, écrivait son journal quotidien. Il ne s'agit pas d'une œuvre littéraire, encore moins d'une étude sociologique, mais d'un document à l'état pur (traduction française, *Le Dépotoir*, 1962, Stock).

À ces rares exceptions près, c'est la misère paysanne qui envahit une littérature entière, une misère qui paraît coupée de tout espoir, quel qu'il soit, qui semble n'appeler, pour unique remède, que la révolte, la violence, la révolution. C'est sans doute pourquoi, entre autres raisons,

la Révolution cubaine de Fidel Castro, si profondément paysanne, a eu et a, dans toute l'Amérique latine, un tel retentissement. Quoi qu'il en advienne, elle signale une heure historique. À tout le moins, la nécessité absolue, dont sont conscients tous les intellectuels d'Amérique latine, quelles que soient leurs opinions personnelles, d'un sérieux examen des problèmes politiques et sociaux et des solutions qu'ils exigent.

Face au problème des races : la quasi-fraternité

Toutefois l'Amérique latine a su résoudre, ou, pour le moins (et quels que soient les réticences, les retards ou les restrictions mentales), elle est en train de résoudre l'une des plus graves difficultés qui se posaient à elle : le problème des races.

La première différence, non la seule, entre l'Amérique du Nord et celle du Sud, c'est sûrement le libéralisme spontané, souvent affirmé, que celle-ci manifeste, et de plus en plus, à l'égard des préjugés ethniques. Tout n'est pas parfait, sans doute, en ce domaine des couleurs de peau. Mais dans quelle partie du monde a-t-on fait mieux, ou aussi bien ? Il y a là déjà un immense succès.

L'histoire cependant ne l'avait pas préparé, puisqu'elle a mis là, côte à côte, les trois grandes races du monde, jaune (les Indiens faussement baptisés « rouges »), noire, blanche – toutes les trois vigoureuses et dont aucune n'est prête à s'effacer devant les deux autres.

Ces problèmes ethniques ne se poseraient pas, évidemment, si l'Amérique précolombienne était restée seule en place, avec ses civilisations cohérentes : l'aztèque (plus les Mayas), c'est-à-dire, en gros, la mexicaine ; l'andine, c'est-à-dire cette série de civilisations brillantes de la haute montagne qu'avait à peu près réunies, sous son autorité pseudo-« socialiste », l'Empire des Incas, sans compter les immenses zones des cultures primitives, à qui appartenait le reste du Nouveau Monde.

Aucun des problèmes ne se poserait, non plus, si l'Europe avait été, à la fin du xv^e siècle, un pays surpeuplé, capable de tout soumettre à sa loi et à sa présence réelle, et non ce petit monde qu'elle était alors de quelque 50 millions d'habitants acharnés (et condamnés) à produire leur pain quotidien, un monde qui n'abandonna qu'au compte-gouttes quelques-uns de ses hommes pour l'aventure américaine. Durant *tout* le xvi^e siècle, c'est 100 000 hommes peut-être, au total, qui quittent Séville pour le Nouveau Monde. S'ils purent tout dominer, que purent-ils vraiment saisir du monde américain ?

Le troisième problème ne se poserait pas non plus si les côtes du golfe de Guinée tout d'abord, puis toute l'Afrique littorale n'avaient

fourni les hommes qui manquaient, ces esclaves noirs sans lesquels il n'y aurait eu ni sucre, ni café, ni poudre d'or.

Ainsi les trois races se retrouvent-elles aujourd'hui au rendez-vous : aucune n'a été assez forte pour éliminer, ou même tenter d'éliminer les autres. Condamnées à vivre ensemble, elles ont su, malgré quelques heurts inévitables, s'en accommoder, se mêler, et atteindre un certain degré de tolérance et d'estime réciproques.

• *Les espaces ethniques :*

Rien de plus clair, en tout cas, que les survivances et les localisations géographiques des diverses races, à l'heure actuelle. Le passé les explique.

C'est aux civilisations indiennes que se sont heurtés les premiers conquérants blancs, ils les ont assurément sauvagement traitées et tout aurait pu être emporté. Aux ravages de la conquête s'ajoutèrent, en effet, les catastrophes plus grandes encore de l'exploitation et du travail forcé. La population indigène diminua dans des proportions inouïes. Partout où l'Indien était resté primitif (itinérant, souvent mangeur de manioc), vivant à l'état tribal, il aura été balayé, et presque dès ses premiers contacts avec la présence européenne ; seules l'auront protégé quelques régions d'accès très difficile où le Blanc pénétra parcimonieusement et tard, comme l'Amazonie.

Mais les vraies civilisations indiennes, les civilisations denses ont toutes réussi finalement à survivre. Désarmées, mal outillées (elles ne connaissaient ni la roue, ni le fer, ni la poudre à canon, ni les animaux domestiques, le lama excepté), touchées immédiatement et en plein cœur (Mexico – alors Tenochtitlan – le Cuzco), elles ont été assurément une proie facile. Toutefois, leurs hommes ont été sauvés par leur coude à coude. Aujourd'hui le Mexique s'affirme une « terre indienne » fière de l'être, et sur les plateaux andins l'ancienne vie indigène reste en place, misérable, cependant vivace, fortement enracinée, irremplaçable là où elle est.

Quant au Noir, il est demeuré là où le climat, les plantations, les sables ou filons aurifères, le luxe des villes, les hasards l'avaient amené, à partir du xvi^e siècle, et retenu après la fin de l'esclavage. Plus tard, il s'est déplacé assez souvent vers les centres industriels actifs. On le trouve donc logiquement sur la côte Atlantique et là où manquait la main-d'œuvre indienne. Il domine ainsi dans le nord du Brésil – le cœur du Brésil colonial – et est largement représenté dans toutes les grandes villes modernes brésiliennes. Dans les Antilles, il est partout chez lui.

Quant au Blanc, sa prise de possession du continent américain s'est faite au moins en deux larges étapes, et chaque fois, avec un apport ethnique différent.

Avec la première conquête, il s'est installé partout où il a pu subsister, de préférence dans le cadre des grandes civilisations indiennes en place, où il a trouvé tout naturellement des « sujets » et une table toute garnie. C'est le cas de l'Espagnol dont les grandes villes coloniales ont été Mexico, Lima (une création des conquérants) et, dans les hautes Andes de la Bolivie actuelle, Potosi (autre création), à cause de ses mines d'argent (150 000 habitants en 1600 y vivent à 4 000 mètres d'altitude). L'art colonial espagnol, surtout baroque, est là, aujourd'hui encore, pour dire les splendeurs des nouveaux riches de ces villes coloniales. Mais leur substance humaine, il ne faut pas l'oublier, est surtout indienne.

Par contre le Portugais, au Brésil, n'a rencontré qu'une population indienne clairsemée, fragile. D'où l'importance décisive de l'apport noir. Les grandes villes brésiliennes de l'époque coloniale sont à substance africaine : Bahia la capitale, avec ses 365 églises (une pour chaque jour de l'année) ; Recife, le grand centre sucrier du Nord que les Hollandais ont lancé pendant leur brève occupation (1630-1653) ; Ouro Preto (Or Noir) plantée à l'intérieur des terres par la fièvre de l'or ; Rio de Janeiro qui devient la capitale, en 1763. São Paulo, par contre, qui n'est alors qu'une ville minuscule, peuplée d'aventuriers, est un peu blanche et beaucoup indienne, avec ses métiers qu'on appelle alors « bois brûlés », les *mamelucos*, dit-on en portugais.

Tous ces détails de l'époque coloniale évoquent les réussites d'une Amérique créole dont les images antillaises, Saint-Domingue et la Jamaïque, les îles du sucre, puis du café, parlent plus que toutes les autres aux imaginations françaises ou anglaises. Cependant, le spectacle est partout le même. Partout s'observe un étrange mélange de vie primitive, médiévale, esclavagiste et capitaliste. Seul, le maître des champs ou des moulins de canne à sucre, ou des mines fabuleuses d'argent, ou des sables aurifères est lié à l'économie monétaire, non ses esclaves ou ses serviteurs. Cela donne d'étranges familles à l'antique (le *paterfamilias* a longtemps, en fait, le droit de vie et de mort sur tous les membres de sa famille et de sa domesticité) avec la grande maison du maître dominant les rangées de cases des esclaves. Ensuite, les villes poussent avec leurs maisons de riches (les *sobrados*, maisons à étages du Brésil colonial), leurs boutiques de marchands, leurs taudis de misérables (ce qu'on appelait, hier au Brésil, les *mucambos*, aujourd'hui, les *favelas* : sous un autre nom et avec d'autres matériaux, les *bidonvilles* de tant d'agglomérations d'aujourd'hui).

Libérée des métropoles espagnole et portugaise – et du même coup des marchands de Cadix et des marchands de Lisbonne – l'Amérique latine, après 1822 et 1823, sera exploitée systématiquement et sans vergogne par les capitalistes de toute l'Europe, et avant tout ceux de Londres. Les nouveaux États indépendants étaient des clients bien trop

naïfs pour les industriels ou les banquiers européens. C'est ainsi que Londres aura vendu au Mexique, en 1821, le matériel de guerre un peu démodé qui lui avait permis de triompher à Waterloo.

Mais, en même temps, l'Amérique du Sud va s'ouvrir, plus que par le passé, à une *immigration européenne* (non plus seulement espagnole, ou portugaise) peu importante tout d'abord – artistes, intellectuels, ingénieurs, hommes d'affaires – puis rapidement grandissante quand, à partir de 1880, s'établit sur l'Atlantique Sud la navigation à vapeur. Celle-ci a permis l'arrivée massive d'Italiens, de Portugais, d'Espagnols, sans compter des milliers et milliers d'autres Européens.

Tout le Sud-Amérique ne les a pas également accueillis : ils ont fait la fortune nouvelle du Brésil méridional, au sud du parallèle de São Paulo (l'ancien Brésil était centré sur le nord), de l'Argentine et du Chili. Sur de vastes espaces, cette immigration, cette sorte de bombardement humain a détruit les ordres sociaux anciens, non pas du jour au lendemain, assez rapidement pourtant. Il a commencé à peupler les campagnes. Ce que le « docteur en droit » ne pouvait accomplir, l'immigrant va le rendre possible. Il a fait le Brésil moderne, l'Argentine moderne, le Chili moderne. Avant 1939, un voyageur européen pouvait, au gré de ses voyages, retrouver ici l'Italie, elle surtout, laborieuse, admirable ; là brusquement, dans le Rio Grande do Sul ou Santa Catalina, ou au Chili, une Allemagne restée fidèle à sa civilisation, à la lointaine mère patrie, à son histoire dramatique.

Ce sont ces immigrants qui ont fait la gloire des zones pionnières, des industries pionnières. C'est eux encore que l'on retrouve à la marge des zones de peuplement, face à la « frontière » chilienne tout au sud du Bio-Bio, face à la Patagonie hier déserte, ou dans le fin fond de l'État de São Paulo avec les nouveaux *cafezais*, les nouvelles plantations de caféiers : ceux-ci épuisant la terre, il faut, en effet, que les *fazendas* se déplacent à la recherche de terres neuves, de forêts dont on brûlera aussitôt les arbres pour gagner la terre aux cultures. Tout cela admirablement connu, que l'on pourrait raconter longuement, à notre tour. Mais est-ce l'essentiel, de notre point de vue ?

• *L'essentiel, c'est la fraternité des races : toutes ont collaboré, à leurs places différentes, à l'édification de l'Amérique latine.*

Elles se sont heurtées aussi, bien des fois, et pour des raisons sociales. La *ligne de couleur*, en effet, a été et reste une ligne *sociale*. Qui s'enrichit, qui gouverne, quelle que soit la couleur exacte de sa peau, franchit ou franchira la ligne. Dans la bouche des mulâtres ou

des Indiens surtout, au Pérou, ceux qui commandent sont qualifiés de « blancs ». C'est que la richesse et le pouvoir ont été, sont encore le plus souvent dans les mains des vrais Blancs.

Dans la mesure toutefois où les « vrais » Blancs existent. La plupart du temps, et c'est important, les races se sont très largement mêlées. « Nous avons tous, écrit en s'amusant Gilberto Freyre, le sociologue de Recife (et il parle évidemment pour son Nord-Est brésilien, *O Nordeste*, mais ce Nordeste a largement essaimé dans le Brésil tout entier), nous avons tous notre pinte de sang noir. » Là où le mélange a été le plus important, au Mexique (Blancs et Indiens), au Brésil du Nord-Est (Noirs et Blancs), la tolérance, la fraternité ethniques sont plus évidentes qu'ailleurs.

Pourtant, même en ces régions privilégiées, tout n'a pas été sans accroc. L'Amérique métissée a eu longtemps un complexe d'infériorité vis-à-vis de la lointaine Europe et celle-ci ne l'y a longtemps que trop encouragée. L'Amérique du Nord lui donnait aussi le mauvais exemple que l'on sait. Toutefois, le voyage aux États-Unis a été, pour beaucoup d'intellectuels sud-américains, à peau pas absolument claire bien que blanche, une leçon à rebours, une leçon de tolérance nécessaire, une satisfaction précieuse d'avoir à se préférer, en préférant son pays.

Tout le complexe et les préjugés qui l'expriment n'ont pas disparu par enchantement. Cependant, un grand coup de vent aura soufflé après 1919, ou au-delà de 1930, plus encore après 1945. Pouvait-on aimer (oui, mais estimer ?) autant l'Europe après les folies de la Première Guerre mondiale, après ses catastrophes économiques (au-delà de 1929), et aussi après les horreurs de la Seconde Guerre mondiale ? Pays de liberté, d'accueil, les Amériques méridionales se sont peu à peu prises d'estime pour elles-mêmes. Lente transformation et certes pas accomplie entièrement, mais franchement en route. La publication, au Brésil, des premières œuvres de Gilberto Freyre, ce sociologue qui ne parle plus, selon une vigoureuse tradition littéraire, le langage poétique du roman ou de l'essai, mais le langage percutant des jeunes sciences de l'homme (1933), cette publication a marqué un tournant décisif dans ce pays à la fois le plus vaste et le plus humain, le plus humaniste peut-être de tout le Nouveau Monde. De même la révolution pro-indienne au Mexique, à partir de 1910, a ouvert bien autre chose qu'un cycle de révolutions politiques en chaîne, ou un cycle de révolutions agraires. Elle a ouvert les portes de l'espoir.

Toutefois, cette conquête de l'égalité et de la fraternité des races est plus ou moins acquise, selon les lieux. Elle se heurte trop souvent encore à l'obstacle des dénivellations sociales, au passé. D'autant qu'il y a aussi, en Amérique latine, des pays entièrement blancs, comme l'Argentine (où existent seulement quelques reliquats de population indienne loin vers le nord ou vers l'extrême sud), à l'inverse de ces

autres pays où, selon les anthropologues, du mélange des races sont déjà nés de nouveaux types ethniques, uniformes, stables : ainsi, au Costa Rica, ailleurs sans doute.

Cependant, même si parfois elle ne joue pas à plein, ou n'a pas à jouer, cette fraternité existe dans l'ensemble, elle est un des traits originaux de l'autre Amérique. Son trait essentiel, le plus sympathique assurément, qui à lui seul la singularise, la ferait reconnaître. À l'escale de Panama, revenant vers sa patrie, ce voyageur sud-américain s'enchant : cette diversité des couleurs de peau, ces voix claires, ces cris, ces chansons, nul doute, il est déjà chez lui.

L'économie, les civilisations à l'épreuve

L'Amérique latine, malgré sa nonchalance, son goût de la joie, ses pétulances, ses fêtes populaires bruyantes, ne cesse de souffrir profondément face au monde actuel, de même que face au monde d'hier. Elle est aussi le « continent de la tristesse » (Keyserling).

Comme tous les pays qui commencent à s'industrialiser vraiment, elle doit affronter une révision totale de ses structures, de ses comportements et ce choc lui est particulièrement dur.

Il frappe, en effet, un monde instable, mouvant, incertain, économiquement et socialement peu ou mal structuré, parce que son passé n'a cessé, depuis des siècles, de le détruire et de le reconstruire sommairement ; un monde heurté, contradictoire, où une vie primitive élémentaire côtoie, sans transition, des enclaves de vie ultra-moderne ; au total, un monde plein de vitalité, d'autant plus difficile à définir, à diriger, à orienter.

• Les fluctuations économiques sont des raz de marée imprévisibles. L'Amérique court après son destin matériel.

À cette course elle est contrainte depuis des siècles, bon gré mal gré, victime plus souvent que bénéficiaire.

Sans doute n'a-t-elle fait ainsi que suivre la conjoncture internationale. Mais quand on est beaucoup à courir dans une chaîne, en se donnant la main, c'est une chose d'être parmi les premiers qui conduisent le mouvement, ou d'être le dernier, faisant les bonds prodigieux que l'on sait. Le Sud-Amérique est bien ce dernier en course, celui qui fait les sauts de carpe, dont il est seul à ne pouvoir rire. Il doit se précipiter et, s'il veut vendre, produire coûte que coûte ou du sucre ou du café, ou du caoutchouc, ou du *charque* ou des nitrates, ou du cacao, et toujours à bon marché. Et le voilà pris,

chaque fois, dans des « cycles » successifs, avec leurs décrochages brusques, inopinés.

Ce processus est la clef aussi bien du passé que du présent économique de l'Amérique du Sud. Celle-ci s'est pliée à toutes les exigences de la demande mondiale en matières premières, dans une économie qui fut d'abord de *type colonialiste* strict, et qui, au-delà de l'époque coloniale, s'est perpétuée sous la forme d'une *économie de dépendance*.

Les capitalistes étrangers (ou mieux les grandes entreprises internationales), alliés aux grands propriétaires et aux politiques locaux, ont dirigé la production vers les matières premières *exportables*, obligeant ainsi les régions productrices à porter tous leurs efforts, leurs hommes, leurs ressources sur une seule activité, exclusive, au détriment de toutes les autres. L'essor qui en résultait aurait pu, à la longue, porter ses fruits pour l'ensemble du pays, si le changement fréquent de la demande n'avait régulièrement annihilé ces investissements. Il fallait alors brusquement reporter les efforts sur un autre secteur de la production, et, du coup, très souvent, sur une autre région.

La variété des climats, la surabondance de l'espace ont permis à l'Amérique du Sud de supporter ces extraordinaires sautes de direction qui furent, en fait, sur un plan national, un gaspillage inouï d'espace et d'hommes : *ils ont empêché, partout, l'établissement de structures économiques durables, stables, saines et l'enracinement d'une classe paysanne*.

Le premier de ces cycles a été jadis celui des *métaux précieux*, qui débute avec la conquête même : cycle de l'or qui ne dépasse guère le milieu du *xvi^e* siècle, cycle de l'argent (surtout mines du Mexique et du Potosi) jusque vers 1630-1640. Il est le prix de durs sacrifices : sans une impitoyable conscription des Indiens, qui eût accepté, au Potosi, les tâches de la mine et de la fonte des métaux, épuisantes à 4 000 mètres d'altitude, dans une montagne froide où manquent le bois et les vivres, l'eau parfois ? Les barres d'argent sont transportées jusqu'au Pacifique, puis au Callao, le port de Lima, enfin à Panama, d'où par caravanes muletières, puis en barques sur la rivière Chagres, elles gagnent le versant de la mer des Antilles. Ensuite, les flottes espagnoles les convoieront jusqu'en Espagne.

Or qui profite de ce vaste système ? Des marchands, des « fonctionnaires » espagnols, des hommes d'affaires, internationaux déjà, ainsi les marchands génois, *hombres de negocios*, prêteurs attitrés du roi d'Espagne... Certainement pas l'Amérique elle-même, constamment privée de lingots, de pièces d'argent, vidée de son numéraire et qui se damnerait pour quelques étoffes, de la farine de blé, des jarres d'huile, des tonneaux de vin, des esclaves noirs...

L'argent du Potosi est en décrue au ^{xvii}^e siècle, et du coup la malheureuse Amérique hispanique est presque abandonnée à son sort.

En 1680, l'Amérique portugaise connaît à son tour la fièvre de l'or, collecté grâce au travail, cette fois, des esclaves noirs. Elle se ralentit vers 1730 en même temps d'ailleurs que se réaniment les mines d'argent de la Nouvelle-Espagne (l'actuel Mexique). Alors la province brésilienne de Minas Gerais (les Mines Générales) se vide en grande partie et se convertit, tant bien que mal, à la production cotonnière.

On pourrait suivre de la même façon le cycle de l'élevage, avec ses multiples variantes jusqu'à l'élevage argentin d'aujourd'hui ; le cycle du sucre, commencé en grand au Brésil et glissant, avec la fin du ^{xvii}^e siècle, vers les Antilles (Jamaïque, Saint-Domingue, Martinique) ; le cycle du café particulièrement brillant au Brésil avec le ^{xix}^e siècle, qui consommera beaucoup d'espaces, gagnant de plus en plus vers l'intérieur. Le Chaco argentin, hier zone du *quebracho*, arbuste à tanin, connaît, après 1945, une poussée vive de la culture cotonnière...

Un livre entier n'épuiserait pas cet immense sujet des « cycles » de monoproductions, ou monocultures. Sous nos yeux, ce système, justement dénoncé comme catastrophique, vit probablement ses derniers jours, tandis que de vrais secteurs industriels et des économies nationales s'amorcent. Mais toutes les structures économiques d'Amérique du Sud ont été marquées par ce développement ancien, saccadé, irrationnel, avec ses brusques éveils, ses brusques ruptures, ses incessants déplacements : chaque fois, une province, des villes ont été animées, puis désertées, ou au mieux condamnées à des reconversions redoutables, coûteuses.

• *Des crises violentes suivent les changements de cycle.*

Leur pouvoir destructeur peut entraîner d'un seul coup le recul de toute l'économie d'un pays vigoureux.

Nous n'en donnerons qu'un exemple, il a l'avantage d'être de la pire actualité : l'exemple de l'Argentine d'aujourd'hui.

Vers 1880 commence, pour l'Argentine, une franche prospérité. En quelques années, elle devient un formidable exportateur de céréales et de viande pour le marché européen, grâce à une complète transformation de ses anciennes structures. La Pampa argentine, énorme plaine autour de Buenos Aires, n'était jusque-là qu'un désert avec des troupeaux sauvages, que les *gauchos* capturaient presque pour la seule exportation du cuir.

Cette plaine, un peu comme la Prairie des États-Unis, va devenir terre à blé et prairie d'élevage pour un bétail sélectionné, soigneusement nourri et engraisé.

Jusqu'en 1930 (si l'on met à part la difficile décennie de 1890 à

1900), tout monte, en Argentine, avec une incroyable rapidité : la population d'abord, grâce à une forte immigration italienne ; la production grâce à l'exportation régulière ; l'équipement suit bientôt (silos, moulins, frigorifiques...). D'où le développement normal bientôt d'une industrie légère. Le pouvoir d'achat des salariés, les bénéfices du capital et jusqu'au nombre d'automobiles par habitant atteignent alors leur maximum.

À partir de 1930, la crise est commencée, imperceptible tant est grande l'euphorie générale. Puis la guerre, favorable à tous les vendeurs de matières premières, retarde l'échéance. Mais à partir de 1945, avec la baisse énorme des prix agricoles sur le marché mondial, toute l'économie argentine se détériore, et cette fois rapidement. Les chiffres *officiels* admettent une diminution du revenu national par habitant de l'ordre de 0,4 % *par an* en moyenne depuis 1948, mais les économistes des États-Unis estiment ce taux de diminution à 2 % au moins, recul d'autant plus grave que le taux moyen d'investissement par habitant diminue lui-même plus vite encore, à raison de 3 % par an, en moyenne. La balance commerciale est déficitaire ; les salaires, le niveau de vie de la masse ont fortement baissé, et, par conséquent, sa possibilité de soutenir une industrie nationale relativement bien développée (industries textiles, alimentaires, du cuir, etc.) ; le chômage augmente ; la campagne se vide au profit des villes qui se gonflent prodigieusement, même quand elles n'ont aucun travail à offrir (5 % de la population totale du pays, soit un million de personnes, occupe des bidonvilles qu'on appelle, en Argentine, des *villas miseria*) ; l'industrialisation salvatrice est stoppée. Surtout, on ne voit guère d'issue : le budget de l'État est lui-même au bord de la faillite.

Bref l'Argentine qui, avant la dernière guerre mondiale, était le pays le plus riche de toute l'Amérique du Sud, d'ailleurs favorisé par son climat, la qualité de ses terres et de ses hommes, n'en est certes pas aujourd'hui le plus pauvre – elle avait une trop large avance – mais elle est *celui qui régresse le plus vite*. La confiance euphorique a fait place au désarroi. C'est dans ce climat que s'expliquent les crises politiques qui se succèdent à Buenos Aires depuis quelques années.

Or les économistes argentins estiment, non sans raison, que les structures agraires fabriquées de toutes pièces par le *boom* de la viande et du blé s'avèrent aujourd'hui nocives. À côté d'une poussière de très nombreuses et minuscules exploitations « anti-économiques », qui représentent 34 % du total des terres cultivées, une poignée de gros exploitants possèdent 42 % des terres et 64 % du bétail. Tel est, sans doute, le principal empêchement à un relèvement national qui exigerait une réorganisation agraire, capable d'assurer une production rationnelle et de reconstituer un marché national, sans quoi l'industrie

ne peut évidemment pas vivre.

• *L'incohérence économique est un obstacle à l'industrialisation moderne : le développement de l'Amérique du Sud aboutit généralement à des économies peu cohérentes, déséquilibrées.*

Partout saute aux yeux le caractère irrationnel, insuffisant des voies de communication : elles n'ont pas été construites pour une économie nationale, mais pour relier les points de production aux ports d'embarquement, laissant entre elles d'énormes zones dénuées de la moindre route. L'aviation, omniprésente, ne peut y porter qu'un remède imparfait. En voyageant sur le dos de son Indien, notre héros Alfonso Pereira n'apprécie pas à sa valeur le privilège d'être au sec. « Ah, soupire-t-il, si mon père avait été plus malin, il aurait forcé tous ses *peones* à construire des routes. Nous n'en serions pas là aujourd'hui ! »

Autre discordance : des contrastes violents se marquent entre zones non développées, ou abandonnées après une période de développement (on connaît encore quelques petites villes poétiques de l'intérieur brésilien, telle Minas Velhas, vivant aussi primitivement qu'une cité très médiocre du Moyen Âge, à l'écart de tout, quelques maisons patriciennes y attestant seules d'anciens beaux jours), et zones relativement surdéveloppées : la zone « civilisée », trop souvent limitée à une bande côtière, celle qui, touchant à la mer, se relie aux grands itinéraires de l'exportation.

Enfin, une absence : nulle part n'existe cette forte paysannerie de l'Europe, base solide, expérimentée d'une culture millénaire.

Jetée dans le travail forcené et mercenaire de la monoculture, prise dans de vastes domaines hâtivement constitués par le capital des importateurs étrangers, puis brusquement abandonnée en même temps que les domaines eux-mêmes, lors de tel ou tel changement de la demande, une grande partie de la population paysanne est faite d'ouvriers agricoles errants, que l'absence de travail, un jour, mène à la ville proche pour une embauche problématique, ou pour l'émigration vers une autre province. D'où cet apparent paradoxe que, dans tel ou tel pays où l'espace surabonde, où la population agricole atteint 60 et 70 % des habitants, les cultures vivrières manquent, ou pour le moins sont insuffisantes. Parce que d'une part, fait défaut une race de paysans *enracinés*, qui sachent vraiment cultiver la terre, et que d'autre part la répartition de la terre est si défectueuse qu'à elle seule elle interdirait leur enracinement et une production normale. Trop souvent, on pense à la Russie des *barines*.

À côté de ce monde agricole archaïque, l'industrie se développe dans les régions – généralement côtières – qu'avait favorisées un passé récent et où une accumulation de capitaux autochtones ou étrangers, des hommes avertis par leur contact avec l'Europe ou les États-Unis, quelques cadres scientifiques et techniques, grossis par l'immigration, ont permis la reconversion des activités du secteur des exportations agricoles au secteur industriel. Le résultat est parfois surprenant : des villes ultramodernes, aux très nombreux gratte-ciel, ont poussé comme des champignons. São Paulo, au Brésil, en est l'exemple hallucinant.

Résultat : l'économie de l'Amérique du Sud est ainsi double ; un secteur développé et même, relativement, surdéveloppé de vie moderne, industrialisé à l'excès, étroit, coexiste avec des secteurs immenses, absolument archaïques, de vie agricole encore très primitive. *Cette scission s'aggrave dans la mesure où tout le développement nouveau va au secteur déjà développé.*

Soit l'exemple du Brésil dont le développement, contrairement à celui de l'Argentine, commencé tard, déjà net vers 1930, s'accroît vigoureusement après la guerre. Pendant ces quinze dernières années, sa production réelle a doublé ; même par tête d'habitant, le produit national brut aura augmenté, entre 1948 et 1958, de presque 3 % par an en moyenne. Pendant ce temps São Paulo, Rio de Janeiro se sont construites à un rythme qui dépasse celui des plus célèbres villes-champignons des États-Unis. Les industries textiles et légères d'abord, depuis peu l'industrie lourde se mettent en place. Ces chiffres parlent d'une croissance économique excellente.

Sans doute. Mais cette croissance est surtout industrielle. Pendant ce temps la production agricole n'a guère augmenté qu'au rythme même de l'augmentation de la population (soit 1,5 % environ par an). Les terres cultivées représentent 2 % du territoire national ! Presque 70 % de la population vit – ou plutôt végète dans ce secteur agricole étroit (20 millions d'hectares utilisés) dont par surcroît les rendements sont *extrêmement bas*. Le Nordeste, qui représente un tiers de la population et *qui n'est qu'agricole*, reste ainsi exposé à la faim, au sens strict du mot, et à toutes les maladies de carences alimentaires.

Cette situation ne saurait changer vite, puisque tout va vers la partie déjà développée du pays : investissements privés, aide de l'État, crédit et même les rentrées de devises obtenues grâce aux exportations du Nord (cacao, sucre, coton, oléagineux).

Plusieurs observateurs, à propos du Brésil ou du Mexique, font observer que les deux secteurs (le secteur développé et le secteur qui reste marginal à ce développement) se trouvent, en fait, dans la position où était jadis la métropole par rapport à la colonie. Une vaste partie du pays ne peut accéder ainsi ni à la production, ni au revenu, ni à une consommation correspondant au minimum vital, elle est

sacrifiée à l'autre.

Sans doute, aux prises avec le problème urgent de l'industrialisation, le gouvernement brésilien a été au plus rentable, à ce qui paraissait promettre les fruits les plus rapides. Mais les plus durables ?

Déjà depuis quelques années le rythme de l'expansion industrielle brésilienne diminue d'intensité, elle est arrivée à la suproduction, faute d'un marché intérieur assez large. Le chômage, l'inflation, une hausse inconsidérée du prix de la vie qui rétrécit encore les dimensions du marché national, autant de signes que désormais le développement industriel ne pourra se poursuivre sans une politique qui se retourne franchement vers le secteur agricole et cherche à l'améliorer, pour obtenir cette croissance de la consommation, cette accession de la masse à un niveau de vie décent sans quoi une industrie moderne ne saurait se construire solidement.

• *Le problème social :*

Cette nécessité de révision se pose à peu près dans les mêmes termes à tous les pays d'Amérique latine, en voie d'industrialisation ; elle est d'autant plus pressante qu'elle se double d'un problème social aigu.

La distance ne cesse de s'accroître entre la société qui coopère au développement et en profite, et celle qui reste hors du jeu. Il y a là un facteur explosif.

Autre facteur explosif : le rythme d'accroissement de la population, le plus élevé du monde : 2,5 % par an environ (2 environ en Afrique, 1,3 à 2 en Asie). Une masse de prolétaires campagnards se transforme en prolétaires citadins, souvent chômeurs, d'autant plus malheureux qu'ils côtoient le luxe d'une société industrialisée vers lequel presque toutes les voies d'accès leur sont interdites.

Tous les témoignages des sociologues, depuis quelques années, s'accordent pour juger le bilan de l'immense effort accompli par l'Amérique latine d'aujourd'hui : les établissements industriels ne peuvent être que merveilleux, ils ont profité des derniers progrès de la technique moderne. Architectes, ingénieurs du Sud-Amérique, autochtones ou étrangers n'ont rien à envier à leurs confrères. Mais l'aspect humain de l'expérience est effrayant ; la misère, le chaos se dressent aux frontières immédiates de l'ordre, du luxe.

Voici, à titre d'exemple, les hauts fourneaux de Huachipato, très au sud de Santiago du Chili... Les 6 000 salariés qui y travaillent « sont techniquement remarquables et bien tenus. Quel contraste avec la condition d'une partie des familles ouvrières qui, en lisière des ateliers, s'entassent souvent par dix personnes, dans de petites baraques que la Compagnie, dévoilant franchement (aux enquêteurs)

ses difficultés, nous fait visiter. La situation y est au reste, et de loin, meilleure encore que dans la proche ville minière de Lota. J'ai rarement vu spectacle plus triste que ces mineurs passant les heures de ce qui pourrait être du loisir sur le seuil de leur maison, effondrés dans la poudre de charbon, les enfants ici, là, partout, grouillant dans la saleté des ruelles et autour des étals du marché de Lota Baja, où une viande malodorante s'offre aux mouches et à la poussière, comme ils grouillent encore dans les taudis et sur les mornes quais voisins de Talcahuano... Pauvres enfants de Lota dont, m'a-t-on dit sur place, à peine un quart parviendra à s'évader de cette triste communauté, dont trois quarts y vivront et y mourront » (Georges Friedmann).

Tel reportage sur les charbonnages de San Geronimo, au Rio Grande do Sul (Brésil), ou dans les mines d'étain de Bolivie ne serait guère plus optimiste. À la périphérie des villes les plus somptueuses du continent, cette réalité ouvrière étale ses misères, même autour de São Paulo et jusqu'au cœur de Buenos Aires où, sur six millions d'habitants, on compte 55 % d'ouvriers, dont 60 % d'ex-ruraux, arrachés aux campagnes. Comme dans l'Europe d'hier, ces ruraux sont de mauvais ouvriers, allant un jour à l'usine, n'y paraissant pas le lendemain. Mainte entreprise renouvelle son personnel à 75 % chaque année. Leur ignorance aggrave leur misère (partout on note que l'inobservation des règles diététiques les plus élémentaires rend plus sévères les conséquences de la sous-alimentation). Peu d'ouvriers spécialisés, au sens où nous l'entendons, et ceux qui existent, surpayés, forment dans les villes une espèce de classe bourgeoise, à l'écart du monde ouvrier ordinaire, rarement encline à se solidariser avec lui.

Ainsi tout contribue à l'abandon de ce monde misérable à lui-même. La législation ouvrière est souvent officiellement la plus libérale que l'on puisse imaginer, mais du texte de la loi à la pratique, quel abîme ! Les syndicats existent, mais n'ont de commun avec les syndicats des pays industrialisés que le nom ; ils ne forment pas de groupements nationaux. Bref, une classe ouvrière malheureuse, inéduquée, inorganisée, souvent analphabète, et souvent mise en contact avec une vie politique émotionnelle, romantique (dont le péronisme offrirait l'exemple, si nécessaire) ne dispose d'aucun appui solide, matériel ou intellectuel. Ces images annoncent un avenir difficile, pour longtemps encore.

• *La fragilité des classes dirigeantes et de l'élite.*

De ces problèmes nouveaux, une élite intellectuelle, des écrivains, d'admirables professeurs, quelques rares hommes politiques, quelques médecins cultivés, des avocats ont pris courageusement conscience. Malheureusement, la fragilité des classes dirigeantes, politiquement et

économiquement responsables, est une autre des faiblesses graves et permanentes de l'Amérique du Sud. La crise de croissance industrielle a détruit impitoyablement une vieille société cultivée, raffinée, peu capable, il est vrai, de s'insérer dans ce monde nouveau, mais si sympathique ! Le malheur est que rien ne s'est offert encore pour la remplacer vraiment.

Hier, c'est-à-dire avant 1939, dans une Amérique semi-coloniale encore, quelques acteurs seulement occupaient l'étroite scène de la vie politique et de la culture, en même temps qu'ils dominaient des affaires tranquilles. Des hommes charmants, séduisants, cultivés, propriétaires de centaines, de milliers d'hectares, possédant de richissimes bibliothèques, certains vrais princes fastueux de la Renaissance, faits pour séduire le journaliste, le voyageur ou l'intellectuel d'Europe. À la veille de la dernière guerre, pourtant, on avait déjà l'impression qu'ils étaient socialement condamnés ; que ces hommes, avec souvent d'immenses responsabilités – celui-là presque tous les capitaux anglais du Brésil, cet autre le prête-nom de quelque *Dearborn Chemical Society*, cet autre maître des finances publiques, ou gouverneur d'un État et aspirant à devenir président de la République, celui-là général de souche populaire –, que tous gouvernaient trop volontiers du haut de leur bibliothèque, du haut de leur pensée comme dans un univers irréel. Ils croyaient aux vertus de la culture, de la civilisation, de la raison. Des hommes un peu à la mode libérale et aristocratique de notre XIX^e siècle, dans une atmosphère de despotisme, ou mieux de paternalisme éclairé.

À côté d'eux, loin de leurs cercles jalousement fermés, des hommes nouveaux, immigrants enrichis, industriels, dont les fils seulement parviendraient à une certaine culture, commençaient déjà une ascension économique foudroyante.

Aujourd'hui, l'évolution sociale s'est accomplie, la roue a tourné. En gros, le passage s'est fait des landlords aux industriels et aux banquiers, des belles et vastes propriétés familiales aux somptueuses maisons de plaisance, au Brésil sur les plages de Rio, ou en arrière à Petropolis, ou bien, au Mexique, à la Vera Cruz, à Acapulco, dans les faubourgs riches de Mexico, ou au-dessous de la capitale, à Cuernavaca. En même temps, les villes ont pris leur visage de très grandes villes, hôtels somptueux, restaurants perchés au sommet de leurs trente étages à l'américaine, gratte-ciel imposants, sans parler d'une dernière merveille qui éclipse toutes les autres, Brasília, la capitale artificielle au cœur continental du Brésil... Ce nouvel univers prend largement sa revanche sur l'ancien.

Ce qui continue à manquer à l'Amérique du Sud, ce sont des partis politiques consistants, plus encore des élites, des bourgeoisies stables, le *medio pelo*, le demi-poil, comme l'on dit au Chili pour désigner ce

moyen terme social (au sens ordinaire, l'expression s'applique au bétail croisé de seconde catégorie). Quelques intellectuels n'y suffisent point. Il faudrait du temps, des situations calmes, une économie moins strictement partagée entre très pauvres et très riches, pour que se mette en place cette classe indispensable à l'équilibre social d'un monde qui reste foncièrement capitaliste, jusqu'ici.

La fragilité de la classe moyenne sur laquelle pourraient s'appuyer des partis politiques sérieux explique l'instabilité traditionnelle des gouvernements du Sud-Amérique. Plus que de luttes entre partis, il s'agit de luttes entre hommes. L'armée y joue un très grand rôle, selon la tradition toujours vivante des *libertadores*, des généraux romantiques qui firent le succès de l'indépendance, au début du siècle dernier.

Cependant la prise de conscience rapide que dessine, parmi les masses même très frustes, le phénomène de l'urbanisation, peut forcer l'Amérique à s'engager sur la voie très difficile d'une révision sévère de toutes ses structures actuelles, sans laquelle, disait récemment un auteur mexicain, elle resterait à l'entrée – sans pouvoir y pénétrer – d'un vrai capitalisme moderne, créateur de richesses et de bien-être, et serait alors jetée, sans le vouloir toujours, dans d'inévitables violences (qui ne lui ouvriraient pas forcément d'ailleurs, les portes d'un vrai socialisme).

Un Brésilien, Josué de Castro, écrit avec raison (1962) : « Il est indubitable que le Brésil (mais il pourrait dire : l'Amérique latine) doit réussir un grand saut de son histoire sociale. Ce qu'il nous faut, c'est éviter que le saut finisse dans l'abîme, en l'orientant pour que nos forces nous permettent d'atteindre l'autre côté du précipice. »

• *Le sentiment d'insécurité, d'instabilité, d'incertitude qu'éprouvent les Américains du Sud est assurément justifié.*

Ce qui l'est peut-être moins, c'est leur pessimisme. Cette instabilité est, avant tout, celle d'une civilisation en train de se chercher, de se définir, sous la contrainte de réalités pénibles mais puissantes.

La seule civilisation qu'ait connue longtemps l'Amérique du Sud lui était extérieure : ce n'était que la copie fidèle, par un groupe très étroit d'hommes très privilégiés, de la civilisation de l'Europe, dans tous ses raffinements. Là aussi, la littérature est un test. Que de livres d'écrivains sud-américains du XIX^e siècle, dont *rien* ne pourrait faire soupçonner qu'ils aient été écrits hors du continent européen ! La culture, pour beaucoup d'hommes de cette époque, est un îlot où ils s'enferment, de temps à autre, à l'écart de la vie qui les entoure et qui ne participe pas aux jeux supérieurs de l'esprit.

Cette *intelligentsia* a suivi avec attention la pensée européenne, y a trouvé sa satisfaction, sa passion. C'est grâce à elle qu'on peut retrouver, à travers l'Amérique du Sud, un humanisme révolutionnaire très vivant et ces filiations du positivisme d'Auguste Comte, à première vue si étranges (on sait que la formule *Ordem et Progresso*, qui s'inscrit sur le drapeau brésilien, est un hommage au comtisme).

Ces temps sont révolus. En atteignant les masses d'une population qui s'urbanise, la civilisation sud-américaine s'ouvre obligatoirement, aujourd'hui, à une vie autochtone puissante qui ne saurait accepter l'héritage européen sans lui faire au moins subir de très fortes transformations. L'Amérique latine est en train de fabriquer une civilisation originale, sa civilisation.

L'avènement, dans le monde entier, d'une culture de masse diffusée, imposée par la presse, la radio, la télévision et le cinéma, aurait, plus ou moins tôt, rendu inévitable cette évolution. L'important, pour l'Amérique latine, est que ses intellectuels aient devancé l'inévitable et lui aient donné déjà une forme. L'éclipse du prestige de l'Europe, à partir de la Première Guerre mondiale et surtout de la Seconde, une certaine défiance vis-à-vis de l'hégémonie des États-Unis, ont coïncidé, pour eux, avec la découverte de leurs propres richesses et de leurs vraies tâches. La mauvaise conscience sociale, dont nous parlions au début de ce chapitre, a fait le reste : le peuple, le *caboclo*, le *péon*, l'Indien, le Noir ont tout d'un coup pris place à la table commune. Ils ont cessé d'être les sauvages à qui on ne saurait s'intéresser que pour leur porter le viatique de la civilisation. On s'intéresse à leur vie propre, à leur pensée, à leurs proverbes, à leur religion ; ils deviennent sujet d'études et de sympathie pour le sociologue, en même temps que partie intégrante de la culture nationale en voie de construction.

C'est ce qui explique la publication d'une part, impensable il y a cinquante ans, le succès d'autre part (le livre s'est vendu à 120 000 exemplaires au Brésil, tirage jamais atteint si ce n'est par certains romans de Jorge Amado) du journal dont nous parlions plus haut. Comme le dit un critique brésilien commentant ce succès, le livre de Carolina Maria de Jésus est tout sauf une œuvre d'art. « C'est un document écrit par une femme du peuple, un message sans équivoque de fraternité, de compréhension et de justice sociale. » Il n'a pas seulement apporté à son auteur une relative fortune : les quartiers décrits dans le livre (et qu'on aperçoit dans le film *Orfeu Negro*) viennent d'être rasés en partie pour une reconstruction prochaine.

C'est dans le même esprit qu'on s'intéresse au folklore populaire en Amérique du Sud, un folklore qui est partout, dru, pittoresque, pourvu qu'on veuille l'entendre. Parfois déjà un peu frelaté, comme la musique charmante et bruyante des *mariachis* mexicains, ces violoneux

qui jouent par troupes mêlées dans les cabarets de Mexico et d'ailleurs, et que l'attention des touristes a gâchés. Leur nom viendrait, dit-on, des fêtes de « mariage », du temps de l'occupation française. Si l'étymologie est peu sûre, elle nous dit au passage – qui l'eût cru ? – que la mémoire populaire ne garde pas trop mauvais souvenir de l'expédition française...

Bien sûr, il faut s'éloigner des routes touristiques pour approcher du vrai folklore, entendre ainsi les vieilles chansons brésiliennes, sentimentales ou lugubres, où la triste lune a droit à son habituelle évocation ou, plus encore, sur des instruments de musique primitifs, les improvisations chantées et dansées. Ainsi sur un marché perdu de l'intérieur bahianais, où, à côté de la foire aux bestiaux, des éventaires misérables offrent, au choix, une portion de riz fumante, un porcelet vivant, un quartier de volaille étique et, contre quelques *tostos*, tous les fruits tropicaux, un mendiant aveugle improvise tour à tour supplication, remerciements, et même chanson... L'étranger supposé plus généreux – et qu'il s'est fait décrire – a droit à une large improvisation où les compliments réalistes se mêlent aux bénédictions traditionnelles...

En fait, tous les événements de la vie quotidienne servent de thèmes à ces chanteurs populaires. Ubatuba, petit port abandonné sur la côte « pauliste » de l'Atlantique, n'était relié au monde, en 1947, que par une vieille automobile qui, deux fois la semaine, descendait de la Serra do Mar, par un extravagant chemin muletier... Mais on avait décidé de lui construire, au moins, une ligne électrique dont les poteaux, un à un, s'avançaient vers la ville à travers la forêt. Cette *chegada da luz*, cette arrivée de la lumière, tel fut, un soir, le motif de la chanson qu'improvisait un joueur de *violão* (instrument de musique primitif) dans un interminable bavardage chanté, après tout, à la gloire de la civilisation.

Chaque pays a son folklore particulier, sa musique, ses contes, de tradition indienne, espagnole ou noire... Ce folklore marque fortement aussi la vie religieuse, son catholicisme puissant (malgré les infiltrations plus spectaculaires qu'importantes des missions protestantes) mais primitif, encore miraculaire, médiéval, où la légende du Christ rejoint les mythes indiens, où les rites magiques de la vieille Afrique se mêlent au rituel romain ou se l'incorporent (*candomblés*). Le petit nombre des prêtres aggrave cette liberté d'interprétation qui ne nuit pas seulement à la ferveur. Il faudra aussi, un jour, que l'Amérique latine mette en ordre sa maison religieuse. Pour un historien, Émile G. Léonard, historien du protestantisme et protestant lui-même, la situation spirituelle évoque celle de la Réforme, ou de la Pré-Réforme en Europe : autant dire que les besoins spirituels sont vifs d'une part, mal satisfaits de l'autre. Mais les signes

de changement abondent.

La littérature moderne, toute la vie, toute la culture de l'Amérique du Sud se trouvent entraînées dans un retour aux sources nationales.

De ce point de vue, le plus bel exemple est le Mexique. D'un large mouvement, il glisse vers son *indianité*, vers ses sources vivantes. Il s'y reconstitue. Il y a fallu bien des épreuves, des révolutions, des catastrophes. Mais il en jaillit cette littérature populiste, mieux encore cet art révolutionnaire dont José Orozco aura été le prophète aux vouîtes de la cathédrale de Guadalajara et qui a engendré toute une école de peinture. Ou encore ce cinéma autochtone, affirmé hier avec l'admirable *Maria Candelaria*.

Post-scriptum 1966

La Révolution cubaine reste le trait de feu, la ligne de partage des destins de l'Amérique latine. Au vrai, une série de révolutions latentes, esquissées, possibles, souvent mal organisées ne cessent de travailler la masse de l'immense continent et de faire écho au drame cubain.

Mais la « révolution » se heurte à des barrages – extérieurs et intérieurs. *Étrangers* (ainsi « américains ») dans les Caraïbes, autour de Cuba, comme à Panama où les incidents tumultueux des 9 et 11 janvier 1964 entraînent une rupture des relations diplomatiques entre la petite République et les États-Unis. Ces relations sont renouées dès avril, mais le statut du canal n'est pratiquement pas modifié. Les projets d'un doublement du canal, avec creusement d'une ou de deux nouvelles routes (par explosion nucléaire) ne résolvent pas le problème politique et la tension qu'il implique.

Au Brésil, c'est *du dedans* que le barrage anti-révolutionnaire est construit après la révolution du 31 mars 1964 (les adversaires du nouveau régime parlent par moquerie d'une révolution du 1^{er} avril). Le gouvernement du Président Goulart a été renversé au moment où il était sur le point de s'engager dans la voie de réformes, peut-être sérieuses, en tout cas qui pouvaient l'être. Le pouvoir fut pris par l'armée qui porta à la présidence le général, puis maréchal Castelo Branco. L'armée, « pouvoir modérateur », tient à l'écart les groupes d'extrême droite de Rio et São Paulo. Mais il lui a fallu céder aux pressions réactionnaires et organiser une « chasse aux sorcières » dont l'étroite couche des intellectuels et des membres du Parti communiste

clandestin a fait les frais. Il a fallu aussi abandonner le neutralisme, d'où une rupture des relations diplomatiques avec Cuba. Mais l'incertitude majeure vient d'une situation économique désastreuse, d'une inflation monétaire galopante qui fait monter les prix en flèche, au fur et à mesure que le *cruzeiro* se dévalue.

Crise politique, crise économique et sociale : l'Amérique latine est victime de son énorme poussée biologique, de la vétusté de ses structures, de l'insuffisance de ses cadres, de la prise de conscience de son infériorité matérielle. La vieille Europe peut-elle lui être secourable ? La question donne un sens au voyage spectaculaire du général de Gaulle (21 septembre-16 octobre 1964) à travers dix pays ; Venezuela, Colombie, Équateur, Bolivie, Chili, Argentine, Paraguay, Uruguay, Brésil. Mais la France ne peut, à elle seule, apporter une aide décisive à un continent énorme. C'est toute l'Europe, de l'Espagne à l'Italie, à l'Allemagne, à l'Angleterre, qui devrait s'unir pour cette tâche, la plus importante de toutes aux yeux d'un Occidental conscient de ses responsabilités.

L'année 1965, a été marquée par deux événements importants :

1) Au Chili, l'élection du président Eduardo Frei qui tente une expérience de réforme démocratique liée à un programme de développement économique. Il s'agit là d'un test qui, compte tenu de l'originalité chilienne, n'en est pas moins suivi avec la plus grande attention par l'ensemble de l'opinion démocratique de l'Amérique Latine.

2) À Saint Domingue la révolution constitutionnaliste déclenchée au nom de l'ancien président Juan Bosch a été bloquée par l'intervention des troupes américaines, relayées ultérieurement par les forces de l'Organisation des Nations Unies. En 1966, M. Balaguer, ancien ministre de Trujillo, qui assura l'intérim après l'assassinat du dictateur, est réélu à la présidence.

En janvier 1966, la conférence tricontinentale à la Havane a permis à Cuba de resserrer ses rapports politiques avec les pays du Tiers-Monde, et à l'U.R.S.S. de reprendre un certain contrôle sur les mouvements révolutionnaires en Asie, en Afrique et en Amérique Latine. Alors que les guérillas continuent en Colombie, au Guatemala, au Pérou, au Venezuela, les régimes militaires se multiplient. Après le Brésil, c'est en République Argentine que l'armée, en juin 1966, exerce directement le pouvoir.

Chapitre II

L'Amérique par excellence : les États-Unis

Obstinément, cette Amérique s'est voulue hors série. Elle aura été longtemps une civilisation, un voyageur sans bagages, dans la mesure même où elle était sûre que s'ouvrait devant elle un avenir sans cesse meilleur et ne dépendant que de sa volonté de le saisir. Thomas Jefferson, un des fondateurs de la constitution de 1787, affirmait : *America is new in its forms and principles*, l'Amérique est nouvelle dans ses formes et ses principes. Depuis, elle n'a jamais cessé de se croire neuve, chaque matin, et de penser, comme Jefferson, que la « terre appartient aux vivants ». En tout cas, elle aura traversé d'un pas confiant ses crises économiques, sociales ou politiques : jamais ses réserves, son stock d'optimisme ne semblèrent sur le point de s'épuiser.

Ainsi jusqu'à des temps relativement récents, jusqu'à la violence inattendue de la crise de 1929 qui commence à Wall Street, d'autant plus durement ressentie qu'elle frappe en plein cœur une économie heureuse, en forte expansion, pour ainsi dire sans méfiance. L'Amérique s'est trouvée alors en face de sa première catastrophe matérielle. Il ne lui a pas suffi, pour s'en guérir, de retrouver une prospérité plus grande que jamais. Pour la première fois, elle s'est retournée longuement vers son passé, moins d'ailleurs pour se comprendre elle-même (l'Américain moyen, spontanément, ne croit pas à la valeur explicative de l'histoire), que pour y puiser un réconfort. « Le développement d'un penchant à la nostalgie rétrospective est allé de pair avec le lent déclin d'une foi traditionnelle. Au temps où la compétition et l'entreprise étaient en plein essor, les Américains pensaient à l'avenir ; au temps où elles étaient florissantes, ils pensaient au présent ; maintenant à l'âge de la concentration, du colossal, des monopoles, qui a réduit le champ de la compétition et des chances à saisir, ils se retournent avec regret vers

l'âge d'or, derrière eux.» Ainsi parle un excellent observateur, Richard Hofstadter (1955).

L'Amérique, si jeune, vient de vieillir un peu. Elle parvient à l'histoire, se rapproche de son heure de vérité. Elle perçoit qu'il y a eu hier, dans son refus de s'intéresser au passé, dans son farouche individualisme, ou son isolationnisme, dans le rejet de tout lien qui aliène la liberté de l'individu ou de la nation, « une unité de *tradition culturelle et politique* sur laquelle reposait la civilisation américaine ».

Justement, cette tradition implicite n'est-elle pas condamnée par les conditions de la vie moderne des États-Unis ? Le passé commence à peser sur ses épaules.

Un passé réconfortant : le bilan des chances

Longtemps, l'Amérique a cru vivre un destin neuf, sans l'ombre des jours qui précèdent, le passé s'effaçant aussitôt comme de lui-même. La règle était de fuir ce qui attache ou enracine, de miser sur l'inattendu. Le mot *opportunity*, l'occasion, la chance qui s'offre est le mot clef : tout homme digne de ce nom doit se saisir de l'« opportunité » qui passe et aller jusqu'à l'extrême limite de ce qu'elle lui permet. C'est dans cette « compétition » qu'il s'affirme, qu'il fera ses preuves.

Ainsi les États-Unis se sont-ils comportés en tant que collectivité : leur passé est une série de chances offertes, presque aussitôt et pleinement saisies, de « coups à faire » et généralement réussis. Ne dressons tout d'abord que le bilan de ces chances, anciennes et récentes.

Colonisation et indépendance

• La première chance a été la conquête, tardive après tout, et l'occupation solide d'un secteur du littoral américain. Être logé, c'est commencer d'être.

La course a été ouverte pour l'Amérique entière par le voyage révolutionnaire de Christophe Colomb (1492). L'Espagne (la Castille) est gagnante. Huit ans plus tard, en 1500, les Portugais, avec Alvarez Cabral, se saisissent de la Terre de Santa Cruz, celle à laquelle le bois de teinture rouge (le *pao brasil*) va donner son nom de Brésil. Puis, les Français dont les navires, marchands ou pirates, ou les deux à la fois, fréquentent toutes les côtes atlantiques du Nouveau Monde, de

Terre-Neuve (connue dès le début du siècle) jusqu'aux Antilles, à la Floride et aux côtes du Brésil (alors plus théoriquement que pratiquement tenues par les Portugais), les Français reconnaissent le Canada (1534-1535), s'y installent enfin (1603). Les Anglais, dans ces conditions, arrivent bons derniers : Walter Raleigh a relâché sur le littoral de ce qui fut aussitôt la Virginie, avec les dernières années du xvi^e siècle, mais y a fondé un établissement éphémère ; les pèlerins du *Mayflower* arrivent, en 1620, au cap Cod, sur la côte de ce qui sera le Massachusetts.

C'est là, à première vue, un lot géographique peu plaisant : une côte maussade, coupée d'estuaires, de golfes, de vraies mers intérieures comme la très vaste baie de Chesapeake, par surcroît une côte marécageuse, forestière, coincée vers l'ouest par les dures montagnes des Alleghanies. En somme, une vaste région, mal soudée dans ses différentes parties et exclusivement grâce aux lentes navigations côtières. En outre, il a fallu en éliminer des concurrents tardifs, Hollandais, Suédois, enfin survivre aux attaques insidieuses des Indiens. Cependant les Français, partis du Saint-Laurent, avaient saisi, du moins reconnu, puis occupé les Grands Lacs et l'énorme vallée du Mississippi jusqu'à son delta, où poussera La Nouvelle-Orléans. Ils ont réussi un vaste mouvement enveloppant. La première manche leur revient.

La tête de pont anglaise est dès lors coincée entre la Floride où l'Espagnol a poussé ses avant-postes et le vaste, trop vaste Empire français, avec ses coureurs des bois en quête de fourrures et ses actifs missionnaires jésuites. Vers l'ouest, l'expansion anglaise, quand elle s'amorce vraiment au xviii^e siècle, se heurte aux forts des garnisons françaises.

Dans tout cela, où est la chance « américaine » ? En ceci probablement que, peu étendues, relativement s'entend, les colonies anglaises ont été solidement occupées, surtout dans le Nord, notamment dans les Massachusetts, où grandit Boston, et dans le Centre où s'enracinent New York (l'ancienne New Amsterdam) et Philadelphie, la ville des *quakers*.

Rattachées à la métropole et à sa vie marchande, ces villes poussées *in the wilderness*, en pays sauvage, ont l'avantage de se gérer elles-mêmes, elles vivent dans une quasi-liberté qui rappelle les villes typiques de l'Europe du Moyen Âge. L'agitation anglaise les aura largement servies : elle jette de l'autre côté de la « mare aux harengs » les turbulents sectateurs protestants, ces « cavaliers » que décourage l'Angleterre de Cromwell, et tous ces nouveaux venus sont en nombre tel que, lorsque la vraie lutte s'achève, il y a d'un côté un million d'Anglais, de l'autre 63 000 Français, en 1762. La chance anglaise, ou « américaine », c'est d'avoir, entre Espagnols et Français, réalisé cette

accumulation explosive de forces.

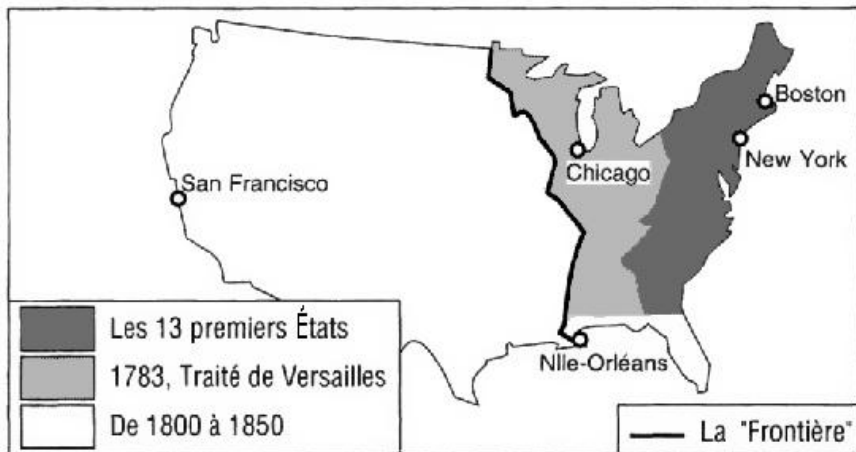
« Dès l'instant qu'il y avait sur ce continent un million d'Anglais, contre à peu près 70 000 Français, la cause était entendue, même si la fortune des armes avait, à Québec, souri à Montcalm (1759). Bien avant Voltaire, la colonisation et surtout le peuplement n'étaient pas le souci essentiel du pouvoir. À la crainte de la dépopulation de la France, mal fondée (d'ailleurs)... s'ajoutaient les difficultés et soucis internes. Si bien que, compte tenu de l'importance respective des deux pays, il est parti d'Europe environ 30 Anglais pour 1 Français. Étrange disproportion des causes et des effets : si la langue anglaise et la culture qui l'accompagne dominent le monde aujourd'hui, c'est parce que quelques bateaux ont, tous les ans, transporté d'infimes contingents de personnes, au reste en majorité illettrées » (Alfred Sauvy).

Refaire l'histoire, c'est succomber à une maladie qui d'ailleurs a un nom : l'uchronie. Un Américain, ami passionné et exclusif de la France, s'amusait un jour, non sans regrets avoués, à imaginer ce qu'eût été le continent nord doté en son entier de la clarté, des charmes de la vie et de la gastronomie françaises. En fait, ce rêve sort largement de ce que l'histoire aurait permis.

• *Le premier essor américain s'insère dans une économie surtout agricole.*

Mais sa réussite (si évidente à côté de l'essor mesuré du Canada) tient aussi à une chance supplémentaire : sa vocation maritime.

Du sud au nord, l'eau, tous les chemins d'eau, les barques, les voiliers de pêche et de charge, plus tard les fins *clippers* de course eux-mêmes, jouent un rôle essentiel. Ils courent les mers, gagnent l'Europe, la Méditerranée, les Antilles, l'Amérique du Sud, le Pacifique... Ils expliquent le danger qu'ont représenté pour le commerce et les flottes anglaises, les voiliers de course des « Insurgents », jusque dans la Manche, entre 1776 et 1782, et les coups très durs qu'ils portèrent encore, de 1812 à 1815, dans leur guerre victorieuse contre l'Angleterre dont la grande histoire, préoccupée de Napoléon, parle peu.



20. La formation territoriale des États-Unis.

Ils expliquent surtout la fortune de certaines villes américaines dès le ^{xviii}e siècle. Sans doute, les réglementations mercantilistes anglaises exigent-elles d'une part que les colonies américaines achètent dans la métropole tous les produits manufacturés dont elles ont besoin, même ceux en provenance d'autres pays d'Europe, et d'autre part qu'elles vendent à l'Angleterre ou à ses colonies à peu près toute leur production agricole (sauf quelques produits libres parce que l'entrée en est interdite en Angleterre : céréales, poisson). Cela n'empêche pas qu'en 1766, la Pennsylvanie ne vende à la Grande-Bretagne pour 40 000 livres de marchandises, alors qu'elle lui en achète pour 500 000. Paradoxe évident souvent signalé.

« Et alors, comment réglez-vous la différence ? » demande-t-on à Benjamin Franklin convoqué devant un comité de la Chambre des Communes pour s'expliquer sur cette situation anormale. « La différence, explique-t-il, est payée par les produits que nous transportons aux Antilles et qui sont vendus dans nos propres îles, ou aux Français, Espagnols, Danois et Hollandais ; ou par ceux que nous envoyons aux autres colonies d'Amérique du Nord, Nouvelle-Angleterre, Nouvelle-Écosse, Caroline et Géorgie ; ou encore par ceux que nous envoyons dans les divers pays d'Europe... Partout, nous recevons soit de l'argent, ou des lettres de change, soit des denrées qui nous permettent de payer la Grande-Bretagne. Le tout, ajouté aux profits de l'activité de nos marchands et de nos marins au cours de ces voyages circulaires, et aux transports effectués par leurs navires, se concentre finalement en Grande-Bretagne pour équilibrer la balance. »

Ces larges commerces *triangulaires* ajoutaient les profits du fret et du commerce de pays étranger à pays étranger aux trafics légaux permis par l'Angleterre, sans préjudice d'une contrebande très active et d'une course parfois fructueuse. N'oublions pas la pêche : les marins d'Amérique n'ont négligé aucune des possibilités de la mer.

Vers la fin du XVIII^e siècle, aucun doute d'ailleurs : le tonnage de la flotte des États-Unis dépasse celui de toutes les autres nations, Angleterre exceptée, et, proportionnellement à la population, ils sont la première nation navigante du monde. Voilà qui les mêle à l'économie mondiale, les obligeant à s'y soumettre, à jouer son jeu, mais aussi leur permettant de profiter de ses élans. Toutes les ruses précoces d'une société bâtie comme aucune autre sur le crédit, viennent de ce qu'elle est obligée de pallier ses infériorités, de courir à la recherche des métaux précieux qui lui manquent et dont, à peine acquis, elle doit se dessaisir au plus vite.

Pas de fortune maritime sans lointaines et surprenantes aventures entre lesquelles il n'y a que l'embarras du choix : l'arrivée des convois de blé « américain » en Méditerranée ou dans les ports de la France révolutionnaire ; leur succès à la même époque dans le commerce « interlope » en direction de l'Amérique hispano-portugaise ; la façon dont ils s'aventureront bientôt dans le Pacifique, par le cap Horn, puis beaucoup plus tard à partir de San Francisco. À peine affranchies de l'Angleterre (1782), les anciennes colonies cherchèrent à atteindre la Chine. Après tout, c'est le désir d'avoir une escale pour ses navires allant en Chine et pour ses baleiniers du Pacifique qui pousse l'Amérique à envoyer, en 1853, les « navires noirs » de l'amiral Perry dans la baie de Tokyo, événement qui aura eu les grandes conséquences que l'on sait.

Rien de plus révélateur que les rencontres au temps jadis de navires américains à travers les sept mers du monde. Le trois-mâts qui transporte vers la Chine Lord McCartney, ambassadeur du roi d'Angleterre – *Le Lion* – relâche en février 1793 à l'île de Saint-Paul, dans le Sud-Atlantique, et y découvre cinq chasseurs de phoques (trois Français et deux Anglais) qui préparent l'expédition de 25 000 peaux de veaux marins pour aller les vendre à Canton, à bord d'un navire de Boston, mi-français, mi-américain, qui leur apportera en outre, toujours pour la Chine, une cargaison de fourrures de castors canadiens. L'ambassadeur aura le plaisir, en face de Canton, quelques mois plus tard, de saisir l'imprudent vaisseau comme prise de guerre, puisqu'il est vaguement français, que la guerre a été déclarée entre l'Angleterre et la France en janvier 1793 et qu'il vient de l'apprendre.

Autre minuscule exemple : lors de son voyage autour du monde, au service du tsar, Kotzebue, le fils du poète allemand, rencontre dans un port de l'Alaska méridional (26 avril 1825) un deux-mâts américain venu de Boston en droite ligne, par le cap Horn, chargé de vivres qu'il échange dans le petit poste russe contre 21 000 peaux de « chats marins », inférieures aux précieuses fourrures de loutres marines, mais que l'acheteur espère, prenant sa route par les îles Sandwich, aller vendre à Canton. « À l'arrivée du bateau dans le port de l'Alaska, tout

l'équipage, capitaine compris, était ivre ; seul un heureux hasard leur permit d'éviter écueils et bas-fonds, mais les Américains sont si adroits que, même pris de boisson, ils savent partout se tirer d'affaire. »

C'est aussi le grand moment de la pêche à la baleine, spécialité de l'État de New York et de la Nouvelle-Angleterre. L'écrivain Herman Melville (1819-1891) a décrit ce monde fruste où il vécut lui-même, son existence rude et dangereuse et les petites villes prospères, grâce à cette activité unique, New Bedford ou Nantucket. La pêche à la baleine déclinera après 1850, les huiles minérales et le gaz détrônant le blanc de baleine comme moyen d'éclairage.

Au même moment, la flotte des États-Unis est frappée par la concurrence, grave celle-là, du bateau à *vapeur* anglais, en fer, le *steamer*. De ce coup, elle se relèvera d'autant moins que les États-Unis basculent alors vers l'intérieur du continent, qu'ils plongent dans leur histoire continentale. Conquérir cet espace, le leur, pousser de plus en plus vers l'Ouest, construire des chemins de fer, des lignes de navigation *côtières* et *intérieures* nécessaires à ces liaisons : cette tâche énorme les arrache à l'océan. C'est leur nouvelle chance.

Comme le veut la vie américaine, une affaire cesse d'être essentielle, une autre affaire se présente : on court vers celle-ci ; on délaisse celle-là. L'Amérique échange, peut-on dire, l'océan, il est vrai plus qu'à moitié partagé, pour une vaste portion de terre américaine qu'elle va saisir en son entier et pour elle seule.

• Pas d'événement plus et mieux connu que l'indépendance des colonies anglaises d'Amérique (1773-1782). Encore faut-il le situer exactement.

La fin de l'Empire français d'Amérique (1762) a, du jour au lendemain, rendu moins précieuse l'aide anglaise et plus lourdes les exigences de la métropole. Pourtant, ni les colonies ni l'Angleterre ne désirent, à l'avance, une rupture : celle-ci s'organise d'elle-même, à la suite de malentendus, de concessions insuffisantes, de violences inefficaces. Toutes les décolonisations qui suivront dans l'avenir, jusqu'aujourd'hui, déroulent une pareille succession d'événements peu raisonnables.

L'Angleterre a-t-elle eu tort de ne pas faire de concessions plus rapides et plus larges, d'exiger la levée de taxes que justifiait amplement le lourd passif de la guerre contre la France, puis de les supprimer, mais en maintenant l'unique taxe sur le thé, si bien que les caisses de thé à bord de deux navires de la Compagnie des Indes sont jetées à l'eau dans le port de Boston, le 16 décembre 1773 ? Pas d'impôts sans consentement des contribuables, dit la tradition politique anglaise, et les Anglais d'Amérique ne sont pas représentés

au Parlement de Londres. Quelle faute en vérité !

De plus cet historien anglais se trompe-t-il (1933) qui voit, dès le milieu du XVIII^e siècle, s'esquisser un large déplacement de l'Empire anglais qui, centré jusque-là sur l'Amérique et l'Atlantique, penche dès lors vers l'océan Indien et les Indes ? L'occupation du Bengale est de 1757. En outre, la poussée « du commerce à la Chine » commence alors. Y a-t-il eu, entraînant l'Angleterre vers le Far East et la détachant du Nouveau Monde, une de ces hâtes du capitalisme à la recherche de taux de bénéfices exorbitants ?

Toutes ces raisons et d'autres ont conduit à un conflit spectaculaire, finalement à une humiliation évidente de l'Angleterre. L'intervention de la France et de l'Espagne a hâté le succès des Insurgents. Ceux-ci ont cependant, en 1782, signé leur paix secrètement avec l'Angleterre, en abandonnant leurs alliés... Si bien que l'Angleterre perdra moins qu'elle n'avait pu le craindre, au traité de Versailles (1783). Elle s'apercevra aussi, très vite, que la prospérité économique allait compenser, et au-delà, son échec politique. L'historien se demandera toutefois, sans pouvoir y répondre, ce qui serait advenu sans cette Révolution industrielle proche qui rendit à l'Angleterre les éléments d'une prépondérance durable.

D'ailleurs, si l'on s'intéresse au sort des États-Unis, ce n'est pas à cet important aspect international de l'aventure qu'il faut s'arrêter, ni à La Fayette, ni aux exploits lointains du Bailli de Suffren, ni aux habiletés bonhommes et réalistes de Benjamin Franklin, mais à cette indépendance elle-même, à la Déclaration de l'Indépendance du 4 juillet 1776 et à la Constitution de 1787, si lente à s'élaborer. En ces années cruciales, la jeune Amérique a pris conscience d'elle-même.

Une jeune Amérique, entendez une certaine Amérique, la première à avoir pris forme : géographiquement, elle est réduite à son versant atlantique ; économiquement, elle est avant tout un pays agricole ; socialement, elle est dominée par la classe des propriétaires terriens, celle des *Founding Fathers* eux-mêmes, ces Pères Fondateurs de la « démocratie américaine » dont une histoire en images d'Épinal nous présente le portrait idéalisé.

Il n'est pas irrévérencieux, il n'est peut-être pas inutile de voir un instant tels qu'ils furent, de George Washington à Thomas Jefferson, ces hommes qui eurent la volonté et la certitude de construire la meilleure des constitutions du monde. On l'a dit il y a longtemps : les *Fathers* ont construit une constitution fondée « sur la philosophie de Hobbes et la religion de Calvin ». Pour eux aussi, l'homme est « un loup pour l'homme » et son « esprit charnel » est à l'opposé même de Dieu. Le général Knox l'écrit à Washington (au lendemain de la rébellion de Shays) : « Les Américains après tout sont des hommes – des hommes avec les passions turbulentes qui appartiennent à cet

animal. » (1787).

La Déclaration a proclamé et le droit à l'insurrection, et l'égalité de tous les hommes devant la loi. Mais la grande idée qui tourmente et anime ces propriétaires, ces hommes d'affaires, ces hommes de loi, ces planteurs, ces spéculateurs et manieurs d'argent – ces « aristocrates » – c'est de mettre la propriété, la fortune, le privilège social à l'abri. L'Amérique naît, elle a déjà ses riches que leur richesse, même mesurée, désigne pour conduire les autres. Il suffit s'écouter les *Founding Fathers* réunis à la Convention de Philadelphie pour rédiger la Constitution, ou de lire leurs lettres et celles de leurs pairs pour que ce courant de pensée devienne clair. Tel jeune planteur, Charles Pinckney, propose que seul celui qui possédera au moins cent mille dollars puisse être président de la République ; Hamilton demande que l'on fasse échec « à l'impudence de la démocratie ». Pour eux tous, comme pour cette Peggy Hutchinson, fille de gouverneur, la foule est « la foule sale et malpropre », *the dirty mob*. Écoutez même le jeune gouverneur Morris : « La foule commence à penser et à raisonner. Pauvres reptiles ! Ils se chauffent au soleil, un instant après, ils mordront... La *gentry* commence à les redouter. » Et Mason le reconnaissait : « Nous avons été trop démocratiques... Craignons d'aller trop loin dans l'autre extrême. » Pas d'homme plus convaincu des sacro-saints principes démocratiques que ce clergyman de Nouvelle-Angleterre, Jeremy Belknap, qui écrit cependant à l'un de ses amis : « Qu'on laisse debout comme un principe le fait que le gouvernement tire son origine du peuple, mais obligez le peuple à bien penser qu'il n'est pas apte à se gouverner lui-même. »

Voilà qui définit un esprit. L'ordre qu'on impose sous le nom de *liberty* et d'*equality*, c'est l'ordre déjà du capitalisme, aussi modeste encore que soit ce dernier. Aux riches le pouvoir, les responsabilités. Pour les autres, cette grande concession d'être protégés par la loi contre les riches, comme les riches le sont contre eux. Peu importe, ensuite, que la Constitution américaine se juge révolutionnaire, neuve, égalitaire, équitable, dans la mesure où elle tend à équilibrer l'une par l'autre les impulsions de l'animal humain, toujours égoïste et féroce.

La constitution de 1787 est effectivement un mécanisme aux contrepoids savants. Il faut que « les pouvoirs y soient si divisés et équilibrés entre les différents corps... qu'aucun ne puisse dépasser les bornes légales sans être efficacement mis en échec par les autres » (Jefferson). Quant à la société, on n'y supprimera certes pas les privilèges, et surtout celui de la sacro-sainte propriété, mais on veillera à ce que le chemin des privilèges – c'est-à-dire de l'argent – soit ouvert à tous. N'est-ce pas facile dans cet immense pays « neuf » encore qu'est l'Amérique ?

Richard Hofstadter résume cet idéal avec une ironie amusée : « Les

Pères croyaient, dit-il, qu'un État bien conçu ferait échec à l'intérêt par l'intérêt, à la classe par la classe, à la faction par la faction et à une branche du gouvernement par une autre, dans un harmonieux système de frustration mutuelle. »

En fait, il faut reconnaître que si l'histoire américaine du XIX^e siècle se présente, sous le signe de la « saine compétition », comme une vaste et féroce lutte d'intérêts particuliers, c'est que la lutte y est plus « payante », plus juste, par suite, que dans les pays capitalistes d'Europe, que les bénéfices n'en sont pas réservés à une classe étroitement fermée, qu'il est permis à chacun de courir sa chance dans une société plus ouverte, plus avantagée qu'ailleurs et de franchir un jour ou l'autre la barrière. Le *self-made-man* est l'image classique de cette Amérique-là, peut-être en voie de disparition aujourd'hui.

La conquête de l'Ouest

• Dès le départ, les États-Unis se définissent comme une nation pionnière, ce que l'on peut dire également de toutes les nations aux prises avec un vaste espace qu'il s'agit de saisir et d'humaniser, de réduire aux dimensions de l'homme, que ce soit la Russie, le Brésil ou l'Argentine par exemple.

L'expansion géographique est la première forme (et qui commande les autres) de toute croissance, qu'il s'agisse d'une économie, d'une Nation, d'un État, non moins d'une civilisation.

L'histoire a bien fait les choses : elle a permis aux États-Unis, presque sans coup férir, d'aller de l'Atlantique au Pacifique. Imaginons la France s'installant, dans une quasi-tranquillité, de l'Atlantique à l'Oural ! Les États-Unis ont acheté la Louisiane (1803) ; obtenu les Florides espagnoles, en 1821 ; reçu de l'Angleterre (au détriment éventuel du Canada) l'Oregon en 1846, et puis, au cours d'une guerre trop facile, ils ont pris au Mexique le Texas, le Nouveau-Mexique, la Californie, en 1846, améliorant encore leur part, en 1853. Si l'on songe aux terribles catastrophes et invasions qui ont contrarié l'installation de la Russie, par exemple, ou de l'Europe, cette histoire pionnière apparaît sous le signe béni de la facilité... Mais la tâche a été immense. *Toute seule la jeune Amérique n'y aurait pas suffi.*

Dès le début, l'ordonnance de 1787 avait sagement réservé les territoires encore inoccupés de l'Ouest à la propriété commune de l'Union. Par la suite, au fur et à mesure de leur peuplement, des États

nouveaux s'y formèrent, jusqu'au nombre de 48 (le 49^e sera l'Alaska, le 50^e les Hawaï). Commencée dès 1776 au moins, achevée peut-être avec la distribution des derniers lotissements de l'Oklahoma en 1907, la colonisation a pris mille formes qu'ont popularisées les récits historiques, les romans et les films, depuis les voitures bâchées des premiers émigrants et leurs luttes contre les Indiens lanceurs de flèches, jusqu'aux voyages des derniers colons véhiculés par les lents chemins de fer construits d'un océan à l'autre. Mais est-il utile de revenir sur ces images trop connues du Far West héroïque ?

Ce qu'il importe de souligner, c'est à quel point la « frontière », espace conquis par les Blancs, a été une vaste aventure, *matérielle et spirituelle*. *Matérielle*, c'est mettre en lumière le rôle moteur, dès le début, du crédit, en somme du capitalisme. *Spirituelle*, c'est voir les dimensions nouvelles du protestantisme et, au-delà, de la civilisation américaine à sa seconde et décisive étape.

• *Le capitalisme a été l'organisateur de cette marche en avant.*

Imaginez le colon qui vient de recevoir son lot, son *homestead* de 160 acres (64 ha), qui monte sa maison de bois préfabriquée, en emboîtant les éléments, cultivant tout d'abord le sol léger des collines, puis peu à peu poussant son travail sur les terres plus basses au sol lourd, voire jusqu'aux vallées qu'il faudra parfois débroussailler et, à l'occasion, déboiser. Ce paysan, au vrai, n'a rien d'un paysan. Peut-être la veille encore pratiquait-il un tout autre métier. La seule condition pour tenir le coup est de savoir conduire un attelage de chevaux ; la culture, généralement celle du blé, se fera sans préparation compliquée, les terres ne seront pas fumées... Surtout si ce fermier est le premier arrivé, soyez sûr qu'il n'a qu'une idée : revendre son lot. Il aura vécu là quelques années ; à peine aura-t-il eu quelques débours, car tout lui aura été avancé dans son coin perdu. Il aura vécu de boîtes de conserve (déjà), se sera chauffé au charbon, si le chemin de fer arrive au voisinage. Si deux ou trois bonnes récoltes lui ont donné un capital, alors il n'hésite pas : il revend son lot, profitant de la plus-value que lui a donnée dans l'intervalle l'arrivée de nouveaux immigrants, et il va plus loin. Plus loin vers l'ouest, bien entendu, pour recommencer. Retourner vers l'est, ce serait s'avouer vaincu. (D'après Louis Girard.)

Donc, ce n'est pas un paysan, enraciné sur sa terre, c'est un spéculateur. « Il a fait un coup », comme dit justement un historien. Il a joué et ne gagnera pas toujours, bien entendu. Mais il continuera de jouer.

Autre spectacle très analogue, celui d'une ville qui se crée dans le

Middle West, vers les années 1860. Imaginez-la réduite à ses éléments essentiels, la gare rudimentaire, l'hôtel, rudimentaire lui aussi, le magasin d'approvisionnement, le *store*, l'église, l'école, la banque... Cette ville vient de naître, mais chacun spéculé déjà sur sa croissance, achète en conséquence les bons terrains, recrute de nouveaux venus. Bien entendu, l'éclairage électrique est là, et le tramway. Bientôt le téléphone « découvert » en 1871. « Très souvent les voyageurs remarqueront que l'on éclaire et que l'on fait passer des tramways dans des rues qui n'ont pas encore de maisons. Mais justement, déclare-t-on, c'est pour que les maisons se construisent, pour que les terrains se vendent plus vite. » À Bismarck, capitale du Dakota fondée en 1878, où dominent les colons allemands, est inauguré, cinq ans plus tard, le Capitole. « Les gens de Bismarck avaient donc fait une cérémonie d'inauguration grandiose. Ils avaient invité non seulement James Bryce (il devait écrire, en 1888, *La République américaine*) qui était une certaine personnalité, mais aussi le général Grant, ancien président de la République et guerrier illustre ; puis il y avait Sitting-Bull, un grand chef sioux qui s'était illustré dans un soulèvement contre les Blancs et qui, venu pour rehausser l'éclat de la cérémonie, dit dans sa langue quelques mots gracieux. Or ce qui a étonné Bryce, Écossais positif, c'est que le futur Capitole était à 1 500 mètres de la ville. Son étonnement a surpris les habitants de Bismarck. On lui a dit : mais puisque la ville grandira, il faut bien que le Capitole soit très loin de l'agglomération actuelle » (Louis Girard).

Vous le voyez : cette ville, comme toutes les autres, déborde du temps présent. Elle vit en avance, selon le secret de toute vie économique. Elle ne compte pas sur l'argent qu'elle a, mais sur l'argent à venir, qui viendra ou ne viendra pas. L'admirable, c'est que, compte non tenu des contretemps, du renversement de la tendance en 1873 par exemple, l'argent soit toujours venu. Les paris ont été souvent récompensés.

• *L'Amérique qui a conquis l'Ouest et le Far West est essentiellement protestante.*

Le protestantisme a été seul à faire face à cette situation humaine difficile, brusquement mise en place, à cet éparpillement d'hommes à travers l'espace.

Les voilà sans pasteur, réduits (et encore) à la seule lecture de la Bible. Sans doute, ces immigrants vivent-ils dans une sorte de Moyen Âge et leur vie religieuse spontanée est-elle d'ordinaire assez vive, fertile parfois en inventions aberrantes, comme la secte des Mormons, fondateurs de l'Utah. Le mérite du protestantisme américain a été d'entretenir, d'aviver cette flamme. C'est l'une des plus belles pages de

son histoire.

Pour y réussir, il devait s'adapter à sa tâche, se simplifier, se détacher pour ainsi dire des sectes en place (Congrégationalistes, Épiscopaliens), réduire son enseignement théologique ou sa liturgie, miser sur l'émotion, sur le choc de réunions spectaculaires. Les pasteurs itinérants des *Baptistes*, des *Méthodistes*, des *Disciples du Christ* le firent à merveille. Ils n'inventèrent pas cette religion du cœur dont *réveils* et *revivals* protestants fournissaient à l'avance le modèle. Du moins surent-ils l'adapter, la simplifier (les Baptistes se débarrassant de leur sectarisme, les Méthodistes de leur héritage anglican), en l'appuyant toujours sur un « théologisme individuel », sur « la souveraineté de l'individu », enfin « sur des actes, non sur des croyances ». Le langage du Christ se réduisit dès lors à une communion directe, simple.

Au-delà du but strict qu'ils poursuivent, ces évangélisateurs de l'Ouest façonnent, sans le vouloir, l'*american way of life*, le « modèle » de la vie américaine, le patron de sa civilisation auquel, bon gré mal gré, les nouveaux venus, à partir des années 1860 et 1880, même non protestants, seront obligés de s'adapter.

Ces mouvements spontanés, du côté des fidèles comme du côté des pasteurs, furent le fait de petites gens, « les seuls qui soient créateurs d'Églises ». Ils se sont géographiquement partagé le vaste domaine de la « frontière », comme des conquérants qu'ils étaient d'ailleurs : les *Disciples* fondèrent leurs petites églises dans l'Ouest et le Middle West, les *Méthodistes* allant en direction du nord-ouest, les *Baptistes* vers le sud-ouest. Leur action, en gros, se compare à l'œuvre des missionnaires espagnols qui durent en fait, à partir du xvi^e siècle, reconverter les immigrants espagnols arrivés au Nouveau Monde, en même temps qu'ils attiraient à la religion du Christ la masse de leurs Indiens et fondaient ainsi les bases de ce qui est aujourd'hui l'Amérique latine.

Industrialisation et urbanisation

• *À lui seul, le mot d'industrialisation ne suffit pas à désigner toute cette mutation de la vie matérielle des États-Unis, de 1880 à nos jours.*

Durant ce siècle, ou quasi-siècle, un État surtout agricole devient surtout industriel, comme l'indiquent les chiffres ci-dessous. La mutation n'aurait pas été possible sans une énorme poussée des villes.

1900				
–				
237,6				
100,4				

B. Population rurale (en millions d'individus et en pourcentage)

1900				
–				
39,0				
55,8				

Il n'est pas question, ici, de suivre en détail cette formidable mutation, en multipliant chiffres et mesures. Les livres d'économie et de géographie fournissent, à ce sujet, les indispensables données. Historiquement, il est curieux d'indiquer que, comme en Angleterre, le premier départ industriel a été, en Nouvelle-Angleterre, l'essor de l'industrie textile et que, comme dans de nombreux pays européens, la mise en place définitive coïncide avec le *boom* des chemins de fer, de 1865 à la crise de 1873.

L'important serait de montrer : a) l'énormité de la réussite américaine qui ne cesse d'affecter la géographie de son propre espace (cf. le récent essor du « Sud Profond », le *Deep South*, en bordure du golfe du Mexique) ; b) la nouveauté de certaines performances qui annoncent la « vie future » ; c) les adaptations d'un capitalisme en rupture constante avec lui-même (question que reprend notre prochain chapitre) ; d) l'arrivée de la main-d'œuvre européenne : pas plus que la construction de l'Ouest, celle de l'industrie et des villes gigantesques n'a été le fait de la seule Amérique ; e) cette prodigieuse poussée humaine et matérielle s'est coulée tant bien que mal dans cette civilisation ancienne qu'un langage inadéquat dénomme : *the american way of life*.

Mais nous n'aborderons, pour l'instant, que les deux dernières de ces vastes questions.

Jusque vers 1880, les États-Unis avaient reçu des émigrants anglais et écossais – le premier fonds de leur population européenne ; puis ce fut un afflux allemand et irlandais : ces derniers avaient un peu désanglicisé et même déprotestantisé la population américaine. Cependant l'Amérique est toujours sous la stricte domination de la culture anglaise et du protestantisme quand elle reçoit, entre 1880 et 1914, à peu près 25 millions de Slaves et de Méditerranéens, le plus souvent catholiques.

Ce n'est pas tant l'Ouest agricole qui va les absorber que l'Est urbain et industriel : ce dernier s'en trouve transformé, non pas bouleversé,

moins bouleversé, par exemple, que l'Argentine aux prises avec une immigration italienne qui a tout submergé, villes et campagnes, au-delà de ce même seuil, ou peu s'en faut, des années 1880. Cette différence n'a rien d'étonnant. Les États-Unis qui accueillent les nouveaux venus ont des villes, des industries en plein essor, une étonnante puissance de dressage et de persuasion à la fois. L'assimilation a été rapide, étonnamment efficace.

« Considérez un groupe d'Américains (1956) pris au hasard : les types nordiques sont loin de dominer parmi eux et l'on pourrait aussi bien les croire issus de Naples ou de Vienne que de Londres ou de Hambourg, et cependant ce sont bien des Américains, se comportant et réagissant en Américains. De ce point de vue, le mécanisme de l'assimilation a joué. »

(André Siegfried).

Ce qui a triomphé, c'est à la fois la langue, l'*american way of life*, la puissance énorme d'attraction du Nouveau Monde sur l'immigrant. Celui-ci joue seul, ou presque seul, sa partie contre tous les autres. En outre, par les lois dites des *quotas* (1921-1924), par la loi MacCarran de 1952, les États-Unis ont fermé pratiquement leur porte d'entrée. Depuis lors, les arrivées de personnes déplacées n'ont rien représenté dans cet océan humain, malgré les réussites sensationnelles dans le domaine scientifique de certains de ces adoptés.

Aujourd'hui, il n'y a de pénétration notable dans le Sud qu'à partir du Mexique et de Porto Rico ; dans le Nord, qu'à partir du Canada français dont les enfants perdus se retrouvent à Detroit, à Boston et même à New York. Mais ces émigrations sont des filets d'eau. New York est la plus grande ville « portoricaine » sans doute, mais Paris est aussi une grande ville nord-africaine en ce sens, et pour des raisons analogues : toute grande ville a besoin d'une main-d'œuvre non qualifiée, misérable, en son rez-de-chaussée. Si elle ne peut la recruter chez elle, elle la cherche ailleurs.

Les nouveaux venus ont fourni à l'industrie américaine sa main-d'œuvre à bon marché qui a favorisé son démarrage, puis son essor. Ils ont fourni aussi leurs pauvres et leurs prolétaires aux énormes villes dont New York est le prototype, inégalé d'ailleurs. Une urbanisation d'une ampleur exceptionnelle ne cesse de s'implanter : en fait toute la façade atlantique, de Boston à la hauteur de Washington, est devenue aujourd'hui une seule et même ville – *Mégalopolis*, dit un géographe – laissant dans ses rares intervalles un peu de place aux arbres, à quelques champs cultivés, à des banlieues qui se joignent et se confondent. L'université de Princeton s'élève ainsi au centre d'une de ces réserves d'herbes et d'arbres entre l'agglomération new-yorkaise et Philadelphie : un moment d'inattention, et elle serait submergée par ces monstres voisins et familiers.

Cependant, malgré ces prodigieuses transformations et ces arrivées massives d'hommes nouveaux, la civilisation américaine a tenu le

coup. Elle a tout assimilé, les machines, les ateliers, le développement prodigieux du « secteur tertiaire », le pullulement des automobiles dont la vie européenne donne aujourd'hui seulement une image approchée, l'arrivée, enfin, des immigrants non protestants.

• *La civilisation américaine s'est formée en trois étapes : sur le bord de l'Atlantique ; de l'Atlantique au Pacifique ; enfin « à la verticale », par l'industrialisation.*

C'est la seconde étape, Far West et nouveau protestantisme, qui a peut-être fixé les éléments essentiels de l'AMERICAN WAY OF LIFE : respect de l'individu, foi religieuse simplifiée à l'extrême et violemment rejetée vers les œuvres (l'entraide, le chant en commun, le devoir social...), primauté de l'anglais devant lequel les autres langues s'effacent.

Peut-on dire d'une telle société qu'elle soit religieuse ? Oui, presque à 100 %, répètent les sondages. Benjamin Franklin le disait déjà, en 1782 (donc dans les tout premiers temps de l'Amérique) : « Aux États-Unis, l'athéisme est inconnu ; l'incroyance rare et secrète. » Aujourd'hui encore, pas de langage officiel qui ne soit sous le signe de Dieu. Toute démarche américaine vers l'extérieur est volontiers vue comme une « croisade », que ce soit par Woodrow Wilson ou par le général Eisenhower. De même, pas de différence sociale qui n'ait, ou peu s'en faut, son expression religieuse. Au bas de l'échelle, les communautés baptistes, populaires et hier fort pauvres ; « plus chic » assurément le monde des Méthodistes ; très distinguée, enfin, avec ses pompes liturgiques issues de l'Église anglicane, la secte des Épiscopaliens (c'est-à-dire qui ont des évêques). Comme l'a écrit un historien, c'est aussi l'Église des nouveaux riches, « une savonnette à vilains ».

Au vrai, à ses propres yeux, peu importe de quelle façon l'Américain conçoit sa croyance ! Car la société religieuse est *tolérante, pluraliste*, divisée en sectes, en « dénominations » disparates, avec une seule Église véritable, au sens habituel du mot : la catholique. Rien d'étonnant, par exemple, qu'une même famille se partage entre plusieurs « sectes », car chacun est libre de croire à sa façon, pourvu qu'il croie : là est la seule obligation. On peut voir, à Boston, une petite « église » à l'architecture ultra-moderne. À l'entrée une plaque précise qu'aucun culte particulier n'est célébré dans ces lieux consacrés à la prière pour tous les croyants du monde, quelle que soit leur foi. Seule tache claire dans la pénombre, une grande dalle qui évoque un autel reçoit, d'une ouverture pratiquée dans la toiture, une nappe de lumière que guide jusqu'à elle un grand rideau de fragments de miroirs qui, lui, fait songer à des « mobiles » de Calder...

Merveilleuse tolérance, penserait un Européen, s'il ne savait que la laïcité et l'athéisme à la mode occidentale, et particulièrement la laïcité gouvernementale et éducationnelle selon le modèle français, sont peu pratiqués, voire inconcevables en Amérique. Par contre, une certaine forme d'areligion, de rationalisme a une certaine vogue, celle même qui avait fait son chemin en Europe depuis *L'Origine des espèces* de Darwin (1859) ou la *Vie de Jésus* de Renan (1865). Cette rationalisation se marque dans la montée d'un déisme de plus en plus vague.

L'important, pour la cohésion culturelle de l'Amérique, c'est que l'obstacle *a priori* difficile, celui que représentait le catholicisme des immigrants, les Irlandais en tête, puis les Allemands, les Italiens, les Slaves, les Mexicains, que ce catholicisme se soit finalement adapté et bien adapté à la vie américaine, accommodé de tous ses cadres. Le rôle de la première masse des catholiques – les Irlandais – a été sur ce point décisif.

En tout cas, si l'Église catholique a sauvé son unité mondiale et sa hiérarchie, elle a accepté sans réticence la séparation entre elle et l'État, à la différence de son attitude en d'autres pays où elle est majoritaire ; elle s'est pleinement engagée aussi dans les cadres du nationalisme américain ; enfin elle accepte de mettre l'accent délibérément sur les œuvres, suivant en cela l'impulsion même de la vie américaine. Une déclaration, entre dix autres, le dira clairement (elle est d'un archevêque américain) : « Un vote honnête et la correction dans les relations sociales feront plus pour la gloire de Dieu et le salut des âmes que des flagellations au milieu de la nuit ou des pèlerinages à Compostelle. »

Comme les sectes protestantes, l'Église catholique qui compte aujourd'hui 30 millions de fidèles, a su s'organiser, avoir ses associations, ses écoles, ses universités et, alors que les Églises protestantes ont assez peu réussi dans l'évangélisation des prolétariats urbains, elle a marqué en ce domaine des succès évidents.

Peut-être cette relative inefficacité de l'Église protestante vis-à-vis des villes tient-elle à son succès rural, au XIX^e siècle, et à l'enrichissement qui l'a embourgeoisée et a attiédi souvent son zèle (malgré un renouveau actuel). Car l'Amérique religieuse et plus généralement toute l'Amérique culturelle ne cessent d'être menacées par le passage régulier de ses fidèles à la richesse et à la bourgeoisie.

Cet aspect religieux n'est qu'une des explications des succès de cohérence de la civilisation américaine. Il en est d'autres, qui tiennent, sans doute, à la puissance de sa montée vitale, à l'attrait d'une société où les limites de classes ne sont marquées que par l'argent et où, jusqu'à des temps très récents au moins, les voies de la richesse semblaient ouvertes largement. Pour l'immigrant européen, accepter

ces règles sociales, c'est se séparer des vieilles catégories européennes, s'ouvrir sur l'espoir.

Tel est l'aspect libéral d'une civilisation par ailleurs contraignante, qui ne permet guère à l'individu d'échapper aux règles tacites de *l'américan way of life*. Si l'immigrant lui-même a quelque peine à s'y accoutumer, s'il éprouve à l'occasion quelques nostalgies, ses enfants seront, pour leur compte, anxieux de se fondre dans la masse américaine. Tous les sociologues ont noté ce désir des enfants d'immigrants de faire disparaître les traces de leur origine.

Finalement, dans ce processus, ce qui a joué le plus, c'est l'abondance des « chances » américaines : la frontière, puis l'industrialisation, la poussée des grandes villes, soit autant d'opérations à créer de la richesse, et l'enrichissement facilite l'assimilation. Le chemin est grand de l'Irlandais querelleur de la première génération des années 1830, qui habite quelque taudis ou « bicoque », et l'Irlandais « aux rideaux de dentelle » de la seconde ou troisième génération. Ainsi le flot montant de la richesse américaine a assuré l'ascendant de sa première civilisation sur ces nouvelles vagues humaines qui ont abordé le continent.

Si cette première civilisation, précocement et fortement, s'est différenciée de ses sources anglaises, elle n'en est pas moins restée plus anglo-saxonne encore que véritablement européenne. L'Europe continentale a toujours mêlé traditions méditerranéennes et traditions nordiques. « Cette interprétation des deux civilisations manque aux États-Unis, l'attraction anglo-saxonne ayant tout absorbé » (André Siegfried). Et sans doute est-ce regrettable dans la mesure où le hasard de l'histoire a fait du reste du continent américain (sauf le Canada anglais) un monde strictement latin, surtout hispano-portugais, puis fortement marqué par l'immigration italienne. C'est un fait que les deux Amériques se comprennent mal l'une l'autre, sont mal faites pour se comprendre. Et c'est un drame de l'heure présente.

Post-scriptum 1966

Aux États-Unis, ces dernières années ont été dramatiques. L'assassinat du président Kennedy, le 22 novembre 1963, a bouleversé le monde entier. L'arrivée au pouvoir du président Johnson a précédé de peu une campagne électorale où, pour la première fois, la personnalité et le programme de son adversaire, le sénateur Goldwater, ses outrances, ont surpris et scandalisé l'opinion mondiale. Le parti républicain sort amoindri et divisé de l'épreuve. Plus dramatique, la question noire ne cesse de s'aggraver. La minorité agissante des Musulmans noirs impose au sous-prolétariat de couleur ses mots d'ordre violents. Elle se réclame de l'Islam et du Coran et préconise la formation d'un État noir séparé, dans le Sud. Cependant, le drame extérieur reste d'une grande virulence : l'histoire du monde aboutit aux États-Unis, aussi bien en septembre 1962, lors de l'affaire des fusées de Cuba, que lors des incidents du golfe du Tonkin, en août 1964. Le gouvernement du monde implique une série d'ententes, de désagréments, de conflits.

L'histoire des États-Unis durant les années 1964-66 a été de plus en plus dominée par la guerre du Vietnam. L'origine de celle-ci remonte à l'administration Eisenhower et surtout à l'administration Kennedy, quand l'encadrement de l'État et de l'armée du Vietnam fut progressivement assuré par un corps de « conseillers » américains dont les effectifs se montaient à 17 000 hommes, au moment de l'assassinat du président Kennedy, le 22 novembre 1963. Cependant, la guerre n'avait pas encore pris les dimensions d'un conflit de grande

envergure et le renversement du régime particulièrement réactionnaire du président Diehm, le 1^{er} novembre de la même année, laissait croire parfois que l'on s'acheminerait vers une sérieuse transformation du régime politique sud-vietnamien. Cependant, la nouvelle guerre du Vietnam prit une tournure dramatique dès l'été 1964, quand au mois d'août un incident entre les vedettes nord-vietnamiennes et la VII^e flotte américaine décidèrent le Président Johnson à ordonner les premiers bombardements contre le Nord-Vietnam. Dès la fin de 1964, le corps expéditionnaire américain au Sud-Vietnam comprenait plusieurs dizaines de milliers d'hommes. Un an plus tard, à la fin de 1965, alors que les bombardements étaient devenus quotidiens, ses effectifs atteignaient 225 000 hommes. Ils dépassaient 300 000 au printemps 1966 et l'on prévoyait qu'ils seraient de 400 000 hommes à la fin de l'année.

De ce fait, les dépenses militaires se sont accrues massivement. On prévoyait qu'elles se monteraient à près de la moitié des 99,7 milliards de dollars du budget total 1965-1966. En fait, elles dépassèrent 52 milliards et l'administration américaine demanda des crédits de 60 milliards de dollars au titre des dépenses militaires pour l'année fiscale 1966-1967. Cependant, la puissance et le dynamisme de l'économie américaine permettaient d'absorber ces charges nouvelles sans qu'il en résultât une trop forte hausse des prix, et un million et demi de nouveaux emplois furent créés en 1964, le taux de chômage tombant au-dessous de 5 %, soit l'un des plus bas de l'histoire économique américaine. Les seules inquiétudes du gouvernement Johnson provenaient de la persistance du déficit de la balance des comptes, provoqué surtout par l'ampleur des dépenses à l'étranger et par le développement des investissements américains hors des États-Unis. Sur le plan économique et politique, l'avenir dépend des développements futurs de la guerre du Viet-nam, la plus importante que les États-Unis aient dû livrer depuis la Seconde Guerre mondiale.

Chapitre III

Les ombres et les difficultés : d'hier à aujourd'hui

Nous avons jusqu'ici signalé des chances, des réussites. En vérité, les difficultés et les malchances n'ont pas manqué. Elles semblent s'amonceler dans le temps présent, se multiplier même à mesure que l'on franchit ces « lignes de partage des eaux » successives : 1880, 1929, peut-être 1953. Mais l'illusion risque d'être double. Vue de près, quelle réalité collective ne révèle-t-elle pas des difficultés inhérentes à sa vie même ? Ensuite, la distinction entre chances et malchances aux dimensions d'une civilisation immense ne peut être ni claire ni décisive. Toute difficulté appelle l'effort, suscite la riposte, change de signe. La malchance est une mise en garde, une épreuve. Elle ne scelle que rarement un destin d'ensemble. Le vers trop connu de Henri Heine – *un nouveau printemps te rendra ce que l'hiver t'a pris* –, vrai souvent pour les individus, vaut plus encore pour les nations. Les États-Unis ont des difficultés, des crises s'annoncent pour eux, mais leur santé reste exubérante, meilleure peut-être qu'ils ne le pensent eux-mêmes.

Un cauchemar ancien : la question noire ou une colonie indéracinable

Au milieu des chances de l'Amérique, une difficulté de taille s'est glissée, dès le départ ou peu s'en faut, impossible à conjurer : la présence de Noirs africains, implantés sur son sol dès le ^{xvii}^e siècle par l'essor des plantations du Sud (le tabac en Virginie, à partir de 1615 ; le riz en Caroline à partir de 1695, puis en Géorgie ; le coton à partir du ^{xix}^e siècle dans tout le pays au sud-ouest de la Virginie).

• *L'histoire et la géographie en portent la responsabilité.*

La façade atlantique où se construisirent les États-Unis présente une succession de zones climatiques rapprochées les unes des autres. New York qui, malgré sa latitude (celle de Naples) et à cause du courant froid du Labrador, a le climat de Moscou – New York est à une nuit de chemin de fer seulement des pays tropicaux et de leurs produits exotiques. Dans ce Sud, l'esclavagisme s'est installé presque naturellement, comme une sorte d'extension de l'économie antillaise, si prospère au XVIII^e siècle. Les Espagnols en Floride, les Français à La Nouvelle-Orléans (dès 1795 pour la canne à sucre) le pratiquent autant que George Washington ou Thomas Jefferson dans leurs propriétés de Virginie.

Ainsi s'est introduite, en cette Amérique anglo-saxonne, une Afrique vivace, aberrante, contre laquelle rien ne fera plus barrage, ni la force, ni les préjugés, ni les concessions. La Constitution de 1787, notons-le, si libérale de ton, n'a pas aboli l'esclavage. Elle prévoyait seulement la suppression de la traite, après un délai de vingt ans, et elle sera effectivement abolie, en 1807.

Mais si, dès lors, le Noir ne s'importe plus, légalement au moins (car la contrebande continuera longtemps encore), il s'élève en grand, tel un animal quelconque ; l'essor du coton pousse même à une aggravation de la condition des Noirs au XIX^e siècle. Jadis, les esclaves vivaient dans la maison du maître ; les voilà réunis en vastes troupeaux, comme sur les domaines de l'ancienne Rome. Au-dessus de ces misérables travailleurs de couleur, une société blanche, accueillante, cultivée, forme une puissante aristocratie coloniale. *La Case de l'Oncle Tom*, un roman de Harriet Beecher-Stowe qui dit les misères des Noirs, déchaînera dans le Nord, en 1852, une révolution des cœurs. Un autre roman, presque récent, *Autant en emporte le vent* (1936), de Margaret Mitchell, dit pour sa part les douceurs et les charmes de la vie dans le Sud, mais il s'agit là, surtout, de la libre vie des propriétaires blancs. C'est dans ce même cadre extérieur que se situent les récits compliqués et tendus de Faulkner, cette vie du Sud, avec ses nostalgies du temps civilisé de jadis, les parties de chasse, les conversations arrosées d'alcool de maïs, le *moonshine*. Double vérité, noire et blanche, double mensonge, sans doute.

Bref, alors que l'Indien, le premier colonisé, a disparu dans sa lutte avec l'Européen, au point qu'on ne le retrouve plus que dans ces réserves où il survit comme le représentant d'une race disparue, le Noir s'est révélé, sans le vouloir, un adversaire coriace. Les États-Unis ont ainsi chez eux une colonie qui, elle, n'a pas été vraiment émancipée, malgré toutes les mesures officielles, une minorité ethnique dont le poids et la présence se maintiennent envers et contre tout.

• *Au milieu du XIX^e siècle, la question de la suppression ou du maintien de l'esclavage provoque la tornade de la guerre de Sécession (1861-1865), mais elle n'est qu'un des aspects de la querelle multiple et fratricide qui sépare et oppose les États du Sud et ceux du Nord.*

1) Le Nord est industriel, il est pour les hauts tarifs douaniers ; le Sud, vendeur de coton, préfère acheter les produits manufacturés d'Europe, dont la qualité est supérieure. Il revendique le régime de la porte ouverte.

2) Aspect politique de la querelle : les deux partis, républicain et démocrate, se disputent le pouvoir, les démocrates surtout sudistes, les républicains surtout nordistes.

3) Cette rivalité est d'autant plus âpre qu'elle comporte un enjeu : les nouveaux États qui se créent à l'ouest pencheront-ils vers l'un ou l'autre bloc ?

4) Pratiquement, la crise pose un problème grave : les États particuliers intégrés dans l'Union peuvent-ils, ou non, s'opposer à telles ou telles mesures décidées par le gouvernement central de l'Union ? Ont-ils le droit d'en sortir, de faire *sécession* ?

Tous ces motifs de rivalité se cristallisent dans le désaccord violent des deux adversaires à propos de la suppression de l'esclavage. Le Sud déclenche la guerre (attaque du Fort Sumter, le 12 avril 1861) ; elle se terminera par sa capitulation, le 9 avril 1865, après une guerre civile affreuse. Le 13^e amendement à la Constitution du 18 décembre 1865 supprime l'esclavage. La mesure concernait un peu moins de 5 millions de Noirs (4 800 000 en 1870, face à 33 millions de Blancs) soit 12,7 % de la population totale. Cette proportion grandira par la suite : 13,1 % en 1880, puis déclinera régulièrement avec l'immigration européenne, jusqu'à atteindre 10 % en 1920 ; c'est à ce taux qu'elle semble stabilisée.

Mille détails de la vie quotidienne montreraient aisément comment les avantages politiques concédés aux Noirs se sont révélés vains. Les droits politiques ont été tournés, le Noir maintenu à « sa place inférieure ». D'autant qu'il n'a pas quitté le Sud (où cette infériorité se maintenait spontanément à la faveur d'habitudes, de traditions) avant 1914 et n'y a trouvé qu'une place médiocre dans l'industrialisation qui commence vers 1880, celle d'homme de peine, de manœuvre, les postes les plus avantageux étant réservés aux « Petits Blancs ». C'est seulement avec la Première Guerre mondiale que l'émigration noire est devenue importante vers le nord, à Harlem, le quartier noir de New York, à Chicago où ils occupent la « ceinture noire », à Detroit...

• La minorité noire a suivi l'essor économique de l'Amérique, s'y est incorporée.

Elle a aujourd'hui ses riches, même ses nouveaux riches, ses universités, ses musiciens, ses poètes, ses écrivains, ses églises. Mais l'égalité vraie fuit devant elle.

« Comme il arrive, écrivait André Siegfried en 1956, une volonté systématique d'optimisme pourrait faire croire que le problème est désormais résolu et plusieurs visiteurs européens s'y sont trompés. La vérité est que les exclusions sociales traditionnelles continuent, soit dans le Nord, avec quelques atténuations, soit dans le Sud, pratiquement sans aucune atténuation. On verra, sans doute, de plus en plus, dans l'Est et le Centre-Ouest, des Noirs mêlés effectivement à la vie des Blancs ; il se pourra que tel homme de couleur distingué soit admis, à l'occasion, dans un dîner ou à une réunion sociale ; de plus en plus nombreux seront les représentants de la race hier persécutée qui seront admis dans des postes administratifs électifs sans discrimination. De là à penser que la barrière doive prochainement tomber ou s'abaisser sérieusement, il y a loin. Le Noir aux États-Unis se sent Américain et se veut simplement tel, sans mention de race, mais pour les Blancs, il reste un "Noir américain", ce qui marque une forte nuance. La couleur en l'espèce semble devoir être un obstacle insurmontable pour une complète assimilation. »

Au vrai, la question noire est prise dans les lenteurs désespérantes avec lesquelles s'opèrent, quand ils s'opèrent, les changements culturels. Les préjugés, les antipathies, les prises de position (voyez les romans de Faulkner) sont ici beaucoup plus encore ceux d'hier que ceux d'aujourd'hui. Ségrégation, lynchages (fort rares), hostilités larvées ou patentes, sont en retard sur les mouvements qui les exorcisent. Mais enfin ces mouvements sont déclenchés. Les incidents scolaires de Little Rock, où le gouvernement fédéral a eu finalement le dessus (les écoles de Blancs, soutenues par le gouverneur de l'État d'Arkansas, refusaient d'accepter des Noirs, comme les y obligeait la loi fédérale récente), indiquent où va l'avenir, aussi redoutables que soient le problème et les passions ségrégationnistes. Toutefois cet avenir s'approche lentement et seuls l'étonnante patience, le loyalisme politique de la race noire promettent que la solution restera pacifique.

Pour conclure, peut-on parler du problème noir comme d'une malchance, à la fois de l'Amérique en général et de cette Amérique noire, sympathique et patiente ? Non sans doute, puisque l'humanisme américain se trouve en présence d'une difficulté à surmonter par laquelle il se jugera et se haussera. Non sans doute puisque cette Afrique a offert aux États-Unis un apport culturel particulier, original, qui s'est incorporé à la civilisation américaine (particulièrement à sa musique). D'autre part, cette Afrique est matériellement, intellectuellement la plus évoluée des communautés noires du monde entier, elle est travailleuse et prise dans les mailles de la communauté et de la civilisation américaines. Le temps jouera en sa faveur et s'il ne

supprime pas cette grave contradiction interne de la vie américaine, la source d'un malaise intellectuel et moral permanent demeurera. Ce que nul ne souhaite au fond de son cœur. Il faut que l'Amérique invente et adopte une solution heureuse.

Le capitalisme : des trusts à l'intervention de l'État et aux oligopoles

Chance ou malchance, on hésitera aussi à situer nos jugements en mettant en cause, cette fois, l'histoire du capitalisme aux États-Unis. Lui aussi, il a servi, autant que desservi la civilisation qui lui doit (et réciproquement) sa marque indélébile.

L'argent a été, il reste roi dans cette libre démocratie que veut être l'Amérique. L'empire des affaires est évident, il s'étale ouvertement, ne serait-ce que dans les *buildings* géants de Manhattan. Mais ce capitalisme, ce jeu libre, parfois trop libre de l'offre et de la demande a animé une poussée matérielle sans exemple dans le monde et que chaque pays, quel que soit son régime politique, essaie de copier, d'atteindre à son tour. Enfin l'idéalisme américain lui-même, dont on ne saurait nier la vigueur et souvent le désintéressement total, est en partie une réponse à ce matérialisme envahissant des affaires, une évasion et une riposte. Le capitalisme, ici, a eu souvent mauvaise conscience.

Plus encore, n'y a-t-il pas humanisation progressive de ce capitalisme, sous le poids d'une société pragmatique, non révolutionnaire, trop riche, sans doute, pour être subversive comme l'Europe d'avant 1914 ou d'avant 1848 ?

Un pays agricole, nous l'avons vu, jusqu'au voisinage de 1880, a été saisi d'un seul coup dans la plus prodigieuse des transformations, et comme surpris par cette brusque promotion à l'industrie, à la richesse et à la puissance. L'Europe des Six, depuis le Marché commun, apprend ce que peut être une vive progression de la vie matérielle. Rien n'échappe, chez nous, à une telle marée montante. Et justement, dans cette Europe d'aujourd'hui, voyez la poussée d'un socialisme pragmatique. De même en Amérique, le capitalisme n'a poursuivi sa carrière qu'en s'adaptant, en multipliant les concessions, si l'on peut dire, en partageant le progrès. Il a beaucoup évolué, des *trusts* du XIX^e siècle finissant aux grosses entreprises dominant à deux ou trois le vaste marché intérieur (*oligopoles*).

Il est évident que ce capitalisme développé, freiné ou dévié, en voie d'évolution, reste l'animateur de la vie matérielle et, au-delà, de la politique et de la civilisation d'Amérique. En se transformant, il les a

transformées. Là est, en partie, l'origine de la crise actuelle et permanente de la civilisation américaine.

• *Pour saisir cette évolution, il faut revenir, un instant, à l'époque des trusts (TRUST : confiance ; TRUSTEE : fondé de pouvoir).*

Il faut entendre par *trust*, juridiquement parlant, une union d'actionnaires ayant des titres de différentes sociétés, les actionnaires déléguant à des *trustees* le soin de les représenter. En conséquence, un groupement de *trustees* réunit, en fait, des sociétés qui, d'après leur charte, n'auraient pas le droit de fusionner. C'est donc là une façon de tourner la loi. Certains de ces *trusts* rassemblent des activités voisines, complémentaires et, quand il s'agit de puissants groupements, ils visent naturellement à constituer un monopole, bien que l'immensité des États-Unis rende l'opération toujours difficile. C'est une opération de ce genre, et réussie, que mène à bien John Rockefeller (1839-1837), de 1870 date de la création de la *Standard Oil* (de l'Ohio) à la constitution effective, en 1879, du *trust* de la *Standard* : celui-ci déborde les limites strictes de l'affaire, car il englobe une série d'entreprises s'occupant aussi bien de l'extraction du pétrole, de son transport, de son raffinage que de ses ventes (avant tout à l'étranger), celles-ci liées bientôt à l'énorme essor de l'automobile.

C'est un *trust*, sûrement, et plus sûrement encore une très grande entreprise que l'*United States Steel Corporation*, fondée en 1897. John Rockefeller, retiré des affaires de la *Standard* mais non pas des spéculations et qui, profitant de ce qu'il n'y a guère alors de contrôle fiscal, accumule une énorme fortune – elle animera plus tard d'immenses œuvres de bienfaisance –, John Rockefeller a acheté des gisements de fer près du Lac Supérieur. En fait, il les a reçus en paiement de clients insolvables. Peu après, de façon secrète, il a fait construire une flotte de cargos pour transporter le minerai par les Grands Lacs. Ensuite, plutôt de force que de gré, il s'entend avec le roi de l'acier, Andrew Carnegie (1835-1919), maître des grandes aciéries de Pittsburgh. L'intervention du banquier Pierpont Morgan conduit à la constitution de ce géant, *U.S. Steel Corporation*, qui « *truste* », dirions-nous, 60 % de la production américaine. Dernier acte, au moment d'introduire les actions du groupe en Bourse, Pierpont Morgan en double le capital, donc la valeur. C'est spéculer, avec raison, sur la montée en flèche de l'affaire.

Ces opérations, d'autres que l'on pourrait citer (et que l'on cite souvent à propos des luttes des compagnies de chemins de fer) définissent une technique et un climat, un capitalisme féroce et sans remords, comme la politique au temps de Machiavel. D'ailleurs un

Rockefeller, un Carnegie, un Pierpont Morgan ne sont pas tellement éloignés, d'une certaine manière, des princes décidés de la Renaissance.

Ce bondissement des affaires, il faudrait le situer, du rush sur l'or en Californie (1849), ou mieux de 1865 (au lendemain de la capitulation du Sud à Appomatox) jusqu'au début du xx^e siècle. Ces princes, au visage dur ou débonnaire selon les cas, ont voulu violemment « leur » Amérique. Ils ont brisé, tourné les obstacles, payé, presque sans s'en cacher, les pots-de-vin nécessaires. L'un d'eux écrivait : « Si vous devez payer pour obtenir la *juste* solution, il est simplement licite et équitable de le faire. Qu'un homme ait le pouvoir de faire un grand mal et ne marche droit qu'après avoir été acheté, puisque le temps gagné sera ainsi épargné, alors c'est un devoir d'aller de l'avant et d'acheter le juge. » La fin justifie les moyens ; est juste ce qui nous convient...

C'est l'époque des grandes réalisations économiques, des chemins de fer, du rush vers l'or californien, du peuplement de l'Ouest, des hommes nouveaux, des parvenus qui justifient le mythe rassurant, sinon toujours exact, du *self-made-man*... Ce sont les années d'un capitalisme inconsciemment cynique. Ces hommes d'affaires, au milieu de leurs luttes et de leurs compromissions, ne se voient pas évidemment avec nos yeux. Ce sont des lutteurs qui ne s'attardent guère aux moyens qu'ils emploient et ne considèrent que le but qu'ils poursuivent, de grandeur, de rationalisation, voire de bien public, réalisé, il est vrai, à travers la montée et la grandeur de leur propre personne, mais puisqu'ils sont les « meilleurs combattants », n'y ont-ils pas droit, en toute justice ?

• Il serait cependant inexact de penser que ces agissements, ou la propagande qui s'efforcera, au soir de cette période, de présenter comme des SELF-MADE-MEN tous les hommes d'affaires qui réussissent (ainsi, ce qui est archifaux, un Pierpont Morgan) n'aient rencontré qu'approbation et crédulité.

Une crainte vive se fait jour, au contraire, dans le public et même chez les hommes d'affaires, vis-à-vis des monopoles ou des mesures qui semblent y conduire. La concentration souvent spontanée, « organique » des affaires, la reprise à long souffle au-delà de 1900, tout a contribué à multiplier *trusts* et monopoles. Ils poussent comme des champignons (86, de 1887 à 1897 ; 149, de 1898 à 1900 ; 127, de 1901 à 1903). Mais la lutte commence aussitôt entre eux : la campagne présidentielle de 1896 s'est faite en partie pour (McKinley)

et contre (Bryan) les *trusts*. Puis certains de ces *trusts*, trop ambitieux, échouent d'eux-mêmes, comme celui de la marine marchande dont avait rêvé Pierpont Morgan.

Avec les crises brusques et courtes de 1903 et de 1907, l'opinion s'est trouvée fortement sensibilisée. Et, en 1904, le président Roosevelt dissout, aux applaudissements de l'opinion publique, un véritable *trust* des chemins de fer. Ces mesures, ces campagnes aboutissent à la *loi anti-trust*, dite loi Clayton (1914) du nom d'un démocrate ami du président Wilson.

Bien des observateurs ont dit qu'il s'agissait là d'un coup d'épée dans l'eau, qu'il était utopique d'arrêter par une loi la vaste concentration économique en mouvement. Un chef socialiste américain, Daniel de Leon, le reconnaissait lui-même : « L'échelle le long de laquelle l'humanité a monté vers la civilisation est le progrès des méthodes de travail, l'instrument de production de plus en plus puissant. Le *trust* occupe le sommet de l'échelle : c'est autour de lui que la tempête sociale moderne fait rage. La classe moyenne cherche à le briser, faisant ainsi reculer la marche de la civilisation. Le prolétariat cherche à le conserver, à l'améliorer et à l'ouvrir à tous. »

Une telle attitude est claire : ne pas toucher à ce qui est progrès technique, succès et orgueil de l'Amérique, mais humaniser le processus et, si possible, prendre sa part du progrès. Pour une telle politique, un seul arbitre a la taille et la puissance voulues : l'État fédéral, car les *trusts*, en fait, débordent tout État particulier de l'Union, leur activité relève de plusieurs États à la fois. Seul, l'État fédéral se trouve à leur vraie dimension. Encore a-t-il fallu qu'il grandisse, se fortifie, s'impose comme l'interlocuteur valable ; que les *trusts*, ou si l'on veut le grand capitalisme, trouvent leur avantage à n'avoir affaire qu'à une seule autorité dont on obtient l'appui, ou dont on respecte l'opposition, dont on supportera aussi, avec plaisir ou non, les décisions. Voyez, en 1962, l'opposition du président Kennedy à l'augmentation du prix de l'acier.

• Aujourd'hui, avec les oligopoles, les syndicats, le « pouvoir compensateur » de l'État, « il est en train de se constituer en Amérique quelque chose comme un néo-capitalisme, adaptable dans sa forme évoluée aux conditions du xx^e siècle et déjà fort différent du capitalisme traditionnel ».

Ce néo-capitalisme est difficile à saisir ; il se présente sous de multiples aspects ; et, toute la civilisation américaine s'exprime à travers son ordre, ses réseaux sociaux. Ainsi comment énumérer tous

ses éléments ? La rationalisation qui va, dès maintenant, jusqu'aux prodiges de l'automation ; la fabrication en série pour un énorme marché homogène, aux goûts standardisés, sous l'impact d'une publicité envahissante, toute-puissante ; ajoutons la mise en place obsédante, dans les vastes entreprises, des *human relations* et des *public relations*, sortes de ministères de l'extérieur et de l'intérieur qu'entretiennent lesdites entreprises pour se justifier vis-à-vis de l'opinion publique, de leurs consommateurs, enfin et surtout de leurs ouvriers. Ainsi mille détails qui ont leur valeur, l'important étant le jeu économique qui commande l'ensemble. Il importe par suite de dégager ses règles, ses limites, ses succès, le mouvement qui emporte le tout. À cet effet, mettons successivement en cause : le rôle, hier, du marché dans l'économie libérale du xix^e siècle ; les oligopoles ; les syndicats ; le gouvernement fédéral.

Le *marché* (supposé libre, bien entendu) était pour les économistes libéraux le régulateur, le justicier de toute vie économique. Par la voie sacro-sainte de la concurrence, il remettait chacun et chaque chose à sa place. L'économie idéale, selon la tradition capitaliste, était celle où la concurrence joue à plein (et donc sans monopole), où l'État n'intervient pas, où l'équilibre s'établit de lui-même, grâce au jeu de l'offre et de la demande, où les crises, le chômage, l'inflation sont des phénomènes *anormaux*, et qu'il faut combattre. Du chômage qu'il faut bien *expliquer* car il ne date pas du xx^e siècle, on ira jusqu'à accuser les anormales pressions des syndicats.

Pour compléter l'image ancienne, répétons que produire est *toujours* considéré comme un bienfait. Tout *bien* créé accélère, en effet, les échanges, selon la *loi des débouchés* que Jean-Baptiste Say a formulée, dès 1803 : « les produits s'échangent contre des produits » ; alors en fabriquer un, c'est mettre à sa propre disposition une monnaie supplémentaire d'échange. Ainsi l'avaient enseigné les économistes libéraux d'Adam Smith à Bentham et à Ricardo, à Jean-Baptiste Say et au grand Arthur Marshall. Bref, dans ce « modèle » concurrentiel de la vie économique, tout se réglait de soi-même, y compris la propension à épargner ou à investir. D'ailleurs pour réglementer celle-ci, au cas où elle se déréglaît, il suffisait de jouer sur le taux d'intérêt, le hausser ou le diminuer à bon escient.

Or, à partir d'un certain stade du développement capitaliste, toutes ces règles anciennes, enseignées, répétées à satiété, ont été démenties par les faits : les monopoles, les crypto-monopoles, les oligopoles sont devenus au xx^e siècle la règle dominante pour de vastes secteurs, les plus progressifs d'ailleurs ; ils faussent la sacro-sainte concurrence ; l'État intervient (que l'on songe au New Deal et hors des États-Unis à tant de plans quinquennaux) ; enfin, les crises longues ont montré leur visage à partir de 1929 ; le chômage et l'inflation ont eu aussi la partie

belle et s'annoncent, après tout, comme des phénomènes regrettables, assurément, mais normaux de la vie économique et sociale. D'où l'importance de la révolutionnaire *Théorie générale* (1936) de l'économiste anglais John Keynes (1883-1946) : elle marque la rupture avec l'économie libérale et son modèle concurrentiel traditionnel. L'Amérique l'aura acceptée comme la loi et les prophètes de la nouvelle économie du xx^e siècle et en aura déduit souvent ses actions politiques.

Les oligopoles. Il y a oligopole, ou concurrence imparfaite, ou monopole incomplet, quand quelques gros vendeurs « s'efforcent de satisfaire aux besoins d'une multitude d'acheteurs ». En fait, la lutte anti-trusts n'aura pas mis fin, nous l'avons dit, à la concentration organique, biologique des entreprises. Dans un nombre considérable de branches, et pas seulement aux États-Unis d'ailleurs, la concentration s'est accomplie au bénéfice d'entreprises géantes. Ainsi avant 1939, dans l'aluminium, une seule énorme compagnie subsistait, l'*Aluminium Company of America*. D'ordinaire, quelques entreprises géantes se partagent telle ou telle branche : trois ou quatre ainsi pour la fabrication du tabac et des cigarettes.

Cependant, auprès des géants, de petites entreprises subsistent, vivotant dans leur ombre, appelées un jour ou l'autre d'ailleurs à disparaître. Elles ne sont qu'une survivance, qu'un héritage du passé. Autant il est facile de s'insérer dans une industrie à ses débuts et qui attire les capitaux et les risquer (le pétrole au temps de la jeunesse de Rockefeller, ou l'automobile au temps des débuts de Ford), autant l'opération est difficile dans un secteur d'occupation ancienne où l'expérience, les dimensions de l'entreprise, le progrès technique et l'autofinancement sont des questions vitales ; seules les entreprises privilégiées peuvent les résoudre.

Enquêtes et statistiques soulignent d'ailleurs le fait : 200 entreprises de larges dimensions contrôlent à peu près la moitié de la fabuleuse richesse matérielle des États-Unis. Ce sont des entreprises souvent dépersonnalisées, sociétés anonymes ou même possédées par le personnel qui s'y emploie. Dans ces empires, la rémunération des responsables comme celle des employés est énorme, à l'échelle de l'Europe, mais il s'agit en somme de salaires fixes. « Le bénéfice proprement dit, comme l'expliquait Ford, appartient à l'affaire elle-même dont il est la sauvegarde et dont il permet l'accroissement. »

Ainsi se sont établis ce capitalisme à part et le règne des « géants » contre lesquels les lois anti-trusts ne peuvent plus rien (on l'a vu, en 1948, dans l'action gouvernementale contre les fabriques de Chesterfield, Lucky Strike et Camel) : à la rigueur, s'il y avait un seul monopoleur, mais 200 ! Il y faudrait une réforme radicale, une

révolution, nul n'y songe. Les *oligopoles* ne seront pas fractionnés en entreprises de petites dimensions.

Les grandes places sont donc prises et bien prises. « Dans la noblesse des affaires, la dignité ducal appartient aux présidents de la *General Motors*, de la *Standard Oil of New Jersey*, à la *Dupont de Nemours Chemical Society* et à l'*United States Steel Corporation*. Les comtes, barons, chevaliers et écuyers suivent, selon la stricte proportion de l'actif de leurs différentes firmes. » Situations acquises et qui seront gardées : « La génération présente d'Américains, si elle survit, achètera son acier, son cuivre, son laiton, ses automobiles, ses pneus, son savon, ses interrupteurs, ses petits déjeuners, son lard fumé, ses cigarettes, son whisky, ses caisses enregistreuses et ses cercueils dans l'une ou l'autre des quelques firmes qui fournissent actuellement ces objets » (J.K. Galbraith).

Certes, et on l'a souvent dit, ces entreprises géantes ont leurs avantages ; elles suivent, elles organisent admirablement le progrès technique, fournissent à bas prix des produits de qualité... La constatation est évidente quand on compare les branches qui, modernisées, se sont, du coup, concentrées comme l'indique notre esquisse, et celles qui restent hors de ce mouvement, encore dans la ligne du XIX^e siècle. Car les États-Unis sont construits à la fois sur un vieux et sur un nouveau capitalisme, sur une structure au moins double. Ainsi l'agriculture dans son ensemble, la confection, les mines relèvent du vieux capitalisme. C'est-à-dire que les entreprises sont, ici, de très médiocres dimensions, dérisoires en ce qui concerne l'agriculture : un producteur important livrera dans le Missouri 9 000 balles de coton sur le marché ; cette masse est énorme en soi, mais ridicule à l'échelle de la production ; autant dire qu'il ne peut avoir aucune influence sur les prix. En fait, ceux-ci le dominent, lui et tous les autres producteurs de coton. De même, il y a une énorme différence entre l'organisation du « pétropole » des compagnies pétrolières américaines, dont les progrès sont sensationnels, et l'archaïsme des 6 000 entreprises charbonnières qui restent fidèles au travail de mineurs misérables et dont les progrès techniques n'ont été possibles (et encore) que grâce à l'intervention récente de l'État.

Le marché cependant recouvre son rôle. Les prix, évidemment, ne surprennent jamais les grosses entreprises : elles les contrôlent à l'avance et fidèles à « la plus pure et la plus honnête » des concurrences, elles n'interviennent, en ce domaine, qu'après avoir supputé l'incidence de la décision, hausse ou baisse, sur les organisations rivales capables de leur rendre coup pour coup. Il s'ensuit que le prix est fixé à bonne hauteur pour assurer la sécurité et les bénéfices des géants et c'est pourquoi des firmes de petite ampleur

arrivent encore à vivre, à se glisser, à survivre autour des grands, grâce à cette hauteur relative des prix à la vente. Dans ces conditions, la guerre des prix étant écartée, il ne reste plus guère à pratiquer que celle de la publicité qui, de toute évidence, est le luxe d'une « économie d'opulence ». On ne peut imaginer une publicité quelconque dans une économie de pénurie.

Cependant, les deux cents géants (que ne contrôle plus, semble-t-il, le pouvoir des banques ébranlé par la crise de 1929) ne règnent pas sans conteste, ou, qui plus est, sans partage. Le mouvement organique qui a concentré les ventes entre quelques mains, du moins pour certains secteurs modernisés, a également *concentré les achats* en quelques autres mains.

Le « pouvoir économique » des producteurs se heurte ainsi au « pouvoir compensateur » des acheteurs et, à ce double jeu, le bénéfice des monopoles peut aller ou d'un côté ou de l'autre, un gros vendeur face à beaucoup d'acheteurs, ou un acheteur important face à beaucoup de vendeurs, ou, dernier cas assez fréquent, un géant de chaque côté. Alors il faut composer. Supposez que les marchands d'acier aient la fantaisie de fixer, à Detroit, des « prix arbitraires » : il sera difficile de les imposer à une clientèle aussi importante et aussi puissante que celle des fabricants d'automobiles de Detroit.

Évidemment, un oligopole peut jouer les deux rôles, vendeur et acheteur, utiliser tour à tour, ou tout à la fois, le pouvoir économique, puis le pouvoir compensateur. Mais il y aura le plus souvent conflit et tension entre ces deux activités d'ordinaire séparées.

Les syndicats. C'est sur le marché du travail que la compensation s'est accentuée le plus visiblement. Les géants industriels ont vu se dresser devant eux, dans leur propre secteur, le syndicat géant. Et le syndicat essaie de profiter lui aussi du monopole, du droit d'intervention des entreprises géantes sur le marché des prix. Puisque ces dernières peuvent faire monter les prix, il suffira de peser sur elles pour relever les salaires et permettre aux ouvriers de partager avec elles leurs privilèges. Ce mot de privilèges n'est pas excessif, si l'on songe que certains syndicats américains sont en réalité de riches sociétés, avec d'énormes buildings, des capitaux considérables et savamment gérés, un président et un personnel royalement rétribués...

Au contraire, là où le capitalisme dernier cri ne s'est pas installé, l'action syndicale ne peut guère exercer de pressions aussi efficaces. Est-ce la raison pour laquelle le réseau syndicaliste actif laisse en dehors de ses organisations à peu près toute l'activité agricole ?

En tout cas, l'antagonisme classique des producteurs et des syndicats tend à prendre, dans les États-Unis d'aujourd'hui, une forme très particulière, celle souvent d'une association, dont le consommateur

risque de faire les frais. Les géants d'industrie ont rendu possible la création de géants sociaux et leur pouvoir opposé joue comme régulateur des salaires et des prix.

Cependant, comme ce régulateur est sujet à bien des erreurs, qu'il peut se coincer ou se gripper et que chacune de ses défaillances, au pays du gigantisme, risque d'avoir des conséquences elles aussi gigantesques, le rôle de l'État s'affirme de plus en plus comme celui du régulateur suprême, chargé de veiller au bon fonctionnement de la machine. Depuis 1929, nul ne conteste cette nécessité qui est négation par excellence de la tradition du libéralisme économique.

De toute évidence, l'évolution économique des États-Unis contraint l'*État fédéral à une intervention attentive, au rôle de « pouvoir compensateur »*. Il ne s'agit plus, pour lui, d'intervenir à l'aveugle selon les mesures anti-trusts qui ont suivi le Clayton Act de 1914, mais d'analyser avec attention les éléments de la situation économique, d'en prévoir le développement grâce à toutes les possibilités que donne, sur ce point, la science économique moderne et d'être prêt, en toute occasion, à agir sur tel ou tel secteur, suivant qu'il s'agit de résorber le chômage, ou de stimuler la production, ou d'empêcher l'inflation, etc.

On comprend pourquoi l'importance de l'État fédéral n'a cessé de grandir depuis le New Deal. Alors que Hoover n'avait que 37 auxiliaires, Truman disposait de 325 fonctionnaires directs et de 1 500 employés. Jadis, la Maison-Blanche suffisait au travail présidentiel. En face d'elle se dresse, aujourd'hui, un *Executive Office Building* où les nouveaux bureaux sont déjà à l'étroit. Peu à peu, les pouvoirs se concentrent à la Maison-Blanche et pèsent sur le pays tout entier. Une bureaucratie importante met en place une armée de techniciens compétents, qui échappent aux vicissitudes anciennes du vieux *Spoils System* qui provoquait souvent, au gré du résultat des élections, le remplacement des fonctionnaires. Cette fixité nouvelle de la bureaucratie est, à elle seule, une révolution. Le président désormais commande à un personnel qualifié d'exécution.

Tout le système énorme de l'État fédéral, organisé en fonction des problèmes décisifs par lesquels *doit* ou *peut* s'orienter l'économie, se trouve forcément confronté, du même coup, aux problèmes sociaux. Un dirigisme économique, même limité, peut-il se concevoir sans un certain dirigisme social ?

À partir du moment où l'État prend une certaine responsabilité dans l'organisation économique, il devient responsable de l'injustice sociale. Il ne peut ignorer ces Américains qui ne sont pas organisés, à la frange des syndicats ou carrément en dehors, comme ces valets de culture absolument sans droits et qui constituent un prolétariat de deux

millions de parias. Faut-il fixer un salaire minimum ? Faut-il s'orienter vers un système de Sécurité sociale à l'européenne ?

Ainsi s'introduirait une politique sociale orientée dans une économie d'opulence qui, à elle seule, a réglé beaucoup de problèmes anciens, mais en a posé beaucoup de nouveaux, certains très urgents. Toutefois il s'agirait d'une nouvelle entorse aux traditions de la civilisation américaine, féroce individualiste et qui respecte, avant tout, la capacité d'un homme à « arriver », par ses propres moyens. L'intrusion de l'État dans l'organisation de la société répugne spontanément à tout citoyen des États-Unis. Mais est-il possible d'y échapper aujourd'hui ?

Pour illustrer cette difficulté et la nécessité du choix, citons ces réflexions de sujets soviétiques réfugiés aux États-Unis, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, et qu'un sociologue interroge sur leurs impressions de nouveaux venus. S'ils reconnaissent, dans l'ensemble, la supériorité de leur vie matérielle nouvelle, ils sont unanimes à regretter vivement l'assistance médicale gratuite et plus encore l'égalité de tous devant la maladie qu'ils avaient connue la veille, dans le régime soviétique. Même un Français découvre, de l'autre côté de l'Atlantique, la valeur de son propre système de Sécurité sociale dont, si riche qu'elle soit, l'Amérique n'offre pas l'équivalent. Un jeune professeur d'une grande université américaine est brusquement frappé d'une maladie incurable. Il ne pourra plus exercer. Que deviendra-t-il ? vous dit-on, il a négligé de s'assurer. Le voilà à la rue avec femme et enfants...

Beaucoup de responsables croient inévitable et souhaitable une politique sociale américaine. En même temps, l'évolution de l'opinion publique favorise une prise de conscience du problème. Malgré ce que disent des presses intéressées, l'argent prélevé par l'État ne lui apparaît plus comme une punition injuste qui frappe les forts, les habiles, producteurs de richesse, au profit des incapables, ou des paresseux. Depuis le New Deal, le gouvernement fédéral apparaît « comme essentiellement bienfaisant », en tout cas nécessaire.

Cet immense changement modifie, de plus en plus, et amoindrit le rôle des États particuliers, ces républiques autonomes d'hier. Il risque aussi de modifier profondément les structures de la société et de la civilisation américaines. D'autant plus que, comme nation également, les États-Unis viennent de réviser la conscience qu'ils avaient de leurs tâches, de leur rôle, de leurs responsabilités dans le monde.

Les États-Unis face au monde

Les États-Unis viennent, au sortir d'une longue tradition largement

isolationniste, de rencontrer le monde. Celui-ci s'impose à eux comme une série de problèmes neufs, pour la plupart déplaisants. Spontanément, ils s'en retrancheraient volontiers. Mais la puissance même des États-Unis les lie inéluctablement au reste de la terre ; là encore, ils ne sont plus libres de leur choix, dans un univers devenu trop petit et où chacun de leurs gestes, qu'ils le veuillent ou non, a des conséquences mondiales.

• *On ne dira jamais jusqu'à quel point l'isolationnisme a été l'un des traits fondamentaux des États-Unis.*

Il a jailli en partie de ce sentiment, net dès les premières heures de l'indépendance, d'avoir fondé un monde nouveau, entièrement différent de l'ancienne Europe et meilleur qu'elle. « La révolte contre les parents », diagnostiquent les psychanalystes. Il a jailli aussi, spontanément, d'un passé autonome, indépendant, construit dans l'immensité neuve du continent et avec la sécurité qui en a découlé.

L'Amérique, en fait, a *été libre* de s'occuper uniquement de ce qui se passait chez elle, d'y maintenir la prospérité, d'élever, comme une Muraille de Chine, des barrières douanières protectrices, isolantes, et, sans craindre la menace d'un voisin, d'agrandir sa maison sans vergogne, ni remords ; ses conquêtes *territoriales* ont été une expansion ; les conquêtes *maritimes* des autres d'affreuses entreprises coloniales. Au XIX^e siècle, elle ne se sent quelques liens obligés qu'avec le reste du continent américain : cette solidarité s'exprimera, en 1823, dans la doctrine de Monroe, l'Amérique aux Américains. Le message – car il s'agit d'un message du président des États-Unis – affirme aussi le désintérêt des États-Unis vis-à-vis des affaires européennes. Côté négatif et côté positif de la doctrine de Monroe seront souvent repris et réaffirmés par la suite.

Mais le monde des autres ne saurait être oublié : il y a le commerce, les importations, les exportations, les relations diplomatiques ; une poussée belliqueuse conduit même, en 1898, les Américains à Porto Rico où ils sont encore aujourd'hui, à Cuba où ils ne sont plus, aux lointaines Philippines d'où, en fait, ils ne sont pas partis, malgré l'indépendance octroyée à l'Archipel. Le monde est venu aussi vers eux, avec ses cortèges d'immigrants européens, japonais, chinois. Réaction naturelle et dangereuse, on l'a vu à l'expérience, les États-Unis se sont fermés, en 1921-1924, au flot étranger. Il n'y a peut-être pas eu d'événement plus catastrophique pour le monde et pour l'Europe survoltée et malheureuse des années qui suivirent la Première Guerre mondiale : une soupape de sûreté a été en somme supprimée.

En même temps, les États-Unis qui avaient, en 1918, décidé du sort de la Première Guerre mondiale, se retiraient de la politique

internationale active, dès après le traité de Versailles dont ils avaient été les instigateurs, n'adhéraient pas à la Société des Nations. Ils abandonnaient le monde à la fausse et fragile domination anglaise, chef-d'œuvre ancien bâti sur de longues liaisons maritimes et que la guerre avait laissé en place, nous l'avons vu. D'ailleurs, parmi les motifs de l'intervention américaine, en 1918, le plus important avait été, sans doute, de sauver cette suprématie mondiale de l'Angleterre dont eux-mêmes s'accommodaient et qui sauvegardait l'avenir de la civilisation anglo-saxonne, *leur* civilisation.

En face du sympathique Woodrow Wilson qui n'avait pas voulu ce repli, en face de son échec, faut-il parler, en revanche, d'un franc succès de Franklin Delano Roosevelt à Yalta, à Téhéran, à Rabat, dans ces réunions au sommet qui précédèrent sa mort et la fin de la Seconde Guerre mondiale ? Alors, par une série d'engagements, il a lié et délié un monde dont, reconnaissons-le, il était malaisé de deviner l'avenir. N'a-t-il pas trop cédé aux nécessités instantanées et à des principes moins valables encore que ceux de Wilson et souvent moralement discutables ? Favoriser l'émancipation des Empires coloniaux, soit, c'est obéir aux règles de la tradition américaine, mais c'est compromettre la force de l'Occident, c'est mettre un jour ou l'autre en cause l'Amérique latine dont la vie économique fait une dépendance « coloniale » des États-Unis. Puis, en même temps, faire don de la moitié de l'Europe aux Soviétiques, voilà qui s'éloigne fortement du sacro-saint principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Mais Roosevelt pensait que la paix du monde exigeait la suppression des turbulences des petits peuples. Désarmons tous les pays du monde, hormis les quatre grands d'alors : Chine, U.R.S.S., Angleterre, États-Unis, tel était son vœu. Peut-être n'était-il pas exempt d'une nostalgie d'isolationnisme : s'il faut par force s'occuper du monde, au moins faisons en sorte qu'il se tienne tranquille...

Cette façon de voir et d'expliquer Franklin D. Roosevelt se trouve sous une plume américaine. Elle est sûrement discutable. Mais elle exprime une certaine optique assez courante parmi les non-Américains, surtout les Occidentaux. Ces témoins, hors du Nouveau Monde, pensent que les États-Unis arrivent, sans l'avoir voulu sciemment, sans en avoir pris conscience à l'avance, au *leadership* du monde. Qu'ils ont cru souvent le problème simple – question de bon sens et de bonne volonté – et les difficultés liées aux préjugés ou à l'égoïsme du Vieux Monde. Or bon nombre de leurs initiatives ont été fâcheuses et ont échappé vite à leur contrôle, prouvant, sans ambiguïté, que les crédits et les bons principes ne suffisent pas à mener le monde, que la domination par le commerce et l'argent, légitime suivant l'optique traditionnelle des États-Unis, éveille aujourd'hui presque autant de méfiances que l'ancienne domination

coloniale à laquelle elle ressemble. Les Américains de leur côté ont pensé que ces échecs étaient la preuve de l'ingratitude, de l'envie des peuples qu'ils avaient secourus, ou voulu secourir.

En fait, les États-Unis ont eu, comme quiconque, à faire leur apprentissage, à prendre la mesure exacte du monde qu'ils avaient si longtemps ignoré, ou voulu ignorer, ce monde qu'il leur faut maintenant, pour leur propre sécurité, surveiller, diriger si possible. Ils ont pris cette tâche au sérieux, reconnu eux-mêmes certaines de leurs erreurs, car c'est aussi une tradition américaine, féconde et sympathique, que de croire à ce que l'on fait et de reconnaître volontiers ses fautes, sans vanité, et par souci d'efficacité : plus vite on rectifiera le tir, plus vite on aura des chances d'atteindre la cible.

Le président Kennedy a ainsi tenté de rassembler autour de lui les meilleurs intellectuels et spécialistes de l'économie ou de la politique, pour une étude sérieuse des problèmes de l'heure. Un journaliste le souligne et ajoute (21 mai 1962) : « Après avoir beaucoup fait travailler les “talents”, les “cerveaux” qu'il a rassemblés autour de lui, il a, de la somme de leurs conclusions, tiré une synthèse qui commande son action. Des zones d'ombre subsistent, ici et là. Des options restent ouvertes. Mais, pour l'essentiel, la ligne qu'il a choisie est claire. Pour la première fois depuis bien longtemps, on sait à quoi s'en tenir sur les intentions du président des États-Unis. » N'y voyons pas seulement le résultat atteint par la réflexion personnelle du Président, ou celui issu d'une clarification à mettre à l'actif des intellectuels et professeurs d'Harvard appelés au secours de la politique. En réalité, au cours des années dramatiques et tendues qui vont du Plan Marshall à la guerre de Corée et aux tensions actuelles pour Berlin, Cuba ou le Laos, les États-Unis, jusqu'au tréfonds de leur opinion publique, ont pris conscience de leur rôle mondial et de leurs responsabilités. Les temps de l'isolationnisme sont révolus.

• *Puissance oblige !*

En fait, le jaillissement des États-Unis au premier rang du monde où il leur faut vivre sous peine de rétrograder dangereusement, est la conséquence du prodigieux développement de leur puissance qui, pour se définir, mobilise tous les adjectifs : économique, politique, scientifique, militaire, mondiale.

En effet, cette puissance, évidente après la victoire de 1945, après l'éclatement de la bombe d'Hiroshima, a posé immédiatement le problème du *leadership* européen (et mondial) en termes de duel. Dans le passé, l'Europe avait toujours été partagée entre deux camps ennemis, dont la composition variait suivant que le danger, la puissance menaçante venait de telle ou telle nation prééminente. Le

monde vit aujourd'hui selon ce vieux schéma *bipolaire*, suivant le mot de Raymond Aron. Ce n'est pas seulement l'idéologie qui sépare le monde libre et le monde socialiste, lesquels, à mesure que les années passent, voient se multiplier, entre eux, les analogies : le monde socialiste organise, lui aussi, son industrie par unités géantes ; le monde libre, de son côté, est en proie à une socialisation évidente, nécessaire...

Le *leadership*, aujourd'hui plus qu'hier encore, pose, en termes de puissance, une alternative : ou Washington, ou Moscou. Les neutres du Tiers-Monde, les satellites des colosses ne sont que les spectateurs de cette histoire qu'ils subissent ; ils n'ont de rôle que celui du poids très mesuré qu'ils peuvent ajouter à chacune des balances. Il s'agit donc de les séduire, de les attirer, de les conserver, autant que de les dominer.

En 1945, les États-Unis sont gagnants et s'assoupissent dans leur supériorité, affirmée de façon lugubre et décisive par les bombes d'Hiroshima et de Nagasaki. Le 12 juillet 1953, avec les explosions qui conduisent les Soviétiques à la mise en place de leur bombe H, l'équilibre est rétabli. En 1957, avec le lancement du premier Spoutnik, les Soviétiques marquent un point décisif, d'autant que la conquête de l'espace est aussi la mise au point de missiles à très longue portée, jusqu'à 10 000 kilomètres. Depuis, les succès alternent dans un équilibre incertain. Les armements, de part et d'autre, sont de plus en plus terrifiants et la guerre froide s'alimente de la peur réciproque qu'ils suscitent, pour le plus grand effroi et la colère profonde des autres peuples du monde qui suivent ce spectacle, les yeux ouverts et les mains vides. C'est que si le jeu dangereux des deux colosses du monde n'est ni pire ni meilleur que celui de l'Europe d'hier, il a une tout autre portée mondiale du fait des moyens terrifiants des deux partenaires. L'humanité risque de s'anéantir.

En tout cas, il est évident que cette lutte obsède les États-Unis, n'infléchit pas seulement leur politique, mais leur vie tout entière, leur pensée même. Et c'est pourquoi l'année de la bombe H russe est une des années tournantes de la vie américaine, comme l'année 1929, pour des raisons différentes, mais non moins péremptoires. Cette tension, qui s'alimente de chaque occasion, travaille les esprits, les imaginations et les cœurs. Elle déforme tout, fait vivre le pays qui fut celui de la liberté dans cette contrainte méfiante qui, d'ordinaire, est le climat de la guerre. L'accès du maccarthysme hier est là pour nous le signaler, mais la fièvre depuis lors n'a pas vraiment disparu. Tout l'univers risque d'être entraîné dans cette psychose hostile à l'esprit comme au bonheur des hommes. La règle d'or d'une vie mondiale solidaire serait de penser obstinément *avec*, non de penser *contre* ; or les États-Unis et l'U.R.S.S. pensent obstinément *contre*.

Ce besoin de dénigrement, de défense inutile, quel passif de la

guerre froide, dans l'un et l'autre camp !

• On s'attardera, pour finir, au témoignage admirable et multiple du roman américain : il offre une conclusion valable sur la civilisation qu'il interprète.

Sans doute, pour être complet, faudrait-il mettre en cause non seulement le domaine littéraire en son entier, de la poésie au théâtre et au cinéma, mais aussi l'art, avec une place spéciale réservée à l'architecture, et encore les sciences, des sciences de l'homme à celles de la nature. L'épanouissement de l'intelligence américaine met en cause aussi bien ses économistes d'Harvard ou de Chicago University que ses artistes, que la beauté des outils, de la technique et des formes fonctionnelles de l'industrie américaine.

Si nous choisissons – puisqu'il faut choisir dans ce trop bref résumé – le témoignage du roman, c'est, d'une part, qu'il a eu, depuis une vingtaine d'années, une grande influence sur la littérature européenne et mondiale, et d'autre part, que son évolution, depuis le début du siècle, éclaire cette crise dont nous venons de parler.

La littérature américaine a été « découverte » par l'Europe à partir de 1920-1925, mais sa vogue est surtout grande depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Les traductions, très nombreuses, présentées et commentées par des écrivains tels que Sartre, Malraux, Pavese, ont été accueillies avec faveur et leur influence est si évidente en France, en Angleterre, en Italie, en Allemagne, qu'un critique parle, à propos de la période qui vient de s'écouler, de l'« âge du roman américain ». Il faudrait même dire un âge de l'« américanisme » dont on peut suivre la trace dans la musique de jazz, la danse, l'habillement même de la jeunesse et dans l'art du *cartoon*, ces dessins humoristiques dont l'hebdomadaire *The New Yorker* offre les exemples les plus savoureux.

En ce qui concerne le roman, cet âge, c'est essentiellement la découverte d'une « écriture », d'une technique narrative très éloignée de la tradition européenne du roman psychologique. « Art du reportage objectif et dépouillé », a-t-on dit, « art photographique » dont l'ambition est de montrer, non de commenter. Pour introduire le lecteur dans l'univers mental d'un personnage, on lui fera éprouver directement, brutalement, les sensations, les émotions de ce personnage, sans jamais tenter d'en traduire le sens ; c'est le procédé même du cinéma dont l'influence ici est manifeste.

Pour l'Européen, le roman américain se définit par cette technique, par un certain climat de violence, de brutalité. « Littérature façonnée par et pour le cinéma, écrit un critique français, par l'habitude des *hot news* et du roman policier..., littérature brutale, ardente, fiévreuse et

frénétique, sans une once de raffinement, littérature en coup de poing, elle plaît malgré cela ou à cause de cela, selon les tempéraments. Elle est rapide et dure : on y goûte quelque chose de sain, de vif et de fort qui ne se trouve actuellement nulle part ailleurs. » En réalité, il s'agit là d'un certain *moment* du roman américain, celui que les Américains disent « naturaliste », qui s'est essentiellement développé entre les deux guerres et dont les grands noms sont Hemingway, Faulkner, Steinbeck, Dos Passos...

Or ces hommes, qu'ils soient ou non encore vivants, sont nés entre 1890 et 1905. Par leur âge et leur œuvre, ils sont « d'une autre génération » pour les États-Unis d'aujourd'hui qui se sont éloignés de plus en plus, depuis la dernière guerre, du roman « naturaliste » et reviennent à une tradition plus ancienne de la littérature américaine, non moins brillante et originale, bien que moins connue du public européen, celle du *xix^e* siècle (ses grands noms : Melville, 1819-1891 ; Hawthorne, 1804-1864 ; Henry James, 1843-1916).

Pour notre part, c'est le mouvement général qui nous intéresse et ce qu'il peut révéler de la civilisation américaine. Une constante est peut-être à signaler d'un bout à l'autre : l'écrivain n'a pas de place naturelle et respectable dans la société des États-Unis où l'« homme de lettres » au sens européen n'existe pas en vérité ; l'écrivain américain est toujours un individu, un isolé : il vit en marge, et, très souvent, se perd dans un destin tragique, après un succès plus ou moins bref (« il n'y a pas de second acte dans les vies américaines », disait l'un d'eux, Scott Fitzgerald (1896-1940) : le mot s'applique à lui-même et à ses pairs qui ont rarement vécu la « réussite »). Par excellence donc, l'écrivain américain est un être asocial qui ne se contente pas d'exprimer sa révolte ou son malaise devant le monde qui l'entoure, mais qui fait l'*expérience* de cette révolte et la paie chaque jour par l'angoisse et l'extrême solitude. L'évolution du roman américain reflète ainsi fortement celle des tensions sociales internes.

Au *xix^e* siècle, le grand fantôme, à l'arrière-plan des sombres œuvres de Melville, de Hawthorne, c'est le puritanisme calviniste américain. Il s'impose à eux avec le thème obsédant de la lutte tragique entre le bien et le mal, même s'ils répudient, en même temps, le poids de cette obsession. L'un et l'autre dénoncent d'une certaine manière la société qui les entoure et qui le leur rendra avec usure.

Avec les débuts du *xx^e* siècle, un mouvement général s'élève contre les intransigeances du puritanisme. Sans doute, ce dernier se marque-t-il aujourd'hui encore dans la force des interdits sociaux – qui ont, en quelque sorte, pris la relève des interdits moraux aux États-Unis. Mais dès la fin du *xix^e* siècle, le puritanisme a cessé d'être le symbole des méfaits de la société. Ce sont alors les débuts d'un roman naturaliste à la Zola, à tendances socialisantes. Ils coïncident avec la gigantesque

expansion de puissance d'après 1880.

Désormais, et jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, c'est la société industrielle et capitaliste, la vie « futuriste » américaine qui sera la cible favorite de l'anti-conformisme ; pour Sinclair Lewis dont le célèbre *Babitt* (1922) est l'image caricaturale et vengeresse de l'homme d'affaires américain, mais tout autant pour les exilés volontaires qui vécurent à Paris entre les deux guerres, Hemingway, Fitzgerald, Dos Passos, Farrell, Miller, Katherine Ann Porter..., la « génération perdue » comme l'a baptisée Gertrude Stein, leur chef de file, dont le salon parisien fut le point de ralliement de l'*American abroad*. Et encore pour Faulkner, Steinbeck, Caldwell, Wright, bref pour toute cette génération des « intellectuels de gauche » qu'ont passionnés et scandalisés le procès et l'exécution, en 1927, de Sacco et Vanzetti (Dos Passos sera même emprisonné à cette occasion), la guerre d'Espagne (on connaît le livre d'Hemingway, *Pour qui sonne le glas*), les agressions de Mussolini, les controverses du New Deal ; pour ces hommes qui voient dans le socialisme un espoir de salut pour la société contemporaine.

La guerre de 1940 et ses suites, les débuts de la guerre froide ont jeté à bas cet espoir. Les romanciers américains ont retrouvé le sens de la solidarité vis-à-vis de leur pays d'abord, puis constaté l'inutilité pour eux du rêve marxiste.

La jeune génération américaine s'est éloignée du réalisme social. Ses préférences vont à un roman où le symbole, la poésie, l'art pour l'art reprennent leurs droits. Elle se réfère à Henry James, à Melville et aussi à Fitzgerald, cet écrivain si particulier de la « génération perdue », mort tout jeune d'ailleurs. Est-ce à dire que la révolte a cessé d'être au cœur de l'expression littéraire américaine ? On a pu le croire un instant, avec le vif retour au nationalisme qui a suivi la guerre et l'apparition d'une génération d'écrivains universitaires, donc installés dans la sécurité et qui s'identifient volontiers avec leur propre civilisation. Mais l'après-guerre a vu naître aussi la génération des *beatniks*, des jeunes intellectuels en complète rupture avec les impératifs de la société qui les entoure, tels leurs aînés de la « génération perdue », mais avec une tout autre résonance. Aux hommes des années 25 ou 30 qui croyaient en l'avenir du socialisme ont succédé ceux qui ne croient plus, contre l'angoisse, qu'au refuge de l'art, de l'alcool ou de la drogue, le thème principal étant celui de la solitude et de l'« incommunicabilité », dans un monde dépourvu de toute signification.

Mais c'est aussi que l'Amérique vit en avance sur la modernité. Elle est le pays du futur et ceci, au moins, est pour elle un gage d'espoir, une preuve de sa vitalité, des ressources nombreuses qui lui permettront probablement de retrouver son ancien optimisme, sa

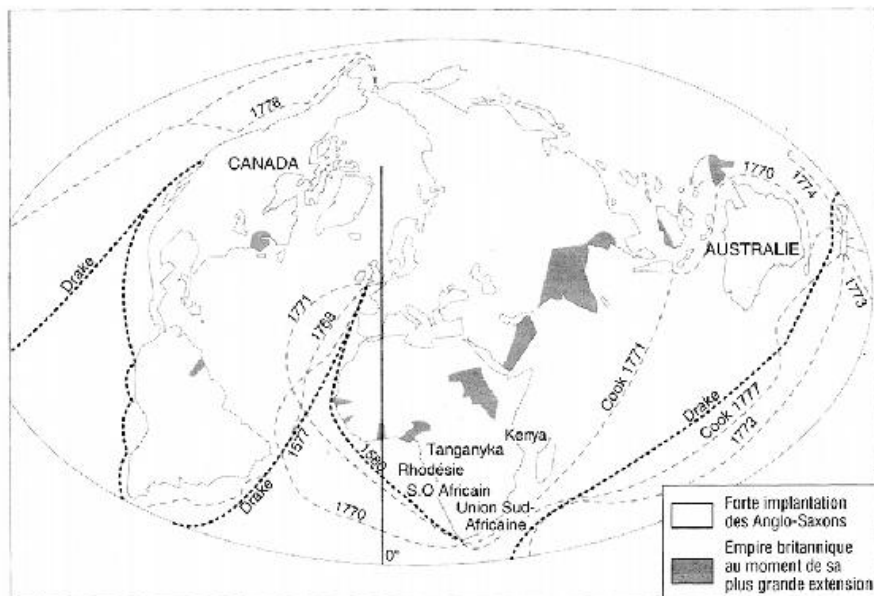
confiance en elle-même. Claude Roy écrit, dans ses *Clefs pour l'Amérique* : « L'Amérique est une des terres du monde où – malgré tout – continuent de s'affirmer les *possibles* de l'homme... On est parfaitement assuré, au retour des États-Unis, qu'un nouvel homme peut naître, mieux assuré de ses pouvoirs, mieux pénétré d'un terrestre, sage et concret bonheur. On peut railler les frigidaires et les vitamines, la gangue des machines... Je ne crois pas qu'on puisse railler un certain type d'Américain en qui s'accomplit déjà un art de vivre et d'assujettir aux pouvoirs de l'homme ce qu'il avait cru être ses inéluctables fatalités. »

Chapitre IV

À travers l'univers anglais

Dès le XVIII^e siècle et jusqu'en 1914 au moins, Londres a été le centre du monde. Une visite de la ville, même rapide, évoque aujourd'hui ces grandeurs : Buckingham Palace, St-James Palace, Down Street, le Stock Exchange, les vastes docks dans les méandres de la Tamise, tous ces spectacles demeurent vivants. Plus qu'une autre région d'Occident, l'île anglaise a essaimé au-delà des mers lointaines. Qui n'aura admiré cette immense réussite ? Rudyard Kipling aura partagé sa vie entre l'Inde, une maison en Afrique australe, un ranch canadien et l'Égypte... Il avait raison de penser que l'Angleterre ne se comprenait bien que de loin, sur ses marges impériales et guerrières, et surtout vue de l'Inde. Est-ce la raison pour laquelle un de ses amis français, arrivant à Alger un jour de l'année 1930, lui télégraphiait : « Arrivé à Alger, je vais enfin comprendre la France. »

De l'Angleterre impériale et de la France impériale, il reste peu de chose. Mais l'idée d'empire garde pour les Anglais une force particulière. Elle explique, beaucoup plus que chez nous, une série de structures et de réflexes politiques. D'où le caractère tragique du choix qui va s'imposer à la Grande-Bretagne : Commonwealth ou Marché commun ? Choisir ce dernier, c'est rallier l'Europe dont elle s'est toujours « splendidement » isolée ; c'est renoncer à ses anciennes et propres dimensions mondiales qui furent son orgueil, à l'une de ses traditions les plus fortes.



21. L'univers anglais.

Au Canada : France et Angleterre

L'Angleterre a perdu « l'Amérique », mais elle a conservé le Canada, elle l'a même parachévé de l'Atlantique au Pacifique (*a mari usque ad mare*).

Les dates essentielles de cette installation et de ce développement sont : 1759, la défaite et la mort de Montcalm sous les murs de Québec ; 1782, l'arrivée dans l'Ontario et les Provinces Maritimes des Anglais et des « loyalistes » américains, fidèles au roi d'Angleterre, après l'indépendance des colonies révoltées ; entre 1855 et 1885, la prospérité grandissante des Provinces Maritimes peuplées d'Anglais, quand leurs voiliers et marins prennent la relève des marins des États-Unis sur l'Atlantique ; en 1867, la fondation, après bien des avatars, du dominion du Canada (Ontario, Québec, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick). S'ajoutèrent au dominion : en 1870 le Manitoba, en 1871 la Colombie-britannique, puis en 1873 l'île du Prince-Édouard (7^e province). Construit de 1882 à 1886 « au ras de la frontière des États-Unis », le Canadian Pacific Railway va permettre la colonisation de la Prairie dont seront éliminés les « métis » de Canadiens français et d'Indiennes. La colonisation, faite à partir d'une population assez hétéroclite, se déroulera là comme dans l'Ouest américain et constituera deux provinces encore – Alberta, Saskatchewan (1907) – jusqu'à ce que Terre-Neuve, après le plébiscite de 1948, devienne

enfin la dixième associée.

• *Le Canada français représente aujourd'hui le tiers de la population du pays, soit en gros 6 millions d'êtres.*

Restreint (si l'on peut dire) à l'immense province de Québec, il tient en somme les abords orientaux du Canada, l'estuaire, la basse et moyenne vallée du Saint-Laurent. Encerclé, il n'en est pas moins fortement enraciné.

Ces Français sont issus de 60 000 paysans de l'ouest de chez nous, éparpillés entre le Saint-Laurent et le Mississippi et abandonnés au traité de Paris, en 1763. Ils ont réussi à tenir la province de Québec, à s'y enraciner fortement. Le Canadien français est un paysan, non pas un fermier comme son compatriote de souche anglaise. Il ne s'est pas laissé tenter par l'appel de l'Ouest, il a émigré avec une relative lenteur vers les villes et s'est tardivement laissé séduire par l'appel des usines de New York ou Detroit. C'est une race vivace, simple, joyeuse.

Le Canada britannique qui s'est constitué vers l'ouest a *coupé les Canadiens français* des vastes aventures vers le cœur du continent et les a comme encerclés : les Provinces Maritimes, les États-Unis, l'Ontario enfin entourent la province de Québec et la transforment en une sorte de territoire insulaire. Le Canada français y a consenti : il s'est agrippé à ses terres, il est resté d'une fidélité stricte à son clergé qui, au vrai, après 1763, l'a sauvé, enfin à sa langue qui est pour l'essentiel le français du XVIII^e siècle. Il se présente aujourd'hui comme une société et une civilisation fermées sur elles-mêmes, paysannes tout d'abord, conservatrices ensuite, avec un clergé vigoureux qui a défendu et maintenu la tradition, diffusé la culture de tradition classique.

La rupture avec la France, en 1763, a été ressentie comme une blessure toujours vivante, comme un abandon sans excuses. Le Canada a, par la suite, perdu le contact avec le « vieux pays », avec la France d'hier et d'aujourd'hui. Les rencontres ne sont pas toujours heureuses. Car la France a évolué, depuis le XVIII^e siècle : elle a connu la Révolution, la république, la laïcité, elle anime aussi, comme une flamme, un catholicisme social d'avant-garde, révolutionnaire à sa façon.

Le Canada français, on le dit peut-être trop souvent, comprend mal ces novations, il s'en étonne et s'en détourne. Et cependant lui aussi, il évolue. *Sa civilisation catholique et paysanne* ne reste pas semblable à elle-même, sans plus ; elle s'ouvre au progrès nécessaire, ses universités font actuellement un effort énorme de modernisation, d'ouverture aussi sur les diverses sciences de l'homme. Et ce mouvement, à coup sûr, est animé par un esprit de résistance têtue à

l'autre Canada, l'anglais, en fait à l'« américanisation ».

• *Les Canadiens anglais représentent en gros la moitié de la population (48 %).*

Ils ont entièrement adopté l'AMERICAN WAY OF LIFE (qui d'ailleurs touche aussi le Canada français). Ils sont une autre Amérique.

À Toronto, leur ville essentielle, puissamment tournée vers le sud, l'américanisation est évidente, envahissante, dans les maisons, les appartements, l'ameublement, la cuisine, l'éducation des enfants tôt laissés à leurs initiatives et dont les libertés, les jeux de *boy-friends* et de *girl-friends* prolongent et répètent les mœurs de l'Amérique voisine. Plus encore, le monde des affaires est organisé à l'américaine, puissant, actif. Bref, ce Canada anglo-saxon n'aurait aucun mal à glisser vers son puissant voisin, après s'être séparé de la lointaine Angleterre ; venus de pays divers, extérieurs au monde anglo-saxon, les immigrants de la dernière vague, que l'on retrouve surtout au-delà de l'Ontario, subissent eux aussi la même attraction. Finalement, ce qui préserve l'indépendance du Canada ce sont ses antinomies internes, avant tout les tensions sous-jacentes entre Anglo-Saxons et Canadiens français, que n'effacent nullement la montée générale de l'économie et le bien-être qu'elle diffuse.

Le Canada en effet, « puissance internationale » (18 millions d'habitants, accroissement annuel 28ä, presque 9 millions de kilomètres carrés, soit seize fois la France), est une économie en pleine extension, appuyée sur de multiples ressources naturelles et d'énormes réserves d'énergie hydraulique. Aussi bien, partout s'installe une industrie à l'américaine, avec cependant la survivance d'anciennes formes économiques vivaces : ainsi l'exploitation forestière, avec des fleuves immenses encombrés de troncs d'arbres.

Ajoutons que le Canada est une nation indépendante : l'allégeance à la Couronne britannique n'est qu'un lien théorique et le gouverneur qui la représente, avec des pouvoirs illusoires, est par surcroît un Canadien.

Ces vérités politiques et économiques ne suppriment pas les tensions, voulues ou non, qui isolent le Canada français. Que celui-ci soit exploité par les chaînes des banques, des hôtels et des magasins « anglais » est un fait visible à Montréal, la plus grande ville française du monde après Paris, mais où l'anglais est la langue des affaires.

Toutefois, ces griefs économiques d'un Canada pauvre, français, vis-à-vis d'un Canada riche, anglais, ne sont pas essentiels dans une opposition qui est avant tout le refus d'une civilisation par une autre. On peut s'étonner à bon droit de constater que le Canada, à côté des États-Unis, exemple prodigieux d'assimilation rapide et totale, ne soit

pas venu à bout, après deux siècles, des 60 000 Français qui se sont depuis lors, il est vrai, multipliés par cent. Peut-être en les éliminant, sans toujours le vouloir, de la conquête de l'Ouest, les Anglais ont-ils contribué à resserrer en une communauté fermée cette population paysanne et donc, *a priori*, traditionaliste, peu perméable aux influences du dehors ? En tout cas, aujourd'hui comme hier, la fissure entre les deux groupes reste visible et profonde.

Peut-elle, à la faveur d'une époque qui favorise toutes les revendications « nationales », prendre avec les années qui viennent une forme politique ? C'est une autre affaire. Certains, sans doute, parlent d'indépendance, avancent même des dates : 1964, 1967... Il existe une « Alliance laurentienne » manifestement nationaliste, mais elle se présente aussi et surtout comme « un mouvement d'éducation nationale » et l'un de ses tenants déclarait hier (1962) : « Nous ne sommes pas un mouvement de masse. » En fait, une France canadienne existe, obstinée à vivre et à survivre, mais dans le monde gigantesque de l'Amérique, 6 millions d'hommes ont-ils une possibilité de s'organiser raisonnablement en unité politique et économique, vraiment indépendante ? Tout le problème est là, essentiellement.

L'Afrique australe : Hollandais, Anglais et Noirs

En Afrique du Sud, vieux relais maritime sur la route des Indes, essentiel, hier, pour les voiliers, les Anglais se sont, en 1815, substitués et imposés aux Hollandais, établis depuis plus d'un siècle (1652), comme, en 1763, ils s'étaient imposés aux Canadiens français. Il en est résulté des remous, des tensions vives, un destin dramatique qui culmine, mais ne s'achève pas avec la *guerre des Boers* (1899-1902).

L'Afrique blanche, exposée à ces violentes querelles internes et aussi à l'arrivée sur sa côte orientale d'immigrants indiens (dont avant 1914 l'avocat Gandhi), se trouve en face surtout de la puissante intrusion des Noirs. Le drame, posé en termes clairs, violents, n'en est hélas qu'à ses débuts. L'orage est pour demain.

• Le développement de la « frontière », au sens américain du mot, est le fait dominant du destin de l'Afrique du Sud.

Cette frontière ne se comprend pas si elle n'est pas rapprochée de tant de frontières en mouvement aux États-Unis, au Brésil, en Argentine, au Chili, en Australie, en Nouvelle-Zélande. L'histoire mondiale a commandé ici, non pas tant l'histoire africaine et locale.

En Afrique du Sud, la frontière existe dès les premiers pas d'une colonisation mesurée et prudente, dès que le contact s'est établi entre le Blanc (presque aussitôt accompagné d'esclaves de couleur) et les tribus soit de Bochimén vers le désertique Kalahari, soit vers le nord et l'est de Bantous aux noms divers, éleveurs de troupeaux, prompts à échanger leurs bêtes contre du fer, du cuivre, du tabac et de la pacotille. Cette frontière, peu à peu déplacée au-delà du Cap, ne cesse de s'éloigner de la ville naissante à travers un pays sec et pratiquement vide : car jamais les Cafres ne furent, malgré des vols de bétail et des incursions dangereuses, des adversaires capables de mettre en péril la petite colonie blanche.

Celle-ci ne fit un bond décisif, vers le Natal, le Transvaal et l'Orange, qu'à partir du « Grand Trek » de 1836. En analyser les raisons, c'est saisir les aspects et problèmes de ce premier élan.

L'élément moteur a été, plus que la ville même du Cap, longtemps insignifiante, la relâche des navires soit dans son port, soit plus au nord, dans la baie de Saldanah, tous navires acheteurs de vivres et surtout de vivres frais, débarquant à terre leurs équipages, laissant à l'hôpital leurs malades travaillés par le scorbut... L'intérêt médiocre de la production du blé (on le trouvait à meilleur compte aux Indes, à Surate ou au Bengale) ou du vin (le vin du Cap avait une très mauvaise réputation, et méritée) stimula chez les paysans la production autrement rémunératrice de la viande. Ils se mirent à vendre du bétail abattu et, malgré les défenses, des bêtes sur pied, bœufs ou moutons... L'élevage demandait moins de frais à l'établissement et réservait de plus gros rapports. Puis les distances ne jouaient pas contre lui, comme pour le blé ou le vin. Le bétail venait tout seul jusqu'au port.

Aussi bien, dès le XVIII^e siècle, les éleveurs repoussent-ils la frontière, pénètrent-ils à l'intérieur et le mouvement continue au XIX^e siècle, s'accéléralant ou se calmant tour à tour, au gré des relâches de navires. Les guerres franco-anglaises du XVIII^e siècle furent une magnifique occasion de prospérité et de bonnes affaires.

Mais cette expansion eut aussi des raisons politiques. En 1815, l'Angleterre a mis la main sur l'Afrique du Sud. En 1828, le gouvernement anglais du Cap, par la célèbre 15^e ordonnance, plaçait sur le même pied d'égalité, devant la loi, Blancs et hommes de couleur. Plus encore, en 1834, l'esclavage était supprimé dans l'Empire anglais contre des indemnités, qui furent jugées insuffisantes (en 1828, on comptait pour 55 000 Blancs, 32 000 esclaves et 32 000 Noirs libres). Ces mesures, une invasion de Cafres sur la frontière est, cette même année 1834, déterminèrent deux ans plus tard le grand mouvement, le *Grand Trek* qui allait conduire les *Boers* (les paysans) ou les *Voortrekkers* jusqu'aux vastes plateaux herbeux de

l'Orange et du Transvaal qui se constituèrent en États indépendants. Ceux-ci furent reconnus par l'Angleterre en 1852 et 1854 ; par contre, dix ans plus tôt, elle avait annexé purement et simplement le Natal.

La vaste expansion dont le *Grand Trek* marque les débuts a été l'événement majeur de l'histoire des *Afrikaners*, comme la conquête de l'Ouest dans le destin des États-Unis. Cette expansion a entraîné une immense dispersion de la population blanche et multiplié d'autant les occasions de rapport et de conflit avec les populations noires, et particulièrement les tribus fédérées des Zoulous qui, de leur côté, étaient en expansion vers le sud et ne seront pas stoppées, dans ce mouvement, avant 1879.

• L'Angleterre n'avait pas franchement accepté l'indépendance des Républiques boers, bien qu'elle l'ait encore reconnue formellement, en 1884. Il en résultera la célèbre guerre des Boers.

La découverte de mines d'or et de diamants dans la Witwatersrand avait entraîné un nouveau conflit. Cecil Rhodes, le gouverneur du Cap, représentant à la fois de l'impérialisme britannique et des intérêts des sociétés minières (il fut le fondateur de la De Beers), précipita la rupture en encerclant les deux républiques par l'installation de sociétés à chartes dans le Bechouanaland et en Rhodésie, en provoquant des incidents à propos des étrangers qu'attirait le travail des mines, en organisant le raid du Dr Jameson, simple acte de piraterie, en 1895.

La guerre ouverte n'éclata cependant qu'en octobre 1899, aussitôt désastreuse pour les forces anglaises. Elle ne tourna à leur avantage tardif que grâce à la mise en place de camps de concentration, au prix d'une lutte prolongée contre une guérilla implacable. Huit ans après la reddition et l'annexion des deux provinces (31 mai 1902), le gouvernement anglais rendait aux vaincus leurs libertés et constituait le dominion de l'Union Sud-Africaine (1910).

• Le drame de l'apartheid est aujourd'hui le problème essentiel.

Depuis la Seconde Guerre mondiale surtout, l'Afrique australe est en plein essor industriel et urbain. Mais cet essor ne fait qu'aggraver les conflits humains qui la menacent.

Aujourd'hui les colons hollandais et les autres calvinistes issus des réfugiés français, arrivés au Cap dès le ^{xvii}e siècle, sont avant tout des paysans, possesseurs de très vastes fermes (en moyenne, 750 ha) où

les rendements sont généralement faibles en raison des conditions climatiques et de la pauvreté du sol. D'ailleurs 4 % de la surface du pays sont seulement cultivés. Il faudrait aujourd'hui passer d'une culture extensive à une agriculture intensive et, pour diminuer la part d'une énorme main-d'œuvre saisonnière entassée dans des baraquements (*compounds*) analogues à ceux des mines d'or et des industries, mécaniser au maximum. En outre, utiliser les engrais, rompre avec la monoculture du maïs encore si puissante sur de vastes espaces, établir la rotation des cultures, associer élevage et agriculture, mettre un terme à des élevages par trop primitifs. Tout cela demandera du temps, des emprunts, des investissements et finalement le maintien des grosses exploitations, seules capables de soutenir d'aussi larges frais.

Ces gros propriétaires rudes, parfois violents, se souviennent avec nostalgie du temps lointain, avant l'arrivée des Anglais, où tout se déroulait dans un « climat biblique », avec, autour de soi, des esclaves dociles, nés pour servir.

Tous sont descendants de Boers, parlent l'*afrikaans*, dérivé du hollandais, et s'opposent aux Anglais, presque aussi nombreux qu'eux, mais qui habitent les villes et ont animé l'industrialisation dont ils tirent tous les avantages.

Jusqu'en 1939, Anglais et Afrikaners ont essayé de vivre en bons termes, de faire face ensemble aux redoutables problèmes que leur posaient les hommes de couleur. Mais l'entente politique s'est brisée avec le succès récent du Dr Malan et d'un nationalisme intolérant qui se propose à la fois l'« afrikanérisation » des éléments anglais et une politique de ségrégation raciale absolue à l'égard des Noirs, l'*apartheid*.

En 1961, l'Union Sud-Africaine est sortie du Commonwealth, l'Angleterre n'ayant pas voulu s'associer à sa dangereuse politique raciale, qui a soulevé dans le monde une réprobation violente. Cette politique est sans doute désespérée. L'essor même de la population et de l'économie vient d'en dramatiser encore davantage les données. Les chiffres sont là : en 1962, sur 15 millions d'habitants, il faut compter 10 millions de Noirs, 3 d'Européens, 1,5 de métis – les « bastards » –, 0,5 % d'Asiates. Les Blancs représentent donc 20 % de l'ensemble et la masse humaine dans sa progression respecte cette proportion avec un très, très léger désavantage pour les Blancs.

La politique de ces derniers vis-à-vis des Noirs et vis-à-vis des Jaunes (ceux-ci présents dans le seul Natal) a toujours été d'un égoïsme attentif et efficace. La suite des mesures législatives prises à ce propos semble constituer une digue réparée sans fin avec soin et ajustée à la contre-poussée qu'elle veut équilibrer. Le but ? Éloigner les Noirs (et même les Jaunes) de certaines régions, leur interdire le droit de propriété, les

maintenir sur des territoires indigènes (*Native Reserves*), les y contenir tout en les protégeant. Or, d'une part, pour les Noirs, il n'est guère possible de vivre sur les terres pauvres que leur agriculture primitive dégrade aussitôt et où l'espace manque ; d'autre part, l'agriculture des Blancs a besoin de main-d'œuvre, plus encore l'industrie en pleine expansion qui a d'ailleurs été conçue pour une production de masse et une main-d'œuvre primitive inexpérimentée. Le résultat, contre quoi se dresse la politique passionnée de l'apartheid, c'est « l'invasion du territoire de l'homme blanc ». Les Noirs sont plus nombreux que les Blancs à Durban ou Johannesburg et leur salaire y est de 17 à 40 % inférieur.

Pour endiguer le flot qui sort des *Native Reserves*, l'Afrique du Sud tente : a) d'améliorer le rendement de l'agriculture indigène, en organisant un enseignement spécialisé ; b) ensuite d'industrialiser ces réserves ou leurs frontières immédiates, mais la question se pose déjà des conséquences économiques qu'entraînerait une telle politique : elle reviendrait à priver les industries des Blancs d'une main-d'œuvre à bon marché, tout en organisant contre elle une concurrence redoutable.

La question des *Native Reserves* est liée aussi au sort des protectorats anglais du Swaziland, Bechouanaland, du Basoutoland. Leur transfert à l'Union, prévu en 1910, n'a jamais été opéré. Et les positions respectives de l'Afrique du Sud et de l'Angleterre ne rendent pas plus simple que les autres le règlement du litige.

Bref, « à bien des points de vue, l'Union est à une croisée des chemins : au milieu d'une révolution agraire et industrielle, elle doit faire face bel et bien à une autre révolution, sociale celle-là », et raciale. En somme, elle n'est pas arrivée à lier ensemble ses civilisations diverses, européennes ou locales. Et aucune solution viable ne semble en vue.

Australie et Nouvelle-Zélande, ou l'Angleterre enfin seule

L'Angleterre a réussi trois fois à être seule : aux États-Unis, à leur début du moins et, de bout en bout, en Australie et en Nouvelle-Zélande. Cette solitude a été fructueuse. En Australie comme en Nouvelle-Zélande, nous avons affaire à des Angleterre vivaces, homogènes ; ce n'est ni le Canada avec ses deux peuples, ni l'Afrique australe avec ses drames. Ces dominions « les plus éloignés de la mère patrie, ce sont les plus anglais de tous ».

N'oublions pas enfin que la Nouvelle-Zélande aussi bien que

l'Australie sont des créations relativement récentes. Elles viennent de naître à leur vie européenne et mondiale, l'Australie à partir de 1788 (il y a moins de deux siècles, et ses débuts furent longtemps modestes, 12 000 Européens en 1819, 37 000 en 1821) ; la Nouvelle-Zélande à partir de 1840, si l'on néglige les établissements de missionnaires protestants (1814) ou catholiques (1837). Il y a à peine plus d'un siècle qu'en 1840, les Anglais se sont installés dans l'île du Nord, précédant de peu l'installation des baleiniers (1843). Vers cette époque, la Nouvelle-Zélande ne comptait qu'un millier de colons.

• Australie et Nouvelle-Zélande doivent leur homogénéité à la quasi-disparition des populations indigènes devant les Blancs, disparition peut-on dire pour l'Australie, effacement avec un très léger rebondissement pour la Nouvelle-Zélande.

De même que les deux géographies s'opposent (d'un côté la massive Australie qui est un continent, de l'autre ces îles néo-zélandaises animées de vifs reliefs, bordées de mers tempétueuses au long d'une côte découpée), les passés indigènes sont fort dissemblables.

En Australie, de très vieilles migrations humaines – les Australoïdes – arrivées en place dès le ^{vi}^e millénaire avant le Christ donnent l'impression de populations aventurées, puis prises au piège dans une prison où sol, flore, faune sont d'une extrême pauvreté. Les tribus australasiennes y ont végété, régressé, sans cesse au bord de la famine. Elles sont un musée vivant d'archaïsmes où sociologues et ethnographes ont puisé une ample moisson de renseignements sur les sociétés primitives. Toutes les discussions et interprétations sur le *totémisme* se fondent sur ces vies misérables.

C'est un fait que ces populations, encore à l'âge de la pierre, n'ont pu supporter le contact avec les Blancs. Il y a eu effondrement de leurs groupes fragiles. Le dernier indigène de Tasmanie a disparu en 1876. En Australie, les indigènes ont été refoulés à peu près tous dans le Queensland et le Territoire du Nord (au total une vingtaine de milliers d'individus).

En Nouvelle-Zélande, le contact a été plus dramatique, mais finalement moins désastreux pour les Maoris, des Polynésiens installés surtout dans l'île du Nord. Ceux-ci appartenaient à la vivace civilisation des marins polynésiens ; ils sont arrivés en Nouvelle-Zélande sans doute entre ^{ix}^e et ^{xiv}^e siècle, à la limite méridionale de leurs aventures, hors des pays tropicaux dont ils étaient issus, c'est-à-dire des pays des bananeraies, du taro et de l'igname. La Nouvelle-Zélande est à l'écart de ce monde tropical ; elle est, ce qui enchantera

les colons venus d'Europe, un pays tempéré (exactement aux antipodes de l'Espagne, dont elle n'a pas cependant le climat).

Les Maoris ont donc dû s'adapter tant bien que mal à l'île du Nord, à la chasse des oiseaux multiples – les seuls animaux sauvages ; à la médiocrité de l'élevage du seul animal domestique qu'ils avaient amené avec eux, le chien ; à la pêche, non pas dans la mer trop agitée, mais dans les lacs et les fleuves ; à la cueillette de racines... Ils s'étaient adaptés au climat froid en bâtissant des maisons de bois, en filant des vêtements de lin. Habitué à des guerres incessantes de tribu à tribu, ils offrirent une résistance acharnée aux Européens.

Les guerres qu'ils soutinrent furent meurtrières pour les assaillants et plus encore pour eux-mêmes, jusqu'à leur écrasement en 1868. En outre, des maladies nouvelles importées par les Blancs les décimèrent. Cependant, avec le début du xx^e siècle, le groupe maori commence à surmonter cette crise quasi mortelle (1896 : 42 000 ; 1952 : 120 000 ; 1962 : 142 000). Une forte natalité, des allocations familiales, l'embauche dans les grandes villes, comme Auckland, ont déterminé cette reprise et ce mouvement en avant. Sur les 2 230 000 Néo-Zélandais, ils représentent un peu plus de 6 % et actuellement ne semblent pas constituer un danger pour l'unité de la civilisation néo-zélandaise.

• La courte histoire de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande est marquée par une série de chances économiques liées régulièrement aux avatars de la conjoncture ou de l'histoire mondiale, des chances brusques à saisir aussitôt comme un train que l'on peut prendre en marche ou rater.

C'est une chance, pour l'Australie, que la nécessité où s'est trouvé l'Angleterre, après la guerre de l'Indépendance américaine, de transférer hors de Virginie le lieu de relégation de ses forçats, de ses *convicts*. La première colonie naît ainsi, en Australie, comme une colonie pénitentiaire. Le premier convoi de forçats arrive, le 18 janvier 1788, dans la rade de Port Jackson où va grandir Sydney. Ce statut de colonie pénitentiaire ne sera aboli qu'en 1840.

Cependant, presque d'entrée de jeu, à côté de petits propriétaires (*settlers*) ont commencé les exploits des éleveurs (*squatters*) de moutons à laine *mérinos*. Les tâches peu rudes de l'élevage convenaient à la demi-paresse des *convicts* ; en même temps, l'argent des grands propriétaires, la demande anglaise et mondiale ont lancé la laine australienne, aujourd'hui encore reine du monde.

Il y aura un peu plus tard, de 1851 à 1861, une ruée vers l'or, deux

ans après le *rush* de Californie (1849). La folie de l'or a dispersé à travers la colonie de la Nouvelle-Galles des bandes ingouvernables de *diggers*. Mais le *rush* a aidé à la mise en place du peuplement et favorisé l'essor économique. Il a fallu nourrir ces nouveaux venus.

La Nouvelle-Zélande a connu, elle aussi, des bonds successifs pour la laine, pour le blé et aussi pour l'or que l'on découvre tout d'abord dans l'île du Sud, en 1861. Si l'île du Nord est un instant désorganisée et défavorisée par ce *rush* (la capitale de la Nouvelle-Zélande est même déplacée d'Auckland à Wellington, en 1865), l'économie néo-zélandaise tire de gros bénéfices de cet élan vif, car, là aussi, il faut ravitailler, nourrir les chercheurs d'or. De 1869 à 1879, les îles connaissent une grande prospérité.

Mais le tableau de ces prospérités, de ces bonds en avant, suivis souvent de stagnations et de reculs (ainsi la situation est cruelle pour les deux pays de 1929 à 1939), n'est pas à dresser ici en détail. Le seul fait considérable serait de situer la puissante industrialisation de l'Australie. Jusqu'ici, malgré d'énormes ressources hydro-électriques, la même réussite n'a pas encore franchement soulevé la Nouvelle-Zélande.

Le témoignage d'ensemble est clair : la prospérité de ces Europe lointaines est liée à celle du monde, beaucoup plus qu'elles n'ont tendance à le penser elles-mêmes, trompées peut-être par la facilité et le confort de leur vie, par un bien-être particulièrement remarquable et cela à quelques heures d'avion des pays sous-développés d'Extrême-Orient où règnent la misère et le surpeuplement. « Europe » et non pas colonies, Australie et Nouvelle-Zélande, malgré leur allégeance et leur attachement à l'Empire britannique (qui est leur plus gros fournisseur et un client essentiel), sont en fait des États indépendants (depuis 1901 pour l'Australie, 1907 pour la Nouvelle-Zélande).

• La politique constante de ces nations australes a été de se réserver à elles-mêmes les chances formidables que leur offraient d'immenses espaces et de fermer solidement la porte à l'immigration, de maintenir, coûte que coûte, un standard de vie élevé et un socialisme pragmatique, efficace, car fondé sur l'abondance.

Dès le début du ^{xx}e siècle, la Nouvelle-Zélande est une vraie démocratie (journée de huit heures en 1856, séparation de l'Église et de l'État en 1877, vote des femmes en 1893, expropriation des grands domaines cette même année, conciliation obligatoire des conflits entre syndicats et patrons en 1894-1895, retraites aux vieillards en 1898).

Même évolution en Australie, où la porte de l'immigration, fermée en 1891, ne s'ouvrira que pour cette nouvelle et dernière course à l'or qui aboutit, en 1893, à la fondation de Coolgardie, dans l'Australie occidentale, en plein désert. Le régime à la néo-zélandaise s'établit alors sans difficultés et, sous le gouvernement du Labour Party australien, le continent devient « le paradis des ouvriers ».

Tout ce bien-être, les énormes dépenses de la Sécurité sociale dont les conséquences bénéfiques se marquent sur les salaires, les niveaux de vie, la très faible mortalité infantile, la longueur de l'espérance de vie, ne vont pas sans gaspillage des finances publiques et du revenu national. Ainsi en Australie, avec la poussée de l'industrie et des villes monstrueuses qui s'approchent des deux millions d'habitants, Sydney et Melbourne, les grèves fréquentes s'avèrent terriblement coûteuses. « D'après le *Chamber of Commerce Journal* d'octobre 1949, elles ont coûté à l'Australie 20 800 000 tonnes de charbon de janvier 1942 à juin 1949. » Ces difficultés et ces exigences expliquent la chute des travaillistes en Australie et en Nouvelle-Zélande. Mais elle ne s'est pas accompagnée de querelles trop vives, ni de grands changements de la politique d'ensemble. Seuls ont changé les meneurs de jeux, les jeux sont restés les mêmes.

Or cette politique est-elle raisonnable ? Elle consiste, en gros, à réserver les richesses d'un quasi-continent à 10 millions d'Australiens (densité kilométrique 1,2) et celles des îles néo-zélandaises, plus étendues que l'Angleterre, à 2 300 000 habitants (densité 8,7). Mais, dans le monde actuel, grandissent à vive allure des « prolétariats extérieurs » menaçants. La dernière guerre mondiale a amené les Japonais aux frontières mêmes de l'Australie qui n'a été sauvée que par la victoire navale des Américains dans la mer de Corail (mai 1942). La leçon a porté pour l'Australie qui a essayé, sans trop y réussir, d'accueillir des immigrants pour augmenter sa puissance et soutenir son industrie. Mais elle n'a pas touché la lointaine et insouciant Nouvelle-Zélande. Cependant le bien-être y produit ses habituels effets : ralentissement des naissances (29 pour 1 000), vieillissement de la population (taux de mortalité 9,3 pour 1 000). Vieillissement tel que la Nouvelle-Zélande, pays récent et démocratie précoce, n'est plus un « pays jeune ».

Post-scriptum 1966

Au cœur de l'univers britannique, le destin de l'Angleterre est compliqué, jamais facile. Les travaillistes l'ayant emporté de quelques voix, un ministère Harold Wilson s'est constitué, le 18 octobre 1964. Ce retour aux affaires suit une longue absence, depuis leur défaite, en 1951. Or le gouvernement Harold Wilson est mal parti. En réalité, la conjoncture économique et politique est maussade. La livre sterling a connu une crise très vive dont elle ne s'est pas entièrement, ni facilement remise. Une hausse de 15 % sur les droits de douane (26 octobre), contraire aux engagements vis-à-vis de l'association européenne de libre échange (A.E.L.E.), n'a pas produit de miracles instantanés pour le rééquilibrage de la balance commerciale, tout en irritant les partenaires commerciaux de l'Angleterre. L'échec des tractations dans le cadre de l'O.T.A.N. à propos de la force multilatérale n'a pas rétabli le prestige des travaillistes. En fait, l'Angleterre souffre de ses hésitations : rester un intermédiaire entre l'Europe et le monde, entre l'Est et l'Ouest, s'incorporer à l'Europe proche, ou devenir le enième État des U.S.A...

La victoire du Parti travailliste aux élections du 15 octobre 1965 n'a pas modifié sensiblement ce dilemme. De plus, le gouvernement Wilson entend préserver les intérêts britanniques à l'est de Suez au moins aussi longtemps que cela sera possible. Cette politique comporte le maintien des bases d'Aden jusqu'en 1968 au moins, et de Singapour, des engagements militaires au profit de l'Arabie saoudienne et de la grande Malaisie, l'établissement de nouvelles bases insulaires dans

l'océan Indien, des accords avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud, et si possible l'Inde et le Pakistan. Et cette politique n'est réalisable que si la Grande Bretagne agit en étroite union avec les États-Unis.

Dans cet univers britannique, le Canada français constitue une zone névralgique où les conflits s'accroissent de plus en plus. Le Canada français multiplie ses demandes pour obtenir l'égalité avec la communauté anglaise ; il essaie même, à la limite, de se constituer en nation, dans un cadre fédéral. Lent et dur travail qu'il doit accomplir seul, ou presque seul. D'où des violences hier et sans doute demain.

Troisième partie

L'autre Europe : Moscovie, Russie, U.R.S.S.

L'autre Europe, développée tardivement elle aussi, presque aussi tardivement que l'Amérique, mais sur le continent européen lui-même, donc soudée à l'Occident, c'est la Russie, l'antique Moscovie devenue aujourd'hui l'U.R.S.S. Nous aurons à saisir : 1) ses origines et son interminable passé ; 2) son adoption du marxisme, au lendemain de la Révolution de 1917 ; 3) son achèvement actuel, son *entéléchie*, diraient les philosophes.

Et toujours, bien entendu, c'est du même personnage qu'il s'agira. Un personnage dont le prestige tient sans doute à ce qu'il est le pays de la grande expérience révolutionnaire, mais aussi, et de plus en plus, au fait qu'il a indubitablement réalisé en un temps record sa Révolution industrielle. À peine industrialisé en 1917, il est, dans le monde de 1962, le contrepoids des puissants États-Unis. Cette réussite spectaculaire est l'espoir des pays sous-développés d'aujourd'hui. Pourront-ils eux aussi franchir d'un bond l'étape ? Le socialisme a-t-il été, ou non, la condition de ce succès rapide ?

Chapitre I

Des origines à la Révolution d'octobre 1917

Il n'est guère aisé de résumer en quelques pages, de façon raisonnable, un passé aussi long, coupé de catastrophes violentes dont l'Europe occidentale, malgré tant d'accidents, n'offre guère l'équivalent.

Première difficulté : l'immensité de la scène géographique où s'introduit, d'où rebondit cette histoire multiple et compliquée. De dimensions « planétaires » cette scène est très diverse.

Seconde difficulté : les peuples slaves s'introduisent tardivement dans cet espace où d'ailleurs ils ne seront pas absolument seuls. Le berceau des Slaves, ancêtres des Russes, est constitué par les Carpates et la Petite Pologne actuelle (la Pologne est le seul pays de peuplement slave particulièrement pur). Ainsi l'acteur tarde à entrer sur la scène, puis à l'occuper en son entier.

La Russie kiévienne

• Cet espace surabondant, longtemps vide d'hommes, ou peu s'en faut, évoque l'immensité nue du continent américain.

L'homme y est perdu. De vastes plaines, d'énormes fleuves, des distances inhumaines, d'interminables portages de rivière à rivière, de colossales régions : c'est déjà la démesure de l'Asie.

Au nord d'une ligne qui irait de Kiev à Perm, de vastes forêts continuent les forêts de l'Europe du Nord et les soudent à l'interminable *taïga* sibérienne, de l'autre côté de l'Oural, cette montagne ancienne dirigée du nord au sud, faible obstacle analogue

aux Vosges, mais qui est la limite conventionnelle de l'Europe, la limite entre Russie d'Europe et Russie d'Asie.

Au sud, court l'étendue découverte des steppes (le mot vient du russe) : la steppe noire au sol fertile de *tchernoziom* ; la steppe grise de hautes herbes où, à la saison sèche, le cavalier sur son cheval disparaît presque en entier ; la steppe blanche avec ses efflorescences salines en bordure de la Caspienne.

L'espace russe est cet ensemble de vastes et bas pays entre la mer Blanche, l'océan Arctique et la Baltique d'une part, la Caspienne et la mer Noire de l'autre. Baltique et mer Noire sont les espaces essentiels, animés, attractifs. La Russie a comme vocation d'aller de l'une à l'autre, de les joindre, d'ouvrir sur l'une et l'autre les fenêtres et les portes qui la relient à l'Occident et à la Méditerranée, c'est-à-dire à la civilisation européenne.

Mais c'est sa vocation aussi de déboucher sur l'Asie inquiète des steppes, l'Asie des nomades dont nous avons dit les querelles, les courses, les dangers d'invasion jusqu'au xvi^e siècle. Si ces nomades, venus de l'est, escaladent victorieusement l'Iran et s'acheminent vers Bagdad, passe encore ! l'orage s'est détourné et c'est tout bénéfique pour l'espace russe. Mais, comme il n'y a pas de place pour tout le monde sous le soleil du Proche-Orient, beaucoup de visiteurs asiatiques, faute de mieux, auront poussé jusqu'aux steppes russes, de la Volga au Don, au Dniepr, au Dniestr et même au-delà. Ces invasions ont frappé la Moscovie à maintes reprises.

Le territoire russe subit ainsi son destin, celui d'une énorme zone frontière entre l'Europe, qu'il protège, et l'Asie dont il amortira, à ses dépens, les coups toujours violents.

• Il n'y a de Russie véritable que barrant l'isthme en son entier, de la Baltique aux mers du Sud, en contrôlant les liaisons. Pour cette raison et d'autres, il n'y a de Russie qu'à partir de la principauté kiévienne (ix^e-xiii^e siècles).

Les Slaves orientaux, peuples d'origine aryenne (comme tous les Slaves), ont, à la suite d'avatars multiples, poussé leurs tribus et leurs clans jusqu'aux villes, campagnes et plaines du Dniepr. Le mouvement, amorcé dès l'ère chrétienne, s'achève vers le vii^e siècle. Ces Slaves ont rejoint, vers l'est, des peuples depuis longtemps en place : Finnois descendus du lointain Oural ; peuples divers issus d'Asie centrale et dont les survivants sont légion (Scythes, Sarmates, Bulgares de la Kama) ; Goths de la Vistule et du Niémen, Alains et Khazars (ceux-ci par la suite convertis au judaïsme), issus les uns et les autres des bords de la Caspienne et du Don.

Cette première Russie, mélange de peuples venus d'Europe et d'Asie, est celle des *Petits Russiens*. Ce mélange, la prospérité des villes, toute cette poussée de vie entre Novgorod la Grande au nord et Kiev au sud, ne s'expliqueraient pas sans le rôle décisif d'une voie de commerce prospère de la Baltique à la mer Noire et, au-delà, poursuivant soit jusqu'à Byzance, la ville richissime dont les lumières éblouissent les Kiéviens et leur inspirent de folles expéditions, soit jusqu'à Bagdad, dont les grandes heures commencent. Par ces routes circulent, du nord vers le sud, l'ambre, les fourrures, la cire, les esclaves ; du sud au nord, les étoffes, les soies précieuses, les pièces d'or. Celles-ci ont été retrouvées par les archéologues tout au long de ces itinéraires ; ce pointillé d'or en signale rétrospectivement la prospérité. Tout, en fait, aura dépendu de cette dernière. Elle soutient les villes trop lourdes pour les campagnes, encore « inexistantes », qui les entourent, ces villes qui se donnent la main et, de Novgorod à Kiev, échangent leurs marchandises, leurs querelles et leurs princes.

La Russie kiévienne a eu à se défendre sans fin, surtout du côté du Sud. Mais le haut Nord scandinave lui fournit à volonté les mercenaires utiles, serviteurs un jour, maîtres le lendemain, batailleurs toujours. Ces « Normands », ou mieux ces « Varègues », issus d'une Suède paysanne et primitive encore, parfois du Danemark, se laissent attirer volontiers par la route du Dniepr qui lie les villes russes et mène « vers les Grecs », par tout ce pays brillant auquel ils ont donné le nom caractéristique de *Gardarikki*, le « royaume des villes ». Une famille de ces soldats aventuriers fonde la dynastie des Rurik, dont les débuts sont mal connus, mais qui s'impose au ^x^e siècle, à Kiev et à tout l'ensemble urbain. On parlera au gré des auteurs, de la Principauté, de la Russie kiévienne, de la dynastie des Rurikides (*Rurikovitchi*).

La splendeur de cette première Russie s'explique dans un contexte d'histoire générale. La Méditerranée occidentale a été longtemps fermée par la conquête islamique des ^{vii}^e et ^{viii}^e siècles ; la route continentale de Novgorod à Kiev fut alors un chemin de remplacement entre pays du Nord et riches contrées du Sud. Le jour où la Méditerranée occidentale s'ouvrira de nouveau, avec les ^{xi}^e et ^{xii}^e siècles et la fin de la suprématie musulmane sur mer, l'intérêt de ce chemin interminable de routes fluviales et de portages diminuera. Il se rompt définitivement avec l'occupation de Constantinople, en 1204, par les Latins : le chemin maritime a tué la route continentale.

Dès avant cette date, les princes de Kiev auront eu de plus en plus de mal à défendre leurs frontières, à joindre les Balkans et la mer Noire. Un vieux dicton prétend : « Quand il s'agit de manger et de boire, on va à Kiev, mais lorsqu'il s'agit de défendre Kiev, il n'y a plus personne. » Rien de plus juste. L'éternelle poussée des nomades du Sud

jette sans répit ses cavaliers contre les terres et villes de la Principauté : après les Petchenègues, surgissent les Torques, plus tard les Kiptchaks ou Koumanes, que les chroniques russes appellent les Polovtzy.

Dès le ^x^e siècle, une partie des populations kiéviennes s'est déplacée, on pourrait presque dire a fui vers le nord-est, colonisant des clairières que les paysans ouvrent dans les immenses forêts en direction de Rostov (exactement Rostov-Iaroslavski, petite ville du Nord, aujourd'hui à ne pas confondre avec Rostov-sur-le-Don). C'est là que commencent une nouvelle Russie et un nouveau mélange entre Slaves et Finnois, ceux-ci, de race mongoloïde, formant le premier fonds du peuplement : telle est l'origine du groupe dit des *Grands Russiens*. Cette nouvelle Russie, barbare mais robuste, est en place avant que ne s'éteignent les lumières kiéviennes. En fait, la formidable poussée mongole qui emporte Kiev, le 6 décembre 1241, renverse un État depuis longtemps en perte de vitesse. Cinq ans plus tard, un voyageur ne trouvera sur l'emplacement de la ville que deux cents misérables maisons.

• *Villes russes, villes d'Occident.*

La Russie kiéviennne, des siècles durant, aura compté, par sa réussite matérielle, par l'éclat de ses villes : alors nulle trace d'un retard, ni d'un décalage entre l'est et l'ouest de l'Europe.

Des historiens comparatistes notent cependant que ces grosses villes kiéviennes ne ressemblent pas, en tous points, aux villes qui surgissent alors en Occident. Elles n'ont pas, comme ces dernières, leurs auréoles de petites villes associées, souvent mi-villes, mi-villages, mais qui partagent les tâches de la métropole voisine. Surtout, ces premières villes russes ne sont pas, comme en Occident, séparées nettement du plat pays. Les seigneurs des campagnes voisines de Novgorod la Grande participent ainsi à son assemblée, le *Vêtché*, dont les décisions sont souveraines à l'intérieur de la ville et dans le vaste *hinterland* qu'elle domine. Ils en sont les maîtres à côté du Conseil (*Soviet*) de l'aristocratie marchande. À Kiev, la première place ne revient-elle pas aussi aux seigneurs qui forment la troupe du prince : les *boïars* de sa *droujina* ?

Il s'agit donc de villes « ouvertes », comme celles de l'Antiquité, comme Athènes ouverte aux Eupatrides de l'Attique. Et non d'unités fermées sur elles-mêmes et sur les privilèges de leurs citoyens, comme dans l'Occident médiéval.

La religion orthodoxe

• Par sa conversion au christianisme orthodoxe, la Russie kiévienne a engagé l'avenir russe pour des siècles.

En effet, par les routes kiéviennes n'auront pas seulement circulé des marchandises, mais aussi la bonne parole des évangélistes.

La généralisation du christianisme dans la principauté est due à la politique du prince Vladimir le Saint, ou comme on l'appelle encore, Vladimir Beau Soleil. Il avait songé, un instant, à se convertir, lui et ses sujets, au judaïsme, puis s'était laissé éblouir par la beauté des rituels byzantins. Il procéda, vers 988, à la conversion officielle de tous ses sujets (le peuple de Kiev fut baptisé en bloc dans les eaux du Dniepr). Mais il y avait plus d'un siècle déjà que la nouvelle religion se répandait, particulièrement dans le Sud et à Kiev même, à la faveur du mouvement général qui avait suivi la mission décisive de saint Basile en Khazarie, en 861, la conversion des Moraves en 862, des Bulgares en 864, des Serbes en 879... La conversion russe n'est donc qu'un événement entre quelques autres, une preuve de plus de ce rayonnement exceptionnel de la vieille Église de Byzance, au lendemain de la longue crise iconoclaste (celle des briseurs d'images) apaisée enfin au Concile de Nicée (787), un signe du retour à la santé de la vieille Église dont la propagande se répercutera alors jusqu'au cœur de l'Asie lointaine.

Il faudra toutefois un certain temps pour que la Petite Russie, puis la Grande soient pénétrées par le christianisme. Les succès éclatants tardent un peu : la cathédrale Sainte-Sophie de Kiev sera construite en 1025 et 1037 ; Sainte-Sophie de Novgorod, de 1045 à 1052 ; un des premiers monastères, celui des Cryptes, fondé à Kiev, en 1051.

C'est que villes et campagnes de Russie étaient attachées à leurs cultes païens et ceux-ci furent plus ou moins vite, plus ou moins bien déracinés. Croyances et mentalités pré-chrétiennes survécurent plus d'une fois jusqu'aujourd'hui, notamment au sujet du mariage, de la mort, des guérisseurs. Elles colorèrent pour toujours le christianisme russe, dont l'apport particulier dans la liturgie orthodoxe, dans le culte des icônes et l'importance particulière donnée aux fêtes pascales a été souvent souligné.

• Que la civilisation et le monde russes, dans leur ensemble, aient été pris, à partir du ^xe siècle, dans l'orbite de Byzance, voilà qui a contribué à distinguer une Europe de l'Est d'une Europe de l'Ouest.

Les différences entre catholiques et orthodoxes, souvent expliquées dans un sens ou dans l'autre, soulèvent un grand problème qu'il s'agit

beaucoup plus encore de formuler (si possible) que de résoudre. Pour nous, ce sont surtout des différences nées de l'histoire.

Le christianisme occidental a été soumis à des épreuves particulières. Il est le legs d'un certain Empire romain. Le christianisme avait conquis cet Empire, mais sa victoire coïncida « avec une impérialisation du christianisme » et celle-ci porta ses fruits du jour où, en Occident, au lendemain de la disparition de l'Empire, au ^v^e siècle, le christianisme en assumait les tâches, en reprit à son compte les « structures mondiales ». L'Église d'Occident, œcuménique, dépasse les sociétés, les États ; elle utilise sa langue, le latin, commune à l'ensemble, comme un instrument d'unité. Enfin, elle gardera de l'Empire ses hiérarchies, sa centralisation, sa vieille et prestigieuse capitale, Rome. Plus encore, l'Église d'Occident s'engagera face à tous les problèmes politiques, sociaux, si nombreux durant la première nuit de la civilisation d'Occident. Elle sera la grande communauté capable de répondre à tous les besoins, ceux de l'âme, ceux du corps, à l'évangélisation, à l'enseignement, même au défrichement des terres nouvelles...

• L'Église de Byzance, au ^x^e siècle, se situe dans les cadres d'un Empire solide qui se survit et ne lui laisse ni les besognes ni les périls d'une expansion temporelle.

Il la domine, l'assujettit, la limite à ses seules tâches spirituelles. L'Église orthodoxe qui s'enracine en Russie, moins distinguée du peuple des fidèles que l'Église d'Occident, est à demi indifférente en matière politique.

Elle est prête à accepter les cadres nationaux qui s'offrent à elle, assez peu préoccupée d'organiser, de hiérarchiser, soucieuse seulement d'implanter la tradition spirituelle telle qu'elle lui est transmise par la pensée grecque du ^x^e siècle.

Quant à la langue liturgique, l'Église grecque garde jalousement la sienne pour elle-même, « la considérant comme une langue des élites dont n'étaient pas dignes les barbares ». La langue liturgique ainsi, en pays slave, sera le slavon, c'est-à-dire la langue dans laquelle saint Cyrille et saint Méthode (entre 858 et 862) traduisent les livres saints, à l'usage des différents peuples slaves qu'ils avaient entrepris d'évangéliser. Il leur fallut transcrire le parler slave des environs de Thessalonique et, pour cela, inventer même un alphabet. D'où l'importance du slavon liturgique, cette première langue écrite, dans l'histoire culturelle des peuples slaves.

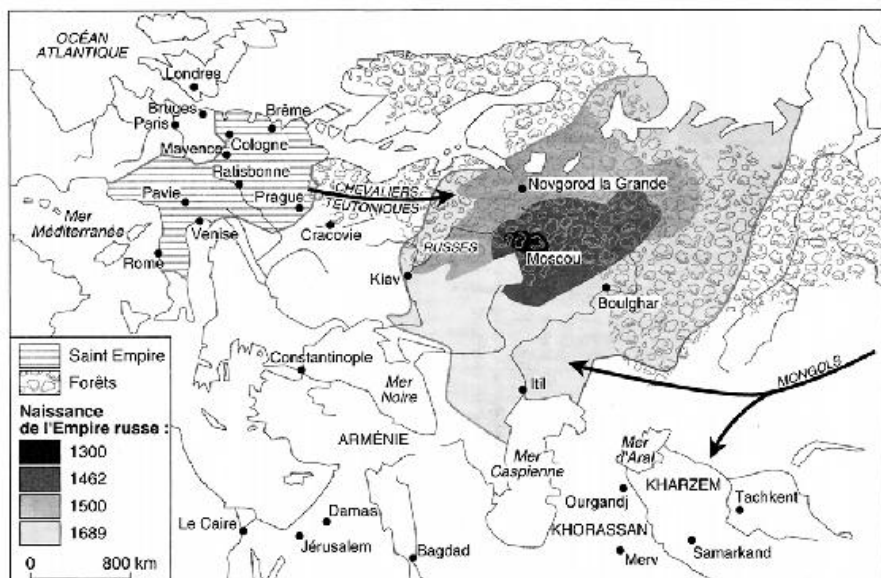
La différence de tradition spirituelle entre les deux Églises se marque de plus d'une manière. Ainsi le mot *vérité*, en grec et plus nettement encore en slavon, désigne ce « qui est éternel, constant, qui

existe véritablement, en dehors du monde créé », tel que le saisit notre raison. Le mot *pravda* signifie donc, à la fois, *vérité et justice* par opposition à *istina*, la *vérité terrestre*. « La forme indo-européenne *var* a donné dans les langues slaves le mot *vera*, la foi », non la vérité. Pour le latin au contraire, *vérité*, dans son sens juridique, philosophique ou scientifique, désigne toujours « une certitude, une réalité pour notre raison ». De même le mot *sacrement*, en Occident, met en cause la hiérarchie religieuse capable seule de lui conférer son caractère sacré ; en Orient, il est, avant tout, « mystère », « ce qui dépasse nos sens et vient d'en haut », directement de Dieu.

Certains détails liturgiques éclairent aussi des différences profondes. La Semaine Sainte qui précède Pâques est, en Occident, sous le signe du deuil, de la passion, des souffrances, de la mort du Christ *homme*. En Orient, elle est sous le signe de l'allégresse, des chants qui glorifient la résurrection du Christ *Dieu*. Les crucifix russes représentent un Christ paisible dans la mort, non le Sauveur souffrant d'Occident.

C'est peut-être qu'à l'Ouest le christianisme a été confronté, dès ses origines, avec des problèmes humains, collectifs, communautaires, juridiques même, alors que la pensée religieuse, à l'Est, est restée plus circonscrite, plus individuelle, aisément mystique, uniquement spirituelle. Certains y voient l'origine de cette différence, essentielle sur le plan des civilisations, qu'Alexis Khomiakov reconnaissait entre « orthodoxes mystiques et occidentaux rationalistes ». Le christianisme occidental serait-il ainsi, en partie, responsable de cet esprit rationaliste, si proprement européen, qui a dressé rapidement contre lui la pensée libre, contre lequel il s'est défendu, mais auquel il semble finalement s'être adapté ?

L'orthodoxie russe, au contraire, n'a pas affronté de combats aussi périlleux, jusqu'à des temps récents. Elle a cependant eu à choisir, au ^{XVII}^e siècle, entre une religion officielle, épurée (débarassée ainsi de cette habitude, contraire à celle de l'Église grecque, de faire le signe de croix avec deux doigts de la main droite) et une religion populaire, formaliste, moralisante, bientôt sourdement révolutionnaire. Ces réformateurs populaires furent excommuniés et ce fut le Schisme, le *Raskol*. Dès lors, la lutte fut continuelle contre les Raskolniki. Encore s'agissait-il là de luttes internes. Les luttes externes contre la pensée libre ne commencèrent guère qu'avec le dernier siècle du tsarisme. Au lendemain de la Révolution de 1917, l'Église orthodoxe luttera, en vérité, pour son existence même, pour sa survie, par l'action souterraine et l'acceptation de compromis. Et elle ne semble pas avoir tiré de ce dur combat une possibilité quelconque de renouvellement, ni la volonté de s'engager dans ces nouvelles voies, sœurs du socialisme, que depuis une cinquantaine d'années, le catholicisme du



22. La formation territoriale de la Russie.

Au début du XI^e siècle, Kiev, sur le Dniepr, domine le sud de l'actuelle Russie (une soixantaine de principautés).

Ses princes se convertissent à l'orthodoxie. Kiev est un relais important du commerce entre les pays slaves et Byzance, entre l'Occident et l'Extrême-Orient. À la fin du XIII^e siècle, Kiev perd son importance puis est ravagée par les Mongols. Au XIV^e siècle, Moscou, à l'abri des forêts échappe pendant un temps à l'invasion. Daniel, un fils d'Alexandre Newski (lequel était prince de Novgorod la Grande) guide les premiers pas de l'État moscovite. Ivan le Grand (1462-1505) est le plus grand rassembleur de la terre russe. Avec lui, les guerriers moscovites passent l'Oural et prennent pied en Sibérie. Pierre le Grand (1672-1725) est le légendaire fondateur de la puissance russe, vainqueur des Suédois, vainqueur des Turcs, grand réformateur et fondateur, en 1703, de Saint-Petersbourg. Les villes de Boulgar et d'Itil ont été détruites par les Mongols au XIII^e siècle.

La Grande Russie

• *La seconde Russie, celle des forêts, n'atteint sa majorité que le jour où, à son tour, elle barre l'isthme russe, quand Ivan le Terrible (ou plutôt Grozny : le Redoutable, 1530-1584) réussit à s'emparer de Kazan (1551), puis d'Astrakan (1556) et contrôle désormais l'énorme Volga, de ses sources à la Caspienne.*

Ce double succès aura été obtenu par l'emploi de canons et d'arquebuses. L'envahisseur asiatique qui, avec ses chevaux, avait « pénétré dans le flanc de l'Occident », recula finalement devant la poudre à canon. La Caspienne, atteinte au sud par Ivan le Terrible à défaut de la mer Noire, était sur la route de la Perse et des Indes.

Quant à la mer Noire, depuis le ^{xv}^e siècle, elle était devenue le domaine du Turc. Il n'était pas encore loisible d'atteindre cette mer jalousement, fortement gardée.

Ainsi s'affirmait, triomphait une nouvelle Russie, lentement formée sous une autre latitude et dans des conditions difficiles, bien différentes de celles qui avaient présidé à la naissance, heureuse somme toute, de la Russie kiévienne. Son premier lot fut l'indigence, la servitude, le morcellement féodal.

Tout le sud de l'espace russe – les steppes – avait été occupé dès avant la chute de Kiev en 1241, par les Mongols – les Tatars comme les appellent les Russes. Un grand État mongol indépendant se forma ensuite, qui ajouta à ces vastes régions steppiques les États et villes russes du nord qui reconnurent sa suzeraineté : cet État, le Khanat de la Horde d'Or, eut sa capitale à Saraï, sur la Basse-Volga.

Une prospérité assez longue facilita sa mise en place tant que resta ouverte et sûre la longue *route mongole* qu'empruntaient pour gagner l'Inde et la Chine, les marchands italiens, surtout Génois et Vénitiens, jusque vers 1340. Ensuite, la route se rompit et la Horde d'Or, si elle survécut au sud, perdit peu à peu son emprise sur le Nord forestier.

C'est là qu'avait grandi, au milieu d'un morcellement féodal très poussé et de luttes obscures, la principauté de Moscou, fondée au ^{xiii}^e siècle et qui va peu à peu « ramasser » la terre russe (comme les rois capétiens la terre française à partir de l'Ile-de-France), puis s'affranchir de la tutelle tatar (1480). Au terme de cette émancipation, le « tsar » de Moscou se substituera au khan de la Horde d'Or. Les restes de celle-ci, avant tout les Tatars de Crimée, entre Volga et mer Noire, subsisteront jusqu'au ^{xviii}^e siècle, grâce à l'appui des Turcs Osmanlis dont ils furent les vassaux plus ou moins dociles.

Il a tout de même fallu trois siècles pour que la situation se renversât. Et pendant ce temps, plus encore que de luttes et d'oppositions – qui toutefois n'ont pas manqué – il s'est agi entre Russes et Tatars d'échanges, de rapports pacifiques, parfois de services réciproques. Les souverains de la Horde d'Or ont, en général, appuyé et favorisé la montée de Moscou. Convertis tard et mal à l'Islam, ils ont été, en gros, tolérants, laissant aux peuples soumis leur statut et leurs croyances. À Saraï, il y avait une église orthodoxe.

Entre maîtres et tributaires, il y eut d'ailleurs de nombreux mariages, au point que l'on a pu parler, en Moscovie, d'une aristocratie « semi-orientale ». Au ^{xv}^e siècle en tout cas, quand le reflux de la force tatar est déjà patent, de nombreux Musulmans gagnent les États russes, s'y convertissent au christianisme et entrent au service des princes, pour la plus grande jalousie des sujets autochtones. Ainsi de grandes familles, les Godounov, les Sabourov,

sont d'origine tatare.

Longtemps, les Mongols auront imposé leur prestige aux princes moscovites. Ils représentaient une civilisation plus raffinée que la leur, un État mieux organisé et qui leur servira de modèle, une économie monétaire sans équivalent vers le nord. La langue russe d'aujourd'hui conserve encore un certain nombre de mots d'origine mongole, caractéristiques : *kazna*, le fisc ; *tamojnia*, la douane ; *iam*, la station de poste ; *dengui*, l'argent ; *kaznatchei*, le trésorier... Cette civilisation supérieure a installé une certaine Asie dans les mœurs et coutumes de Moscovie. En fait, celle-ci s'est comportée comme un monde barbare éclairé et subjugué par une civilisation supérieure. Cette cohabitation évoque assez bien, avec des heures moins tumultueuses, les rapports de l'Espagne chrétienne et de la brillante Espagne musulmane. Le tsar de Moscou commence à l'emporter sur le khan musulman vers 1480, au moment même où la Reconquista espagnole approche de son dernier acte, la prise de Grenade (1492).

La victoire de Moscou s'est préparée au cours de luttes innombrables et obscures avec les principautés voisines. Elle ne se dessine vraiment qu'avec le règne d'Ivan III (1462-1505), que certains historiens russes ont hier comparé et même préféré à celui de Pierre le Grand. Peu après son avènement, il avait épousé, en 1469, Sophie, l'héritière des Paléologues, les derniers empereurs grecs de Constantinople. Ainsi Moscou, au lendemain de la chute de Constantinople (Tsarigrad) enlevée par les Turcs en 1453, pouvait-elle devenir la Troisième Rome, « dominer et sauver le monde ». Mais ce succès de prestige à long terme (le titre de tsar, déformation peut-être du nom de César, n'est pris par le prince héritier de Moscou qu'en 1492) compta moins que les victoires remportées sur les Lituanais, sur la Horde d'Or (rupture du vasselage, en 1480) et sur la grande ville marchande de Novgorod.

Cette dernière lutte fut difficile, longue, dramatique. En 1475, guerre froide et entrée pacifique dans la ville ; en 1477-78, Ivan fait enlever la cloche du *Vêatché* ; en 1480, il exile une centaine de familles nobles ; en 1487, 7 000 Novgorodiens doivent quitter la ville. Ce fut la fin de cette cité qu'on appelait *Gospodine Velikiy Novgorod* : *Monseigneur Novgorod le Grand*.

Autant que l'idée de la Troisième Rome ou que le titre nouveau de tsar, le signe de l'essor de Moscou, c'est l'arrivée dans la capitale d'artistes italiens, le Bolonais Ridolfo Fioravanti, dit Aristote ; Marco Ruffio, Pietro Solario, constructeurs de palais et d'églises : « Le Kremlin prend alors sa ligne actuelle. » Le fondeur de canons qui dota l'armée d'Ivan III d'une artillerie puissante était aussi un Italien, Paolo Debossis. Ainsi presque un siècle avant Ivan IV le Terrible et les victoires décisives de Kazan et d'Astrakan, se marquent avec force les

premiers pas de la puissance moscovite et ces premiers pas s'accompagnent déjà, sans aucun doute, d'une reprise de contact avec l'Occident.

Tous ces succès, toutes ces novations exigent un effort démesuré de l'État. Un idéologue du temps d'Ivan IV le Terrible, Ivan Peresvetov, élabore la théorie politique de la terreur. On sait aussi que l'*opritchina*, ce système policier qu'instaure Ivan le Terrible, lui a permis « d'écraser l'opposition des princes et des boïars et de renforcer la centralisation de l'État russe ».

• La Russie se tourne de plus en plus vers l'Europe. C'est là, pendant les siècles de sa modernité et jusqu'en 1917 et même au-delà, le fait crucial de son histoire.

À ce jeu voulu, poursuivi avec ténacité, la Russie acquiert des techniques modernes en voie de perfectionnement rapide. L'ère industrielle lui donnera tôt sa revanche vis-à-vis de l'Asie qui l'avait menacée des siècles durant – et même, plus tard, vis-à-vis de l'Europe elle-même.

Dans cet essor, l'Asie aurait-elle eu sa responsabilité ? Des historiens, les frères Kulischer, l'ont soutenu : pour eux, les peuples de l'Asie centrale connaissent, selon les siècles, de longs balancements les poussant tantôt vers l'Europe et la Méditerranée, tantôt vers l'Extrême-Orient et particulièrement vers la Chine. Dans ces conditions le destin de la Russie aurait été déterminé en partie par ce large mouvement qui rejette les nomades vers l'Asie et la Chine, à partir du ^{xv}^e siècle. Il s'ensuivrait dans la Russie méridionale un relâchement de la pression asiatique. L'Islam des Tatars se serait vidé d'une partie de ses forces au bénéfice de l'aventure vers l'Extrême-Orient et quand la situation se renverse à nouveau, avec le ^{xviii}^e siècle, contre l'Europe cette fois, il est trop tard : les avancées des nomades Kirghiz, Bakchirs, provoquées par la poussée chinoise des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, se heurtent à un barrage solidement construit. Même la révolte mi-asiatique de Pougatchev (1773-1774) ne le fera pas sauter.

Cette explication, sans doute trop simple, appelle des correctifs. Il est évident que si la pression de l'Asie s'atténue, la supériorité technique empruntée à l'Occident et qui commence à se répercuter en porte aussi la responsabilité. Il y a essor de l'économie russe, ne serait-ce qu'au contact d'un commerce européen de plus en plus actif aux portes de la Baltique. Rien de plus caractéristique, en tout cas, que l'occupation temporaire de Narva par les Russes sur la Baltique au ^{xvi}^e siècle : la porte ouverte s'est refermée presque aussitôt, mais la Russie aura bientôt sa revanche.

Le dialogue entre Moscovie et Occident, commencé, nous l'avons vu, au moins dès Ivan III, va se poursuivre et s'intensifier. Un voyageur allemand, le baron d'Herbestein, est censé avoir « découvert » la Moscovie (1517) comme Christophe Colomb l'Amérique. En tout cas, marchands, aventuriers de tout poil, vendeurs de conseils ou de projets, architectes, peintres gagnent de plus en plus nombreux cet autre Nouveau Monde, bien avant que Pierre le Grand, enfant, n'ait eu l'occasion de se lier d'amitié à Moscou, dans le faubourg de la Sloboda, avec les étrangers dont il fera ses conseillers. Dès 1571, le duc d'Albe, gouverneur alors des Pays-Bas espagnols, ne signalait-il pas au Reichstag allemand les dangers pour la Chrétienté entière d'une active contrebande d'armes en direction de la Moscovie, son ennemie éventuelle ? Une vingtaine d'années plus tôt, en 1553, l'Anglais Chancellor avait touché avec un de ses navires (le seul qui ait survécu au voyage) Saint-Nicolas-d'Arkangel, par où la *Moscovie Compagnie*, fondée par les marchands de Londres, allait pendant quelques années pousser ses trafics à travers l'immense Moscovie jusqu'à la Perse.

Le rapprochement, esquissé longtemps à l'avance, se précipite et, comme dans un gros plan de cinéma, *se précise avec les hardiesses et les hâtes brutales de Pierre le Grand (1689-1725)*, avec les gloires extérieures du long règne de Catherine II, Catherine la Grande (1762-1796). En conséquence, de vastes modifications affectent alors les frontières et la forme extérieure de la Russie moderne, face à l'Europe. Elle n'a cessé, en effet, au XVIII^e siècle, de maîtriser, d'étendre son propre espace et de déborder sur celui d'autrui. La grande liaison s'organise à partir de Saint-Pétersbourg (aujourd'hui Leningrad), la nouvelle capitale construite à neuf sur la Néva, à partir de 1703, et dont le commerce ne cessera de grandir avec les vaisseaux des Anglais et des Hollandais. La Russie de plus en plus devient Europe. À cette transformation tous collaborent, mais surtout les Baltes et les Allemands. Les voisins sont aux premières loges.

La conquête définitive du Sud (esquissée puis ratée par Pierre le Grand) et l'installation en Crimée, en 1792, se font dans un vide relatif. On connaît ces villages, simples décors démontables, que Potemkine déplace devant Catherine II, lors de son célèbre voyage. De ce côté, la vraie liaison avec la mer Noire va tarder encore ; elle ne s'établit guère avant le début du XIX^e siècle et le lancement d'Odessa par le duc de Richelieu. C'est en 1803 que, pour la première fois, le blé d'Ukraine arrive dans les ports de la Méditerranée occidentale, éveillant les craintes des propriétaires fonciers en Italie, plus tard en France.

En somme, dans les détail et l'ensemble de ses multiples entreprises, *l'histoire russe des XVIII^e et XIX^e siècles est celle d'une « acculturation »*

gigantesque avec ses illusions, ses erreurs, ses cocasseries, ses snobismes, et aussi ses résultats positifs. « Grattez le Russe, vous retrouverez le Moscovite » : ce proverbe, peut-être venu de Russie, fit en tout cas fortune en Occident. Et pourquoi le Moscovite ne resterait-il pas Moscovite, avec ses goûts, son originalité, ses réticences ? À côté de Moscou, on peut visiter aujourd'hui, conservée et entretenue comme un musée, la résidence que le prince Chérémétiev se fit construire au XVIII^e siècle, à Ostankino, par ses artisans serfs, dans le plus pur style classique. Au visiteur qui s'étonne de la fraîcheur des peintures intérieures, des dorures, de la décoration, des plafonds en trompe-l'œil, souvent à peine retouchés, on révèle que toute la construction, dont les murs épais semblent de maçonnerie, est en bois, matériau réfractaire à l'humidité : le prince disait, non sans raison, que rien ne vaut l'agrément, qu'il avait toujours connu, des maisons de bois russes. Il conserva le bois et l'habilla à la française.

C'est un peu l'histoire de tout ce XVIII^e siècle russe qui fit appel à d'innombrables Occidentaux pour tout construire, y compris l'industrie russe – à la mesure du temps bien sûr. Une nuée d'ingénieurs, d'architectes, de peintres, d'artisans, de musiciens, de maîtres à chanter, de gouvernantes s'abattent sur un pays avide d'apprendre, décidé à tout tolérer pour y parvenir. La masse des constructions, dans une ville comme Saint-Pétersbourg où, petit détail symbolique, la bibliothèque de Voltaire, encore intacte, se trouve conservée, plus encore la masse inouïe des correspondances et des papiers en français entassés dans les archives publiques, disent cette épreuve immense à laquelle l'*intelligentsia* russe s'est livrée, d'assez bonne grâce d'ailleurs.

Dans cette culture russe en mouvement une place privilégiée revient à la France. Il y a d'ailleurs chez celle-ci, en contrecoup, un « mirage russe ». Catherine l'autocrate y passe pour libérale parce qu'elle a fait représenter *Le Mariage de Figaro* en Russie avant que cette pièce ne fût autorisée par Louis XVI. Ce mirage ne doit pas cependant nous égarer aujourd'hui encore. En fait, le gouvernement de Catherine II a été *socialement* rétrograde : elle a consolidé le pouvoir de la noblesse et aggravé le servage.

Seule une culture aristocratique regarde volontiers vers Versailles et Paris. Révolutionnaire bientôt dans une partie restreinte d'elle-même, elle s'étendra aux intellectuels et aux étudiants. Comment ceux-ci n'auraient-ils pas suivi alors avec envie les événements appelés à bouleverser, pour le moins à secouer toute la vieille Europe ? Mais c'est contre le colosse russe que la Révolution française (du moins l'Empire napoléonien qui la prolonge) échouera. Vérité à ne pas perdre de vue.

• *À l'arrière-plan, en profondeur, mais aussi s'étalant en surface, la Révolution chemine à travers toute l'histoire de la modernité russe, du XVI^e siècle à l'explosion d'octobre 1917.*

Après l'éclat de la Russie kiévienne où se devinent cependant tant de troubles et tensions sociales, l'immense pays russe a connu un Moyen Âge à retardement. La féodalité s'y enracine au moment où elle se dissipe en Occident. *L'eupéanisation, à partir du XV^e siècle jusqu'au XX^e, s'intensifie*, certes, mais ne va toucher qu'une faible partie de la population, quelques très grands seigneurs, des propriétaires, des intellectuels, des politiques. Bien plus, le développement du commerce avec l'Occident, en Russie comme dans l'Europe centrale, a transformé les seigneurs en producteurs de blé et en marchands. Le « second servage » en est la conséquence évidente, de l'Elbe à la Volga. Les libertés paysannes se vident alors de leur contenu. Les serfs qui, jusque-là, avaient eu le droit, sauf en cas d'endettement, de changer de seigneur chaque année à la Saint-Georges, perdent ce droit. Un oukase d'Ivan IV (1581) leur interdit tout nouveau déplacement. En même temps, le poids des corvées et des redevances s'alourdit sur leurs épaules.

Sans doute, il leur reste la possibilité dont ils usent de *fuir vers la Sibérie ou vers les grands fleuves du Sud*, même de rejoindre aux frontières les hors-la-loi, les Cosaques. La région de Moscou se vide à moitié de ses paysans qu'a saisis le goût de l'aventure et de la liberté. Mais dès que le gouvernement établit dans ces lointaines régions, ou son contrôle direct, ou celui d'un donataire, la liberté acquise de fait se trouve contestée en droit. C'est l'éternelle histoire des libertés russes sans fin conquises, sans fin reperdues. Le seigneur n'a-t-il pas toujours le droit de se saisir d'un fugitif ? Le Code de 1649 a même aboli, à ce propos, toute prescription.

Sans doute y a-t-il eu de vastes, d'immenses, de redoutables révoltes : ainsi en 1669, 200 000 rebelles, Cosaques, paysans, indigènes d'Asie, enlèvent Astrakan, Saratov, Samara ; ils sont maîtres de la Basse-Volga, tuent propriétaires et bourgeois. Stenka Razine qui les conduit ne sera pris qu'en 1671, supplicié, écartelé sur la place Rouge, à Moscou. Un siècle plus tard, et dans ces mêmes régions, le soulèvement de Pougatchev connaît un succès initial aussi massif : Cosaques du Don et de l'Oural, Bakchirs, Khirgiz, serfs des domaines seigneuriaux, ouvriers serfs des grandes fonderies de fer et de cuivre du massif uralien se joignent à la révolte, à la *Pougatchevina*. Celle-ci pousse jusqu'à Nijni-Novgorod, au passage, elle pend les propriétaires et promet à tous terre et liberté. Kazan est enlevé, mais le rebelle ne

marche pas aussitôt sur Moscou. Il sera pris, décapité en 1775. Tout semble rentrer dans l'ordre.

Ces faits sont archi-connus. L'historiographie soviétique s'est plu à les mettre en vive lumière, non sans raison. Plus le temps passe, plus la situation des paysans en Russie se détériore. C'est qu'en même temps que le second servage s'installe une seconde aristocratie. Le *boïar* du temps d'Ivan le Terrible n'était plus le boïar de la Russie kiévienne, pareil au seigneur d'Occident, maître de sa terre. Ivan avait su briser systématiquement les nobles indépendants, il les avait exécutés par milliers, confisquant leurs terres et les conférant à des hommes à lui, les *opritchniki* : ce sont des nobles de service, qui ne tiennent leurs terres, leurs « bénéfices », dirions-nous, qu'à titre viager. Dans ces conditions, la très grosse réforme *rétrograde* de Pierre le Grand est la Loi de majorat de 1714 qui reconnaît à ces nobles de service la possession pure et simple, pour eux et leurs héritiers, des bénéfices qu'ils détiennent. Voilà la seconde aristocratie confirmée, enracinée dans ses avantages, avec ses rangs fixés une fois pour toutes par l'étiquette. Mentchikov, le favori de Pierre le Grand, reçoit ainsi de lui 100 000 serfs... Le double visage de la Russie s'éclaire dans sa puissante contradiction : modernité face à l'Europe, Moyen Âge rétrograde face à elle-même.

Dès lors une sorte de pacte effectif lie le tsarisme à la noblesse qui l'entoure et le sert, toujours craintive et soumise devant les caprices du maître. La situation paysanne s'en ressent ; elle est prise dans des difficultés insolubles. Même les libérations massives de serfs en 1858, 1861 et 1864 ne les ont pas supprimées. Les contraintes collectives du *mir*, du village subsistent à moitié. Les terres prises aux seigneurs sont *rachetables*. Plus encore, les seigneurs vont conserver une partie de leurs domaines. La question ne sera tranchée, un instant, qu'en 1917, par la plus grande explosion agraire qu'ait connue l'histoire russe, cause profonde et efficace de la Révolution. Un instant seulement, puisque commençait bientôt la collectivisation. Le paysan n'aura pas connu longtemps, en Russie, le statut de propriétaire à part entière.

Cette situation rurale explosive a créé, à travers toute la vie russe, une tension révolutionnaire. Elle explique l'immense et immédiat retentissement de la Révolution de 1789, commentée jour après jour dans toutes les gazettes, à Saint-Pétersbourg, à Moscou, mais aussi bien à Tobolsk, en Sibérie ; suivie avec passion dès ses débuts dans les milieux de la noblesse libérale, mais aussi de la bourgeoisie marchande ou des intellectuels et publicistes, souvent d'origine roturière. On peut lire, à ce sujet, le petit livre de Michel Strange, *La Révolution française et la société russe*, paru dans une traduction française à Moscou, en 1960. La Déclaration des Droits de l'Homme, les nouvelles des émeutes françaises, de la Grande Peur « touchaient

de façon immédiate aux questions les plus brûlantes du régime de l'autocratie et du servage » ; elles étaient la réalisation de ces sentiments que l'on pouvait lire en Russie « sur le front de chaque paysan », suivant l'expression d'un contemporain.

D'autres tensions s'ajouteront à cette essentielle question paysanne avec l'industrialisation qui s'esquisse dès le milieu du XIX^e siècle. C'est le moment où, avec le règne de Nicolas I^{er} (1825-1855) (lequel n'en porte certes pas la responsabilité), la grande littérature russe s'affirme avec Pouchkine (1799-1837), Lermontov (1814-1841), Gogol (1809-1852), Tourgueniev (1818-1883), Dostoïevski (1821-1881), Tolstoï (1828-1910)... En vérité, c'est une immense prise de conscience de la Russie par elle-même.

De nouvelles formes de révolution, d'agitation révolutionnaire s'inaugurent bientôt et prolifèrent, du mouvement restreint des « décabristes » (on dit aussi « décembristes ») en 1825, jusqu'à la fusillade devant le Palais d'Hiver (1905) ; des nihilistes des années 60 à la formation, en 1898, du Parti social-démocrate russe à Minsk, le premier parti marxiste ; des slavophiles (parfois révolutionnaires chauvins) aux Occidentaux enragés. Les intellectuels, la jeunesse, les étudiants, eux surtout, et les exilés portent la torche de la révolution à venir. À cette flamme aboutit toute l'histoire russe.

Chapitre II

L'U.R.S.S. de 1917 à nos jours

La Révolution de 1917 ayant déjà été étudiée au cours de la première partie de ce livre, à la fois dans ses prémices et ses suites (politiques, économiques, sociales), seuls relèvent de ce chapitre les vastes problèmes qui touchent à l'histoire de la civilisation soviétique :

1) Comment le marxisme a-t-il rencontré, puis guidé la Révolution russe ?

2) Comment se perpétue-t-il dans l'actualité soviétique, humainement parlant, hors des plans et des chiffres qui ont évidemment leur énorme importance ?

3) Sous ces chocs et ces contraintes, le présent et l'avenir d'une civilisation soviétique peuvent-ils s'appréhender ?

De Karl Marx à Lénine

La pensée de Marx a gagné assez vite les attentifs milieux intellectuels et révolutionnaires russes, favorables à l'Occident et d'autant plus opposés aux traditionalistes slavophiles. Le marxisme ne trouve-t-il pas très vite à l'université de Saint-Petersbourg des adeptes parmi les économistes et les historiens, dans la mesure, dit-on, où cette université s'oppose à celle, conservatrice, de Moscou ?

• Le marxisme est le fruit d'une collaboration, pour l'essentiel l'œuvre de Marx (1818-1883) et, pour le secondaire, l'œuvre de Frédéric Engels (1820-1895) qui travailla quarante ans à ses côtés et lui survivra douze ans.

Cette immense doctrine marque un tournant essentiel de la pensée, de l'action et de l'explication révolutionnaires des ^{xix}^e et ^{xx}^e siècles dans la mesure où elle lie la révolution à la société capitaliste moderne, industrialisée, dont elle découlerait comme un fruit naturel, inévitable. Dans la mesure où elle offre une conception d'ensemble du monde, qui associe fortement l'explication sociale à l'explication économique.

La *dialectique* de Marx (entendez par dialectique la recherche d'une vérité au travers de contradictions) s'inspire de Hegel, tout en s'opposant à sa philosophie. Pour Hegel, l'esprit domine le monde matériel, l'homme est surtout conscience. Pour Marx, il y a, au contraire, prédominance du monde matériel sur l'esprit. « Le système hégélien reposait sur la tête, écrira-t-il, on l'a mis sur ses pieds. » N'empêche que la dialectique de Marx reprend les *temps*, les expériences successives de la dialectique de Hegel : 1) l'affirmation ; 2) la négation ; 3) La négation de la négation, c'est-à-dire l'affirmation d'une vérité en devenir qui tienne compte des deux premiers temps à la fois et les réconcilie.

Cette façon de raisonner est toujours à l'arrière-plan de l'argumentation de Marx. Comme le dira le révolutionnaire russe Herzen, « la dialectique est l'algèbre de la révolution ». C'est, en tout cas, le langage de Marx, un art de dégager, de préciser les contradictions, après les avoir reconnues *scientifiquement* comme telles, puis de les surmonter. Le marxisme a été défini comme une *dialectique matérialiste* : la formule n'est pas inexacte, bien que Marx ne l'ait pas employée et qu'il ait, selon la remarque de Lénine, beaucoup plus insisté sur la dialectique que sur le matérialisme. On ferait à la suite de Lénine la même remarque au sujet du *matérialisme historique*, formule plutôt malheureuse d'Engels : Marx a beaucoup plus insisté sur l'histoire que sur le matérialisme. C'est un fait qu'il a puisé les arguments dialectiques de sa doctrine révolutionnaire dans une analyse historique de la société qui est une des grandes nouveautés de son œuvre.

La société occidentale du milieu du ^{xix}^e siècle lui paraît souffrir d'une contradiction majeure dont l'analyse dialectique est la base même du marxisme. Résumons brièvement cette analyse. Le travail est, pour l'homme, un moyen de se libérer de la nature, de s'imposer à elle. C'est en travaillant qu'il prend conscience de son essence qui est, travailleur parmi tant d'autres, de faire partie d'une société. Dans la société, qui est travail et libération, il y a à la fois « naturalisme de l'homme » et « humanisme de la nature ». « La société est la consubstantialité de l'homme avec la nature. » Telle est l'affirmation, sur la valeur et le sens du travail humain.

Suit la négation : dans la société que Marx a sous les yeux, par un

paradoxe extravagant, le travail ne libère pas l'homme, il l'asservit. L'homme est exclu de la propriété des moyens de production (la terre ou l'usine) et des bénéfices de cette production même. Il est obligé de *vendre* son travail, de l'*aliéner* au profit d'autrui. La société moderne a fait du travail un moyen d'asservissement.

Alors quelle est la négation de la négation, la porte de sortie de cette contradiction ? La société capitaliste qui crée l'*aliénation* aboutit, quand elle parvient au stade de l'industrialisation, au travail et à la production de masse, donc à la formation d'une classe de plus en plus étendue d'asservis, conscients de leur asservissement, le *prolétariat*. Celui-ci aggrave automatiquement la lutte des classes, la guerre des classes et introduit ainsi la révolution à brève échéance.

Le capitalisme industriel étant le dernier stade d'un vaste processus historique qui a successivement fait passer la société des hommes de l'*esclavagisme* au *féodalisme*, puis au *capitalisme* (marchand, ensuite industriel), le monde du *xix^e* siècle est arrivé, en même temps qu'à l'industrialisation, au stade de la révolution, de l'abolition de la propriété privée ; demain, du communisme.

Ce n'est cependant pas du jour au lendemain que le communisme va se substituer à la société capitaliste (on sait que Marx, s'il connaît au moins dès 1846, le mot de capitaliste, n'utilise pas encore le mot commode de *capitalisme*). Il y aura, comme il l'explique lui-même (1875), une « phase inférieure du communisme », quand la société nouvelle se dégagera, tant bien que mal, de l'ancienne. La terminologie la désigne, aujourd'hui encore, sous le nom de *socialisme*, « à chacun selon son travail ». La phase supérieure de cette évolution, seule, s'intitule *communisme*. Elle est un peu la terre promise. La société pourra (alors) inscrire sur ses drapeaux : « de chacun selon ses capacités (au stade de la production) à chacun selon ses besoins (au stade de la consommation) ». On le voit : la dialectique de Marx est optimiste, elle est « ascendante », comme l'a écrit Georges Gurvitch.

• Cependant, à ces révolutionnaires russes, le message de Marx ne peut-il pas paraître décevant dans la mesure où Marx, après tout, constate l'impossibilité théorique, pour le moment, d'une action révolutionnaire en Russie, quelles que soient, à ce sujet, ses hésitations vers 1880, aux nouvelles de l'agitation révolutionnaire russe ?

En Russie, en effet, le prolétariat industriel est par trop médiocre, il faut que se poursuive encore, des années durant, le processus qui le crée, que les conditions nouvelles issues des forces productives du capitalisme développent à plein leurs conséquences. Alors s'annoncera

« une époque de révolution sociale ». Les conditions n'en sont pas encore réunies.

C'est que Marx et Engels ont pensé, discuté, agi à partir de l'exemple de l'Angleterre qui, lorsque paraît le tome premier du *Capital* (1867), est déjà arrivée au cœur de sa Révolution industrielle ou, plus exactement, des difficultés que celle-ci a entraînées sans avoir encore offert le moyen de les surmonter. Ils ont raisonné aussi à partir des exemples de la France et de l'Allemagne, celle-ci à peine en retard (et encore !) sur celle-là. Bref, en fonction de situations fort éloignées de celles où se trouve engagée la Russie des tsars.

Dès lors, comment imaginer une révolution sociale au nom de ces mêmes principes, dans cette Russie de la fin du ^{xix}^e siècle, à peine industrialisée, où les paysans à eux seuls représentent 80 % de la population, contre 5 % d'ouvriers ?

Lénine aura vu, dix fois pour une, cette contradiction, dès l'époque où paraissait (1899) *Le Développement du capitalisme en Russie*, plus encore à la veille et au lendemain de la Révolution de 1905. Certes, Lénine, disciple de Marx, est prisonnier d'une pensée qu'il admire, à l'intérieur de laquelle il se meut avec agilité. Pas une idée chez lui dont, d'ordinaire, l'exposé ne se trouve déjà chez Marx. Cependant et bien que son génie soit surtout évident dans le domaine de la doctrine d'action révolutionnaire, son originalité, sur le plan même de la théorie, est beaucoup plus grande qu'on ne le dit d'ordinaire.

Il n'est pas, lui qui appartient à la petite noblesse russe et qui a, en parlant, cet accent caractéristique des aristocrates de son pays, il n'est pas, sans plus, un « représentant du peuple russe », de sa simplicité, de son « intelligence pratique ». Il n'est pas, non plus, un esprit uniquement dévoré par l'action. En fait, il a multiplié les analyses concrètes, originales, les critiques percutantes qui lui valurent « l'honneur de nettoyer les écuries d'Augias de la Seconde Internationale ». Engagé dans l'action, il l'a pensée à l'avance, avec passion et lucidité. Par suite, ses oppositions avec Marx se produisent là où elles devaient se produire *a priori*, sur le plan d'une procédure révolutionnaire qu'il conçoit évidemment dans le cadre de la Russie et qui, concrètement, se définit par les rapports entre le « prolétariat » et le « parti révolutionnaire ».

Disons, en bref, que Lénine aura accordé un primat systématique à la politique sur le social ou l'économique, *au « parti » sur la masse prolétarienne*. Il est en faveur, en forçant les termes, d'un « politique d'abord ».

Pour Marx, la révolution est le résultat d'explosions sociales quasi naturelles, surgissant à leur heure, sous le poids de l'industrialisation et de la lutte des classes. Le prolétariat, que l'industrialisation entasse dans les villes, est révolutionnaire, explosif par nature. À côté de lui,

une certaine bourgeoisie, qui fut le milieu même où se formèrent les idéologies nouvelles, est déjà au terme de sa vocation révolutionnaire. Peut-être est-il encore temps, dans certaines occasions, de profiter du jeu et de l'appui de cette bourgeoisie démocratique et libérale. Mais à propos de cette stratégie, Marx et Engels ont longuement hésité. Après 1848 et non sans raison, ils se sont surtout méfiés des possibilités réactionnaires de la paysannerie française, de ce faux prolétariat attaché à sa parcelle de terre.

La discussion sur les formes de l'action révolutionnaire reste ouverte bien après la disparition de Marx (1883). L'Allemande Rosa Luxemburg (1870-1919) continue la leçon même de Marx : pour elle le prolétariat ouvrier est seul digne de confiance ; il doit être le moteur unique de la révolution ; toutes les autres classes sont des ennemies, en conséquence le « parti » doit être sa chose ; il sera surveillé de près, du dedans, et contrôlé à la base ; c'est le seul moyen d'obvier à sa bureaucratisation.

La direction de Lénine est différente : d'accord avec certains réformistes, il met en doute (« à l'époque de l'impérialisme ») le caractère naturellement, spontanément révolutionnaire du prolétariat (il a d'ailleurs horreur de la « spontanéité »). L'heure est venue, pense-t-il, de mettre l'accent sur le parti et les alliances que peuvent apporter au prolétariat d'autres couches sociales opprimées, quelles qu'elles soient. En 1902, dans *Que faire ?* il soutient que, sans l'action d'un parti *centralisé* de révolutionnaires professionnels, le prolétariat s'orienterait non pas vers la révolution, mais vers le réformisme et un certain trade-unionisme, qu'il s'abandonnerait même à l'utopie d'une aristocratie ouvrière. N'est-il pas vrai qu'en Angleterre alors, le Labour Party naissant va s'opposer au conservatisme réticent des Trade Unions, comme en France, plus qu'on ne le reconnaît d'ordinaire, le syndicalisme fait obstacle au socialisme en marche ? Contre Rosa Luxemburg et quelques autres, Lénine affirme, en outre, que l'ère des guerres nationales n'est pas close, que des alliances avec les bourgeoisies libérales s'imposent. Plus encore, et toujours contre Rosa Luxemburg et le « luxembourgeoisisme », il se rallie à un programme de réformes agraires, se refuse, en tout cas, à considérer la paysannerie comme un élément réactionnaire. Sur ce point décisif, il est sûrement influencé par les socialistes révolutionnaires russes ; il voit comme eux dans la paysannerie asservie le moteur essentiel de la révolution ; il entend ne pas laisser inemployée cette immense force explosive. Elle assurera, on le sait, le succès de 1917 : en ce qui concerne la Russie, en tout cas, Lénine avait raison.

On ne saurait entrer ici dans le détail de ces discussions et positions idéologiques dont certaines joueront un rôle dans l'évolution de l'U.R.S.S., après 1917. Elles suffisent à montrer qu'un transfert culturel

s'est opéré, du marxisme initial au léninisme. Ce dernier est un marxisme repensé, « réinterprété » diraient les anthropologues, adapté à ce pays encore sous-industrialisé, à prédominance agraire, qu'est la Russie des tsars en ce début, si proche et si lointain, du xx^e siècle. « Le prolétariat y avait une importance numérique trop faible, par suite une importance économique, sociale et politique insuffisante pour provoquer par ses seules forces la révolution qui l'aurait opposé aussitôt à l'ensemble de la société » (Lucien Goldmann).

• *Le Parti social-démocrate de Russie, plus tard Parti communiste, a été créé (1898) par la seconde génération des marxistes russes (Lénine, Martov, Dan), avec l'accord de la première génération (Georges Plekhanov, Paul Axelrode, Vera Zassoulitch, Lev Deutsch) qui avait formé, à l'étranger, le Groupe de la Libération du Travail (Groupa Osvobojudenija Trouda).*

Or, lors du second congrès du Parti social-démocrate, à Londres (1903), une scission se produit : d'un côté les Bolcheviks (soit, en russe, les « majoritaires », majoritaires à une seule voix d'avantage d'ailleurs) ; de l'autre les Mencheviks (« minoritaires ») dont Plekhanov lui-même. (En fait, les « minoritaires » redeviendront les « majoritaires » dans le Parti social-démocrate russe.) La raison de cette scission ? L'article premier des statuts, dans lequel Lénine avait introduit des dispositions connues sous le nom de « centralisme démocratique ». Elles prévoyaient : 1) le rôle prépondérant des « révolutionnaires professionnels » (en somme des techniciens) ; 2) une discipline stricte (de fer) du parti ; 3) les pouvoirs étendus et dictatoriaux du *Comité central* sur l'ensemble du Parti, en particulier sur les organisations à la base ; 4) en cas de nécessité, le transfert de tous les pouvoirs du Comité à un bureau restreint. Est-ce clair ? Le Parti devient une machine de guerre autonome, contre laquelle les minoritaires crient à la dictature, à l'abandon des principes démocratiques. (Trotski prévoit alors que la conception léninienne aboutira à la dictature d'un homme, le chef du Comité central.)

Cependant, que les conditions particulières de la Russie, du point de vue de son développement social et industriel, aient imposé cette attitude tactique, il y a de cela bien des preuves. En 1905, Lénine, catégorique, combat ainsi la thèse de certains socialistes, peu nombreux d'ailleurs, qui jugeaient possible « la révolution socialiste (entendez, par le prolétariat) comme si les forces productives de ce pays avaient déjà été suffisamment développées pour une telle révolution ». Plus éclairante encore est la polémique *in extremis*, en

1917, à la veille de la prise du pouvoir par les révolutionnaires, entre Lénine et le fondateur de l'école marxiste russe : Georges Plekhanov. Lénine se défendait de vouloir prendre le pouvoir ; s'il le prenait, ce ne serait que dans l'espoir d'être secouru par une révolution socialiste proche de son explosion dans les pays du capitalisme avancé (rêve, notons-le, auquel la Révolution russe, condamnée d'entrée de jeu ou presque à se faire par elle-même, devra renoncer vite). Plekhanov, revenant aux arguments marxistes de base – faiblesse du prolétariat ouvrier, médiocrité du capitalisme, majorité écrasante de la population paysanne – avertissait Lénine qu'il serait obligé de recourir, s'il saisissait le pouvoir, le voudût-il, ou non, à la dictature, aux méthodes terroristes de gouvernement. Lénine ripostait que parler de la sorte, c'était l'injurier. Et cependant il prendra le pouvoir et déchaînera la révolution agraire, comme Mao Tse-toung une trentaine d'années plus tard...

Ces problèmes pourtant continueront de le préoccuper. Quand, avec la N.E.P., en 1921, il fit un instant machine arrière, ses déclarations se relient, d'une manière caractéristique, à cette ligne de pensée et à ces discussions anciennes : « Nous nous sommes trompés, déclarait-il en substance. Nous avons agi comme si l'on pouvait construire le socialisme dans un pays où le capitalisme n'existait presque pas. Avant de vouloir réaliser la société socialiste, il faut reconstruire le capitalisme. » La N.E.P. ne devait guère survivre à Lénine. À partir de 1928-1929, Staline se ralliait à l'industrialisation qui fut dès lors entreprise par les moyens du bord, avec les difficultés et, finalement, les succès grandioses que l'on sait.

Mais revenons en arrière, en 1883 (l'année même où Marx mourait) pour illustrer ces explications. Georges Plekhanov, imaginant le cas où des révolutionnaires « par accident » ou « par complot » s'empareraient du pouvoir, écrivait qu'« ils ne pourraient créer alors qu'un socialisme de l'Empire des Incas », entendez un socialisme autoritaire. Plekhanov reprenait ainsi un mot de Marx lui-même qui, se référant à une éventualité du même genre, avait parlé, pour sa part, de « socialisme de couvent », ou de « socialisme de caserne ».

Il ne s'agit pas, utilisant ces mots et ces débats comme on l'a fait souvent, de revenir sur les événements d'octobre 1917 et leurs suites, pour en *condamner* le déroulement au nom d'un « marxisme pur » que l'histoire aurait alors débordé, ou bafoué. Le fait à souligner, c'est que, par accident, la révolution socialiste a commencé dans le grand pays le moins industrialisé de l'Europe d'alors. Du coup, il était *impossible* que la révolution s'y déroulât suivant le schéma marxiste de la prise du pouvoir par le *prolétariat*. Le pouvoir a été saisi par le *Parti communiste* (c'est le nom que prend le Parti social-démocrate), soit une minorité infime à l'échelle de la vaste Russie, peut-être

100 000 personnes. Cette minorité admirablement organisée a profité de l'affreuse débandade de dix à douze millions de paysans, s'échappant des cadres de l'armée et qui, s'entre-tuant au besoin, ont reflué vers leurs villages et commencé à s'y emparer des terres des aristocrates, des riches bourgeois, de l'Église, des couvents, de la Couronne et de l'État...

On prête à Lénine cette boutade : « Si le tsarisme a pu se maintenir durant des siècles grâce à 130 000 aristocrates, propriétaires féodaux qui exerçaient le pouvoir de police, chacun dans sa région, pourquoi ne pourrais-je pas tenir quelques dizaines d'années, avec un parti de 130 000 militants dévoués ? » On lui prête aussi cette boutade napoléonienne : « On fonce et ensuite on verra. »

« Tenir quelques dizaines d'années », jusqu'à ce que, en fait, la Russie ait atteint le degré de développement et d'industrialisation dont aurait dû partir une révolution « raisonnable », tel sera, en effet, désormais le problème crucial de la Russie. Le motif aussi d'une dictature implacable qui n'a pas été la « dictature du prolétariat », mais la dictature, au nom d'un prolétariat en voie de création, des chefs communistes. « Sous Staline, cette dictature des chefs est même devenue celle d'un seul homme. » L'exemple qu'évoquent obstinément ces sombres et dramatiques années de la vie russe est celui du Comité de Salut Public de 1793-1794, mais qui n'aurait pas échoué. La raison de cette différence étant sans doute l'organisation de fer du parti unique qui a interdit toute « fraction » durable, à l'inverse de ce qui s'était passé à Paris, en 1794.

Marxisme et civilisation soviétique aujourd'hui

Voilà quarante-cinq ans, un demi-siècle bientôt que l'U.R.S.S. vit sous le régime d'une dictature politique, sans liberté de presse, de parole, d'opinion, d'association, de grève, avec un parti unique, discipliné, « monolithique », où les conflits sous-jacents n'affleurent qu'en oppositions dramatiques de personnes. Voilà quelques années seulement qu'au lendemain de la mort de Staline, 1953, une libéralisation – disons plutôt une humanisation, car libéralisation reste un terme péjoratif pour les communistes – donc une humanisation se fait jour, lente, mesurée, mais semble-t-il irréversible. La raison de ce qu'on a appelé la « déstalinisation » ne serait-elle pas que les heures dramatiques de l'urgence, les temps du Comité de Salut Public sont révolus ? L'U.R.S.S. n'est pas sans doute sortie de toutes ses difficultés internes, mais elle est désormais entrée dans la famille des très grands pays industrialisés, des peuples privilégiés : elle a gagné cette place à la sueur de son front, mais elle l'occupe. En même temps, elle a

construit, le voulant ou non, les nouvelles structures nécessaires à une civilisation de masse. C'est maintenant peut-être que, pour la première fois, elle est libre de choisir *sa* révolution, ou *sa* route, sur le plan intérieur tout au moins, car son importance exceptionnelle dans la politique mondiale, son rôle de *leader* des nations socialistes lui imposent désormais des contraintes d'un autre ordre, externes.

• *Le marxisme a évolué.*

Cinquante années d'efforts et de guerre sur tous les fronts, c'est un long espace de temps. S'étonnera-t-on que, durant ces années, le marxisme-léninisme, doctrine d'État, tout en sauvegardant ses grands thèmes et ses explications habituelles, ait beaucoup évolué ? Le contraire étonnerait.

Si les discours officiels répètent les formules sacro-saintes sur la lutte des classes, la *praxis*, l'esclavagisme, le féodalisme, le capitalisme, sur la paupérisation relative, ou la dialectique matérialiste, ou la base matérielle, ou l'avènement d'une société sans classes et merveilleusement heureuse, cela ne veut pas dire, un seul instant, que la vaste idéologie n'ait pas été entraînée, comme toutes les idéologies et toutes les religions, du fait de leur triomphe, dans une évolution qui est *la vie même*. D'ailleurs n'est-ce pas une opinion déjà de toute l'*intelligentsia* russe au début de ce siècle et reprise par les révolutionnaires, qu'une idée n'a de valeur que si elle se concrétise dans la vie pratique, dans la *praxis* ? Système d'idées fortement liées les unes aux autres, le marxisme n'a eu de valeur que jeté dans l'expérience vécue de millions d'hommes. Il s'« actualise » dans ces réalisations, il en subit aussi le contrecoup. D'ailleurs, d'après ses adeptes, « le marxisme est la conception du monde qui se dépasse d'elle-même ». C'est ce que disent aussi des observateurs bienveillants : « Le communisme du ^{xx}e siècle a connu des transformations analogues à celles du christianisme du ⁱer au ^{iv}e siècle. »

Peut-être faudrait-il être casuiste pour dénombrer *ces changements, les infidélités, les hérésies* dont le marxisme vivant s'est rendu coupable à son propre endroit. En dresser le catalogue ne serait pas sans intérêt, à la condition de ne jamais en isoler tel ou tel détail, aussi significatif qu'il puisse paraître. Un pareil catalogue n'a de sens que par rapport à une expérience globale qui l'explique et qu'il explique. Disons, ici, que ce n'est pas le test le plus important ou le plus clair qu'offre l'expérience soviétique.

Au vrai, si cinquante années sont un long bail quand il s'agit, pour les hommes qui l'ont vécue, d'une succession de révolutions et d'épreuves, l'espace chronologique reste très insuffisant pour que

l'évolution idéologique, sociale et culturelle à la suite d'une rupture aussi brutale de structures, se dégage dans toute sa portée. Il faudrait pouvoir distinguer ce qui, dans l'expérience, est aberrant, particulièrement pendant les années de transition (au moins jusqu'à 1930 et même au-delà) et ce qui fut et restera efficace, pour établir les rapports définitifs entre une idéologie violemment imposée et une société prise dans une expérience qu'elle n'a pas choisi de vivre et dont elle n'est pas toujours pleinement consciente.

Ainsi, dans quelle mesure *le rétablissement d'un éventail très largement ouvert des salaires, préconisé déjà par Lénine, a-t-il été un accident, le fait de la volonté toute-puissante de Staline ou bien une nécessité sociale, ou encore un processus économique inévitable* ? Par ce chemin, une hiérarchie sociale s'est établie, avec ses privilèges évidents. Un universitaire soviétique déclarait en riant : « Nous sommes la bourgeoisie soviétique... » Mais cette hiérarchie ne peut rétablir les classes sociales que si ses privilèges, qui ne tiennent qu'aux fonctions, se transmettent, c'est-à-dire si les fils de ces privilégiés tirent, à leur tour, des avantages (d'éducation, d'argent, de fonctions) de la position sociale de leurs parents. Cette tendance est naturelle à toute société où se perpétue la vie de famille, et le communisme n'a nullement détruit celle-ci en U.R.S.S., Staline l'a même consolidée.

Autre problème de base : les tentatives soviétiques pour réorganiser la production agricole de façon collective et qui tournent à l'échec, semblent se heurter aux résistances d'une paysannerie que le régime stalinien, hier, a malmenée. Mais ce malaise paysan dont les romans russes apportent comme un écho assourdi, n'est-il pas la réaction normale, quasi inévitable, d'une culture « traditionnelle » brusquement tirée de cadres séculaires par le mouvement économique d'une modernisation rapide ? Il semble que le problème se présente à tous les pays qui ont accéléré leur industrialisation, et quelles que soient les solutions adoptées.

Par ailleurs, le dernier mot a-t-il été dit – et y a-t-il un dernier mot ? – dans le dialogue plus ou moins tendu entre l'idéologie soviétique et l'Église orthodoxe ? Vis-à-vis de l'« aliénation religieuse », le régime a favorisé un matérialisme militant, un rationalisme de choc – non pas la négation de Dieu, mais l'affirmation véhémement de l'homme. Or la guerre n'a-t-elle pas revalorisé la croyance orthodoxe ? Elle a abouti à un compromis entre l'Église et Staline. Celui-ci n'a-t-il pas rétabli le Patriarcat de Moscou que Pierre le Grand avait supprimé ? Le 7 novembre 1951, il invoquait, dans un discours, Alexandre Nevski, prince et saint de l'Église. Sans doute, les fidèles qui vont, viennent et prient à leur guise sont-ils en majorité de vieilles gens. Cependant pour les baptêmes, les mariages, les morts, quelles sont, en vérité, les attitudes majoritaires ? Le décorum que

l'État essaie d'organiser autour des cérémonies civiles du mariage prouve peut-être qu'il faut lutter, combler un vide.

Enfin n'y a-t-il pas, avec les générations nouvelles, oubli progressif d'un passé dramatique, et comme un repli en profondeur de l'enseignement marxiste-léniniste lui-même, un peu comme le cartésianisme occidental toujours valable s'estompe cependant dans les consciences d'Occident ? Ce qui n'implique pas la renonciation à un idéal communiste. Ce sont vérités qui vont de soi, dont on n'éprouve plus le besoin de discuter à chaque instant. Sur 220 millions de Soviétiques, il y a 9 millions de membres du Parti. Le marxisme-léninisme est leur apanage, leur mot d'ordre, leur langage quotidien. Mais les autres ?

• Toutefois ce qui transforme le plus profondément la vie soviétique, c'est la puissante industrialisation à laquelle elle est soumise et la perspective proche de l'achever victorieusement, c'est-à-dire de développer les succès, de surmonter les difficultés, de réparer les échecs.

Sans doute a-t-elle été payée très cher, humainement parlant. La Russie n'ayant pas, en 1917, trouvé ses bases toutes faites, « fournies à l'avance par le capitalisme », il lui a fallu les construire et c'est pourquoi la dictature stalinienne a pris cette allure singulière. Elle a assumé la tâche primordiale, « historique, remplie ailleurs par le capitalisme de l'âge de fer ». Les *duretés du régime stalinien* ne s'expliquent, entièrement, ni par les caprices d'un homme grisé par sa puissance, ni par les nécessités du *socialisme*, ni par celles du *communisme*. Elles sont aussi un *drame du sous-développement*, la formule étatique impitoyable inventée pour *franchir rapidement, par l'investissement humain, les étapes de l'industrialisation dans un pays agraire arriéré*. Et ce drame recommence sous nos yeux en Chine, au moment où l'U.R.S.S. s'en délivre.

Que le but économique ait été atteint, les spécialistes en discuteront longtemps encore. D'autant que les chiffres offrent un admirable terrain pour la controverse. Leur langage est international. Les peuples se comparent entre eux comme des enfants qui mesureraient leur taille. Encore faut-il que la toise soit la même. La production industrielle s'est accrue en moyenne chaque année de 7,7 % en France entre 1953 et 1959 (1959, indice 156, par rapport à 1953 = 100) ; de 83 % en Allemagne fédérale (1959 = 169, 1953 = 100), de 11,3 % en U.R.S.S. (1959 = 190, 1953 = 100). C'est là le langage des statistiques *officielles*. Toutefois ces statistiques ne sont pas directement comparables. Les Occidentaux calculent les indices en

valeur *nette*, les Soviétiques en valeur *brute*. L'économiste soviétique Strouline a montré que l'accroissement officiel de la production industrielle, calculé en valeur brute, donne, pour 1956, 22,9 fois la production de 1928, mais tombe à 14,7 fois si l'on calcule en valeur nette. On imagine, dans ces conditions, combien les adversaires de l'U.R.S.S. ont pu discuter sur ces chiffres.

Mais à supposer que le but économique n'ait pas été entièrement atteint, il est sûrement en vue. Une énorme progression est en route, avec de magnifiques et prodigieuses réussites en Sibérie et ailleurs.

• D'énormes mutations sociales se sont accomplies. Toutes les sociétés soviétiques ont été bouleversées par la montée en flèche de l'industrialisation ; à leur tour, elles bouleversent la vie soviétique en son entier. De nouvelles structures sont en train de se construire.

a) Et d'abord l'afflux des paysans vers les villes.

L'U.R.S.S. a imposé un rythme de développement américain (américain du temps du *boom*) à un peuple traditionnellement nonchalant, essentiellement paysan encore en 1917. Partout, éclate la contradiction entre cette nonchalance qui reprend souvent ses droits et ce rythme auquel rien n'échappe. Dans les Républiques fédérées de l'Asie centrale, ce mélange d'*américanisme* et d'*orientalisme* est encore plus extraordinaire.

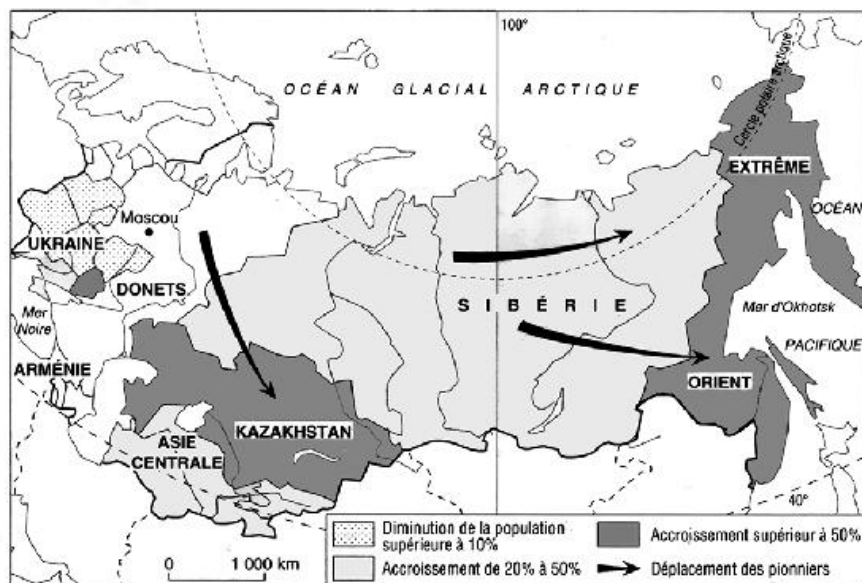
Les chiffres disent l'importance du changement. En 1917, les paysans russes représentaient 80 % de la masse, les ouvriers d'industrie 5 % ; en 1962, les paysans sont à peine plus de la moitié (52 %) contre 35 % pour les ouvriers et leurs cadres. Dans le même laps de temps, les bureaucrates ont décuplé, les intellectuels centuplé au moins. Il en est résulté un énorme appel vers les villes, celles-ci se sont peuplées au détriment des campagnes.

Le mouvement vient de s'accomplir. À l'exception de Leningrad, l'ancienne capitale qui a gardé ses airs de citadine de toujours, les villes nouvelles et anciennes, y compris Moscou (devenu une sorte d'énorme Chicago), ont pris des aspects paysans. Leur vie s'est ruralisée. Intellectuels, étudiants n'échappent pas à la règle. « Une nouvelle race s'est créée en Russie », qui a tout envahi, des fonctions les plus modestes à celles de la recherche scientifique (sommet de l'échelle sociale en Russie). Au moment même où Staline industrialisait l'U.R.S.S. à un rythme inconnu jusque-là, il soumettait la paysannerie à une collectivisation intégrale, libérant du coup un nombre considérable de bras, jetant les paysans bien malgré eux à la conquête des villes. Tout cela en quelques années à peine.

En 1947, les paysans se reconnaissaient encore dans les villes envahies et conquises à leur habillement primitif, à leur manière de se mouvoir lentement, puis de se jeter en criant sur les trams et les autobus. Dès 1956, un changement à vue s'est opéré. Le paysan s'est déjà urbanisé et, le niveau de vie s'améliorant en même temps, il a acquis une tenue meilleure. En 1958, on ne rencontre plus d'enfants ou de femmes marchant pieds nus ; au théâtre et dans les cinémas la tenue est devenue exemplaire, la gaucherie paysanne s'efface. Pourtant les origines campagnardes si proches affleurent dans mille détails du comportement. C'est ainsi qu'à Leningrad, par contraste, tout paraît plus raffiné, les femmes plus élégantes, la langue parlée plus pure. Le cadre aidant, admirablement restauré après 1945, l'impression est celle d'une vieille ville européenne, aimable et fine, de grande allure, vivant toujours, par-delà son port actif, sur le vaste monde. La campagne ne l'a pas submergée. Mais peut-être reste-elle, malgré sa banlieue industrielle, un peu à l'écart de cet extraordinaire brassage qui semble l'image de la Russie de demain. C'est ce mouvement qui donne incontestablement à Moscou son allure de capitale.

b) Conquêtes paysannes : l'usine, l'école.

Cet afflux de main-d'œuvre a submergé les ouvriers qualifiés de jadis. Le paysan a occupé les usines, avec ses ignorances, ses maladresses à l'égard des machines, suspectes à tous les paysans du monde. Ouvrier du jour au lendemain, ce terrien maladroit n'a atteint, au début, qu'un mauvais rendement. Alors, pour pallier les déficiences de la production, on a multiplié la main-d'œuvre.



23. Les fronts pionniers en U.R.S.S.

Même afflux de paysans, de leurs enfants au moins, vers l'école et, au-delà, l'université. Alors que la Russie de 1917 comptait au moins 75 % d'illettrés, sinon davantage, aujourd'hui l'analphabétisme a disparu totalement. Ce qui explique la multiplication des bibliothèques, des salles de lecture, des éditions populaires de classiques russes (sauf exceptions, par exemple Dostoïevski et Essenine jusqu'en 1955) ou étrangers, à des tirages fantastiques (10 millions d'exemplaires, à l'occasion). Le prix des livres, sur papier médiocre, il est vrai, est dérisoire. À ce succès des classiques faut-il trouver d'autres raisons ? La faiblesse des auteurs contemporains, l'absence d'une presse distrayante et facile ? En tout cas l'effort d'éducation a été énorme également dans le domaine de la radio, de la télévision, des disques.

« Cette révolution culturelle » (O. Rosenfeld) a entraîné, à elle seule, une vraie révolution sociale, un désir immense de s'émanciper, de s'instruire, de gravir au plus vite les degrés de l'échelle sociale. « Arrivisme forcené », diagnostiquent des juges sans indulgence. Avidité pour la culture, dirons-nous plutôt, qui vaut à la fois prestige et argent. En tout cas, les étudiants des universités, écoles techniques, enseignements par correspondance ou cours du soir sont de plus en plus nombreux. Les fils de paysans se saisissent souvent des premières places. L'U.R.S.S. fabrique ainsi les intellectuels dont elle a besoin, ingénieurs, chercheurs, officiers, professeurs, à partir de cet inépuisable réservoir d'hommes. Ce qui, au vrai, s'est passé en France

avec les réformes scolaires de Jules Ferry, puis la gratuité de l'enseignement secondaire et des universités, mais lentement, à petite échelle, s'organise dans la Russie soviétique en grand, à une vitesse inouïe, souvent d'un seul bond, avec évidemment quelques accroc. C'est ainsi qu'on apprend avec étonnement que, de 1947 à 1956, l'enseignement secondaire n'était pas gratuit en U.R.S.S.

c) Toutefois le niveau de l'enseignement a baissé, dit-on généralement.

Mais cette affirmation formulée, on la regrette aussitôt. Sans doute, le russe qui se parle n'est-il plus le russe raffiné d'hier. L'enseignement prodigué est utilitaire, il fabrique à la chaîne les intellectuels dont a besoin la vie moderne, une série de spécialistes depuis l'instituteur jusqu'à l'ingénieur et même au professeur d'université. Des demi-intellectuels, dit un observateur d'ordinaire indulgent.

Est-ce tout à fait juste ? Cette demi-culture de la majorité est-elle seulement le fait d'un pays neuf, comme on nous le suggère, ou plus simplement celui d'une civilisation de masse qui s'élabore ? Dans tous les pays fortement industrialisés du monde, en Europe ou en Amérique, l'enseignement en se généralisant a tendance à se spécialiser et, sur le plan de la culture générale, à baisser de niveau. Le nombre des représentants de la véritable élite intellectuelle n'a peut-être pas diminué pour autant. Au pis-aller, il est stationnaire (et encore !). Au lieu de l'étroite élite intellectuelle et de la grande masse d'analphabètes des civilisations traditionnelles, les civilisations modernes proposent, à côté de la même élite et d'une faible quantité d'illettrés, une masse de gens pour qui l'instruction n'a que l'intérêt d'un outil de travail, non celui d'une formation intellectuelle supérieure.

En tout cas, lorsqu'on arrive à ce niveau supérieur, les intellectuels, les savants ou les professeurs soviétiques se présentent, à notre avis, et compte tenu des différences idéologiques, comme les égaux de ceux d'Europe ou des États-Unis. Comme les héritiers aussi de la même culture. Pour un intellectuel parisien par exemple, passer des universités françaises à l'Académie des Sciences de Moscou, c'est se retrouver chez soi, être à propos de n'importe quelle discussion ou plaisanterie immédiatement compris, comprendre soi-même immédiatement la réponse. L'impression première est que l'isolement total de la Russie pendant quarante ans, cet isolement physique qui a coupé toutes relations suivies entre les Soviétiques et l'Europe, n'a pas compté sur ce plan-là. Impression assez étonnante à première vue, mais à la seconde ? Europe et Russie, au début du xx^e siècle, étaient immergées dans une même civilisation. Alors que valent quarante ans pour des réalités de civilisation ? Malgré le fantastique ébranlement de

nombreuses structures sociales, l'U.R.S.S. de 1962 appartient largement à la même civilisation que la Russie de 1917, c'est-à-dire à la nôtre.

d) La littérature et les arts semblent, à vrai dire, contredire cette affirmation.

Car s'il fallait y chercher, comme à l'ordinaire, le meilleur témoignage sur la société qui les porte, en l'occurrence la soviétique, celle-ci ferait assurément pâle figure. Mais justement ces œuvres édifiantes, qui frappent avant tout par une irréalité allant jusqu'à l'absurde, portent-elles témoignage sur les écrivains et artistes soviétiques, et même sur la société, la vie quotidienne ? Elles sont le fruit de circonstances exceptionnelles.

Ce langage particulier de l'art et de la littérature soviétiques, absent des œuvres de Marx, d'Engels et même de Lénine, n'apparaît qu'avec les débuts de la puissance de Staline, vers 1930. Il s'agit d'attaquer les intellectuels qui ne se plient pas alors à la discipline de fer exigée par Staline, à la mobilisation du « front littéraire et artistique » pour l'exécution du plan quinquennal. La première victime fut l'Association des Écrivains Prolétariens (la R.A.P.P.) dissoute en même temps que les organisations similaires dans le domaine des arts plastiques et de la musique (1932). À leur place, une organisation unique, contrôlée directement par le parti.

En même temps, artistes et écrivains étaient invités à devenir les « ingénieurs des âmes humaines ». En 1934, Jdanov, secrétaire du parti, définit leur dogme, « la méthode du réalisme socialiste ». Il s'agit de décrire avec « véracité » le « caractère historiquement concret » de la réalité socialiste, des conditions de production en particulier, et ainsi de contribuer à la « transformation idéologique et à l'éducation des travailleurs dans l'esprit du socialisme ». Le devoir est d'être « tendancieux » selon les propres termes de Jdanov, d'écrire des œuvres « édifiantes » où les personnages apparaissent nettement partagés en « héros positifs », les vrais communistes, et « négatifs », tous les autres. Les mouvements d'avant-garde, qui avaient fleuri dans tous les domaines au début de la Révolution et que d'ailleurs on continue d'appeler, en Russie, l'« art de gauche », seront dès lors condamnés, pourchassés comme « formalistes ». De nombreux écrivains ou directeurs de théâtre sont alors arrêtés, et périssent mystérieusement. La plupart des écrivains de valeur se réfugient dans le silence ou le demi-silence. Choloikhov, l'auteur du *Don paisible* (trois premiers volumes publiés entre 1925 et 1933, le quatrième en 1940), n'écrira plus rien jusqu'à la mort de Staline.

Après la guerre, pour réagir contre les influences de l'« Occident pourri », le « jdanovisme » accentue sa pression. La littérature, le

théâtre, le cinéma sont étroitement surveillés, la moindre déviation dénoncée, châtiée. En 1948, les grands compositeurs Prokofiev, Chostakovitch, Khatchatourian sont violemment attaqués, pour leur hermétisme et leur abus des dissonances...

Bref, pendant toute la dictature de Staline, les artistes ont été mis au pas comme le reste de la population soviétique. Conformisme et médiocrité marquent la production entière de cette époque.

La mort de Staline a-t-elle tout changé ? Oui et non. La réaction, sans doute, fut immédiate, la détente brutale, mais cette explosion libérale a paru dangereuse. Elle a été récemment freinée.

La fin de l'année 1953, l'année 1954 ont été marquées par une profusion de pièces satiriques sur les tares de la société soviétique ; l'article d'un jeune critique, publié dans la revue *Novy Mir*, sur la « sincérité en littérature », tournait en ridicule le partage traditionnel entre personnages positifs et négatifs. Malgré les sanctions que ces hardiesses valurent à leurs auteurs, la critique du culte de la personnalité, la déstalinisation provoquèrent d'autres libertés de langage. Le retour de centaines de milliers de déportés, l'assurance que les sanctions violentes étaient désormais abolies entraînèrent une si vive effervescence intellectuelle, un tel changement d'équipes (c'était désormais aux écrivains qui s'étaient distingués sous Staline de se taire et aux anciennes victimes, quand elles étaient vivantes, de parler haut) que les dirigeants s'en émurent. En 1957, les hommes de lettres et les artistes furent admonestés et priés de s'abstenir de tout « révisionnisme », et, sous prétexte de se refuser à « embellir et vernir » la réalité soviétique, de ne pas la noircir systématiquement. Cette position est l'expression même de la politique de Khrouchtchev.

La condamnation des méthodes de Staline est certaine ; même les adversaires politiques abattus ne sont plus exécutés, ni l'objet de violences physiques ; une certaine libéralisation est intervenue dans les rapports culturels et les relations avec l'étranger. Mais ouvrir les portes à une violente campagne de critique, au moment même où la révélation des crimes de Staline a profondément bouleversé une jeunesse qui l'avait aveuglément admiré, c'était mettre en péril le régime et du coup la position de l'U.R.S.S. comme leader des pays socialistes du monde, mettre en jeu, peut-être, une partie de sa puissance internationale. Le gouvernement a donc réagi, sans faiblesse.

Le public suit-il cette lutte ? Le goût des vastes auditoires populaires va aux pièces classiques du répertoire russe ou étranger, au folklore, « pur, stylisé ou adapté », à l'opéra classique que ces paysans de la veille viennent de découvrir. D'où le succès des opéras, de *Faust* à *La Traviata* ou à *Carmen* qui font concurrence aux danses de l'Armée soviétique, ou au ballet de Tchaïkovski, *Le Lac des Cygnes*. Cependant, gardons-nous de

croire qu'il y a, en ces domaines, deux « paliers », le gros public et l'élite intellectuelle. La liberté d'expression que réclament et souhaitent écrivains et artistes, c'est le problème crucial du présent et de l'avenir soviétiques.

e) La gloire des mathématiques et des sciences.

Ces problèmes ne se posent guère en ce qui concerne les sciences exactes.

Elles sont dans un état souvent voisin de la splendeur.

À cela mille raisons. Les sciences ont été un secteur intellectuel d'ordinaire peu contrôlé. Souvent le scientifique n'a rien à voir avec les discussions politiques ou idéologiques, il peut les fuir. D'autre part, les Russes ont toujours été des mathématiciens hors ligne. Le gouvernement, en outre, n'a ménagé ni les crédits ni les injonctions, et c'est une tâche exaltante que de fabriquer un monde, d'en imaginer même de nouveaux, inédits. Enfin, il faut dire que sur le plan de la recherche, l'autoritarisme a du bon. La recherche, dans les pays capitalistes, a tendance à se disperser suivant les différentes branches de l'industrie, elle est attirée par les exigences de cette industrie. En U.R.S.S., elle s'est concentrée sur les options gouvernementales. L'industrie y a perdu, et plus encore le confort de la vie soviétique, assez dédaigné jusqu'à des temps récents. Mais la recherche en a indubitablement profité, ainsi que l'organisation des équipes scientifiques. Or, aujourd'hui, la recherche n'est pas l'affaire du meilleur savant, mais de la meilleure équipe. Faut-il en rendre grâce à l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S. ?

Que conclure ? Que l'U.R.S.S. sort de difficultés inouïes, qu'elle est au bord de réussites fantastiques dans le domaine matériel. Ces réussites sont déjà là. Mais la mise en place de ses structures nouvelles n'est pas encore terminée. Elle est gênée par des souvenirs tragiques et par le retentissement même de l'expérience soviétique à travers le monde. Au moment où elle serait presque libre de choisir son destin intérieur, il lui faut tenir compte du retentissement de ses actes sur la scène internationale.

Elle le paie d'une certaine limitation de sa liberté, limitation qui subsiste au-delà de la déstalinisation. Elle le paie aussi dans ses « superstructures » de l'art, des lettres (domaine de cette évasion sans laquelle nulle civilisation ne peut ni aller jusqu'au bout d'elle-même, ni s'exprimer totalement). Espérons que ces superstructures fleuriront brusquement, d'un seul coup, comme les pommiers à Moscou sur la place du Bolchoï, au premier soleil un peu chaud du printemps.

Le Congrès d'octobre 1961

Le dramatique XXII^e Congrès du Parti communiste, en octobre 1961, jette sur la situation présente de l'U.R.S.S. un éclairage fantastique. Bien sûr, il ne s'agit pas, présentement, de saisir dans ses couleurs d'encre le jeu dramatique des personnes, de dresser la liste des condamnations, des excommunications, des « morts vivants » ou des « vivants morts », ou d'analyser à loisir une agitation qui fait songer si souvent à un roman de Dostoïevski, aux personnages tourmentés et tourmenteurs des *Frères Karamazov*.

Ce qui importe, c'est la civilisation soviétique elle-même, confrontée à des choix et à des tâches difficiles, sur les plans intérieur et extérieur. De leur succès dépendra son avenir. Tâches difficiles : la *première* concerne les nationalités allogènes, les races et civilisations non russes assez nombreuses dans l'ensemble des Républiques fédérées ; la *seconde*, l'avenir matériel (mais est-il seulement matériel ?) de la civilisation soviétique, prise dans son ensemble ; la *troisième*, le destin du communisme international qui perd, lui aussi, son monolithisme d'hier pour devenir « polycentrique » et céder le pas aux « communismes des patries ».

• En ce qui concerne le premier problème, l'enjeu est le suivant : l'U.R.S.S., comme son nom l'indique, est, veut être une fédération de Républiques, d'États en principe indépendants, mais liés ensemble. Cette coexistence peut-elle s'améliorer et conduire à une puissante civilisation unifiée ?

Cette union réalisée par l'Empire des tsars a connu, dès avant 1917, bien des avatars. Déchirée, reprise, consolidée, remise en cause, elle reste un problème difficile, sans solution parfaite. Si leur autonomie est plus qu'évidente, aucune des Républiques n'est vraiment indépendante, puisque sa défense, sa police, ses communications relèvent du pouvoir central, représenté par des délégués qui siègent au Comité central de chaque République. Des nationalismes, des « chauvinismes » locaux existent, et ils sont dénoncés. Des heurts se sont produits. La Géorgie a été ainsi ramenée à l'Union, en 1921 ; aujourd'hui, la déstalinisation heurte sa fidélité à l'égard du plus illustre des Géorgiens. Les États baltes, libérés en 1918, annexés en 1940, réoccupés en 1945, avaient eu, sous les tsars, un statut privilégié : il n'a pas été question de le leur accorder à nouveau. Il y a eu crise en Kirghizie, en 1949-1951 à propos de l'épopée nationale,

Ma as, frappée d'interdit par les autorités. En Azerbaïdjan, le Soviet Suprême, en 1958, affiche son propos de ne voir reconnaître comme seule langue de la République que l'azei.

Intérêts locaux, cultures, langues originales, souvenirs historiques, fidélité ou non au communisme, intrusion, immigration dans toutes ces Républiques, ou de Russes, ou d'Ukrainiens : autant de problèmes et, le cas échéant, de tensions de type colonial. À la suite de la mise en valeur des terres vierges, les Russes sont devenus plus nombreux que les Kazakhs au Kazakhstan.

Une seule politique soviétique est possible et se devine à l'avance : maintenir, sauvegarder la cohésion la vie commune, l'« harmonie » de l'ensemble, en faisant aux États nationaux des concessions raisonnables, voire très généreuses, d'autant qu'ils représentent, à eux tous, une très faible partie de la puissance de l'U.R.S.S. C'est la politique qui émerge au XX^e Congrès (1956). Il en est résulté des concessions, des autonomies accrues, un retour franc à la politique léninienne des nationalités. Pour un Occidental, elles évoquent les problèmes classiques des flux et reflux entre colonisation et décolonisation. Avec ce côté dramatique supplémentaire que, dans le cas de l'U.R.S.S., colonies et métropoles se touchent géographiquement, physiquement parlant. À l'ordre du jour du XXI^e Congrès figure bel et bien l'*assimilation*, mot bien évocateur en soi. Or est-elle possible, et l'U.R.S.S. réussira-t-elle, sur ce point, ce que l'Occident vient bel et bien de rater ?

Le secrétaire du Parti communiste du Kazakhstan affirme, en 1959, « que la thèse léninienne de la fusion des nations en raison de leur essor et de la multiplication des pratiques communes est dès à présent confirmée par l'expérience ». Ceci est fort possible : il y a des exemples dans le passé, nous l'avons vu, d'assimilations réussies et la politique commune, les concessions réciproques, la nécessité de vivre ensemble sont des arguments de poids auxquels s'ajoute la formation, par la pratique du communisme acceptée en même temps pendant quarante ans, de structures nouvelles et communes aux deux parties. Toutefois, les civilisations sont tenaces. La seule question des langues nationales défendues avec entêtement et succès le prouve : les Républiques d'U.R.S.S. n'ont pas renoncé à leurs civilisations locales. Le débat donc reste ouvert. On peut même se demander si la lutte contre l'analphabétisme et le développement de l'enseignement, général en U.R.S.S., n'ont pas développé la conscience nationale des populations d'Asie centrale.

• *Prosperité ou civilisation « bourgeoise » : l'annonce d'un plan de vingt ans qui conduira l'U.R.S.S. aux félicités de*

la société communiste n'est pas un vain projet.

À telle ou telle condition, disent les experts jamais d'accord entre eux, l'U.R.S.S. a les moyens de réaliser ce bond en avant vers le bien-être. C'est même dans la mesure où l'opinion générale est désireuse à la fois de paix (passionnément) et de progrès matériel et qu'elle croit désormais ce progrès possible que de jeunes générations affluent avec enthousiasme dans les cadres de la vie active du pays. Une immense mutation se prépare, se produira, quelle que soit la forme qu'elle prendra ou l'étiquette dont, ensuite, on la désignera.

La vie soviétique, en 1962, est dominée par cette avance rapide vers les dernières étapes de la Révolution industrielle. La révolution khrouchtchévienne a ouvert les portes à cet avenir proche depuis que le plan septennal de 1958 a mis l'accent sur ces industries nouvelles qui commandent un certain type de consommation « sophistiquée » : électronique, électro-mécanique, énergie nucléaire, matières plastiques, chimie de synthèse, toutes industries qui, en attendant de fabriquer une nouvelle couche de consommateurs, exigent et forment « un nouveau type de classe ouvrière » : techniciens en blouse blanche, technologues, chercheurs de bureaux d'études, savants de laboratoire... *C'est la pression de ces forces sociales nouvelles qui rend irréversible la démocratisation de l'U.R.S.S.* dans des délais plus ou moins longs, conclut le sociologue à qui nous empruntons ces détails.

Encore faut-il que cette poussée, cette pression s'ouvre une voie à travers les forces vives et les inerties de la société et du Parti communistes. Et il est logique que ce dernier essaie de maintenir dans la ligne de ses mérites cette arrivée au confort et au bien-être, après tant d'épreuves, qu'il essaie de faire de cette réussite sa réussite.

Il n'y parviendra en réalité que si l'U.R.S.S. prouve qu'en vivant quarante ans de socialisme elle est devenue autre et que, si la Russie de 1917 vivait dans le cadre de la civilisation occidentale, l'U.R.S.S. de 1962 ne concevra pas *l'arrivée au bien-être* selon les normes adoptées par l'Occident « bourgeois ». Bref, si elle prouve que la prospérité n'aura pas été pour elle, comme pour l'Occident et l'Amérique, le meilleur moyen de se « partager » de la révolution.

Sur ce point, il est impossible de prévoir quoi que ce soit. Les jeux ne sont pas faits. Il est toutefois probable que l'U.R.S.S. inventera sa propre solution qui ne sera ni l'américaine ni l'européenne.

• Le communisme international.

Sur ce plan non plus, les jeux ne sont pas faits, ni dégagés avec netteté.

Les commentateurs occidentaux du Congrès d'octobre 1961 y voient

volontiers la fin du monolithisme du Parti communiste international, comme si l'U.R.S.S. en abandonnait sciemment la direction exclusive et les sacrifices qu'elle implique, pour se consacrer à son seul bond en avant, se préparant à être la seule à s'engager, grâce à la prospérité matérielle, dans les perfections du communisme. En somme, l'U.R.S.S. accepterait désormais le bicentrisme (Chine, U.R.S.S.), ou même le polycentrisme, le « communisme des patries », chacune étant abandonnée à son sort, à ses problèmes particuliers.

Il est téméraire d'être aussi catégorique ; la politique, même à l'intérieur de la vaste famille communiste, obéit à ses règles ordinaires : se fâcher, se quereller, se menacer même, puis se réconcilier, se résigner aux compromis que les Anglo-Saxons ne sont pas les seuls à préconiser. La méfiance de l'U.R.S.S. vis-à-vis de la Chine ne date pas d'aujourd'hui : elle est enracinée dans des siècles d'histoire et aussi dans les conflits qui, au ^{xix}^e siècle, mirent la Russie au nombre des grandes puissances qui se partagèrent les richesses et les dépouilles de la Chine. Mais sa méfiance vis-à-vis des États-Unis n'est pas moins grande et les réalités de la guerre froide sont là. Qu'elle le veuille ou non, et pour les raisons qui ont obligé les États-Unis à renoncer à l'isolationnisme, l'U.R.S.S. ne peut se réfugier dans sa nouvelle prospérité. Elle est contrainte de penser sa politique intérieure en fonction des réalités extérieures du monde.

Cependant une classification se dessine à travers le monde des Partis communistes qui entoure l'U.R.S.S. comme un système planétaire gravitant autour d'un soleil, les planètes étant souvent dissemblables les unes des autres.

Au loin, *les Partis communistes nationaux*, les uns pris dans l'hostilité des pays occidentaux prospères (Italie, France) quand ils ne sont pas efficacement supprimés (pays anglo-saxons, Allemagne de l'Ouest) ; les autres installés dans la clandestinité des pays occidentaux politiquement hostiles, mais économiquement faibles (c'est le cas de l'Espagne, du Portugal, de l'Amérique latine) ; d'autres encore agissant dans l'arène, où tous les espoirs sont licites, des pays sous-développés et que l'expérience soviétique ou chinoise fascine.

Proches et lointains aussi, *une auréole de pays communistes*. Ceux du « glacis », face à l'Occident, protègent depuis la dernière guerre la masse continentale de l'U.R.S.S. : *Allemagne de l'Est, Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie, Roumanie, Bulgarie*, où d'énormes transformations économiques et sociales sont en cours. Ce sont tous, sauf la Bulgarie (et encore), des pays en voie rapide d'industrialisation, Allemagne de l'Est et Tchécoslovaquie ayant hérité d'ailleurs d'une forte industrie, déjà organisée avant leur entrée dans le communisme. En marge du glacis, le cas aberrant du communisme albanais et du très progressiste socialisme de Yougoslavie.

La position de ces pays est complexe : d'une part, ils n'ont pas la possibilité de s'éloigner de l'U.R.S.S. ; d'autre part, certaines des réformes de structure, gages de leur avenir (réformes agraires, disparition des énormes domaines polonais ou hongrois, industrialisation), n'auraient, sans doute, pas été possibles ou aussi faciles sans l'intrusion brutale du communisme. En fait, dans chaque pays, et suivant les économies et les civilisations mises en cause, les relations avec l'U.R.S.S. et le communisme lui-même sont plus ou moins confiantes, plus ou moins libres, plus ou moins fructueuses.

Enfin, très au loin, accablée sous le poids de ses difficultés et soulevée par son orgueil, *la Chine communiste*, le plus vaste des pays sous-développés du monde actuel. Le moins docile assurément et le plus dangereux des partenaires communistes de l'U.R.S.S.

Cette carte rapidement dessinée ne correspond pas seulement aux positions politiques ; elle est aussi celle des positions économiques. Celles-ci ne commandent pas le jeu, mais l'infléchissent à l'avance. L'U.R.S.S., que son effort mené depuis si longtemps a placée en tête, risque pour l'instant de connaître la solitude des vainqueurs.

Post-scriptum 1966

L'Union soviétique demeure aux prises avec son prodigieux destin. Ce sont les faits politiques qui ont tenu la vedette, avant tout l'émergence du conflit sino-soviétique dont la chute de N. Khrouchtchev ne marque (17 octobre 1964) qu'un épisode.

Ce conflit est devenu aigu au cours des années 1962-63-64. Avant 1962, les attaques dirigées contre la Chine par l'U.R.S.S. étaient formulées contre les doctrinaires et les Albanais ; réciproquement, les attaques chinoises contre l'U.R.S.S. se faisaient au détriment de la Yougoslavie et des « révisionnistes ». En 1962, l'affaire cubaine a entraîné un approfondissement du fossé. Les premières attaques contre une action soviétique précise (aventurisme tactique, capitulationnisme stratégique) datent du lendemain de la crise cubaine. En 1963, au cours de divers congrès (bulgare, hongrois, italien, tchèque), le conflit devient patent. Le projet de congrès communiste mondial lancé par l'U.R.S.S. est dénoncé comme une manœuvre pour rendre inévitable l'éclatement du mouvement communiste.

1963 a révélé la profondeur du différend, engagé, en fait, dès le lendemain de la mort de Staline. Une ultime tentative de replâtrage a été faite au cours du premier semestre. Le 9 mars, Mao invitait N. Khrouchtchev à Pékin. Les Soviétiques répondaient par une invitation à Moscou d'une délégation chinoise. La Chine donnait son accord, le 9 mai. Mais le 14 juin, Pékin publiait les 25 « points » qui résument l'attitude des Chinois : ceux-ci considèrent que la crainte des Soviétiques de voir les guerres nationales de libération et les

révolutions comporter un risque de conflit mondial nucléaire est un non-sens. L'U.R.S.S. ne peut continuer à jouer le rôle de leader du mouvement révolutionnaire mondial, si elle a cette appréciation erronée des rapports de force dans le monde actuel et cette conception stratégique faussée par la crainte chimérique de l'utilisation par les États-Unis de leur armement nucléaire. Bref, c'est la condamnation de la politique de coexistence pacifique.

L'U.R.S.S. fait expulser un groupe de Chinois qui distribuaient à Moscou le texte des 25 points et accuse la Chine de dresser les citoyens soviétiques contre leur gouvernement. La Chine estime que la non-publication prouve justement que l'U.R.S.S. refuse de considérer le conflit comme idéologique et le transforme en un conflit entre États.

Aucune surprise si *la réunion sino-soviétique de Moscou* (5-20 juillet) se solde par un échec total.

La Chine dénonce dans les accords de Moscou (U.R.S.S., Angleterre, États-Unis) sur l'arrêt des expériences nucléaires une alliance du gouvernement soviétique avec l'impérialisme capitaliste ; les Soviétiques répliquent que les Chinois sont contre la coexistence pacifique telle qu'elle est définie par Lénine. Les Chinois révèlent alors que l'U.R.S.S. a dénoncé, en 1959, un accord secret de 1957 sur une aide au développement de l'armement nucléaire (y compris la livraison d'armes atomiques) de la Chine. De son côté, l'U.R.S.S. dénonce les ambitions démesurées de la Chine qui ferait mieux de consacrer ses efforts à son développement économique et déclare entâchée de racisme la volonté chinoise de *leadership* sur les mouvements révolutionnaires d'Afrique et d'Asie.

En 1964, la polémique s'est poursuivie autour des deux grands thèmes de la contre-propagande soviétique.

1) La question des « ambitions territoriales » de la Chine à l'égard de l'Union soviétique (et aussi de l'Inde). Les Soviétiques ont cherché la preuve du désir de révision des frontières sino-soviétiques dans une interview accordée par Mao à des parlementaires japonais. Cette preuve paraît fragile et le problème recouvre en fait des questions de nationalités (Turkestan).

2) La question du racisme chinois a été mentionnée explicitement au Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique dans le rapport Souslov (14 février 1964), puis dans la déclaration de Govourov au lendemain du Congrès d'Alger.

La dernière tentative soviétique pour s'opposer à l'explosion de plus en plus prévisible d'une bombe chinoise a été la déclaration de Zorine : les Chinois, ayant des buts particuliers non compatibles avec ceux de l'Alliance communiste, ne pourraient être soutenus automatiquement par l'armement nucléaire soviétique, en cas de conflit. Cette déclaration paraît avoir facilité les actions américaines

au Nord-Vietnam après les incidents du golfe du Tonkin.

Ce conflit a des incidences considérables en Europe. Il favorise le desserrement de l'emprise soviétique sur les satellites (Pologne, Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Tchécoslovaquie) et la libéralisation des Partis communistes occidentaux (voir en particulier la prise de position de Togliatti dans le « Memoriale di Jalta »).

Tout ce fracas des tensions extérieures ne doit pas cacher l'évolution politique, sociale et économique de la vie soviétique elle-même. Peu à peu les dirigeants reconnaissent le poids de lois économiques naturelles et essaient de leur faire une place raisonnable. C'est le sens même des transformations de la gestion des entreprises. Ces dernières devront s'adapter aux exigences de la consommation, notamment aux désirs de la clientèle, et non plus se contenter de répondre aux normes de production fixées par les plans.

Quant aux relations soviéto-américaines, si elles s'inscrivent toujours dans le cadre de la coexistence pacifique, elles sont provisoirement « gelées », aussi bien par la politique américaine au Vietnam – essentiellement par les bombardements du Nord – Vietnam – que par la polémique de Pékin contre Moscou. L'U.R.S.S. est ainsi conduite à accorder plus d'importance aux pays d'Europe occidentale avec lesquels ses relations peuvent s'améliorer. Parmi ces pays la France, pour des raisons historiques et politiques, occupe une place privilégiée. Le succès du voyage du général de Gaulle en Union soviétique au mois de juin 1966 s'explique, dans une large mesure, par cette nouvelle conjoncture internationale.

Table des cartes

- 1. La population du monde en l'an 2000
- 2. Carte linguistique mondiale
- 3. Les conquêtes arabes
- 4. Les Mongols ont-ils hâté le déclin de l'Islam ?
- 5. Le destin de l'Empire ottoman
- 6. Les Musulmans dans le monde actuel
- 7. La diversité de l'Afrique : la géographie
- 8. L'Afrique et ses diversités internes
- 9. L'Afrique et l'Occident
- 10. Routes et fleuves de la Chine classique
- 11. La Chine et l'Inde après Bouddha (500 av. J.-C./500 ap. J.-C.)
- 12. L'Inde au ^{xiv}^e siècle
- 13. Le Japon, pays du soleil et de la mer
- 14. Les grandes invasions (I)
- 15. Les grandes invasions (II)
- 16. Les trois chrétientés d'Europe
- 17. Les deux Europe
- 18. Amérique espagnole et Amérique portugaise
- 19. L'origine des Noirs d'Amérique
- 20. La formation territoriale des États-Unis
- 21. L'univers anglais
- 22. La formation territoriale de la Russie
- 23. Les fronts pionniers en U.R.S.S.

TABLE

Braudel enseigne l'histoire

En guise de préface

Introduction :

I - GRAMMAIRE DES CIVILISATIONS

Chapitre I - Les variations du vocabulaire

Chapitre II - La civilisation se définit par rapport aux diverses sciences de l'homme

Chapitre III - Les civilisations sont des continuités

II - LES CIVILISATIONS NON EUROPEENNES

Première partie - L'Islam et le monde musulman

Chapitre I - Ce qu'apprend l'histoire

Chapitre II - Ce qu'apprend la géographie

Chapitre III - Grandeur et repli de l'Islam (VIII^e-XVIII^e siècles)

Chapitre IV - L'Islam, sa renaissance actuelle

Deuxième partie - Le continent noir

Chapitre I - Le passé

Chapitre II - L'Afrique Noire : aujourd'hui et demain

Troisième partie - L'Extrême-Orient

Chapitre I - Introduction à l'Extrême-Orient

Chapitre II - La Chine classique

Chapitre III - La Chine d'hier et d'aujourd'hui

Chapitre IV - L'Inde d'hier et d'aujourd'hui

Chapitre V - Un Extrême-Orient maritime : Indochine, Indonésie, Philippines, Corée, Japon

Chapitre VI - Le Japon

III - LES CIVILISATIONS EUROPEENNES

Première partie - L'Europe

Chapitre I - Espace et libertés

Chapitre II - Christianisme, humanisme, pensée scientifique

Chapitre III - L'industrialisation de l'Europe

Chapitre IV - Les unités de l'Europe

Deuxième partie - L'Amérique

Chapitre I - L'autre Nouveau Monde : l'Amérique latine
Chapitre II - L'Amérique par excellence : les États-Unis
Chapitre III - Les ombres et les difficultés : d'hier à aujourd'hui
Chapitre IV - À travers l'univers anglais
Troisième partie - L'autre Europe : Moscovie, Russie, U.R.S.S.
Chapitre I - Des origines à la Révolution d'octobre 1917
Chapitre II - L'U.R.S.S. de 1917 à nos jours

Table des cartes



F l a m m a r i o n